AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

tome 1

ÉDITIONS SYLLEPSE

Syllepse, l'alter-éditeur

www.syllepse.net

des livres pour aller plus loin que l'impossible

AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

2E ÉDITION

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

Ouvrage publié en partenariat avec l'Association Autogestion

www.autogestion.asso.fr

L'autogestion est à la fois un but et un chemin.
Comme but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune.
Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, postcapitaliste, est possible.
L'autogestion est de ce point de vue une utopie concrète.
L'Association a pour ambition de promouvoir la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion. Elle vise à mutualiser les expériences de façon critique sans les transformer en modèles normatifs, et à appuyer toute initiative s'inscrivant dans le sens d'un projet émancipateur. Elle regroupe des hommes et des femmes, syndicalistes, coopérateurs et coopératrices, associatifs, féministes, écologistes et politiques de différents horizons.

DES REMERCIEMENTS PARTICULIERS À

Alberto Acosta, Michel Antony, Dario Azzellini, Isabelle Bleton, Pierre Cours-Salies, Emmanuel Delgado-Hoch, Magali Della Sudda, Anne Guérin, Daniel Guerrier, Ralf Hoffrogge (*workerscontrol.net*), François Longérinas, Christian Mahieux, Gus Massiah, Alexandar Matkovic, Julie Matthaei, Sylvie Mayer, Frank Mintz, Eduardo Montes (Frente de Economia Social-La Campora), Irène Paillard, Sylvain Silberstein, Nils Solari, Alan Tuckman (*workerscontrol.net*), le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (Liège), les Éditions Anthropos (Paris), François Maspero (Paris), La Brèche (Paris), Queimada (Madrid) et Spartacus (Paris), l'Institut Tribune socialiste (Paris), l'Instituto de Ciencias Económicas y de la Autogestión (Madrid), l'Institut international de recherche et de formation (Amsterdam), le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve), le Centre Europe Tiers Monde (Genève), la coopérative Sub, l'Union syndicale Solidaires, *À l'encontre* (Lausanne), *Inprecor* (Paris), *Labor Notes* (Détroit), *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Paris), l'association Radar (Montreuil), le site *workerscontrol.net*. Sans oublier ceux et celles qui font vivre l'autogestion au quotidien et celles et ceux qui nous ont confié leur documentation, leurs collections d'affiches et de photos et bien entendu leurs textes.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2019
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS
EDITION@SYLLEPSE.NET
ISBN : 978-2-84950-751-3
ICONOGRAPHIE ET DOCUMENTS : COLLECTIONS PARTICULIÈRES

Que cette encyclopédie devienne un bien commun

Les éditions Syllepse

Quatre ans après sa publication, les éditions Syllepse proposent en accès libre et gratuit à *Autogestion. L'encyclopédie internationale.*

Composée de trois cent entrées rédigées par cent cinquante auteur·es venu·es de nombreux pays, l'*Encyclopédie* couvre les cinq continents, trente-cinq pays et court de 1848 à aujourd'hui. Il s'agit d'un projet international de grande ampleur, multilingue et de longue haleine.

Cette Encyclopédie convoque et conjugue la Commune de Paris, la Révolution russe, l'Espagne libertaire de 1936, la Yougoslavie titiste, la Hongrie des conseils ouvriers, l'Algérie de l'indépendance, la Tchécoslovaquie du Printemps, la Pologne de Solidarnosc, la France de Lip, les utopies nord-américaines, les *poder popular* chilien et portugais, le *Black Power*, Porto Alegre, les révolutions arabes, les bourgeons autogestionnaires chinois, australiens et japonais, le Venezuela, les contre-plans, les mineurs du pays de Galles, les alternatives, les chantiers navals de la Clyde, l'immense volcan autogestionnaire sud-américain, le zapatisme, les biens communs, la transition énergétique et écologique, le féminisme, l'école et la culture, la ville, la Grèce des mémorandums, les récupérations d'entreprises de France, d'Italie, de Croatie, et bien entendu, d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay…

Certaines des contributions écrites en 2015 ou avant peuvent paraître datées, voire dépassées par le cours des événements. Par exemple, les contributions sur le Venezuela et, plus largement, celles concernant le continent sud-américain. Cependant, les possibles décrits dans ces articles, même s'ils ont été défaits, restent des acquis pour l'avenir.

Si cette Encyclopédie est le «navire amiral» de l'ancrage autogestionnaire de notre maison d'édition, de nombreux titres de notre catalogue se réfèrent plus ou moins explicitement à l'autogestion comme critique-pratique des rapports d'exploitation et de domination. Nous en signalerons ici quelques-uns, parmi les plus emblématiques : *Coopératives contre capitalisme* ; *Les Dispensaires autogérés grecs* ; *Occuper,*

résister, produire ; sans oublier la revue *Les Utopiques* dont le numéro 10 est consacré à l'autogestion.

Afin de permettre une lecture plus aisée des quelque 2398 pages de l'ouvrage, nous l'avons découpé en six tomes. Chacun·e pourra y piocher selon ses envies de matière à penser. Nous invitons les lecteurs et les lectrices diffuser les fichiers PDF auprès de celles et ceux qui pourraient en être intéressé·es. Nous ne défendons ici aucun droit de propriété.

Nous souhaitons que cette encyclopédie devienne un bien commun à libre usage par tous et toutes.

Ces sixpremiers tomes seront suivis par autant volumes que l'expérience et la réflexion autogestionnaires le permettront.

mars 2019

« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. »

Mark Twain

TOME 1

Sommaire

TOME 1

5. Que cette encyclopédie devienne un bien commun
Les éditions Syllepse

PROLOGUE

17. Du passé/présent à l'invention d'autres possibles
Benoît Borrits, Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Arthur Leduc, Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Richard Neuville, Catherine Samary, Patrick Silberstein

L'AUTOGESTION EN ACTES

27. MONDE ARABE

29. ALGÉRIE (1962-1965)

29. Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)
Mohammed Harbi

33. À propos du congrès des travailleurs de la terre

36. Instructions générales aux organes de presse écrite et orale
Hocine Zahouane

37. Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre ?

42. Producteurs ou marchandises ?
Hocine Zahouane

44. Un article antisocialiste

45. Une démocratie autogestionnaire en gestation
Michel Raptis

53. Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes

54. Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières

59. Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion

61. Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion
Bureau national d'animation du secteur socialiste

62. Charte d'Alger

68. ÉGYPTE

68. Travailleurs prennent les choses en main (Les)
Jano Charbel

73. TUNISIE

73. Optimum Group Évolution en Scop
Collectif

75. AMÉRIQUE INDO-AFRO-LATINE

77. Un volcan d'émancipations en construction
Richard Neuville

85. AMÉRIQUE ANDINE

85. Communautés et autonomie
Richard Neuville

104. Construire le « buen vivir – Sumak Kawsay »
Alberto Acosta

111. ARGENTINE

111. Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)
Richard Neuville

125. Consolidation des entreprises récupérées
Richard Neuville

133. Curt-Impex
Pilar Gutiérrez

136. Genèse d'une mobilisation ouvrière inédite
Maxime Quijoux

145. Jugos Suin : Désormais, les jus de fruits ont le goût des travailleurs
Gabriel Martín

148. Multiples facettes des coopératives (Les)
Frank Mintz

153. Occuper, résister, produire
Andrés Ruggeri

159. Pipinas, un hôtel abandonné puis récupéré
Pablo Waisberg

161. Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013
Richard Neuville

166. Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché
Richard Neuville

169. Regarder là-bas pour construire ici...
Nils Solari

174. BRÉSIL

174. Budget participatif
Bruno Della Sudda et Richard Neuville

188. Commune du 17 avril (La)
Flora Bajard et Julien Terrié

196. Démocratisation, crise économique et récupérations d'entreprises
Vanessa Moreira Sigolo

201. Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)
Richard Neuville

210. Flaskô, dix ans d'occupation
Vanessa Moreira Sígolo

212. Flaskô, le manifeste

216. Occupation urbaine et coopérative solidaire
Richard Neuville

218. Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul
Richard Neuville

224. CHILI (UNITÉ POPULAIRE, 1970-1973)

224. Poder popular
Franck Gaudichaud

236. Projet de loi sur le système national d'autogestion

241. MEXIQUE

241. Autonomie et construction d'alternatives
Richard Neuville

247. Can worker-owners make a big factory run ?
Jane Slaughter

260. Commune de Oaxaca (La)
Richard Neuville

269. Continental : une multinationale battue
Richard Neuville

274. Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales
Fernando Matamoros Ponce

291. PÉROU

291. Travailleurs et autogestion
Michel Raptis

294. Villa el Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville
Louis Favreau

299. URUGUAY

299. ABC Coop
Richard Neuvile

303. Un processus historique de récupération d'entreprises
Richard Neuville

322. Sans-terre urbains (Les)
Richard Neuville

333. VENEZUELA

333. Conseils communaux et double pouvoir
Richard Neuville

354. Contrôle ouvrier et État bolivarien
Nicolas Johansson-Rosen

366. Essai de caractérisation du processus bolivarien
Richard Neuville

381. Impact et incidences des politiques publiques dans le développement coopératif
Richard Neuville

389. INDEX DES ARTICLES

397. INDEX THÉMATIQUE

* Ce petit logo [▶] placé en notes de bas de page est une invitation à naviguer d'un texte à l'autre, d'une expérience à une autre, d'un temps à un autre. On trouvera à la fin du tome 6 un index alphabétique des articles. Le choix de ces renvois appartient évidemment à l'équipe qui a rassemblé les textes publiés ici.

PROLOGUE

Du passé/présent à l'invention d'autres possibles

**Benoît Borrits, Bruno Della Sudda,
Jean-Pierre Hardy, Arthur Leduc,
Patrick Le Tréhondat, Robi Morder,
Richard Neuville, Catherine Samary,
Patrick Silberstein**

Tel le célèbre spectre du communisme qui a longtemps hanté les cauchemars des possédants des cinq continents, celui de l'autogestion semblait assoupi, enseveli sous la poussière des bibliothèques, remisé au magasin des accessoires d'un autre temps. Les Guizot et autres Metternich de notre temps pouvaient dormir tranquilles. Si pendant une quinzaine d'années, ils avaient eu quelques craintes, le reflux et les défaites des deux dernières décennies du 20e siècle avaient repoussé le spectre au fond des cavernes. Puis, presque tout à coup, à l'insu même de ceux qui conservaient les vieux grimoires, *the take, la toma* – la «prise», voilà un mot qui dit bien le sens des choses – a refait surface dans cette Argentine à la fois si proche et si lointaine

«Occuper, résister, produire»

«Occuper, résister, produire», encore une formule venue d'Argentine qui dit bien ce qui se dessine. Ici et là, à la faveur de la désertion des possédants, le peuple des usines, des bureaux et des quartiers s'est emparé des biens dont il a été exproprié : la terre, l'entreprise, un dispensaire de santé, un «territoire», une ville, la démocratie, un bien commun…

Lentement mais sûrement, l'éclipse de l'autogestion cède la place sinon à la lumière – il faudra encore du temps et de l'expérience accumulée pour la trouver et qu'elle n'aveugle pas –, mais à un clair-obscur projetant quelques lueurs sur ce qui est possible. En réalité, le spectre n'était qu'assoupi et pourtant, telle la célèbre taupe, il vadrouillait, invisible et insaisissable, par-ci par-là au gré des

destructions capitalistes, des explosions sociales et des soubresauts de la culture et de la civilisation.

En leur temps, les tambours d'Eduardo Galeano avaient apporté une première nouvelle : les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Aujourd'hui, l'engagement des Vio.Me, des Pilpa, des Fralib, des Zanon, des RimaFlow, des Flaskô, des New Era Windows et autres Jedinstvo Novo montre que « c'est possible ! » : « On fabrique, on vend, on se paie sans patron ». Cette affirmation devrait figurer sur tous les frontispices des sites Internet et les bannières des contestataires du « Tina » (*There Is No Other Choice* = il n'y a pas d'autres choix que l'ordre établi) de Margaret Thatcher.

Fralib + Lucas Aerospace + Porto Alegre : « Voilà un programme ! » Il faut désormais que la question de la gestion des entreprises, des terres, des services, des biens communs et de la Cité par les citoyen·nes-producteur·trices perce les tympans des Guizot et des Metternich de notre temps.

La clameur qui se lève n'est évidemment encore qu'un murmure. Cependant, malgré un environnement hostile et redoutable, on a vu se lover l'ébauche d'une Internationale des entreprises récupérées, baptisée avec insolence « L'économie des travailleurs ». Quelle insolence que de montrer et de démontrer, contre vents et marées, non par des « arguments mais par des actions », ce que l'Association internationale des travailleurs proclamait à la veille de la Commune de Paris :

> Les travailleurs ont prouvé que la production [...] peut être exercée sans l'existence de la classe des maîtres employant celle des manœuvres ; que les moyens du travail, pour porter fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés ni d'être détournés en moyens de domination et d'exploitation contre le travailleur ; et que le travail salarié, tout aussi bien que le travail des esclaves, que le travail des serfs, n'est qu'une forme transitoire et inférieure qui est destinée à disparaître devant le travail associé.

Si cette Internationale a pris naissance dans le Sud du continent américain, dans le bain de jouvence du mouvement altermondialiste, elle a pris pied en 2014 en Europe, à Gémenos, près de Marseille, chez les Fralib. Après une 5e conférence mondiale réunie au Venezuela en juillet 2015, des prochaines rencontres continentales sont d'ores et déjà prévues, en Amérique afro-latino-indienne, bien sûr, mais aussi en Europe, à l'automne 2016. Le spectre est bel et bien de retour !

Au-delà des solidarités nécessaires, c'est bien la réflexion stratégique partagée qui devrait en bénéficier, d'autant plus qu'elle prendra appui, en France, sur une première victoire dont l'importance doit

être soulignée : en constituant la Scop-Ti, les Fralib ont bel et bien fait reculer la multinationale Unilever. Déjà au Mexique, en récupérant leur usine et en la remettant en marche, les Tradoc avaient remporté un bras de fer contre la multinationale du pneu Continental.

Un spectre aux mille visages

Bien sûr, le spectre de l'autogestion a encore de nombreux défis à relever : il lui faut organiser ses confrontations et ses échanges, restructurer ses filières, revisiter sa mémoire, édifier et expérimenter les formes nouvelles dont il a besoin, multiplier les initiatives et les mises en œuvre. Bien sûr, produire et vendre du thé semble à première vue « plus facile » que fabriquer des pièces détachées ou des produits chimiques dans un processus de production mondialisé. Voilà pourquoi le spectre ne prend pas toujours explicitement l'identité de l'autogestion, qu'il emprunte des chemins de traverse, qu'il se camoufle sous des pseudonymes et des identités multiples. Mais qu'importe, il est là et bien là quand les salarié·es de la multinationale Sanofi élaborent aujourd'hui les conditions d'une production socialement utile, à l'instar de ceux de la Lucas Aerospace britannique qui hier avaient élaboré un plan de reconversion industrielle.

Les Metternich et les Guizot de notre temps observent le spectre avec attention puisque, comme leurs prédécesseurs, « grands seigneurs bien intentionnés » et « hâbleurs philanthropes bourgeois », ils s'efforcent d'« accabler [...] d'éloges affadissants » ces coopératives « qu'ils [ont] en vain essayé d'écraser ». « L'utopie de rêveur » qu'ils « anathématisaient comme un sacrilège de socialiste », doit cependant, selon eux, être confinée aux canards boiteux et aux marges du système économique une façon de la tronquer et de la marginaliser.

Paradoxe des paradoxes, il est intéressant de noter que contrairement aux controverses du temps de l'âge d'or autogestionnaire européen des années 1970, on ne ratiocine plus guère sur l'autogestion : les rapports de force ont changé et la crise des projets « socialistes » a contribué à rendre à la fois plus complexe et plus que jamais indispensable la mise en cause de l'horizon capitaliste par le dégagement d'une orientation de rupture qui soit mobilisatrice, radicale et radicalement démocratique. On s'accorde, plus ou moins, bon gré mal gré, sur cette contradiction apparente : « Non l'autogestion n'est pas possible en système capitaliste, oui son apprentissage est possible en système capitaliste. » Ce n'est pas possible et pourtant ils et elles s'y essaient, éclairant ainsi la piste de la rupture. C'est le message que nous transmettent les Vio. Me de Grèce quand ils déclarent que si les « usines les biens sociaux

doivent être gérés par les producteurs», ils sont pour leur part «libérés des capitalistes». L'Association internationale des travailleurs ne disait d'ailleurs rien d'autre dans son Adresse inaugurale, et dans sa mise en valeur des «écoles de communisme» que devaient être les luttes auto-organisées, de toutes sortes, à la fois dans le système et contre lui.

Les gloses (marginales) des années 1970 mises aux oubliettes, on discute en effet aujourd'hui, expériences et utopies concrètes à l'appui, de choses sérieuses. Ainsi, en Argentine, le phénomène massif de récupération des entreprises a fait resurgir le débat opposant «nationalisations sous contrôle ouvrier» et «coopératives». Mais dans un contexte où il était impossible de s'appuyer sur les pouvoirs publics, la majorité des entreprises concernées a rapidement choisi de se constituer en coopératives: car il fallait bien continuer à produire pour vivre et à enfoncer des coins dans le système. Le débat ne peut que se poursuivre, notamment à la faveur d'un éventuel changement de conjoncture politique nationale. Aux États-Unis, la question ne se pose même pas. Le choix de la coopérative se fait inévitablement, tandis que les financements privés non lucratifs (ONG, syndicats, etc.) multiplient les aides pour le montage de telles coopératives.

Il en est évidemment autrement en France où, le lassallisme ayant fait florès sans le dire, on se tourne vers l'État pour lui demander la solution. Et pourtant, avec Scop-Ti, La Fabrique du Sud… et SeaFrance, les occasions ne manquent pas pour engager le débat: socialisation, appropriation collective, expropriation, coopératives, etc. Volkswagen et la situation faite à la Grèce sont des exemples des mêmes enjeux et de la nécessité d'une riposte internationale qui mette les citoyen·nes-producteur·trices au centre du jeu.

Il va de soi que l'installation des entreprises récupérées dans la *durée,* quel que soit leur statut juridique, ouvre un débat stratégique. Celui-ci s'alimente notamment à la prise en compte de l'évaluation de leur fonctionnement interne, de leur mode d'insertion sur un territoire local, de leur prise en compte des enjeux écologiques et de la solidarité citoyenne, alors même qu'elles sont plongées dans un redoutable environnement capitaliste – et largement soumises à lui, c'est un truisme. Même s'ils demeurent encore limités en nombre, ces projets autogestionnaires, habillés pour la circonstance en projets coopératifs – car c'est bien de cela dont il s'agit – sont de plus en plus nombreux. S'agit-il d'un point d'appui pour les résistances ou au contraire d'un enlisement d'autant plus légitimé par les pouvoirs existants qu'ils détournent peut-être d'exigences plus radicales quant à la satisfaction des besoins et des droits, et qu'ils se plient finalement, aux

«règles du jeu» de la concurrence marchande? Le deuxième terme de l'alternative sera d'autant plus puissant que rien n'aura été fait pour intégrer ces expériences dans une vision et une activité du mouvement social, dans des réseaux d'action et de réflexion qui évaluent leurs apports, leurs limites et leurs difficultés, pour aller plus loin.

Si l'altermondialisme a puissamment contribué à délégitimer l'idéologie capitaliste, si les processus révolutionnaires amorcés et les nouvelles mobilisations citoyennes dans le sillage ont contribué à enfoncer des brèches, aucun projet alternatif cohérent porté par de larges secteurs n'a cependant encore émergé à l'échelle mondiale. Aucune solution n'a été apportée à la crise globale et multiforme ouverte en 2008 et la situation chaotique du monde ne fait que s'aggraver. Dans un tel contexte, comment ne pas comprendre que le retour de l'autogestion se fraie un chemin difficile et semé d'embûches?

Des utopies concrètes

Les projets coopératifs à l'œuvre se heurtent à des limites et à des contradictions et charrient parfois des ambiguïtés. Ils n'ont pas tous – et pas à chaque instant – le goût et le parfum de l'autogestion tels que l'imaginent les amateurs de modèles. Ce n'est pas nouveau, aujourd'hui comme hier, les embûches sont nombreuses: bureaucratisation, confiscation, étouffement de l'esprit initial, normalisation, retournement en son contraire… Ces utopies concrètes sont cependant hautement significatives de l'aspiration à prendre ses affaires en mains, à s'organiser sans hiérarchie et sans patron, à établir d'autres rapports sociaux. Ainsi que l'écrivait Karl Marx à Ludwig Kugelman, le 9 octobre 1861, «dans les utopies d'un Fourier, d'un Owen, se lisent le pressentiment et l'expression fantastique d'un monde nouveau». Ces moments, ces «territoires-frontières», laissent en effet entrevoir la société post-capitaliste, l'autogestion généralisée. C'est à la fois un élément décisif de réponse à la crise de civilisation où nous conduit le capitalisme, un outil de déconstruction de l'idéologie dominante et de préparation des ruptures avec l'ordre établi globalisé. Les mouvements qui ont commencé à s'organiser, du local au global – contre les traités de libre-échange, pour la «souveraineté alimentaire» ou la défense de droits universels – contribuent à recomposer une action et une pensée «stratégique» où s'affirme l'exigence démocratique d'un contrôle social pluraliste sur les grands enjeux de société. C'est une composante essentielle d'une nouvelle réflexion «autogestionnaire» qui ne s'arrête pas aux frontières des entreprises atomisées.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'à chaque époque, les mouvements d'émancipation ont organisé, au sein même de la société capitaliste, des «contre-pouvoirs», opposés au pouvoir des maîtres de l'État et de l'argent. Sociétés d'entraide et de secours mutuels, associations et syndicats, journaux, maisons d'édition, centres de vie communautaire, maisons du peuple, Bourses du travail, coopératives et entreprises culturelles de toutes sortes, ont façonné une conscience autonome et amorcé ce que nous appellerions aujourd'hui des pratiques alternatives laissant entrevoir un autre possible.

À la fois projet, programme et pratique sociale, l'autogestion se fraie un difficile chemin dans l'histoire de l'émancipation. Mais ce n'est pas seulement la musique d'un avenir incertain que l'on entend, c'est aussi, au cœur même de la société telle qu'elle est, que se joue la partition de l'autogestion quand des groupements et des mouvements sociaux s'emparent des biens communs et du possible pour modifier les conditions qui leur sont faites.

Explorer le passé et le conjuger au présent

Cette *Encyclopédie internationale de l'autogestion,* puisque c'est d'elle dont il s'agit, a donc convoqué et conjugué la Commune de Paris, la Révolution russe, l'Espagne libertaire de 1936, la Yougoslavie titiste, la Hongrie des conseils ouvriers, l'Algérie de l'indépendance, la Tchécoslovaquie du Printemps, la Pologne de Solidarnosc, la France de Lip, les utopies nord-américaines, les Poder Popular chilien et portugais, le Black Power, Porto Alegre, les révolutions arabes, les bourgeons autogestionnaires chinois, australiens et japonais, le Venezuela, les contre-plans «ouvriers», les mineurs du Pays de Galles, les alternatives, les chantiers navals de la Clyde, l'immense volcan autogestionnaire sud-américain, le zapatisme, les biens communs, la transition énergétique et écologique, le féminisme, l'école et la culture, la ville, la Grèce des mémorandums, les récupérations d'entreprises de France, d'Italie, de Croatie, et bien entendu d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay.

En 2010, la parution du livre *Autogestion : Hier, aujourd'hui, demain* correspondait à un constat et un pari : le retour de l'autogestion. Nous savons à présent que le pari est gagné : ce retour, aussi fragile et incertain soit-il, est un retour durable. Symptomatiquement, depuis 2010, plusieurs ouvrages, en anglais et en espagnol notamment, ont fait leur apparition dans les librairies : *La autogestión como alternativa : Crisis y autogestión en el siglo XXI* et *Ours to Master and to Own : Workers' Control from the Commune to the Present.*

Boîte à outils et boîte à idées, c'est cela que se veut être cette *Encyclopédie.* D'autres éditions viendront compléter les manques et les absences et surtout, espérons-le, les moments et les territoires-frontières autogestionnaires à venir. Le comité éditorial international qui se constitue aura à cœur de mener ce travail pour que dans les bruissements autogestionnaires de notre temps, nous entendions la clameur de Jacques Roumain :

> Nous rebâtirons Copan,
> Palenque,
> Et les Thihuanacos socialistes
> Ouvrier blanc de Detroit péon noir d'Alabama
> Peuple innombrable des galères capitalistes
> Le destin nous dresse épaule contre épaule
> Et reniant l'Antique maléfice des tabous du sang
> Nous foulons les décombres de nos solitudes
> Et nous brassons le mortier des temps fraternels
> Dans la poussière de nos idoles ?
>
> («Bois d'ébène»)

L'AUTOGESTION EN ACTES

MONDE ARABE

ALGÉRIE (1962-1965)

Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)

Mohammed Harbi

Lorsqu'à l'automne 1963, le président Ahmed Ben Bella décide l'organisation d'un congrès des travailleurs du secteur agricole autogéré, baptisé à tort «congrès des fellahs», la première question posée est de savoir qui devait l'organiser. Le Front de libération nationale (FLN), dont l'appareil est encore en gestation après son implosion au cours de l'été 1962, le Bureau national d'animation du secteur socialiste (BNASS), maître d'œuvre des décrets de mars 1963[1], l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ou le ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, bras exécutif de la politique agricole.

Dans une interview à *Révolution africaine* (juillet 1963), Ahmed Ben Bella estime qu'il revient au syndicat de prendre le secteur socialiste en main. Tournant le dos à cet engagement, il confie la préparation du congrès au FLN. Ce revirement s'explique par le discrédit de la direction de l'UGTA. Parvenue au sommet de l'organisation à l'issue d'un véritable coup de force appuyé par Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider et Bachir Boumaza, la direction centrale n'a pas réussi à toucher le cœur des travailleurs. Sa légitimité n'est pas reconnue. Dans le même temps, les partisans de l'autonomie à l'égard du FLN, sûrs de l'appui des syndicats urbains, tentent de l'extérieur de s'implanter dans le

1. [▶ Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières].

secteur agricole, de combattre toute déviation étatique de l'autogestion et d'unifier sous leur égide la classe ouvrière.

La conquête de l'UGTA est un enjeu d'importance pour toutes les factions du FLN, à droite[1] comme à gauche. Dans le monde du travail, les ouvriers du secteur agricole forment la majorité de la classe travailleuse. La première initiative en vue d'organiser un congrès des travailleurs de la terre a pour origine la commission organique du FLN sous l'impulsion d'Omar Benmahjoub, membre du bureau politique.

Au départ, il y a un noyau central confié à Belhamissi, un des secrétaires de l'UGTA «illégitime» qui a l'appui du secrétariat du FLN et de ses compères de la direction de l'UGTA pour organiser les réunions à l'échelle nationale et préparer le programme du congrès. Ni le bureau politique ni le comité central n'en sont avisés. L'affaire s'ébruite quand le ministre de l'agriculture, Ahmed Mahsas, informé par ses collaborateurs des réunions organisées dans les domaines agricoles reprend le projet à son compte. Il semble à un moment que Benmahjoub et Mahsas agissent de concert. Benmahjoub cherche à investir comme candidat Belhamissi au secrétariat général de l'UGTA et ne tarit pas d'éloges à son égard. Il répète sans cesse : «Ce Belhamissi est une révélation sur le plan syndical», mais omet de signaler que celui-ci, instituteur de son état, n'a même pas été élu par la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture. Quant à Mahsas, son but est clair. Il s'en est ouvert en toute franchise après le congrès à un membre du bureau politique, Aït El Hocine, ancien responsable de l'Amicale des Algériens en France : «Oui, vous avez tous des bases dans les fédérations, moi aussi je veux m'en créer une[2].»

Que faire pour éviter l'embrigadement des ouvriers agricoles et aider les partisans de l'autogestion en lutte contre les bureaucrates qui veulent faire main basse sur l'UGTA ? Avant même que Zahouane, le responsable de la commission d'orientation, ne soit alerté, des réunions informelles se tiennent entre des éléments du BNASS (Lotfallah Souleiman, Mohammed Harbi), de l'UGTA (Mourad Benattig, Rebah Slimane) et un député (Abdelaziz Zerdani). En sort un texte diffusé par la section de l'UGTA d'Alger-Centre (Document n° 1[3]). Aussitôt après, Abdelaziz Zerdani soulève la question lors d'une réunion de la commission d'orientation. La décision est prise de faire barrage aux

1. S'y retrouvent des partisans de la propriété privée et des étatistes liés à Ben Bella, ainsi que d'anciens apparatchiks du PPA-MTLD.
2. Propos rapportés à Hocine Zahouane par Aït El Hocine.
3. [▶ À propos du congrès des travailleurs de la terre].

manœuvres qui visent à réviser les décrets de mars sur l'autogestion et à consolider l'étatisation du mouvement ouvrier. Les défenseurs de l'autogestion au comité central se réunissent à la préfecture d'Alger sous la présidence de Hocine Zahouane, réunion au cours de laquelle sont prises les mesures suivantes : déclencher une campagne d'information à tous les niveaux pour dénoncer les intrigues des bureaucrates du FLN qui substituent à un fonctionnement normal des institutions les jeux de l'ombre ; s'appuyer à cet effet sur les textes de la charte d'Alger[1] et le discours d'Ahmed Ben Bella au congrès du FLN (avril 1964) ; désigner Mohand Saïd, animateur de la commission des organisations de masse, pour suivre les travaux du congrès ; charger Mohammed Harbi de rédiger une note d'orientation à la presse, à la radio et à la télévision pour éclairer l'opinion sur les tentatives de révision des décrets de mars (Document n° 2[2]).

Les directives de la commission d'orientation sont suivies à la lettre par tous les organes de presse et plus particulièrement par les hebdomadaires *El Moudjahid* de langue arabe et *Chabab* (jeunesse) sous l'autorité de Zemnouar Merrouche et de Haïdar Hassani. Dans *Révolution africaine,* Amar Ouzegane se tient sur une prudente réserve.

Notre but n'est pas de nous substituer aux représentants des ouvriers agricoles, mais de neutraliser l'action de leurs ennemis. Dès l'ouverture du congrès, le président Ben Bella apporte sa caution à Mahsas : « Je vous présente Mahsas qui a fait de la prison avec moi. Il n'a de leçon à recevoir de personne. » L'attaque déguisée vise Mazouzi, Rebah, Slimane et Mourad Benattig et conforte ses amis. Choqué, Mazouzi quitte le congrès. Les fonctionnaires du ministère de l'agriculture n'ont pas les mains libres pour autant. Les délégués des ouvriers agricoles ne se laissent pas faire. Les récalcitrants sont séquestrés à Rocher-Noir avant l'ouverture du congrès. Malmenés par Mokhtar Bouchafa[3] qui les menace en exhibant ostensiblement son revolver, ils réagissent au congrès et présentent leurs doléances sans faux-fuyants. De leurs interventions il ressort que les assises de la Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNTT) tournaient, comme le premier congrès de l'UGTA, à l'opération policière (Document n° 3[4]).

À gauche, Hocine Zahouane décide de réagir le samedi. Resté en contact avec les cadres de la commission d'orientation (le capitaine

1. [▶ Charte d'Alger].
2. [▶ Instructions générales aux organes de presse écrite et orale].
3. Chef du commando du FLN à Alger avant Yacef Saadi.
4. [▶ Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre ?]

Mostafa Khalfallah, Ali Merrouche), de la commission économique (Hamadache) et de l'UGTA (Rabah et Benattig), il se rend au congrès où il trouve une atmosphère irrespirable. Pressenti comme futur secrétaire général de la FNTT, Bouchafa oriente les travaux du congrès et en expulse Belhamissi en recourant à la violence. Zahouane téléphone à Ben Bella, l'entretient de l'atmosphère qui règne au congrès et de la volonté des fonctionnaires du ministère de l'agriculture de prendre par la menace et l'intimidation le contrôle de la commission exécutive de la FNTT. S'ensuit un échange sur la notion de producteur. Ils ne parviennent pas à s'entendre au téléphone, Zahouane se rend alors à la villa Joly et lui fait un compte-rendu du déroulement du «congrès». Gêné, Ben Bella promet finalement après une discussion serrée que sur les quarante-deux membres de la commission exécutive, il n'y aurait que deux fonctionnaires. Il se rend à Ben Akroun pour sermonner Bouchafa et ses collègues. Il est 16 heures. Tout le monde croit à un revirement de Ben Bella. Les partisans de Benmahjoub Nekkache et Boudissa se rendent à la villa Joly et le font changer d'avis. Vers 18 heures, Zahouane fait un saut au congrès. Les jeux étaient presque faits. Certains délégués pleuraient de rage. Zahouane reprit le chemin de la villa Joly pour demander des explications à Ben Bella. Celui-ci ne savait que répondre et finit par lui dire: «Les autres frères de la commission organique s'en occupent. Je te demande de ne pas ajouter à la tension et ne plus intervenir.» L'échange est tendu: «Je ne cautionnerai pas une telle politique et tu dois t'attendre à ma démission.» Ben Bella l'accompagna jusqu'à l'ascenseur: «Non, ce n'est pas comme ça qu'il faut me dire.» À 21 heures, Zahouane fait à nouveau un saut au congrès. Les imposteurs jubilaient aux côtés de Boudissa, mais Ben Bella sanctionna Bouchafa auquel échappe le secrétariat général au profit de Ramdane Bouchebouba, ancien contrôleur général de l'organisation du MTLD, arrêté en France au cours de la guerre comme chef de wilaya.

Le soir même de la clôture d'un congrès scandaleux, Zahouane adresse un article au *Peuple d'Alger,* à *Républicain* et à *Alger Le Soir* et les conjurés se retrouvent en accusés devant l'opinion publique (Document n° 4[1]).

Ce n'est que le 29 décembre que Zahouane revoit Ben Bella en présence de Ben Alla. Ben Bella lève les bras au ciel et dit: «Comment tu nous fais un coup comme ça, Hocine.» «Je t'avais averti, répond Zahouane et de toute façon ce congrès est un scandale et il reste contesté.» «Oui, tu vois, c'est que je ne voulais pas laisser le congrès entre les mains des communistes», répond Ben Bella. Les communistes,

1. [▶ Producteurs ou marchandises?].

c'était pour Ben Bella les nationalistes de gauche, c'est-à-dire tous ceux qui s'étaient opposés à lui sur la question de l'autonomie des syndicats et qui, sur le terrain étaient les adversaires des syndicalistes du PCA.

Lors de la réunion du comité central qui suivit le congrès de la FNTT, Saadouni proposa de dénoncer le congrès de la FNTT. Ben Bella élude la question et ne l'inscrit pas à l'ordre du jour. Ce fut, après l'épreuve du congrès un moment révélateur des ambiguïtés du président Ben Bella sur la question de l'autogestion et des illusions que nourrissent à son égard les concepteurs des décrets de mars. En vérité, l'année 1964 est caractérisée par une offensive tous azimuts des tenants du conservatisme social et des étatistes qui avancent masqués derrière le bouclier de la religion. La gauche, qui inclut en son sein le parti de la sécularisation, s'est vue accusée d'anti-arabisme, d'anti-islamisme et d'athéisme (Document n° 5[1]). Et, comme Ben Bella considère l'islam comme le ciment normatif de la société, il s'est montré plus sensible aux pressions de ses amis étatistes qu'aux intérêts fondamentaux du monde ouvrier.

avril 2010

Document n° 1

À propos du congrès des travailleurs de la terre

La convocation précipitée d'un congrès des travailleurs de la terre en vue de créer au sein de l'UGTA une fédération nationale constitue une manœuvre dont le succès peut s'avérer désastreux pour le mouvement révolutionnaire en Algérie.

Cette manœuvre tend à : liquider l'autogestion et les décrets de mars en légalisant la bureaucratisation et la policisation du système ; prendre de court les efforts que commencent à faire les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier en vue de créer un véritable syndicat des travailleurs de la terre, syndicat qui grouperait, organiserait [...] les ouvriers agricoles et les paysans pauvres en vue d'une réforme agraire populaire ; assurer la mainmise de la bureaucratie policière sur le prochain congrès national de l'UGTA en y introduisant une « fédération » qui se ferait représenter par un nombre diluvien de délégués [...] ; liquider les perspectives révolutionnaires en semant la confusion dans les esprits, en affirmant péremptoirement que la révolution socialiste est « déjà accomplie » et que les contradictions qui se sont manifestées ne sont plus que de simples « tensions » qui doivent être résorbées dans une

1. [▶ Un article antisocialiste].

aberrante union organique et syndicale des «travailleurs de la terre, des cadres techniques et employés du ministère de l'agriculture».

À notre avis, la bataille qui doit s'engager à propos de ce congrès est une bataille décisive dont l'issue marquera le développement de la situation future. Si la bureaucratie antisocialiste et policière du ministère de l'agriculture réussit dans sa manœuvre, il ne restera aux éléments révolutionnaires du mouvement syndical et du Parti qu'un champ d'action très restreint. [...]

En effet, la manœuvre de la bureaucratie du ministère de l'agriculture et des éléments bureaucratiques de l'UGTA consiste en ceci : convoquer un congrès de «délégués non représentatifs» et le baptiser à la fois «second congrès de l'autogestion agricole» et «congrès constitutif de la Fédération UGTA des travailleurs de la terre»; faire homologuer par ce congrès [un] «règlement intérieur d'un domaine autogéré» qui liquide en fait l'autogestion et la remplace par une «participation des travailleurs à la gestion»; [...] légaliser la mainmise de la bureaucratie policière sur cette fédération syndicale, en y organisant aussi bien les travailleurs de l'autogestion que les liquidateurs de cette autogestion, c'est-à-dire «les cadres techniques et employés du ministère de l'agriculture»; s'assurer à partir de cette fédération une majorité de délégués au prochain congrès national de l'UGTA.

S'agit-il d'un congrès des travailleurs de la terre ?

Selon les statuts de l'UGTA peuvent se constituer en «fédération professionnelle» les travailleurs déjà membres de l'UGTA et qui peuvent justifier avoir payé leurs cotisations régulièrement. Or, sous prétexte que «le principe de l'UGTA veut que l'on défende les syndiqués et les non syndiqués», on a retenu le principe de la «représentation par domaines» (un délégué par six domaines). Ont participé à la désignation des délégués, les travailleurs syndiqués aussi bien que les travailleurs non syndiqués. Statutairement, le congrès n'est donc pas et ne peut pas

être un «congrès constitutif d'une fédération nationale de l'UGTA des travailleurs de la terre». Pourquoi cette confusion? Au cours de la séance du 29 novembre 1964, Belhamissi a déclaré: «Pour nous, il importe de créer cette fédération pour qu'il y ait des frères qui s'occupent sérieusement des travailleurs de la terre. L'essentiel est de mettre des structures sur pied.» Cette déclaration découvre le pot aux roses: il ne s'agit pas de convoquer des travailleurs syndiqués appartenant à la même catégorie de professions à se constituer en unions régionales d'abord et ensuite en fédération nationale, il s'agit de créer des structures pour que *des frères s'occupent des travailleurs de la terre.*

Qui s'occupera des travailleurs de la terre?

L'article 1 du projet de statut déclare: «Conformément aux statuts de l'UGTA, de la Constitution de la République algérienne démocratique et populaire et à la charte d'Alger[1], il est formé entre les travailleurs de la terre, les cadres techniques et les employés du ministère de l'agriculture une fédération syndicale prenant le titre de Fédération nationale des travailleurs de la terre.» Il est inutile de chercher plus loin la réponse à notre question: ce sont «les cadres techniques et les employés du ministère de l'agriculture» qui s'occuperont des travailleurs de la terre; d'autant plus que la pression de fait de la bureaucratie-policière deviendra irrésistible après la liquidation de l'autogestion, liquidation qui est à l'ordre du jour du congrès «constitutif». [...]

Bureaucratiser et policer l'autogestion afin de s'assurer une majorité de délégués au prochain congrès national de l'UGTA

En fait, le but que cherche la bureaucratie policière est: [...] de s'assurer par le truchement de la participation des «cadres techniques et employés du ministère de l'agriculture» une mainmise de fait sur cette fédération; de faire participer «en masse» les travailleurs de l'autogestion à cette fédération noyautée afin de s'assurer une majorité de délégués au prochain congrès [...].

[Les] instructions du ministre de l'agriculture assurerait à la bureaucratie policière une représentation majoritaire au prochain congrès national de l'UGTA (2 000 délégués en ne tenant compte que des travailleurs de l'«autogestion» au nombre de 200 000). Plus besoin de «coup d'État», plus besoin de mesures «illégales», la bureaucratie policière peut s'assurer «démocratiquement» de la désignation de la prochaine centrale et de

1. [▶ Charte d'Alger].

son secrétariat. Mais en attendant, il est nécessaire que la bureaucratie policière achève la mise au pas des travailleurs de l'autogestion. Cela est assuré par : la participation dans la même fédération des travailleurs et des « cadres techniques et employés du ministère » ; l'introduction d'un projet de règlement intérieur d'un domaine autogéré qui liquide en fait l'autogestion. Il est d'ailleurs à remarquer que le projet de rapport préparé en vue du « congrès constitutif » évite de parler de la « gestion directe », principe de base des décrets qualifiés historiques de mars 1963[1]. Par contre, il parle à plusieurs reprises de « la participation active des travailleurs à la gestion et à l'administration ».

Le projet de règlement intérieur crée des organes placés auprès du directeur et relevant « directement » de lui et leur transfère toutes les attributions de « gestion » qui étaient auparavant dévolues au conseil des travailleurs et au comité de gestion sont transformés en « assemblée d'homologation ». [...]

Dénoncer la manœuvre

L'enjeu va donc au-delà de l'autogestion déjà plus ou moins châtrée. L'enjeu est politique. Il vise la mise au pas d'une organisation nationale : l'UGTA. C'est pourquoi, il faut à tout prix que les militants révolutionnaires se mobilisent pour faire échouer la manœuvre de la bureaucratie thermidorienne. [...]

Document n° 2

Instructions générales aux organes de presse écrite et orale

Hocine Zahouane

[...] La presse nationale doit réaffirmer que le Congrès des travailleurs de la terre, pour être valable, se doit de respecter rigoureusement les statuts de l'UGTA. Cela suppose : a) que les délégués au congrès ont été élus démocratiquement, qu'ils sont par conséquent l'émanation du collectif des travailleurs [...] ; b) que ces délégués sont des travailleurs qui partagent [...] les conditions de vie et de travail de la masse laborieuse qu'ils sont censés représenter.

Le Parti rappelle que ce n'est qu'à la stricte condition que ces règles de la démocratie révolutionnaire soient appliquées que les travailleurs

1. [▶ Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes].

auront confiance dans le syndicat [...], ce qui permettrait l'essor de la production et la mobilisation dans l'enthousiasme pour le progrès de la réalisation de la révolution socialiste.

[...] Faire confiance aux travailleurs, c'est éviter systématiquement de les soumettre à la tutelle d'un bureaucratisme paternaliste qui ignore la volonté des travailleurs et souvent la bafoue.

La presse nationale doit réaffirmer avec force le principe que le Parti à inscrit dans la charte et qui déclare que l'autogestion est le moyen pour les masses laborieuses d'émerger progressivement sur le plan politico-économique pour se constituer en force dirigeante. Cela fait ressortir l'importance du rôle accordée par le Parti aux masses et aussi l'importance de l'autogestion comme moyen de promotion. Le congrès des travailleurs de la terre ne saurait aller à l'encontre de cette exigence historique, devenue l'exigence fondamentale des masses laborieuses. Dans l'autogestion, ce sont les producteurs qui sont les maîtres de leur destin. Ils ne chargent personne de faire la révolution à leur place. [...]

À l'occasion de la tenue [de ce congrès], il est nécessaire que la presse nationale rappelle le principe de l'alliance indéfectible entre les travailleurs des campagnes et ceux des villes. Vouloir les opposer, c'est [...] œuvrer à affaiblir les uns et les autres, c'est porter un coup fatal à la révolution socialiste. [...]

23 décembre 1964

Document n° 3

Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre ?

[...] Réunis en petits groupes, [les délégués] discutaient sans interruption. Parfois calmement, souvent avec passion. Ils discutaient de plusieurs questions : la date de la tenue du congrès, la façon dont étaient choisis les délégués, etc. De temps à autre, le chahut monte et des délégués menacent de se retirer. Ici un délégué des ouvriers est contesté par les fonctionnaires de l'ONRA. Là un délégué de l'ONRA est rejeté par les ouvriers qui lui contestent qu'il soit un ouvrier agricole. [...] Nous avons entendu un ouvrier d'Orléansville dire à un fonctionnaire de l'ONRA : « Vends la 404, enlève les gants, viens labourer avec nous ; à ce moment-là tu seras parmi nous. »

Toutes ces divergences n'étaient pas nées au congrès. Elles s'étaient manifestées dans les pré-congrès qui se sont déroulés différemment.

Certains pré-congrès se sont bien passés. Dans d'autres, la bureaucratie a choisi les délégués sans tenir compte de l'avis de la base.

[...] On lisait sur les visages des expressions de tension, de mécontentement; les paysans aux turbans blancs, jaunes, agitaient leurs bras en disant qu'ils n'accepteraient pas de marcher comme des moutons sous les bâtons de la bureaucratie. Ils ne se sont calmés qu'avec l'arrivée du secrétaire général du parti, le frère Ben Bella, qu'ils ont accueilli avec une tempête d'applaudissements et d'acclamations. [...]

Ben Bella commence son discours en disant: «Je ne suis ni avec l'Agriculture ni avec l'UGTA, mais je dirai un mot sincère. Ce congrès a réalisé un de nos rêves, celui de voir organisés dans une Fédération les travailleurs de la terre. Vous avez pris des décisions dans votre premier congrès. La plupart de ces décisions n'ont pas été appliquées. Je suis venu ici pour vous parler sincèrement de nos insuffisances.» Après s'être demandé: «Est-ce que l'autogestion est appliquée?», le Président répond: «Non: les ouvriers ne jouent pas encore le rôle qui leur revient, l'assemblée des travailleurs, le comité de gestion, le conseil des travailleurs ne remplissent pas leurs fonctions telles qu'elles sont définies par les décrets de mars et la charte d'Alger.»

On procéda ensuite à la lecture des rapports en français. Les fellahs protestèrent en demandant la traduction, laquelle était souvent en arabe littéraire, que les fellahs ne pouvaient ni suivre ni comprendre clairement. On traduisit quelques chapitres importants; mais du fond de la salle les fellahs crient: «On n'a rien compris, parlez-nous en notre langue.»

Ensuite on donna lecture du rapport d'orientation qui est le plus important parce qu'il a fait ressortir les principaux points de l'autogestion, comme il a limité avec précision le rôle des syndicats révolutionnaires dans le régime nouveau. Dans ce rapport, il est dit que «l'agriculture représente une grande part de notre production nationale. L'UGTA doit organiser tous les travailleurs de la terre afin de poursuivre la révolution agraire jusqu'à son terme car seul notre succès dans ce domaine peut nous aider à nous industrialiser. Ceux qui s'opposent ouvertement ou discrètement à la prise des moyens de production par les travailleurs sont des saboteurs». Le rapport poursuit en disant que le rôle des syndicats est d'organiser les masses laborieuses et de les orienter dans le combat pour l'augmentation de la production.

Le second jour [...], des ouvriers se lèvent et demandent à leurs collègues de quitter le congrès en protestation contre la présence de délégués non élus. Une grande partie des délégués se lèvent et se dirigent vers la porte. Mais le bureau du congrès arrive à calmer les délégués.

Tout au long du congrès, le chahut, les cris, les accusations se répètent de toutes parts. [...]

Le délégué d'Annaba prend la parole. Il critique le projet de statut de la ferme autogérée qui met les organismes sous l'autorité du directeur. Il demande, s'il n'y a pas de secrets, qu'on explique ce qu'on vise par ce statut. (*Ce statut a été retiré après avoir soulevé l'opposition de la majorité.*)

Essaif al Arbi (des Aurès) commence son discours en disant : « Nous voulons la liberté. Nous sommes contre l'oppression. Nous refusons tout paternalisme bureaucratique [...]. Nous voulons des écoles pour nos enfants, des écoles de formation pour les ouvriers agricoles d'avant-garde. Nous voulons les allocations familiales pour les ouvriers agricoles et la distribution des bénéfices, des stations pour la conservation des produits agricoles. »

Boudhraa Abdellah (Constantine) dénonce d'abord la contre-révolution soutenue par la réaction interne et externe. Puis il demande au Parti et au gouvernement de respecter les décrets de mars et d'appliquer toutes les décisions du premier congrès et de la charte d'Alger (« qui est notre lanterne dans l'obscurité »). Il continue : « Il y a des ouvriers qui vivent encore sous la dictature des despotes, de responsables, ennemis du pauvre et du faible. Les décrets de mars donnent aux ouvriers le droit de gérer la ferme. Mais les ouvriers ne gèrent pas la ferme. » Il voudrait que les services de l'agriculture présentent des comptes aux ouvriers et que les ouvriers contrôlent ces comptes. « Les ouvriers sont capables d'appliquer les décrets de mars, mais certains fonctionnaires les en empêchent. » [...] Il propose de former des coopératives de consommation dans les grandes fermes ou dans les groupes de fermes proches et de créer des usines de transformation des produits agricoles. [...] Il demande de réaliser rapidement l'étape suivante de la réforme agraire comme l'exige la charte d'Alger, d'exproprier les gros propriétaires [...]. Avant de finir son discours que les congressistes ont acclamé debout, il dit en conclusion : « Frères, vous connaissez toutes les pressions et les oppressions exercées par l'administration. Nous lutterons contre le despotisme quelle que soit sa source. Les ouvriers qui ont droit d'assister au congrès et de s'appeler ouvriers agricoles sont ceux qui se livrent au froid et au soleil, qui suent des labours et des moissons. Et ce sont ceux qui défendent les droits des ouvriers. Quant à ceux qui donnent des ordres, les mains dans les poches, ils ne sont pas des nôtres. [...] »

Hamdache Bouelam (Aïn-Temouchent) : « On dit qu'on nous paye 800 francs. Mais nous touchons 750 francs desquels on enlève l'assurance sociale dont on ne bénéficie pas [...]. On a expulsé nos enfants des écoles parce qu'ils ne sont pas propres et qu'ils n'ont pas de souliers.

Mais nous ne pouvons pas leur acheter de souliers.» Il frappe sur la table en criant : « Cela est contraire à la Constitution socialiste que, nous avons votée tous.» Il continue : « Pourquoi le fonctionnaire du secteur agricole touche-t-il 120 000 francs par mois ? Ajoutez, frères, les allocations familiales et le logement sans loyer et les voitures de l'État ; alors que les ouvriers de la terre et surtout les ouvriers saisonniers ne travaillent que six à sept jours par mois à cause de la pluie et touchent 735 francs par journée de travail.» [...] Il reprend : « Le frère Ben Bella a liquidé Ben Gana et Borgeaud. Et nous, nous devons liquider les bourgeois qui nous dirigent. Et il faut que le frère Ben Bella nous aide contre ces *ghouls* (loups). Donnez-nous la démocratie et nous vous montrerons comment nous les vaincrons.» (Les congressistes se lèvent et clament en chœur : « Nous les vaincrons, nous les vaincrons !) [...]» Il continue : « Frères, la bourgeoisie des 404 a voulu m'acheter, mais elle n'a pas pu. Parce que nous sommes ouvriers, toujours avec les ouvriers et contre la bourgeoisie, qu'elle soit dans l'administration ou ailleurs.» « Nous ne demandons pas au gouvernement de nous donner à nous, ou aux ouvriers saisonniers ce qu'il ne peut pas nous donner. Mais nous voulons qu'il enlève aux gros ventres engraissés pour donner aux pauvres.» Il quitte la tribune en criant : « Vive le socialisme ! Vive les ouvriers de la terre ! La vérité ! (*Assah fi Assah !*) À bas les oppresseurs ! »

Les ouvriers se lèvent, clament, dansent ; leurs turbans se défont, une partie par terre, l'autre encore sur la tête. Une atmosphère de délire. On répète en chœur (et en rythme) les slogans lancés par Hamdache.

Belkacem Ouiche (Oran) demande la nationalisation des stations de produits agricoles et développe sa proposition.

Ben Daoud Mohamed (Saïda) : « [...] Soixante-trois comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par les bourgeois.» [...]

Benkhedda Ayache (Aïn-Temouchent) : « Depuis deux ans, nous travaillons la terre comme les colons ou mieux. Nous voulons que sorte de ce congrès un syndicat révolutionnaire et fort qui impose nos propres décisions et les décrets de mars.» [...] Puis il crie : « Les fonctionnaires de l'ONRA nous viennent dans les 404 et nous disent qu'il n'y a pas d'argent pour employer les ouvriers chômeurs. Ils nous colonisent toujours. Nous devons lutter pour notre droit et pour nos lois où qu'elles soient. Frères, je suis délégué du pauvre ouvrier. Je ne suis pas délégué du ministère de l'agriculture. Cette fédération doit être la fédération des ouvriers de la terre et non pas la fédération du ministère de l'agriculture.» [...]

Bougheffa Djelloul (Sidi-Bel-Abbès) [...] parlant des agissements de la bureaucratie : « Un boulon coûte 3 000 francs, on nous l'a compté à 30 000 francs. Comment voulez-vous que l'autogestion réussisse avec ces gens-là ? Quant à l'argent des légumes, on ne sait quel oued l'a englouti. » [...]

Darbal Allaoua (Sétif) demande [la création d'] Unions paysannes et des coopératives de consommation pour lutter contre les spéculateurs. [...]

Larbi Mohand (Tiaret) intervient au nom des fonctionnaires du ministère. Il salue l'article 41 qui prévoit des sanctions contre les « ouvriers réfractaires ». À son avis, l'ouvrier doit avant tout être militant du parti pour avoir des droits.

Ben Ressag Ahmed (Tlemcen) : « Il y a des bourgeois qui ont pris des terres de l'autogestion. »

Ahmed Mabrouk (Al Asnam) dénonce les différentes méthodes de sabotage exercées par la bureaucratie contre l'autogestion. « Exemple : nous avons des vergers de grenadiers dont le prix des fruits est de 7 millions de francs. Mais l'ONRA a demandé 20 millions pour que personne ne les achète. Et c'est ce qui s'est passé. Les grenades ont pourri sur les arbres. Sur 17 000 arbres, on aurait pu avoir mille quintaux. Mais nous n'avons vendu que 300 quintaux. Le reste a pourri sur place. C'est du sabotage. Et après ça, on vient dire que les ouvriers ne travaillent pas. Depuis deux mois, on travaille jour et nuit sans être payés. On nous a envoyé un spécialiste des vendanges. Mes frères, je vous jure qu'il ne sait même pas cueillir des tomates. Moi, depuis trente ans je fais ce travail. Et il me dit que je ne sais pas le faire. [...] Je dois dire franchement : nous n'acceptons pas la dictature des fonctionnaires. [...]. »

Adjali Abdelkader (Al Asnam) : « Nous sommes ici au nom des ouvriers et pour les ouvriers. Nous sommes contre les pressions exercées sur les délégués. Nous voulons qu'on applique la charte d'Alger et les décrets de mars[1]. »

1. Texte rédigé à l'aide des comptes rendus officiels, mais inédits, des séances et publié en mai 1965 dans *La Révolution prolétarienne.*

Document n° 4

Producteurs ou marchandises ?

Hocine Zahouane

Les mots trahissent parfois la confusion. Dans le domaine de la lutte, chaque partie cherche à leur donner un sens conforme à ses intérêts. L'histoire de notre mouvement révolutionnaire en comporte des exemples.

Au temps de la conquête coloniale de notre pays, Bugeaud cherchait à émousser la résistance d'Abd El Kader en lui donnant des leçons sur l'interprétation du Coran. « Votre livre sacré, lui disait-il, vous permet de déposer les armes si les forces ennemies vous sont supérieures. » Ce à quoi notre grand résistant répondit qu'il connaissait suffisamment sa religion pour prendre des leçons d'un mécréant. Quelque temps avant le déclenchement du 1er novembre 1954, Jacques Chevalier, alors grand seigneur de la colonisation, appelait les foudres d'Allah sur les têtes des nationalistes algériens, ennemis de la paix sociale et de l'ordre public, toujours en interprétant les versets du Coran.

C'est dire combien le langage n'est pas une affaire d'option, mais l'affaire de la société en général. C'est l'usage qu'en font les hommes qui lui donne un sens. Après l'adoption de la charte d'Alger, et à une étape où son application se heurte à une série d'obstacles, le sens des mots reprend un visage de combat. Soyons clairs. Ce n'est pas une querelle de gamin ou de précieuses salonardes, c'est le problème du devenir de la révolution, donc celui de tous les militants et des masses laborieuses[1].

Parmi ces mots qu'on pare de confusion et qui touchent à l'arsenal de notre langage révolutionnaire, l'un vient de prendre des dimensions de premier plan au « congrès » des travailleurs de la terre à Ben-Aknoun. L'interprétation qui en est faite risque de remettre en cause les fondements idéologiques de la charte d'Alger : c'est la notion de producteur.

Qu'est-ce qu'un producteur ? Qu'est-ce qu'un producteur tel que le définit la charte d'Alger ? La réponse est simple. Elle peut être difficile si nous le voulons, si nous voulons engager une querelle sur le plan linguistique, sur le plan de l'étymologie des mots. Or, ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas un rôle de grammairien, c'est le raisonnement dialectique qui doit nous faire situer le sens des mots tel que le veulent

1. [▶ Regarder là-bas pour construire ici…].

les ennemis du socialisme d'une part et, d'autre part, tel que l'entendent les authentiques socialistes.

Pour la clarté des choses, reprenons les différentes positions historiques du producteur. En régime esclavagiste, l'esclave appartenait, lui et ce qu'il produisait, à son maître. Il est assimilable à un instrument de production. La préoccupation du maître consistait uniquement à assurer l'entretien physique de l'esclave comme on assurerait l'entretien d'une machine. L'histoire nous indique que dans certaines mines de l'Amérique du Sud, les esclaves étaient nourris de fèves, denrée qui avait la propriété d'éviter leur épuisement rapide.

Dans le régime féodal, le serf était obligé de produire pour entretenir le maître et pour assurer son maintien physique. En régime capitaliste, l'ouvrier vend sa force de travail sur la base des conventions établies avec le patron. Dans les trois cas, la séparation est nettement claire entre le producteur et le maître de la production, entre l'esclave et le maître, l'ouvrier et le patron. Dans les trois cas le producteur n'est pas maître de sa production. Ce qui diffère, c'est uniquement la marge de sa production que le maître lui concède pour réparer sa force physique dépensée au travail, que ce soit sous forme de fèves aux esclaves, de lopin au serf, ou de salaire pour l'ouvrier.

Dans le régime socialiste, le producteur est maître de sa production. C'est lui qui, organisé socialement avec d'autres producteurs, décide alors de la nature et de la destination de sa production. Ici, nous dira-t-on, des questions se posent : Par quel système d'organisation le producteur se rend-il maître de sa production ? ; où se situe la séparation entre le producteur et le non-producteur ? La réponse à ces questions est que :

1. Le producteur se rend maître de sa production par l'institution de la propriété sociale à travers l'État qui doit être un corps de gestionnaires construit par les gestionnaires eux-mêmes, lesquels gestionnaires doivent être astreints à la volonté des producteurs et ne pas se situer au-dessus d'eux.

2. La séparation entre producteurs et non-producteurs est justement celle qui existe entre les ouvriers directement liés à la production, c'est-à-dire ceux dont la force de travail se transforme en biens matériels, et d'autre part le corps de gestionnaires fait non pas pour produire, mais pour gérer la production au nom de la collectivité. L'autonomie qui existait entre le patron et l'ouvrier risque de changer simplement d'aspect si le gestionnaire s'arroge des droits politiques et se soustrait à la dépendance des travailleurs. Là se situe la raison d'exister des syndicats en régime socialiste. Car l'exploitation de l'homme, c'est avant tout l'imposition de conditions de travail, donc de vie, que ce soit par le

capital ou par la fonction. *Si des gestionnaires au service de l'État des travailleurs, donc dépendant des travailleurs et non pas se situant au-dessus d'eux, s'introduisent dans les syndicats des producteurs et les caporalisent, alors il n'y a pas de socialisme. Il y a seulement changement de forme dans l'exploitation des travailleurs*[1].

Mais, diront ces gestionnaires, nous aussi nous faisons partie de la société ; nos problèmes où sont-ils résolus ? Les vrais producteurs seront à l'aise pour leur répondre : «Vous êtes payés sur le budget de l'État, vos traitements sont fixes et ne sont aucunement sous l'effet du volume ou de la qualité de la production. Pour vous protéger contre d'éventuelles décisions scélérates, vous avez des organismes de recours et éventuellement vos syndicats de fonctionnaires.» C'est ainsi que doivent être posés les problèmes au niveau des rapports entre les producteurs et leurs syndicats et le corps de gestionnaires. C'est ainsi seulement qu'on pourra assurer que les producteurs soient réellement des producteurs maîtres de leur production et non pas seulement une marchandise qui pourrait être manipulée à des fins étrangères au socialisme. C'est ainsi qu'on sauvegardera les principes de la charte d'Alger.

28 décembre 1964

Source
Le Peuple, 28 décembre 1964

Document n° 5

Un article antisocialiste

Dans l'édition arabe de *Révolution et Travail,* organe de l'UGTA, du 26 octobre 1964, Hocine Zahouane, responsable de la commission d'orientation du FLN put lire avec surprise une prétendue «lettre de lecteur» vouant aux gémonies «le socialisme instauré par le juif Karl Marx». «Pourquoi donc, y lisait-on, tout ce bruit et ce remue-ménage autour de la lutte des classes ? Cette marchandise importée de Marx et de Lénine n'a pas de place dans l'Algérie musulmane qui s'est confiée au destin et à la présidence de Dieu… Notre socialisme arabo-musulman refuse la lutte des classes, interdit l'abolition des classes, respecte la propriété privée…» Le rédacteur en chef du journal «syndicaliste», T. Chafaï, fut, sur l'ordre de Zahouane, emprisonné pendant 48 heures pour avoir inséré cette homélie et le journal lui-même fut saisi. Mais son véritable inspirateur n'était autre que Safi Boudissa, tout à la fois un des

1. [▶ De la coopération].

secrétaires nationaux de l'UGTA et l'affairiste douteux des prétendues «coopératives» de Blida. Au dernier remaniement ministériel, Boudissa n'en a pas moins reçu de l'avancement: il est aujourd'hui ministre du travail d'Algérie.

Une démocratie autogestionnaire en gestation

Michel Raptis

En Algérie, dès la libération du pays en 1962, jusqu'à la chute du gouvernement d'Ahmed Ben Bella le 19 juin 1965, une expérience d'une importance dépassant les limites nationales a eu lieu: l'introduction de l'autogestion dans les exploitations agricoles et les entreprises industrielles abandonnées par leurs propriétaires européens.

Cette expérience fut favorisée par l'interaction d'un ensemble de facteurs qui tiennent à la structure économico-sociale spécifique du pays, à son régime colonial, aux conséquences de la guerre de libération, au rôle subjectif, également, de nombre d'éléments algériens et européens qui se sont trouvés impliqués dans le processus de la révolution algérienne.

Que l'Algérie, dès le déclenchement de la guerre de libération en novembre 1954, fut insensiblement entraînée dans un processus de caractère éminemment révolutionnaire, dépassant les objectifs de l'indépendance nationale formelle, ce fait est confirmé [...] par les événements qui ont marqué le pays au lendemain de cette indépendance [...]. Le processus révolutionnaire n'est pas le produit de la préexistence d'une «direction» révolutionnaire consciente, mais, avant tout, d'un déséquilibre objectif des structures traditionnelles qui emporte les masses dans un mouvement à la recherche confuse d'une «issue», d'une «solution» à une situation devenue insupportable, intenable. La «direction» subjective est la condition indispensable pour la conclusion victorieuse du processus révolutionnaire, mais non pas le facteur déterminant pour déclencher ce processus.

Si en Algérie une expérience révolutionnaire a eu lieu dès le lendemain de l'indépendance nationale, de loin, à notre avis la plus importante sur l'échelle mondiale, depuis celle de la révolution yougoslave, de la révolution chinoise et de la révolution cubaine, ce phénomène est dû, en partie, au manque, précisément, d'une «direction» traditionnelle qui n'a pas pu altérer l'état quasi «brut» de cette expérience.

Pendant toute une période, l'acteur principal sur la scène révolutionnaire du pays bouleversé par les conséquences de la longue et cruelle guerre de libération, fut les masses déshéritées des paysans et ouvriers et une «direction» assumée au sommet par une équipe restreinte d'origine «nationale-révolutionnaire» dominée par la personnalité d'Ahmed Ben Bella, et, à des échelons inférieurs, par un nombre également restreint de militants algériens et européens dont certains d'éducation marxiste révolutionnaire, en tout cas de formation critique, créatrice, non conformiste.

Naturellement si l'amorce d'un authentique mouvement révolutionnaire de la classe fut favorisée par ces conditions spécifiques qui caractérisaient l'Algérie au lendemain de l'indépendance, le manque d'une direction collective enracinée dans la classe, c'est-à-dire d'une véritable avant-garde politique révolutionnaire, fut un handicap terrible, décisif, dans le développement, la consolidation et la victoire de l'ouverture révolutionnaire.

Mais notre propos [...] qui concerne exclusivement le «dossier de l'autogestion en Algérie» dans la période de l'été 1962 à l'été 1965, n'est pas d'entreprendre une critique de l'ensemble des raisons qui ont déterminé l'évolution enregistrée jusqu'à présent de la situation algérienne. Notre but est d'apporter une contribution concernant les conditions dans lesquelles a pu se créer, s'institutionnaliser et fonctionner l'autogestion en Algérie, sur la base de documents inédits jusqu'ici et grâce à notre expérience personnelle dans ce domaine où nous avons eu à travailler dès le début de l'expérience de l'autogestion.

Entre 1962 et 1965 des milliers d'exploitations agricoles et d'entreprises industrielles en Algérie ont été mises sous le système de l'autogestion, codifié par les décrets dits de «mars 1963[1]», et la plupart de ces entreprises continuent à exister malgré toutes les déformations que la conception originelle du système a déjà subies. Nous considérons cette expérience comme une des plus intéressantes faites dans la longue marche historique des masses travailleuses mondiales en voie de réaliser leur libération sociale réelle, et absolument conforme aux préoccupations de notre temps, qu'elles se manifestent en régime capitaliste ou en régime socialiste, concernant l'accession des producteurs directs et des citoyens à la gestion effective de la production, de l'État, de la vie sociale tout entière.

Cette expérience se rattache aux diverses tentatives faites par les travailleurs, tout au long de l'histoire moderne, d'émerger, à l'occasion

1. [▶ Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes].

d'une rupture grave de l'équilibre social, sur la scène politique comme une force autonome, de se constituer en «classe dirigeante», gérant enfin elle-même le processus de production dans lequel elle est impliquée directement, ainsi que l'ensemble de la vie politique et sociale. Dès l'époque déjà de la révolution anglaise du 17e siècle – pour ne pas remonter à des mouvements antérieurs –, les *levellers* ont réclamé l'exploitation en commun des terres royales ou féodales que la disparition de la monarchie venait de laisser «vacantes». On connaît les tentatives analogues auxquelles a donné naissance la Révolution française, et ses répercussions tout au long du 19e siècle.

On connaît plus particulièrement les références de Proudhon à la gestion par les producteurs associés et surtout l'expérience historique de la Commune de Paris[1] ainsi que les références à cette expérience contenues dans l'œuvre de Karl Marx et de Friedrich Engels qui ébauchent – de manière certes encore fort imprécise – la conception d'un État basé sur les «associations de producteurs libres et égaux» agissant «en pleine conscience suivant un plan commun et rationnel» (Engels à Bebel, 20-23 janvier 1886), sur la fédération des communes «autogouvernées» par les «producteurs» remplaçant l'«ancien gouvernement centralisé» (Karl Marx, *La guerre civile en France*).

Mais c'est la Révolution russe, en 1905 et ensuite en 1917 qui met en valeur le rôle des «conseils», des «soviets[2]», en tant qu'organes démocratiques du pouvoir réel du prolétariat constitué en «classe dirigeante». Durant toute une période, ces «conseils ouvriers» ont exercé une «force d'attraction fascinante», dont parle Max Adler dans *Démocratie et conseils ouvriers,* sur «toutes les couches de la population laborieuse» en Russie et ailleurs. On retrouve cette «force d'attraction fascinante» également dans nombre d'expériences analogues faites au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, aussi en Pologne et en Hongrie lors des événements de 1956[3]. Les raisons pour lesquelles les «conseils», en URSS en particulier, n'ont pu subsister en tant que système de pouvoir, de gestion de l'économie, de l'État, de la société tout entière, «exprimant directement la volonté du prolétariat», est une question qui n'entre pas dans le cadre du présent travail. Il nous suffit de constater que le système a, en fait, cédé la place à une direction de plus en plus centraliste de l'économie étatisée et planifiée, que nous considérons être un facteur fondamental dans la formation de la bureaucratie. Que des nécessités immédiates

1. [▶ Commune de Paris (La)].
2. [▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].
3. [▶ Conseils ouvriers à Budapest].

aient imposé aux bolcheviks de s'écarter des «normes» de la société démocratique et égalitaire décrite dans *L'État et la révolution* par Lénine et de la conception initiale du rôle des «conseils» dans cette société, est un fait incontestable. Comme il est maintenant certain que les conditions précises dans lesquelles s'édifie, pendant la période historique de transition, le socialisme dans un pays isolé, et au surplus arriéré, n'étaient pas clairement perçues à l'époque. D'où les retouches et les ajustements successifs opérés par Lénine en particulier dans la politique et la pratique du pouvoir en URSS entre 1918 et 1923. Mais par la suite, ce qui n'était, certes, dans l'esprit de Lénine que recul passager et conjoncturel, plus particulièrement en ce qui concerne le rôle de la classe, de l'État, du parti, des syndicats, dans la gestion de l'économie et de la société, est devenu pratique et théorisation durables. Car, entre-temps, la gestion exclusivement centraliste par l'État de l'économie nationalisée, et bientôt planifiée, s'est avérée un facteur de formation irrésistible d'une bureaucratie omnipotente, détentrice de cette gestion.

C'est à la Yougoslavie que nous devons la conception, introduite d'en haut par le pouvoir même, d'une économie socialisée et démocratiquement autogérée par les producteurs, et de l'ensemble de la vie sociale. L'instauration de l'autogestion au niveau tout d'abord des entreprises économiques de base dans les années 1950 et ensuite au niveau également des communes, et progressivement de l'ensemble de la vie sociale, marque en Yougoslavie la tentative de rétablir la structure «soviétique» de l'État ouvrier de transition à un niveau même supérieur à celui que nous avons connu dans les toutes premières années de la Révolution russe. Certes le système de l'autogestion en Yougoslavie n'est qu'une ébauche qui présente toujours nombre d'imperfections, de lacunes, de déformations bureaucratiques, les conditions d'ensemble pour le fonctionnement global adéquat de l'autogestion n'existant pas encore[1].

C'est le cas également avec l'autogestion en Algérie, qui ne fut appliquée qu'au niveau des exploitations agricoles et des entreprises industrielles laissées «vacantes» à la suite du départ de leurs propriétaires européens. Pour que l'autogestion puisse se développer pleinement et se consolider en tant que système économico-social spécifique distinct de celui d'une économie nationalisée et planifiée exclusivement gérée par l'administration étatique centraliste, elle doit se débarrasser de la tutelle politique et administrative ; définir les rapports entre les collectifs des producteurs directs et le personnel technique ; déterminer les rapports avec le marché et le plan à l'échelle nationale. Aussi bien

1. [▶ Pour une appropriation plurielle des bilans].

l'expérience yougoslave que l'expérience algérienne plus restreinte, ont clairement mis en lumière ces trois groupes de problèmes principaux de l'autogestion.

Il est quasi inévitable que l'autogestion à ses débuts soit sous la tutelle du pouvoir politique et de l'administration qui incarnent dans un certain sens les intérêts généraux et à long terme de la communauté sociale. Les travailleurs formés sous le capitalisme n'ont aucune préparation adéquate pour leur rôle de «gestionnaires» et le danger existe, effectivement, de les voir adopter des attitudes individualistes ou «localistes». D'autre part, en aucun cas, ils ne sauraient s'acquitter de leurs tâches en matière de gestion de l'économie sans collaboration avec les services politiques et administratifs du pouvoir ouvrier.

Mais la «tutelle» doit être orientée dès le début dans le sens d'aider réellement la classe à faire l'apprentissage de l'autogestion et donc dans une perspective de dépérissement continué et accentué de la tutelle. Si, par contre, cette dernière se stabilise et s'approprie toute une série de prérogatives qui appartiennent à l'essence même de l'autogestion, nous sommes en présence d'une formation bureaucratique de l'autogestion qui risque, à la longue, de la vider de son contenu. C'est dans la manière dont s'exerce et évolue la tutelle politique et administrative sur l'autogestion qu'on reconnaît le caractère véritablement prolétarien et socialiste, ou non, du pouvoir révolutionnaire. Car son but ne saurait être que d'aider la classe à gérer elle-même l'économie, l'État, la société tout entière et non pas par délégations successives de son pouvoir aux partis, à l'État, aux syndicats même.

De ce point de vue l'évolution saine d'un régime prolétarien et socialiste se mesure par le recul progressif de la tutelle politique et administrative au profit de l'élargissement continu et accéléré des prérogatives de l'autogestion. Les détracteurs de l'autogestion évoquent l'argument de l'incapacité des travailleurs de s'élever au rôle de véritables gestionnaires de la vie économique, politique et sociale, de plus en plus compliquée de nos jours, qui exige un nombre accru de «spécialistes» techniques et scientifiques de toute sorte. La réponse à cet argument se trouve dans le processus de déprolétarisation continue, du point de vue culturel, des travailleurs directs, que doit entamer un véritable pouvoir ouvrier en incluant le temps nécessaire à l'éducation politique, professionnelle et générale des travailleurs dans le temps du travail quotidien rémunéré. Ce qui suppose une profonde révolution dans le système éducationnel en associant étroitement lieux de travail et centres d'éducation.

Tous ceux qui ont posé sérieusement la question de la libération sociale effective des travailleurs par leur promotion en gestionnaires

directs de la société ont eu à souligner l'importance de l'éducation, en tant que moyen d'abolir progressivement la condition prolétarienne. Car celle-ci tient aussi bien au système du salaire qu'au bas niveau culturel des travailleurs. L'éducation continue qui est nécessaire doit être à la fois politique, professionnelle et générale. L'éducation politique peut et doit remplacer pour toute une période les lacunes provenant du manque d'une éducation professionnelle et générale adéquate et armer les travailleurs avec une conception d'ensemble des conditions générales de leur travail, de leur rôle, de leurs droits, de leurs devoirs également, dans le cadre d'un système basé sur l'autogestion. Aussi indispensable qu'elle soit, elle ne saurait cependant éclipser pour longtemps la nécessité de la faire accompagner par une éducation professionnelle et générale des travailleurs, afin d'éliminer progressivement le décalage existant entre eux et les éléments ayant une formation technique et scientifique supérieure. Car ce décalage, aussi longtemps qu'il existe dans des proportions importantes, ayant même tendance à s'aggraver, constitue une faiblesse organique de la structure de l'autogestion. Il aboutit nécessairement, soit à la domination de fait des collectifs ouvriers par les directeurs techniques, soit, au contraire, à la dégradation qualitative de ces derniers au détriment du développement de l'efficacité productive du système. Posséder une supériorité culturelle écrasante, particulièrement professionnelle, constitue un avantage qui se transforme invariablement, irrésistiblement, en un avantage bureaucratique, c'est-à-dire en la création et la consolidation de privilèges de pouvoir et de puissance matérielle.

Un véritable régime révolutionnaire se réclamant des travailleurs et du socialisme doit s'atteler dès le début à élever constamment le niveau culturel des travailleurs, à déprolétariser culturellement ceux-ci, afin qu'ils puissent effectivement jouer leur rôle de gestionnaires de la société. Il n'est pas de notre ressort de fixer le coût matériel d'une telle politique qui devrait être couvert en défalquant du temps de travail quotidien le temps consacré à cette éducation. La solution à trouver progressivement dépendrait de chaque cas concret et elle s'avérerait économiquement payante, nous en sommes convaincus, tant elle contribuerait à stimuler et à améliorer l'effort productif des travailleurs. Après une phase qui se déroulerait sous le signe de la tutelle politique et administrative, l'autogestion pourrait déboucher sur ce que certains Yougoslaves envisagent maintenant sérieusement : l'organisation des producteurs directs en tant que « managers » ou employeurs des équipes de direction technique et de leurs services auxiliaires. En effet, la fonction de l'entrepreneur, de l'employeur, devrait revenir exclusivement aux producteurs directs qui

loueraient, contre un salaire à déterminer, les services des techniciens employés à satisfaire au maximum les desiderata démocratiquement définis des organismes ouvriers de l'autogestion[1].

Cette nouvelle étape transitoire dans le développement de l'autogestion de la classe ouvrière ferait ultérieurement place à des modifications résultant, entre autres, du nouveau niveau culturel (politique, professionnel et général) atteint par les producteurs directs et de la modernisation avancée de l'appareil productif. Pendant cette phase intermédiaire, l'autogestion se développe dans les conditions d'une économie marchande et monétaire, combinée avec l'existence d'une planification à l'échelle nationale, démocratiquement élaborée et appliquée. C'est là le troisième groupe de problèmes auxquels doit faire face l'expérience de l'autogestion.

La solution de ces problèmes est également concrète, selon chaque cas précis, et progressive. Il faut en effet envisager la construction du socialisme comme s'étalant sur toute une période historique et se déterminant constamment par l'élévation continue des forces productives nationales et l'élargissement de sa base internationale. Après une période initiale, plus ou moins longue, de prépondérance de la tutelle administrative centraliste sur l'autogestion, l'économie, la planification, qui permet au système de se développer à l'abri des réalités et influences du marché mondial, en régime quasi autarcique, doit venir une phase de participation progressive «à la division internationale du travail». Ceci afin d'éliminer les coûts anti-économiques de production, de porter l'appareil productif au niveau international, et de mesurer ainsi les véritables progrès réalisés par le système. Cette phase a pour but de stimuler le développement des forces productives en rattrapant les performances et vitesses internationales, condition indispensable pour stabiliser le système économico-social nouveau autrement que par les moyens de

1. «Le management des producteurs directs associés et de leurs organes d'autogestion» se ramènerait dans ce cas à «l'accomplissement de quelques activités fondamentales, à savoir: 1) maintenir et promouvoir la structure économique existante de la société; 2) réglementer les rapports internes et définir les devoirs et les droits; 3) choisir l'équipe de direction (ou le directeur, auquel on laissera le soin de former son "gouvernement" qui sera composé d'un nombre raisonnable de membres) et approuver la création des services auxiliaires nécessaires à son fonctionnement; 4) déterminer les objectifs de l'activité économique, le montant du revenu et sa répartition, ainsi que les mesures à prendre afin de pouvoir soutenir la concurrence et suivre les progrès techniques; 5) adopter le programme global que l'équipe de direction technique propose en vue de la réalisation des objectifs en question; et sixièmement, suivre et contrôler l'exécution des décisions des organes d'autogestion, évaluer le "coût" de chaque action en particulier» (Dragicevic, 1966).

la coercition politique, qui favorisent le développement, l'arbitraire et même l'omnipotence de la bureaucratie administrative. Certes la libéralisation économique propre à cette phase, qui implique une libéralisation également politique et générale de la dictature bureaucratique, ne va pas sans dangers et crises, aussi longtemps que la base de l'expérience reste confinée à l'échelle nationale. Mais dans la mesure où la structure du pouvoir politique du prolétariat se démocratise précisément par l'élargissement et l'épanouissement de l'autogestion, la possibilité existe toujours de contrebalancer les forces économiques de caractère capitaliste, de corriger à temps les excès, les lacunes, les déséquilibres, et de dépasser ainsi chaque fois les crises éventuelles à un niveau supérieur par l'évolution globale progressive du système.

Pendant cette phase les stimulants matériels sont nécessaires et inévitables. Mais, en réalité, en système d'autogestion, ce qu'on appelle stimulant matériel devrait être un mode de rémunération des producteurs directs se rapprochant toujours davantage du mode éminemment socialiste, c'est-à-dire d'une rémunération selon le travail fourni, individuellement, par équipe de travail et par l'entreprise tout entière. La condition prolétarienne qui, du point de vue économique, découle du salariat, ne sera effectivement abolie que par l'introduction d'un mode de rémunération selon le travail. C'est d'autre part un tel mode de rémunération qui s'avérera le plus productif. Que les questions d'évaluation du revenu, et par conséquent également du travail fourni, surtout quand il s'agit d'évaluer la productivité résultant du travail collectif par équipe et par l'articulation la plus adéquate entre équipes et ateliers à l'échelle de toute une entreprise, soient très délicates à résoudre, ne saurait être un argument décisif contre ce mode de rémunération. L'entreprise capitaliste, aidée par des techniciens qualifiés, arrive bien à calculer les coûts de sa production et les progrès de sa productivité. L'entreprise socialiste devrait être capable de calculer ce qu'est la contribution de chaque producteur direct à l'augmentation de la productivité.

Les stimulants matériels, en contradiction avec la revendication absolument légitime des producteurs directs d'être rémunérés selon le travail fourni (une fois les défalcations faites allant à l'entretien de la société et aux fonds sociaux, etc. de l'entreprise), ne doivent concerner que les techniciens de direction. Que la classe ouvrière soit obligée pour toute une période de louer au prix fort les services de cette catégorie d'éléments, ne doit pas être un argument pour qu'elle ne puisse s'approprier une part grandissante de la productivité de son travail. Il faut en effet, distinguer strictement entre privilèges matériels exorbitants de la bureaucratie technique, administrative, politique, et le droit de la classe ouvrière sous un régime se réclamant du socialisme, à être rémunérée selon le travail fourni, selon son quantum de travail, pour employer l'expression utilisée par Marx.

Tous ces problèmes, très sommairement esquissés, nous les avons vus apparaître, y compris au cours de l'expérience algérienne, pourtant si limitée. Ils surgissent [...] sans avoir pu, bien entendu, trouver encore de solution. Mais l'autogestion, par son essence même, développe une critique radicale, un dynamisme révolutionnaire ; elle met en cause toute la structure antérieure de la société et détermine un processus de transformation globale, permanente, de celle-ci. Elle ne doit donc pas être jugée en fonction des problèmes non encore résolus qu'elle soulève, mais en fonction des tendances fondamentales à remodeler l'ensemble de la société conformément aux aspirations et aux intérêts de la masse des producteurs directs et des citoyens. [...]

1967

Source

Michel Raptis, « Le dossier de l'autogestion en Algérie », *Autogestion,* n° 3, septembre 1967.

Pour en savoir plus

Dragicevic, A. (1966) « L'autogestion et la classe ouvrière », *Questions actuelles du socialisme,* n° 82, juillet-septembre.

Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes

Article 1. Il sera constitué dans chaque entreprise agricole vacante, comprenant plus de dix ouvriers un comité de gestion composé de trois membres au moins. Ce comité sera élu par l'ensemble des ouvriers travaillant habituellement dans l'entreprise ainsi que par les anciens

combattants, militants et victimes de la répression qui seraient installés dans l'entreprise après arrêté préfectoral.

Art. 2. Le comité de gestion choisira dans son sein un président qui déclarera la constitution du comité à l'autorité préfectorale chargée de prononcer son agrément.

En cas d'agrément du comité le président remplit les fonctions d'administrateur-gérant prévue par l'article 11 de l'ordonnance 62-020 en date du 24 août, concernant la protection et gestion des biens vacants.

Art. 3. Pendant la vacance de l'entreprise, le président du comité de gestion assurera en sa qualité d'administrateur-gérant, et aux lieux et place du propriétaire la gestion de cette entreprise.

Il pourra notamment commercialiser les produits de l'exploitation et contracter auprès des organismes de crédit agricole les emprunts nécessaires à son bon fonctionnement, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 4. L'ensemble des recettes effectuées par l'administrateur-gérant devra être déposé régulièrement dans les caisses des établissements bancaires ou de crédit légalement constitués, l'administrateur-gérant ne pourra y prélever que les sommes nécessaires aux besoins de son exploitation après accord écrit de l'agent comptable du département ou son représentant.

Art. 5. Les ouvriers et employés de l'exploitation percevront le salaire légal correspondant à leur emploi. Ils participeront à la gestion de l'entreprise par l'intermédiaire du comité de gestion et aux bénéfices en résultant, dans les conditions qui seront définies ultérieurement.

Art. 6. En cas de retour du propriétaire, l'autorité préfectorale décidera des conditions de réintégration de ce dernier. En tout état de cause, le comité de gestion continuera à exercer ses droits qui lui sont reconnus par l'article 5 du présent décret[1].

1962

Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières

Article 1. Les entreprises industrielles et minières ainsi que les exploitations agricoles vacantes s'autogèrent par les organes suivants :

1. [▶ Gestion ouvrière des transports publics].

1. l'assemblée générale des travailleurs ; 2. le conseil des travailleurs ; 3. le comité de gestion ; 4. le directeur.

Toutefois, par décision du Président du conseil, certaines entreprises ou exploitations d'importance nationale peuvent être intégrées dans le secteur public et être gérées par des organismes publics, semi-publics ou des sociétés nationales.

Art. 2. L'assemblée générale des travailleurs est formée des travailleurs permanents de l'entreprise ou de l'exploitation, choisis conformément aux critères définis aux articles 3, 4 et 5. Le nombre de ses membres est défini annuellement selon le degré de développement et d'intensification de l'entreprise ou de l'exploitation.

Le plan de développement et d'intensification de l'entreprise ou de l'exploitation est conforme au Plan national de développement.

Art. 3. Pour être membre de l'assemblée générale des travailleurs, le travailleur doit répondre aux conditions suivantes : être de nationalité algérienne ; [...] n'avoir comme ressource principale que le produit de son travail dans l'entreprise ou l'exploitation ; être travailleur permanent de l'entreprise ou de l'exploitation ; avoir une présence ininterrompue d'au moins six mois. (Toutefois, les travailleurs permanents ayant quitté l'entreprise ou l'exploitation pour fait découlant de la lutte libératrice sont exempts de cette dernière obligation.)

Art. 4. Les travailleurs saisonniers ne peuvent être membres de l'assemblée générale ni jouir des droits et prérogatives attachés à cette qualité.

Art. 5. Le directeur, après avis des services compétents ainsi que du Conseil communal d'animation de l'autogestion : arrête la liste des membres de l'assemblée générale des travailleurs et leur délivre les cartes de membres ; détermine annuellement le nombre optimum des travailleurs permanents, techniquement nécessaires à l'accomplissement du programme économique de l'entreprise ou de l'exploitation.

Art. 6. Chaque membre de l'assemblée générale des travailleurs a droit à une seule voix. [...]

Art. 8. L'assemblée générale des travailleurs doit être convoquée par le conseil des travailleurs ou le comité de gestion au moins une fois tous les trois mois. Elle peut être convoquée extraordinairement sur l'initiative du tiers de ses membres. [...]

Art. 9. L'assemblée générale des travailleurs : adopte le plan de développement de l'entreprise ou de l'exploitation dans le cadre du Plan national ainsi que les programmes annuels d'équipement, de production et de commercialisation ; adopte le règlement en matière d'organisation du travail et en matière de définition et de réparation des tâches et des

responsabilités ; approuve les comptes de fin d'exercice ; élit, s'il y a lieu, le conseil des travailleurs.

Art. 10. Le conseil des travailleurs, choisi parmi les membres de l'assemblée générale de l'entreprise ou de l'exploitation, comporte au plus cent membres et au moins un membre par fraction de 15 travailleurs, sans que le minimum soit inférieur à dix.

Art. 11. Les deux tiers au moins des membres du conseil des travailleurs doivent être engagés directement dans la production de l'entreprise ou de l'exploitation. [...]

Art. 12. Les membres du conseil des travailleurs sont élus pour trois ans et leur mandat est renouvelable chaque année par tiers.

Art. 13. Le conseil des travailleurs se réunit au moins une fois par mois sur décision du comité de gestion. Il peut néanmoins se réunir en assemblée extraordinaire sur l'initiative du tiers de ses membres.

Art. 14. Le conseil des travailleurs : [...] décide de l'achat et de la vente du matériel d'équipement dans le cadre du programme annuel d'équipement adopté par l'assemblée générale ; toutefois, la valeur du patrimoine initial ne doit pas diminuer ; décide des emprunts à long et moyen terme, dans le cadre du plan de développement adopté par l'assemblée générale ; décide de l'exclusion des membres sous réserve d'appel devant l'assemblée générale ; décide de l'admission de nouveaux travailleurs permanents [...]. En cas de carence du conseil, le directeur peut se substituer à lui. L'admission de nouveaux travailleurs doit se faire, par priorité, parmi les anciens combattants ou victimes de la répression ; examine les comptes de fin d'exercice avant leur présentation à l'assemblée générale ; élit et contrôle le comité de gestion.

Art. 15. Le comité de gestion comprend de trois à onze membres élus, en son sein, par le conseil des travailleurs, dont les deux tiers au moins doivent être engagés directement dans la production. Le comité de gestion désigne, chaque année, un président parmi ses membres. Le renouvellement s'effectue chaque année en fin d'exercice et par tiers, comme il est dit pour le conseil des travailleurs.

Art. 16. Le comité de gestion assume les tâches de gestion de l'entreprise ou de l'exploitation et particulièrement : élabore le plan de développement de l'entreprise ou de l'exploitation dans le cadre du Plan national, ainsi que les programmes annuels d'équipement, de production et de commercialisation ; établit le règlement en matière d'organisation du travail, de définition et de répartition des tâches et des responsabilités ; établit les comptes de fin d'exercice ; prépare les décisions du conseil des travailleurs ; décide des emprunts à court terme dans le cadre des programmes annuels d'équipement, de production et

de commercialisation ; décide du mode d'achat des produits nécessaires à l'approvisionnement, tels que matières premières ou semences, etc. dans le cadre du programme annuel de production ; décide du mode de commercialisation des produits et services ; règle les problèmes posés par la production, y compris l'embauche des ouvriers saisonniers.

Art. 17. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par mois et aussi souvent que l'intérêt de l'entreprise l'exige, sur convocation de son président. Il peut admettre à ses séances, et à titre consultatif, des membres du conseil ou de l'assemblée générale des travailleurs susceptibles de développer des propositions et suggestions préalablement soumises au comité de gestion et concernant la marche de l'entreprise.

Art. 18. Pour que le comité de gestion puisse délibérer valablement, il faut que les deux tiers de ses membres, y compris le directeur, soient présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. [...]

Art. 20. Le directeur : représente l'État au sein de l'entreprise ou de l'exploitation ; veille à la légalité des opérations économiques et financières de l'entreprise ou de l'exploitation ; en particulier : il s'oppose aux plans d'exploitation et de développement non conformes au Plan national ; il oppose son veto en cas de non-application des articles 3, 4 et 5 ; il s'oppose à la diminution de la valeur initiale des moyens de production de l'entreprise ou de l'exploitation ; assure, sous l'autorité du président, la marche quotidienne de l'entreprise ou de l'exploitation en appliquant les décisions du comité de gestion et du conseil des travailleurs [...].

BULLETIN INTERIEUR DE L'AUTOGESTION

N° 1

L'AUTOGESTION exprime la volonté des couches laborieuses du pays à émerger sur la scène politico-économique et à se constituer en force dirigeante.

SOMMAIRE

Brève histoire de l'autogestion P. 3

Résolutions du Congrès des Fellahs 4

Résolutions du Congrès des Ouvriers ..... 5 et 6

Textes fondamentaux de la "Charte d'Alger" concernant l'Autogestion. - Les meilleures interventions au Congrès de l'autogestion industrielle 7

Tribune des Travailleurs 8

Suite Page 2

Art. 21. Le directeur est membre de droit du comité de gestion avec voix délibérative. Il ne peut jamais être président. Le comité de gestion peut le charger de présenter des rapports au conseil et à l'assemblée générale.

Art. 22. Le directeur qui doit présenter les qualités morales et professionnelles requises par son emploi, est nommé et révoqué par l'organisme de tutelle, après agrément du conseil communal d'animation de l'autogestion. Il ne peut être relevé de ses fonctions de directeur que pour faute grave ou incompétence évidente ou si le conseil communal d'animation de l'autogestion lui retire son agrément.

Art. 23. Dans chaque commune il est créé un conseil communal d'animation de l'autogestion composé des présidents des comités de gestion, d'un représentant du parti, de l'UGTA, de l'ANP et des autorités administratives de la commune. En cas de nécessité, un conseil intercommunal peut être créé au lieu de conseils communaux, sans pouvoir se substituer à plus de cinq conseils. Un représentant de l'organisme de tutelle peut assister à toutes ces réunions.

Art. 24. Le conseil communal d'animation de l'autogestion : aide à la création et à l'organisation des organes de gestion des entreprises ou des exploitations ; intéresse les travailleurs aux problèmes de l'autogestion ; coordonne l'activité des entreprises et exploitations d'autogestion de la commune ; fait appel à l'aide technique et financière de l'organisme de tutelle en matière de gestion et de contrôle ; donne et retire son agrément au directeur désigné par l'organisme de tutelle [...].

Art. 25. Le conseil communal d'animation de l'autogestion élit son président parmi les présidents des entreprises et exploitations d'autogestion. Il se réunit sur l'initiative de son président, au moins une fois tous les trois mois.

Art. 26. Les membres des conseils des travailleurs, des comités de gestion d'entreprises et exploitations ou des conseils communaux d'animation de l'autogestion ne peuvent recevoir aucune rémunération particulière pour l'accomplissement de leurs missions, étant entendu que le temps consacré aux délibérations et travaux de ces organismes sera considéré comme temps de leur travail normal et rémunéré sur la même base que celui-ci.

Art. 27. Les membres des organismes susvisés n'exercent les fonctions qui leur sont dévolues que pendant les réunions des organismes dont ils sont membres et ne peuvent se prévaloir desdites fonctions hors des sessions des dits organismes, à moins d'être expressément mandatés par l'organisme dont ils dépendent.

Art. 29. Les dispositions du présent décret sont exécutoires dès sa publication et devront recevoir leur plein et entier effet dans un délai maximum d'un an[1].

mars 1963

Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion

Article 1. Le revenu annuel de chaque exploitation ou entreprise d'autogestion est égal à la production annuelle de cette entreprise – soit la masse de biens et de services produits par elle pendant une année – diminué des charges d'exploitation autres que la rémunération du travail. Le mode de calcul et les règles d'évaluation en seront fixés par voie réglementaire[2].

Art. 2. Le revenu annuel ainsi déterminé est réparti en deux masses principales : les prestations à la collectivité nationale, le revenu propre des travailleurs de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion.

Art. 3. Les prestations à la collectivité nationale se composent de prélèvements pour le fonds d'amortissement financier de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion. Le montant et l'utilisation de ce prélèvement sont fixés par voie réglementaire. Toutefois, l'entreprise pourra être dispensée, partiellement ou totalement, de ce prélèvement par l'autorité de tutelle, si les circonstances économiques, internes ou externes, le nécessitent. […]

Art. 4. Le revenu propre des travailleurs de l'exploitation ou des entreprises d'autogestion, comprend : la rémunération des travailleurs non permanents de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion, notamment, les salaires et avantages servis à ces travailleurs, conformément aux lois sociales ; la rémunération de base des travailleurs permanents, fixée par l'autorité de tutelle, par poste et sur la base de normes minima de productivité ; les primes de rendement accordées aux travailleurs permanents selon les rendements par poste et par équipe. Ces primes sont fixées par le comité de gestion et doivent être approuvées par l'autorité de tutelle. Elles sont servies périodiquement dans la mesure où les rendements effectifs des travailleurs dépassent les normes minima prévues […].

1. [▶ Projet de loi sur le système national d'autogestion].
2. [▶ Vers une révolution autogestionnaire].

Les rémunérations de base et primes de rendement sont fournies en espèces ou en nature au moyen des produits de l'entreprise ou de l'exploitation d'autogestion dont la valeur est calculée aux prix du marché. Les modalités de paiement en sont fixées par le comité de gestion avec l'accord du directeur; [...] un reliquat à répartir. Le conseil ou, s'il y a lieu, l'assemblée générale des travailleurs, détermine sa répartition. Il peut décider de prélever sur ce reliquat des montants destinés: au fonds d'investissements de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion; au fonds social de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion (logement, équipement pour l'éducation, les loisirs, la santé, mutualité, participation à des fonds communaux, syndicaux, coopératifs, etc.); à toute réserve ou provision qu'il jugerait nécessaire. Le solde est partagé en fin d'exercice entre tous les membres de l'assemblée générale des travailleurs, proportionnellement aux rémunérations de base augmentées des primes de rendement, accordées aux membres de cette assemblée. Toutefois, l'assemblée générale des travailleurs pourra éventuellement, sur proposition du comité de gestion, effectuer un prélèvement sur ce solde, avant sa distribution, au profit du directeur et des membres du comité de gestion à titre de prime de bonne gestion.

Si la trésorerie de l'entreprise ou de l'exploitation d'autogestion est à l'étroit, le directeur peut décider que les sommes à verser aux membres de l'assemblée des travailleurs seront portées en compte au sein de l'entreprise jusqu'à ce que ses moyens de trésorerie en permettent le règlement effectif. Ce règlement ne peut jamais entraîner une aggravation de l'endettement de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion à l'égard des tiers.

Art. 5. Si le revenu annuel de l'exploitation ou de l'entreprise d'autogestion ne lui permet pas de faire face à ses obligations vis-à-vis des travailleurs et de la collectivité nationale, définies aux articles 3 et 4 ci-dessus, le comité de gestion devra prendre, sur proposition du directeur, les mesures d'assainissement nécessaires. Ces mesures sont soumises au conseil et à l'assemblée générale des travailleurs.

Art. 9. Le membre de l'assemblée générale des travailleurs qui quitte l'entreprise ou l'exploitation d'autogestion, pour quelque motif que ce soit, n'a aucun droit sur le fonds d'investissement, le fonds social, le fonds d'amortissement financier, les réserves et provisions de l'entreprise. À moins qu'il n'ait été exclu pour faute grave, il participera, *prorata temporis*, à la répartition du revenu net.

1963

Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion

Bureau national d'animation du secteur socialiste

En vue de l'installation des premiers conseils et comités de gestion prévus [...] et dans le cadre de la campagne nationale qui débutera bientôt pour la réorganisation démocratique des organismes de l'autogestion, il est nécessaire de prendre les précautions et dispositions suivantes :

1. Une commission électorale composée de trois à cinq membres désignés à l'unanimité par les travailleurs pour chaque entreprise ou exploitation ou par commune dans le cas des petites exploitations, sera chargée de dresser les listes électorales et de procéder au scrutin. Aucun membre de cette commission ne pourra être candidat pour les élections.

2. Les élections des conseils des travailleurs et des comités de gestion se feront sur la base de listes des candidats choisis parmi ceux qui ont droit de se considérer comme membres de l'assemblée générale des travailleurs.

3. Ces listes seront dressées soit par les représentants de l'UGTA dans chaque entreprise ou exploitation, soit par groupe de travailleurs, soit conjointement.

4. Pour les entreprises ou exploitations comportant jusqu'à cinquante travailleurs permanents, tout groupe éventuel de dix travailleurs aura le droit de présenter sa propre liste complète ou partielle de candidats pour le conseil des travailleurs ou le comité de gestion (dans le cas où on élit directement un comité de gestion) distincte de celle éventuellement présentée par l'UGTA.

5. L'élection des comités de gestion par les conseils des travailleurs se fera également sur la base de listes. Chaque membre du conseil des travailleurs a le droit de proposer une liste [...] de candidats pour le comité de gestion.

6. Les listes des candidats pour les conseils des travailleurs ou pour les comités de gestion, une fois établies, sont agréées par la commission électorale qui les affiche dans l'entreprise ou l'exploitation [...].

Le jour du vote, la commission électorale procédera au scrutin secret par bulletins. Chaque bulletin de vote doit contenir le nom de tous les candidats, séparément pour chaque liste. Sur le bulletin de vote, l'électeur marque le candidat pour lequel il vote en entourant d'un cercle le numéro d'ordre précédant le nom du candidat, et choisit parmi

les différentes listes, un nombre équivalent au nombre de membres du conseil des travailleurs ou du comité de gestion.

7. Si l'électeur est illettré, il peut se présenter au bureau de vote accompagné d'un membre de son choix de la commission électorale, qui l'aide à signaler, de la manière indiquée, le nom du candidat de son choix. Il remet ensuite lui-même le bulletin de vote dans l'urne[1].

Charte d'Alger

Parti du Front de libération nationale

La dynamique globale de la lutte sociale telle qu'elle s'est manifestée au lendemain de la libération agit en faveur d'une ouverture socialiste de la révolution. La majorité écrasante de la population paysanne et ouvrière vit dans des conditions de paupérisation extrême. [Des mesures ont été prises par le pouvoir pour aller dans le sens de la transformation radicale de la société]. Ces mesures [...] ont été accélérées par le fait de la disparition brusque de la véritable classe possédante du pays représentée par la population européenne.

C'est dans l'interaction de ces conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du décret sur l'annulation des transactions qui a exprimé la décision du pouvoir de donner un coup d'arrêt à la croissance des forces hostiles au socialisme, en les empêchant d'accaparer le patrimoine national récupéré grâce aux sacrifices des paysans et ouvriers au cours de la guerre de libération.

C'est également dans cette interaction des conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du mouvement des «comités de gestion» constituant une continuité de la révolution à travers les mesures des autorités politico-militaires d'après-guerre. Le mouvement encouragé, institutionnalisé par le pouvoir, a abouti à l'actuel système de l'autogestion, caractéristique principale en Algérie de l'ouverture vers le socialisme.

L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays d'émerger sur la scène politico-économique et de se constituer en force dirigeante[2]. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et de la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique, elle pose les rapports réciproques de l'État, du parti,

1. [▶ Résolution sur l'autogestion].
2. [▶ Commune de Seattle (La)].

des syndicats et des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestion de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration démocratiques des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses.

C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et se manifestera le développement interrompu de la révolution nationale populaire en révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du colonialisme à l'émergence d'un État ouvrant la voie au socialisme. Dans ce processus, le rôle des travailleurs urbains à côté des travailleurs agricoles du secteur autogéré va devenir de plus en plus décisif, car les assises sociales du pouvoir révolutionnaire ne peuvent être que les masses laborieuses alliées aux paysans pauvres du secteur traditionnel et aux éléments intellectuels révolutionnaires.

La nature du pouvoir révolutionnaire est d'être le défenseur des intérêts des couches laborieuses qui constituent ses assises sociales, c'est pourquoi il ne peut manquer de se heurter aux couches privilégiées qui comprennent d'une part tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, détiennent la propriété des moyens de production, et d'autre part, la bourgeoisie bureaucratique.

Problèmes de la transition et tâches d'édification

Poser le problème du capitalisme en termes purement économiques et ne pas voir la contradiction entre dirigeants et exécutants, c'est se condamner à faire du socialisme une recette de l'accumulation primitive et à perdre ainsi sa signification humaine. Le socialisme n'est pas seulement une certaine organisation de la production, c'est la récupération de la société par les individus qui la composent et leur libre épanouissement[1]. Le socialisme ne se définit pas uniquement par la nationalisation de moyens de production. Il se définit aussi et surtout par l'autogestion, solution véritable à la double contradiction de la propriété privée et de la séparation maîtrise-exécution.

La période de transition est celle où l'organisation politique de la société prépare au socialisme à partir de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'établissement des bases matérielles et

1. [▶ Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion].

sociales pour un développement rapide des forces productives et d'une libération de l'activité créatrice des travailleurs. Aucun de ces aspects ne peut être privilégié aux dépens des autres car il s'agit d'un tout indissoluble.

Ces conditions générales impliquent la construction d'un État populaire qui exprime la volonté des masses de construire le socialisme et qui organise la défense des conquêtes révolutionnaires en même temps qu'il anime une politique dynamique dans les relations avec les autres [...] peuples.

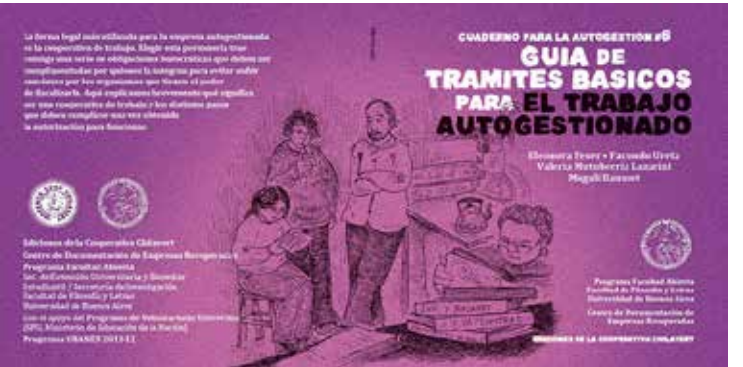
Un tel État a pour tâche première de préserver les expériences socialistes en cours, de les aider à triompher des difficultés inévitables, d'intervenir dans le secteur privé pour en hâter la socialisation, de pallier l'absence de gestion directe quand celle-ci n'est pas encore possible, sans jamais perdre de vue que ce rôle gestionnaire – exceptionnel – qu'il est amené à assurer n'est qu'une étape provisoire qui prépare l'organisation autogestionnaire.

Ces conditions préalables préparent l'industrialisation, mais ne résolvent pas, à elles seules, le problème. Il y a, dans les pays à structure essentiellement agraire, une exigence des paysans à voir leur sort amélioré par rapport à l'ancien état de choses. Cette exigence qui se traduit par un accroissement de la consommation entraîne donc une diminution du surproduit social. Une contradiction apparaît dont la solution doit être abordée en toute clarté.

Pallier la diminution du surproduit social par la recherche d'une aide étrangère sans principe, compromet jusqu'à l'indépendance nationale elle-même. Organiser la société selon la contrainte pour obtenir de façon autoritaire un abaissement du niveau de vie, c'est ouvrir la voie à une bureaucratisation qui est la négation même du socialisme.

Par contre, ce qui doit être évité, c'est que le privilège technique se transforme en privilège politique et que les cadres, organisés en couche particulière, organisent la société selon un modèle technocratique. Là aussi, la solution réside surtout dans l'application de l'autogestion.

Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe



quelle fin. Il y a un rapport intrinsèque entre les instruments qu'on utilise et le résultat qu'on obtient. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or, le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses qui exécutent est le principe même de la société capitaliste.

Les questions de la société nouvelle sont celles-ci : « Qui contrôle et sanctionne l'obligation de travailler ? Qui établit les normes ? Qui gère la production ? » Si les réponses organisent une séparation entre la catégorie sociale chargée de gérer le travail des autres et les producteurs, le socialisme est compromis. Seule la collectivité organisée des travailleurs peut assumer une telle tâche. Seule elle peut établir des plans qui soient autre chose que des schémas artificiels réalisables seulement sur le papier, seule, elle peut, à un problème collectif, donner une solution collective. C'est le sens de l'autogestion.

Le programme de transition est l'étape nécessaire de la réalisation des conditions matérielles et humaines du socialisme. La pénurie économique justifie la répartition selon le travail. Elle ne saurait justifier la persistance de l'exploitation sous quelque forme que ce soit.

Dans une telle période le problème de la rémunération et des avantages sociaux consentis aux couches dirigeantes et aux appareils de l'État est très important. Il serait illégitime que soit instaurée une caste privilégiée tant par les satisfactions de prestige que par le statut financier. D'autre part, les dépenses somptuaires non seulement aggraveraient les difficultés de l'accumulation mais créeraient une base à un mécontentement et à une contestation explicable.

L'autogestion est le principe même de cette société. En elle se noue la fin de l'exploitation, la compréhension par chaque travailleur de son activité car la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables ; l'intéressement direct du producteur à sa production, c'est-à-dire le contraire même du salariat. En elle se réalise le début du règne de la liberté.

La réforme agraire

La réforme agraire se doit de tenir compte de l'aspiration des fellahs à la propriété des terres dont ils ont été trop longtemps frustrés. Cependant, une simple redistribution apparaîtrait comme une entreprise antiéconomique, si elle n'était complétée par des mesures débouchant sur un dépassement de cette forme d'appropriation. Dans un premier stade, l'organisation d'un système coopératif semble le meilleur moyen de dépasser cette forme d'appropriation et de permettre un renforcement

de la productivité générale ; d'autant qu'une tradition communautaire séculaire favorise une telle évolution.

Ce système coopératif doit être ouvert à tous les petits paysans qui y trouveront les moyens de jouer un rôle de plus en plus important dans la vie et le développement économique du pays. Il s'agit en effet d'intégrer progressivement cette masse extrêmement importante que constitue la petite paysannerie à l'ensemble des activités nationales. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que ce système coopératif représente, en tout état de cause, une forme d'organisation plus rudimentaire par rapport à l'organisation socialiste qu'est l'autogestion. Le but visé doit être la transformation progressive de ces coopératives en organismes d'autogestion. Pendant la période de coexistence des deux systèmes, le parti et le gouvernement doivent veiller à ce que le passage à l'autogestion qui exclut la contrainte, soit pour le paysan une promotion.

L'industrie

Les structures industrielles léguées en Algérie par la colonisation sont très peu développées. Il s'agit essentiellement d'ateliers, de petites industries alimentaires et quelques complexes de moyenne importance (verreries d'Afrique du Nord, Acilor, etc.) voués, pour leur approvisionnement, au bon vouloir du marché français. Contrairement à ce qui s'est produit dans le secteur agricole, seule une petite partie de cette faible implantation industrielle a été placée en autogestion[1]. Cette situation d'infériorité, jointe aux moyens d'action dont dispose un capital étranger particulièrement intéressé par l'industrie, rend le secteur autogéré particulièrement vulnérable.

Ce secteur a en effet à se défendre contre des forces beaucoup plus puissantes que celles qui s'opposent au développement du secteur autogéré agricole. Il apparaît donc que la défense, la consolidation et le développement du secteur autogéré industriel [...] doivent occuper au premier chef le Parti et le gouvernement. Or, le développement du secteur industriel autogéré suppose non seulement l'orientation et la transformation progressive du secteur industriel privé mais la création par l'État d'entreprises industrielles nouvelles.

La planification

Le développement économique du pays est tributaire de la planification. Celle-ci est appelée à combler le retard accumulé. Mais elle

1. [▶ Mouvements pour l'autogestion en Europe du centre et de l'est].

n'est pas une panacée. Mal conçue, non fondée sur des bases structurelles et économiques réelles, elle aggrave le retard par rapport au pays industrialisé.

Sur le plan technique, la planification est liée à la connaissance exacte de l'état du pays, des nécessités régionales, des besoins prioritaires et à la vérification permanente du fonctionnement du plan pour qu'en soient corrigés les défauts. L'exactitude de l'information est un problème fondamental car les bureaux ont une tendance à l'autosatisfaction et à la croyance que l'élaboration théorique équivaut à la réalisation concrète. Cette circulation de l'information ne peut se faire sans la participation directe des travailleurs intéressés au plan[1].

Sur le plan économique, la planification exige la mobilisation et la centralisation du surplus économique, c'est-à-dire de ce qui dans la valeur de la production dépasse ce qui est nécessaire à la consommation des travailleurs. Cette mobilisation et cette centralisation peuvent prendre deux formes complémentaires : entre les mains de l'État pour les entreprises qui relèvent directement de sa gestion d'une part ; entre les mains du secteur autogéré et des coopératives de production d'autre part. Elle exige une utilisation des surplus de façon que les travailleurs voient très rapidement les effets de la planification faute de quoi celle-ci restera un but extérieur qui n'appellera pas leur effort.

Il n'y a pas de plan possible sans la participation consciente et le concours actif des travailleurs. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays sous-développés où les moyens étant réduits, chaque effort de la population est d'une importance décisive. Cette participation doit se faire non seulement pour la défense de la planification contre ses adversaires, non seulement pour le contrôle de l'exécution, mais aussi et surtout pour l'élaboration du plan. C'est pourquoi, on ne peut séparer les organismes de planification et les organismes d'autogestion.

16-21 avril 1964

1. [▶ Budget participatif].

ÉGYPTE

Travailleurs prennent les choses en main (Les)

Jano Charbel

Lassés de l'inaction du gouvernement sur la renationalisation de leurs entreprises, pourtant validée par la justice, certains travailleurs ont tenté de prendre les choses en main par des expériences d'autogestion ouvrière – ce qui les a amenés à constater que le gouvernement s'opposait activement à leurs efforts.

Les autorités ont mis un coup d'arrêt à une expérience de ce type à la Tanta Flax Company, dont la renationalisation était attendue depuis plus de deux ans. Le 15 mars, la Simo (Compagnie du papier du Moyen-Orient) est devenue la septième entreprise à être renationalisée par ordonnance d'un tribunal depuis la fin 2011. Cependant, les autorités n'ont toujours pas remis cette société en fonctionnement dans le cadre du secteur public[1].

> Nous ne pouvons pas payer nos loyers ou nourrir nos familles. Nous perdons rapidement tout espoir, car il ne semble n'y avoir aucune véritable préoccupation des autorités, aucune volonté réelle de résoudre nos demandes. Plus de 500 employés meurent lentement car notre entreprise est paralysée. Nous en appelons désespérément à l'État pour sauver notre entreprise.

Le tribunal administratif a rendu des jugements annulant les privatisations de la Tanta Flax Company, de la Nubariya Seeds Company, de la Shebin al-Kom Textile Company et de la Nile Cotton Ginning Company, ainsi que de la Nasr Steam Boilers Company et de la chaîne de grands magasins d'Omar Effendi. D'après les attendus de la Cour, ces entreprises de service public ont été vendues à des investisseurs privés de 1990 à 2010 à un prix bien inférieur à leur valeur réelle sur le marché. N'étant plus gérés par des investisseurs, privés ou publics, ces entreprises et leurs travailleurs ont été en grande partie laissés dans l'incertitude. À l'exception des magasins Omar Effendi, et dans une

1. [▶ Démocratie d'entreprise et coopératives].

moindre mesure de la Shebin al-Kom Textile Company, l'État ne s'est pas investi dans la renationalisation ou la relance de ces entreprises. Dans l'espoir de retrouver leur emploi et de voir repartir leurs usines, les travailleurs de ces sept entreprises ont déposé des requêtes et organisé des manifestations et des *sit-in* pour exiger un retour à l'emploi dans un délai de trois ans. Ces demandes sont survenues au moment où de hauts responsables de l'État – notamment le premier ministre Ibrahim Mehleb, le maréchal Abdel Fattah al-Sisi et le ministre du travail Nahed al-Ahsry – ont exigé que les travailleurs arrêtent de manifester ou de faire grève et aident la reprise économique en reprenant la production.

Mais ces appels à un retour à la production sonnent creux pour de nombreux travailleurs. «Ce sont des paroles vides de sens à l'attention des médias», explique Hecham al-Oql de la société Tanta Flax and Oils qui ajoute que les travailleurs veulent «faire fonctionner nos entreprises, mais le gouvernement nous empêche de nous remettre au travail».

Après des années sans salaires, les travailleurs de Tanta Flax ont été le dernier groupe à tenter l'autogestion de leurs usines[1].

Expériences d'autogestion

Le 19 mars, des dizaines d'anciens ouvriers ont relancé deux lignes de production sur les dix que compte l'entreprise Tanta Flax. Alors que la nouvelle de la remise en marche de l'usine sortait des murs de l'entreprise, les autorités locales ont coupé l'électricité et l'expérience a dû s'arrêter après quelques heures. Selon Oql, les forces de police étaient envoyées dans l'usine moins de deux heures après avoir été informées de l'action des travailleurs. «Ils nous ont affirmé sympathiser et soutenir nos efforts, puis, quelques minutes après leur départ, l'électricité a été soudainement coupée» dit-il. Un autre ancien travailleur, Gamal Othman, explique : «Après avoir annoncé notre intention d'autogérer nous-mêmes l'entreprise, la Holding Company for Chemical Industries a appelé la direction des services publics locaux de Tanta pour nous couper l'électricité.» «Par l'autogestion, notre intention était de montrer à la maison-mère qu'il est facile de relancer les usines de la société et que nous avions des matières premières pour assurer un mois de production», explique, un peu déçu, Othman.

Othman ajoute que ses collègues et lui-même ont cherché à faire pression au milieu du mois de mai sur la maison-mère et sur le ministère de l'investissement afin qu'ils donnent suite à leur promesse d'achat de la quantité nécessaire de semence de lin aux agriculteurs locaux, estimée

1. [▶ Prendre les commandes au patron].

à environ 7 millions de livres égyptiennes. «Nous craignons que si la société n'achète pas ces cultures aux agriculteurs, ceux-ci les vendent à d'autres, et que les plans de redémarrage de la compagnie avant l'année prochaine, ne soient donc jamais mis en œuvre», prévient-il.

Autant la maison-mère que le ministère de l'investissement ont fait des déclarations selon lesquelles ils relanceraient la Tanta Flax Company en 2015, mais aucune date précise n'a été mentionnée pour cette opération.

Othman critique l'incapacité du gouvernement à ré-exploiter Tanta Flax et d'autres sociétés bloquées:

> Les autorités ne devraient pas payer une indemnisation aux travailleurs égal à leur salaire de base, alors qu'ils sont sans travail et que les lignes de production demeurent à l'arrêt. C'est un gaspillage des ressources de l'État. Les autorités devraient plutôt investir dans le mouvement de remobilisation des travailleurs et de leurs entreprises, car cela profiterait à la fois à l'État et aux travailleurs.

Les travailleurs de l'entreprise Tanta ont été inspirés par l'expérience autogestionnaire réussie de la Nubariya Quels Seed Company, engagée deux ans plus tôt. Ces deux années d'autogestion se sont avérées fructueuses pour l'entreprise, les bénéfices générés sont estimés à 10 millions de livres égyptiennes.

Rentable, la société Nubaseed avait été vendue à l'investisseur saoudien Abdel Ellah al-Kaaki en 1999 – le même homme d'affaires qui achètera le Tanta Flax Company en 2005. Kaaki avait arrêté tout investissement dans ces deux sociétés en 2011, lorsque les travailleurs avaient déposé leur recours devant le tribunal administratif et exiger la renationalisation de la société. Cependant, l'expérience d'autogestion réussie des travailleurs de Nubaseed a été stoppée à la fin de 2013 par le cabinet de l'ancien premier ministre Hazem al-Beblawi, lorsque des ministres ont interjeté en appel contre le jugement de renationalisation rendu en 2011.

Le tribunal administratif devrait rendre son verdict le 12 avril au sujet de cet appel. Selon Oql, «la balle est dans le camp du ministère des finances. Elle y est depuis près de trois ans, mais nous continuons à attendre une action. Afin de pousser le ministère de l'investissement à remettre en marche notre entreprise, nous l'avons informé que nous étions prêts à travailler sans salaire pendant un mois, gratuitement, afin de remettre notre société sur pieds et retrouver nos emplois. Pourtant, nous n'avons aucune réponse de leur part, et nous avons donc décidé d'essayer la mise en autogestion de l'entreprise».

L'ancien candidat à la présidence Khaled Ali, qui a servi d'avocat pour la plupart des entreprises privatisées ci-dessus, a appelé les autorités de

l'État à permettre aux travailleurs de gérer eux-mêmes leurs entreprises quand elles sont à l'arrêt ou lorsque les investisseurs ont fui le pays.

Parmi les expériences notables en autogestion, citons celle de l'usine d'ampoules de Ramy Lakkah, qui a duré de 2001 à 2006. Alors que le propriétaire et les investisseurs avaient décampé du pays, cette expérience a réussi à accroître à la fois la production et les profits de l'entreprise. Après l'apurement de ses finances, l'entreprise a été remise à son ancien propriétaire Lakkah lors de son retour de France.

Dans ce même secteur industriel, l'entreprise de textile connue sous le nom de Economic Company for Industrial Development a été autogérée avec succès de 2008 à 2010. Son propriétaire, Adel Agha avait fui le pays et abandonné plus de 500 travailleurs qui ont réussi à faire fonctionner eux-mêmes l'entreprise. Cette société et sa société mère Ahmonseto ont été liquidées en 2010 et fermées lorsque les banques ont repris possession des actifs d'Agha.

La papetière Simo

Lorsque les travailleurs de la Simo ont envisagé d'autogérer leur entreprise, ils ne purent pas mener à bien ce projet car le gaz et l'électricité étaient coupés depuis juin 2013, date depuis laquelle les anciens propriétaires n'avaient pas payé leurs factures. Comme dans le cas des entreprises mentionnées ci-dessus, le tribunal administratif a constaté que la papetière Simo – privatisée en 1997 en tant que société par actions – avait été vendue à des investisseurs, en dessous de sa réelle valeur.

Depuis juin 2013, moment où ils avaient déposé un recours devant le tribunal administratif, plus de 500 travailleurs de l'entreprise Simo – qui employait à l'origine environ 3 000 travailleurs avant la privatisation – se sont retrouvés sans travail, salaire ou indemnités.

«Nous avons signé des pétitions adressées aux représentants du gouvernement, au conseil des ministres et aux autorités locales pour demander la ré-exploitation de notre entreprise – en vain», explique Abdel Ati Gharib, président de la section syndicale de Simo.

Les travailleurs de la Simo ont manifesté le 8 mars devant le siège du cabinet avec des travailleurs de plusieurs autres sociétés bloquées, réclamant des investissements de l'État afin que leurs entreprises soient remises d'aplomb[1].

Une requête, déposée par la Holding Company for Chemical Industries – qui, comme la compagnie Tanta, est censée gérer et

1. [▶ Tricofil].

superviser Simo – contre le verdict du 15 mars, a stoppé la renationalisation de la Simo. Le tribunal administratif n'a pas encore rendu son verdict en ce qui concerne cet appel. «Notre société est très rentable et peut de nouveau fonctionner facilement avec un peu d'investissement, d'entretien et le paiement des salaires», explique Gharib. «Nous sommes prêts et capables de nous remettre au travail, et, en fait, nous insistons sur le retour au travail. Nous voulons juste le retour de nos emplois et de l'entreprise.» Le ministère du travail doit payer un mois de salaire de base aux travailleurs de Simo à partir de la semaine prochaine, d'après Ghareeb, qui ajoute : «Bien que nous soyons reconnaissants pour toute sorte d'aide, nous ne demandons pas l'aumône ou des solutions temporaires. Nous demandons maintenant la remise en marche de notre société et la réintégration de tous les travailleurs licenciés.»

«Les travailleurs de Simo dorment à tour de rôle dans l'entreprise, située à Shubra al-Khaima, afin de protéger ses cinq usines et de prévenir les intrusions et les vols», ajoute Gareeb.

> Nous ne pouvons pas payer nos loyers ou nourrir nos familles. Nous allons rapidement perdre tout espoir, car il semble y avoir aucune véritable préoccupation des autorités, ou aucune volonté réelle de résoudre nos griefs. Plus de 500 employés meurent lentement dans la paralysie de notre entreprise. Nous réclamons désespérément à l'État de sauver notre entreprise.

Ghareeb et des milliers d'autres travailleurs rappellent aux autorités la décision d'avril 2013, qui a condamné l'ancien premier ministre Hicham Qandil à un an de prison pour avoir omis de respecter le verdict de la renationalisation de la Nile Cotton Ginning Company. Quand ce dernier a interjeté en appel de ce verdict, sa peine a été confirmée en septembre 2013. L'ancien premier ministre a été arrêté en décembre 2013 et purge actuellement sa peine.

> Nous voulons que le gouvernement applique ce qu'il préconise pour la production, explique Ghareeb, qu'on nous aide à remettre cette entreprise en activité et, en quelques mois, nous ramènerons des profits.

avril 2014

Traduction : Patrick Le Tréhondat

Source
Mada Masr, www.madamasr.com

TUNISIE

Optimum Group Évolution en Scop

Collectif

Optimum Group Évolution est une entreprise de télémarketing dont le patron a disparu sans se soucier du paiement des salaires. Situés dans une région où les luttes sociales sont une tradition, ses salariés souhaitent aujourd'hui reprendre leur entreprise sous forme de coopérative de production, situation délicate dans un pays où ce statut n'existe pas encore. Nous publions ici leur déclaration.

Nous déclarons que nous sommes les anciens salariés d'Optimum Group Évolution. Nous avons tous travaillé de 2009 à mars 2011 en tant que télé-enquêteur, notamment pour le compte de grands clients tels que Tunisie Télécom.

Nous avons été abandonnés par le patron de l'entreprise [...] qui nous a licenciés sans nous payer deux mois de salaire et a fermé les locaux de l'entreprise sans se soucier de ce que nous allons devenir.

Actuellement, en avril 2013, Optimum Group Évolution garde toujours au troisième étage du bâtiment appartenant au pôle technologique de Gafsa dans le centre-ville de Redeyef une plate-forme du centre d'appel tout équipée. À cet étage du Pôle se trouvent 40 ordinateurs équipés de logiciels de télé-enquête et contenant les bases de données avec lesquelles nous avons travaillé.

[Le patron] ne s'intéresse plus depuis deux ans à ces ordinateurs, ces logiciels et cette base de données. Il a complètement abandonné l'entreprise et ne vient pas à Redeyef.

Nous, par contre, nous souffrons du chômage forcé et nous voulons reprendre le travail. Comme l'outil de travail de notre ancienne entreprise se trouve à Redeyef et que nous habitons tous à Redeyef, [...] nous déclarons notre volonté de reprendre le travail dans le bâtiment du pôle technologique de Gafsa dans notre ville.

Nous nous constituons en coopérative de production et nous déclarons vouloir :

- remettre en marche les ordinateurs et les logiciels avec l'aide d'informaticiens compétents de Redeyef ;
- recontacter nos anciens clients, notamment Tunisie Télécom et leur dire que nous sommes prêts à reprendre le travail avec eux ;
- avec l'aide du Forum des droits économiques et sociaux de Redeyef et Avocats sans frontières, nous souhaitons négocier avec M. B. pour trouver une formule juridique de reprise de l'entreprise qui soit satisfaisante pour nous et pour notre ancienne direction ;
- avec l'aide de militants de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) des centres d'appels embaucher de nouveaux cadres et superviseurs pour gérer notre coopérative[1] ;
- trouver de nouveaux clients pour notre entreprise la coopérative des centres d'appels de Redeyef, créer de nouveaux emplois pour les jeunes de Redeyef et vivre dans notre ville.

Pour cela nous demandons l'aide de toutes les forces militantes de Redeyef, du bassin minier, de Tunisie et ainsi que l'aide de nos amis de l'étranger afin de mener à bien notre projet, important pour notre ville, nos familles et notre place en tant que citoyens de Tunisie[2].

avril 2013

1. [▶ Flaskô, le manifeste].
2. [▶ 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)].

AMÉRIQUE INDO-AFRO-LATINE

Un volcan d'émancipations en construction

Richard Neuville

L'Amérique indo-afro-latine a longtemps été un terreau fertile pour les expériences révolutionnaires. Depuis une vingtaine d'années, en réaction aux ravages des politiques néolibérales résultant du consensus de Washington, elle est probablement devenue le principal foyer de résistance à la mondialisation capitaliste et à l'hégémonie de l'Empire. La richesse et la diversité de ces expériences permettent de qualifier le sous-continent de véritable laboratoire social. Elle apparaît comme une «zone de tempêtes» du système-monde capitaliste (Gaudichaud, 2013).

En janvier 1994, l'insurrection zapatiste contre l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain (Alena) montre la voie de la résistance contre les institutions internationales. Elle est suivie une décennie plus tard par la mobilisation continentale contre l'accord de libre-échange des Amériques (ALCA) et sa mise en échec lors du sommet de Mar del Plata en novembre 2005. La campagne «500 ans de résistance» à l'occasion du cinquième centenaire de la colonisation espagnole en 1992 marque l'émergence des mouvements indigènes contre la domination impériale et oligarchique. Elle est probablement un des événements les plus décisifs dans l'Amérique latine contemporaine. Dès lors, en Équateur puis en Bolivie et plus largement au niveau régional, les mouvements indigènes s'affirment de plus en plus comme de véritables acteurs sociaux et politiques.

L'Amérique latine est également, à bien des égards, un lieu d'innovation politique et social. La résistance au modèle de domination se traduit sous deux formes : d'un côté, par l'élection de nouveaux dirigeants qui se situent plus ou moins en rupture avec le dogme libéral et qui remettent en cause les institutions en place et la démocratie formelle ; de l'autre, par le renforcement de mouvements sociaux qui réactualisent notamment la question de l'appropriation sociale. Loin d'être opposables, ces deux formes sont parfois complémentaires, même si les liens se sont distendus ces dernières années. En effet, dans plusieurs pays, l'accumulation de forces des mouvements sociaux a permis des

changements de gouvernements ou d'exercer une pression sur les pouvoirs en place[1].

À peine élus, les dirigeants du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur convoquent des assemblées constituantes pour changer leur constitution respective et réformer fondamentalement les institutions en instaurant formellement la démocratie participative. Ils ont été précédés en cela par la gauche du Parti des travailleurs brésiliens qui a innové au niveau de la démocratie locale en initiant le budget participatif[2] dans la ville de Porto Alegre en 1990 puis dans l'État du Rio Grande do Sul en 1999. Cette expérience a connu un retentissement mondial, ce qui conduira tout naturellement à désigner la ville de Porto Alegre comme siège du premier Forum social mondial (FSM) en 2001.

Les expériences continentales impulsées par les mouvements sociaux sont diverses. Les formes d'organisation que sont le Mouvement des paysannes sans-terres (MST) au Brésil, la Confédération des mouvements indigènes (CONAIE) en Équateur, les *piqueteros* (mouvements des sans travail), les mouvements de récupération des entreprises en Argentine[3] et en Uruguay, les mouvements des travailleurs sans toit brésilien et uruguayen, les *caracoles* (Conseils de bon gouvernement) au Chiapas, la Marche mondiale des femmes se situent bien souvent en rupture avec les formes de luttes traditionnelles du mouvement ouvrier. Ces mouvements sont les lieux d'élaboration et de mise en œuvre de nouvelles pratiques sociales qui privilégient la démocratie active ou directe et l'émancipation. C'est probablement en Amérique latine que le mouvement altermondialiste a été le plus influent. Indubitablement, il a contribué à rompre avec la logique de la doctrine Monroe (1823), de sortir des cloisonnements nationaux et à permettre une articulation continentale des mouvements sociaux en ce début du 21e siècle (Algranati, Taddei, Soane, 2011).

Si au cours de son histoire récente, le sous-continent s'est révélé être un ferment d'expérimentations d'inspiration autogestionnaire, il serait réducteur de limiter la richesse des expériences aux deux dernières décennies. En effet, l'histoire du mouvement ouvrier latino-américain est parsemée de luttes qui ont posé la question de l'appropriation sociale et pratiqué des formes d'auto-organisation : de l'influence exercée par les émigrants anarchistes européens dans la conduite des luttes sociales et sur le coopérativisme dans le Cône sud (1890-1930) (Ferrer, 2004)

1. [▶ Lutte pour les communs dans les Balkans (La)].
2. [▶ Budget participatif].
3. [▶ Argentine].

aux expériences péruvienne et chilienne sous les gouvernements de Juan Velasco Alvarado[1] et Salvador Allende au début des années 1970 (Raptis, 1973 ; Gaudichaud, 2013), en passant par les quatre mille *tomas de fábricas* en Argentine en 1964 (Mandel, 1973 ; Moreno, 2005), le *cordobazo* en Argentine (1969) et l'Assemblée populaire en Bolivie (1971) (Lavaud, 1977), il existe une multitude d'«éclairs autogestionnaires» (Iturraspe, 1986). Mais une césure profonde s'est opérée avec la «nuit noire» des dictatures dans le Cône sud (1964-1989) qui a annihilé toute tentative émancipatrice au cours de ces années.

Pour cet ouvrage, compte tenu de la multiplicité des expériences, de leurs impacts et leurs répercussions dans cette région, et plus globalement dans le monde, nous avions l'embarras du choix. C'est donc tout naturellement que nous attribuons une place non négligeable à l'Amérique indo-afro-latine. Bien évidemment, nous avons dû opérer des choix drastiques, ce qui implique des manques et des limites. Plutôt que de reprendre des expériences passées, nous privilégions des expériences en cours qui revendiquent la transformation du système car pour nous l'autogestion n'est pas une utopie dépassée ou un effet de mode. Le seul détour historique concerne le rôle des cordons industriels et du *Poder popular* au Chili à l'époque de l'Unité populaire présidée par Salvador Allende, qui a été largement occulté par les ouvrages relatant l'histoire de l'Unité populaire, à l'exception notable des travaux de Franck Gaudichaud (Gaudichaud, 2013)[2]. De cette période, sont nés, d'une part, un exemple unique de construction et de conception d'une cité bâtie intégralement par ses habitants, la communauté urbaine autogérée, Villa El Salvador au Pérou[3] (Favreau, 2008) et, d'autre part, la Fédération des coopératives de logement d'usagers par aide mutuelle (Fucvam)[4], un mouvement populaire autonome, principale organisation sociale uruguayenne dans le champ du logement populaire et du développement urbain (Neuville, 2013), qui ont su traverser le temps en préservant leurs valeurs originelles.

Nous avons donc tenté de distinguer différentes formes de pratiques et aspects autogestionnaires contemporains : socialisation et tentatives de contrôle de l'économie, économie féministe «décoloniale», formes de

1. [▶ Travailleurs et autogestion].
2. [▶ Poder popular].
3. [▶ Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville].
4. [▶ Sans-terre urbains (Les)].

participation aux institutions, concepts de plurinationalité et indianisme, exercices du pouvoir populaire et d'anti-pouvoir, occupations urbaines.

S'il existe des entreprises récupérées dans plusieurs pays comme au Brésil[1], au Mexique et au Venezuela, c'est le mouvement argentin et, à un degré moindre uruguayen, qui est de notre point de vue exemplaire de par son ampleur, son ancrage et sa vitalité. Il s'inscrit également dans un processus historique et puise largement dans la conscience profonde du mouvement ouvrier de ce pays (Ruggeri, 2015).

Le budget participatif mis en œuvre à Porto Alegre a permis de rénover une démocratie représentative largement discréditée et de remettre le peuple au cœur du processus de décisions. En articulant les formes délégataire et directe, il a ouvert la perspective de la «démocratie active». Son impact mondial «nous conforte que c'est l'une des voies de reconstruction d'un projet socialiste» (Pont, 2007). Le dernier gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul (2011-2015) a poursuivi l'innovation démocratique avec le recours aux nouvelles technologies de communication pour renforcer le «pouvoir populaire et citoyen».

Dans un contexte de fortes turbulences politiques et de déceptions, le Brésil demeure un lieu de résistances à travers les luttes urbaines, *acampamento* à Fortaleza avec la Commune du 17 avril[2] (Bajard et Terrié, 2013), à Porto Alegre (Neuville, 2012) ou celles de juin 2013 pour la revendication de services publics.

L'émergence du mouvement indigène, et particulièrement andin, a été décisive dans les changements opérés en Équateur mais surtout en Bolivie. Elle a révélé une véritable philosophie de vie à vocation universelle avec le concept de «*Buen vivir*», qui se caractérise par le «vivre ensemble en harmonie avec la nature» (Acosta, 2014). L'indianisme, bien distinct de l'indigénisme, a permis de combattre le modèle de domination impériale «eurocentrique» et les discriminations des États-nations en remettant en cause la «colonialité du pouvoir» (Quijano, 2014). Il réaffirme des identités tout en conceptualisant l'«unité dans la diversité» comme en Bolivie où l'accumulation de forces en résistance au modèle néolibéral a contribué à l'élection d'Evo Morales et a instauré une nouvelle conception du pouvoir. Le Mouvement vers le socialisme (MAS) se définit comme un «parti-mouvement» et une fédération de mouvements sociaux. Cet «instrument politique atypique»

1. [▶ Occupation urbaine et coopérative solidaire].
2. [▶ Commune du 17 avril (La)].

a retenu toute notre attention malgré des limites observées dans son fonctionnement[1].

L'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) a concentré l'essentiel des paramètres d'une démocratie radicale et directe, de l'autogestion, de l'autonomie des sujets et des collectifs sociaux. Le répertoire d'actions et les traditions politiques en jeu ont permis l'émergence d'un nouveau collectif social dans un pari radical et alternatif au système hégémonique, la Commune de Oaxaca (Almeyra, 2010)[2].

Après son irruption en 1994, le mouvement zapatiste a été capable d'actualiser à partir de 2003 «les temporalités d'un passé commun sans cesser de se référer aux temporalités nationales et mondiales de luttes pour la justice, la démocratie et la liberté[3]». C'est probablement l'expérience d'autonomie la plus remarquable.

La classe ouvrière mexicaine n'est pas restée en dehors du phénomène de récupération d'entreprises, citons deux longues luttes emblématiques qui, à vingt ans d'intervalle, ont débouché sur des expériences numériquement importantes : la Société coopérative des travailleurs Pascual (Sociedad Cooperativa de Trabajadores Pascual) et la Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente (Tradoc). La première a été créée aux milieux des années 1980 à Mexico et produit des jus et boissons à base de fruits. Pascual, qui génère environ 5 000 emplois directs, s'approvisionne en sucre auprès d'une coopérative agro-industrielle et en fruits auprès d'*ejidatarios* (terres exploitées en commun) au travers de contrats de production (Maranón-Pimentel, 2007). Exemple d'autogestion remarquable, elle manifeste également une solidarité active avec de nombreux mouvements sociaux du pays. La seconde est une lutte victorieuse de 1 141 jours contre la multinationale du pneu Continental Tire qui a abouti à la reprise de la production depuis 2005[4].

Enfin, le «processus révolutionnaire» vénézuélien, en crise profonde (Lander, 2014), est traité sous l'angle de la participation populaire dans la mise en œuvre des Missions sociales, le développement endogène de l'économie sociale, le mouvement coopératif, le contrôle ouvrier et les conseils communaux[5]. Autant de mesures qui ont parsemé les premières années du processus, censées conduire au socialisme du 21e siècle…

1. [▶ Du parti-État au parti-mouvement].
2. [▶ Autonomie et construction d'alternatives].
3. [▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].
4. [▶ Continental : une multinationale battue].
5. [▶ Venezuela].

Dans la période récente, en réaction au modèle néodéveloppementiste généralisé et dans un contexte de crise écologique et climatique, la centralité des luttes s'est déplacée vers la défense des biens communs naturels. Dans cette conjoncture, les mouvements sociaux sont confrontés à de nouveaux défis stratégiques face au nouvel ordre capitaliste et les politiques extractivistes mises en œuvre par les gouvernements progressistes, engagés dans une nouvelle phase d'«accumulation par dépossession» (selon l'expression de David Harvey). De Santiago à Mexico (pour l'éducation) en passant par São Paulo (pour les transports), la région n'a pas été épargnée par les mouvements de révolte citoyens, à l'instar de ceux qui ont surgi à partir de 2010 aux quatre coins de la planète pour dénoncer la corruption politique, les élites financières et la connivence entre le monde politique et financier et le capitalisme (Castells, 2012).

En Amérique indo-afro-latine, les mouvements sociaux ont rénové profondément la notion d'autonomie et la pratique émancipatrice. Ces pratiques de gestion communautaire ont suscité pas mal de débats sur la valorisation de l'autonomie et ont donné lieu à l'expression et à la conceptualisation du contre-pouvoir (Hardt et Negri, 2000), de l'anti-pouvoir (Holloway, 2002) et du pouvoir populaire comme faisant partie d'une stratégie de contrôle de l'État avec les changements politiques (Borón, 2001), y compris par des tentatives de double pouvoir.

> La diversité des expériences en cours démontre amplement la richesse des pratiques émancipatrices à l'œuvre sur le sous-continent latino-américain. Elles expriment des rapports différenciés au pouvoir. Certaines, valorisent l'autonomie, la démocratie directe et l'appropriation spatiale ; d'autres, développent des pratiques collectives innovantes mais posent également des revendications programmatiques et interpellent donc les pouvoirs constitués, ils constituent plus classiquement des mouvements de contre-pouvoir. Enfin, certaines expériences de participation initiées par les gouvernements peuvent contribuer à l'exercice d'un pouvoir populaire. Dans leur diversité, les mouvements sociaux interrogent clairement la question de la démocratie dans ces aspects économique, politique et social, que ce soit au travers du contrôle et la gestion directe de la production, la participation active aux instances de décision ou l'auto-organisation et l'autonomie. En cela, avec des nuances, ils peuvent être catégorisés comme mouvements autogestionnaires (Neuville, 2012).

L'Amérique indo-afro-latine est en mouvement perpétuel, elle est un «volcan» (Gaudichaud, 2008) où se réalise une multitude d'expériences, sources d'«émancipation en construction» (Gaudichaud, 2013). L'accumulation de forces et d'expériences reste un atout indéniable

pour poursuivre sur la voie esquissée ces deux dernières décennies. À l'image des entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine, les «éclairs autogestionnaires» d'hier n'auraient-ils pas fait place à des expérimentations durables ?

juin 2015

Pour en savoir plus

Acosta, Alberto (2014), *Le Buen vivir*, Paris, Utopia.

Algranati, Clara, Taddei, Emilio, Seoane, José (2011), «América latina : Balance de una década de luchas y cambios», CETRI, décembre.

Almeyra, Guillermo (2007), «Révolution, pouvoir, liberté : l'expérience de l'APPO (Oaxaca)», communication au congrès Marx International V, 3-6 octobre, La Sorbonne/Paris 10-Nanterre.

Bajard, Flora et Julien Terrié (2013), «Brésil : La Commune du 17 avril» dans *Amériques latines : Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_98_iprod_560-ameriques-latines-emancipations-en-construction.html.

Boron, Atilio, (2001) «La selva y la polis. Reflexiones en torno a una teoría política del zapatismo», Buenos Aires, dans *Osal/Clacso,* n° 4, juin.

Castells, Manuel (2012), *Redes de Indignación y Esperanza*, Madrid, Alianza.

Favreau, Louis (2008), «Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et coproduction de services dans un bidonville», dans Duchatell, Julie et Rochat, Florian, *Produire de la richesse autrement*, Genève, CETIM.

Ferrer, Christian (2004), *Cabezas de tormenta,* Buenos Aires, Anacarres.

Gaudichaud, Franck (dir.) (2008), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme*
en Amérique latine, Paris, Textuel.

Gaudichaud, Franck (2013), *Chili 1970-1973 : Mille jours qui ébranlèrent le monde,* Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Gaudichaud, Franck (coord.) (2013), *Amériques latines : Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_98_iprod_560-ameriques-latines-emancipations-en-construction.html.

Gaudichaud, Franck (2013), *Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973)*, Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_74_iprod_580-venceremos-.html.

Hardt, Michael et Antonio Negri (2000), *Empire*, Paris, Exils.

Holloway, John (2008), *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, www.syllepse.net/lng_FR_srub_76_iprod_362-changer-le-monde-sans-prendre-le-pouvoir.html.

Iturraspe, Francisco (1986), *Participación, cogestión y autogestión en América Latina,* Caracas, Nueva Sociedad.

Lander, Edgardo (2014), «Venezuela : ¿crisis terminal del modelo petrolero rentista ?», septembre, www.tni.org/en/work-area/environmental-justice.

Lavaud, Jean-Pierre (1977), «La mobilisation politique du paysannat bolivien», *Revue française de sociologie,* XVIII, 18-4.

Mandel, Ernest, (1973), *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion,* Paris, François Maspero.

Maranón-Pimentel, Boris (2007), «La cooperativa agroindustrial Pascual en México :

Posibilidades y límites de la economía social », Montréal, CIRIEC/Université du Québec à Montréal (UQAM).
Moreno, Hugo (2005), *Le désastre argentin : Péronisme, politique et violence sociale (1930-2001),* Paris, Syllepse.
Neuville, Richard (2013), « Quatre décennies de luttes des « sans terre urbains » en Uruguay », dans Franck Gaudichaud (coord.) (2013), *Amériques latines : Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_98_iprod_560-ameriques-latines-emancipations-en-construction.html.
Neuville, Richard (2012), « Typologie d'expériences autogestionnaires en Amérique latine et indienne », *Alter Autogestion*, septembre, http://alterautogestion.blogspot.fr/2012/09/typologie-dexperiences.html.
Pont, Raúl (2007), « L'expérience de Porto Alegre », *FondationS,* n° 5.
Quijano, Aníbal (2014), *Textos de Fundación*, Buenos Aires, El Signo.
Raptis, Michel (2009), « Les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou », *Manière de voir,* n° 103, février-mars.
Ruggeri, Andrés (2015), « Occuper, Résister, Produire » Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine, Paris, Syllepse.

AMÉRIQUE ANDINE

Communautés et autonomie

Richard Neuville

L'arrivée au pouvoir de l'*indio* Evo Morales constitue un moment historique particulier. Pour autant, celle-ci n'a pas signifié le développement d'un «indianisme» étroit et excluant, mais plutôt le projet d'une nation ouverte à tous, pluriethnique et pluriculturelle, promouvant l'«unité dans la diversité» à l'image de l'État plurinational bolivien.

Après cinq siècles de domination coloniale, impérialiste, oligarchique et néolibérale, au cours desquels les ressources naturelles des pays de l'Amérique latine n'ont cessé d'être pillées, le système hégémonique impérial et unipolaire est de plus en plus contesté. En effet, l'émergence du mouvement indigène[1] comme acteur social et politique est probablement un des événements les plus décisifs dans l'Amérique latine contemporaine. Dans sa diversité, il se construit progressivement comme un mouvement social de dimension régionale avec un contenu universaliste et une vision globale des processus sociaux et politiques mondiaux.

Le cinquième centenaire de la colonisation espagnole et la campagne «500 ans de résistance» en 1992 ont été pour tous les peuples originaires de l'Amérique latine l'occasion de redécouvrir les civilisations précolombiennes dont ils sont les descendants et de revendiquer la reconnaissance de leurs droits. Depuis, le mouvement indigène a cessé d'être un simple mouvement de résistance pour adopter une stratégie offensive de luttes, y compris en posant la question de l'accès au pouvoir dans la région andine. Ce mouvement a entrepris une critique profonde et une rupture vis-à-vis de la vision «eurocentrique» de la structure du pouvoir colonial. Il se présente comme un mouvement de civilisation capable de

1. Dans cet article, nous privilégions l'utilisation du terme «indigène» qui fait consensus au sein des organisations sociales et culturelles des populations originelles, plutôt que celui d'«Indien» qui a une connotation forte et qui était utilisé par les colonisateurs.

récupérer l'héritage des civilisations originelles. Il a engagé un processus de récupération d'identités, de connaissances et de production de savoirs qui lui a permis de résister à plus de cinq siècles de domination. Il s'est converti en sujet politique et en un mouvement porteur d'un projet collectif et émancipateur.

Des expériences riches et diverses de transformation sociale modifient la physionomie politique, économique et culturelle de la région, qui rompent avec l'héritage colonial et la vision occidentale dominante. Ce processus de transformation implique la récupération de l'histoire, la création de matrices théoriques et méthodologiques de production de connaissances capables de rendre compte de la complexité et de la densité de la réalité sociale. Il implique également la récupération de la connaissance millénaire et ancestrale, les savoirs et les manières de concevoir le monde pour reconstruire la mémoire collective et construire des identités et des projets de société.

L'émancipation vis-à-vis du joug et de l'héritage colonial, le cheminement et la déconstruction réalisés se sont avérés fondamentaux pour structurer des mouvements sociaux et politiques susceptibles de faire émerger un autre mode de rapports sociaux. Le mouvement indigène a élaboré de nouveaux concepts comme celui d'État plurinational qui interroge la notion d'État-nation, lequel s'est avéré extrêmement discriminant. Il a récupéré certaines valeurs comme le «bien vivre» en harmonie avec la «Terre-Mère» pour réaffirmer ses identités. Il se structure en tant qu'unité géographique et historique en se coordonnant comme lors du Forum social mondial (FSM) de Belém. Sans vouloir effectuer une analyse comparée, nous rappelons brièvement que les processus d'organisation et les spécificités varient selon les pays andins. Nous avons choisi de développer plus particulièrement le cas de la Bolivie qui est le processus le plus abouti puisque ce pays est dirigé par un «Indien» depuis 2006.

Dans ce pays, l'émergence de l'indianisme dans les années 1970 a contribué à l'éveil des consciences et à la structuration du mouvement paysan et indigène. L'accumulation de forces et d'expériences de luttes contre le néolibéralisme et l'engagement institutionnel des mouvements sociaux via un «instrument politique» atypique ont permis d'entrevoir le changement et l'accès au pouvoir. La victoire d'Evo Morales résulte indubitablement de cette conjonction. En articulant l'indianisme, le marxisme et le nationalisme révolutionnaire, c'est une forme de gestion et une nouvelle conception du pouvoir qui se sont imposées.

Le colonialisme et la vision eurocentrique

Comme pour toutes les formes de colonisations dans le monde, celle de l'Amérique latine s'est caractérisée par une extrême violence, un pillage incommensurable, un modèle d'exploitation des peuples originaires et de domination raciste et culturelle que résume Álvaro García Linera[1] :

> La colonisation a organisé toute la zone andine en deux républiques, celle des Indiens et celle des Espagnols, avec des législations séparées mais aussi des fonctions sociales différenciées : les terres, le pouvoir politique, la culture et la langue légitimes, le contrôle des mines, des entreprises et des commerces aux mains des Espagnols ; le travail servile, l'obéissance, le langage proscrit, les dieux clandestins et la culture stigmatisée aux mains des Indiens. La colonisation de l'Amérique, comme toute colonisation, a été un coup de force établissant une division entre dominants et dominés, possesseurs et dépossédés ; mais avec cette différence que la « naturalisation » de ce coup de force brutal, sa légitimation, sa lecture et sa justification, se sont faites au nom d'une supposée différence des cultures (« certaines davantage faites pour gouverner, d'autres pour être asservies »), ou de la différence des religions (« certaines plus civilisées, d'autres plus profanes »), ou de la différence des races (« certaines plus humaines et rationnelles que les autres ») (García Linera, 2008 : 89).

La terre des indigènes, qui fut expropriée lors de la colonisation européenne, n'est pas uniquement un moyen de production fondamental. Elle a un sens plus profond dans la forme d'existence des peuples indigènes : elle est la « mère qui nous accueille » ou Pachamama, l'espace où la vie se crée et se recrée. Cette relation profonde entre l'homme et la terre en tant que source de vie s'opposa radicalement à celle du colonisateur qui voyait la terre comme un objet de possession et un espace de pillage et d'extraction de métaux et de pierres précieuses, un objet de déprédation (Galeano, 1998).

Ces antagonismes produisirent d'énormes tensions et des souffrances chez les peuples indigènes qui furent spoliés de leurs richesses et asservis dans l'exploitation des mines. L'esclavage dans les mines fut un des principaux mécanismes d'extermination des populations indigènes. À Potosí, huit millions d'indigènes et d'Africains moururent dans l'exploitation des mines d'argent entre 1545 et 1825 (Galeano, 1998). En

1. Devenu sociologue, influencé par Toni Negri et Pierre Bourdieu, après avoir été activiste radical (engagé au sein de l'Armée de guérilla Túpac Katari), il est vice-président de la République bolivienne depuis 2006.

quelques décennies, les populations indigènes d'Amérique latine furent décimées et réduites de moitié.

Dans le modèle de domination impériale «eurocentrique», qui au-delà de la période de la colonisation s'est perpétué au fil des siècles, la civilisation occidentale s'est imposée comme l'unique modèle de civilisation de la planète. Celui-ci entendait définir la production et la reproduction de la vie matérielle des peuples et l'élaboration de leurs imaginaires. Malgré leur niveau d'élaboration et de complexité, leur degré de développement ou leurs apports à l'humanité, les autres civilisations étaient considérées comme des cultures attardées vis-à-vis du modèle imposé. Pour Mónica Bruckman, «l'arrogance de cette vision a justifié des formes violentes de colonisation mais a constitué une barrière cognitive qui a empêché l'Occident de reconnaître et de comprendre la complexité du monde» (Bruckman, 2009).

Ainsi, des connaissances millénaires, des formes d'organisation plus humaines, plus respectueuses de la nature et de la vie ont été dépréciées.

L'eurocentrisme a imposé sa science et une forme unique de production de la connaissance. La connaissance dite «universelle» est considérée comme valide pour n'importe quelle période historique ou réalité sociale de la planète. La notion de modernité, insérée organiquement dans la structure du pouvoir colonial, en tant que forme d'existence sociale et de mode de développement, a eu une capacité destructrice énorme pour les sociétés (Quijano, 2005 : 9-31). Elle a constitué la base de la structure du pouvoir impérial pour imposer la civilisation occidentale comme unique voie vers le progrès.

La colonisation de l'Amérique latine a généré l'accumulation de capital et les bases matérielles nécessaires à la transformation de l'Europe occidentale en centre hégémonique mondial à partir du 16e siècle (Galeano, 1998). L'indépendance des différents pays au début du 18e siècle n'a pas modifié fondamentalement le modèle de domination qui a seulement pris d'autres formes avec la doctrine Monroe[1] et des stratégies européennes distinctes. Le placage d'États-nations en lieu et

1. Le 2 décembre 1823, le président James Monroe énonce la doctrine qui portera son nom et fixera pour un siècle et demi les fondements de la diplomatie américaine. Dans un long discours en apparence décousu, il interpelle directement les puissances européennes. Il leur déclare : 1) Les États-Unis ayant reconnu l'année précédente l'indépendance des nouvelles républiques latino-américaines, l'Amérique du nord et l'Amérique du Sud ne sont plus ouvertes à la colonisation européenne. 2) Les États-Unis regarderont toute intervention de leur part dans les affaires du continent américain comme une menace pour leur sécurité et pour la paix. 3) En contrepartie, les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes. La doctrine de Monroe se résume en définitive comme suit : «l'Amérique aux Américains».

place des anciennes colonies s'est avéré artificiel et un nouvel instrument de domination sur les peuples.

Des États-nations discriminants et excluants

Dans le système capitaliste dominant, l'idée d'un intérêt national correspond à l'existence d'une société nationale dominée par une bourgeoisie nationale qui exerce le pouvoir. En Amérique latine, avant la Révolution mexicaine, ces caractéristiques correspondaient uniquement au Chili depuis la création de la République au début du 19e siècle. Cet État national fut créé en exterminant les Mapuches. L'État-nation se consolida dans les années 1930, sous le gouvernement du Front populaire qui impliqua une sorte de pacte politique entre la bourgeoisie chilienne et les partis politiques représentant les travailleurs et les couches moyennes pour renforcer les institutions de la démocratie libérale et bourgeoise. Celles-ci permirent à Salvador Allende et à l'Unité populaire d'accéder au pouvoir en 1971 mais leur loyauté à ces institutions facilita également leur défaite lors du coup d'État de 1973[1]. La contre-révolution conduite sous la dictature sanglante de Pinochet modifia les bases sociales de l'État pour les adapter à la néolibéralisation du capitalisme et aux besoins de la globalisation. Il en résulte une nouvelle société capitaliste chilienne bien distincte de la bolivienne, même si la Bolivie a également connu des dictatures féroces à la même période. En Bolivie, la demande des populations – qui précisément ont été victimes d'états non nationaux et non démocratiques – n'est pas de revendiquer plus de nationalisme ou plus d'État mais avant tout de bâtir un autre État. Il s'agit avant tout de décoloniser cet État afin de le démocratiser et avancer vers la création d'un État plurinational (Quijano, 2006 : 21).

Cette position conteste radicalement la position erronée de la 3e Internationale qui considérait que tous les pays soumis à l'Empire devaient avoir des bourgeoisies nationales avec lesquelles les dominés et les exploités devaient s'allier face à la domination impérialiste. Malgré l'opposition de José Carlos Mariátegui[2], qui considérait qu'il n'existait pas de bourgeoisie nationale en Amérique latine, l'immense majorité des partis de gauche du sous-continent adopta cette doctrine du nationalisme qui allait dominer tout au long du 20e siècle. Pour Aníbal

1. [▶ Poder popular].
2. José Carlos Mariátegui (1894-1930), philosophe et journaliste dont la pensée a marqué durablement le continent sud-américain. Il participe à la création du Parti communiste péruvien (PCP) et à celle de la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP).

Quijano : « La colonisation du pouvoir dans les pays andins avait rendu historiquement non viable le projet libéral-eurocentré d'un État-nation moderne » (Quijano, 2006 : 22).

L'État-nation est défini comme une unité nationale dont l'homogénéisation artificielle est source de discrimination et d'exclusion culturelle (Bruckman, 2009). Un avis que ne partagent pourtant pas Toni Negri et Michael Hardt qui persistent à penser que tout pays, quel que soit le contexte historique, est par définition une nation et que tout État central est pour cela un État-nation (Hardt et Negri, 2001).

La réaffirmation d'identités et la définition de nouveaux concepts

Dans les années 1990, le mouvement indigène a entrepris une déconstruction du modèle de domination en réaffirmant des identités à partir de ses valeurs et en conceptualisant une nouvelle forme d'État et de mode de gestion du pouvoir que nous présentons succinctement :

La Pachamama

Après plusieurs siècles de résistance, le mouvement indigène récupère le sens de sa relation avec la « Terre-Mère » en exigeant de la respecter en tant que source de vie. Il s'agit donc de préserver la Terre, l'environnement, l'espace où l'homme profite de la flore et la faune avec le sens du respect et de la préservation. Cette posture écologique, qui correspond à une vision millénaire du monde, place le mouvement indigène dans une position progressiste pour l'avenir de l'humanité et de la planète. Elle exige que l'extraction des ressources naturelles et énergétiques se réalise sans saccager la terre et en favorisant principalement les populations qui vivent dans les territoires. Le principe indigène du « *bien vivir* » (bien vivre) définit la vie et l'être humain comme des valeurs fondamentales pour l'organisation de la société et pour un nouveau modèle de développement et un projet collectif futur[1].

L'État plurinational comme projet politique

Le mouvement indigène a mis en débat la notion de plurinationalité, qui a rapidement été adoptée par les forces progressistes de Bolivie et d'Équateur. Cette nouvelle forme politique et institutionnelle d'État, susceptible d'être acceptée par un mouvement politique et social large, est devenue un axe constitutionnel prioritaire pour les assemblées constituantes. Ce projet politique remet en question la vision homogénéisante de l'État et la tradition politique occidentale en Amérique

1. [▶ Construire le « buen vivir – Sumak Kawsay »].

latine. Ce nouveau modèle est perçu comme incluant. Basé sur le principe de l'«unité dans la diversité», il reconnaît l'existence de multiples nationalités, cultures, langues, religions et formes de spiritualité. Il incorpore les formes communes d'organisation et d'autorité dans l'institutionnalisation de l'État, en constituant une expérience politique absolument nouvelle dans la région.

La décolonisation du pouvoir : « commander en obéissant »

L'organisation communautaire, le principe de la réciprocité et la solidarité sont des caractéristiques de certaines sociétés indigènes précoloniales qui ont été reprises par le mouvement indigène latino-américain dans les pratiques quotidiennes et comme un héritage et une manière de concevoir le monde. Parallèlement se créent de nouvelles formes d'autorité collective et de gouvernement communautaire, où la communauté régit tout et où le pouvoir de l'individu est soumis à celui de la communauté. Une de ces nouvelles formes d'autorité et d'exercice du pouvoir est donnée par le mouvement zapatiste au Mexique où le principe du «*mandar obedeciendo*» (commander en obéissant) reflète clairement les deux dimensions de l'autorité[1]. Pour Mónica Bruckman :

> Une des principales tâches émancipatrices consiste à nous libérer de l'eurocentrisme comme vision du monde et comme structure de production de la connaissance. Il est nécessaire de récupérer notre histoire et notre mémoire collective ainsi que l'héritage de notre civilisation pour construire nos propres modèles de développement et prévoir le futur. Le mouvement indigène nous offre d'énormes potentialités et, par la profondeur de son projet et de sa praxis, ouvre un nouvel horizon historique en Amérique latine et dans le monde (Bruckman, 2009).

Le mouvement indigène comme unité géographique et historique

Au cours de la dernière décennie, le mouvement indigène latino-américain a cessé d'être un ensemble de mouvements locaux pour se convertir en un seul mouvement articulé et articulateur. Il se construit dans des espaces géographiques où se développèrent la civilisation inca et les civilisations originelles qui l'ont précédée et qui occupaient l'Équateur, la Colombie, le Pérou, la Bolivie, le Chili et l'Argentine. Cinq siècles n'ont pas suffi pour désarticuler une unité historique et civilisatrice comme la Tawatinsuyo des Incas et son profond enracinement dans les Andes. Les États nationaux formés à partir du 19e siècle et les guerres

1. [▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].

d'indépendance ne se sont pas substitués aux profondes racines historiques des peuples indigènes qui se reconnaissent comme Quechas, Aymaras ou Mapuches avant d'être Boliviens, Péruviens, Équatoriens ou Argentins.

La reconstruction des Andes, comme unité géographique et les civilisations pré-inca et inca, comme unité historique, ont approfondi le processus d'intégration du mouvement indigène sud-américain qui, en juillet 2006 à Cuzco, a fondé la Coordination andine des organisations indigènes (CAOI) avec la participation des peuples quechua, ichwa, aymara, mapuche, etc. Lors de ce sommet, onze organisations représentatives élaborent une plate-forme de luttes pour le mouvement indigène de tout le continent qui inclut la construction d'États plurinationaux, la défense des ressources naturelles et énergétiques, l'eau et la terre, les droits collectifs des communautés indigènes et l'autodétermination des peuples comme principe fondamental. Il s'agit d'un plan d'action qui inclut les principes fondamentaux de vie en commun et de profond respect des différentes cultures, peuples et nationalités.

La création d'espaces de coordination et d'articulation du mouvement indigène a généré une dynamique intense et une capacité de mobilisation croissante au niveau local, régional et continental. En janvier 2009, lors du dernier FSM à Belém, les organisations et réseaux indigènes ont adopté une déclaration appelant à l'unité pour articuler des alternatives à la « crise de la civilisation occidentale capitaliste ». Les principaux axes sont : la terre comme source de vie et l'eau comme droit fondamental ; la décolonisation du pouvoir et l'autogouvernement communautaire ; les états plurinationaux ; l'autodétermination des peuples ; l'unité, l'équité et la complémentarité de genre ; le respect des diverses croyances de la vie quotidienne et de la diversité ; la libération de toute domination ou discrimination raciale, ethnique ou sexiste ; les décisions collectives sur la production, les marchés et l'économie ; la décolonisation des sciences et des technologies ; une nouvelle éthique sociale alternative au marché (Appel des peuples indigènes, 2009)[1].

La CAOI s'est convertie en un espace dynamique d'articulation politique et sociale qui entend s'adresser également aux organisations indigènes du bassin amazonien, d'Amérique centrale et d'Amérique du Nord, afin d'étendre le spectre de l'unification, de l'articulation et de l'intégration du mouvement indigène à l'ensemble du continent. Néanmoins, dans les pays andins, les configurations diffèrent en fonction de l'histoire et des capacités organisationnelles des forces sociales.

1. [▶ Thèse et l'antithèse (La)].

Des processus distincts dans les pays andins

Au Pérou, en Équateur et en Bolivie, les mouvements indigènes adoptent des stratégies différentes en fonction de leur poids et des alliances. Le rapport au pouvoir ne se pose pas dans les mêmes termes. Une analyse comparée des processus permet de mieux percevoir ces rapports.

Au Pérou, où la majorité de la population est considérée comme «indienne», les mouvements indigènes ne sont pas parvenus à s'organiser comme dans les pays voisins: la Bolivie et l'Équateur. Cette différence s'explique par le fait que depuis 1945 le pays a connu une perte d'identité, un processus d'urbanisation, de crise de l'État oligarchique et de banqueroute de ses principales expressions de domination culturelle. La culture seigneuriale et créole a imposé le terme de métis. Une proportion importante de la population qui s'opposa à cette identification fut victime de la «sale guerre» opposant le terrorisme d'État et le Sentier lumineux entre 1980 et 2000. Au cours de cette période, la majorité des 60 000 personnes assassinées étaient précisément des paysans indigènes. Il en a résulté une grande méfiance de ces populations vis-à-vis des formations de gauche.

Les seules communautés qui se sont réellement organisées au cours des trois dernières décennies l'ont été dans le bassin amazonien avec la formation de la Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA). Plus récemment, avec l'impact des processus en cours en Bolivie et en Équateur, des communautés qui affrontent les multinationales minières ont commencé à s'identifier comme indigènes et à créer des mouvements politiques identitaires (Quijano, 2006: 18-19). Elles sont confrontées à la politique répressive du gouvernement présidé par Alan García Pérez depuis 2006. Le 5 juin 2009, journée mondiale de l'environnement à Bagua, le gouvernement n'a pas hésité à massacrer des populations awajun et wamis d'Amazonie qui s'opposent aux multinationales du pétrole, du gaz, des minerais et du bois (Blanco, 2009).

Le mouvement indigène ne dispose pas de véritable organisation sociale et politique. Ollanta Humalla, leader du parti nationaliste péruvien (PNP) tente de se faire l'écho de certaines de leurs revendications. Il a bénéficié du soutien des populations indigènes du Centre et du Sud du pays lors de l'élection présidentielle de 2006 où il est arrivé en tête au premier tour avant de se faire battre par une alliance sociale-démocrate/droite au deuxième tour.

L'Équateur est le seul pays où l'ensemble des formations indigènes est parvenu à créer une organisation commune tout en respectant les

différentes particularités, la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE) en 1986. C'est également le mouvement indigène qui a le premier adopté l'idée que la «décolonisation du pouvoir impliquait non pas la destruction ou l'élimination des autres identités résultant de l'histoire de l'Équateur mais l'éradication des relations sociales matérielles et du cadre de pouvoir, pour construire un nouveau modèle interculturel et un nouveau type d'autorité politique».

En juin 1990, sous l'égide de la CONAIE, des dizaines de milliers d'indigènes paralysent le pays en organisant des manifestations monstres dans les villes et les campagnes et en bloquant les principales routes de la région andine pendant neuf jours. Ils revendiquent une réforme agraire, une politique d'irrigation, de crédits et de prix agricoles équitables, la reconnaissance officielle du caractère plurinational de l'État. D'autres soulèvements auront lieu en 1992, 1994, 1997, 1998, 2000 et 2001. Entre 1997 et 2005, trois présidents de la République seront destitués par les mobilisations populaires.

En 1995, estimant que les axes de son projet politique, notamment la plurinationalité et l'autodétermination, ne pouvaient pas être satisfaits par le système politique en place, la CONAIE décide de se doter d'une structure politique, le Mouvement d'unité plurinationale Pachakutik (PK). Celui-ci doit permettre l'autoreprésentation et la participation directe au système politique tout en étant autonome face aux organisations sociales dont il est issu. Pachakutik se distingue des autres partis politiques : absence de leader charismatique, structure collégiale associant dirigeants indigènes et métis, longs processus délibératifs, et rénovation du champ politique équatorien (Ramírez Gallegos, 2008 : 85).

Mais des alliances politiques précipitées conduisent des leaders du mouvement à participer au gouvernement du colonel Gutiérrez ce qui s'avère un grave échec et rejaillit sur la CONAIE. Pachakutik quitte le gouvernement au bout de sept mois. À l'issue d'un processus de rénovation organisationnelle, la CONAIE redevient le principal représentant de la population indigène en Équateur. En 2005, elle joue un rôle essentiel en termes de mobilisation dans la mise en échec de l'approbation du traité de libre-échange (TLC) avec les États-Unis et contraint le gouvernement à annuler le contrat d'exploitation pétrolière avec la multinationale Oxy.

Lors de l'élection présidentielle de 2006, une majorité des populations indigènes se prononce pour Rafael Correa. Luis Macas, candidat de PK n'obtient que 2,4 % des voix. La CONAIE et PK se prononcent pour une non-participation au gouvernement central et la confédération indigène adopte une position de contre-pouvoir. En 2008 et 2009,

la CONAIE se mobilise pour contrecarrer les projets d'exploitation de pétrole en Amazonie promus par le gouvernement.

En Bolivie, l'«indianisme» – qui a émergé dans les années 1970 sous la bannière du katarisme[1] – a contribué à redéfinir le rôle et l'influence que les populations indigènes[2] pouvaient exercer dans une perspective de reconnaissance et de transformation sociale. En effet, les indigènes n'ont jamais accepté le joug des vainqueurs, que ce soit sous l'empire Inca, la colonisation espagnole ou sous la république indépendante qui n'était que la continuation du système politico-économique de la colonie. Au cours des dernières décennies, il faut d'abord mentionner le «réveil» aymara des années 1970 qui, d'une certaine manière, prépara la création du Mouvement vers le socialisme (MAS).

À cette époque apparaissent les premiers partis politiques aymaras : le Mouvement révolutionnaire Túpac Katari (MRTK) et le Mouvement indien Túpac Katari (MITKA), tous deux se référant au héros aymara du grand soulèvement des années 1780-1782. Ces partis dénonçaient l'exploitation économique, l'oppression culturelle et la discrimination raciale dont étaient victimes les peuples autochtones. Ils revendiquaient leurs traditions et leurs cultures, la démocratie communautaire et l'autonomie. Ils ont participé à quelques élections, obtenu quelques élus et ont pu ainsi mettre en exergue les thèmes de la renaissance et les revendications ethniques (Rudel, 2007).

1. Le katarisme, en référence au leader indigène Tupac Katari qui dirigea un soulèvement autour de La Paz à la fin du 18e siècle, est un courant qui contribua à rénover un syndicalisme paysan bolivien, jusque-là allié aux régimes militaires. Ses leaders cherchèrent à lutter contre la cooptation des dirigeants syndicaux et à élaborer une idéologie indianiste sur laquelle s'appuyer dans les luttes. Le katarisme a «reconstruit» une identité indigène, là où les militaires comme les gouvernements du MNR ne voulaient voir que des «paysans». De là découle une idéologie théorisant la double oppression du paysan, par sa condition économique, mais aussi par sa condition d'indigène victime de discriminations au sein d'un État colonial. Ses principaux dirigeants, comme Genaro Flores, jouèrent par la suite un rôle clé dans la lutte pour le rétablissement de la démocratie. Les liens avec les militaires furent définitivement rompus avec la fondation de la CSUTCB en 1979, et son adhésion à la Centrale ouvrière bolivienne (COB) l'année suivante, première étape de la construction d'un syndicalisme paysan de lutte en Bolivie.

2. Selon le recensement réalisé en 2001 par l'anthropologue bolivien Xavier Albó, la proportion d'«indigènes» oscille entre 55% et 62% de la population bolivienne. L'étude a dénombré 30% de Quechuas, 25% d'Aymaras qui sont les deux groupes les plus importants qui vivent sur l'Altiplano, on trouve ensuite les Chiquitanos (2,2%) et les Guaranis (1,5%) qui vivent au sud du pays et enfin trente-deux «groupes ethniques» représentant chacun moins de 1% de la population et qui vivent dans la partie amazonienne de la Bolivie.

À la fin des années 1970, les «kataristes» exercent une influence sur la Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), organisation qui rompt avec la mainmise des militaires sur le monde paysan. À la fin des années 1990, l'Aymara Felipe Quispe Huanca accède à la tête de la confédération paysanne. Associé à des secteurs de la gauche urbaine, alors dirigés par Álvaro García Linera, il a participé à la formation de foyers de lutte armée de style cubain dont les chefs furent emprisonnés. À sa sortie de prison, Felipe Quispe crée le Mouvement indien pachakuti (MIP) et lance le projet d'une république aymara indépendante.

De leur côté, les peuples autochtones de la vaste zone amazonienne – quelque 800 000 personnes – confrontés depuis longtemps à la réquisition de leurs terres par les grands propriétaires de l'agro-industrie et de l'élevage extensif créent la Confédération des peuples indigènes de Bolivie (CIDOB) pour la défense et la reconnaissance des droits des peuples originaires.

En 1979, le mouvement paysan se réorganise et crée la CSUTCB. Les syndicats de *cocaleros* jouent un rôle essentiel en résistant activement contre les politiques d'éradication de la coca. La gauche se refuse toujours à donner toute sa place à la paysannerie. En 1995, les organisations paysannes et indigènes décident donc de créer leur propre instrument politique sous le nom d'Assemblée pour la souveraineté des peuples (ASP). Cette nouvelle organisation repose sur les confédérations syndicales du monde rural.

Le MAS : un instrument politique atypique

Le MAS a été créé officiellement en 1999 (année de sa reconnaissance par la Cour nationale électorale) sous la personnalité juridique de MAS-IPSP (Instrument politique pour la souveraineté des peuples) (Neuville, 2008 : 11-25). Il s'agit donc d'un parti récent mais qui s'inscrit cependant dans un temps assez long. Il faisait suite à l'Assemblée pour l'ASP créée en 1995. Il se définit comme un «parti-mouvement» et une fédération de mouvements sociaux (Harnecker et Fuentes, 2008).

C'est à partir des années 1980 que le syndicalisme paysan et notamment *cocalero* apparaît comme une force de grande importance sur la scène sociale et politique bolivienne. En 1985, l'application des politiques d'ajustements structurels par le Mouvement national révolutionnaire (MNR) contribue au démantèlement du syndicalisme ouvrier et à sa reconversion qui s'oriente vers les milieux paysans et *cocaleros* des régions des Yungas et du Chapare. C'est dans les régions productrices que s'organise et se renforce le syndicalisme paysan, avec la montée en

puissance de la CSUTCB qui parvient à unifier les différentes organisations syndicales paysannes en 1979. Dans les années 1990, la promulgation de plusieurs lois sur la régulation de la coca par le gouvernement bolivien, sous la pression des États-Unis, renforce le sentiment anti-impérialiste des paysans. De nombreuses mobilisations sont organisées comme des blocages de routes et des marches qui contribuent à renforcer les solidarités entre les milieux ruraux et indiens.

La thématique ethnique prend une place de plus en plus importante dans le discours *cocalero*. La défense de la terre et de la feuille de coca devient une revendication identitaire et ethnique. Evo Morales, devenu leader du parti, illustre bien cette double affiliation, *cocalero* et aymara. Les paysans indigènes ne sont pas réellement reconnus par la gauche et, d'un point de vue institutionnel, c'est ce qui les conduit à créer leur propre instrument politique. Pensé comme une véritable fédération des mouvements sociaux avec un lien organique, le MAS est l'instrument censé les représenter.

Sa création permet de fédérer des organisations indiennes andines, comme les Quechuas et les Aymaras, les Indiens d'Amazonie (une trentaine d'ethnies) et les Guaranis au Sud. Quatre organisations participent à l'acte fondateur du MAS : la CSUTCB, la CIDOB, la Confédération des colonisateurs (CSCB) et la Fédération nationale des femmes paysannes de Bolivie-Bartolina Sisa (FNMCB-BS). Ce parti et ses multiples composantes s'engagent rapidement sur la voie de la conquête directe du pouvoir en participant aux élections. Il s'agit d'un changement qui marque une rupture avec les stratégies antérieures. Auparavant, les syndicats et mouvements sociaux ne servaient que « d'échelles politiques » aux partis luttant pour le pouvoir et le parti victorieux oubliait ces mouvements et leurs revendications dès le soir des élections.

Les références idéologiques du MAS sont diverses, elles reposent sur une articulation complexe entre marxisme, indianisme et nationalisme révolutionnaire (Do Alto et Stefanoni, 2008 : 64). Inspiré par le discours katariste, il s'agit d'en finir avec la double oppression : ethnique et de classe, de valoriser l'indianité dans un projet multiculturel et de retrouver une souveraineté nationale. Plus que la classe, c'est le peuple qui occupe une place centrale ; un peuple défini comme une sorte d'alliance de classes pour s'opposer à l'oligarchie. La relation qu'Evo Morales noue progressivement avec les couches moyennes et intellectuelles symbolise bien cette alliance. L'idée de nation s'exprime dans le rejet du néolibéralisme et de l'impérialisme qui structure le discours des dirigeants du MAS. Ils entendent rétablir le contrôle de l'État sur les ressources naturelles et les services publics.

Se démarquant de la forme «classique» de parti, le MAS se caractérise surtout par son originalité dans son fonctionnement, sa structure et ses références idéologiques. Conçu comme un instrument politique de masse, il est rapidement parvenu à conquérir le pouvoir par la voie électorale pour engager une transformation sociale de la nation bolivienne. Son articulation avec des mouvements sociaux permet un contrôle de l'exercice du pouvoir et de peser sur les choix fondamentaux (Bosetti, 2007)[1].

Le MAS lutte contre la persistance du vieil esprit colonial, la ségrégation raciale et rompt avec le modèle économique néolibéral : privatisation des entreprises nationales suivies de licenciements massifs, hausse du coût de la vie, arrêt de la réforme agraire et de la concentration des terres au profit des grandes exploitations agro-industrielles, saccage de la forêt subtropicale pour l'exploitation des bois et le développement de l'élevage, destruction de l'environnement et de l'habitat des peuples indigènes de la forêt. Il s'agit de décoloniser le pouvoir.

L'accumulation de forces en résistance au modèle néolibéral

L'année 1985 représente un changement de conjoncture important pour la gauche bolivienne : les privatisations et le démantèlement des entreprises d'État entraînent des licenciements massifs et affectent particulièrement les bases militantes de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Vingt mille mineurs sont licenciés et la marche qu'ils entreprennent en 1986 est durement réprimée. Une grande majorité est contrainte de s'exiler et rejoint les centres urbains tels qu'El Alto en grossissant le secteur informel ou s'installe dans les zones de production de la coca (les Yungas et le Chapare).

La «guerre de l'eau» à Cochabamba en 2000 permet la popularisation de ce nationalisme indigène en milieu urbain. À partir de cette date, les soulèvements populaires se multiplient contre les politiques néolibérales et les multinationales qui bénéficient de cette politique. Ce n'est plus la COB qui joue un rôle important dans ces mobilisations mais de nouveaux acteurs comme la Coordinadora del Agua à Cochabamba ou la Fédération de comités de quartier (Féjuve) à El Alto en février 2005 contre la compagnie Aguas del Illimani (propriété de Suez-Lyonnaise des eaux).

La «guerre du gaz» en octobre 2003 contribue à renforcer ce néonationalisme dans les villes. Le refus de toute exportation de gaz vers la Californie à travers un gazoduc passant par le Chili entraîne une

1. [▶ Du parti-État au parti-mouvement].

mobilisation populaire impulsée par les organisations de la ville d'El Alto, telles la Fejuve et la Centrale ouvrière régionale (COR) en lien avec les organisations paysannes de l'Altiplano. Une plateforme revendicative propre aux mouvements sociaux connue sous le nom de l'«agenda d'octobre» est élaborée, elle exige la nationalisation du gaz et la convocation d'une Assemblée constituante. Les journées d'octobre marquent une rupture avec le système politique bolivien en place et la forte répression (près de 60 morts) contraint Gonzalo Sánchez de Lozada à la fuite pour Miami.

En mai-juin 2005 une nouvelle crise éclate suite au refus du successeur de Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa, de promulguer une loi votée par le Congrès permettant la renégociation de contrats avec les multinationales qui exploitent les hydrocarbures. Dès lors, le pouvoir se voit contraint d'organiser des élections dans les six mois. Elles se dérouleront en décembre 2005.

Indianisme, État plurinational et nouvelle conception du pouvoir

La victoire d'Evo Morales et du MAS résulte bien d'une accumulation de luttes populaires et d'une radicalisation sociale importante qui ont fini de décrédibiliser la classe dirigeante. Après la seconde place obtenue de justesse en juin 2002, Evo Morales accède au pouvoir avec l'engagement de mettre en œuvre l'«agenda d'octobre». Cette victoire est devenue possible avec le ralliement des «classes moyennes urbaines» et notamment de nombreux intellectuels venus de la gauche marxiste et nationaliste, à l'image du vice-président, Álvaro García Linera[1].

Elle marque un changement notable dans l'histoire de la Bolivie. Pour la première fois, un «*indio*» accède au pouvoir. Ce n'est pas simplement une victoire de la gauche mais plutôt la victoire de «l'indianisme» après plus de cinq siècles de colonialisme et d'injustice. Recourant à des formes de luttes institutionnelles et extra-institutionnelles, le mouvement indigène populaire est parvenu à travers son instrument politique à renverser les élites adeptes du néolibéralisme qui monopolisaient le pouvoir depuis plus de deux décennies et à inaugurer une nouvelle hégémonie indigène-populaire. Evo Morales hérite d'un pays ruiné où l'État n'existe pratiquement plus et dans lequel – pour reprendre une expression locale – jusqu'aux cendriers des ministères ont disparu. La Bolivie était devenue un paradis pour les banques, les multinationales et les familles de grands propriétaires agro-industrielles et minières.

1. [▶ Féminisme et autogestion en Bolivie : «Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit»].

Pour Hervé Do Alto (2007 : 84), la victoire du MAS-IPSP puise également son origine dans les luttes qui permirent la Révolution nationale de 1952. Certes les références ont changé, on invoque plus volontiers le chef indigène Túpac Katari, qui combattit les colonisateurs espagnols en 1780 que Marx ou Marcelo Quiroga Santa Cruz, dirigeant socialiste des années 1970, et les acteurs ne sont plus les mineurs mais les paysans indigènes. Cependant, les protagonistes actuels semblent animés par le même leitmotiv, le mouvement populaire bolivien s'appuie sur un nationalisme anti-impérialiste qui vise aussi bien les États-Unis que les oligarchies locales.

Le projet du MAS est de bâtir une nouvelle nation où tous les hommes seront égaux dans la diversité de leurs origines ethniques, de leurs langues, de leurs costumes et de leurs croyances et ainsi rompre avec l'attitude qui a prévalu depuis la colonisation qui considérait les «Indiens» comme des êtres inférieurs. Il s'agit aussi d'assurer la base économique de la nouvelle Bolivie et une «vie digne» pour tous ses citoyens en recouvrant la souveraineté sur les ressources naturelles.

L'autoreprésentation des populations et des classes oubliées devient l'un des axes centraux de ce qu'on appelle l'*evismo*, qui n'est pas une doctrine mais un ensemble de mesures et de démarches pragmatiques dictées par les circonstances, défini comme une praxis (García Linera, 2006 : 26). L'*evismo* ne conçoit pas la représentation politique à travers la délégation de pouvoir. Il est une forme d'autoreprésentation politique de la société plébéienne. Les mouvements sociaux ne constituent plus la base mais deviennent des acteurs directs qui évoluent de la résistance vers le contrôle de l'État.

Un second facteur clé de cette stratégie est une forme de reconstruction de l'identité et la présence indigène. Par rapport à l'indianisme radical et intransigeant des années 1970, Evo Morales propose un changement avant tout culturel. Partant de son indianisme flexible et culturel, il peut s'ouvrir aux métis, aux blancs, à tous ceux qui souhaitent construire un nouveau projet avec comme base la nation mais de manière distincte de ce que proposait le nationalisme révolutionnaire de 1952. Dans cette nouvelle étape, l'indigène est un sujet politique autonome qui propose un nouveau modèle de nationalisme, une nation multiculturelle sous la bannière de «l'unité dans la diversité».

Dans la pratique, les bases économiques de ce nouveau projet reposent sur la récupération des ressources naturelles, la nationalisation et une attention particulière à la petite production, les micro-entreprises, les artisans, les communautés et les paysans. La base matérielle est la priorité accordée à la petite production individuelle, familiale et

communautaire, qui a constitué les forces de la rébellion comme les coopérateurs, les *cocaleros,* les micro-entrepreneurs, les fédérations d'association d'habitants.

La reconnaissance de la réalité «indigène» devient prégnante. Qu'ils soient Quechuas, Aymaras, Guaranis, Chiquitanos ou originaires de la forêt et du bassin amazonien, tous exigent la fin de la colonisation et la fin de 500 ans d'injustice. Pour le MAS, l'idée de nation repose sur la présence indigène dans sa diversité et la prise en compte de leurs facteurs identitaires propres (langues, etc.). La nouvelle Bolivie doit être une nation ouverte à tous, pluriethnique et pluriculturelle, en rupture avec la domination de l'élite blanche.

Les nombreuses langues originelles doivent être respectées, enseignées et employées quotidiennement. Les religions originelles des Andes et des peuples de la forêt contraints à se cacher derrière les symboles du catholicisme doivent reprendre ouvertement leur place.

La prise de décisions par consensus – au cours de laquelle la communauté tout entière est appelée à participer et qui réduit le rôle du chef de la communauté (une charge jamais confiée à vie mais soumise à renouvellement dicté par les circonstances) à «commander en obéissant» – doit être confortée. L'ancienne autonomie des peuples indigènes sur leurs territoires traditionnels – qu'il ne faut pas confondre avec l'autonomie départementale qui a été au centre de fortes tensions lors du processus constitutionnel, ni avec l'autonomie d'entités administratives issues de la colonisation – doit également être rétablie.

L'«indianisme» du MAS ne signifie pas la mise à l'écart de la Bolivie non indigène, ni son rejet dans le mépris, au nom d'une quelconque revanche historique. Il est éloigné de toute conception indigéniste, il se veut un facteur déterminant dans la construction d'une nation unie dans la diversité. Le nouvel «indianisme» se veut «flexible» et «culturel» par opposition à un certain indigénisme intransigeant et excluant qui eut naguère ses partisans. Au nom de l'«indianisme», c'est un véritable contrat social qui est proposé aux multiples composantes de la nation.

La nouvelle Constitution adoptée en janvier 2009 est relativement conforme aux attentes des organisations sociales. L'article 1 entérine le caractère plurinational de l'État avec la reconnaissance des droits des différentes communautés et leur pleine intégration dans le pays: «La Bolivie se constitue en un État unitaire et social, de droit plurinational et communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, interculturel et décentralisé avec des autonomies.»

Pour la première fois, les droits de chacun·e, les différentes langues et cultures sont également reconnus dans ce pays. Si toute privatisation

future de ressources naturelles est érigée en «trahison de la patrie», la propriété privée est respectée «dans la mesure où elle ne porte pas préjudice à l'intérêt collectif» (art. 56). Le gouvernement a nationalisé partiellement l'exploitation du gaz et du pétrole et a renégocié les contrats avec les multinationales.

Le MAS a emprunté au syndicalisme la discipline d'organisation et de mobilisation dans sa lutte pour assumer le contrôle de l'État. En intégrant des éléments de l'indianisme, du nationalisme populaire, du syndicalisme et du marxisme, Evo Morales a pu convertir le MAS en une machine de pouvoir. Pour Álvaro García Linera :

> L'expérience que nous vivons aujourd'hui repose en d'autres termes le débat autour de la forme classique de lutte pour l'accès au pouvoir. [...] La question insoluble – formons-nous un parti de cadres ou un parti de masse ? Le pouvoir se prend-il ou se construit-il d'en bas ? – est posée par l'*evismo* de forme théorique dans les stratégies de lutte mais en même temps, elle est en train de se résoudre. Au sens strict, c'est le seul exemple dans le monde où les mouvements sociaux sont parvenus au pouvoir de l'État (García Linera, 2006 : 30).

Evo Morales a conceptualisé le processus qu'il dirige comme une «révolution démocratique et culturelle» ou «révolution démocratique décolonisatrice» qui modifie les structures de pouvoir, la composition des élites au pouvoir et les droits et, par là même, les institutions de l'État en vue de transformer la structure économique pour redistribuer la richesse.

La construction du pouvoir par en bas ne s'avère pourtant pas si simple. Les composantes sociales traditionnellement corporatives ont des difficultés à acquérir une vision universelle, c'est une difficulté pour consolider l'actuel processus de changement contre-hégémonique. De même, en l'absence de structures institutionnelles qui permettent l'articulation entre les mouvements sociaux et les intellectuels ou les techniciens, cette tâche revient fréquemment à Evo Morales. Pour Pablo Stefanoni, «la stratégie qui a conduit Evo Morales à la présidence n'a pas été une élaboration théorique mais la succession de décisions guidées par la raison pratique acquise dans les tranchées du syndicalisme paysan» (Stefanoni, 2006 : 41).

Quatre années après leur arrivée au pouvoir, le MAS et Evo Morales ont indiscutablement engagé des réformes et un processus de changement dans le pays. Ils ont respecté l'«agenda d'octobre[1]». Ils ne puisent pas leur inspiration dans telle ou telle idéologie, leur action se caractérise

1. L'agenda d'octobre est la plateforme revendicative élaborée par les mouvements sociaux

surtout par un grand pragmatisme. Ils entendent construire un État fort pour reconquérir une souveraineté nationale et orienter l'activité économique. La droite et l'oligarchie de l'Oriente ont engagé un bras de fer avec le pouvoir. Leur volonté séparatiste si elle réussissait pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble de l'Amérique latine. Le processus de changement reste donc fragile mais le pouvoir peut compter sur une base sociale solide, toujours prompte à se mobiliser pour défendre les premiers acquis de la «révolution démocratique et culturelle».

Pour le gouvernement, la construction d'une vraie nation sous la bannière de l'«unité dans la diversité» demeure un véritable défi mais la décolonisation du pouvoir est bel et bien entreprise. L'expérience bolivienne est devenue une référence pour l'essentiel des peuples indigènes d'Amérique latine qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, leurs identités, leurs langues et leurs cultures mais également pour pouvoir cultiver la terre et décider, ce qu'ils résument par le slogan du «bien vivre» en harmonie avec la «terre mère», la terre nourricière.

avril 2010

Pour en savoir plus

«Appel des peuples indigènes» (2009), *Rouge et Vert,* spécial FSM de Belém, n° 286-287.

Blanco, Hugo (2009), «Massacre à Bagua», *Inprecor,* n° 551-552, juillet-août.

Bosetti, Louise (2007), *Présentation du MAS,* OPALC.

Bruckman, Mónica (2009), «El movimiento indígena en América Latina», *América latina en Movimiento,* www.rebellion.org.

Do Alto, Hervé (2007), «De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007)», *Actuel Marx,* n° 42, Paris, PUF.

Do Alto, Hervé (2008), «La "révolution" d'Evo Morales ou les voies sinueuses de la refondation de la Bolivie» dans Franck Gaudichaud (dir.), *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine,* Paris, Textuel.

Do Alto, Hervé et Pablo Stefanoni (2008), *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie,* Paris, Raisons d'agir, 2008.

García Linera, Álvaro (2006), «El evismo : lo nacional-popular en acción», *Observatorio social de América latina,* n° 19, Buenos Aires, Clacso.

García Linera, Álvaro (2008), *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine,* Paris, Les Prairies ordinaires.

Galeano, Eduardo (1998), *Les veines ouvertes de l'Amérique latine,* Paris, Plon.

Harnecker, Marta et Federico Fuentes (2008), *MAS-IPSP : Instrumento político que surge de los movimientos sociales,* Caracas, CIM.

Hardt, Michael et Toni Negri (2008), *Empire,* Paris, Exils.

après la crise sociale du printemps 2005. Elle exigeait principalement la nationalisation des hydrocarbures et la convocation d'une assemblée constituante.

Neuville, Richard (2008), « Le MAS : un instrument politique atypique », dans Richard Neuville et Rémi Querbouët, « Bolivie : La révolution démocratique et culturelle en butte à l'oligarchie », *Rouge et Vert,* n° 275, mai.
Polet, François (dir.) (2009), *La Bolivie d'Evo : démocratique, indianiste et socialiste ?,* Paris/Louvain, Syllepse/Cetri, 2009.
Poupeau, Franck (2008), *Carnets boliviens 1997-2007 : Un goût de poussière,* Montreuil, Aux Lieux d'être.
Quijano, Aníbal (2005), « Dom Quixote e os mohínos na América latina », *Revista de Estudos Avançados,* n° 19.
Quijano, Aníbal (2006), « Estado-nación y movimientos indígenas en región Andina : cuestiones abiertas », *Observatorio social de América Latina,* n° 19, Buenos Aires, Clacso.
Ramírez Gallegos, Franklin (2008), « Le mouvement indigène et la reconstruction de la gauche en Équateur » dans Gabriel Vommaro (coord.), *La « carte rouge » de l'Amérique latine,* Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant.
Rudel, Christian (2006), « Du colonialisme à l'indianisme », *Développement et civilisations,* n° 346, septembre.
Stefanoni, Pablo (2006), « El nacionalismo indígena en el poder », *Observatorio social de América Latina,* n° 19, Buenos Aires, Clacso.

Construire le « buen vivir – Sumak Kawsay »

Alberto Acosta

América Latina, a partir de una renovada crítica a la idea del desarrollo, se encuentra en un interesante proceso de reencuentro con sus orígenes. Por un lado, se mantiene y se recupera una tradición histórica de críticas y cuestionamientos al desarrollo elaborados y presentados hace tiempo atrás, pero que quedaron rezagados y amenazados de olvido. Por otro lado, afloran nuevas concepciones, sobre todo originarias de los pueblos y nacionalidades ancestrales del Abya-Yala, que se complementan con aportes provenientes de otras regiones de la Tierra.

Mientras buena parte de las posturas convencionales sobre el desarrollo e incluso muchas de las corrientes críticas se desenvuelven dentro de los saberes occidentales propios de la Modernidad, las propuestas latinoamericanas recientes escapan a esos límites.

En efecto, estas propuestas recuperan posturas clave ancladas en los conocimientos y saberes propios de los pueblos y nacionalidades ancestrales. Sus expresiones más conocidas nos remiten a las constituciones de Ecuador (2008) y Bolivia (2009) ; en el primer caso es el Buen Vivir o Sumak Kawsay (en kichwa), y en el segundo, en particular el Vivir Bien o Suma Qamaña (en aymara) y también Sumak Kawsay (en quechua).

Existen nociones similares (mas no idénticas) en otros pueblos indígenas, como los Mapuche (Chile), los Guaranís de Bolivia y Paraguay, los Kunas (Panamá), los Achuar (Amazonía ecuatoriana), pero también en la tradición Maya (Guatemala), en Chiapas (México)[1], entre otros.

Además de estas visiones del Abya-Yala (América, en la actualidad), existen, en otras muchas partes del planeta, aproximaciones a pensamientos filosóficos de alguna manera emparentados con la búsqueda del Buen Vivir desde visiones humanistas y no utilitaristas.

El Sumak Kawsay o Buen Vivir, en tanto cultura de la vida, con diversos nombres y variedades, ha sido conocido y practicado en diferentes períodos en las distintas regiones de la Madre Tierra : el Ubuntu en África o el Svadeshi, el Swaraj y el Apargrama en la India. Aunque se le puede considerar como uno de los pilares de la cuestionada civilización occidental, en este esfuerzo colectivo por reconstruir/construir un rompecabezas de elementos sustentadores de nuevas formas de organizar la vida, se podrían recuperar incluso algunos elementos de la « vida buena » de Aristóteles.

El Buen Vivir, entonces, no es una originalidad ni una novelería de los procesos políticos de inicios del siglo XXI en los países andinos. Tampoco son los pueblos y nacionalidades ancestrales del Abya-Yala los únicos portadores de estas propuestas. El Buen Vivir forma parte de una larga búsqueda de alternativas de vida fraguadas en el calor de las luchas de la Humanidad por la emancipación y la vida.

Una propuesta desde la periferia del mundo

El Buen Vivir, en tanto sumatoria de prácticas vivenciales, muchas de ellas de resistencia a la realmente larga noche colonial y sus secuelas todavía vigentes, es aún un modo de vida en diversas comunidades indígenas, que no han sido totalmente absorbidas por la modernidad capitalista o que han resuelto mantenerse al margen de ella. Sus saberes comunitarios, esto es lo que cuenta, constituyen la base para imaginar y pensar mundos diferentes en tanto camino para cambiar éste.

De todas maneras, siempre será un problema comprobar lo que es y lo que representa un saber ancestral cuando probablemente lo que se presenta como tal no es realmente ancestral, ni hay modo de corroborarlo. Las culturas son tan heterogéneas en su interior que puede resultar injusto hablar de « nuestra » cultura como prueba de que lo que uno dice es correcto. Además, la historia de la Humanidad es la historia de los intercambios culturales y eso también se aplica a las comunidades

1. [▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].

originarias americanas. Es imperioso, de todos modos, recuperar las prácticas y vivencias de las comunidades indígenas, asumiéndolas tal como son, sin llegar a idealizarlas.

Lo destacable y profundo de estas propuestas alternativas, de todas formas, es que surgen desde grupos tradicionalmente marginados. Son propuestas que invitan a romper de raíz con varios conceptos asumidos como indiscutibles y a cuestionar la estructura homogenizante y totalizadora del capitalismo. Son las voces de los otros y las otras, que desde la alteridad demandan la construcción del Buen Vivir y el reconocimiento de su capacidad de propuesta. Son voces que comienzan a ser replicadas en otros lugares del planeta. Aunque resulte curioso y que no necesariamente pueda ser vista como una réplica del Buen Vivir andino-amazónico, vale anotar el hecho de que el alcalde de la ciudad de Colonia (Köln) haya declarado un día al año, como el día del «buen vivir» (así, en español), para reflexionar sobre la necesidad de otro estilo de vida.

Lo que cuenta en este punto es reconocer que en estas tierras americanas y en otras latitudes existen memorias, experiencias y prácticas de sujetos comunitarios que ejercitan estilos de vida no inspirados en el tradicional concepto del desarrollo y del progreso, entendido este como la acumulación ilimitada y permanente de riquezas. Es imperioso, entonces, impulsar la recuperación de dichas prácticas y vivencias de las comunidades indígenas, asumiéndolas tal como son, sin llegar a idealizarlas.

Una alternativa al desarrollo

El Buen Vivir, al surgir de raíces comunitarias no capitalistas, plantea una cosmovisión diferente a la construcción occidental de civilización hegemónica. Rompe por igual con las lógicas antropocéntricas del

capitalismo en tanto civilización dominante así como con los diversos socialismos «reales» existentes hasta ahora y sus contradicciones intrínsecas.

La propuesta del desarrollo, surgida desde la lógica del progreso civilizatorio de *occidente* estableció una compleja serie de dicotomías de dominación : desarrollado-subdesarrollado, avanzado-atrasado, superior-inferior, centro-periferia, primer mundo-tercer mundo… Así cobró nueva fuerza la ancestral dicotomía salvaje-civilizado, que se introdujo de manera violenta hace más de cinco siglos en nuestra Abya-Yala con la conquista europea. Desde entonces se inauguró un proceso brutal de conquista y colonización, vigente todavía en todas las repúblicas latinoamericanas del siglo XXI.

En ese contexto de proyecciones globales se plasma la estructura dominante de la actual civilización. La institucionalización de la dicotomía superior-inferior implicó la emergencia de expresiones múltiples de colonialidad como formas de justificar y legitimar la desigualdad. La colonialidad del poder expresada en el mantenimiento de relaciones de dominación norte-sur, la colonialidad del saber que impone el conocimiento occidental homogenizante pretendiendo anular los saberes populares, la colonialidad del ser que silencia la alteridad y la otredad de las minorías, y la colonialidad del tener que pretende reducir el Buen Vivir a términos de consumo, y en ese sentido se cree superior a quien más tiene.

Dichos patrones de colonialidad, vigentes hasta nuestros días, no son sólo un recuerdo del pasado sino que explican la actual organización del mundo en su conjunto, en tanto punto fundamental en la agenda de la Modernidad y de la Ilustración.

En concreto, a lo largo y ancho del planeta, las sociedades fueron y continúan siendo reordenadas para adaptarse al «desarrollo». El desarrollo se transformó en el destino común de la Humanidad, una obligación innegociable. Para conseguirlo, por ejemplo, se acepta la destrucción social y ecológica que provocan aquellas modalidades extractivistas de acumulación heredadas desde la colonia, como la megaminería, a pesar de que ésta ahonda y profundiza la dependencia del mercado exterior y del gran capital transnacional.

Cuando los problemas comenzaron a minar nuestra fe en el desarrollo, empezamos a buscar alternativas de desarrollo, le pusimos apellidos para diferenciarlo de lo que nos incomodaba, pero seguimos por la misma la senda : desarrollo económico, desarrollo social, desarrollo local, desarrollo rural, desarrollo sostenible o sustentable, ecodesarrollo, desarrollo a escala humana, desarrollo local, desarrollo endógeno, desarrollo con

equidad de género, codesarrollo, desarrollo transformador… desarrollo al fin y al cabo… Hasta que se llegó a entender que el problema radica en el desarrollo.

El Buen Vivir desnuda los errores y las limitaciones de las diversas teorías del llamado desarrollo. Critica el concepto de desarrollo transformado en una entelequia que norma y rige la vida de gran parte de la Humanidad, a la que perversamente le es imposible alcanzar ese tan ansiado desarrollo. Mientras que, por otro lado, aquellos países se asumen como desarrollados muestran cada vez más señales de su maldesarrollo. Y eso en un mundo, en donde, por lo demás, las brechas que separan a los ricos de los pobres, incluso en países industrializados, se ensanchan permanentemente.

Recordemos, para redondear estas reflexiones, que bajo algunos saberes indígenas no existe una idea análoga a la de desarrollo, lo que lleva a que en muchos casos se rechace esa idea. No existe la concepción de un proceso lineal de la vida que establezca un estado anterior y posterior, a saber, de subdesarrollo y desarrollo; dicotomía por la que deben transitar las personas para la consecución del bienestar, como ocurre en el mundo occidental. Tampoco existen conceptos de riqueza y pobreza determinados por la acumulación y la carencia de bienes materiales.

El Buen Vivir asoma, entonces, como una categoría en permanente construcción y reproducción. En tanto planteamiento holístico, es preciso comprender la diversidad de elementos a los que están condicionadas las acciones humanas que propician Buen Vivir, como son el conocimiento, los códigos de conducta ética y espiritual en la relación con el entorno, los valores humanos, la visión de futuro, entre otros. El Buen Vivir, en definitiva, constituye una categoría central de la filosofía de la vida de las sociedades indígenas.

Si aceptamos que el Buen Vivir es algo diferente al desarrollo, no se trata de aplicar un conjunto de políticas, instrumentos e indicadores para salir del «subdesarrollo» llegar a aquella deseada condición del «desarrollo». Una tarea por lo demás inútil.

Luego de cinco siglos de horrores y errores cometidos en nombre del progreso – y del desarrollo en las últimas seis décadas –, queda claro que el tema no es el de simplemente aceptar una u otra senda. Los caminos hacia el desarrollo no son el problema mayor. La dificultad radica en el concepto mismo del desarrollo.

El mundo vive un «mal desarrollo» generalizado, incluyendo los considerados países industrializados, es decir aquellos cuyo estilo de vida debía servir como faro referencial. Esos países, además, son los principales

causantes de los cambios climáticos a nivel global. Por primera vez en la historia de la Humanidad la producción de residuos – producto de toda transformación de la energía y la materia – superó la capacidad de asimilación y reciclaje de la Tierra y la velocidad en la extracción de recursos comenzó a ser muy superior al tiempo de producción poniendo en riesgo la reproducción de la vida. Este colapso ambiental devela que las relaciones entre la sociedad capitalista y la Naturaleza están enfermas, y que el funcionamiento del sistema mundial contemporáneo es «maldesarrollador».

En suma, es urgente disolver el tradicional concepto del progreso en su deriva productivista y del desarrollo en tanto dirección única, sobre todo en su visión mecanicista de crecimiento económico, así como sus múltiples sinónimos[1]. Pero no solo se trata de disolverlos, se requiere una visión diferente, mucho más rica en contenidos y en dificultades. Ahora, incluso en los países del norte, cada vez más personas desencantadas e indignadas, ya trabajan por el decrecimiento y buscan otras opciones de vida que propendan al reencuentro del ser humano con la Naturaleza. Así, en la nuestra época convergen varias visiones que proponen superar el capitalismo (ecologismo popular, marxismo, feminismo[2], etc.), surgidas también desde los oprimidos, y que se refuerzan con esta perspectiva incluyente.

Hacia un reencuentro con la Naturaleza

El Buen Vivir se funda en la superación de dos dicotomías perversamente agudizadas por la modernidad, por un lado la dominación del ser humano sobre la Naturaleza y por otro, la explotación entre seres humanos: norte-sur, ciudad-campo, y en general de los grupos hegemónicos por sobre las mayorías de explotados.

En lugar de mantener el divorcio entre la Naturaleza y los seres humanos, en lugar de sostener una civilización que pone en riesgo la vida, la tarea pasa por propiciar su reencuentro. Hay que superar la civilización capitalista, en esencia depredadora y por cierto intolerable e insostenible, que «vive de sofocar a la vida y al mundo de la vida», para ponerlo en palabras del gran filósofo ecuatoriano Bolívar Echeverría. Para lograrlo habrá que transitar del actual antropocentrismo al (socio) biocentrismo. Con su postulación de armonía con la Naturaleza, con su oposición al concepto de acumulación perpetua, con su regreso a

1. [▶ Écologie et socialisme : travail, production et valeur].
2. [▶ Féminisme «décolonial» et économie sociale et populaire].

valores de uso, en este sentido, el Buen Vivir abre la puerta para formular visiones alternativas de vida.

El logro de esta transformación civilizatoria megahistórica, exige profundos cambios. La desmercantilización de la Naturaleza se perfila como uno de los indispensables primeros pasos. En síntesis, el Buen Vivir se aparta de las ideas occidentales convencionales del progreso, y apunta hacia otras concepciones de la vida, otorgando una especial atención a la Naturaleza y la vida digna de todos los habitantes del planeta.

El Buen Vivir un reto democrático

Queda en claro, por lo tanto, que el Buen Vivir es un concepto plural (mejor sería hablar de «buenos vivires» o «buenos convivires») que surge especialmente de las comunidades indígenas, sin negar las ventajas tecnológicas del mundo moderno o posibles aportes desde otras culturas y saberes que cuestionan distintos presupuestos de la modernidad dominante. El respeto por la soberanía de los pueblos, por sus definiciones productivas, reproductivas y por su construcción territorial permitirá espacios de intercambio e interrelación horizontal que rompa finalmente con las expresiones de colonialidad heredadas.

No nos olvidemos que la Humanidad enfrenta grandes retos. El sacrificio de la Naturaleza y del trabajo humano, en aras de la expansión planetaria del capitalismo, ahogan cada vez más la vida. Dicho devenir destructor reproduce en sí mismo nuevas violencias estructurales, como son las guerras, las migraciones forzadas, el narcotráfico… Y esto consolida un proceso de regresión política que conduce a formas cada vez más totalitarias de organización de la sociedad. Enfrentar esta realidad, cargada de incertidumbres, es el compromiso a ser asumido. Urge dar sentido democrático a la lucha en contra de esta barbarie, de la cual ya nos advirtió Rosa Luxemburg.

En síntesis, esta compleja tarea implica aprender desaprendiendo, aprender y reaprender al mismo tiempo. Una tarea que exigirá cada vez más democracia consensual, cada vez más participación y siempre mucho respeto entre todas las culturas. Nadie puede asumirse como propietario de la verdad.

13 septembre 2015

Source

La Línea de Fuego – Pensamiento crítico.

ARGENTINE

Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)

Richard Neuville

L'Argentine est devenue ces dernières années la capitale de l'autogestion qui est apparue comme la seule réponse immédiate et pratique à la faillite du système capitaliste. Par son ampleur, la mise en autogestion des entreprises, sous des formes les plus diverses, constitue un des exemples récents les plus riches. Les débats dans la gauche provoqués par ces «récupérations» sont tout aussi riches d'enseignements.

> Si l'autogestion passait à des formes pratiques et concrètes et ne s'en tenait pas à des déclarations de principes, non seulement on s'interrogerait sur le mauvais fonctionnement du système existant, mais également sur la possibilité d'instaurer une économie alternative à caractère social, ce qui conduirait à rompre avec le discours hégémonique des quinze dernières années et le règne du marché (Fajn, 2002).

Les politiques ultralibérales, menées pendant vingt-cinq ans et particulièrement à partir de 1989, par les gouvernements dirigés par Carlos Menem et Fernando De la Rúa, ont plongé l'Argentine dans la crise socio-économique la plus profonde de son histoire. Le modèle d'accumulation et de concentration financière a provoqué la fermeture continue d'entreprises dans le secteur industriel, la rupture interne de circuits commerciaux et la marginalisation de secteurs importants de la production. Les quatre années de récession, qui ont précédé la crise de 2001, caractérisées par une forte chute de la demande, du produit intérieur brut et de l'investissement, ont généré un cycle de dépression de l'économie. Cette situation a contraint de larges secteurs de la population à trouver des formes de survie, à travers le développement du troc et le renforcement des solidarités au sein des communautés de vie.

C'est dans ce contexte qu'éclate la révolte populaire du «19-20» décembre 2001, «*el corralito*[1]» Cette explosion sociale voit émerger un extraordinaire processus d'auto-organisation sociale et de résistance avec la constitution spontanée des assemblées populaires et le développement de médias alternatifs. Parallèlement, le mouvement *piqueteros*[2] se renforce et la récupération des entreprises par les travailleurs (ERT) acquiert une ampleur sans précédent.

Dans un contexte économique et social catastrophique où il n'existe plus guère de protection pour les travailleurs, ce mouvement joue un rôle déterminant et contribue à l'émergence de véritables pratiques autogestionnaires. Il constitue une pratique économique innovante et une réponse pragmatique des travailleurs face à une crise qui dépasse bien souvent le cadre strict de l'entreprise. Ce mouvement de récupération des entreprises n'est pas nouveau, il puise son origine dans la tradition de luttes du mouvement ouvrier argentin et sa conscience historique. S'il convient de pondérer sa dimension au regard de la population active du pays, il s'agit cependant d'un mouvement important qui revêt un sens politique et une valeur symbolique extrêmement forte. L'expérience emblématique des travailleurs de Zanón est révélatrice de l'esprit de résistance qui se développe. En outre, elle réactualise les débats du 19e siècle sur le mode de gestion : entre nationalisation sous contrôle ouvrier ou gestion ouvrière et coopératisme, entre réforme et révolution. La persévérance du phénomène indique clairement qu'il s'est ancré dans le paysage social argentin. En effet, la stabilisation et la pérennité des expériences issues du mouvement de décembre 2001 contribuent à offrir une alternative viable. De toute évidence, les récupérations d'entreprise qui surgissent avec les crises financière et économique de 2008 tendent à le démontrer.

1. « *Corralito* », blocage de l'argent déposé par les épargnants sur les comptes bancaires.
2. Le mouvement *piqueteros* est composé d'une trentaine d'organisations de chômeurs, parmi lesquelles figurent : Corriente Clasista y Combativa (CCC) lié au PCR (maoïste), Federación Tierra y Vivienda (FTV) liée à la CTA, Polo Obrero, lié au parti trotskiste du même nom, Movimiento Territorial de Liberación (MTL) et le MST Teresa Vive, liés au Parti communiste, Coordinadora Anibal Verón ou le Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD) qui sont indépendants. Ce mouvement, né à partir de 1996, n'a cessé de se renforcer en multipliant les barrages de routes pour obtenir des subsides de l'État qu'ils mutualisent le plus souvent pour faire fonctionner des ateliers de confection, des boulangeries, des jardins collectifs au bénéfice de la communauté.

Une catastrophe annoncée

Pendant les années 1990, sous le gouvernement Menem les chiffres du chômage augmentent drastiquement. En décembre 2001, le taux officiel de chômeurs avoisine les 20 % et le travail informel représente 50 %. Au cours de l'année 2001, plus de 1 500 entreprises sont entrées en cessation de paiements et ont accumulé des dettes importantes envers l'État.

Cette situation a été provoquée par l'application des politiques économiques néolibérales, expérimentées sous la dictature militaire. En 1991, le Congrès a adopté la loi sur la convertibilité qui établit la parité entre le peso et le dollar. L'application aveugle des directives dudit consensus de Washington a signifié la réduction drastique des dépenses publiques, la flexibilisation du marché du travail, les privatisations et l'ouverture totale aux capitaux étrangers.

Sous le poids de la dette et du diktat des institutions internationales, le gouvernement privatise l'ensemble des entreprises publiques (téléphone, électricité, gaz, poste, transports publics, etc.) qui passent sous le contrôle de firmes espagnoles (Telefónica, Endesa, etc.) ou françaises (France Télécom, EDF, etc.), ce qui provoque un grand nombre de licenciements et une détérioration des conditions de travail. À titres d'exemples, l'entreprise pétrolière YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales), vendue à la compagnie espagnole Repsol, voit ses effectifs divisés par dix ; l'acquisition de la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas par Iberia se traduit par une réduction des salaires de 20 % pour les travailleurs et, selon Éric Toussaint (2002), par la cession des Boeing 707 pour le prix symbolique de 1,54 dollar.

Le gouvernement réduit les dépenses publiques dans l'administration, l'éducation et la santé, supprime des emplois de fonctionnaires, privatise la sécurité sociale et détruit le système de retraites et de pensions. L'ouverture totale de l'économie accélère le processus de désindustrialisation. Les entreprises ferment les unes après les autres. Les petites et moyennes entreprises (textile, métallurgie, cuir, électroménager, industrie alimentaire, etc.) sont les plus frappées, mais les firmes plus importantes ne sont pas épargnées et voient leur activité réduite à la sous-traitance pour le compte des multinationales. Seule une minorité de la bourgeoisie nationale, par le biais de holdings associées aux multinationales, tire profit de cette politique.

La flexibilisation du marché du travail, la suppression des conventions collectives, l'introduction de l'emploi temporaire sans aucune couverture sociale accentuent l'exploitation et la précarité. Tout ce processus s'opère avec la complicité de la principale centrale syndicale argentine,

la Confédération générale des travailleurs (CGT)[1]. Ce démantèlement global provoque un séisme dans le pays que Hugo Moreno résume ainsi : « La restructuration capitaliste sauvage et l'application sans bornes des recettes du néolibéralisme créaient les conditions d'un vide sociale et économique. Il ne tardera pas à se remplir sous la forme d'une catastrophe annoncée » (Moreno, 2005 : 164).

En 1999, le remplacement du gouvernement Menem par celui de De la Rúa ne change rien. Sous la houlette de Domingo Cavallo, l'indéboulonnable ministre de l'économie, la même politique se poursuit. Début décembre 2001, il décide de bloquer les avoirs bancaires, ce qui provoque une grève générale le 13 et la révolte populaire spontanée du « 19-20 ». En scandant le slogan « *Que se vayan todos* » (Qu'ils s'en aillent tous), le peuple révolté, conscient de l'impotence de la classe politique, sait pertinemment que les changements de gouvernement ne résoudront rien et que désormais son avenir lui appartient. Des milliers de travailleurs expulsés de leur entreprise répondent par l'occupation, la résistance et enfin la reprise de la production[2].

Un processus pragmatique

Le processus de récupération se produit généralement avant la fermeture ou la crise terminale des entreprises et consiste à proposer la poursuite de l'activité de l'entreprise sous la forme de l'autogestion ouvrière. En réaction au phénomène d'exclusion généralisée, la classe ouvrière argentine expérimente différentes formes d'action et la récupération d'entreprises par les travailleurs constitue un des emblèmes de cette résistance.

D'une manière générale, les syndicats s'y impliquent peu, seule la Centrale des travailleurs argentins (CTA)[3] et certains secteurs de la CGT accompagnent ce processus. La CTA tente d'ancrer ces expériences, qui surgissent comme un moyen de survie, dans un contexte plus global et de construction d'un nouveau projet de société. Elle

1. Voir à ce sujet le film de Fernando Solanas, *Memoria del saqueo,* 2003.
2. [▶ Genre et entreprises récupérées en Argentine].
3. La CTA a été créée en 1995 en rupture avec la politique collaborationniste de la CGT. Elle regroupe principalement les travailleurs du secteur public, organisés au sein de l'Association des travailleurs de l'État (ATE) et les chômeurs au sein de la Fédération de la terre et du logement (FTV). Elle s'organise sur une base territoriale. Elle n'a pas de représentativité dans le secteur privé mais organise les travailleurs des entreprises récupérées au sein de sa branche industrie (FETyA).

contribue également à créer des réseaux de commercialisation et des fonds de financements.

La fermeture de plusieurs milliers d'entreprises – 5 000 en quatre ans selon les estimations de l'association des économistes de gauche (EDI) – et la perte de centaines de milliers de postes de travail ont développé un climat d'insécurité chez les travailleurs qui conservent leur emploi et créé le désespoir pour ceux qui le perdent. Face à l'abandon des entreprises par les patrons, des travailleurs décident d'occuper les usines pour défendre l'outil de travail et résistent aux tentatives d'expulsion dans le but de redémarrer le processus de production sous gestion directe.

Pour Eduardo Lucita, il s'agit d'«un processus pragmatique, il n'y a le plus souvent aucune prédétermination idéologique. La crise du capital a déplacé l'axe de la lutte, pour le sortir de l'orbite de la distribution de la richesse et finalement remettre en cause le sacro-saint principe de la propriété privée. Il s'agit donc d'un processus objectif mais qui diffère de la tendance historique, qui se construit en différentes étapes et périodes, avec une force et une intensité, le travail a essayé de déplacer le capital, en le remplaçant par l'organisation ouvrière, en cherchant à prendre le contrôle des entreprises» (Lucita, 2002 : 40).

Les travailleurs tentent d'imposer leur décision avant l'application d'une décision de justice : déclaration de faillite et ensuite expropriation de l'entreprise. Si ce phénomène ne représente pas une réponse globale à la problématique, il constitue une alternative concrète dans des situations ponctuelles avec des avantages sociaux indubitables. Cette alternative permet aux salariés de conserver leur poste de travail, leur savoir-faire, la culture industrielle, tout en maintenant leur conscience de classe[1].

Une conscience historique profonde

Le mouvement de récupération d'entreprises, qui s'est développé en Argentine à partir de l'année 2001, est avant tout le résultat de fermetures d'entreprises du secteur industriel liées à la crise économique mais également, comme l'explique Eduardo Lucita, celui d'une gestion défaillante, voire frauduleuse :

> Les entreprises qui se trouvaient dans cette situation s'étaient endettées réellement ou de manière fictive, qui avaient transféré des actifs à des tiers, avaient des dettes d'impôts et envers les services publics,

1. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].

terminaient en recourant au concours préventif ou direct à la déclaration de faillites (Lucita, 2003).

Ce mouvement atteint son apogée au cours de la période 2002-2003 avec 120 récupérations d'entreprises, mais le phénomène se poursuit au cours des années qui suivent à un rythme certes plus lent, et concerne tout de même une cinquantaine d'entreprises. Avec les conséquences économiques de la crise financière mondiale de 2008, il connaît même un regain. C'est ainsi qu'au cours de la période 2007-2008, une quinzaine d'entreprises ont été récupérées[1].

Le phénomène de récupération d'entreprises n'est pas nouveau car il existe des antécédents qui remontent à plus de quarante ans. Lors de la grève générale de mai-juin 1964, trois millions d'ouvriers avaient occupé 4 000 entreprises et avaient commencé à organiser la production eux-mêmes (Solanas, 1968). Les coopératives : Lozadur, CITA, CAT, El Progreso, etc. sont nées de cette lutte. Elles se sont formées à partir d'usines importantes et ont traversé différentes étapes dans leur développement. Plus récemment, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, une vingtaine de coopératives ont été créées par des travailleurs d'entreprises en crise. En 1996 et 1998, les entreprises frigorifiques Yaguané et métallurgique IMPA ont été récupérées[2].

Dès le milieu de l'année 2001, la récupération commence et s'étend à l'ensemble du pays. Les premières récupérations sont isolées et dispersées mais avec le pic de la crise, le processus acquiert une visibilité publique et la première organisation nationale des entreprises voit le jour, le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER). Ce mouvement puise ses racines dans la tradition de luttes et, comme l'observe Guillermo Almeyra, malgré la tragédie de la dictature et ses 30 000 disparus qui auraient pu affecter la « transmission de la mémoire historique », le mouvement ouvrier argentin « montre qu'il existe une conscience historique profonde, sous-jacente, cachée » (Almeyra, 2006 : 204). Les idées anarchistes et socialistes importées par l'importante émigration européenne, principalement italienne et espagnole, au cours du 19e siècle, n'y sont sans doute pas étrangères.

L'ampleur du phénomène

En 2008, 219 entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) étaient recensées et réparties dans 17 provinces différentes, avec une forte

1. Au cours de ces années, les récupérations des entreprises concernent principalement le secteur agroalimentaire et l'industrie textile.
2. [▶ Une tentative d'exploitation directe].

concentration dans la province de Buenos Aires qui en comprend près de la moitié (Osera, 2008). Elles regroupent environ 22 000 travailleurs organisés en coopératives et 20 000 autres de forme indirecte (Abellí, 2009). Sur la ville de Buenos Aires qui concentre 35 entreprises récupérées, on observe que si le mouvement n'a réellement démarré qu'en 2002 avec 16 récupérations, il s'est poursuivi à un rythme nettement inférieur jusqu'en 2008 mais il est néanmoins resté continu (Rebón, 2008).

78 % des unités de production avaient moins de 50 travailleurs et 4 % plus de 200 travailleurs. En 2005, l'enquête réalisée par l'Université de Buenos Aires (UBA) et portant sur 161 ERT indiquait une moyenne de 57 salariés par unité de production en excluant la plus grosse coopérative sucrière, Ingenio La Esperanza, qui emploie 2 200 travailleurs (Ruggeri et coll., 2005). Ce chiffre était supérieur à celui observé deux ans plus tôt par Gabriel Fajn, qui indiquait que la moyenne des entreprises autogérées était de trente-huit travailleurs. Selon les observateurs, à l'image de la coopérative emblématique FaSinPat (ex-Zanón) – dont l'effectif est passé de 240 en 2002 à 470 en 2008 –, cette progression des effectifs est réelle et la production pour une majorité d'entre elles, après des démarrages parfois laborieux, s'est accrue au cours des années. La plupart des coopératives sont parvenues à acquérir une stabilité économique[1].

Selon Gabriel Fajn, en 2003, dans 90 % des cas, les postes hiérarchiques avaient été éliminés et un système égalitaire de redistribution des bénéfices avait été instauré (Fajn, 2002). L'enquête de l'UBA indique que l'égalité salariale est plus forte dans les ERT qui ont connu un long conflit lors de la récupération et ont été récupérées pendant la période 2002-2003. Cette égalité varie également selon la taille de l'entreprise.

En 2005, les ERT se répartissaient en différents secteurs d'activité : métallurgie (29 %), industries autres (20 %), industries alimentaires (18 %), autres services (10 %), textile (7 %), industrie graphique (6 %), santé (5 %), céramique (4 %) et BTP (1 %) (Ruggeri et coll., 2005). De ce processus, quatre structures institutionnelles sont nées : le MNER (déjà cité) qui a regroupé jusqu'à 35 % des ERT, principalement les ERT de la ville de Buenos Aires et de certaines zones de l'intérieur avant de subir une scission importante en 2006 (le MNER fédérait des coopératives de production indépendantes de l'État) ; le Mouvement national des usines récupérées par les travailleurs (MNFRT) qui est devenu majoritaire et qui rassemble principalement les ERT de la province de

1. [▶ Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].

Buenos Aires ; la Fédération des coopératives de la province de Buenos Aires (Fecootra) et la Fédération nationale de coopératives de travail d'entreprises reconverties (Fencooter), plus liée à l'État est très faible.

Les entreprises qui revendiquaient la nationalisation sous contrôle ouvrier (Brukman[1], Zanón) ont progressivement accepté la nécessité de créer des coopératives, même si pour les travailleurs de Zanón (FaSinPat), elles ne constituent qu'une phase transitoire à dépasser.

L'expérience emblématique de FaSinPat (ex-Zanón)

Popularisée par les campagnes de solidarité internationale et la diffusion mondiale de plusieurs films[2], l'expérience de l'entreprise Zanón (une usine de céramique située à Neuquén) est devenue l'emblème du mouvement de récupération d'entreprises en Argentine. Elle l'est à plusieurs titres : l'ampleur et la durée de la lutte, l'organisation interne, les solidarités tissées avec les mouvements sociaux et les populations locales, la lutte avec le pouvoir politique et le mode de gestion.

En 2001, en réponse au patron qui décide de réduire drastiquement la production en fermant deux lignes de fabrication et en supprimant 180 emplois, les travailleurs campent pendant plusieurs mois devant l'usine. Le 2 octobre, en assemblée générale, ils décident à la majorité absolue d'occuper l'usine pour empêcher la sortie des machines et défendre les emplois. Cinq mois plus tard, le 2 mars 2002, les 240 travailleurs allument les fours et commencent à produire sans patrons. Les Indiens mapuches, qui avaient été exploités par les entreprises de céramiques, mettent leurs carrières à disposition des ouvriers de Zanón.

Élément important pour la suite, cette lutte a été précédée d'une bataille interne contre la direction du syndicat. En 1998, une liste d'opposition «*clasista*» a conquis la «commission interne» au sein de l'entreprise par 177 voix contre 44 à la liste officielle. Le secrétaire général du syndicat de branche, autoritaire et bureaucrate, avait une posture pro-patronale et acceptait tous les licenciements depuis des années. En septembre 2000, à l'issue d'une lutte féroce qui lui a permis de devenir majoritaire au sein des quatre entreprises de céramique de la province de Neuquén, le courant «lutte de classes» a également conquis la direction du syndicat, le Syndicat des ouvriers et employés céramistes de Neuquén (SOECN)[3].

1. [▶ Femmes de la Brukman (Les)].
2. Pour ne citer que les principaux : Naomi Klein et Avi Lewis (2004) ; Fernando Solanas (2006) ;Virna Molina et Ernesto Ardito (2008).
3. En Argentine, la législation ne reconnaît qu'une seule organisation syndicale représentative

En août 2005, à l'issue d'une longue lutte, les travailleurs obtiennent la déclaration de faillite de Zanón et, en octobre, la reconnaissance provisoire de gestion ouvrière, sous le statut de coopérative FaSinPat. Après huit années de gestion ouvrière, la production de céramique est passée de 10 000 m² à 400 000 m² et la coopérative a intégré 230 salarié·es supplémentaires. La sécurité a été nettement améliorée, le nombre d'accidents annuels est passé de trois cent trente à une trentaine et il n'y a plus eu de décès (Zibechi, 2005). À la différence de nombreuses coopératives où les nouveaux embauchés sont incorporés comme employés, chez Zanón ils entrent comme membres associés avec les mêmes droits et obligations, à la condition qu'ils adhèrent aux idées d'égalité et de démocratie ouvrière que les céramistes défendent.

Après avoir fonctionné en assemblées plénières pour organiser la production et la défense de l'usine, les travailleurs ont adopté une organisation qui s'articule autour des coordonnateurs de production, élus au sein des différentes commissions (achats, ventes, sécurité, production, presse). L'équipe de coordination relie en permanence les questions liées à l'organisation de la production (équipes, niveaux de production, salaires, dépenses, ventes) et les discussions politiques. Chaque mois, la production s'arrête une journée et l'ensemble des travailleurs débattent des problèmes, des réussites et des défis à relever. C'est également l'occasion de discuter des activités sociales et culturelles ainsi que des questions politiques. Pour Raúl Godoy[1], « c'est l'unique chose qui nous permet de rester vivants. Sinon, nous aurions été battus. Sans assemblée, il n'y a pas de gestion ouvrière qui vaille. Le patron peut te faire produire avec le fouet, mais la gestion ouvrière dépend de la conviction que chacun tire dans le même sens. Notre principal investissement est l'assemblée » (Meyer et Chaves, 2008 : 123).

La production directe n'a pas toujours été facile mais, avec la détermination qui les anime, les ouvriers ont pu lever les différents obstacles auxquels ils ont été confrontés. Ils ont été harcelés par l'organisation patronale sur la question du respect de la propriété privée, celle-ci exigeait que les expropriations d'entreprises abandonnées par leurs patrons soient payées par les travailleurs, voire en dernière instance par l'État. Les céramistes ont adopté le principe d'expropriation sans

par branche et par province. C'est ainsi que la CGT est représentative dans tout le secteur privé et la CTA dans le secteur public. Il est donc indispensable de conquérir la direction du syndicat.

1. Raùl Godoy est membre du Parti des travailleurs socialistes (PTS), formation trotskiste moréniste. Il exerce une influence non négligeable au sein de FaSinPat.

indemnités et ont engagé la lutte sur cette base, considérant qu'ils n'avaient pas à rembourser la dette patronale. De même, comme l'indique Alejandro López, le secrétaire général du syndicat SOECN, ils refusent que l'expropriation soit payée par l'État.

Les travailleurs en gestion ouvrière conçoivent leur lutte comme une nécessité de produire pour la communauté et non pour réaliser des bénéfices individuels. C'est ainsi qu'ils ont fait don de céramiques pour construire des locaux de premiers secours dans un des quartiers les plus pauvres de Neuquén, des écoles et contribuer à la reconstruction d'un hôpital de la ville de Santa Fe (situé à plus de 1 500 kilomètres de l'usine) qui avait été dévasté par une inondation en 2003. Ils ont ouvert des centres de santé et construit des maisons pour les déshérités et les orphelins. Ils versent mensuellement des fonds à des cantines populaires et des hôpitaux. L'entreprise a contracté un accord de collaboration avec l'Université de Comahue afin d'organiser des cours d'administration et d'économie.

Dès la récupération de l'usine, les travailleurs ont noué des relations étroites avec le Mouvement des travailleurs inoccupés (MTD) de Neuquén, diverses organisations de *piqueteros* et le syndicat enseignant du Rio Negro (UNTER), affilié à la Centrale des travailleurs argentins (CTA), pour mener conjointement diverses actions. En 2002, ils ont organisé la première rencontre des usines récupérées[1]. Ils ont mené diverses actions de solidarité avec les travailleurs des entreprises récupérées et, particulièrement, ceux de la coopérative de l'hôtel Bauen et les ouvrières de l'usine Brukman à Buenos Aires. Ils entendent ainsi rompre avec le corporatisme et les divisions que le système génère. Ils posent également la question historique du mode de gestion de l'entreprise, comme le résument Laura Meyer et María Chaves :

> Les céramistes de Zanón essaient de maintenir une articulation entre les problèmes économiques immédiats, les conquêtes transitoires et les solutions de fond, en mettant en relation leur situation concrète avec les problèmes de l'ensemble des travailleurs et en transmettant l'idée qu'ils partagent les mêmes intérêts. [...] En même temps, ils poursuivent le combat pour l'expropriation définitive et continuer la gestion ouvrière, tout en considérant la « coopérative comme une solution transitoire » et discutent les problèmes et les possibles solutions de fond. Pour cela, ils recherchent les mécanismes pour passer de l'« auto-exploitation » qu'a signifié pour eux la constitution d'une coopérative qui leur a été imposée et qui se trouve en concurrence

1. [▶ Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)].

avec le marché capitaliste à une nationalisation sous administration démocratique des travailleurs (Meyer et Chaves, 2008 : 134).

La dette laissée par le patron constitue une des clés du problème, compte tenu de la législation en vigueur en Argentine qui contraint la coopérative à rembourser celle-ci. C'est pourquoi les plus conscients n'ont de cesse de rappeler à l'ensemble des travailleurs leur objectif, à savoir la nationalisation sous contrôle ouvrier. Néanmoins, comme l'indique la déclaration d'Alejandro López, le débat n'est pas figé : « Si le gouvernement exproprie l'entreprise et la remet à la coopérative, celle-ci continuera à la gérer sous gestion ouvrière. » Le 12 août 2009, le Parlement de la province de Neuquén a enfin adopté la loi d'expropriation définitive de l'usine.

Coopérativisme ou nationalisation sous contrôle ouvrier

Bien qu'emblématique au niveau de la combativité et de l'organisation ouvrière, l'expérience FaSinPat ne reflète pourtant pas la réalité du mouvement de récupération des entreprises en Argentine. Le dépassement de la forme coopérative n'est pas à l'ordre du jour pour la plupart des entreprises et la revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier est isolée, même si les questions inhérentes à l'expropriation des entreprises et aux remboursements des créances restent non résolues d'un point de vue légal. Selon les provinces et les législations en vigueur, les situations se règlent au cas par cas. Les coopératives dépendent directement de la décision d'expropriation ; celle-ci est généralement lente et il s'écoule plusieurs mois, voire des années pendant lesquels ils produisent et commercialisent de fait sans que la situation soit légalisée.

Le débat entre la nationalisation sous contrôle ouvrier et le coopérativisme continue d'alimenter les polémiques au sein de la gauche argentine. Il oppose les pragmatiques qui misent sur une extension du mouvement et des courants qui se réfèrent à des positions idéologiques plus classiques et qui considèrent que la forme coopérative ne peut être que transitoire et que beaucoup dépend de sa généralisation, à l'image d'Eduardo Lucita :

> Le contrôle ouvrier, qui suppose également volontariat et autonomie, maintient l'entreprise sous la tutelle du capital, privé ou étatiste, mais les travailleurs assument le contrôle de tout le processus. [...] Il s'agit d'une « réforme non réformiste », propre à une période de lutte de classe en hausse, qui n'est pas intégrable par le capital et dont l'avenir dépend d'une généralisation et d'un changement profond dans la relation des forces sociales (Lucita, 2002 : 39).

Dans sa polémique avec Bernstein sur les coopératives anglaises, Rosa Luxemburg souligne le risque de l'auto-exploitation dans un système de concurrence capitaliste :

> Cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché (Luxemburg, 1969 : 42)[1].

Ruth Werner et Facundo Aguirre insistent également sur les limites des coopératives :

> La coopérative, avec toute la valeur symbolique qu'elle a initialement, n'est pas un chemin émancipateur pour la classe ouvrière. Loin de tendre à unifier les forces des travailleurs, à rallier à leur lutte d'autres secteurs populaires, elle concentre les efforts à l'intérieur de l'usine, à substituer et à répéter les schémas capitalistes. [...] L'administration ouvrière directe est une forme d'autodétermination, qui laisse aux mains de la décision collective, la gestion de la production et ses destins, en éduquant la classe ouvrière à la gestion de l'économie. Elle démontre comment la planification démocratique pourrait donner un sens social à la production (Aguirre et Werner, 2002).

Avec une conception différente, José Abellí (2003) pense que la nationalisation des entreprises récupérées sous contrôle ouvrier « correspond à une conception d'un État dirigé par des travailleurs. Mais dans les conditions actuelles, la lutte en faveur de la nationalisation des entreprises récupérées ne correspond pas à l'État tel qu'il existe aujourd'hui ». Les coopératives permettent aux travailleurs de décider librement sans bureaucratie externe et de forme directe de l'avenir de leur entreprise. Il estime cependant que la nationalisation peut être un objectif viable si le mouvement global des entreprises récupérées peut accumuler une masse critique pour faire pression sur les politiques publiques en faveur des secteurs populaires.

De son côté, Javier Echaide considère que le débat de fond est bien plus orienté sur ce que signifie la forme autogestionnaire que sur le mode d'autogestion que l'on prétend réaliser. La forme dépend du niveau de conceptualisation du mode coopératif, mais pas de l'autogestion en elle-même. Le mode coopératif est incontestablement un outil de transformation sociale :

> La bataille est contre les moyens de production appropriés en forme privée et non entre les différentes formes d'autogestion. C'est

1. [▶ Associations ouvrières (Les)].

> l'opposition entre emploi salarié et le travail associé. Le thème de la propriété privée des moyens de production est central. Le mode d'autogestion est interprété comme une activité privée ou comme une activité alternative distincte de la dichotomie entre le privé et le public. Ce serait une alternative qui pourrait rompre avec une relation d'exploitation de la force de travail, et en définitive du travailleur avec l'aliénation (Echaide, 2003 : 69)[1].

Javier Echaide pense que le contrôle des moyens de production par la classe ouvrière constitue une réelle menace pour l'État. L'originalité réside dans le mode de production conscient de ceux qui produisent, qui contrôlent le capital et maîtrisent les montants et la destination de la production. Il n'est pas nécessaire d'avoir une classe dirigeante dans le processus productif, le travailleur est son propre dirigeant et détient les rênes de son entreprise. La forme coopérative garantit la légalité de l'entreprise récupérée, elle permet de se défendre contre les patrons et de rompre avec l'organisation verticale précédente.

En près d'une décennie, le mouvement de récupérations des entreprises est devenu une des principales composantes du formidable laboratoire d'expériences sociales en Argentine. Il constitue une première étape de rupture avec le système capitaliste et contribue à la construction de pratiques autogestionnaires. Le transfert de la propriété privée des moyens de production à la propriété collective participe à la construction d'une alternative au processus de production capitaliste. Il contribue à l'instauration de nouvelles relations sociales en permettant la récupération des valeurs démocratiques, l'innovation collective, l'éradication du despotisme patronal et l'humanisation des relations de production.

Pour la majorité des expériences, la gestion ouvrière a permis de limiter le phénomène d'auto-exploitation en régulant les rythmes de travail et de production et en couvrant les nécessités élémentaires. Le processus a acquis une stabilité juridique, productive et économique. Passée ce que Eduardo Lucita qualifie de «période héroïque», au cours de laquelle le profil subversif et une forte politisation ont prévalu, les entreprises sont soumises à un processus objectif, celui du marché et de la concurrence (Lucita, 2006). Il s'agit pour une majorité d'entre elles de relever le défi des «risques du succès». La première rencontre latino-américaine d'entreprises récupérées qui s'est tenue à Caracas en octobre 2005 (209 entreprises de sept pays) a contribué à dépasser le cadre étroit des frontières nationales, à signer des accords commerciaux

1. [▶ CGT 1900 : poussées autogestionnaires].

et de collaboration, mais surtout pour les délégués argentins à prendre conscience de l'impact de leur expérience.

Si le processus de récupération s'est trouvé ralenti après l'apogée de 2001-2003, il s'est néanmoins poursuivi de manière importante au cours des années qui ont suivi en Argentine et en Amérique latine. Avec la crise du modèle capitaliste dominant, il retrouve même une vitalité. Devant l'incapacité des capitalistes à leur assurer un emploi ou des revenus décents, les travailleurs renouent, de manière pragmatique, avec l'autogestion qui est devenue le symbole d'une nouvelle étape de la lutte de la classe ouvrière. Le processus d'appropriation collective des moyens de production, connu aujourd'hui comme le modèle « sans patron » argentin, constitue une réponse audacieuse et créative pour éviter la marginalité qu'impose le système. Comme l'explique José Abellí (2009), le processus a pénétré de manière décisive la conscience des travailleurs argentins :

> Aujourd'hui, quel que soit l'endroit dans le pays, lorsqu'une entreprise ferme, les travailleurs brandissent le drapeau de l'autogestion. C'est le grand acquis de la lutte de la classe ouvrière argentine.

2009

Pour en savoir plus

Abellí, José (2003), *Recuperación de fuentes de trabajo a partir de la autogestión de los trabajadores,* rapport de la FETIA-CTA, Buenos Aires.

Abellí, José (2009), « Empresas recuperadas », *Osera,* 27 février.

Almeyra, Guillermo (2006), *Rébellions d'Argentine : Tiers état, luttes sociales et autogestion,* Paris, Syllepse.

Echaide, Javier (2003), « Debate sobre empresas recuperadas, Un aporte desde lo legal ; lo juridico y lo político », *Cuaderno de trabajo,* nº 25, août.

Fajn, Gabriel (2002), *Clarín,* suplemento « Zona, Buenos Aires », 22 septembre, dans Alberto Rezzónico, « Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, económicos y legales » (Entreprises récupérées, aspects doctrinaires, économiques et légaux), *Cuaderno de trabajo,* n° 16, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, mai.

Guthmann, Claudio et Genoveva Tournon (2006), *Le phénomène des entreprises récupérées par leurs anciens employés en Argentine,* rapport de la Cellule de recherche interdisciplinaire en droits de l'Homme (CRIDHO), Université catholique de Louvain.

Klein, Naomi et Avi Lewis (2004), *The Take,* Canada, MK2.

López, Alejandro (2008), « Entretien », *Osera.*

Lucita, Eduardo (2002), « Ocupar, resistir, producir », *Cuadernos del Sur,* n° 34, « Ocupación de empresas y gestión obrera directa », novembre.

Lucita, Eduardo (2003), entretien réalisé par l'auteur le 18 octobre à Buenos Aires.

Lucita, Eduardo (2006), « Entreprises sous gestion ouvrière : le succès et ses dangers », *Correspondancia de Prensa,* Bulletin d'information, Réseau solidaire de la Gauche radicale, année 3, n° 9228, 11 janvier.

Luxemburg, Rosa (1969), *Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats,* t. 1, Paris, François Maspero.
Meyer, Laura et María Chaves (2008), «Aires de libertad, Zanón bajo gestión obrera», *Observatorio social de America latina,* n° 24, Buenos Aires, octobre.
Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad social, Programme travail autogéré, «Cantidad de unidades de productivas recuperadas»; et «Distribución de unidades productivas de acuerdo a cantidad de trabajadores», Osera.
Molina, Virna et Ernesto Ardito (2008), *Corazón de fábrica,* Buenos Aires, Clacso.
Moreno Hugo (2005), *Le désastre argentin. Péronisme, politique et violence sociale (1930-2001),* Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_65_ipro-d_261-le-desastre-argentin.html.
Neuville, Richard (2004), «Entreprises "récupérées" ou autogérées», *Rouge et Vert,* n° 206, mai.
Osera (Observatoire social des entreprises récupérées autogérées), http://webiigg.sociales.uba.ar/empresasrecuperadas/Num_4/index.htm.
Programme «Faculté ouverte», Faculté de philosophie et de lettres, www.recuperadasdoc.com.ar.
Rebón, Julián (2007), *La empresa de la autonomía. Trabajadores recuperando la producción,* Buenos Aires, Picaso.
Rebón, Julián (2008), «Transfomaciones emergentes en el proceso de recuperación de empresas por sus trabajadores», Osera.
Ruggeri, Andrés, Carlos Martinez, Hector Hugo Trinchero (dir.) (2005), *Las empresas recuperadas en Argentina, rapport de la deuxième enquête du programme «Faculté ouverte»,* Université de Buenos Aires; synthèse réalisée par Richard Neuville, *Rouge et Vert,* n° 241, mai 2006.
Solanas, Fernando (1968), *La hora de los hornos,* Trigon Film.
Solanas, Fernando (2003), *Memoria del saqueo,* Ad Vitam.
Solanas, Fernando (2006), *La dignidad de los nadies,* Trigon Film.
Toussaint, Éric (2002), «Argentine : maillon faible de la chaîne de la dette», Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org.
Zibechi, Raúl (2005), «Un autre monde est possible : les céramiques Zanón», *IRC Programa de los Américas,* janvier, trad. Catherine Goudounèche pour Risal.

Consolidation des entreprises récupérées

Richard Neuville

Les entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) ne sont pas qu'un lointain souvenir de la crise de 2001. Non seulement elles n'ont pas disparu, mais «elles se sont converties en une option que les travailleurs reconnaissent comme valide, malgré toutes les difficultés, plutôt que de se résigner à la fermeture des entreprises» (Ruggeri, 2010).

De fait, le mouvement de récupération s'est poursuivi et les ERT ont même réussi dans une forte proportion à se consolider, voire à se

renforcer, c'est ce que relève la troisième enquête sur les entreprises récupérées réalisée dans le cadre du programme «Faculté ouverte» de la Faculté de philosophie et de lettres de Buenos Aires (UBA), qui a été rendue publique en octobre 2010.

Données générales

L'étude a recensé l'existence de 205 entreprises récupérées qui occupent 9 362 salarié·es[1]. Ces chiffres sont révélateurs de la dynamique du processus en cours surtout si on le compare aux 161 entreprises et 6 900 travailleur·ses relevés en 2004 (Neuville, 2006). L'étude indique que le mouvement s'est poursuivi au-delà de la période 2002-2004, puisque le nombre d'ERT s'est accru de 10% entre 2005 et 2007 et dans une même proportion à partir de 2008. La récupération des entreprises reste un outil que s'approprient les travailleurs face à la crise[2].

En termes de localisation, alors qu'en 2002, 80% des ERT étaient concentrées sur la métropole de Buenos Aires, cette proportion a été ramenée pratiquement à 50%. Cette évolution s'expliquerait notamment par le fait que les ERT de l'intérieur du pays sont parvenues à influencer certains parlements locaux comme à Santa Fe, la province qui concentre le plus d'entreprises, alors que depuis 2007, avec l'élection de Macri (droite libérale), le gouvernement de la ville de Buenos Aires leur a retiré tout soutien. La répartition des ERT reste cependant inégale dans le pays et elle ne coïncide pas avec le niveau de développement industriel. Elle résulte surtout du soutien des syndicats pendant la lutte et de l'absence de politique cohérente sur l'ensemble du pays.

En termes de secteurs d'activité, les ERT se caractérisent par une grande hétérogénéité et les évolutions ne modifient pas profondément la structuration de 2004 : les entreprises de la métallurgie restent toujours les plus nombreuses (23%), suivies par les industries agroalimentaires (13%) et graphiques (8%). L'activité industrielle représente 42% du total contre 50% en 2004. Les services se sont diversifiés (santé, éducation, communication, hôtellerie, transport, logistique) et représentent actuellement 22% de l'ensemble.

En termes d'ancienneté, les entreprises récupérées entre 2002 et 2004 constituent encore près de la moitié (49,75%) du total contre 26,8% avant 2002 et 20,9% depuis 2005. Si le nombre de récupérations a diminué depuis 2004, le processus s'est néanmoins poursuivi et a même connu une recrudescence à partir de 2007 avec la crise. En effet, le

1. Les données sont de mars 2010 (fin de l'enquête).
2. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

nombre de récupérations en 2007 est équivalent à celui de la période comprise entre 2005 et 2007. Sur les 161 entreprises recensées en 2004, seules 22 ont disparu ou ont changé de mode de gestion, ce qui signifie un taux de poursuite d'activité assez élevé, de l'ordre de 90 %.

Le conflit

Les raisons qui conduisent les travailleurs à engager la lutte sont d'abord le non-paiement des salaires (58 %) et les licenciements (40 %) alors que les faillites ou les recours des créanciers (51 %) et la récupération des machines (47 %) diminuent par rapport à l'enquête précédente.

Dans 73 % des cas, les travailleurs ont occupé l'entreprise et 50 % ont été confrontés à la répression ou à une menace d'expulsion. À noter que ce pourcentage baisse à 37,5 % pour les récupérations les plus récentes. La durée moyenne des conflits (de l'occupation à la reprise de la production) reste proche de cent cinquante jours, soit un niveau relativement constant depuis 2001 même si encore une fois une légère baisse est observée du fait de l'expérience accumulée par les travailleurs.

Au niveau de la solidarité, la principale évolution depuis 2005 est le changement d'attitude des syndicats (65 % contre 34 %) et la diminution des mouvements sociaux et partis politiques (12 % contre 20 %) dans le soutien aux nouvelles récupérations. Dans 82 % des cas, les travailleurs sont appuyés par les autres ERT ou mouvements d'entreprises.

Le statut

Le statut privilégié par les ERT est la coopérative (95 %), ce qui confirme ce qui avait été observé en 2004 (94 %). Les ERT qui luttaient pour la nationalisation et le contrôle ouvrier de la production (comme Zanón) ont dû se résoudre à créer des coopératives et seule la Clinique Medrano a été nationalisée.

La question de l'expropriation reste confuse et épineuse car si 63 % des ERT ont obtenu une loi d'expropriation, celle-ci n'est considérée comme définitive que dans 19 % des cas, pour les autres, elle est temporaire ou conditionnée. C'est notamment le cas de Zanón qui a obtenu l'expropriation en 2009 de la part de la province de Neuquén à la condition de la rembourser sur 20 ans. 8 % des entreprises continuent cependant de réclamer une loi d'expropriation qui est indispensable. Le seul cas de rejet d'expropriation à ce jour est celui de l'expérience emblématique de l'hôtel de Bauen de la part de la municipalité de Buenos Aires.

Ces lois ont permis l'exploitation des entreprises sous forme coopérative mais comme l'État ne paie pas les indemnisations prévues, sauf pour une minorité de cas, les jugements sont de plus en plus fréquents pour exiger la restitution des biens afin de rembourser les créanciers. Une des solutions serait la modification de la loi sur les faillites afin de permettre l'achat des entreprises par les travailleurs.

La production

D'une manière générale, les capacités de production sont sous-utilisées : 59 % des ERT n'utilisent qu'entre 20 % et 60 % de leur potentiel, tandis que seules 7 % d'entre elles l'utilisent à plus de 80 %. L'explication réside dans le fait que 52 % des ERT éprouvent des difficultés à s'insérer dans le marché alors qu'antérieurement les études relevaient que les principaux obstacles étaient le manque de matières premières et l'état des machines. Ces deux derniers paramètres semblent avoir été dépassés car 71 % des ERT affirment avoir un appareil de production en bon état et 59 % ont investi pour améliorer ou incorporer du nouveau matériel. Dans 60 % des cas, les coopératives l'ont fait sur leurs fonds propres.

Si 49 % des ERT travaillent *à façon* dans certaines proportions, 33 % des ERT dépendent exclusivement des clients qui leur fournissent les matières premières et les paient uniquement pour le travail. 73 % des ERT affirment conserver les fournisseurs antérieurs, tandis que près de 40 % de leurs clients sont des grandes entreprises. Les ventes aux autres ERT représentent 13,5 % et 8,6 % à l'État. 47 % d'entre elles indiquent avoir des difficultés de commercialisation.

Les travailleurs

La tendance observée en 2004 se confirme puisqu'une forte majorité (75 %) des ERT se classe dans la catégorie des PME (- de 50 travailleurs) et que seulement 8 % dépassent 100 travailleurs. Dans 84 % des cas, les ERT ont enregistré de nombreux départs pendant la lutte et avant la reprise de la production sous forme coopérative. Les raisons sont le plus souvent liées à la baisse de la production et des salaires. Ce sont principalement les plus jeunes qui se sont retirés. Parmi les travailleurs, qui ont participé à la récupération de leurs entreprises, 22 % sont partis en retraite et 18 % sont décédés (chiffre très élevé).

Cependant, 77 % des ERT ont procédé à des embauches. Cette situation est à mettre en parallèle avec la consolidation des entreprises. Il convient de préciser que l'embauche de nouveaux travailleurs n'est pas la même chose dans une entreprise en autogestion que pour une

entreprise classique car les ERT ne veulent pas licencier et les travailleurs ne peuvent donc pas être la variable d'ajustement de la production. En effet, la viabilité des ERT passe avant tout par la préservation des postes de travail et non par les profits. La décision d'embaucher est donc complexe car elle doit être dûment évaluée, d'autant que les nouveaux travailleurs ont vocation à devenir associés. Ce sont donc le plus souvent d'anciens travailleurs de l'entreprise ou des proches qui sont recrutés. La création d'un millier de postes de travail constitue un effort important et un indicateur important de la vitalité des ERT.

Les femmes n'occupent qu'un sixième des postes de travail, principalement dans les secteurs textile, santé et éducation et sont majoritairement jeunes, contrairement aux hommes[1].

La gestion

La caractéristique principale d'une ERT, son capital politique et symbolique, est son mode de gestion collective, qui repose sur le conseil d'administration et l'assemblée des associés. Alors que dans les coopératives traditionnelles, le conseil d'administration assure la gestion et convoque des assemblées générales extraordinaires pour valider les bilans annuels et pour procéder à l'élection de ses membres, les ERT s'appuient principalement sur l'assemblée générale pour fonctionner.

La participation des travailleurs aux prises de décisions est importante puisque 88 % des ERT tiennent des assemblées générales régulièrement (dont 44 % une fois par semaine et 35 % une fois par mois). Seules 8 % d'entre elles ont délégué toutes les décisions au conseil d'administration.

La rotation des postes de responsabilité reste cependant assez faible puisque 67 % des travailleurs concernés effectuent plus d'un mandat. Par contre, au sein des conseils d'administration, 63 % des membres appartiennent au secteur de la production contre seulement 19 % au secteur administratif. Les anciens délégués syndicaux intègrent à 35 % les conseils d'administration alors que seulement 15 % des membres appartenaient à l'ancienne hiérarchie.

Si le taux d'ERT qui emploie des travailleurs non associés est de 46 %, ceux-ci ne représentent que 10 % du total des postes de travail, tout en considérant qu'ils ont vocation à devenir associés de la coopérative pour 45 % d'entre eux selon l'enquête.

La majorité des ERT se constitue sans les salarié·es qui occupaient précédemment les postes administratifs et de direction, il est donc nécessaire de remédier le manque de formation et s'appuyer sur le

1. ▶ [Genre et autogestion à la Brukman].

savoir-faire des travailleurs. La tendance est donc de maintenir l'organisation de travail précédente, c'est le cas pour plus de la moitié (53 %). Malgré tout, avec l'introduction de nouvelles machines et la réorganisation du processus de travail, 70 % des ERT ont introduit une rotation des postes de travail.

Dans les entreprises où le temps de travail est équivalent, 73 % des travailleurs perçoivent le même salaire. Pour celles où le salaire n'est pas équivalent, il est justifié à 41 % par des différences dans les tâches et à 27 % par la quantité d'heures travaillées. Seulement 6 % des ERT reconnaissent des différences de salaires supérieures à 75 % entre ceux qui gagnent le plus et ceux qui gagnent le moins, tandis que dans 53 % des cas, la différence est inférieure à 25 %, avec une moyenne de 33 % pour l'ensemble.

La question syndicale

La récupération d'entreprises à travers l'action directe, comme l'occupation, appartient à des principes idéologiques et pratiques, ancrés dans la tradition de résistance de la classe ouvrière argentine. Cependant, au cours des processus de récupération, les syndicats ont adopté des attitudes très disparates. Si certains secteurs ont soutenu les travailleurs, d'autres ont privilégié les stratégies de négociation traditionnelles.

87 % des travailleurs déclarent avoir été syndiqués avant la récupération, soit un niveau nettement supérieur au taux de syndicalisation global en Argentine (39 %). Cependant, moins de la moitié des délégués syndicaux (43 %) ont joué un rôle actif lors de la récupération, 28 % ont plutôt adopté une attitude passive pendant le conflit et dans 8 % des ERT, les délégués se sont même opposés à la récupération de l'entreprise. Actuellement, 45 % des ERT maintiennent des relations avec les syndicats de branche, proportion à mettre en corrélation avec le taux précédemment cité, concernant le rôle actif des délégués. Les relations entre l'ERT et le syndicat s'expriment principalement à travers le maintien des garanties sociales. En Argentine, ce sont les syndicats qui gèrent la protection sociale.

La sécurité sociale

La législation argentine établit que la coopérative de production doit garantir l'accès à la sécurité sociale de ses associés mais également que ces derniers sont considérés comme des travailleurs indépendants, ce qui implique que les travailleurs doivent s'affilier individuellement au régime correspondant qui ne leur procure qu'une couverture restrictive

et limitée en termes de droits : retraite et œuvre sociale et exclut notamment les allocations familiales.

Des travailleurs en âge de faire valoir leurs droits à la retraite sont contraints de poursuivre leur activité car, dans de nombreux cas, d'une part, les cotisations dues par les patrons n'ont pas été versées au cours des dernières années et, d'autre part, le régime des travailleurs indépendants procure des droits à la retraite moins élevés.

Par ailleurs, le système de protection des accidents du travail ne couvre que les travailleurs ayant une relation contractuelle avec leur employeur. Les travailleurs « autonomes » doivent donc couvrir individuellement leurs risques ou alors l'ERT, en tant que collectif autogéré, doit prendre en charge la couverture pour les accidents personnels, ce qui proportionnellement s'avère beaucoup plus onéreux que le droit commun.

Enfin, la couverture médicale ne couvre que le titulaire, ce qui contraint les travailleurs à recourir à une assurance complémentaire pour leur famille.

L'État et les entreprises récupérées

Comme observé précédemment, la politique publique ou son absence a des conséquences pour les ERT et l'existence ou l'absence d'outils légaux pourraient simplifier ou compliquer les processus. Il s'agit notamment du cadre légal de ce type de coopérative, des lois d'expropriation et des difficultés juridiques non résolues en faveur des ERT. Les questions relatives à la sécurité sociale, l'assistance technique ou l'incidence des politiques macroéconomiques indiquent clairement ce

que les sphères gouvernementales pourraient décider pour influer sur l'existence même des ERT.

Au cours de la décennie, l'intervention publique s'est le plus souvent limitée à la création de programmes d'appui et de financement, aussi bien au niveau national que provincial, mais bien souvent contrecarrée par l'attitude de certains juges et fonctionnaires. Elle s'est caractérisée par une grande hétérogénéité et une certaine confusion. Ainsi, l'élection de Macri à la municipalité de Buenos Aires a été suivie par la liquidation des équipes spécialisées qui travaillaient en direction des ERT et la suppression des lignes budgétaires qui leur étaient destinées.

Néanmoins, ces dernières années, les aides de l'État aux ERT se sont accrues, au travers du «Programme travail autogéré» développé par le ministère du travail et l'Institut national du monde associatif et de l'économie sociale (INAES). En 2010, 85% des ERT ont perçu un type d'aides de l'État (essentiellement financières) alors qu'elles n'étaient que 46% en 2004.

Pour autant, il s'agit encore d'une politique d'appui circonstanciée et fragmentaire sans cohérence d'action. Le plus souvent, ce sont les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations qui doivent faire pression et naviguer dans les méandres de l'administration pour accéder à ces aides. Par ailleurs, les ERT n'ont pas accès aux crédits et aux plans de soutien destinés aux PME, du fait de l'ambiguïté de leur statut et de l'État qui ne fait rien pour y remédier.

L'organisation et la solidarité

Les carences de l'action syndicale dans le soutien aux ERT ont conduit les travailleurs à s'organiser dans des mouvements spécifiques. Le premier, le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) fut créé en 2002 mais subit une scission par la suite. Aujourd'hui, le panorama apparaît fragmenté entre différentes organisations à vocation nationale ou régionale, voire par branche d'activité. Malgré cette division, 78% des ERT sont fédérées dans un mouvement. Une seule, l'Association nationale des travailleurs autogestionnaires (ANTA) est constituée en syndicat, elle est rattachée à la Centrale des travailleurs argentins (CTA). Sur les neuf regroupements existants, le mouvement national des fabriques récupérées par les travailleurs (MNFRT) et le MNER sont les plus représentatifs en regroupant respectivement 41% et 23% des ERT. Il existe également la Confédération nationale des coopératives de production (CNTC) qui fédère cinq mouvements d'ERT et un nombre important de fédérations de coopératives de production classiques de tout le pays.

Alors que l'enquête de 2004 constatait la quasi-inexistence d'échanges commerciaux entre les ERT (de l'ordre de 1,5%), actuellement 36% d'entre elles ont un lien économique, qui se répartit à 90% par l'achat et la vente de produits ou de la production réalisée conjointement et à 10% par des appuis financiers sous forme de prêts sans intérêt. Les liens les plus forts sont au sein des coopératives regroupées dans le «Réseau graphique». Mais, d'une manière générale, compte tenu de la diversité des structures productives, les interrelations possibles ne sont pas si nombreuses.

Lors de la récupération des entreprises, les travailleurs ont été soutenus par une large mobilisation de solidarité, qui fut dans beaucoup de cas décisive. Cet appui a généré des échanges en retour tels que la mise à disposition de services et une solidarité en direction des populations, c'est le cas pour 57% des ERT. Ainsi, 35% d'entre elles hébergent des événements culturels et des activités éducatives, 30% effectuent des dons, 24% collaborent avec les organisations du quartier et 11% avec les écoles.

Ce rapport démontre amplement, que depuis une décennie, les entreprises récupérées sont une réalité économique et sociale en Argentine. La potentialité de ces formes de travail collectif et «sans patron» est démontrée par l'existence et la consolidation des ERT mais pourrait être bien plus importante avec le soutien d'une politique publique cohérente.

janvier 2011

Pour en savoir plus

Ruggeri, Andrés (dir.) (2010), «Las empresas recuperadas en la Argentina 2010», Buenos Aires, octobre, www.recuperadasdoc.com.ar.

Curt-Impex

Pilar Gutiérrez

En 2012, los trabajadores de la empresa de cueros y pieles Curt-Impex tuvieron que enfrentarse a una fábrica vacía, endeudada y sin clientes. Hoy, cuentan su historia que ya sigue el camino de la lucha y está pronta a convertirse en cooperativa de trabajo.

Trascurría el año 2012, y sin previo aviso, los 35 operarios pertenecientes a la fábrica de Curt-Impex SA dejaron de percibir su salario semanal, se quedaron sin vacaciones y aguinaldo, y se encontraron con

que los dueños de la empresa habían dejado completamente acéfala la producción y elaboración diaria de cueros.

El único responsable que permaneció en la empresa y quedó a cargo fue un gerente «que continuó con el mismo plan de vaciamiento, sin pagar a los compañeros y manejando los hilos desde adentro», cuenta Rubén Rodríguez de Oliveira, quien es el actual presidente de la cooperativa de trabajo en formación. El trabajador, a la vez explica que la edad promedio de los compañeros era para ese momento de más de 50 años, una razón más que suficiente para pensar en las dificultades que conllevaría una potencial reinserción laboral en cada caso[1].

Por el contrario, los trabajadores de Curt-Impex SA decidieron en ese momento iniciar la lucha en la unidad de Cabildo 525 con el objetivo de reclamar por la continuidad de sus puestos de trabajo y el pago inmediato de deudas por parte de la patronal. El monto adeudado en ese momento ascendía a US$ 50 mil sólo en concepto de pago a proveedores y más de $ 270 mil en servicios.

Este vaciamiento terminó de concretarse aproximadamente en noviembre de 2012, con la particularidad de que fueron los propios trabajadores quienes impusieron su finalización para poder organizarse y reanudar el ciclo diario de trabajo en la curtiembre, exigiendo al gerente que había quedado a cargo «que diera un paso al costado» y, en una demostración de generosidad conjunta, convocando a otros trabajadores de curtiembres cercanas que se encontraban desempleados, a pasar a formar parte de los ahora 30 socios de la cooperativa en formación.

En este sentido, el presidente de los trabajadores organizados explica que «junto con el sindicato [el de obreros curtidores] nos largamos en la aventura de autogestionarnos, para poder empezar a trabajar inmediatamente». De esta forma se dedicaron al trabajo de volver a insertar a Curt-Impex en sus niveles históricos de producción mensual de cueros y pieles, una cuestión nada sencilla.

Mientras tanto, y de dedicaba a esa tarea, también esperaban las matrículas nacional y provincial que son necesarias para poder empezar a funcionar legalmente como cooperativa. Pero siguieron con su objetivo claro, y en función de ello, los operarios pusieron en marcha las máquinas.

«Convocamos a los proveedores y les pedimos que nos ayudaran a afrontar las deudas que la patronal había adquirido con ellos; llegamos a pagarles el 20 o 30% del total de lo que se les debía. Así, casi el total de

1. [▶ Work-in chez Harco Steel].

los proveedores volvieron a confiar en nosotros y reanudamos el flujo de trabajo de la empresa», destacan con orgullo los trabajadores.

En diálogo con *Tiempo Argentino,* Rodríguez de Oliveira no duda en destacar el fuerte apoyo de los integrantes de la conducción del Sindicato de Obreros Curtidores (SOC) que, según sus palabras, «hicieron posibles las gestiones iniciales para la conformación de la cooperativa y, a la vez, mantuvieron la cobertura social a los más de 30 compañeros que nos habíamos quedado sin nada».

En este sentido, la experiencia de los trabajadores autogestionados de la Curtiembre Beccas SA [...], del partido de Avellaneda y muy cercana en su lucha y en los reclamos conjuntos a Curt-Impex, ratifica la política de apoyo integral que el sindicato que nuclea a los trabajadores del cuero toma frente a las empresas sociales del rubro. También en el caso de Beccas, el SOC mantiene hasta hoy la cobertura social y sigue acompañando el reclamo de los operarios de la unidad productiva por su inminente conformación como cooperativa de trabajo.

Rodríguez de Oliveira, por otra parte, se ocupó en señalar el trabajo mancomunado que se ha venido llevando a cabo con el Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social de la Nación y con el Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social para la conformación de la empresa social, a través del otorgamiento de la Matrícula nacional (ya cuentan con la Provincial) que finalmente les permita a los trabajadores encuadrarse bajo la figura legal cooperativista.

«Nosotros buscamos todos los caminos para crecer y no trabajar en la penumbra. Lamentablemente, los tiempos de los papeles no son los nuestros, y la realidad es que necesitamos trabajar», asevera Rodríguez de Oliveira, a la vez que destaca las gestiones del gobierno nacional para permitir que el trabajo en la fábrica volviera a funcionar aun sin estar conformados en cooperativa.

La historia cuenta que el trabajo fabril de Curt-Impex llegó, en su mejor momento, a producir entre 10 mil y 15 mil pieles mensuales de nutria, conejo y zorro. Si bien los niveles de producción están actualmente por debajo de esas cifras, el apoyo de los clientes que respaldaron la conformación de la Cooperativa «sostiene el pago a proveedores y de productos necesarios para el trabajo diario».

Los socios de la empresa social en creación esperan poder crecer en número de trabajadores en el corto plazo, para de esa forma robustecer la producción como cooperativa autogestionada con plena producción y competitividad, pero también para poder ayudar a otros compañeros de la actividad que hoy se encuentran sin trabajo.

«Nosotros no pedimos nada que no nos corresponda. Únicamente queremos volver a nuestros puestos y poder funcionar como Cooperativa de Trabajo con la mayor cantidad de compañeros operando», finaliza Rodríguez de Oliveira.

19 juin 2014

Source

Tiempo Argentino, «La autogestión como camino», 19 juin 2014.

Genèse d'une mobilisation ouvrière inédite

Maxime Quijoux

Depuis la fin des années 1990, l'Argentine connaît une mobilisation sociale singulière : plus de 160 entreprises ont été occupées puis progressivement récupérées par leurs salariés sur l'ensemble du territoire (Lavaca, 2004). Écoles, hôtels, journaux, hôpitaux, textile… tous les secteurs d'activités sont touchés, bien que l'industrie reste la plus concernée. Cette mobilisation intervient à la suite de trente ans de politiques néolibérales : introduites au moment du coup d'État militaire de 1976 afin de «moderniser» l'économie et de lutter contre le péronisme, elles constituent à

partir des années 1990 l'essentiel de l'action politique du double mandat de Carlos Menem.

Au nom de la lutte contre l'inflation, son gouvernement privatise de nombreuses entreprises publiques, libéralise le marché du travail, et arrime le peso au dollar. L'industrie connaît également un recul historique, fragilisée par la spéculation financière et par une monnaie nationale devenue peu compétitive. À la fin des années 1990, bien que l'inflation soit – temporairement – maîtrisée, le bilan économique et social du pays est désastreux : historiquement faibles[1], chômage et sous-emploi cumulés touchent alors un travailleur sur trois ; plus globalement, un Argentin sur deux vit désormais en dessous du seuil de pauvreté[2]. L'arrivée en 1999 du président de centre gauche Fernando de la Ruá n'y changera rien. Au contraire, en maintenant l'ensemble des politiques mises en œuvre par son prédécesseur, il précipitera le pays vers la banqueroute, provoquant les 19 et 20 décembre 2001, des émeutes et une crise politique majeure (les *cacerolazos*[3]).

Cette période de crise économique et sociale coïncide avec l'apparition des premières récupérations d'entreprise : en 1996, dans la banlieue de Buenos Aires, les ouvriers d'une entreprise de construction frigorifique décident d'occuper leur espace de travail afin de protester contre la fermeture de leur usine. Après une longue bataille contre l'État et les patrons, ils obtiennent une expropriation temporaire de l'usine et le statut de coopérative[4]. À la veille de l'an 2000, dans un contexte de crise généralisée, d'autres usines connaissent le même sort, mais le phénomène reste encore très circonscrit. Il connaît une expansion rapide au lendemain des *cacerolazos*. L'effondrement de l'économie nationale et des pouvoirs publics, crée une situation propice aux mobilisations sociales (Merlen, 2009). Les entreprises récupérées étaient une dizaine avant décembre 2001, leur nombre est multiplié par six en quelques mois (Fajn, 2003).

1. Malgré quelques fluctuations, le chômage tourne autour de 5% avant le coup d'État de 1976 (Rapoport, 2007).
2. D'après les chiffres de l'Indec, « l'Insee argentine ».
3. On désigne par ce mot la série de manifestations massives, parfois violentes, qui eurent lieu les 19 et 20 décembre 2001, faisant 28 morts et poussant le président Fernando de la Ruá, qui avait succédé à Carlos Menem, à la démission. Leur cause directe était une décision du gouvernement, devant la crise de la dette qui faisait suite à celle du Mexique en 2004 et à celle du Brésil en 1999, de limiter les retraits de fonds dans les banques et d'interdire les transferts à l'étranger.
4. [▶ Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave].

Aux côtés des mouvements animés par les chômeurs (*piqueteros*), les assemblées de quartiers et les partis d'extrême gauche, ces entreprises sont généralement associées aux luttes ouvrières les plus politisées et les plus radicales. La nature de ce phénomène (occupation et autogestion ouvrière) incline à penser que ces luttes correspondent à des «traditions» de type marxiste, opposant travail et capital. Or, une enquête ethnographique menée de 2003 à 2009 (Quijoux, 2009) vient tempérer cette idée.

L'étude menée au sein de deux entreprises récupérées de la capitale – l'une de textile, l'autre de ballons de baudruche – révèle une genèse de lutte inédite : loin de s'opposer à leur hiérarchie, l'occupation et la récupération de ces usines s'inscrivent au contraire dans la conservation d'une certaine culture au travail clairement établie par leur ancien patron. À partir de ces deux cas, cet article se propose de revenir sur les origines de ces mobilisations au travail et de montrer en quoi leurs mécanismes relèvent davantage de formes de domination culturelle au travail que de luttes traditionnelles contre l'oppression patronale.

Des mobilisations politiques ?

Au lendemain des révoltes des 19 et 20 décembre 2001, dans un contexte d'effervescence politique, certaines occupations d'entreprises deviennent emblématiques. L'une d'entre elles est l'usine des textiles Brukman. Occupant principalement des femmes, cette usine de Buenos Aires devient rapidement un symbole des mobilisations en cours. Débutant seulement vingt-quatre heures avant les *cacerolazos,* la mobilisation fait suite à plusieurs années de baisse continuelle des salaires et des prestations.

Le 18 décembre 2001, leur patron n'a que deux pesos – deux dollars à l'époque – à leur proposer en guise de salaire hebdomadaire. Sur la centaine d'ouvrières présentes, une petite vingtaine proteste et réclame une meilleure paye. Surpris et acculé, le patron fait mine d'aller chercher l'argent mais ne reviendra jamais. Commence alors une lutte «inconsciente» pour ce petit groupe d'ouvrières : elles attendent le patron plus qu'elles n'occupent l'usine. En dépit de la baisse substantielle de leurs salaires, elles continuent à vouer une confiance absolue à celui «qui leur a tant apporté» par le passé. Ces couturières se distinguent donc déjà fortement de l'image d'ouvrière combative et politisée, souvent associée à l'occupation et à l'autogestion.

La suite de leur lutte va cependant changer cela. Au bout d'un mois d'attente du patron, un petit groupe de militants trotskistes[1] leur rend visite. Ils trouvent des ouvrières souvent apeurées par la répression des *cacerolazos* observées depuis les fenêtres de l'usine, craignant une intervention similaire. Ils réussissent à les rassurer mais surtout à les convaincre que le patron ne reviendra pas. Face à ce qu'elles considèrent comme une profonde trahison, elles se laissent aussi persuader de vendre le stock et de relancer la production sous « contrôle ouvrier[2] ». Ces militants ne leur apportent pas seulement un soutien logistique extérieur. Ils suscitent une politisation rapide et radicale de leur mobilisation. En l'absence de toute expérience et compétence politiques, les ouvrières de Brukman reprennent à leur compte, sur fond d'illégitimité patronale, un répertoire d'actions collectives et de revendications très tranché : elles refusent le statut de coopérative pour exiger la « nationalisation de l'usine sous contrôle ouvrier[3] ». Elles organisent l'occupation par roulement, jour et nuit, des manifestations, des coupures de route et des occupations d'administration. En parallèle, elles relancent la production et se familiarisent avec les décisions collectives et horizontales. À deux reprises, elles mettent en échec des tentatives d'expulsion, ce qui accroît leur notoriété : Brukman devient un lieu de rassemblement de l'ensemble des mouvements sociaux d'alors. Elles incarnent ce qui a été condamné par les *cacerolazos*, notamment le cynisme de la classe patronale[4].

Néanmoins, leur action et leur image d'ouvrières combatives montrent progressivement des limites : la lutte s'enlise et elles sont expulsées de l'usine en avril 2003. Ce qui révèle de profondes disparités : l'apport politique des militants est très inégalement adopté par le groupe, ce

1. Les trotskistes en question sont des membres du PTS, Parti des travailleurs pour le socialisme. Il s'agit d'un groupuscule composé essentiellement d'étudiants de l'université de Buenos Aires et de quelques ouvriers, dont certains provenant d'usines récupérées. Soutenant une ligne plutôt orthodoxe, ils tentent néanmoins de diversifier leurs méthodes de propagande, insistant sur la nécessité de rendre leur parti visible dans les mobilisations et dans les médias. À cette fin, ils ont même créé leur télévision sur internet, TV PTS. Très présents pendant les mobilisations ayant suivi les *cacerolazos,* ils obtiennent aujourd'hui moins de 1 % des votes aux différentes élections.

2. Non sans réticences de la part d'une grande partie du groupe qui voulait absolument terminer la commande en cours.

3. Ce modèle n'existe pas en Argentine. Les partis d'extrême gauche ont tenté d'imposer ces nationalisations pour certaines usines, bien qu'il n'y ait pas de cadre législatif pour cela. Ces demandes étaient donc irrecevables pour la loi argentine.

4. [▶ Genre et autogestion à la Brukman].

qui conduit dès le début à une profonde division entre travail militant et travail à la production. L'adhésion à la mobilisation est très partielle et les revendications sont généralement incomprises par les ouvrières. En dehors d'une poignée de leaders converties au «contrôle ouvrier», les autres «sont habituées à être derrière leur machine, à ce qu'on leur apporte le travail et c'est tout[1]».

L'expulsion met surtout en lumière le décalage entre les propriétés sociales de ces «actrices» – leur *habitus* – et leur mobilisation, construite par des militants extérieurs, sur fond de contestation sociale. Ces ouvrières ne manquent pas seulement de compétences politiques, elles ont longtemps aussi entretenu un rapport particulier à l'usine et au patron, qui s'est révélé contradictoire avec certaines méthodes et revendications mises en avant au cours de la mobilisation[2].

Culture productiviste et conduite zélée

Fin décembre 2003, après avoir campé pendant des mois à ses abords, les ouvrières réintègrent triomphalement l'usine. Elles ont finalement accepté le statut de coopérative, ce qui a permis le règlement institutionnel du conflit. Mais les derniers mois ont laissé des traces : elles ont écarté leurs soutiens trotskistes pour se rapprocher d'un avocat péroniste, classé plutôt à droite[3]. Elles ont été sensibles à son discours modéré, centré sur l'indépendance politique, le respect de la légalité, de la production et de l'emploi.

Au cours d'un entretien réalisé en 2004, une ouvrière rejetait ainsi avec véhémence l'appartenance politique – de circonstance – à l'extrême gauche : «Parmi nous, personne n'est d'extrême gauche. C'est pour a que je te dis que ne je trouvais pas a bien [les modes de lutte][4]». Tout comme elle, nombreuses sont celles qui aujourd'hui regrettent le contenu de cette lutte. Elles sont convaincues qu'un règlement pacifique aurait été plus rapide et moins douloureux. Ce sentiment s'explique à la fois par l'âpreté de la mobilisation et par le profil des ouvrières

1. D'après Lea (prénom anonymisé), jeune ouvrière de Brukman. Entretien réalisé en mars 2004.
2. [▶ Femmes de la Brukman (Les)].
3. L'avocat en question se nomme Luis Caro. Il est également président du Mouvement national des fabriques récupérées par les travailleurs (MNFRT). Avocat polémique pour des fréquentations politiques sulfureuses, notamment avec d'anciens putschistes, il revendique plus de 80 entreprises récupérées dans son mouvement. Pour plus d'informations, voir Quijoux (2009).
4. Entretien réalisé en mars 2004.

elles-mêmes. Leurs conduites, pratiques et discours, associés à une histoire de leur sociabilité au travail, révèlent en effet des dispositions sociologiques originales au regard de la mobilisation et de l'autogestion. Jusqu'à la «récupération», elles n'avaient jamais considéré leur patron comme un ennemi.

Dans leur trajectoire sociale, il représentait au contraire le garant de nouvelles conditions d'existence, sûres et durables. Immigrées, femmes au foyer ou travailleuses à domicile, elles avaient connu des conditions de travail et d'emploi souvent précaires. Leur arrivée chez Brukman s'apparentait davantage à une ascension sociale dans laquelle le patron jouait un rôle essentiel. En échange d'une productivité élevée et d'une discipline de fer, il assurait la stabilité de l'emploi et de «confortables» revenus tirés d'un salaire à la pièce et de nombreuses heures supplémentaires. Autrement dit, en contrepartie d'une *conduite zélée,* le patron leur offrait les conditions d'une assise sociale et matérielle jusque-là inconnue. À une époque où les salaires réels dégringolaient et où le chômage masculin s'affirmait, il leur réservait «un traitement de faveur», notamment en leur «gardant» heures supplémentaires et primes, alors très disputées. Elles constituaient de substantielles mannes financières et revêtaient surtout un caractère symbolique crucial, consacrant des hiérarchies où ces ouvrières étaient distinguées. Autrefois subalternes et précarisées, elles connaissaient désormais, *grâce au patron,* un statut social valorisé.

Ce rapport social est peut-être encore plus affirmé au sein de l'autre usine étudiée ici. Global, une PME de ballons de baudruche située dans un quartier périphérique de Buenos Aires, est une entreprise datant des années 1940. Elle fut créée à l'initiative de deux industriels polonais, par ailleurs frère et sœur.

Dès le départ, ils pratiquent une «politique maison» singulière. Les relations hiérarchiques ne sont pas seulement franches, voire amicales, comme dans de nombreuses PME. Ce sont des relations de type paternaliste, consciencieusement instaurées pour stabiliser une main-d'œuvre volatile.

À l'instar de l'usine Brukman, le personnel de l'usine est en effet quasi totalement d'origine «immigrée»: de l'«intérieur du pays» (Corrientes, Chaco, Formosa) ou des pays limitrophes (Paraguay, Pérou, Bolivie). Dans les deux cas, elle est issue d'un milieu rural socialement défavorisé. Arrivés jeunes dans la capitale et soumis aux travaux les plus pénibles et les plus précaires (emplois domestiques, du nettoyage ou du secteur du BTP), leur embauche à Global constitue une opportunité pour sécuriser des trajectoires fragiles par la stabilité de l'emploi et des revenus. Mais

elle signifie plus : par la nature des relations professionnelles, l'entreprise crée les conditions d'une existence sociale valorisée, en exigeant certes un investissement productif intense. Les conduites les plus zélées sont récompensées par des « avantages maisons », des prêts ou des services, souvent accompagnés de félicitations informelles. « Je me souviens que le patron disait qu'il aimait voir ses ouvriers heureux », me racontait une salariée en 2006[1]. Pour ces salariés dont certains resteront toute leur vie dans l'entreprise, le sentiment d'appartenance et de reconnaissance est grand, notamment à l'égard de leurs patrons. Ceux-ci sont non seulement à l'origine de conditions matérielles convenables, de l'accès durable à un niveau de vie supérieur. Ils constituent également de puissantes sources d'identification et de catégorisation, à travers l'incorporation d'une culture d'entreprise spécifique.

Économie morale et chute d'un monde social

La mobilisation à Global intervient plus tardivement que chez Brukman. Elle aboutit fin 2005 à la création d'une coopérative ouvrière[2]. Bien que les deux usines se distinguent par leur histoire, leur composition ou leur « récupération », elles ont en commun le profil dominant de leurs salariés. À leurs yeux, le patron incarne une autorité à la fois juste et protectrice. En échange d'une conduite disciplinée et productive, ils en reçoivent des rétributions, matérielles et symboliques, qui confirment une certaine suprématie ouvrière. Dans le cas de Global, le patron a même la figure d'un « père », tant pour la sécurisation des parcours de vie que pour la nature des relations professionnelles. Les ouvriers de Brukman et Global s'inscrivent donc dans des rapports sociaux de travail qui se caractérisent par l'incorporation d'une culture patronale, à laquelle on accorde confiance et légitimité.

Or, à partir des années 1990, cette culture patronale connaît une série de grands chambardements. L'économie argentine se convertit au néolibéralisme. Le travail se libère de ses « contraintes ». Le patronat argentin ne tarde pas à adopter les nouveaux paradigmes de la mondialisation. L'heure est aux profits et aux gains de productivité, au détriment de l'emploi et du travail. Mais une crise grave (effet tequila[3]) apparaît rapidement. Loin de freiner la libéralisation financière, elle devient prétexte

1. Entretien réalisé avec Gloria, en octobre 2006.
2. Pour plus d'informations sur la lutte à Global, voir Quijoux (2009).
3. On désigne en général par « effet tequila » les conséquences de la crise mexicaine, déclenchée en décembre 1994 par la soudaine dévaluation du peso mexicain, sur d'autres pays et notamment l'Argentine.

à démanteler l'économie nationale. Les réformes se multiplient, ainsi que le non-respect de la législation du travail (non-paiement des charges, des salaires, etc.). Dans un tel contexte, les patrons des usines Brukman et Global ne restent insensibles ni au modèle néolibéral, ni aux mesures prises par l'administration Menem (exonération de charges patronales, développement des contrats partiels et sans indemnités de licenciements, etc.) (Rapoport, 2007).

Cela commence dès le début des années 1990 pour Brukman, plus tardivement pour Global. À Brukman, de nombreuses ouvrières sont officiellement licenciées mais continuent à travailler au noir. Entre conversion idéologique et crise économique, il est de moins en moins question d'inculquer le travail et la discipline, l'intérêt se portant désormais sur les objectifs à atteindre et les gains de productivité : licenciements, baisse des salaires, suppression des heures supplémentaires, augmentation des cadences, enfin travail « au noir ». On pourrait croire que les fondements de l'ancienne culture patronale sont menacés. En réalité, elle reste relativement épargnée : en dépit de ces nouvelles politiques, les patrons gardent la même « façade » (Goffman, 1973), la même conduite proche et amicale. Autrement dit, ils entretiennent l'illusion des relations professionnelles d'antan pour mieux exploiter le sentiment d'appartenance à l'entreprise de ces ouvriers. Solidaires d'un patron qui leur a « depuis toujours » « tant » apporté, ils se soumettent par fidélité aux sacrifices qu'imposent officiellement, non pas les patrons, mais les difficultés extérieures à l'usine. Car en définitive, ils veulent échapper au pire pour des salariés qui se considèrent comme les meilleurs : le chômage. Leur loyauté presque inconditionnelle *doit* les en préserver.

Quand ces salariés prennent conscience de l'abandon (Brukman) ou de la fermeture (Global) de l'usine par leurs patrons, la mobilisation relève donc davantage de l'économie morale (Thompson, 1988) que de raisons proprement politiques. Ils réalisent le « cynisme » (Goffman, 1973) dont ils ont été victimes, par une personne pourtant à l'origine de leur ascension économique et sociale. En abandonnant « ses » meilleurs ouvriers, le patron leur vole non seulement des années de sacrifices, mais il ne respecte plus les termes d'un contrat moral qu'il avait lui-même imposé : récompenser une conduite ouvrière faite de discipline et de productivité, par l'assurance d'une rétribution matérielle et symbolique. Autrement dit, l'assurance de leur valeur sociale.

L'originalité du décalage souligné ici entre les acteurs – « ouvriers zélés » – et la mobilisation – récupération d'usine – ne signifie pas qu'il s'agit de luttes isolées ou de type « exotique ». Au contraire, de nombreuses recherches sur le phénomène incitent à penser que ce

décalage est récurrent (Balladares, 2007 ; Alvarez, 2006 ; Rebón, 2004). On peut alors se poser la question de son incidence sur l'autogestion, et plus généralement sur la viabilité de ces usines. Premier constat : plus de dix ans après les premières récupérations, presque aucune de ces 170 entreprises n'a mis la clef sous la porte. Certaines ont bien au contraire connu un regain d'activité remarquable. Mais elles ne doivent pas occulter les contraintes qui pèsent sur ces coopératives. Ainsi, à Brukman comme à la Nueva Esperanza (ex-Global), les conditions de travail et de rémunérations se sont considérablement dégradées. La vétusté des installations, le manque de personnel qualifié et la concurrence fragilisent ces entreprises, parfois au bord de l'implosion. Outre ces difficultés structurelles, on peut noter que les anciens ouvriers modèles peinent à travailler ensemble, à « coopérer ». Aguerris à la productivité et aux salaires à la pièce, ils vivent parfois mal le passage à l'autogestion. Dépendant des aides des autorités locales et fédérales, et profitant d'une économie nationale relativement florissante, ces entreprises « s'en sortent » aujourd'hui. Mais tout changement de conjoncture politique ou économique les mettrait en péril.

2010

Source

Savoir agir, n° 13, 2010.

Pour en savoir plus

Balladares, C. (2007), *Entre la « fabrica bajo patrón » y la « cooperativa de trabajadores ». Apuntes sobre una empresa recuperada argentina,* Buenos Aires, Mimeo.

Fajn, G. (dir.) (2003), *Fábricas y empresas recuperadas, protesta social, autogestión y rupturas en la subjectividad,* Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación.

Fernandez Alvarez, M. I. (2006), *De la supervivencia a la dignidad. Una etnografía de los procesos de « recuperación » de fabricas en la cuidad de Buenos Aires,* thèse d'anthropologie, Universidad de Buenos Aires, École des Hautes études en sciences sociales

Goffman, Erving (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne,* Paris, Minuit.

Lavaca (collectif) (2004), *Sin patrón,* Buenos Aires, Lavaca.

Merklen, Denis (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques,* Paris, La Dispute.

Quijoux, Maxime (2009), *Autogestions et appropriations populaires par les classes populaires en Argentine,* thèse de doctorat en sociologie, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3.

Rapoport, M. (2007), *Historia económica, social y política de Argentina,* Buenos Aires, Emece.

Rebón, J. (2004), *Desobedeciendo al desempleo, la experiencia de empresas recuperadas,* Buenos Aires, Picaso/La Rosa Blindada.

Thompson, Edward P. (1988), *La formation de la classe ouvrière anglaise,* Paris, Le Seuil.

Jugos Suin : Désormais, les jus de fruits ont le goût des travailleurs

Gabriel Martín

Llegaron a tener 360 empleados. Pero quedaron 22, en la quiebra, y conformaron una cooperativa para reactivar una fábrica de jugos que había sido vaciada. Sin dinero para operar, se financiaron vendiendo cartones y hoy producen 1,8 milliones de botellas de jugos por mes.

La pulcritud de la planta de Lanús Oeste es absoluta y estricta. El único sonido que musicaliza la jornada laboral es el de la máquina que acomoda las botellas plásticas que, en una fila sin fin, son rellenadas con jugos a ritmo constante. Cuando comenzó a operar en 1985, Jugos Suin tuvo un crecimiento astronómico en apenas una década. Atravesó el estallido de fines de los '80 con pocos años en el mercado y mantuvo su crecimiento, alcanzando su techo en 1995.

Llegó a tener tres plantas distribuidas en Dock Sud, Barracas y Lanús con 365 trabajadores. Al auge del primer decenio, le llegaría la debacle que terminaría en la quiebra, en los diez años siguientes.

La empresa, propiedad de Claudio Roberto Balducci y José Walter Shore, se convertiría en Citrus Argentina SA, presuntamente integrada por otros tres miembros. Promediando la década menemista, las ventas comenzaron a bajar y financiar la operatividad era una misión cada vez más complicada, y la patronal comenzó a pegar por donde siempre : los trabajadores.

Para 1999, ya habían vendido las plantas de Dock Sud y Barracas, trasladando a todos los trabajadores a las instalaciones de Lanús. Y allí comenzaron despidos al por mayor, de a veinte y cincuenta laburantes y en un momento los dueños emitieron al mismo tiempo la friolera de 170 telegramas de despidos, lanzando a la calle de un país, con un modelo acabado, a familias que tardarían, en la mayoría de los casos, mucho tiempo en encontrar otro sustento[1].

Sólo quedaron 67 compañeros. A fines de 2001, apenas eran 37. Juan Aguirre tiene 52 años y comenzó a trabajar en Suin en 1990 como operario general, y cinco años más tarde fue elegido como delegado gremial por sus compañeros. En diálogo con *Tiempo Argentino,* Aguirre relata que para 2001 «la patronal comienza a alejarse de la dirección

1. [▶ Collectif pour le redémarrage de Lustucru].

personal de la fábrica y la gestión queda a cargo de una jefa de personal, otra de compras y el jefe de producción» y agrega que luego realizaron otra maniobra: «Dijeron que le habían vendido la planta a una persona, José Antonio Cantero, que vino y comenzó a vaciar a la empresa, vino con los zapatos destrozados y se fue en un Mercedes Benz.»

En ese momento la empresa perdió los cinco autoelevadores, los tornos y las máquinas de llenar las gaseosas y hasta las computadoras. En un mes, había liquidado el stock. En la fábrica ni sabían quién era. El atraso salarial ya llevaba ocho meses.

Y finalmente se llegó a un límite. El presunto dueño nuevo también quiso vender la máquina productora del jugo, lo que significaba directamente el fin de la fábrica. «Le dijimos que no, y con esa máquina es que hoy producimos en la cooperativa», cuenta Juan. Con los sueldos atrasados, a comienzos de 2002 los empleados de Suin decidieron tomar la fábrica por única vez: «En dos horas apareció la plata», cuenta Juan.

De entre las cenizas y cartones. En agosto de 2005, Jugos Suin llegó a la quiebra. Hacía tiempo que los trabajadores no tenían ingresos y cuentan que la mayoría vivía de prestado para poder alimentar a sus familias, endeudándose. Apenas quedaban 22. Meses antes, Cantero quería retirar la máquina rellenadora de envases, afirmando que compraría una nueva. «No le creímos y se fue diciendo que la traería para que viéramos que no mentía. Se fue y no lo volvimos a ver nunca más», cuenta Aguirre.

Al mes siguiente llegaron a la puerta de la fábrica los síndicos con la orden de desalojo y pudieron negociar que quedaran tres laburantes en el interior, custodiando las máquinas y cobrando un salario, pero esto duró apenas un mes más, hasta septiembre, cuando se produce el desalojo definitivo.

«Uno de los trabajadores que vive a la vuelta de la planta se dio cuenta de que habían dejado la puerta abierta, por lo que si querían se llevaban las máquinas y no quedaba nada, pero ahí nos movilizamos y

fuimos a la comisaría a hacer la denuncia, como les ganamos de mano a los síndicos, nos pusieron en guarda judicial», cuenta Aguirre. Así es que los laburantes, en una fábrica arrasada, sin fondos, sin luz ni agua siquiera, comienzan a avanzar hacia el único plan viable para preservar la fuente de trabajo. «No conocíamos nada de la realidad de las empresas recuperadas en aquel entonces», rememora Aguirre : «Empezamos a recibir ayuda de otros compañeros de autogestionadas, aprendimos de sus experiencias, yo apenas tenía una vaga idea de cooperativismo con un compañero. Fuimos al sindicato pero nos dejaron solos y finalmente nos pusimos en contacto con un abogado del municipio que nos dio una mano y nos conectó con un colega de él para conformar la cooperativa.»

De ese modo, se oficializó el 25 de diciembre de 2005 la Cooperativa Citrus Argentina. En la mayoría de los casos de cooperativas surgidas de una empresa fallida, se encuentra la carencia de personal administrativo que, cómo es natural, accede primero a la información de la situación real de la fábrica y decide marcharse antes del final, es la comercialización : «Fue de lo más difícil para nosotros, no teníamos idea de cómo hacerlo, pero algunos compañeros comenzaron a salir a la calle y hacerse cargo de la venta, y fuimos adquiriendo experiencia y así empezamos a crecer», explica Aguirre.

Los nuevos socios afrontaron las deudas heredadas por falta de pago de numerosos créditos y revirtieron de ese modo la pésima imagen que se había generado entre los clientes de la antigua firma. Las deudas, cuentan los trabajadores, llegaron a casi 30 millones de dólares, de los cuales un millón y medio correspondía a salarios, aportes patronales, beneficios e indemnizaciones por despidos jamás liquidadas.

Los clientes fueron una tarea difícil. Muchos habían pagado por adelantado mercadería que nunca les fue entregada y los trabajadores tuvieron que desarrollar intensas reuniones para revertir la situación.

Como capital inicial contaban con cero pesos. Lograron rehabilitar los servicios esenciales, agua y luz, con dinero que les prestaron los trabajadores del Astilleros Unidos de Dock Sud[1].

Pero había que producir y no había con qué. «Empezamos vendiendo cartones y otras cosas que encontramos en la planta y nos hicimos de los primeros fondos para empezar a producir», recuerda Juan Aguirre, que ahora es presidente de la cooperativa Citrus.

Casi una década después de poner en marcha la autogestión de la fábrica, los trabajadores de Citrus envasan 300 mil packs de seis botellas por mes (1,8 millones de envases), produciendo 30 mil litros de jugos

1. [▶ Une coopérative bio à Brooklyn].

concentrados de naranja, ananá, pomelo, manzana, mandarina, durazno, frutilla, pera y multifruta, distribuidos en una importante cartera de clientes, en la que se encuentran La Anónima, Diarco, HiperMay y con presencia en las provincias de Buenos Aires, Formosa, Chaco, Salta, Misiones, Corrientes y en toda la Patagonia.

Este año se sumaron al mercado de aguas saborizadas. De los 22 socios fundadores de la cooperativa, hoy la planta cuenta con 53 trabajadores gracias también al apoyo del Estado Nacional que con subsidios del Ministerio de Trabajo primero, y Desarrollo Social después, les permitió comprar nuevas máquinas y materias primas, fabricar sus propios envases y sumar personal. «Estamos muy orgullosos de ser dueños de nuestro trabajo. No pensamos esto únicamente para nosotros sino también en nuestros hijos y nietos, queremos que quede para ellos», afirma Aguirre.

30 octobre 2014

Source

«Jugos Suin ahora vienen con el sabor de la trabajadores», Cooperativa de Trabajo Citrus Argentina, http://tiempo.infonews.com/nota/136477/los-jugos-suin-ahora-vienen-con-el-sabor-de-los-trabajadores.

Multiples facettes des coopératives (Les)

Frank Mintz

En Argentine, le terme «coopérative» recouvre les cas des entreprises récupérées ou aussi celui de regroupement de chômeurs se lançant dans une activité d'intérêt public reconnue sur le plan municipal, et tout aussi bien une production quelconque, indépendamment du sens habituel en Europe (des coopératives bancaires aux Scops).

Je vais envisager différents cas en soulignant que l'Argentine n'est pas dans le premier monde et navigue dans tous les domaines socio-économiques selon une boussole particulière. C'est le même instrument que dans le premier monde, mais si le facteur «corruption» y est présent pour 10% des nominations, dossiers, etc. (en fait 90% pour les postes et les cas les plus importants) [...]. Dernier aspect typique, une CGT à la botte des gouvernants, maffieuse et adoptant depuis environ deux mois une critique gauchiste de la présidence de la République (qui veut éliminer son leader trop envahissant) et la Centrale des travailleurs

argentins, créée (CTA) en 1995 sur des bases non corrompues et non néolibérales, très endommagée et divisée en deux depuis 2010.

Les coopératives d'entreprises et de fabriques (dans le sens d'usines) récupérées

Pour exister légalement, chaque coopérative doit avoir un statut juridique. En l'occurrence, on peut déduire qu'un statut stable signifie une conduite néolibéralement acceptable, et pas encore de stabilité légale, équivaut par conséquent à une dangerosité que le néolibéralisme argentin cherche à domestiquer.

Les derniers chiffres officiels indiquent environ 200 entreprises regroupant quelques 10 000 employés, même en comptant trois ou quatre personnes par famille, on n'arrive qu'à 40 000 personnes directement concernées. C'est une goutte d'eau par rapport aux deux millions de chômeurs impliqués dans des coopératives.

Néanmoins, c'est une expérience très porteuse de conscience prolétaire et incontestablement formatrice. Au départ, même s'il a existé des précédents dans les années 1990, c'est la crise de 2001, puis le tsunami des 19 et 20 décembre 2001 qui entraîna la fuite de nombreux patrons incapables de verser les salaires (les plus «sérieux» emportant une partie ou la totalité des machines). La réponse improvisée des salariés, en de multiples occasions, a été l'occupation, soit pour vendre à leur profit le reste des machines, soit pour produire un peu et empocher quelque chose, avant un règlement juridique de la situation. Aucune consigne, ni syndicales ni politiques, ne fut proposées, de même que pour le fameux «qu'ils s'en aillent tous» («*que se vayan todos*», équivalent de «qu'ils se tirent tous») à l'adresse de tous les partis sans exception.

Autre élément dont il faut tenir compte, c'est que les ouvriers sont endettés, appauvris, qu'ils ne peuvent faire aucun investissement, parce qu'ils n'ont pas de quoi manger. [...] Enfin, il faut savoir que ce sont des entreprises vidées de matières premières [...] avec des machines pas en bon état, parce qu'elles ne sont pas entretenues, et [cependant] ces entreprises produisent.

En 2010-2012, quelques cas apparaissent encore, qui se heurtent davantage aux problèmes de retard de salaires et aux difficultés juridiques.

La vrai distinction à effectuer est entre les «entreprises îles chasse gardées» et les «entreprises îles ouvertes». Sur les 200 entreprises récupérées, les «îles ouvertes» sont, en gros, FaSinPat (Fábrica sin patrón), ex-Zanón, grosse production de céramique en Patagonie, à Neuquén; le grand hôtel Bauen Buenos Aires Una Empresa Nacional; l'imprimerie Chilavert à Buenos Aires et une douzaine d'autres. Le reste

est composé d'îles chasses gardées, dont on ignore presque l'existence sur place (Unión Papelera Platense à La Plata).

Un exemple lumineux est celui de l'entreprise Brukman (entreprise textile d'une centaine d'employés), fer de lance de par la forte solidarité apportée par des groupes trotskistes argentins, donc dans tous les pays où ils existent, entre 2001 et 2003. On en a une étude extérieure et intérieure entre 2004 et 2006 de Maxime Quijoux, *Néolibéralisme et autogestion : L'expérience argentine* (2011). Le climat actuel est résumé par une leader, Celia Martínez, proche du trotskisme au point d'apparaître comme candidate à des élections législative de Buenos Aires, puis péroniste (à partir d'une légalisation possible comme coopérative par le biais d'un dirigeant ouvriériste péroniste). Vers 2007, elle expliquait :

> Tant que nous étions dans le conflit les gens ont été très solidaires avec nous et nous aussi nous avons été très solidaires. Mais maintenant nous n'allons même plus aux marches [de protestation]. Je ne sais pas, peut-être que le fait d'être dans le Mouvement [national des entreprises récupérées], nous a rendu plus égoïstes. C'est le même personnel et la même production, mais sans ouverture et sans solidarité sur le quartier, les cantines populaires, les centaines de cas de lutte et d'injustice sociale qui secouent le pays tous les mois.

À l'opposé, on a FaSinPat. Tout en étant une coopérative légalisée, puis en statut incertain du fait d'une plainte du propriétaire légal italo-argentin auprès de l'Union européenne, FaSinPat continue à irradier la solidarité, à diminuer les accidents du travail, à créer des emplois en privilégiant les handicapés et les peuples originaires mapuches. Une hérésie pour les classes moyennes argentines (qui se prétendent d'origine européenne et vivent au gré de deux critères : celui des gagnants et des perdants et une quantité non négligeable de dollars sur le compte en banque).

Il faut ajouter que la situation est complexe car les entreprises récupérées «îles ouvertes» et «entreprises îles chasse gardées» ont des aspects

identiques dans le quotidien. Sur le plan financier, l'accès à des aides et à la distribution est freiné par leur statut. Sur le plan interne du fonctionnement autogestionnaire, le salaire unique et une certaine différenciation de rétribution selon les tâches sont en application et en discussion dans chaque cas. Il en va de même pour le rôle des assemblées et de la direction et de leurs rapports réciproques. Il n'existe pas de schéma unique.

Les coopératives de chômeurs en quête d'un travail digne et authentiques

La population concernée est celle des *piqueteros* (chômeurs luttant pour ses droits à un travail réel et digne). Dans de nombreux cas, la troisième génération de chômeurs d'une même famille est en âge de travailler. Je laisse de côté le travail infantile (dans l'agriculture intensive, s'occuper des poules, servir d'indicateurs de limites des champs de soja à fumiger) et la mortalité due aux produits chimiques, sans oublier la prostitution des très jeunes mineurs, doublée d'un trafic d'enfants boliviens.

Les principales statistiques étant faussées par la présidence de la République depuis 2007, les *piqueteros* et leur famille représentent environ 2 millions de personnes, dont les revenus atteignent moins de la moitié du salaire minimum de 2011. Ce salaire est complètement déphasé, vu l'inflation, et des hausses de 30 % accordées en 2012 aux salariés des grandes entreprises.

C'est la pénurie, plus que la disette, le besoin de survie qui expliquent chez les *piqueteros,* l'apparition d'une multitude de micro emprendimientos, minis coopératives qui visent une «clientèle» avant tout du même milieu social, éventuellement quelques militants et leur famille la classe moyenne. On trouve donc des demi-douzaines de personnes dans un verger communautaire, une boulangerie, un atelier (et école) de couture, une forge fabriquant des outils, des recycleurs de plastic faisant des balais, etc. Il faut ajouter des groupes ayant des activités dans la voirie, les tout-à-l'égout, etc., rétribués par les municipalités pour 4 heures de travail par jour (sans droit à une couverture sociale ou à aucune ancienneté).

L'important se situe sur trois plans, par ordre d'importance. Retrouver ou découvrir le travail utile, de qualité, gratifiant et reconnu par les autres, d'où le respect de la ponctualité et de l'assiduité pour les nouveaux salariés. Renforcer des rapports humains sans le jésuitisme hiérarchique et créer des jalons d'une vie sociale en dehors du capitalisme, pour un autre futur. Et cela non seulement en paroles, mais au sein des organisations de *piqueteros* et au sein de leurs minis coopératives.

Cela applique, comme dans les assemblées hebdomadaires de quartiers sur la distribution de la nourriture reçue ou à recevoir ou à exiger, de pratiquer l'autogestion à la base avec ses singularités. La rotation des tâches est en fait inapplicable dans une boulangerie de Lanús (banlieue de Buenos Aires) où il n'y a qu'une personne qui connaît le métier et qui aime et n'est pas gênée par le fait de travailler entre 1 heure et 5 heures du matin. Il faut tenir compte aussi de nombreuses manifestations de solidarité, générale ou locale, et des remplacements prévoir et à improviser.

J'ajouterai un dernier domaine les «baccalauréats populaires» proposés aux jeunes adultes ayant abandonné leurs études. Si l'Argentine avait un taux de scolarisation et de diminution de l'analphabétisme supérieur à ceux de l'Espagne et de l'Italie dans les années 1965-1975, tout a changé avec la dictature militaire (1976-1983) et l'introduction du néolibéralisme et des privatisations à la mitrailleuse. Brillamment continuées et approfondies par les gouvernements démocratiques de 1983 à 2012. Et une intéressante conséquence culturelle est apparue : la remontée de l'analphabétisme et de l'illettrisme. Une grosse partie des enfants des collèges voulant aller aux lycées ont quitté le système scolaire vu le prix des transports que les familles ne pouvaient plus assurer, avec les hausses du coût de la vie à partir de décembre 2001. Un slogan caractéristique du gouvernement de la ville de Buenos Aires en mars 2004 (l'année scolaire va de mars à début décembre) «Pour cette année, uniquement 50 % de désertion scolaire».

Les baccalauréats populaires sont offerts par des équipes venant des organisations de *piqueteros*. Ce sont soit des profs qui font des heures en plus, soit des étudiants qui ont au moins 50 % de leurs diplômes (règle du ministère de l'éducation quand il embauche des auxiliaires). Le gros problème est que la pédagogie est un mélange dans la foulée des programmes officiels et de la pédagogie de Paulo Freire[1] (fondée sur les besoins des apprenants et de réflexions sur leurs habitudes de vie). Parfois, on a aussi des parents qui suivent le baccalauréat populaire pour acquérir des connaissances. On retrouve les problèmes d'assiduité, de nécessité de s'intégrer à un groupe et aux enseignants, car au moins pour ce que je connais à La Plata, dans plusieurs matières, il y a deux enseignants (selon leurs possibilités professionnelles hebdomadaires). C'est très enrichissant pour les apprenants et les enseignants. Mais complètement instable car quasi impossible à gérer pour les 24 ministres de l'éducation du pays et le ministre national de l'éducation.

1. [▶ Éducation émancipatrice (L')].

Ils proposent le cadre de l'enseignement privé, donc le contrôle des programmes et des enseignants et des impôts éventuels à régler. Le raisonnement qu'opposent les enseignants des baccalauréats populaires est qu'ils remplissent le rôle que l'État se refuse à jouer : la récupération d'une grande partie de la jeunesse condamnée à la marginalisation culturelle, d'où la revendication de salaires, de locaux à la charge de l'État et de la reconnaissance de programmes spécifiques.

La situation est beaucoup plus facile pour certaines entreprises récupérées qui offrent l'équivalent d'un baccalauréat professionnel dans leur domaine (imprimerie pour Chilavert[1]). Cet exemple n'est pas encore suivi par d'autres entreprises récupérées.

On le voit, l'Argentine des *piqueteros* offre un panorama complexe et riche, sans cesse tiraillé par des pots-de-vin des gouvernants en place, qui ne vivent que du clientélisme, à l'opposé des *piqueteros* qui se fondent sur des rapports horizontalistes.

août 2012

Pour en savoir plus

Quijoux, Maxime (2011), *Néolibéralisme et autogestion : L'expérience argentine,* Paris, IEHAL.

Source

Émancipation, septembre 2012.

Occuper, résister, produire

Andrés Ruggeri

Pourrais-tu nous présenter l'ampleur du phénomène de récupérations des entreprises par les travailleurs en Argentine, son origine et son évolution ?

Dans notre travail, nous avons défini l'entreprise récupérée comme le processus dans lequel une entreprise capitaliste, structurée de forme traditionnelle, généralement abandonnée ou fermée par ses propriétaires, se transforme en entreprise collective sous des formes autogestionnaires. Les raisons qui génèrent ce processus peuvent être diverses. Mais généralement, c'est l'abandon par le patron, parfois motivé par la crise économique ou qui s'inscrit dans une stratégie de recherche

1. [▶ Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché].

d'accumulation de capital. Elle consiste à abandonner une entreprise qui ne lui permet pas de réaliser des profits substantiels et qui le conduise à privilégier l'investissement financier. Dans d'autres, il s'agit de procéder à une transformation technologique permettant la réduction de personnel, les employeurs préfèrent se séparer des travailleurs sans payer les indemnités par le moyen d'une faillite frauduleuse.

Toutes ces situations sont généralement des conséquences de la politique économique néolibérale, bien qu'elles soient courantes dans le capitalisme en tant que système. Cette situation est très différente de celles que les travailleurs ont l'habitude d'affronter dans l'organisation et l'expérience syndicale, dans laquelle ils luttent contre le capitaliste pour les salaires et les conditions de travail, alors que le capitaliste n'essaie pas nécessairement d'accroître sa plus-value sinon qu'il se désintéresse de la relation salariale. Face à cela, les travailleurs développent une stratégie d'occupation des établissements dans la perspective de constituer des coopératives ou par le moyen d'autres formes d'organisation autogérée[1].

Le slogan «Occuper, résister, produire» que le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) emprunté au mouvement des sans-terres brésilien, synthétise les étapes les plus fréquentes du processus, bien qu'elles ne soient pas nécessairement chronologiques. La «prise[2]» ou l'occupation a comme première finalité de protéger les installations et les machines du démantèlement qui empêcherait la poursuite de la production et elle se fait généralement sous l'argument légal de conserver leurs postes de travail. Si la législation est très peu favorable, l'expérience a fourni des outils de défense légale aux travailleurs, qui essaient de profiter des zones grises de la loi, conçue pour la défense de la propriété privée plutôt que celle du droit au travail, pour pouvoir affronter et arrêter la fermeture de l'usine ou l'évacuation. La résistance est la phase qui suit l'occupation quand il y a une menace d'expulsion de la part des autorités judiciaires ou, y compris, quand elle se produit. C'est la période cruciale où le collectif de travailleurs doit rester uni et forger de cette manière les mécanismes de prise de décision et de répartition des responsabilités qui seront par la suite fondamentales. Enfin, la production est l'objectif final du processus, quand la coopérative est constituée et en possession des installations[3].

1. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].
2. Le terme «*toma*» (la prise) est utilisé en référence à la grève générale de mai-juin 1964, au cours de laquelle 3 millions d'ouvriers avaient occupé 4000 entreprises et commencé à organiser la production.
3. [▶ Organiser la production sur une base coopérative].

Comme nous l'indiquions précédemment, ces phases ne sont pas toujours consécutives, il existe des cas où les travailleurs n'ont jamais abandonné ou n'ont pas été contraints d'occuper leur entreprise et poursuivent la production sans interruption, elles ne sont toutefois pas majoritaires. En général, il y a un conflit important et traumatisant qui fait que des travailleurs qui pensent avoir d'autres opportunités de trouver un autre emploi s'en vont, ce sont généralement les personnels administratifs, hiérarchiques et techniques, le plus souvent en solidarité avec la position patronale.

Selon les chiffres de notre dernière enquête, il y avait 205 ERT en Argentine, employant un peu moins de 10 000 travailleuses et travailleurs. Depuis, de nombreuses entreprises ont été récupérées ou sont en conflit, portant le chiffre à quelque chose comme plus de 310 et la quantité de travailleurs à 13 500[1]. Cela signifie, notamment, que le processus de récupération d'entreprises par les travailleurs en Argentine est loin de s'enliser ou de s'épuiser. Au contraire, c'est un phénomène qui reste vivant et s'accroît en tant que réponse de la classe ouvrière face à l'abandon d'usines et d'entreprises diverses par les capitalistes.

> Ces expériences contribuent-elles réellement à instaurer de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles relations sociales dans l'entreprise ?

Face à l'absence du patron, la nécessité de l'organisation collective émerge. La majorité des ERT se structure en coopératives de production, qui est la forme légale la plus adéquate pour pouvoir fonctionner dans le marché, mais elles le font sous des formes beaucoup plus démocratiques que les coopératives classiques, avec la prééminence absolue de l'assemblée des travailleurs en tant qu'organisme délibératif et exécutif de la politique de l'entreprise. En ce sens, l'appropriation individuelle de la production collective cesse d'être le facteur clé de l'entreprise. L'accumulation de capital à travers l'exploitation de la force de travail des travailleurs, à la recherche du profit maximum, cesse d'être l'objectif essentiel de l'unité économique, elle est remplacée par la sauvegarde et la création d'emplois. C'est un changement fondamental. Mais, par ailleurs, ce changement interne dans sa logique de fonctionnement et d'objectifs doit s'inscrire dans les marges étroites du fonctionnement du marché capitaliste, qui impose ces conditions. La contradiction entre ces deux logiques est le grand problème de l'autogestion dans le cadre

1. Enquête réalisée entre septembre 2009 et mars 2010. Le chiffre de 310 ERT correspond à un recensement effectué fin 2013.

du capitalisme, aussi bien pour les ERT argentines que pour les autres expériences dans le pays et dans le monde.

En même temps, au-delà de la démocratisation de la structure de prise de décisions et d'autres changements (souvent obligatoires) comme la rotation des postes de travail et la collégialité de la direction, c'est beaucoup plus difficile de trouver des altérations dans les processus de travail, en général conditionnés par les machines et les installations existantes, mais aussi par la formation et l'histoire des travailleurs. C'est ici que l'on relève plus le caractère forcément isolé que continuent à avoir ces expériences.

Quelles sont les avancées et les difficultés de ces expériences d'autogestion ?

Les difficultés sont nombreuses, entre l'état initial de l'usine ou de l'entreprise et le moment du redémarrage de la production, ce qui signifie souvent des machines manquantes, ou en mauvais état de maintenance et obsolètes, mais la plus importante est l'absence de capital pour l'achat des matières premières et le réglage des machines, etc. C'est pour cette raison que les premiers temps sont très difficiles et les travailleurs doivent souvent travailler en ne percevant que de très maigres salaires, parfois juste de subsistance jusqu'à pouvoir recapitaliser ou améliorer le niveau d'activité de l'entreprise pour pouvoir augmenter leurs salaires. Cette situation implique fréquemment la nécessité de recourir au *travail à façon,* qui consiste à vendre le «service» de la production à un entrepreneur externe qui fournit les matières premières, paie le prix convenu pour le produit fini, distribue et vend à l'extérieur. Mais le principal

problème est qu'en adoptant une forme d'organisation collective qui se passe du patron et, dans certains cas, de tout type de hiérarchie interne, le travailleur – qui toute sa vie a été salarié – doit se transformer en travailleur autogéré, se transformer en collectif de gestion qui ne remplace pas seulement le patron, mais en le faisant de façon socialisée.

> La récupération des entreprises par les travailleurs te paraît-elle un processus viable et constitue-t-elle une des réponses à la crise du capitalisme et contribue-t-elle à un projet d'émancipation ?

Le fait que la récupération d'entreprises par les travailleurs soit un processus viable est démontré par les faits et pas seulement en Argentine. Il est également évident qu'il s'agit d'une réponse possible et croissante face à une des conséquences les plus préjudiciables pour les travailleurs que sont la fermeture des outils de travail et le chômage structurel de l'actuelle crise capitaliste. En même temps, ce phénomène est lié intrinsèquement à l'évolution mondiale du capitalisme responsable de la formation d'une classe ouvrière de plus en plus précaire et dotée de moins en moins de droits, au fur et à mesure du démantèlement des vieilles conquêtes du mouvement ouvrier. La récupération d'entreprises par les travailleurs se trouve à la croisée des chemins entre ces deux processus, la défense des droits du travail et la résistance à la précarisation. Mais, avec la vertu de générer en même temps une nouvelle logique économique, celle de l'autogestion. Sans affirmer nécessairement qu'un nouveau processus émancipateur émerge de ces expériences, elles donnent assurément une piste pour la formulation ou la reformulation de ce projet[1].

> En tant qu'universitaire, tu mènes un travail de recherche sur ce processus, pourrais-tu expliquer la méthodologie utilisée ?

Le programme « Faculté ouverte » ne se limite pas à la recherche et cherche fondamentalement à appuyer et à renforcer les processus. Nous faisons en sorte que toutes les initiatives aient un sens correspondant aux besoins du mouvement des travailleurs, et en même temps qu'ils dépassent les conditionnements liés à la conjoncture dans laquelle chaque lutte et processus se trouvent insérés. C'est pour cette raison qu'en plus des enquêtes et d'autres recherches plus connues, l'important pour nous est d'avoir un lien permanent et de confiance mutuelle avec les protagonistes de l'autogestion, aussi bien pour contribuer à son développement que pour envisager des discussions plus globales, y

1. [▶ Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école].

compris au niveau théorique, comme nous le proposons dans le cadre des rencontres de «L'économie des travailleurs».

La méthodologie de recherche n'est pas éloignée de ce travail d'articulation parce que les objectifs posés sont toujours en consonance avec le but de renforcer les processus d'autogestion, sans pour autant abandonner la capacité critique. Dans le cas des relevés, nous respectons toujours la volonté des travailleurs pour l'information qu'ils veulent donner et ce que nous essayons de faire est une systématisation de leur connaissance pour pouvoir ordonner et systématiser les différents aspects, organiser et clarifier les demandes et mettre à la portée de tous un matériel pour discuter les problèmes et les orientations du mouvement. Mais en même temps, il s'agit d'un matériau de qualité scientifique pour les chercheurs et pour ceux qui décident des politiques publiques, qui a notamment permis un suivi du processus sur les douze dernières années, un travail qui ces derniers temps a démontré sa compatibilité avec des recherches similaires dans d'autres pays, comme au Brésil.

été 2014

Source

Entretien paru dans *Contretemps*, n° 22, été 2014.

Pour en savoir plus

Cuadernos para la autogestión, www.recuperadasdoc.com.ar/cuadernos_autogestion.html.

Programa Facultad Abierta : www.recuperadasdoc.com.ar et des synthèses en français sur le site de l'Association : www.autogestion.asso.fr/?p=2071.

Ruggeri, Andrés (2011), *Las empresas recuperadas en la Argentina 2010 : Informe del tercer relevamiento de empresas recuperadas por sus trabajadores*, Buenos Aires, Ediciones de la cooperativa Chilavert.

Ruggeri, Andrés (2012), *Las empresas recuperadas : Autogestión obrera en Argentina y América Latina*, Buenos Aires, Editorial de la Facultad de filosofia y Letras.

Ruggeri, Andrés (2014), *Informe del 4 relevamiento de empresas recuperadas en la Argentina : Las empresas recuperadas en el período 2010-2013*, Buenos Aires, Facultad de filosofia y Letras.

Ruggeri, Andrés (2015), « *Occuper, résister, produire » : Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine*, Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_37_iprod_631-occuper-resister-produire.html.

Ruggeri, Andrés et coll. (2014), *Cooperativa Textiles Pigüé : Una historia de la recuperación de una fábrica de Gatic*, Buenos Aires, Continente.

Ruggeri, Andrés, Henrique Novaes et Maurício Sardá de Faria (dir.) (2014), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

Pipinas, un hôtel abandonné puis récupéré

Pablo Waisberg

Un grupo de jóvenes que se negaba a dejar el lugar decidió recuperar el territorio en el que se habían nacido y criado. Ahora albergan a turistas y también a los técnicos de la CONAE que pondrán en marcha el primer lanzador espacial de satélites de Latinoamérica.

La historia de la Cooperativa Pipinas Viva y de todo ese pueblo bonaerense de menos de mil habitantes está atravesado por las disputas políticas de compañías que integra la cúpula empresaria y, también, por el desarrollo del primer lanzador espacial para colocar satélites en órbita. Los nombres de esa historia son Corcemar, Loma Negra y Tronador II, el proyecto que se construyen más de 600 técnicos liderados por la Comisión Nacional de Actividades Espaciales (CONAE). El pueblo pareció morir cuando la cementera de Amalita Fortabat compró Corcemar y la fundió para quedarse con esa cuota del mercado pero comenzó a revivir de la mano de un grupo de jóvenes que se plantearon el desafío de recuperar los espacios abandonados por la empresa y crearon el Pipinas Hotel. Ahora, con la llegada de los técnicos de la CONAE, volvió a cambiar el horizonte de los 1 040 habitantes de ese pueblo donde todavía se duerme siesta todos los días.

Pipinas, a 155 kilómetros de Buenos Aires, nació alrededor de la planta cementera Corcemar : un poblado de obrero que dependían de la empresa. Corcemar hizo los barrios, el cine, el recreo para las familias. Todo giraba en torno a ella. Pero en 1991, el Gobierno central le quitó el subsidio para el combustible y la empresa comenzó a renguear. Poco después llegó Loma Negra, que competía en el sector cementero con ella, y la compró. « Loma Negra hizo un vaciamiento en diez años. Sacó el horno, cerró el cine y tiró abajo las casas del barrio Corcemar. Dijo que iba a modificar la cementera y la iba a convertir en una calera. A los más viejos les hicieron una cancha de bochas y los tuvieron ahí entretenidos. Así los tenían tranquilos. La gente se entusiasmó pero nos mintieron », dice Claudia Díaz, una periodista de 40 años, nacida y criada en Pipinas y fundadora de la cooperativa que comenzó a rescatar el pueblo de su muerte lenta.

Para 1994, Loma Negra despidió 250 de sus 300 trabajadores y la convirtió en una calera. Siete años después la cerró. Ese golpe fue casi mortal : de los 3 500 pobladores que había en 1991 apenas quedaron 900 para 2001. « A nosotros lo que ocurrió con la cementera nos destruyó

la cabeza. Decíamos que éramos como una comunidad después de un desastre natural. La fábrica era todo en el pueblo porque fue la fábrica la que lo levantó. Por ejemplo, la fábrica tuvo luz propia, con un generador, en 1939 pero el pueblo tuvo luz recién en 1970 cuando creó la cooperativa eléctrica de Pipinas», describe Claudia.

«En junio de 2002 se fueron otras 13 familias y ahí empezamos a pensar con mi hermano el Topo que había que hacer algo. A él justo le salió la posibilidad de irse a trabajar a Estados Unidos y todo eso junto nos puso a pensar en que algo teníamos que hacer», recuerda.

Así comenzaron las primeras reuniones con los vecinos para intentar alguna salida a esa crisis local que se combinaba con la peor crisis política, económica y social que había vivido la Argentina en su historia. De esos encuentros quedaron doce personas, todas entre treinta y cuarenta años, que decidieron organizar una cooperativa para recuperar el hotel de la empresa y un predio de recreación. El objetivo era reconvertir a Pipinas en un destino turístico: tenían el atractivo de un pueblo rural y, además, están a veinte kilómetros de la Bahía Samborombóm. Hicieron una propuesta el municipio y, después de varias gestiones, ganaron la licitación en 2003 y comenzaron a trabajar en el hotel: tenía las cañerías tapadas, las paredes descascaradas y ningún mueble. Lo único que quedaba era la estructura vacía.

El 16 de enero de 2006 abrieron las puertas de Pipinas Hotel pero demoraron casi diez años en alcanzar el equilibrio económico pero tienen un hotel que puede recibir pasajeros. Y en los últimos meses comenzaron a alojar al personal de la CONAE, que trabaja en la planta de lanzamiento Tronador II.

El hotel cuenta con 16 habitaciones con baño privado, simples, con base doble, triple y familiar con una capacidad de 32 plazas. Ofrece también un servicio de restaurant con exquisitos platos de elaboración casera y servicios de lavandería y mucamas. También pueden contratarse servicios de cabalgata y bicicletas u optar por el uso opcional de la piscina del complejo.

Pero eso no fue todo porque desarrollaron en la zona el concepto de «turismo de base comunitaria». Eso significa que todos los habitantes de la zona son partícipes del proyecto. «Las pastas que se dan en el restorán del hotel las hacen unas señoras de acá, las bicicleteadas las organiza el bicicletero, los murales del Museo a Cielo Abierto se construye junto a los alumnos de la escuela», explica Claudia y agrega: «En otros pueblos rurales se hicieron emprendimientos turísticos donde fueron capitales de afuera a montar negocios y todos los vecinos del pueblo son sus

empleados. Un día los capitalistas se van y el pueblo se queda en la ruina otra vez».

El hotel escuela

El Pipinas Hotel no sólo es un lugar donde alojarse también será el primer Hotel Escuela cooperativa. Los cooperativistas firmaron un acuerdo con la Universidad Nacional de Quilmes para trabajar junto con la Licenciatura en Administración Hotelera y la Tecnicatura en Cooperativismo. Será en el marco del Programa de Incubadora Social[1].

El proyecto se presentará el próximo 12 de mayo en el Pipinas Hotel. «Siempre el sector turístico forma empleados pero aquí van a poder tener una pasantía en un lugar autogestivo y pueden verse reflejados aquí y pensar en sus propios proyectos», dijo Claudia Díaz.

30 avril 2015

Source

«La Campora – Frente de economía social», *Tiempo Argentina,* 30 avril 2015.

Pour en savoir plus

Cooperativo y comunitario, www.pipinas.com.
Fecootra [Fédération des coopératives de travail], www.fecootra.org.ar.
Economía popular social y solidaria, www.economiapopular.coop.
«Pipinas recupera un hotel» (2006), *Página12,* 22 janvier.

Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013

Richard Neuville

La quatrième enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) réalisée par le programme «Faculté ouverte» de l'université de Buenos Aires confirme que le phénomène de récupération des entreprises s'est inscrit dans la durée et qu'il est aujourd'hui bien ancré dans la classe ouvrière argentine. Depuis 2001, plus de 300 entreprises en faillite ou abandonnées ont été reconverties par leurs ancien·nes salarié·es, et parmi elles, 63 l'ont été au cours des trois dernières années.

1. [▶ Implications de l'autogestion (Les)].

Les ERT, non seulement, n'ont pas disparu mais elles se sont converties en une option valide pour les travailleurs et un remède défensif à la fermeture des entreprises (Ruggeri, 2010). Si l'incertitude juridique autour de ces processus reste forte, il apparaît que la voie de la récupération par les salariés est une issue positive qui est de plus en plus soutenue par les syndicats.

Les éléments saillants de cette enquête en apportent une démonstration éclatante. Présentée le 21 mars 2014 à l'hôtel Bauen, à l'occasion du 11e anniversaire de sa récupération, le jour même où les travailleurs de cet hôtel récupéré apprenaient la décision de justice intimant leur expulsion, elle indique que ce sont plus de 60 entreprises qui ont été récupérées ces trois dernières années et 2 500 emplois qui ont été préservés. Depuis 2001, plus de 300 entreprises en faillite ou abandonnées par leurs propriétaires ont été reconverties, même si beaucoup courent le risque d'être contestées par des décisions de justice. Cette enquête a également démontré que les données de l'enquête précédente (2010) n'étaient pas exhaustives et que le nombre d'ERT avait été sous-estimé et que cela concernait une quarantaine de cas. Le chiffre de 2010 a été ramené à 247.

Un cadre juridique complexe

Lors de la présentation, Andrés Ruggeri, le directeur du programme, déclarait à l'agence Ansol que «l'une des données les plus saillantes du rapport montre l'incidence de la loi sur les faillites, qui n'est pas celle attendue parce que les conflits durent plus longtemps, parce que les entreprises qui ont obtenu gain de cause d'un point de vue juridique sont très peu nombreuses, mais également parce que peut-être les expropriations requièrent un parcours juridique plus long, plus complexe qu'avant» (Ansol, 2014).

De fait, la durée des conflits a augmenté puisque sur la période (2010-2013), elle est passée à 335 jours contre 249 jours précédemment. Dans 61 % des cas, les travailleurs ont été contraints d'occuper l'entreprise ou de résister contre des décisions de justice et des tentatives d'expulsion (37 %). Si la nouvelle loi de 2011 avait initialement été perçue comme une avancée dans la mesure où elle permettait au juge d'accorder la poursuite de l'activité des entreprises sous le contrôle de coopératives de travailleurs, il n'en demeure pas moins que dans la pratique le juge conserve toute latitude pour permettre cette possibilité et qu'il en abuse parfois au détriment des travailleurs. Les faits le confirment puisque seuls 9,7 % des nouveaux cas de récupération ont pu profiter de ce recours. Alors qu'en 2010, 63 % des ERT avaient obtenu une loi d'expropriation,

seuls 19 % des cas postérieurs y sont parvenus. Comme l'illustre le cas de l'hôtel Bauen, le cadre juridique reste problématique et les travailleurs de Fabricaciones Rosario se trouvent dans la même situation. De même, à Buenos Aires, l'imprimerie Mon est arrêtée depuis deux ans et demi et ses travailleurs attendent toujours à la porte de pouvoir entrer pour reprendre la production[1].

Pour autant, ce cadre juridique ne frêne pas les récupérations d'entreprises. Bien au contraire, devant les fermetures intempestives d'usines le processus se poursuit. Selon l'enquête, sur la période 2010-2013, ce sont précisément 63 initiatives d'autogestion qui ont été engagées permettant de préserver 2 664 postes de travail.

Les évolutions relevées lors de la dernière enquête

Depuis les premiers relevés, réalisés entre 2001 et 2002, jusqu'au dernier, il a été comptabilisé 311 entreprises récupérées, autant de processus qui ont permis de préserver l'emploi de 13 462 travailleurs dans le pays.

La quantité d'entreprises récupérées continue de croître et la moitié d'entre elles (150) se situe dans l'aire métropolitaine (la Ville et le Grand Buenos Aires) et le reste se trouve à l'intérieur de la province de Buenos Aires ou dans le reste du pays. L'aire métropolitaine de Buenos Aires et la région de la Pampa (les provinces de Buenos Aires, La Pampa et Santa Fe) concentrent à elles seules 81 % des ERT. Toutefois, ces dernières années, les ERT ont développé leur base géographique puisqu'elles sont aujourd'hui présentes du nord au sud dans 21 des 24 provinces du pays.

Pour Andrés Ruggeri : « Il y a une nouvelle génération d'entreprises récupérées et il est nécessaire de s'interroger sur les raisons de ce resurgissement qui, s'il n'est pas aussi massif qu'en 2001 et 2002, montre que la moitié des entreprises récupérées existantes sont postérieures à la crise » (Ansol, 2014).

Selon les données du quatrième relevé, le phénomène de récupération s'est élargi à d'autres secteurs d'activité : alors que la métallurgie dominait dans les trois premiers échantillons, il s'est notamment diversifié ces trois dernières années avec des établissements éducatifs et gastronomiques, comme le montrent les exemples du collège Guido Spano ou du restaurant Alé Alé.

L'intensité des conflits sur la période (2010-2013) se maintient au niveau antérieur, avec un taux d'occupation des entreprises de 61 % et un allongement de la durée moyenne qui passe à 335 jours contre

1. [▶ Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises].

249 jours précédemment après avoir diminué entre 2004 et 2010. Par contre, la répression et les tentatives d'expulsion sont en diminution à 37%.

Alors qu'en 2010, 63% des ERT avaient obtenu une loi d'expropriation, seuls 19% des cas postérieurs y sont parvenus et, ce malgré la nouvelle loi sur les faillites de 2011, initialement perçue comme une avancée.

Une autre évolution notable concerne l'engagement du mouvement syndical dans le soutien aux processus. Alors qu'il était de 44% jusqu'en 2010, il passe à 64% dans la dernière période. Celui-ci semble avoir intégré que le phénomène n'est pas simplement conjoncturel mais bel et bien ancré dans la réalité économique et sociale du pays.

Une forte majorité d'ERT (93%) maintiennent les assemblées générales périodiques (56% une fois par semaine). 54% d'entre elles appartiennent à un mouvement ou une organisation d'ERT ou de coopératives et 71% réalisent des activités solidaires ou culturelles en lien avec la communauté.

Globalement, la capacité productive reste moindre qu'avant la récupération, l'absence de capital (47,1%), de matières premières (35,3%) et la difficulté d'insertion sur le marché (29,4%) restent prégnantes. Les données recueillies sont cependant en évolution par rapport à celles relevées en 2003 et sont à mettre en relief avec l'amélioration de la situation macroéconomique qui permet aux nouvelles ERT de s'insérer plus rapidement. Néanmoins, leur accès au crédit reste problématique du fait de leur statut, c'est ainsi que 29% des ERT ont recours au «travail à façon», ce qui signifie qu'elles dépendent d'un donneur d'ordre qui leur procure la matière première et les paie pour le travail et la maintenance des machines. Dans certains cas, elles parviennent à capitaliser et à acquérir au fil du temps une certaine indépendance alors que d'autres restent dans une situation de sous-traitance. Relevons également que 61% des ERT reçoivent des aides de l'État[1].

Un autre trait significatif de ce phénomène est le maintien d'une égalité salariale (52% des cas). Dans les autres cas, la différence est le plus souvent liée à la différence du nombre d'heures effectuées (61,5%). Dans aucun cas, l'échelle des salaires n'est supérieure à 50%.

Dans une interview au journal *Pagina 12,* Andrés Ruggeri déclare que «le processus est consolidé malgré la précarité et l'absence de résolution générale. La modification de la loi sur les faillites semblait être la solution mais elle a déjà démontré que ce n'est pas le cas et qu'y compris

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].

les choses empirent. De même, l'État ne semble ni vouloir ni pouvoir en terminer avec le phénomène. Ce qui est certain, c'est que pendant ce temps les processus se poursuivent» (Magnani, 2014)[1].

Les résultats collectés confortent Andrés Ruggeri dans son appréciation générale du phénomène: «Le mouvement des entreprises récupérées argentines est une référence au plan international, à notre connaissance, c'est le plus important du monde. Les travailleurs ont adopté la récupération des entreprises comme un outil viable quand les possibilités d'emploi se restreignent parce qu'ils la voient comme une option et une réalité» (Magnani, 2014).

Une autre enquête du ministère du travail datée de novembre 2013 confirme également la vitalité des unités productives autogérées en Argentine puisqu'elle en dénombre 786, dont 98% de coopératives, impliquant 28 000 travailleurs dans tout le pays. Le nombre d'entreprises récupérées corrobore celui du programme Faculté ouverte puisque 318 cas sont répertoriés.

L'enquête du programme «Faculté ouverte» démontre effectivement que les processus de récupération d'entreprises par les travailleurs en Argentine ne sont pas qu'un lointain souvenir de la crise et, que malgré des difficultés légales, ils sont bien ancrés dans la classe ouvrière. Comme le déclarait Andrés Ruggeri lors de la rencontre internationale de «L'économie des travailleurs» chez les Fralib à Gémenos, «l'aspiration à la démocratisation de la production et à la redistribution des richesses est inscrit dans l'ADN des travailleurs» (Neuville, 2014)[2].

22 avril 2014

Pour en savoir plus

Agencia de Noticias Ansol (2014), Cooperativas, «Más de 60 empresas recuperadas en tres años», 7 avril.

Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, (2014), *Nuevas empresas recuperadas 2010-2013,* Buenos Aires, Ediciones Continente, Buenos Aires.

Magnani, Esteban (2014), «IV Relevamiento de la UBA sobre empresas recuperadas, Para no perder el empleo», *Pagina 12,* 20 avril.

Neuville, Richard (2014), «Rencontre européenne "L'économie des travailleurs" dans l'entreprise Fralib», *ContreTemps,* n° 22, juillet 2014.

Ruggeri, Andrés (dir.) (2010), «Informe del Tercer Relevamiento Nacional de empresas recuperadas, Las empresas recuperadas en la Argentina 2010», Buenos Aires, octobre.

Ruggeri, Andrés (coord.) (2014), «Informe del 4 relevamiento de empresas recuperadas en la Argentina, Las empresas recuperadas en el período 2010-2013», Facultad de filosofia y Letras, Universidad de Buenos Aires.

1. [▶ Grève active à la Clyde].
2. [▶ 1res Rencontres européennes de «L'économie des travailleurs» (2014)].

Ruggeri, Andrés (2014) « Datos destacados del IV relevamiento de ERT del programa Facultad Abierta », avril (Document numérique).
Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social de la Nación (2013), « Informe del Programa de Trabajo Autogestionado », novembre.
Des synthèses en français des précédentes enquêtes dans Richard Neuville (2012), « Les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine », www.autogestion.asso.fr/?p=2071.

Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché

Richard Neuville

Dès 2001, en Argentine, les ERT ont ressenti le besoin de se fédérer au sein d'organisations spécifiques. À cela au moins deux raisons, elles n'étaient pas ou peu soutenues par les organisations syndicales (à l'exception de l'Union ouvrière métallurgique de Quilmes et, plus tardivement, la fédération de l'imprimerie de Buenos Aires) et elles ne se sentaient pas représentées par le mouvement coopératif traditionnel. Elles devaient donc se doter d'une forme de représentation susceptible d'être un interlocuteur crédible face aux pouvoirs publics, mais également pour développer des liens organiques entre elles. À l'époque, le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) joua un rôle prépondérant dans la transmission d'expériences et la solidarité avec les nouvelles coopératives, ce qui leur a permis d'acquérir une plus grande visibilité sociale, politique et médiatique. Entre 2002 et 2004, l'importante vague de récupération d'entreprises par les travailleur·ses en a largement bénéficié et son intervention a été dans bien des cas décisive.

Au-delà des péripéties et des divisions résultant de divergences politiques et organisationnelles qui ont pu surgir par la suite, la nécessité de s'organiser d'un point de vue sectoriel est apparue essentielle. Ce n'est probablement pas un hasard, si le secteur de l'imprimerie a été précurseur dans ce domaine, d'autant qu'il représente 10 % des ERT du pays et 17 % des nouvelles récupérations conquises au cours de la période 2010-2013. De plus, ce secteur a bénéficié d'un fort taux de syndicalisation et, à présent, d'un soutien actif des syndicats de branche dans les processus de récupération, ce qui est loin d'être la règle dans d'autres secteurs d'activité. Ce secteur s'appuie également sur une forte tradition de syndicalisme révolutionnaire (le syndicat des typographes de Buenos

Aires a été créé en 1857) et une conscientisation politique élevée. Le Réseau coopératif de l'imprimerie (Red Gráfica cooperativa) a été créé en 2007 et n'a cessé de se développer jusqu'à regrouper aujourd'hui une trentaine de coopératives associées ou reliées. Il a ensuite été imité par d'autres secteurs productifs, tels que la métallurgie, le textile, l'agroalimentaire et la boucherie.

Plutôt que de rester isolées dans un système capitaliste concurrentiel, les coopératives de l'imprimerie ont opté pour le regroupement en réseau afin de développer des politiques communes en vue de mutualiser les investissements productifs, les achats, le stockage, la production, la qualité, la recherche et développement, les ressources humaines, la formation, la planification stratégique et opérationnelle, le financement, la commercialisation, la diffusion et la publicité[1].

Avantages économiques et sociaux de l'intégration sectorielle

Ce réseau permet de garantir la soutenabilité économique et sociale des coopératives associées à partir des bénéfices et des potentialités que permet l'intégration sectorielle : la mise en pratique de l'inter-coopération humaine, économique et financière ; la synergie produite par le travail mutualisé ; les bénéfices générés par les économies d'échelle ; l'optimisation des processus à travers les réductions de structures ; l'accès à des services communs financés par l'ensemble ; l'élargissement du marché par la complémentarité de ses produits et ses services. Le réseau s'est ainsi doté d'une technologie de pointe qui lui permet d'assurer une gamme de produits très large et d'obtenir des marchés de l'État[2].

Red Gráfica cooperativa regroupe plus de 500 travailleurs associés, qui bénéficient d'une formation technique et professionnelle solide leur permettant de réaliser un travail de qualité reconnu sans être soumis aux mêmes critères de productivité et de rentabilité que le secteur privé classique et ainsi tendre à éliminer les processus d'auto-exploitation[3].

L'expérience Chilavert

Ce n'est pas non plus totalement un hasard si ce processus de regroupement sectoriel a été initié par les travailleurs de l'entreprise Chilavert. Celle-ci qui fut récupérée en 2002 en bénéficiant d'un soutien important

1. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].
2. À titre d'exemple, ce ne sont pas moins de quatre coopératives qui assurent en complémentarité la photocomposition, la couverture, la PAO et l'impression de la série de livres de la collection « Bibliothèque économie des travailleurs » publiée par les éditions Continente.
3. [▶ Hélio-Corbeil, c'est notre outil].

des mouvements sociaux (assemblées populaires, *piqueteros*, etc.) et de la population du quartier, elle fut une des luttes les plus médiatisées et les plus emblématiques avec Zanón et l'IMPA. En 2002, pendant la phase d'occupation des locaux, les travailleurs parvinrent à imprimer le livre *¿Que son las asembleas populares?* [Que sont les assemblées populaires?] et à sortir la production par un trou creusé dans un mur mitoyen en accord avec le propriétaire du garage attenant alors que la police stationnait jour et nuit devant la porte d'entrée de l'imprimerie.

Plus tard, la petite équipe comprit rapidement que si leur coopérative restait isolée sur le marché, elle ne s'en sortirait pas. Il leur fallait donc maintenir des relations étroites avec l'environnement immédiat, les mouvements sociaux, mais également tenter de fédérer le secteur professionnel. L'entreprise, installée dans un quartier populaire de Buenos Aires, Barrio Pompeya, est ouverte à la population et ses locaux sont utilisés pour développer diverses activités sociales, culturelles et éducatives[1]. Dès 2003, s'est notamment créée une école populaire, Bachillerato popular, affiliée à la Coopérative d'éducateurs et chercheurs populaires (CEIP), à laquelle participe une centaine d'élèves de tous âges, parmi lesquel·les des salarié·es de l'entreprise, en vue d'obtenir un diplôme de cycle secondaire reconnu par l'État après trois années d'études. La pédagogie est inspirée de Paulo Freire : l'école est pensée comme une « organisation populaire interrogeant les savoirs institués et générant des savoirs et du pouvoir populaire en mouvement permanent et pour l'action collective[2] ».

Alors que la problématique technologique s'avère cruciale pour les ERT argentines dans l'approfondissement des processus d'autogestion, Red Gráfica cooperativa est parvenu à relever ce dilemme en mutualisant les investissements productifs et la production, ce qui lui permet d'innover d'un point de vue social en améliorant les conditions de travail et de réduire l'auto-exploitation des travailleurs associés. Les bonnes relations avec le syndicat de l'imprimerie permettent aux Chilavert de continuer à bénéficier de la couverture sociale bien qu'ils et elles ne soient plus sous statut salarié, ce qui n'est pas le cas d'autres secteurs d'activités qui doivent la prendre en charge directement.

La fédération des entreprises coopératives de l'imprimerie est porteuse d'une stratégie de transformation sociale de la société et de rupture

1. Chilavert Artes Gráficas héberge également le Centre de documentation des entreprises récupérées, cogéré avec des universitaires du programme « Faculté ouverte » de l'Université de Buenos Aires.

2. [▶ Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école].

avec le système de domination capitaliste. Elle est également très impliquée dans l'organisation des rencontres régionales et internationales de «L'économie des travailleur·ses», dont l'un des objectifs est de nouer des liens entre les différentes expériences à l'échelle planétaire en vue d'esquisser des alternatives concrètes à la logique capitaliste.

décembre 2014

Pour en savoir plus

Chedid Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores – Brasil e Argentina*, Florianópolis, Editora Insular, Série Tecnologia Social, vol. 4.

Ruggeri, Andrés (2015), *« Occuper, résister, produire » : Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine,* Paris, Syllepse, www.syllepse.net/lng_FR_srub_37_iprod_631-occuper-resister-produire.html.

Chilavert, www.imprentachilavert.com.ar/.

Regarder là-bas pour construire ici…

Nils Solari

Quels enseignements peut-on retirer du phénomène des entreprises récupérées en Argentine ? Quel peut-être l'intérêt, pour un mouvement politique et citoyen s'inscrivant dans la construction de l'autogestion, de porter son attention sur ce qui s'est initié dans ce pays il y a plus de dix ans maintenant ? À l'heure où la «crise de la dette» serait vouée à constituer un horizon indépassable, sacrifiant tout sur l'autel de l'austérité, que pouvons-nous retenir d'expériences collectives qui, bien que lointaines, se réclament de l'autogestion ouvrière ? Dans quelle mesure le regard sur ces initiatives, enrichi d'une certaine distance critique, permet de nourrir les réflexions qui sont à l'œuvre ici, en France et en Europe ?

Le recul historique impose tout d'abord de retenir la débâcle à laquelle avait conduit le «miracle argentin» des années 1990, dans ce pays que le FMI avait identifié comme son «meilleur élève[1]». L'examen des politiques menées durant cette période, dans la droite ligne de l'imposition du «consensus de Washington» (discipline budgétaire, réorientation de la dépense publique, réforme fiscale, libéralisation financière,

1. Afin de ne pas le confondre ainsi avec cet autre miracle que certains attribuent à l'Argentine depuis 2002, voir Rubenstein et Solari (2012).

adoption d'un taux de change unique et compétitif, libéralisation des échanges, élimination des barrières à l'investissement direct étranger, privatisation des entreprises publiques, dérégulation des marchés, etc.), ne laisse pas sans identifier quelques traits communs avec ce qui se joue aujourd'hui dans le contexte de « crise des dettes souveraines », en Europe notamment.

L'Argentine a ainsi constitué un véritable laboratoire économique où l'application des thèses néolibérales était de mise, avec pour corollaire, un coût social et humain des plus dramatiques. Or, si l'on admet que la succession et l'installation dans la durée des « crises » s'inscrivent comme caractéristique inhérente au système capitaliste financiarisé, il est alors crucial de se pencher sur cet autre laboratoire, d'expérimentations sociales, qui s'est développé là-bas, en réaction à la débâcle néolibérale.

Parmi ces initiatives populaires, les entreprises récupérées par leurs travailleurs (ERT) ont (re)surgi massivement dans la foulée des mobilisations de décembre 2001[1]. Si l'on peut globalement les définir comme des « unités économiques passant d'une gestion capitaliste à une gestion collective des travailleurs » (Ruggeri, 2015 : 24) et constater qu'elles sont organisées en très grande majorité sous la forme coopérative (plus de 95 % des cas), elles n'en constituent pas moins un phénomène fortement hétérogène, où chaque cas relève d'une complexité propre (du fait de son histoire, de sa culture politique, de ses contraintes économiques et technologiques...). Le recul analytique, sur cet objet relativement récent et atypique, conduit à souligner que le choix d'aborder telle ou telle expérience comme terrain d'observation n'est pas neutre quant aux conclusions que l'on est à même de formuler – et face à la tendance consistant à les réifier parfois, même malgré soi, à l'ensemble du phénomène.

Comme le précise Frédéric Vabre, dans la mesure où « elle remet en cause l'économie des relations entre l'individu et le(s) collectif(s), l'autogestion est une question fortement liée au politique, c'est-à-dire au conflit sur les valeurs ultimes, au sens de la sociologie webérienne ». Dès lors, l'étude et les différents travaux menés autour des ERT ouvrent la voie à une certaine « confusion des genres qui se manifeste à la fois par un aspect savant du discours militant, mais surtout par un aspect militant du discours savant » (Vabre, 2007).

1. On recense en effet des occupations d'usines et de contrôle ouvrier en Argentine dès le courant des années 1980 ; mais ce n'est qu'à la fin des années 1990-début 2000 que le phénomène a connu un regain massif.

Pourquoi cela ? Peut-être, parce que lorsque ces femmes et ces hommes décident d'entrer en mobilisation, souvent de manière radicale, c'est – doit-on le rappeler – du fait de la *nécessité*[1] : il leur faut préserver la « source de travail ». Ensuite, parce que le phénomène des ERT vient choquer directement contre un des piliers de l'économie capitaliste puisqu'il pose un questionnement sur la propriété privée. Troisièmement, parce que ces initiatives, ces occupations, se sont initiées non seulement dans une forme d'illégalité, donc dans un rapport d'hostilité à l'État, mais également dans l'indifférence des syndicats traditionnels. La pugnacité de ces ouvrier·es dans leur lutte quotidienne peut ainsi forcer l'admiration.

De plus, outre le fait de vouloir rompre avec le mode de management de l'entreprise capitaliste (en introduisant plus d'horizontalité dans l'organisation du travail, une égalité ou une quasi-égalité de l'échelle des salaires, la polyvalence et la rotation autour des postes à responsabilités et davantage de démocratie politique au sein de l'entreprise) et d'affirmer leur solidarité à l'égard de la « communauté » qui a participé aux *récupérations,* les ERT ont dû créer leurs propres organisations. En lieu et place des syndicats traditionnels, ces « mouvements[2] » agissent en interlocuteurs avec le politique et comme lieux de ressources face au chemin de croix juridique auquel les ERT sont confrontées. Par là même, surgissant initialement autour de cas isolés, les récupérations se sont progressivement inscrites dans la tradition ouvrière de lutte, comme un *processus*[3], c'est-à-dire comme une « modalité réitérée d'action et de demande face à des situations de fermetures ou de faillites » (Fernández Álvarez, 2007).

Un tel panorama ne peut donc que susciter l'enthousiasme. Toutefois, ces expériences ne sont pas exemptes de contradictions, à mesure que l'une ou l'autre fait face à des difficultés économiques, financières ou logistiques. À titre d'exemple, la grande majorité, si ce n'est la totalité de ces usines récupérées se caractérise par une sous-capacité chronique de production[4], qui laisse planer le spectre de l'auto-exploitation, identifiée notamment depuis la critique marxiste des systèmes coopératifs[5]. Mais également, le manque initial de capital ou l'absence de fonds de

1. [▶ Oxi avait conjuré les « dix plaies » de la Grèce].
2. Mouvement national des entreprises récupérées (MNER), Mouvement national des usines récupérées (MNFRT), Fédération argentine de travailleurs autogérés (FACTA), Association nationale de travailleurs autogérés (ANTA), etc.
3. [▶ Processus (À propos du concept de)].
4. Stabilisée aux environs de 60 % d'utilisation des capacités productives (Ruggeri, 2015 : 116).
5. [▶ Internationale communiste et les coopératives (L')].

roulement implique parfois le recours au «*travail à façon*[1]» ou le retour du «*just in time*[2]» issu du toyotisme. À cela, s'ajoute la nécessité de composer avec une machinerie souvent obsolète ou délabrée, lorsqu'elle n'a pas été tout simplement subtilisée par l'ancienne gestion patronale.

Aux contraintes matérielles se juxtapose également la difficulté de passer d'un rapport salarial (*relación de dependencia*) à celui de coopérateurs, ce qui implique un saut qualitatif, voire une véritable révolution culturelle des esprits et des manières de faire. En effet, l'«atelier sans chronomètre» et sans contremaître peut conduire à des effets pervers : des comportements absentéistes ou de travail en dilettante obligent ainsi certains *compañeros* à rétablir une discipline stricte, voire à se séparer de ceux qui ne parviennent pas à endosser la responsabilité collective de la gestion ouvrière.

Toutes ces difficultés, ces contradictions, ne sont pas sans conséquences par rapport aux différentes cultures et trajectoires politiques qui traversent le phénomène des entreprises récupérées. Si certaines ont envisagé de lutter pour la nationalisation sous contrôle ouvrier (FaSinPat, ex-Zanón) ou pour la reconnaissance politique en tant que sujet du travailleur autogéré (Coordination nationale des travailleurs autogérés), d'autres expériences ont préféré se consacrer plus exclusivement au travail productif et délaisser le terrain des revendications politiques.

En résumé, l'intérêt militant pour les expériences d'entreprises récupérées en Argentine n'est pas anodin, puisqu'il s'agit d'un phénomène avec une forte capacité d'incidence politique (Ruggeri, 2005). Il alimente la réflexion sur les modalités de riposte à l'offensive des marchés financiers et face aux mesures néolibérales qui assombrissent aujourd'hui les perspectives des nations européennes, la Grèce en premier lieu[3].

Toutefois, cet attrait militant doit également tenir compte de l'hétérogénéité des différentes situations et des difficultés et achoppements qui caractérisent les ERT. Par là même, la nécessité d'intégrer les contraintes auxquels font face ces ouvriers argentins doit pouvoir nourrir le réinvestissement de ces leçons dans la pratique, dans le soutien

1. Un travail s'effectuant pour le compte d'un tiers, qui apporte la matière première ou le capital nécessaire pour lancer la production et qui repart ensuite avec le produit fini pour sa commercialisation (Ruggeri, 2015 : 37).
2. Une technique consistant à attendre la commande du client pour engager l'approvisionnement, de matières premières par exemple.
3. [▶ Un journal en autogestion !].

aux initiatives en cours (celle des Fralib[1] ou des Pilpa[2], par exemple) ou en construction.

Malgré leurs spécificités, la fragilité et les contradictions, les faiblesses, voire les tensions, qui caractérisent ces expériences autogestionnaires, y compris les plus abouties (FaSinPat, Unión Solidaria de Trabajadores, Chilavert, etc.), ces dynamiques doivent être soutenues et leur analyse réinvestie, en prenant en compte l'ensemble des aspects qui les caractérisent. La construction de l'autogestion, ici ou ailleurs, est à ce prix.

juillet 2015

Pour en savoir plus

Fernández Álvarez, María Inés (2007), « De la recuperación como acción a la recuperación como proceso : prácticas de movilización social y acciones estatales en torno a las recuperaciones de fábricas », *Cuadernos de Antropología social,* n° 25.

Rubenstein, Jérémy et Nils Solari (2012), « Une vision trouble du *Monde* sur l'Argentine », *Acrimed,* 23 juillet.

Ruggeri, Andrés (dir.) (2005), *Las empresas recuperadas en la Argentina : informe del segundo relevamiento del programa*, programa « Facultad abierta », Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires.

Ruggeri, Andrés (2015), « *Occuper, résister, produire » : Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine,* Paris, Syllepse.

Vabre, Frédéric (2007) : « Entreprises autogérées : entre mobilisation et normalisation. Analyse sociopolitique des pratiques récentes de "récupération" d'unités productives en Argentine », dans Diana Quattorchi Woisson (dir.) (2007), *L'Argentine après la débâcle : Itinéraire d'une recomposition*, Paris, Houdiard.

1. [▶ Fralib : le chemin d'une alternative populaire].
2. [▶ De Pilpa à La Fabrique du Sud].

BRÉSIL

Budget participatif

Bruno Della Sudda et Richard Neuville

L'expérience de Porto Alegre est la plus connue des tentatives récentes de dépassement de la démocratie de délégation. Tout en montrant que l'affaiblissement de la délégation de pouvoir et l'exercice réel de la souveraineté populaire accroissent l'efficacité des politiques publiques, elle a aussi permis aux groupes dominés de reconquérir une conscience collective, condition nécessaire au dépassement de la domination sociale.

> Le suffrage donne le droit de gouverner, il n'en donne pas le pouvoir. Il permet le décompte d'une multiplicité de vœux individuels exprimés dans le secret des isoloirs par les hommes et les femmes auxquels la convergence de leurs souhaits ne permet point encore de s'organiser et de s'unir en vue d'une action commune (Gorz, 1975).

Se référant ici à la préface de l'édition allemande de 1872 du *Manifeste communiste,* André Gorz critique le déficit démocratique du système parlementaire. Il pointe également l'écueil du bureaucratisme qui ne pourra être évité que par un éco-socialisme reposant sur des réformes radicales qui ne sont réductibles ni à «la simple conquête électorale d'une majorité», «ni à la promulgation d'une série de réformes par une coalition occasionnelle des sociaux-démocrates et des socialistes» (Gorz, 1975 : 72) et qui s'inscrivent dans une optique transitoire et une perspective révolutionnaire.

Tout comme Jean-Paul Sartre qui fustigeait l'«absurdité» de ce rituel électoraliste «pseudo-démocratique» (Sartre, 1972), Gorz critique le concept de «démocratie indirecte» comme une des mystifications qui consiste dans le fait que «ses institutions sont conçues de manière à

perpétuer la séparation des individus et leur dispersion moléculaire, à leur dénier tout pouvoir collectif sur l'organisation de la société, pour ne leur laisser en guise de pouvoir populaire, que la possibilité tous les quatre ou cinq ans, d'une délégation permanente de pouvoir à des représentants sans support direct avec les masses, à des partis qui se sont considérés comme des "partenaires acceptables" qu'à condition qu'ils représentent après les élections les intérêts suprêmes de l'État capitaliste, au lieu que ce soit l'inverse» (Gorz, 1975).

Deux siècles plus tôt, Condorcet avait tenté de combiner le principe représentatif avec la démocratie rousseauiste, qui affirme la souveraineté absolue du peuple et refuse de la déléguer à des élus. Il cherchait à concevoir une souveraineté populaire inaltérée sans tomber dans une fragmentation de l'intérêt général qui résulterait de décisions locales sans lien entre elles (Rosanvallon, 2000 : 54). Hegel pointait le fait que la représentation politique ne signifie pas que les gens sachent par avance ce qu'ils veulent et chargent leurs représentants de défendre leurs intérêts (Zizek, 2009 : 145). En ce sens, le budget participatif représenterait donc une concrétisation particulièrement réussie de cette tentative de combiner la souveraineté du pouvoir constituant et l'exercice de la délégation (Gret et Sintomer, 2002 : 121).

L'expérience de Porto Alegre

En 1989, quand le Parti des travailleurs (PT) accède à la mairie de Porto Alegre, ses dirigeants se fixent comme objectifs à la fois d'améliorer la condition des plus pauvres mais également d'initier un processus de contrôle populaire sur le nouveau pouvoir. Le PT a en effet un point de vue critique sur le fonctionnement de la démocratie représentative, largement ébranlée par les cas de corruption au plus haut niveau de

l'État qui conduiront notamment à la destitution du président du pays, Fernando Collor un peu plus tard. Leur accession au pouvoir coïncide également à quelques mois près avec la chute du mur de Berlin. Le PT et son courant de gauche, Démocratie socialiste[1], sont marqués par les dérives bureaucratiques qui ont caractérisé les pays «socialistes» du bloc de l'Est. Ils entendent donc instaurer de manière empirique des règles de participation citoyenne afin d'empêcher leur propre bureaucratisation.

S'appuyant sur l'article 1er de la Constitution brésilienne de 1998 – «Tout pouvoir émane du peuple, qui l'exerce par l'intermédiaire de ses représentants élus ou directement, selon les termes de la présente Constitution» –, les dirigeants du PT se saisissent de la possibilité d'exercice direct de la souveraineté du peuple. Même si, comme le fait remarquer Raúl Pont[2], il s'agit d'une «paraphrase du concept classique des États démocratiques modernes» toujours théoriquement présente mais quasiment jamais concrétisée (Pont, 2007). Se référant à Jean-Jacques Rousseau, selon lequel la souveraineté du peuple ne peut être ni transférée, ni déléguée, ni partagée, il rappelle le grand défi que devait relever le PT pour réaliser une avancée démocratique au sein des conceptions libérales qui ont abouti à des systèmes représentatifs plus proches du «libéralisme propriétaire[3]».

La pensée marxiste a théorisé des expériences concrètes comme la Commune de Paris[4] et tenté d'en tirer de nouveaux rapports entre la société et l'État. Les conseils (soviets) au cours des premières années de la Révolution russe ont reposé la question de la représentation et de la délégation de pouvoir[5]. Mais l'expérience soviétique n'a pas survécu à l'autoritarisme bureaucratique et à la guerre civile. Le pouvoir central, le parti unique, l'autoritarisme et la bureaucratisation ont détruit toute possibilité de nouvelle démocratie socialiste. Parallèlement, les expériences sociales-démocrates ou issues des démocraties bourgeoises libérales ont imposé une vision de la démocratie représentative comme étant une sorte d'horizon indépassable de l'émancipation humaine. Néanmoins, force est de constater que le système représentatif, tout en étant largement accepté comme acquis démocratique, a été confronté

1. Démocratie socialiste est alors majoritaire au sein du PT à Porto Alegre et fait office de section brésilienne de la 4e Internationale.
2. Professeur d'université, Raúl Pont a remporté la mairie de Porto Alegre au premier tour en 1997. Il est un des fondateurs du PT et membre de sa direction nationale. Il anime la tendance Démocratie socialiste, fortement implantée dans l'État du Rio Grande do Sul.
3. [▶ Esquisse des fondements de la démocratie directe].
4. [▶ Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain].
5. [▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].

à une crise de légitimité et s'est progressivement discrédité, au point d'alimenter une crise profonde de la politique et de sa représentation.

Face aux politiques libérales conduites par les gouvernements brésiliens successifs dans les années 1980, la population s'est auto-organisée et a commencé à exiger davantage des gouvernements locaux. Ces derniers ont été contraints de développer des services publics malgré des recettes fiscales très faibles[1]. C'est dans ce contexte et à partir de ces constats que le PT décide de mettre en route la démarche participative à Porto Alegre.

La victoire du Frente Popular, né de la croissance du PT et des mouvements sociaux des années 1980, a été acquise en prenant en compte les intérêts et les revendications des populations les plus paupérisées. Mais pour véritablement innover dans la manière de gouverner, il était impératif d'associer les citoyen·nes avec des formes incitatives de participation qui permettent d'agir directement sur le pouvoir exécutif. Cette forme de participation doit être publique, directe et délibérative et pas seulement consultative. Elle doit permettre à la population de décider des impôts et de la répartition des ressources de la ville à travers le budget. Début 1989, la nouvelle municipalité est assaillie par les communautés de base qui réclament des investissements pour leurs quartiers. Alors qu'il venait de prendre ses fonctions, Olivio Dutra[2] a dû se résoudre à augmenter les recettes pour disposer de moyens pour sa politique. Sur les conseils de son équipe, il a décidé d'expérimenter le budget participatif conçu par un de ses principaux conseillers, Ubiratan de Souza, et qu'il définit en ces termes :

> Un processus de démocratie directe, volontaire et universel, par lequel la population peut discuter et définir le budget et les politiques publiques. Le budget participatif combine démocratie directe et démocratie représentative, loin de se limiter à l'élection des détenteurs des pouvoirs exécutif et législatif, la participation du citoyen prend également la forme de décisions sur les priorités de dépenses et de contrôle de la gestion des pouvoirs publics. Le citoyen cesse d'être le faiseur de rois de la politique classique pour devenir un protagoniste permanent de l'administration publique. Le budget participatif

1. Au Brésil, les municipalités ne perçoivent que 14 % des recettes fiscales, l'État en conserve 63 % et les États régionaux récupèrent les 23 % restants alors qu'ils doivent gérer la santé, l'éducation et la sécurité publique. En 1988, à Porto Alegre, 98 % du budget étaient accaparés par les dépenses de fonctionnement de la mairie.
2. Olivio Dutra est l'un des fondateurs du PT. Ancien syndicaliste, il est l'un des fondateurs de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Après avoir été le premier maire de Porto Alegre en 1988, il devient gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul en 1998.

associe la démocratie directe à la démocratie représentative, atout qui devrait être préservé et valorisé (Tarso et De Sousa, 1998)[1].

Le processus de participation populaire

Après discussion avec la population, la ville a été divisée en douze secteurs et à l'échelle de la ville cinq commissions thématiques ont été créées : transport et circulation, santé et assistance sociale, éducation, culture et loisirs, organisation de la cité et développement urbain. Le processus du budget participatif se déroule sur toute l'année et se décompose en plusieurs cycles (Toulotte, 2000).

Lors du premier (15 mars-15 avril), le maire présente l'état d'avancement des réalisations du plan d'investissement de l'année en cours aux participants des réunions publiques qui se déroulent dans chacun des secteurs et des cinq commissions thématiques. Lors de ces séances qui rassemblent parfois un millier de personnes, le maire rend des comptes sur l'exécution du budget de l'année précédente et la population élit ses délégués à raison de un pour dix personnes présentes. Ces délégués forment le forum des délégués qui coordonne tout le processus de discussion avec la population afin de dégager les thèmes prioritaires, les travaux à engager et les services à développer.

Le second cycle, dit intermédiaire (15 mars-fin mai) est pour l'essentiel autogéré par la structure participative. La population se réunit de manière indépendante à de nombreuses reprises et hiérarchise ses demandes de travaux et de services.

Lors du troisième cycle (début juin-15 juillet), la mairie représente les grandes lignes budgétaires de l'année suivante : dépenses et estimations de recettes. Chaque secteur et chaque commission thématique désignent deux conseillers titulaires et deux suppléants au conseil du budget participatif, qui ont un mandat d'un an renouvelable une seule fois. La population délègue à ses conseillers l'élaboration du budget public et du plan d'investissement de l'année suivante qui se définissent en cogestion avec la municipalité.

Chaque secteur et chaque commission thématique transmettent un document précisant leurs quatre priorités thématiques sur les huit possibles : assainissement, habitat, voirie, éducation, assistance sociale, santé, transports et circulation, organisation de la ville. Chaque demande fait l'objet d'une note suivant son ordre de priorité. Ces demandes sont transmises aux services municipaux qui étudient la faisabilité technique, juridique et financière en tenant compte de trois paramètres : la logique

1. [▶ Processus (À propos du concept de)].

majoritaire, les choix des commissions thématiques et la logique redistributive entre les quartiers, décisive pour enrayer la logique de défense «corporatiste» de son propre quartier au détriment des autres.

Lors du quatrième cycle (juillet-début septembre), le cabinet de la planification élabore une première matrice budgétaire qui est discutée par l'assemblée financière de la ville. Pendant ce temps, le nouveau conseil du budget participatif se met en place. Participent également à ce conseil, un représentant de l'Union des associations de quartier et un représentant syndical des employés municipaux. En août, les membres de ce conseil suivent des sessions de formation au budget.

Enfin, lors du dernier cycle (1er octobre-30 novembre), la Chambre législative vote la proposition budgétaire. Parallèlement, les services de la mairie en concertation avec le conseil du budget participatif élaborent le plan d'investissement de l'année suivante selon trois critères de gestion qui ont été retenus par la mairie et les délégués de la population. En décembre, le processus s'achève par une nouvelle discussion entre la mairie et la population pour co-élaborer les règles de l'année suivante.

Si le processus peut apparaître complexe, il n'a cessé de s'affiner au fil des ans et la population a joué un rôle important dans la définition des règles de fonctionnement. La participation populaire est passée de moins de 1 000 la première année à 30 000 les dernières années. En tout, ce sont près de 140 000 personnes qui sont intervenues au cours des dix premières années. Mais le plus important est sans doute qu'à Porto Alegre «les habitants sont au fait des affaires publiques, qu'ils décident sur elles, devenant ainsi chaque jour davantage des acteurs de leur propre avenir» (Pont, 2000). Si on est encore loin d'une autogestion généralisée avec la participation de toutes et de tous, l'avancée est cependant considérable et de portée historique[1].

Selon Raúl Pont (2007), le budget participatif a été le principal outil du changement d'orientation politique à Porto Alegre. Il a permis la participation directe de la population à la définition et l'évaluation des dépenses et des investissements de la ville. Au cours de cette expérience qui a duré seize ans (1989-2004), les dépenses sociales ont été multipliées par cinq ; les dépenses de fonctionnement ont baissé sensiblement au profit des activités stratégiques ; le budget a quasi triplé grâce à l'abolition des exonérations fiscales, au combat contre l'évasion fiscale et grâce à une nouvelle politique fiscale plus juste, fondée sur un impôt progressif.

1. [▶ Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme].

Des résultats significatifs

En quinze ans, le budget participatif a permis de réaliser des progrès très sensibles dans les domaines du logement, de l'accès aux transports, à l'eau, à l'assainissement, à l'éducation, la santé et la prévention pour les plus pauvres (ONU-Habitat, 2005).

- la construction annuelle de logements sociaux a doublé entre 1989 et 2003 par rapport à la période 1973-1988 (cette évolution a permis de réduire de manière substantielle le déficit de logements) ;
- l'accès aux transports en commun et aux infrastructures publiques a été amélioré dans les quartiers les plus pauvres de Porto Alegre. Les routes non asphaltées ont été réduites de moitié ;
- la proportion de logements raccordés à l'eau potable est passée de 94,7 % en 1989 à 99,5 % en 2002 ;
- le raccordement au réseau d'évacuation des eaux usées est passé de 46 % en 1989 à 84 % en 2002 et la proportion de déchets liquides a évolué de 2 % en 1989 à 27,5 % en 2002 ;
- le nombre d'écoles publiques s'est accru de 29 en 1988 à 84 en 2002 et le nombre d'élèves est passé de 17 862 à 55 741 (des programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation des jeunes ont été mis en œuvre et intégrés au système éducatif public ; 126 institutions de soins en faveur des enfants ont été créées et touchent 10 000 enfants) ;
- la santé a vu les dépenses de l'administration centrale de la municipalité progresser de 10 % dans les années 1980 à 18 % ;
- la prévention infantile, l'assistance aux victimes de violence, l'attention aux personnes âgées abandonnées et aux familles à faible revenu figurent également dans les progrès réalisés à Porto Alegre.

Tout cela n'a été possible qu'avec la participation populaire qui a joué un rôle essentiel dans la définition des priorités. Ce qui tendrait à démontrer que moins il y a de délégation de pouvoir, plus le peuple et la société organisée démontrent qu'ils peuvent exercer leur souveraineté[1].

L'expérience du budget participatif à Porto Alegre a montré que la question de la démocratie est au cœur de tout processus de confrontation au néolibéralisme dominant. Elle a fait l'objet de nombreuses études et analyses relativement concordantes. Si elle ne représente pas un modèle universel, elle constitue une sérieuse référence, incontournable et très féconde pour les autogestionnaires.

1. [▶ Consult'action à Bobigny].

Pour Raúl Pont, il est indispensable d'avancer vers un autre mode de démocratie car l'expérience du budget participatif « stigmatise les limites et les insuffisances du système représentatif et [souligne] l'importance de relever le grand défi que représente la construction d'une démocratie participative, qui réduit les instances de délégation et de bureaucratie que les systèmes purement représentatifs mettent en place » (Pont, 2007). Il est possible pour cela de s'appuyer sur la population :

> Le budget participatif montre que la population, en jouant un rôle actif et en prenant des décisions, est parfaitement capable d'élaborer des règles plus justes, plus solidaires, plus objectives en matière de carences sociales et d'affecter d'une manière plus démocratique les dépenses publiques.

La question des règles est décisive comme l'observe Yves Sintomer :

> Sans les règles favorisant les investissements vers les secteurs les plus pauvres, sans celles permettant de réaliser une synthèse objective entre les demandes émanant des rues, des quartiers, des secteurs, on aboutirait soit à une addition de demandes locales, soit à une sélection arbitraire par les dirigeants associatifs ou politiques parmi la multiplicité des demandes. Or, avec le budget participatif, c'est un projet global qui se construit (Sintomer, 2005).

Quant à Martine Toulotte (2000), elle insiste surtout sur le changement qui se produit dans la population et dans les têtes, ce qu'elle résume en quelques mots : dignité, solidarité, découverte de la ville, acquisition de connaissances, compréhension du fonctionnement de la société, développement de la conscience collective. Pour elle, « le processus du budget participatif de Porto Alegre se révèle non seulement un outil de transformation urbaine, mais aussi de transformation sociale ».

Marion Gret et Yves Sintomer (2002 : 94, 97) remarquent que le processus donne plus de place à ceux qui sont socialement dominés dans la société et dans la politique traditionnelle. Une forte présence des femmes a même été observée dans les assemblées où elles sont devenues majoritaires à partir de 1998 même si elles sont restées minoritaires dans les conseils et les forums. Le processus permet l'affiliation et une présence massive des classes populaires qui peuvent constater l'efficacité de leur engagement. Ils observent également que « le dispositif diffère concrètement de l'avant-gardisme autoritaire : il est ouvert à tous ; la pyramide participative prévoit l'élection des responsables à tous les niveaux, et non leur cooptation ou leur désignation par en haut ; les critères de répartition sont assez transparents et rendent difficile une relation de type paternaliste entre l'avant-garde et le reste du peuple… ».

Ils observent également que le «socialisme municipal» de Porto Alegre s'est développé après les changements en Europe de l'Est et qu'il a tiré les leçons de l'échec du socialisme bureaucratique. Il constitue de ce fait «l'une des expériences les plus originales qui viennent démontrer qu'une lutte radicale pour la justice sociale n'est pas destinée à déboucher sur le totalitarisme».

Mais, s'agit-il de cogestion ou d'autogestion? L'analyse de la structure du budget participatif montre qu'il ne s'agit pas, aux yeux de Marion Gret et d'Yves Sintomer, à proprement parler d'un processus autogéré. Les décisions sont plutôt prises globalement entre l'exécutif et une pyramide participative dans un processus de cogestion. Ces auteurs (2002: 100-101) montrent que selon les cas il s'agit d'un processus d'autogestion: quand les participants prennent la décision finale sans intervention de l'exécutif; d'autogestion sous contrôle de l'exécutif: lorsque les décisions sont prises de façon autonome mais contrôlées par l'exécutif dans le cas de l'économie solidaire subventionnée par la mairie; de cogestion par contrôle ou influence de l'exécutif sur les décisions populaires: lorsque les décisions sont prises par la structure participative mais qu'elles doivent être négociées avec le gouvernement local; de cogestion par contrôle populaire sur les décisions de l'exécutif: lorsque des initiatives souhaitées par l'exécutif sont soumises à l'approbation de la pyramide participative avec droit de veto; de pouvoir de décision de l'exécutif avec consultation des participants: quand l'interpellation réciproque entre les deux parties se conclut par une décision unilatérale de l'exécutif; enfin de décisions démocratiques de l'exécutif: quand la structure participative dépend totalement de l'exécutif. D'une manière générale, la capacité d'influence des citoyen·nes est plus grande au niveau des quartiers ou des assemblées et des forums de secteurs, alors que celle de l'exécutif se fait plus sentir au niveau de la ville et du conseil de budget participatif. Les différenciations pointées au sein du processus lui-même montrent bien qu'il ne peut exister dans un contexte capitaliste et dans le corset institutionnel brésilien ni processus intégralement autogestionnaire, ni autogestion généralisée. Mais ces différenciations n'invalident en rien l'appréciation de la dynamique politico-sociale du processus d'une expérience que nous qualifions bel et bien, pour notre part, d'expérience autogestionnaire.

L'expérience dans l'État du Rio Grande do Sul

En 1998, le PT remporte l'élection dans l'État du Rio Grande do Sul. Olivio Dutra, ancien maire de Porto Alegre, le premier à avoir expérimenté le budget participatif, devient gouverneur. Il décide d'étendre

l'expérience à tout l'État. Il s'agit de démontrer que le budget participatif n'est pas réalisable uniquement à l'échelle municipale et que les populations des 497 municipalités peuvent élaborer et décider le budget et le programme d'investissement de l'État. Compte tenu de l'importance des ressources dont dispose l'État, cette victoire électorale a accru de façon importante les montants débattus par le budget participatif. En effet, l'accès au crédit via les banques de développement (Barisol, BNDES et Banque du Brésil) permet de disposer de ressources importantes servant à financer des programmes dans les secteurs agricoles et le développement économique régional. Ces affectations financières sont elles aussi discutées dans le cadre du budget participatif.

L'État étend également les compétences légales pour mener des politiques publiques à une échelle plus significative au niveau du Rio Grande do Sul, avec en particulier : le transport et la circulation (revêtement de routes, construction de ponts), l'habitat (logement rural, coopératisme, logement social, régularisation foncière), l'environnement, la sécurité publique, l'éducation (réseau d'écoles publiques, création d'une université), la santé (mise en place de programmes régionaux et municipaux de santé publique), l'agriculture (réforme agraire, agriculture familiale, programmes de luttes contre la pauvreté en milieu rural), gestion d'entreprises (création d'entreprises, appui aux micros, petites et moyennes entreprises), l'économie populaire et solidaire (appui aux systèmes de production locaux), l'énergie (programme d'éclairage à la campagne, développement de la production et distribution de l'énergie électrique), inclusion sociale (revenu minimal et réseau de citoyenneté) (De Souza, 2003).

La transposition du budget participatif du niveau municipal à l'État se réalise sensiblement sur le même principe et la même architecture : vingt-trois secteurs géographiques sont créés, des forums thématiques et une pyramide à trois niveaux avec à la base des assemblées plénières municipales ; au niveau intermédiaire, des assemblées de secteurs ; au sommet, un Conseil du budget participatif au niveau de l'État. On retrouve également les trois paramètres (démocratique-majoritaire, justice sociale et technique) ainsi que les trois critères de répartition budgétaire (priorités des habitants, carences et populations), le cycle étant organisé sur toute l'année (Gret et Sintomer, 2002 : 62).

L'État instaure également un autre mode de relation avec les municipalités qui sont amenées à collaborer à la mise en œuvre des politiques publiques de la région. Pour Ubiratan de Souza, « les relations politiques traditionnelles et clientélistes commencèrent à céder le pas à tous les niveaux par une nouvelle forme de gestion publique qui établit un

contrôle social et de lutte contre les inégalités régionales en instaurant un pacte fédéraliste entre l'État et les municipalités» (De Souza, 2003).

> Une autre avancée fut la création à l'échelle fédérale d'une méthodologie de démocratie directe et de planification participative avec un caractère délibératif en assemblées publiques dans toutes les municipalités gaucho[1].

Mais la mise en œuvre du budget participatif entre 1999 et 2002 s'est heurtée à une opposition plus virulente au Parlement régional où le PT était minoritaire. En 2000, un recours juridique d'un député fédéral de l'opposition a empêché la poursuite du processus en interdisant l'attribution de crédits pour le fonctionnement de la structure participative. Néanmoins, les délégués du budget participatif, les maires, les organisations populaires et citoyennes réagirent en organisant des réunions pour poursuivre le processus sous une forme auto-organisée et en créant le Forum gaucho de défense de la participation populaire. La durée du processus (qui ne fut pas reconduit après la victoire de l'opposition fin 2002) ne permet pas de tirer un bilan exhaustif de cette expérience à cet échelon. Cependant il faut relever la très forte participation : la fréquentation a oscillé entre 188 000 personnes en 1999 et 333 000 personnes en 2002 ; le nombre d'assemblées publiques sur quatre années s'élève à 2 824 et le nombre de délégués élus à 57 193 (De Souza, 2003).

Les expériences de Porto Alegre et de l'État du Rio Grande do Sul ont eu des répercussions au Brésil, en Amérique latine et à travers le monde puisque le «modèle» a inspiré et a été repris même s'il prend des formes diverses[2].

L'expansion du budget participatif

Il y a eu trois grandes phases d'expansion du budget participatif. La première (1989-1997) a été caractérisée par des expériences dans un nombre limité de villes. La deuxième (1997-2000) a été marquée par la consolidation au Brésil. Au cours de cette phase, plus de 130 villes ont adopté le budget participatif. La troisième phase (à partir de 2000) a été celle de l'expansion et de la diversification au-delà des frontières du Brésil. Le budget participatif a été mis en œuvre dans 130 villes et trente pays différents dans le monde (ONU-Habitat, 2005). Selon d'autres sources, 1 200 municipalités d'Amérique latine auraient adopté le budget participatif, une cinquantaine en Europe dont seulement une dizaine en France.

1. Désigne la région de pampa du sud du pays.
2. [▶ Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul].

Le Brésil reste le principal pays où le budget participatif est pratiqué puisqu'il représente près de 80 % des cas. Mais il a également été développé dans la région des Andes (Pérou, Équateur et plus récemment en Bolivie et en Colombie). Des expériences de budgétisation participative existent également à des degrés et à des niveaux de formalisation divers dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Argentine, Paraguay, Uruguay, Chili, République dominicaine, Salvador et Mexique). Certaines villes européennes ont engagé des processus de budgétisation participative (principalement en Espagne, en Italie, en Allemagne et en France) et plusieurs villes africaines (au Cameroun par exemple) et asiatiques (au Sri Lanka notamment) les ont rejointes.

Le budget participatif est pratiqué dans des villes de tailles différentes (depuis des villes de moins de 20 000 habitants jusqu'à des mégalopoles telles que Buenos Aires ou São Paulo). Il est pratiqué dans des municipalités rurales ou semi-rurales ou des villes totalement urbanisées. Il est également pratiqué dans des villes aux ressources publiques diverses, telles que Villa El Salvador[1] au Pérou qui dispose d'un budget par habitant dix fois inférieur à celui des villes européennes. Il est aussi parfois limité à une partie de la municipalité comme à Buenos Aires ou El Alto en Bolivie. Il a également été mis en œuvre à une plus grande échelle, tel l'État du Rio Grande do Sul et dans certaines provinces du Pérou, ce pays étant le seul à disposer d'une loi nationale sur le budget participatif applicable à toutes les municipalités et provinces.

Il n'existe pas de modèle type dans l'exécution du budget participatif car les expériences sont le produit des réalités de chaque région, de son histoire, de sa citoyenneté mais aussi de la culture administrative des pouvoirs publics.

En Amérique latine, le budget participatif est, à l'image de l'expérimentation de Porto Alegre, un outil de redéfinition des priorités et de promotion de la justice sociale, ce qui n'est pas le cas en Europe. Les citoyen·nes passent du statut d'observateurs à celui d'acteurs à part entière.

En Europe, l'un des problèmes majeurs de la plupart des expériences est, selon Yves Sintomer, « qu'il leur manque la mobilisation associative, celle de la société civile ; le processus est impulsé par le "haut" et n'est pas innervé par les discussions de la base qui font la base du budget participatif de Porto Alegre. C'est notamment le cas en France. Une autre difficulté est le manque de règles claires qui permettraient de synthétiser de façon non arbitraire les différentes demandes. En la

1. [▶ Travailleurs et autogestion].

matière, la France est un cas d'espèce ! C'est le pays de l'informalité, de l'absence de clarté, du flou sur la façon dont la synthèse est établie à l'issue des discussions ; les hommes politiques écoutent, puis ils sélectionnent subjectivement » (Sintomer, 2005).

Le budget participatif a été porté en France principalement par le réseau Démocratiser radicalement la démocratie, mais il n'a rencontré qu'un écho limité du fait de la forte prégnance de la démocratie représentative, du manque d'intérêt et de la confiscation du pouvoir par les édiles, ainsi que du faible relais apporté par la majeure partie de la « gauche de gauche ». Il n'y a été porté que par la gauche alternative et des secteurs du PCF, et dans une moindre mesure par des élus·es Verts et plus rarement socialistes. Il suffit d'observer le rôle de presque tous les élu·es, hostiles, indifférent·es ou condescendant·es, dans les conseils de quartier. Cette situation est pour le moins paradoxale dans un pays où Rousseau et Condorcet ont exercé une influence non négligeable sur la pensée politique et qui a connu des formes de démocratie directe lors des différentes révolutions et des communes de 1792 et de 1871[1].

Si le budget participatif ne peut représenter un « modèle » exclusif, indubitablement l'expérience de Porto Alegre a permis de rénover radicalement la démocratie et de démontrer qu'il est possible d'associer la population à la définition et à la décision des politiques publiques qui les concernent au premier chef.

Alors que dans les sociétés occidentales, la démocratie représentative est en pleine crise – ce qu'expriment son discrédit grandissant et la montée continue de l'abstention de l'électorat populaire –, que le capitalisme mondialisé en réduit les compétences, le budget participatif a été une innovation essentielle et a prouvé que les formes d'organisation démocratiques héritées de la fin du 19e siècle pouvaient être révisées. Cette expérience grandeur nature a montré aussi qu'il n'est pas suffisant de se référer aux multiples expériences et tentatives ouvrières d'émancipation, d'autodétermination, d'autogestion qui marquèrent les deux siècles écoulés pour justifier une stratégie de rupture. En effet, les institutions politiques qui gèrent la « cité », la société, ne peuvent plus fonctionner comme par le passé. La démocratie représentative est remise en cause :

> La mondialisation financière et industrielle, la concentration extrême qui en résulte dans les principales activités économiques, réduisent la capacité des États à réguler les rapports sociaux et les obligent même à déléguer certaines fonctions souveraines. Le droit, la justice,

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].

> la monnaie sont de plus en plus largement gérés par des institutions internationales à l'abri de toutes sanctions électorales. Le maintien de l'ordre national et international tend à être l'ultime fonction des États jusqu'à redonner une surprenante actualité à la formule d'Engels «l'État, c'est un groupe d'hommes armés» (Fiant, 2005).

De façon générale, le dépérissement de la démocratie représentative conduit à la mise en place d'États autoritaires, en même temps que s'affirme la réponse des partis bourgeois et des politiciens de droite à la crise de la politique et de sa représentation : l'accentuation de la professionnalisation de la politique et une condescendance assumée et non dissimulée vis-à-vis du suffrage universel (Lefebvre, 2009).

Les assemblées élues ne représentent ni les aspirations ni les contestations populaires. La crédibilité des institutions politiques, à commencer par les partis politiques eux-mêmes, est de plus en plus affectée par cette régression générale de la démocratie :

> La démocratie est devenue une idéologie de classe légitimant des systèmes qui permettent à un petit nombre d'individus de gouverner – et de gouverner pour ainsi dire sans le peuple ; des systèmes qui semblent exclure toute autre possibilité que la reproduction à l'infini de leur mode opératoire (Ross, 2009 : 118).

La démocratie n'est donc pas à rénover mais à réinventer. Pour nous, c'est celle résultant d'une généralisation de l'autogestion, celle de la république autogérée. Considérée de manière globale, cette problématique est l'alternative à la professionnalisation de la politique en permettant que la démocratie et la politique deviennent l'affaire de toutes et de tous. Dans ce contexte, le budget participatif à Porto Alegre a été plus qu'une expérimentation car «le très grand nombre de cas où ce mode de démocratie s'est implanté de manière exemplaire nous conforte dans l'idée que c'est l'une des voies de reconstruction d'un projet socialiste» (Pont, 2007).

avril 2010

Pour en savoir plus

Burgos-Vigna, Diana (2006), «Les mutations de la gouvernance démocratique en Amérique latine», CERI.

De Souza, Ubiratan (2003), «Orçamento participativo – experiência do governo do estado do Rio Grande do Sul», janvier.

Favreau, Louis (2008), «Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et coproduction de services dans un bidonville», dans Julie Duchatel et Florian Rochat (2008), *Produire de la richesse autrement,* Genève, CETIM.

Fiant, Michel (2005), «Esquisses pour un projet autogestionnaire», juin.

Genro, Tarso et Ubiratan De Souza (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville : l'expérience de Porto Alegre,* Paris, Léopold Mayer.

Gorz, André (Michel Bosquet) (1975), *Écologie et politique,* Paris, Galilée.

Gorz, André (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie,* Paris, Galilée.
Granet, Estelle et Solidariedad (2003), *Porto Alegre, les voix de la démocratie,* Paris, Syllepse.
Gret, Marion et Yves Sintomer (2002), *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie,* Paris, La Découverte.
Lefebvre, Rémi (2009), « Faire de la politique ou vivre de la politique », *Le Monde diplomatique,* octobre.
Münster, Arno (2008), *André Gorz ou le socialisme difficile,* Paris, Lignes.
ONU-Habitat (2005), *72 questions courantes sur le budget participatif,* Programme gestion urbaine.
Pont (Raúl) (2000), « L'expérience du budget participatif de Porto Alegre », *Le Monde diplomatique,* supplément : « Quand la ville est porteuse des espérances de citoyenneté », mai.
Pont (Raúl) (2007), « L'expérience de Porto Alegre », *FondationS,* n° 5, Fondation Gabriel Péri.
Réseau capacitation citoyenne (2000), *Pas de formation citoyenne sans action sur le réel. Le budget participatif de Porto Alegre.*
Rosanvallon, Pierre (2000), « La présentation des réflexions de Condorcet », dans Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée,* Paris, Gallimard.
Ross, Kristin (2009), « Démocratie à vendre », dans George Agamben et coll. (2009), *Démocratie, dans quel état ?,* Paris, La Fabrique.
Sartre, Jean-Paul, Pierre Victor, Philippe Gavi (1972), *On a raison de se révolter,* Paris, Gallimard.
Sintomer, Yves (2005), « Entretien », *Territoire.*
Toulotte, Martine (2000), « Porto Alegre, un exemple de démocratie participative à suivre », intervention au congrès des Alternatifs.

Commune du 17 avril (La)

Flora Bajard et Julien Terrié

« La question "Quelle ville voulons-nous ?" est indissociable d'une multitude d'autres questions : Quel genre de personnes voulons-nous être ? Quelles relations sociales poursuivons-nous ? Quels rapports à la nature défendons-nous ? Quelle vie quotidienne désirons-nous ? Quelles technologies jugeons-nous appropriées ? Quelles valeurs esthétiques défendons-nous ? Le droit à la ville ne se réduit donc pas à un droit d'accès individuel aux ressources incarnées par la ville : c'est un droit à nous changer nous-mêmes en changeant la ville de façon à la rendre plus conforme à notre désir le plus cher » (Harvey, 2009).

Un *acampamento* est l'occupation d'une terre qui n'assume pas sa fonction sociale – c'est-à-dire des terres improductives, ou produisant en monoculture pour l'exportation, des OGM, ou utilisant des travailleurs

esclaves –, destinée à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation en attendant d'obtenir l'expropriation[1] de celle-ci. Reconnaissables par des maisons de fortunes construites à partir de bois et de bâches noires, les *acampamentos* peuvent être maintenus plusieurs années lorsqu'aucune réponse n'est donnée par les institutions étatiques ou fédérales. En revanche, une fois le terrain attribué aux « sans terre » par la voie légale, il devient un *assentamento*. Alors que les *acampamentos* sont généralement implantés à la campagne, à Fortaleza, la quatrième ville du Brésil (État du Céara) dans le Nordeste du Brésil, un *acampamento* urbain voit le jour le 17 avril 2010. Il est baptisé par ses habitants « Commune du 17 avril ». Voici comment les occupants présentent les faits :

> À l'aube du 17 avril 2010, quatre cents familles du Mouvement des conseils populaires (MCP)[2] et du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST)[3] ont occupé le site de São Jorge, dans le quartier Jose Walter à Fortaleza. Il s'agissait du plus grand *latifundio*[4] urbain de Fortaleza, plus de 500 hectares de terre en zone urbaine, doté de toute l'infrastructure et n'attendant plus que la mise en valeur de la terre. Le site de São Jorge appartenait à la famille Montenegro, l'un des principaux propriétaires terriens de notre ville. La Commune est née du besoin de quatre cents familles, dont certaines qui, organisées depuis 2007 dans la lutte pour un habitat décent, ne voyaient plus dans les pouvoirs publics aucune perspective d'aboutissement de leur demande de logement[5].

Le 2 mars 2011, un an après le début de l'occupation, les familles remportent une victoire importante : mille deux cents logements en

1. Loi 184 de la Constitution fédérale brésilienne : « Il est du ressort de l'Union d'exproprier pour raison sociale ou pour des fins de réforme agraire, la propriété rurale qui ne remplit pas sa fonction sociale, moyennant une préalable et juste indemnisation. »
2. Mouvement des conseils populaires. Né en 2004, ce mouvement politique des quartiers populaires de Fortaleza a pris de l'ampleur pendant la campagne électorale de Luiziane Lins (Parti des travailleurs) en 2008, qu'il contribua à faire gagner. Depuis 2008, déçus par le mandat de Luiziane Lins, le MCP prend ses distances et choisit des formes de luttes radicales, notamment sous forme d'occupations de bâtiments.
3. Mouvement des travailleurs ruraux sans terre. Mouvement social né en 1985, le MST est un mouvement populaire rural organisant les paysans sans terre dans 24 États, sur les 26 que compte le Brésil. Il a comme objectif la mise en œuvre d'une véritable réforme agraire, et pour cela, intervient dans le champ politique, en particulier en occupant des terres improductives des *latifundios* en vue d'obtenir leur expropriation. Le MST organise environ un million de familles sans terre au Brésil, et constitue le plus puissant mouvement social brésilien.
4. Grande propriété terrienne.
5. Texte issu du blog de la Commune du 17 avril, http://comuna17deabril.blogspot.fr/.

dur seront construits sur le terrain occupé. D'où la question qui nous intéresse ici, si l'on se fixe pour objectif de regarder cette expérience locale brésilienne comme un laboratoire pour une réflexion sur l'autogestion et la réorientation stratégique de ces mouvements sociaux : au regard de quels constats cette occupation urbaine s'inscrit-elle dans des formes nouvelles de lutte politique ? Quelles forces l'expérience de la Commune a-t-elle permis de mettre en action durant cette année d'occupation pour aboutir à un tel résultat, et comment caractériser le processus qui a conduit à celui-ci ?

Lorsque nous nous sommes rendus dans la Commune du 17 avril en mai 2010, l'endroit ressemblait à un lieu en phase d'émergence : une tente de cirque avait été plantée au centre du terrain, des maisons de fortune en bois et en tôle avaient été montées, et d'autres, dont on ne percevait que les maigres charpentes en branchages, se faisaient attendre. Des occupants creusaient des tranchées, d'autres étaient occupés au nettoyage des lieux. Mais cette phase d'installation était déjà ancrée dans une autre dynamique, qui avait pris forme en quelques semaines seulement d'occupation : celle de la vie politique, de l'organisation collective et des activités communautaires de l'*acampamento*. Une déambulation dans la Commune permettait de constater que l'école, où des femmes de tous âges y apprenaient à tracer les lettres de l'alphabet, fonctionnait, que les baraquements étaient d'ores et déjà organisés en *núcleos*[1], et que la grande tente servait de lieu de rassemblement pour les discussions et prises de décisions collectives.

En somme, dans la Commune du 17 avril, de nombreux principes de fonctionnement que l'on peut retrouver dans la plupart des *acampamentos* et *assentamentos*[2] étaient déjà mis en pratique. En ce sens, il est important de noter que l'organisation spatiale et humaine ne vise pas à un semblant d'ordre, mais constitue la mise en œuvre matérielle et concrète des objectifs philosophiques et politiques du mouvement. C'est en effet à travers un ensemble d'éléments objectifs et symboliques que se concrétise le projet d'émancipation de chacun·e en tant que sujet, mais aussi le devenir collectif, qui consiste à retrouver une visibilité et une reconnaissance sociales : regroupements des habitations en *núcleos* et organisation participative, tenue de réunions et assemblées, organisation d'activités par secteurs (santé, éducation, coopératives, art…), travail

1. Unité de base de l'organisation, souvent constituée d'une dizaine de familles. À Fortaleza, les *núcleos* se sont créés en fonction des quartiers d'origine des familles.
2. Sur l'organisation du MST, voir Stedile et Mançano (2003).

d'esthétiques et de représentations spécifiques (chants, théâtre, iconographies, slogans…), et, bien sûr, production agricole[1].

Un aspect particulièrement marquant de cette organisation sociale et politique, *a fortiori* pour un observateur·trice habitué·e à des formes plus classiques d'engagement et de militance, est la forte créativité pour élaborer des solutions aux problèmes rencontrés et pour consolider le travail collectif. Ainsi, grâce à l'expérience du MST, certaines de ses pratiques comme les *místicas,* une forme d'éducation permanente, ont par exemple pu être importées dans la Commune. Les *místicas* sont des célébrations qui ne sont pas restreintes au religieux, mais abordent les thèmes de l'oppression et du rêve de la société future à construire à travers le théâtre, le chant, la danse, la poésie. Les *místicas* permettent, sous forme métaphorique et symbolique, de matérialiser les aspirations de tous, et de créer un «tout» consolidant le collectif et une conscience de classe en construction : c'est en ces termes que l'expriment régulièrement les militants. Comme pour les autres activités (prises de décisions au sujet de la vie collective, travail agricole, participation aux tâches domestiques, construction et rénovation des bâtiments, animation d'ateliers, etc.), les *místicas* engagent chaque occupant·e corporellement et mentalement dans un nouveau rôle social : celui d'acteur·trice de sa propre vie, intégré·e à un collectif partageant des trajectoires et conditions de vie proches, et ayant pris conscience que l'oppression n'était pas le résultat d'une condition sociale relevant d'une destinée, mais bien la conséquence d'un système dont les mécanismes aboutissent à des rapports de domination entre classes sociales. Ainsi, lieu d'habitation, de travail, d'organisation collective, la Commune est un lieu où se joue la transformation de destins en devenirs, forgés par les acteurs du mouvement eux-mêmes : «territoire de l'attente», l'*acampamento* «permet de rompre avec une vision du temps fermé, homogène et ouvre une brèche vers un temps des possibles – d'"un autre monde possible" – au sein duquel vont s'expérimenter de nouvelles valeurs» (Martig, 2012). Si la Commune est ce territoire d'attente, il est donc également traversé par une dynamique, un processus jamais abouti et un perpétuel enjeu : la transformation des conditions de vie objectives et la constitution d'un sentiment d'appartenance à une classe sociale.

Le retour à la terre en milieu urbain : les spécificités des *comunas da terra*

Les *comunas* sont donc des lieux de socialisation, de politisation et d'éducation populaire et militante. Stratégiquement, elles

1. [▶ Ferme de Campêche (La)].

constituent – tout comme les *acampamentos* et *assentamentos* de façon générale – des points de repère ou d'appui à de nouvelles expériences du même type à proximité ou ailleurs dans le pays. À Fortaleza, la Commune du 17 avril présente toutes les caractéristiques des occupations de sans terre. Cependant, en tant qu'occupation en milieu urbain, la Commune constitue une expérience innovante au Brésil[1]. Afin de comprendre celle-ci, il convient donc de repérer ses spécificités au regard des *acampamentos* traditionnels.

Tout d'abord, pour la première fois, une majorité de citadins, assujettis à une domination économique, sociale et symbolique ancrée dans les formes urbaines du capitalisme (petits boulots informels, vie en *favela,* misère et violences urbaines) devaient apprendre à cultiver la terre et à vivre de ce travail. À la conscientisation politique s'ajoutait donc la nécessité d'une formation à l'agriculture : faire pousser des légumes et des fruits, cultiver des céréales, les nouveaux occupants de la Commune devaient l'apprendre, ou se le remémorer. Ainsi, le fonctionnement d'une *communa* diffère d'abord des *acampamentos* ou *assentamentos,* en ce qu'il est porteur d'un nouveau procédé : celui d'un « retour à la terre en milieu urbain » compris comme « recréation, revalorisation, et ravivement des valeurs d'une morale paysanne » (Goldfarb, 2007 : 72).

Le fonctionnement en coopérative et collectifs de travail permet, comme dans les autres occupations, de se soustraire aux rapports de production de la logique capitaliste. Cependant, il se crée en outre ici un territoire « paysan » en ville, avec les rapports au temps, au quotidien et les valeurs éthiques qui lui sont associés. Seconde spécificité, le terme de *comuna* dans le MST implique qu'il s'agit d'une « concession de droit réel d'utilisation », un statut particulier qui interdit la propriété individuelle de la terre[2], alors que celle-ci est possible dans certaines occupations du MST. Il n'existe donc pas de titre de propriété de la Commune du 17 avril, et à aucun moment les familles ne peuvent revendre individuellement la terre obtenue, comme cela a pu se produire, bien qu'en de rares occasions, sur des *assentamentos* du MST.

Enfin, dernière différence avec les occupations « classiques » au Brésil : l'environnement urbain dans lequel s'implante la Commune modifie

1. Trois autres occupations urbaines ont été initiées à Campinas, Guarulhos et Belo Horizonte. Voir les précisions plus loin au sujet de ces *comunas da terra* en milieu urbain.

2. Loi fédérale 271 du 20 février 1967. Possibilité pour les pouvoirs publics de transférer l'usage exclusif (rémunéré ou gratuit) d'un terrain public à un tiers pour que celui-ci soit utilisé non personnellement et à des fins spécifiques d'urbanisation, d'industrialisation, d'édification, de culture ou de toute autre activité exploitante d'intérêt public. Cette loi est souvent utilisée pour rendre effectives les politiques locales d'aménagement du territoire et d'urbanisation.

légèrement ses enjeux et son fonctionnement par rapport au milieu rural. D'abord, la proximité avec les réseaux de trafic illicite (de drogue particulièrement) demande une vigilance accrue de la part des organisations et des occupants, vis-à-vis des risques d'implantation de ces réseaux au sein des communautés. Ensuite, le contenu des activités créées dans l'*assentamento* reste lié au contexte urbain, où se développe d'avantage le secteur tertiaire : la Commune du 17 avril compte par exemple un salon de beauté communautaire, une coopérative de couture, une *bodega* nommée *Victoire collective,* et une épicerie vendant les produits de la *communa* et garantissant des prix populaires sur les produits de première nécessité. Autant d'espaces générant une économie ouverte sur la ville[1].

Les *comunas da terra* : une stratégie d'avenir ?

> On s'inscrit dans une stratégie plus large, une stratégie commune à tous ces mouvements sociaux, qui est celle de la révolution, du rêve d'un monde différent, de la transformation. Je crois que c'est ce qui a uni ces luttes dans ce mouvement des mouvements (Talita, militante du MCP dans la Commune).

Alors que les problématiques liées à la possession et au travail de la terre ont, au Brésil comme dans le reste de l'Amérique latine, essentiellement pris la forme de luttes en milieu rural, deux constats émergent depuis quelques années : d'abord, les impacts de la propriété foncière sur les relations de domination politique et économique se font sentir aussi bien dans les grands centres urbains que dans les zones rurales[2]. Par ailleurs, la ville est un espace où se concentrent les plus fortes contradictions du modèle capitaliste, et donc d'importantes populations mobilisables pour les objectifs de révolution portés par les mouvements sociaux et partis politiques de la gauche radicale. D'ailleurs, le Mouvement des sans terre, après vingt-sept ans d'existence et d'énormes avancées historiques pour la réforme agraire (plus de 20 millions d'hectares expropriés, près d'un million de familles de sans-terres organisées) est parfaitement conscient des limites de son combat politique : le Brésil est un pays essentiellement urbain, car bien que le rapport au pouvoir reste extrêmement lié à la possession de terres rurales, 87 % de la population vit désormais en ville[3], notamment les classes pauvres.

1. [▶ Sans-terre urbains (Les)].
2. À noter que la tenue de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016 renforcent les politiques d'aménagement du territoire reposant sur le déplacement des populations pauvres aux marges des villes.
3. Chiffres donnés par l'Université de Sherbrooke (Québec) en 2010.

Aussi, la direction du MST a-t-elle orienté depuis la fin des années 1990 sa réflexion stratégique vers la «conquête» des villes. Deux grandes idées avaient été expérimentées dans cette optique : l'implantation de militants du MST dans les *favelas* d'une part, et le soutien du MST à des mouvements pour le logement, comme le MTST (Mouvement des travailleurs sans toit) d'autre part. Cependant, deux grandes contradictions sont venues empêcher ces expérimentations. La première, l'affrontement avec les organisations présentes dans les *favelas*, notamment les organisations criminelles liées aux divers trafics. La seconde, qui nous intéresse particulièrement ici, liée à la nature de la lutte pour le logement : bâtir des organisations autour de la conquête de l'habitat ne conduit pas pour autant – contrairement à la lutte pour la terre – à la conquête d'un outil de travail et de moyens de production. Autrement dit, les Sans Toit obtiennent un logement, mais restent bien souvent dans la pauvreté, sans perspectives de travail autres que les petits boulots ou l'indigence[1].

Ainsi, depuis 2001, dans l'État de São Paulo, le MST réfléchit à un projet de *comunas da terra* – qu'ils mettront en pratique à partir de 2003 à Guarulhos et Campinas – et l'expérience de Fortaleza s'inscrit dans la continuité de ces réflexions. Semer, planter, récolter, transformer, vendre les produits de l'agriculture devait permettre de réunir les aspirations de ces deux mouvements, le MST et le MCP : donner aux sans toit un logement digne et sortir d'un système locatif perpétuant la précarité ; leur offrir un travail, celui de la terre, sans lequel ne pourrait exister leur maintien économique et social.

À Fortaleza, c'est d'abord par un «travail de base» et une présence dans les quartiers initiés par le MCP en 2008 qu'a commencé cette mise en mouvement. L'idée est de rassembler les habitants autour de cet enjeu majeur : la lutte pour le logement. Celle-ci pourrait alors constituer l'amorce d'autres luttes (travail, santé, éducation), et le point de départ d'un processus qui serait perçu, selon Erika (membre du Parti du socialisme et des libertés qui milite dans la Commune du 17 avril), par les habitants comme une «façon de conquérir leur existence». Aujourd'hui, l'occupation urbaine de terres cultivables à Fortaleza permet d'offrir des perspectives d'habitat, de production, mais aussi de vente directe au consommateur de produits agricoles issus de l'agriculture paysanne, écologique, et produits en coopérative. En important dans la ville les

1. Cela explique aussi le moindre impact politique des conquêtes urbaines au Brésil, et le rapport de force bien moins favorables aux mouvements sociaux qu'elles créent avec les institutions.

revendications, les formes de militance et d'organisation du MST, la Commune du 17 avril préfigure ainsi la nouvelle stratégie des mouvements paysans et anticapitalistes au Brésil, visant à une réforme agraire et urbaine. En l'occurrence, l'occupation d'un terrain dans la ville et la conquête d'un habitat, associée au fonctionnement productif autogestionnaire de la Commune, a permis la mise en œuvre conjointe du droit au logement et du droit au travail.

Enfin, ces deux logiques déployées au sein de l'organisation collective du MST ont par ailleurs conduit les habitants-producteurs à devenir, comme l'indique Jacinte (militante du MST et occupante de la Commune du 17 avril) «sujets de leur propre histoire». Car l'inscription dans une lutte politique avec le MST et le MCP introduit d'autres paramètres, en plus de l'obtention d'un toit et d'un travail : l'inscription dans des luttes globales contre les *latifundios,* les distributeurs de produits agricoles, les OGM, l'agro-industrie nationale ou internationale, mais aussi contre la spéculation immobilière, ainsi que le trafic et ses réseaux. Cette inscription dans une lutte plus générale et la prise de conscience, par le biais des intenses moments de discussion, de formation et d'information inhérents aux processus de luttes sociales et de vie collective en *acampamento,* constituent des éléments de (re)construction individuelle et collective des sujets sociaux, qui s'affrontent désormais aux injustices et aux maux qui les avaient «déshumanisés» jusqu'alors.

Cette stratégie gagnante à Fortaleza pourrait être une bouffée d'oxygène pour un MST en tension entre sa tendance *governista* (proche du gouvernement) et sa tendance plus combative face au gouvernement du Parti des travailleurs (PT). En effet, aujourd'hui le MST est en équilibre précaire dans son soutien critique à Dilma Roussef et son gouvernement, alors que les expropriations sont bloquées depuis l'arrivée de Lula au pouvoir (2002).

Il est incontestable que beaucoup de revendications du MST ont été satisfaites concernant les *assentamentos* (crédits, programmes sociaux…), mais les difficultés du MST risquent de s'accentuer car le gouvernement a désormais fait le choix d'un *agrobusiness* tourné vers l'exportation et l'économie «verte» (agrocarburants, monocultures, OGM), et abandonne totalement le projet d'agriculture familiale. D'après le MST, 2011 a été la pire année de conquête pour la réforme agraire depuis son existence, raison suffisante pour inventer de nouvelles stratégies, comme le Mouvement avait déjà su le faire tout au long de son histoire.

2013

Source

Flora Bajard et Julien Terrié, dans Franck Gaudichaud, (coord.) *Amériques latines : Émancipations en construction,* Paris, Syllepse, 2013, www.syllepse.net/lng_FR_srub_98_iprod_560-ameriques-latines-emancipations-en-construction.html.

À voir

Bajard, Flora et Julien Terrié (2011), *Comuna*, documentaire, 28 mn, www.youtube.com/watch?v=jZYDw2NnqhU.

Pour en savoir plus

Goldfarb, Yamila (2007), « A luta pela terra entre o campo e a cidade : as comunas da terra do MST, sua gestacao, principais atores e desafios », *Dissertacao de Mestrado,* apresentada ao curos de Post-graduacao, Geografia humana, Université de São Paulo.

Harvey David (2009), « Le droit à la ville », *La Revue internationale des livres et des idées*, 12 octobre.

Martig, Alexis (2012), « Le phénomène de l'*acampamento* au Brésil : occupation du territoire, attente de la terre et reconnaissance sociale… », http://terriat.hypotheses.org/518.

Stedile, João-Pedro et Bernardo Mançano Fernandes (2003), *Gens sans terre,* Pantin, Le Temps des cerises.

Démocratisation, crise économique et récupérations d'entreprises

Vanessa Moreira Sigolo

Pourriez-vous nous présenter l'ampleur du phénomène de récupérations des entreprises récupérées par les travailleurs dans votre pays, son origine et son évolution ?

Au Brésil, le phénomène de récupération d'entreprises par les travailleurs a émergé dans les années 1980 et s'est accéléré dans les années 1990 dans le contexte de re-démocratisation du pays, à l'issue de l'activité intense des mouvements sociaux contre la dictature militaire et les grandes manifestations populaires pour la réalisation d'élections directes (Diretas-Já). Mais ce fut également une période de grave crise économique, provoquée par l'intégration croissante du pays au processus de mondialisation de l'économie et la mise en œuvre de politiques néolibérales, qui a générée une augmentation importante du nombre de faillites d'entreprises et provoquée la perte d'emploi pour des milliers de travailleurs. En réaction et en résistance à la perte de travail et à la pauvreté, des travailleuses et des travailleurs occupent, résistent et récupèrent leurs usines et, à travers la lutte et la négociation, ils parviennent

à obtenir l'accès aux moyens de production des entreprises et à la propriété de forme collective.

En Amérique latine, les plus anciennes expériences du phénomène des entreprises récupérées par les travailleurs se situent au Brésil. Parmi les plus connues, on trouve les cas d'occupation et de récupération d'une mine de charbon à Santa Catarina, aujourd'hui Cooperminas ; la lutte pour la terre et le contrôle d'une usine de sucre de canne à Pernambuco, l'usine Catende ; la récupération d'entreprises métallurgiques comme Uniforja et Coopermetal ; et le cas de l'usine occupée Flaskô[1], qui mène une activité politique et communautaire intense[2]. Au cours des dernières décennies, dans divers États du pays, il y a eu des centaines de luttes pour la récupération d'entreprises par les travailleurs. Selon les données fournies par les archives de l'Anteag, au cours des années 1990, plus de 700 entreprises en faillite ont pris contact avec l'association à la recherche de soutien pour les récupérations. Il faut signaler que les premières expériences ont été confrontées à la résistance du mouvement syndical, enfermé dans un rapport patron-salarié. Dans de nombreux cas, les travailleurs ont été soutenus par des mouvements sociaux, des groupes politiques liés aux oppositions syndicales (notamment par l'expérience importante des commissions d'usines) et des groupes de l'Église (avec une forte influence de la théologie de la libération, qui a appuyé la formation et l'organisation politique de travailleurs pendant la dictature). Ce n'est que par la suite, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, que le thème de la récupération et de l'autogestion a conquis un espace au sein de la Centrale unique des travailleurs (CUT), avec notamment la création d'Unisol-Brésil (Centrale de coopératives et d'entreprises solidaires).

Au cours de notre recherche en 2011-2012, nous avons identifié 145 cas d'ERT, parmi lesquelles 67 sont toujours actives aujourd'hui dans le pays. Elles regroupent douze mille travailleurs, principalement des hommes (67 %), ayant un niveau de scolarité maximal allant jusqu'au secondaire. Les entreprises, dans leur grande majorité, sont urbaines, du secteur industriel, constituées en coopératives et composées parfois par une centaine d'associés (il n'existe que quatre cas supérieurs à 500 travailleurs). Elles interviennent dans diverses branches de la production : métallurgie, textile/confection, produits laitiers/alimentation, chimie/plastique, hôtellerie, alcool et sucre, chaussures, céramique, meuble, éducation et mine.

1. [▶ Flaskô, dix ans d'occupation].
2. [▶Aciéries de Ploërmel : quand des métallos deviennent propriétaires de leur usine].

> Ces expériences contribuent-elles réellement à instaurer de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles relations sociales dans l'entreprise ?

D'une manière générale, face aux innombrables défis, comme le confirme la recherche, les entreprises parviennent à mettre en pratique des formes d'organisation collectives et démocratiques du travail. Quasiment dans la totalité des cas (92 %), elles affirment pratiquer l'autogestion en réponse à la question sur la forme d'organisation du travail. Parmi les données importantes : la création de nouveaux espaces, des mécanismes de décision collective, de nouvelles stratégies de transparence et d'accès aux finances ; l'accroissement de la flexibilité du travail (horaires et fonctions) ; la réduction substantielle du nombre d'accidents du travail et la baisse considérable des différences de rémunération (dans la majorité, elle est inférieure de un à quatre). Ces données sont concomitantes avec les rapports qui soulignent une plus grande liberté et participation dans les décisions en rapport avec le travail, une plus grande stabilité, la réduction de la pression et l'amélioration de la relation entre les travailleurs, elles permettent d'affirmer l'émergence de nouvelles formes d'organisation et de relation de travail dans les entreprises récupérées par les travailleurs. Toutefois, il est important de souligner qu'il existe une grande diversité de cas, qui inclue des entreprises qui ont peu modifié l'organisation du travail et reproduisent les clivages et les déséquilibres de pouvoir entre les travailleurs, tout comme il existe également beaucoup d'expériences qui ont instauré de nouvelles formes d'organisation et des pratiques collectives de travail, politiques et communautaires, orientées par la logique de l'autogestion et de la démocratisation des relations sociales. Cette diversité indique que le changement dans la propriété des moyens de production n'implique pas nécessairement des transformations complètes des relations sociales de production, bien qu'elles soient indispensables pour ces transformations[1].

> La récupération des entreprises par les travailleurs vous paraît-elle un processus viable et constitue-t-elle une des réponses à la crise du capitalisme et contribue-t-elle à un projet d'émancipation ?

Malgré un panorama assez divers, les expériences de récupération d'entreprises par les travailleurs ont clairement en commun le sens de la résistance, du maintien des espaces de travail qui selon la logique du capital auraient disparu. Le fait que des dizaines de cas restent actifs au

1. [▶ Deux siècles de coopération].

Brésil, pour beaucoup depuis plus de quinze ans, démontre la viabilité de la production en autogestion ouvrière. En outre, ces expériences expriment avec acuité la possibilité concrète de la restitution du statut de producteurs directs aux travailleurs et l'inutilité de la figure du patron, elles interpellent le débat politique public sur les éléments centraux de la reproduction du système capitaliste : le travail salarié/subordonné et la propriété privée capitaliste. De telles expériences constituent des références pour la rénovation du socialisme dans l'actualité et doivent être articulées aux mouvements sociaux engagés dans l'approfondissement de la démocratie et la centralité de la lutte pour l'auto-émancipation du travail et de la société.

Quelles sont les avancées et les difficultés de ces expériences d'autogestion dans votre pays ?

Au cours de la dernière décennie, on a relevé très peu de nouveaux cas de récupération d'entreprises par les travailleurs. Ceci doit être analysé en considérant les taux plus élevés de l'emploi formel, le développement de politiques publiques sociales, mais également les impacts de la nouvelle loi sur les faillites approuvée en 2005, qui a créé de nouveaux mécanismes de maintien de l'entreprise antérieure et la réduction de la possibilité de récupération de l'entreprise par les travailleurs. Cependant, c'est un fait que de nouvelles expériences de récupération au Brésil continuent à surgir, ce qui démontre la possibilité de la poursuite du phénomène y compris en périodes d'expansion économique parce que nous restons un des pays les plus inégalitaires du monde.

Sur les difficultés, dans la recherche, les travailleurs ont mis en évidence principalement le manque de soutien de l'État : l'absence de politiques d'assistance technique et éducative ; le manque d'accès au crédit, à la technologie et d'un cadre juridique adéquat ; et enfin le taux d'imposition excessif. Les seules politiques publiques existantes

ont été conquises par la mobilisation sociale, à savoir la création du secrétariat national à l'économie solidaire au sein du ministère du travail et de l'emploi et du programme de la Banque nationale de développement économique et social. En plus, dans le contexte de crises sociale, économique, écologique du capitalisme contemporain, les expériences de récupération d'entreprises ont une actualité renforcée dans les pays du centre du capitalisme. L'émergence de nouveaux cas et les nouvelles relations et échanges établis entre les expériences de différents pays, dans lesquels la trajectoire de récupération d'entreprises par les travailleurs latino-américains a inspiré la lutte de travailleurs d'autres régions du monde, indiquent de nouvelles formes possibles d'action politique des travailleurs.

> Comment s'opère le travail d'articulation et de débat entre les chercheurs, les travailleurs et les militants ? Pourriez-vous expliquer la méthodologie utilisée ?

Je suis formatrice-chercheuse au Nesol-USP, où nous travaillons à partir d'une conception d'une université qui repose sur trois piliers : l'enseignement, la recherche et l'extension. Cette dernière dimension, souvent marginalisée, garantit la réalisation du principe d'inséparabilité entre théorie et pratique. Elle signifie également la lutte pour l'ouverture de l'Université à la société et particulièrement aux mouvements sociaux et populaires. Notre travail s'effectue à partir des références pédagogiques de l'éducation populaire (Paulo Freire)[1] et du principe politique de l'autogestion, comme processus de construction permanente, y compris dans l'organisation interne du centre. La recherche réalisée avec les entreprises récupérées par les travailleurs résulte de l'articulation entre des chercheurs de dix universités brésiliennes, possédant une expérience militante et une collaboration avec les travailleurs des entreprises récupérées, incluant des projets avec Anteag et Unisol. Ainsi, le travail trouve son sens dans le dialogue permanent et la construction conjointe de la connaissance avec les travailleurs dont l'objectif principal est de contribuer au renforcement et l'accroissement des expériences d'autogestion, en tant que formes de résistance et de lutte des travailleurs. La recherche réalisée, nous travaillons maintenant à la divulgation large des données et des rencontres sont organisées pour débattre des résultats avec les travailleurs. Avec eux et les organisations du mouvement de l'économie solidaire, nous sommes en train de proposer au gouvernement fédéral la réalisation d'une conférence

1. [▶ Éducation émancipatrice (L')].

nationale thématique sur les entreprises récupérées par les travailleurs en 2014. De plus, les chercheurs du groupe continuent à mettre en œuvre de nouveaux travaux de collaboration avec les travailleurs dans leurs différentes universités et domaines disciplinaires (comme l'ingénierie, la sociologie et l'éducation).

été 2014

Source

Contretemps (2014), n° 22, été, Paris, Syllepse.

Pour en savoir plus

Anteag (2004, 2005, 2006), *Autogestão e economia solidária, uma nova metodologia*, vol. 1, 2 et 3, Brasilia, Ministério do Tabalho e Emprego.

Chedid Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores Brasil e Argentina*, Florianópolis, Insular.

Chedid Henriques, Flavio et coll. (2013), *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Multifoco.

Chedid Henriques, Flávio et coll. (2014), « Las Empresas recuperadas por los trabajadores/as en Brasil : resultados de un relevamiento nacional », dans Andrés Ruggeri, Henrique Novaes et Mauricío Sardá de Faria (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

Nascimento, Claudio (2014), « Sindicalismo y autogestión », dans Andrés Ruggeri, Henrique Novaes et Mauricío Sardá de Faria (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

Novaes, Henrique et Mauricío Sardá de Faria (2014), «¿Para dónde van las empresas recuperadas por los trabajadores brasileños ? », dans Andrés Ruggeri et coll. (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)

Richard Neuville

La publication d'un livre sur le processus de récupération au Brésil est venue rappeler qu'un processus identique à celui de l'Argentine se déroule dans ce pays et qu'il l'a même précédé (Chedid, 2013). Le livre est préfacé par Paul Singer[1], qui développa l'incubation technologique de coopératives populaires dans l'État de São Paulo, puis dans l'ensemble du Brésil.

1. Économiste, il participe à la création du Parti des travailleurs. Il est secrétaire d'État à l'économie solidaire en 2003 après l'élection de Lula, puis au ministère du travail et de l'emploi.

Pratiquement inconnu en France et en Europe, le processus brésilien des ERT demeure pourtant une réalité qui s'est traduite par des centaines de luttes et des récupérations par les travailleurs qui ont culminé au cours de la période 1993-2003. Processus que certain·es d'entre nous avions découvert à l'occasion des premiers Forums sociaux mondiaux[1] à Porto Alegre lors de visites d'usines récupérées et de rencontres avec des militant·es autogestionnaires directement impliqué·es dans le soutien à ces expériences dans l'État du Rio Grande do Sul. À l'époque, curieusement nos camarades brésiliens ignoraient les récupérations en Argentine. Les Forums sociaux suivants allaient contribuer à multiplier les échanges entre les expériences de ces deux pays, tout comme le travail universitaire qui allait déboucher en 2007 sur la 1re rencontre internationale de «L'économie des travailleurs» à Buenos Aires.

Comme le montrent les données recueillies, ce processus se distingue sur bien des points du «modèle» argentin. L'enquête s'inspire de la méthodologie de recherche du programme «Faculté ouverte» de l'Université de Buenos Aires qui caractérise la récupération «comme un processus social et économique qui présuppose l'existence d'une entreprise capitaliste antérieure dont la faillite ou la non-viabilité économique débouche sur la lutte des travailleurs pour l'autogérer» (Ruggeri, 2009)[2]. Les premières expériences de récupération des entreprises sont observées dans les années 1980 mais c'est au cours des années 1990 sous les présidences de Fernando Collor de Mello et Fernando Henrique Cardoso qui lance le plan Real pour juguler l'inflation et engage une vague de privatisation d'entreprises publiques et l'ouverture au capital étranger que le processus se développe de manière significative en réaction aux fermetures de milliers d'entreprises.

En 1994, alors que les tentatives de récupération se multiplient, l'Association nationale des travailleurs des entreprises autogérées et de participation actionnariale (Anteag[3]) est créée pour fédérer le mouvement et conseiller les équipes de travailleurs (Neuville, 2006). Initialement, ce sont surtout les mouvements sociaux, la gauche syndicale et les groupes de l'Église liée à la théologie de libération qui soutiennent ces luttes. Les organisations syndicales – qui ont d'abord eu de fortes réticences à appuyer les premiers cas de récupération – s'engagent par la suite à travers la création de structures spécifiques.

1. [▶ Lutte pour les communs dans les Balkans (La)].
2. [▶ Occuper, résister, produire].
3. Créée en 1994 par d'anciens syndicalistes et des travailleurs des premières entreprises récupérées.

En 2000, des syndicats de la métallurgie et de la chimie créent l'Union et solidarité des coopératives (Unisol Cooperativas) à São Paulo, puis en 2004, avec l'appui de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et de l'Agence de développement solidaire (ADS), Unisol-Brésil est constituée. Parallèlement, en 2002, le Mouvement des usines occupées (MFO) surgit avec l'occupation des usines Cipla et Interfibras (État de Santa Catarina). Celui-ci se distingue de l'économie solidaire et revendique la nationalisation des usines sous contrôle ouvrier. Mais seule l'une d'entre elles parvint à poursuivre la production, l'entreprise Flaskô (État de São Paulo) qui occupe l'usine depuis onze ans et fonctionne sous contrôle ouvrier (Moreira Sígolo, 2014)[1].

Pour respecter le travail méthodologique de l'enquête et pour une meilleure compréhension du processus, nous reprenons la trame adoptée par les chercheur·ses avec des commentaires comparatifs.

Les données générales

L'enquête menée en 2011-2012 a permis d'identifier l'existence de 145 entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) dont 67 actives regroupant 11 704 travailleurs au Brésil. C'est peu au regard des luttes recensées posant la récupération des entreprises dans les années 1990, plus de 700 cas avaient alors pris contact avec l'Anteag. Proportionnellement la taille des entreprises concernées est plus importante au Brésil qu'en Argentine puisque les 311 ERT argentines y emploient 13 462 travailleurs. Les ERT brésiliennes se situent principalement dans l'industrie : 45 % des entreprises appartiennent au secteur de la métallurgie, 16 % au textile et 13 % à l'agroalimentaire, 10 % à la chimie et le plastique. Elles sont concentrées dans les régions industrielles du pays : 55 % dans le sud-est et 32 % dans le sud et sont présentes dans cinq États.

Le processus de récupération

Dans une grande majorité des cas étudiés (81 %), la récupération de l'entreprise a été initiée lors de la crise financière suite à la faillite d'entreprises entraînant le non-paiement des salaires (43 %) et la démission de travailleurs (23 %). La concomitance des récupérations avec la crise et les politiques conduites (plans d'ajustement structurel, ouverture au capital étranger, privatisations) est très nette puisque 60 % des ERT le sont au cours de la période 1995-1999 (31 %) et 2000-2004 (29 %).

1. [▶ Flaskô, le manifeste].

Dans 48 % des cas, les entreprises avaient été créées avant les années 1970, dont 44 % depuis plus de quarante ans.

68 % des récupérations ont été précédées par des occupations d'une durée moyenne de cinquante-deux jours. Ce chiffre contraste avec la réalité argentine pour laquelle les occupations sont beaucoup plus longues. Autre différence notable, il y a eu peu de cas de répression.

Le cadre légal

Comme en Argentine, les ERT brésiliennes adoptent majoritairement la forme coopérative (85 %), les autres maintiennent un statut d'entreprises (10 %), d'associations (3 %) ou de commissions d'usine (2 %).

Concernant la propriété : 44 % louent les locaux, 36 % ont racheté l'entreprise et 14 % occupent l'espace (avec une autorisation judiciaire ou par la force) ; pour l'appareil de production : 66 % l'ont acquis, tandis que 19,6 % le louent.

46 % des ERT ont été créées à la suite de faillites décrétées (parfois après que les travailleurs aient assumé la gestion pendant un temps). 24 % des cas sont confrontés à un processus judiciaire en cours qui provoque une incertitude pour l'entreprise, les fournisseurs et les clients. Dans 26 % des cas, la faillite n'a pas été prononcée car les anciens propriétaires ont décidé de cesser leurs activités sans régulariser leur situation.

Le profil des travailleurs

Au niveau du genre, les ERT comptent 23 % de femmes[1] et 77 % d'hommes, parmi lesquel·les 67 % sont associé·es et 37 % sont employé·es ; 46,2 % sont âgé·es de 36 à 54 ans, 39 % entre 18 et 35 ans, 12,7 % de 55 à 64 ans et 19 % plus de 65 ans. 26,1 % des travailleur·ses ont suivi un cursus d'enseignement secondaire, 21,7 % un cursus primaire, seul·es 10 % possèdent un niveau d'enseignement supérieur.

Concernant la taille des entreprises, dans 42 % des cas le nombre de travailleur·ses (associé·es et employé·es) se situent entre 0 et 50, 18 % entre 50 et 100, 33 % entre 100 et 500 et 6 % plus de 500, soit quatre entreprises.

Autre élément significatif, 25 % des ERT ont plus d'employé·es que d'associé·es. Cependant pour près de 60 % des cas, le nombre d'employé·es ne dépasse pas les 10 %. Par ailleurs, 40 % des ERT ont conservé au moins un cadre dirigeant de l'entreprise antérieure.

1. [▶ Féminisme « décolonial » et économie sociale et populaire].

La production et la technologie

La grande majorité des ERT produit à un taux supérieur à 50 % de la production antérieure. Les raisons de la baisse de la productivité s'expliquent par des difficultés d'insertion des produits sur le marché (21 %), l'absence de capital et les difficultés d'accès aux crédits (16 %), l'absence de demande du produit (13 %), l'absence de matières premières (9 %), l'absence de machines adaptées (8 %), l'absence de travailleur·euses spécialisé·es (6 %) et les autres (26 % la saisonnalité, les problèmes de qualité du produit, la crise du secteur, la planification).

Cependant, 84 % des ERT ont procédé à des transformations, telles que l'innovation du process de travail, des machines ou des installations depuis la récupération. Pour près de la moitié, les installations sont en bon état, tandis que pour l'autre moitié, l'appareil de production est obsolète.

Les relations de travail

88 % des ERT affirment avoir procédé à des transformations concernant : la décentralisation du pouvoir et le niveau hiérarchique, la rotation des tâches et la polyvalence, la flexibilité des horaires, des fonctions et des postes de travail, l'amélioration du dialogue, l'autonomie et l'accès à l'information permettant une meilleure connaissance du système productif et contribuant au processus de désaliénation du travail.

Si les femmes sont minoritaires, les chercheur·es ont observé qu'elles sont actives dans le processus et qu'elles assument parfois un rôle important dans la gestion et la production dans 31 % des cas. Depuis la récupération, elles occupent des postes dévolus précédemment aux hommes comme ceux de coordonnateurs, gestionnaires administratifs et de processus de production ou de présidents.

Le profil organisationnel

L'assemblée générale est l'instance principale de prise de décision. Selon l'enquête, elle se pratique partout. Y participent l'ensemble des associés et, dans certains cas, les non-coopérateurs. La fréquence des assemblées générales est variable : au minimum une fois par mois (30 % des cas), moins d'une fois par mois mais plus d'une fois par an (28 %), annuelle (28 %) et 6 % ne répondent pas. Ce constat est un indicateur de la vitalité d'un processus autogestionnaire pour un tiers des entreprises au sein desquelles les travailleur·ses sont directement impliqué·es dans les décisions. Quant à la durée du mandat au conseil d'administration, elle oscille entre deux et quatre ans (92 %). Mais dans les deux tiers

des cas, les membres du conseil d'administration exercent plus d'un mandat : il y a donc assez peu de rotation à la direction des ERT.

La durée moyenne du travail est de huit heures par jour ou de 44 heures par semaine. Plusieurs entreprises ont recours aux heures supplémentaires pour répondre aux besoins, c'est notamment le cas dans les entreprises rurales, dont l'activité est saisonnière. Dans la moitié des ERT, la durée du travail est la même pour tous·tes. Les chercheurs réfutent le mythe selon lequel il y aurait une auto-exploitation des travailleurs des ERT car l'allongement de la journée de travail et le rythme de travail sont déterminés par les travailleurs eux-mêmes.

Sur le plan salarial, il existe des différences selon les fonctions occupées, les niveaux de responsabilité et de qualification (96 % des cas) : l'échelle des salaires est de 1 à 4,76. Il s'agit d'une différence notable avec la situation argentine où 52 % des ERT pratiquent l'égalité salariale et où la différence de salaires ne dépasse jamais 50 % (Neuville, 2014).

La commercialisation et le crédit

Les principaux fournisseurs sont des entreprises classiques (petites, moyennes et grandes). Aucune ERT ne se fournit auprès d'une entreprise récupérée. Cette situation s'explique notamment par la forte présence d'entreprises de la métallurgie.

Au niveau de la commercialisation, 76 % vendent leurs produits à des intermédiaires, 35 % directement aux consommateurs et 15 % fournissent des services. Mais il existe un degré de dépendance considérable car près d'un tiers des ERT vendent plus de 80 % de leur production à trois clients maximum. 59,2 % affirment avoir des difficultés de commercialisation du fait de la forte concurrence du marché.

Malgré des difficultés d'accès au crédit, 71 % des ERT y parviennent : 37,9 % auprès des banques publiques, 34,5 % auprès des banques privées et 27,6 % auprès d'autres institutions comme les coopératives de crédit, les syndicats, les municipalités et organes de développement fédéraux. À noter que la Banque nationale de développement économique et sociale (BNDES) prévoyait il y a quelques années une ligne de crédit pour les entreprises en autogestion mais devant ses exigences peu d'ERT parvinrent à accéder à ce recours.

La sécurité sociale et l'assurance au travail

Dans 71,5 % des cas, les accidents du travail ont diminué depuis la récupération des entreprises. Parmi les raisons citées, les changements relatifs à la pression exercée sur le travailleur (90,5 %), la diminution du

contrôle et de la hiérarchie. 42 % cotisent pour la retraite. Dans 98 % des cas, il y a des travailleurs retraités ou en imminence de l'être, soit 10 à 20 % des travailleurs qui se trouvent dans cette situation[1].

Les relations avec les mouvements sociaux et les syndicats

Il n'existe pas une tendance homogène de soutien de la part des syndicats. Il y a des cas pour lesquels le syndicat a appuyé et accompagné les travailleurs tout au long du processus de récupération, en jouant un rôle important dans la résolution des problèmes. Dans la plupart de ces cas, après la constitution de la coopérative, le syndicat a continué à jouer un rôle, en prenant les décisions avec les travailleurs, en accompagnant le processus de négociations et parfois en occupant des fonctions spécifiques dans les coopératives.

Mais il existe d'autres cas où dès le début du processus, le syndicat est resté en retrait sans soutenir les travailleurs, y compris en se rangeant du côté des patrons au moment de négocier les indemnités.

D'une manière générale, il n'existe que très peu de relations avec le secteur de l'économie solidaire, ce qui démontre un certain isolement des ERT. Quand elles existent, elles concernent essentiellement la formation des travailleurs. Cette situation limite les échanges commerciaux avec le secteur qui seraient très importants pour améliorer les débouchés et développer les expériences. De même, il n'y a que très peu de cas où les ERT réalisent des activités solidaires et culturelles pour la communauté ou le voisinage.

Cette situation contraste avec celle observée en Argentine où les ERT ont développé dès le départ des liens organiques avec les assemblées de quartier, les voisins et les mouvements sociaux.

Les relations avec l'État

La majorité des ERT indique ne pas avoir reçu de soutien de la part de l'État au moment de la récupération (58 %) ou pour le maintien de l'entreprise (59 %). Pour les autres, les gouvernements régionaux et les municipalités apparaissent comme les principaux soutiens sous la forme d'accès au crédit et d'appui politique au moment de la récupération (38 %). Parmi celles qui ont reçu un soutien pour leur maintien, les municipalités sont citées (40 %), les gouvernements des États (25 %) ou le gouvernement fédéral (15 %). 45 % affirment ne pas recevoir de soutien de la part des organismes publics liés à l'économie solidaire

1. [▶ Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne].

et 16 % indiquent obtenir des appuis indirects comme le financement de conseils dans le cadre du Programme d'action de récupération des entreprises par les travailleurs en autogestion. 70 % des ERT estiment insatisfaisant le soutien de l'État. Parmi les besoins exprimés : le soutien juridique à la formation de coopératives (37 %), des mesures d'incitation fiscale (33 %) et l'attribution de crédits (23 %) dominent.

L'autoévaluation du processus

Elle exprime la perception des travailleurs sur les transformations et les principales conquêtes résultant du processus de récupération. L'amélioration des relations de travail est la première réponse (52,3 %), notamment en ce qui concerne le respect de l'opinion des travailleurs, la plus forte conscientisation et la responsabilité des associés. Seule une minorité des travailleur·ses évoque le succès financier : 6 % pointent une meilleure commercialisation résultant des améliorations des processus de travail et de la qualité des produits et 16,7 % indiquent des meilleurs gains et une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs.

Les chercheurs ont observé que les ERT doivent lutter au quotidien pour la viabilité économique de leurs produits sur le marché. Mais certaines réponses valorisent leurs expériences en estimant qu'elles vont au-delà de la survie économique et qu'elles tracent des perspectives d'un travail digne, d'une production engagée selon d'autres principes et valeurs avec l'espoir que leurs constructions soient pérennes pour les associé·es actuel·les, mais également pour la communauté et les générations futures.

Conclusion

Cette recherche révèlent que ces initiatives de travailleur·ses ne représentent pas une part significative du PIB brésilien mais qu'elles ne peuvent être ignorées. Elles ont notamment permis de sauver des milliers d'emplois dans le secteur industriel. Elles sont sources d'innovation au niveau de l'organisation du travail et des stratégies de luttes des travailleur·ses. La persistance de ces expériences de récupération représente un phénomène nouveau qui ouvre des perspectives distinctes aux luttes classiques contre le chômage et la réduction des postes de travail.

Malgré une diminution significative des nouvelles expériences à partir de la seconde moitié des années 2000, le fait est que le processus se poursuit y compris en période d'expansion des activités économiques du Brésil, ce qui démontre sa continuité.

Cependant les liens distendus avec un mouvement social plus large ne permettent pas de politiser le débat pour impulser des pratiques susceptibles de dépasser la logique capitaliste. La diversité des cas observés montre que le transfert de propriété des moyens de production n'implique pas automatiquement la transformation complète des relations sociales de production.

Les ERT brésiliennes ont comme caractéristiques majeures d'être organisées principalement dans des secteurs industriels urbains et dans les régions les plus industrialisées du pays ; elles sont issues de processus de lutte pour le maintien du travail en période de crise des entreprises antérieures impliquant pour la plupart d'entre elles l'occupation des usines de la part de travailleurs qui étaient précédemment des activités syndicales.

Actuellement, la grande majorité d'entre elles est constituée en coopératives composée, pour plus de la moitié, d'une centaine d'associé·es. Bien que ces expériences soient récentes, elles indiquent un changement par rapport à la logique capitaliste d'organisation du travail. Cette enquête cherche à valoriser les expériences existantes – encore peu connues au Brésil – tout en sachant que l'autogestion est un processus de construction permanent.

Les auteur·es rappellent opportunément qu'au-delà des multiples expériences en cours en Argentine, au Venezuela et en Uruguay, qu'avec la succession et l'approfondissement des crises depuis 2001, il existe également des cas en Espagne, Grèce, Indonésie, Canada, Irlande, Serbie, Égypte, Thaïlande, Paraguay, Mexique, Bolivie et aux États-Unis. Et, en France, serions-nous tentés de rajouter…

29 mai 2014

Pour en savoir plus

Chedid, Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores : Brasil e Argentina*, Florianópolis, Insular, Série Tecnologia Social, vol. 4.

Chedid, Henriques, Flávio et coll. (2013), *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Multifoco.

Neuville, Richard (2006), « Brésil : Association nationale des travailleurs des entreprises autogérées », février, http://alterautogestion.blogspot.fr/2009/03/bresil-anteag.html.

Neuville, Richard (2014), « Éléments saillants du 4e relevé des entreprises récupérées en Argentine », d'après une note transmise par Andrés Ruggeri « Datos destacados del IV relevamiento de ERT del programa Facultad Abierta », 10 mai, http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/05/elements-saillants-du-ive-releve-des_10.html.

Ruggeri, Andrés (coord.) (2009), *Las empresas recuperadas : Autogestion obrera en Argentina y América Latina,* Buenos Aires, Facultad de Filosofia y Letras.

Flaskô, dix ans d'occupation

Vanessa Moreira Sígolo

Voilà dix ans que l'usine Flaskô au Brésil est occupée par ses travailleurs dans une perspective de revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier. Emblématique d'un mouvement vivant autant que diversifié de récupérations d'entreprises par les travailleurs, cette occupation relance le débat sur le rôle émancipateur des coopératives ou de l'État.

Les premières occupations et récupérations d'entreprises par les travailleurs au Brésil remontent aux années 1980, début de la démocratisation du pays après plusieurs années de dictature militaire. C'était aussi une période de grave crise économique qui s'intensifiera dans les années 1990 par l'intégration du pays dans la mondialisation et la mise en œuvre de politiques néolibérales. Face à l'augmentation des faillites d'entreprises et du chômage, occuper et récupérer les usines en faillite dans lesquelles ils travaillaient constituait une forme pratique de résistance utilisée par un nombre important de travailleurs[1].

Ce phénomène est apparu dans différentes régions du pays, avec quelques centaines de luttes. Ces expériences ont principalement émergé dans des espaces urbains, avec occupation et récupération d'industries métallurgiques, chimiques et textiles, mais aussi à la campagne, dans le secteur agroalimentaire par exemple. Dans la recherche que nous avons menée dans les années 2011 et 2012, avec la participation de chercheurs de dix universités brésiliennes[2], nous avions identifié 145 entreprises qui ont été récupérées et rendues à la production par l'autogestion ouvrière au cours des dernières décennies au Brésil. Seules 67 de ces récupérations restent actives à ce jour représentant 12 000 travailleurs.

Du fait de ces expériences, un débat politique a émergé relatif à l'autogestion ouvrière et aux processus d'organisation politique des travailleurs des entreprises occupées et récupérées dans le pays. Il a donné lieu à des prises de position parfois approximatives, qui résultent des différentes perspectives théoriques et politiques sur le rôle de l'autogestion des travailleurs dans le mouvement syndical et dans la pensée socialiste et marxiste.

Face à la réticence du mouvement syndical aux premiers cas d'occupation et de récupération s'expliquant par la prévalence d'une vision

1. [▶ Papeterie de Zhengzhou contre la privatisation (La)].
2. Les résultats de la recherche sont publiés dans Chedid (2013).

limitée aux relations de travail entre patron et employé, l'Association nationale des travailleurs d'entreprises de l'autogestion (Anteag) a été créée en 1994, par d'anciens syndicalistes participants à l'Opposition syndicale et aux groupes religieux liés à la théologie de la libération. Cette articulation a formé le corpus politique du mouvement coopératif autogestionnaire et de résistance, qui a permis aux entreprises récupérées de prendre une part active importante à la création du mouvement d'économie solidaire. Plus tard, les coopératives ont trouvé un espace, qui reste cependant marginal, dans la Centrale unique des travailleurs (CUT), avec la création de l'Unisol-Brésil dans les années 2000.

Dans le même temps, une autre orientation s'est construite avec l'émergence du Mouvement des usines occupées, en 2003, qui prône l'étatisation des usines sous le contrôle ouvrier, orientation dans laquelle s'inscrit l'histoire de Flaskô[1]. Au-delà de cette usine, fabriquant des emballages plastiques, située dans l'État de São Paulo, avec ses 70 travailleurs, ce mouvement a soutenu l'occupation d'autres usines comme celles situées dans l'État de Santa Catarina, Interfibra et Cipla, qui ont été évacuées par la force, après cinq ans d'occupation, par la justice en 2007.

L'usine reste occupée et produit depuis plus de dix ans. Contrairement à la plupart des entreprises récupérées par les travailleurs dans le pays, elle ne s'est pas constituée en coopérative, du fait de la revendication politique de l'expropriation et de nationalisation de l'usine par l'État. D'un autre côté, avec la menace permanente de l'intervention judiciaire – comme celle qui a eu lieu en 2007 – les travailleurs et les militants qui soutiennent Flaskô travaillent à maintenir la mobilisation politique et l'action avec la communauté environnante. C'est également un moyen de lutte et de pression sociale que l'on retrouve très fréquemment dans les expériences de récupération d'entreprises en Argentine qui se sont multipliées après la crise de 2001.

En 2012, le mouvement a été en mesure d'articuler la présentation de deux projets préliminaires de loi qui sont actuellement en discussion au Sénat. Le premier porte sur la déclaration d'intérêt social du territoire de la Flaskô et de son village ouvrier. Le second, plus général, porte sur la possibilité d'expropriation et de transfert du contrôle des entreprises en faillite à ses travailleurs. Ces lois et la réalisation d'un cadre juridique favorable sont essentielles au développement de l'autogestion au Brésil. Les dix ans de Flaskô, ainsi que l'existence de plusieurs

1. Selon Flávio Henriques Chedid (2014), Flaskô restait la seule entreprise membre du Mouvement des entreprises occupées en 2012.

entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil depuis plus de vingt ans, témoignent de la viabilité de la production sous autogestion ouvrière. Au-delà du fait que des milliers de travailleurs, dans l'urgence de la nécessité, luttent pour le maintien de leur travail, le débat socialiste sur le rôle révolutionnaire des coopératives et de l'État, comme outils d'auto-émancipation du travail, reste plus que jamais d'actualité.

mars 2014

À voir

www.youtube.com/watch?v=M6GbPwOf8qo.

Pour en savoir plus

Chedid Henriques, Flávio (2013), *Empresas Recuperadas por trabalhadores no Brasil,* Rio de Janeiro, Multifoco.

Chedid Henriques, Flávio (2014), « Flaskô », dans *Autogestaó em empresas recuperadas por trabalhadores-Brasil e Argentina, Serie Technologia,* vol. 4, Fioranópolis, Insular.

Flaskô, le manifeste

Adopté le 15 juin 2013 à Sumaré (São Paulo) lors de la rencontre organisée pour le 10e anniversaire de l'occupation de l'usine, ce manifeste reflète un combat emblématique, mais isolé, qui pose la question de la nationalisation sous contrôle ouvrier, à l'image de celui mené par les travailleurs argentins de l'usine de céramique Zanón. Après une décennie de gestion ouvrière, les Argentins s'étaient résolus à créer une coopérative après avoir obtenu le vote de la loi d'expropriation par le Parlement de la province de Neuquén. Ceux de Flaskô n'ont toujours pas obtenu l'expropriation et poursuivent leur lutte pour le contrôle ouvrier.

Le 12 juin 2003, nous, avons décidé de prendre notre avenir en main et avons décidé de changer le destin que le capitalisme et les patrons nous imposent. Nous avons décidé de récupérer l'usine et de la mettre sous contrôle ouvrier. Pendant dix ans, nous avons lutté en défendant le mot d'ordre d'« usine en faillite, usine occupée » et l'usine occupée aurait dû être nationalisée et mise sous le contrôle des travailleurs.

La force, qui nous a portée, était la même que celle qui, tout au long de notre vie, nous a fait transpirer du lever au coucher du soleil pour vendre notre force de travail et faire tourner les machines du capitalisme pour recevoir un salaire permettant de nous nourrir, de vivre et d'élever nos enfants. Mais plus que cela, la force qui nous a portés se justifiait

par la volonté d'en finir avec l'horreur que nous avons vécue à l'image de l'ensemble de notre classe.

Mais, le 12 juin 2003, notre force a également été renforcée par la certitude qu'une période devait s'achever. La période au cours de laquelle tout a été organisé uniquement dans l'intérêt des patrons. Cet espoir fut la victoire de Lula en tant que président, notre courage fut décuplé pour affronter le capital. Nous étions plus de 300 à participer à l'assemblée ce jour-là. Nous constituions une force qui pouvait modifier les rails de l'histoire. C'est pour cela que nous avons décidé de tout reconstruire. Ainsi, nous avons occupé l'usine et nous nous sommes prononcés pour garantir le droit au travail, notre principale forme de dignité. Il n'existait qu'un seul chemin, celui consistant à renforcer la lutte pour prendre les usines aux patrons, les réorganiser dans l'intérêt de notre classe et plus globalement de l'humanité : la vie et la solidarité entre les travailleurs, une vie sans exploitation. Dès lors, nous avons organisé une nouvelle usine pour travailler. Nous nous sommes unis avec les sans-terre pour lutter pour la réforme agraire et la fin du *latifundio*. Nous avons crié : « Quand la campagne et la ville s'uniront, la bourgeoisie ne pourra pas résister. »

De même, nous nous sommes solidarisés avec les travailleurs exploités en impulsant la lutte pour le logement. Nous avons décidé de commencer à allier la conviction et l'action sur le terrain du patron qui, pendant des décennies, a saigné notre vie. Nous avons récupéré le terrain et nous avons construit la Ville ouvrière où vivent aujourd'hui 564 familles. Nous avons également impulsé le projet de l'Usine de la culture et du sport, en réalisant des centaines d'activités, impliquant l'ensemble de la communauté, des enfants, des jeunes et des adultes, en garantissant l'accès à la culture et aux loisirs[1].

En cela, à chaque étape franchie, nous avons contribué à créer un meilleur cru que celui de nos ennemis : les patrons et leurs représentants dans les gouvernements, y compris au sein du gouvernement Lula. Quand la campagne de soutien au gouvernement vénézuélien s'est développée, la Fédération des industries de São Paulo (FIESP) s'est levée contre nous, en convoquant les entrepreneurs pour qu'ils se mobilisent contre notre lutte. Quand nous avons entrepris le travail d'articulation des usines récupérées en Amérique latine, l'OMC est intervenue et a essayé d'empêcher l'avancée de cette unité en construction.

En 2007, l'État a décidé de nous attaquer. Plus de 150 policiers fédéraux ont pris possession des deux entreprises occupées, Cipla et Interfibra à

1. [▶ Pratiques culturelles et autogestion].

Santa Catarina, en expulsant les travailleurs pour y imposer un dirigeant réactionnaire chargé de remettre en cause les conquêtes sociales, légales et humaines que cinq années de contrôle ouvrier avaient garanties. Ils ont montré leur inquiétude quand ils ont déclaré expressément lors du procès : « Imaginez que la mode se répande. »

Pourtant, ils n'ont pas hésité à utiliser la tactique de la criminalisation, en développant une campagne de calomnies et en tentant de délégitimer l'ensemble de la classe ouvrière. Évidemment, ils ont utilisé le monopole des moyens de communication pour parvenir à leurs fins. Le magazine *Veja* a même affirmé que nous étions le « MST des usines ». Très bien, il s'agit pour nous d'une fierté !

Cependant, nous, les travailleurs les plus courageux de Flaskô, avons décidé de résister. Et avec la force et la solidarité que nous avons reçues dans l'ensemble du Brésil et du monde entier fédérant la plupart des centrales syndicales et plusieurs partis politiques dans un large spectre, dans le but de constituer un front unique, nous avons agi à chaque étape dans une dynamique de lutte des classes. Si d'un côté, nous ne pouvions jamais être sûr du temps nous résisterions, en raison de l'instabilité quotidienne, nous avions acquis la certitude que nous gagnerions.

Aujourd'hui, dix ans se sont écoulés. Deux gouvernements de Lula sont passés. Et la moindre avancée vers le socialisme que nous pouvions espérer avec ce gouvernement s'est envolée. Le premier gouvernement Lula a refusé d'apporter une solution, malgré les diverses propositions qui lui ont été présentées, de la revendication de la nationalisation sous contrôle ouvrier à la proposition que le Banque national de développement économique et social (BNDES) a présenté. Lula disait que la ligne n'était pas « dans le menu ». Mais nous avons constaté que le menu des travailleurs différait sensiblement de celui des grands capitalistes, puisque la même étude du BNDES a été utilisée pour le gouvernement pour Aracruz Celulose, JBS FriBoi, le Groupe Votorantim, etc. Le deuxième gouvernement a décidé d'attaquer notre mouvement en le criminalisant et en poussant la lutte des usines occupées à l'asphyxie.

L'actuel gouvernement de Dilma [Rousseff] empêche l'adoption des projets de lois que nous avons présentés au Sénat. Comme nous l'avons déjà fait savoir, deux projets se distinguent : l'expropriation de l'usine transformée en propriété sociale contrôlée par les travailleurs et l'autre projet stipule que chaque usine abandonnée puisse être expropriée et transmise aux travailleurs pour une gestion démocratique[1].

1. [▶ Nationalisation ou contrôle ouvrier ?].

C'est la raison pour laquelle, depuis dix ans, nous sommes passés à l'offensive à plusieurs reprises. Nous avons renforcé la pression sur le gouvernement Dilma et sur le Sénat fédéral, pour qu'ils approuvent immédiatement la déclaration d'intérêt social d'expropriation de Flaskô. Il s'agirait d'une décision politique permettant d'accorder un outil efficace pour la lutte ouvrière.

Et, nous avons la certitude que nous pouvons gagner parce qu'il ne s'agit pas uniquement d'une usine résistant au capitalisme mais d'une usine occupée résistant pour la défense des bases historiques de la classe ouvrière vers le socialisme. C'est ce que l'on peut observer lors de cette rencontre aujourd'hui, qui est une grande démonstration d'unité de classe, avec la présence de plusieurs délégations internationales, de diverses organisations populaires (de la campagne et de la ville), des dizaines de syndicats et des délégations d'étudiants.

La nouvelle conjoncture de crise du capitalisme, de montée des luttes de masse, de ré-articulation des mouvements sociaux dans le monde entier, qui touche également le Brésil, contraindra la bourgeoisie à réprimer, à criminaliser et les contradictions seront alors de plus en plus fortes et permettront d'entrevoir la construction d'une autre société qui ne serait plus fondée sur l'exploitation de la force de travail.

Nous savons pertinemment que le socialisme ne peut exister dans un seul pays et encore moins dans une seule usine occupée. Pour cela, comme nous l'avons démontré au cours de ces dix ans, seule l'unité de classe, au-delà des frontières nationales, permettra une sortie réelle pour la lutte de la classe ouvrière vers la transformation de cette société[1].

Ainsi, la lutte continuera et nous avons besoin de toute la solidarité de classe, qui s'est exprimée avec Flaskô jusqu'à aujourd'hui. C'est pourquoi, nous avons convoqué tous ceux qui sont engagés dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et pour unifier nos luttes et nos batailles dans la prochaine période. Nous lançons immédiatement l'invitation pour la Caravane à Brasilia le 23 octobre 2013, pour la convocation d'une audience publique où nous discuterons des projets de loi renvoyés et des perspectives pour les usines occupées et la garantie des conquêtes sociales de la classe ouvrière[2]. [...]

15 juin 2013

Pour en savoir plus

www.fabricasocupadas.org.br.
www.fabricasocupadas.org.br/site/index.php/manifesto.

1. [▶ 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)].
2. [▶ Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave].

Occupation urbaine et coopérative solidaire

Richard Neuville

À quelques centaines de mètres du palais Piratini (siège du gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul) et de l'Assemblée législative régionale et, non loin du centre historique, un immeuble imposant, situé sur une des avenues principales de Porto Alegre, attire l'attention. Sur la façade fraîchement repeinte, les inscriptions «*Assentamento urbano Utopia e luta*» et «*Coopsul*» surplombant les fresques murales du rez-de-chaussée dissipent tout malentendu quant à l'interprétation, il s'agit bien d'un immeuble occupé et autogéré. Les nombreux va-et-vient attestent d'une activité bien perceptible du lieu.

Nous franchissons le pas de la porte pour en savoir plus sur le fonctionnement de ce lieu autogéré. Nous sommes accueillis par Paula qui s'affaire à la boulangerie et lui expliquons l'objet de notre visite. Quelques minutes plus tard, nous rencontrons Eduardo Solari, Uruguayen et cheville-ouvrière du collectif. Il nous entraîne dans le local qui sert de salle de spectacle et de réunion pour les différentes assemblées et nous relate l'histoire de l'occupation et le fonctionnement du lieu.

Tout débute en 2005, à l'occasion du Forum social mondial (FSM), quand plusieurs mouvements sociaux (dont NoVox) décident d'occuper l'immeuble désaffecté, il s'agit en fait d'une ancienne annexe d'hôpital. Au cours de la même période, en parallèle des occupations de terre, près de 300 logements seront successivement occupés dans tout le Brésil, mais celui-ci est le seul à avoir pu se maintenir. Eduardo nous précise que la récupération s'est effectuée dans un contexte favorable et a bénéficié à l'époque de la bienveillance du ministre de la ville et ancien gouverneur de l'État, Olivio Dutra. Pour Eduardo, «c'est une victoire qui représente un symbole d'autonomie et d'autodétermination populaire».

Dans les années qui suivront, l'immeuble sera totalement rénové par des membres du collectif et des résident·es du quartier. Sur sept étages, les grandes salles qui occupaient tout l'espace des différents niveaux sont aménagées en studios et salles d'activités. L'ascenseur est remis en service. Les cages d'escalier sont ornées de fresques. Au rez-de-chaussée, outre la boulangerie et l'accueil-vente, on trouve une bibliothèque, une salle informatique et une salle de spectacle.

La terrasse sur le toit permet de produire diverses plantes médicinales et une serre a été installée et permet d'assurer la production de salades,

de légumes, de fruits, d'herbes et d'épices pour 150 familles du quartier. Il s'agit de la première expérience en terrasse urbaine à une telle échelle au Brésil. Aujourd'hui, plus d'une centaine de personnes occupe et loge en permanence dans l'immeuble

Le lieu est géré par une coopérative «mixte et solidaire», intitulée «Occupation urbaine Utopie et lutte» (Coopsul), qui regroupe les résident·es de l'immeuble, des travailleur·ses et des familles du quartier disposant de bas revenus. La coopérative est parfaitement intégrée dans le quartier et a développé un partenariat avec différentes structures associatives (Amis de la Terre), universitaires (Université fédérale du Rio Grande do Sul), syndicales (Syndicat des métallurgistes).

Un projet global, intitulé «Création d'alternatives et de gestion soutenable» a été lancé par Coopsul dans le but de réaliser des actions d'inclusion sociale en faveur des personnes à faibles revenus, dans un «souci de solidarité de classe» et par le moyen d'alternatives afin de générer des revenus et des possibilités d'emploi. Celui-ci est parrainé dans le cadre du programme Petrobras «Développement et citoyenneté». Il s'agit de proposer une alternative réelle permettant de garantir la dignité et les droits basiques des résident·es du quartier à travers différentes activités organisées dans les ateliers de production, tout en générant des ressources et en dispensant des cours de formation professionnelle :

- le jardin hydroponique produit des légumes et des fruits biologiques. Cette innovation technologique permet d'accroître la production tout en échappant à l'agrobusiness et au système de distribution de plus en plus concentré ;
- la boulangerie produit les «pains de la liberté et de l'autogestion» de différentes variétés et saveurs, ainsi que des gâteaux et des tartes salées biologiques. Elle fonctionne en lien avec d'autres entreprises solidaires ;
- l'atelier textile dispose d'une ligne complète de machines permettant aux résidents du quartier de recevoir une formation en coupe, en couture et en finition, de modéliser des vêtements pour produire des sacs, des chemises, des bandanas ;
- la blanchisserie communautaire permet de limiter et de mutualiser l'utilisation de l'eau et des produits chimiques, de produire son propre savon liquide, de recycler et d'échanger des vêtements ;
- l'atelier sérigraphie développe ses propres marques et gravures et produit des affiches, des banderoles et des autocollants. Il est utilisé par différents groupes et est devenu un espace de référence culturel et artistique.

Au cœur du projet figure également la formation citoyenne. Celle-ci porte notamment sur les bonnes pratiques en matière de santé, la sécurité et la prévention des travailleurs, la viabilité économique des produits développés, l'autonomie des travailleurs, la formation à l'entrepreneuriat et à l'économie solidaire mais également sur l'éducation environnementale, les pratiques de coopération et de solidarité, le développement de la participation citoyenne, le genre[1] et l'égalité raciale, etc. Au sein de cette occupation urbaine, les conditions existent donc pour produire sa propre nourriture, confectionner ses vêtements, se divertir, s'éduquer et retrouver sa dignité. Cette autosuffisance prévient l'exclusion économique et garantit le maintien des personnes en centre-ville.

Le collectif propose une programmation et des ateliers artistiques. Il publie un journal, *Utopia e luta,* qui relate aussi bien les activités de Coopsul que les luttes sociales locales ou les enjeux environnementaux. Le journal est également engagé dans les luttes sociales, environnementales et solidaires. Il initie ou est partie prenante de nombreuses mobilisations aux niveaux local et national et développe des liens avec d'autres collectifs au Brésil et en Amérique latine.

Pour Eduardo, cette occupation urbaine constitue à la fois «un rêve d'utopie et un mouvement de lutte[2], qui à partir de l'occupation, permettent de préserver la flamme de l'autogestion dans la durée pour les communautés impliquées dans ce projet».

mars 2012

Pour en savoir plus

http://utopia-e-luta.blogspot.com/.
http://coopsul.blogspot.com.

Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul

Richard Neuville

Quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur les politiques menées par le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir au niveau de l'État fédéral, dans certains États et quelques

1. [▶ Féminisme-marxiste et économie solidaire].
2. [▶ Utopie contre pragmatisme].

municipalités, il faut lui reconnaître une préoccupation constante quant à l'innovation et la mise en œuvre de mécanismes de participation populaire. Près de vingt-cinq années après la mise en œuvre du budget participatif dans la ville de Porto Alegre, l'État du Rio Grande do Sul s'illustre une nouvelle fois en expérimentant tout un système de participation citoyenne pour définir les priorités en termes d'investissements et pour exercer un contrôle des politiques publiques. Alors que de nombreux pays sont confrontés à des mouvements citoyens contestant les dérives de la démocratie dite «représentative», que l'abstention ne cesse de croître, certains gouvernements – à commencer par le nôtre – pourraient s'inspirer de cet exemple pour renouer avec leurs «mandants».

Entre 1998 et 2002, l'État du Rio Grande do Sul, géré par le PT et Olivio Dutra, avait instauré le budget participatif[1]. Il s'agissait de démontrer que l'expérience de Porto Alegre (1989-2004) pouvait être transposable à l'échelle d'un état de 10 millions d'habitant·es et que les populations des 497 communes pouvaient élaborer et décider du budget et des programmes d'investissement de l'État. De plus, ce dernier disposant de compétences plus larges qu'une municipalité, il s'agissait d'expérimenter à une échelle plus significative : le transport et la circulation (revêtement de routes, construction de ponts), l'habitat (logement rural, coopératisme, logement social, régularisation foncière), l'environnement, la sécurité publique, l'éducation (réseau d'écoles publiques, création d'une université), la santé (mise en place de programmes régionaux et municipaux de santé publique), l'agriculture (réforme agraire, agriculture familiale, programmes de luttes contre la pauvreté en milieu rural), gestion d'entreprises (création d'entreprises, appui aux micros, petites et moyennes entreprises), l'économie populaire et solidaire (appui aux systèmes de production locaux[2]), l'énergie (programme d'éclairage à la campagne, développement de la production et distribution de l'énergie électrique), inclusion sociale (revenu minimal et réseau de citoyenneté).

La transposition du budget participatif du niveau municipal à l'État se réalisait sensiblement sur le même principe et la même architecture : 23 secteurs géographiques, des forums thématiques et une pyramide à trois niveaux avec : à la base des assemblées plénières municipales ; au niveau intermédiaire, des assemblées de secteurs ; au sommet, un Conseil du budget participatif au niveau de l'État. On retrouvait les trois paramètres

1. [▶ Budget participatif].
2. [▶ Occupation urbaine et coopérative solidaire].

(démocratique-majoritaire, justice sociale et technique) ainsi que les trois critères de répartition budgétaire (priorités des habitants, carences et populations), le cycle organisé toute l'année (Gret et Sintomer, 2002 : 62). L'État instaure également un autre mode de relation avec les municipalités qui sont amenées à collaborer à la mise en œuvre des politiques publiques de la région. Pour Ubiratan de Souza :

> Les relations politiques traditionnelles et clientélistes commencèrent à céder le pas à tous les niveaux par une nouvelle forme de gestion publique qui établit un contrôle social et de lutte contre les inégalités régionales en instaurant un pacte fédéraliste entre l'État et les municipalités (De Souza, 2003).

Mais la mise en œuvre du budget participatif entre 1999 et 2002 allait se heurter à une opposition plus virulente au Parlement régional où le PT était minoritaire. En 2000, un recours juridique d'un député fédéral de l'opposition empêchait la poursuite du processus en interdisant l'attribution de crédits pour le fonctionnement de la structure participative. La durée du processus (qui ne fut pas reconduit après la victoire de l'opposition fin 2002) ne permettait pas de tirer un bilan exhaustif de cette expérience à cet échelon, même si la participation avait été importante : la fréquentation avait oscillé entre 188 000 personnes en 1999 et 333 000 personnes en 2002 ; le nombre d'assemblées publiques sur quatre années s'élevait à 2 824 et le nombre de délégué·es élus à 57 193.

Le retour du PT et la mise en œuvre de mécanismes de participation

En octobre 2010 (huit ans après la fin du mandat d'Olivio Dutra), le candidat du PT, Tarso Genro[1], est élu gouverneur de l'État. Il entend mettre la « participation populaire et citoyenne » au cœur de son mandat. En février 2011, peu après son investiture, il déclare :

> Notre gouvernement sera marqué par une relation permanente et respectueuse avec le Parlement, mais également par une relation intense avec la société civile et la participation citoyenne, de respect avec les communautés organisées, les mouvements sociaux, les entités de classe, les divers conseils thématiques et régionaux et avec tous ceux qui sont disposés à construire et perfectionner les mécanismes de contrôle public sur l'État (Estado RGdS, 2012 : 5)[2].

1. Tarso Genro, dirigeant du PT, a été maire de Porto Alegre à deux reprises (1993-1996) et (2001-2002), après avoir été adjoint de Olivio Dutra (1989-1992). Il a été élu gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul en octobre 2010.
2. [▶ Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme].

Le 15 juin 2011, lors de l'installation du conseil de participation populaire, il précise :

> Les démocraties en crise nous démontrent que si nous nous bornons à exercer la représentation politique sans un dialogue constant avec la société – qui permette à travers des mécanismes de transparence et de participation que les communautés puissent interférer sur la conduite des gouvernants – les États seront de plus en plus autoritaires et les gouvernements de plus en plus délégitimés. Telle est la question clé que le concept de système de participation populaire, qui combine la démocratie représentative avec la participation directe des citoyens, non seulement dans les mécanismes de gestion, mais aussi dans les structures de décision (Estado RGdS, 2012 : 6)[1].

Dès le début de l'année 2011, la participation populaire et citoyenne est devenue opérationnelle. L'architecture du système se décline en quatre formes de participation et contrôle : décisions budgétaires (plan pluriannuel et budget participatif avec consultation populaire) ; contrôle social (Conseil de développement économique et social) ; dialogue social (assemblées thématiques, programmes de lutte contre les inégalités sociales) ; participation numérique (programme de développement informatique pour accroître la participation aux consultations).

L'ensemble est coordonné par un comité de gestion paritaire (représentant·es du gouvernement et de la société civile) au niveau de l'État.

Entre mars et mai, le plan pluriannuel PPA (2012-2015) a été défini, de manière participative, au cours de neuf séminaires régionaux, qui ont réuni 6 000 représentant·es et 350 institutions, puis il a été soumis à l'Assemblée législative.

Entre mai et juillet, le budget participatif a été élaboré au cours des trois premières étapes (audiences publiques régionales, assemblées municipales et microrégionales et forums régionaux), 60 000 personnes y ont pris part. Puis, le 10 août 2011, le processus a été validé lors de la consultation sur les priorités du budget 2012, celle-ci a vu une participation de 1 134 000 personnes, soit 14 % de l'électorat (Estado RGdS, 2012 : 13).

En 2012, les domaines prioritaires ont été définis pour le budget 2013 après trois mois de discussions intenses entre le gouvernement, le Conseil régional de développement, les mouvements sociaux et la société civile. Le 4 juillet, 1 028 000 citoyen·nes, soit 12 % de l'électorat, se sont prononcé sur 500 propositions d'investissements prioritaires, concernant les 28 régions de l'État. Pour la première fois, à titre

1. [▶ Citoyen-producteur (Le)].

expérimental, il était possible de voter par Internet ou par téléphones portables, option choisie par près de 20 % des participant·es.

Les priorités ayant recueilli le plus de suffrages sont l'éducation, la santé et la sécurité publique, suivies par le développement, le tourisme rural, le sport et les loisirs, et enfin le développement économique. Dans plus de 20 régions, les ressources de l'environnement et l'eau, l'assainissement et le développement urbain, le développement social et de lutte contre la pauvreté apparaissent également comme des préoccupations.

Pour le gouverneur Tarso Genro, le processus de participation doit fournir tous les instruments pour l'expression de la citoyenneté et notamment numériques :

> Aucun citoyen ne devrait être empêché de parler avec le gouvernement de l'État, lorsqu'il le souhaite. Par conséquent, nous devons pour ce faire lui fournir tous les moyens possible (Estado RGdS, 2012 : 6).

À l'issue de la consultation du mois de juillet, le processus se poursuit au sein du Forum de l'État. Celui-ci est composé de délégué·es des 28 régions, qui ont pour tâche de discuter avec les secrétaires d'État des meilleurs moyens d'appliquer les programmes et de valider le budget avant sa présentation devant le Parlement en septembre.

Malgré les limites d'une démocratie participative impulsée par l'État où les risques de récupération politique ne sont pas exempts, le système de participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul a au moins le grand mérite de tenter d'apporter une réponse à la profonde crise de la « représentation ». Cette crise, que l'on peut observer de Madrid à Santiago, en passant par Dakar, Montréal, Moscou et Mexico, mais également en France où l'abstention massive s'exprime avec une grande acuité à chaque élection. Il n'est plus possible de gouverner aujourd'hui comme au siècle dernier. Sur l'ensemble de la planète, les pouvoirs constitués doivent développer des formes de participation et penser des articulations entre la démocratie représentative et la démocratie directe permettant une prise en compte des aspirations des populations. Ce dont certains dirigeants du PT, à l'image de Tarso Genro, semblent avoir pris la mesure quand celui-ci estime qu'à défaut de mécanismes de participation et de contrôle citoyen, les États deviendront de plus en plus autoritaires et délégitimés, et seront donc de plus en plus contestés (Farina, 2012).

Pour João Motta et Vinísius Wu[1], le système de participation proposé par le gouvernement gaúcho doit encore se développer :

1. João Motta et Vinísius Wu étaient respectivement secrétaire d'État à la planification et à la

> Cela passe notamment par un contrôle social accru de l'action de l'État et une participation citoyenne plus importante. […] Il est également indispensable de contribuer à un renouveau démocratique à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'une tâche particulièrement complexe et qui nécessite une grande dose d'utopie mais il importe d'œuvrer dans cette direction (Motta et Wu, 2011).

La participation populaire et citoyenne – valeur intrinsèque de tout projet démocratique – contient en germe un potentiel émancipateur qu'il convient de voir émerger, pourvu que les conditions soient créées.

31 juillet 2012

PS : Tarso Genro a été battu en 2014 par José Ivo Sartori, membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), allié du PT dans la coalition gouvernementale fédérale.

Pour en savoir plus

De Souza, Ubiratan (2003), « Orçamento participativo – experiência do governo do estado do Rio Grande do Sul », Porto Alegre.

Estado do Rio Grande do Sul (2012), *Sistema Estadual de Participão Popular e Cidadã,* Porto Alegre.

Genro, Tarso et Ubiratan de Souza (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville : L'expérience de Porto Alegre,* Paris, Léopold Mayer.

Gret, Marion et Yves Sintomer (2002), *Porto Alegre : L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte.

Motta João et Vinísius Wu, (2011), « Uma nova utopia democrática », *Zero Hora,* 30 septembre.

participation citoyenne et chef de cabinet du gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul lors de la mandature (2010-2014).

CHILI (UNITÉ POPULAIRE, 1970-1973)

Poder popular

Franck Gaudichaud

Si le Chili de septembre 1973 reste dans nos mémoires comme une meurtrissure, il ne faut pas oublier la formidable expérience d'auto-organisation entre 1970 et 1973. Héritière d'une longue tradition de lutte et poussée par la radicalisation populaire, une partie du mouvement ouvrier chilien va donner naissance à un mouvement unique par son ampleur en Amérique latine.

Au fil de ses recherches, l'historien Jean-Louis Robert a pu décrire l'existence contemporaine d'un «temps long de l'autogestion», qui s'étend sur deux siècles dans l'Europe industrielle (Robert, 2004 : 321-332). L'Amérique latine a elle aussi été parsemée, au fil de luttes sociales souvent explosives, par de multiples «éclairs autogestionnaires», mais avec des identités collectives, des cultures militantes, des répertoires d'action et une «géographie sociale» spécifiques à ce continent et à ses formations sociales (Iturraspe, 1986). Les tentatives d'auto-organisation révolutionnaire ont été particulièrement présentes durant les années 1960-1970, époque où le fond de l'air était rouge à la suite de la révolution cubaine et alors que l'Argentin Che Guevara appelait à multiplier «un, deux, trois Vietnam» contre la «bête impérialiste». Plus qu'un «âge de l'autogestion» (Rosanvallon) comme en Europe[1], c'est au sein de cette trajectoire historique, que l'on peut situer le concept du «pouvoir populaire» latino-américain qui parcourt le continent[2].

1. [▶ Demain est déjà commencé].
2. [▶ Contrôle ouvrier sur la production].

Ce que nous nommerons ici «pouvoirs populaires constituants» renvoie ainsi à la revendication du contrôle ouvrier, tout en s'élargissant à d'autres territoires sociaux et imaginaires politiques que ceux de l'usine : occupations de terres et autoconstruction urbaines, cogestion et coopératives, expériences communautaires dans les quartiers populaires, etc. On pourrait parler du surgissement de formes autogestionnaires et d'auto-organisations provenant du «pauvretariat» des villes et des campagnes et que l'on retrouve au cours de cette longue décennie dans les essais de cogestion au Pérou[1], lors du *cordobazo* en Argentine (1969), de l'assemblée populaire en Bolivie (1971)... Une époque qui connaît son apogée au Chili et se conclut – brutalement – le 11 septembre 1973 (Gaudichaud, 2013).

Mille jours qui ébranlèrent le monde

Plus de trente ans après le coup d'État conduit par le général Augusto Pinochet, le Chili reste un «pays symbole», trimbalant derrière lui sa cohorte d'images mythiques, parfois entrées dans le grand livre des mémoires par la porte du réductionnisme historique. L'histoire des «pouvoirs populaires» et de l'auto-organisation durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) continue pourtant d'être assez méconnue. Parce qu'elle est restée en marge des objectifs de participation gouvernementale voulus par les grands partis de gauche, mais surtout parce qu'elle est aujourd'hui occultée par une transition démocratique néolibérale, cette expérience collective a souvent été laissée de côté par les innombrables ouvrages qui se sont attachés à restituer les événements tumultueux des mille jours de l'Unité populaire (Dissidences 2004).

Pour comprendre la dynamique de la lutte sociale de cette période, il faut revenir rapidement sur cette alliance qui gagne les élections présidentielles en septembre 1970, provoquant le début d'une grande fête populaire et collective. L'Unité populaire est une coalition de gauche dirigée par Salvador Allende, très charismatique médecin franc-maçon et parlementaire socialiste de longue date (Moulian 1999). Ce dernier tente de coordonner des partis politiques allant du Parti communiste (poids lourd de l'alliance) au petit Parti radical, en passant par le Parti socialiste (PS, parti marxiste hétéroclite en pleine croissance) et bientôt des secteurs démocrates-chrétiens (comme le MAPU et, plus tard, la Gauche chrétienne). La stratégie de l'Unité populaire, notamment par son projet d'alliance avec la «bourgeoisie nationale progressiste»,

1. [▶ Travailleurs prennent les choses en main (Les)].

s'inscrit dans la continuité des fronts populaires de la fin des années trente, mais sous hégémonie de deux grands partis majoritairement ouvriers : le Parti communiste (PC) et le PS. Ce programme est caractérisé par des réformes sociales audacieuses et anti-impérialistes, dans un pays qui souffre d'un mal-développement inégal articulé autour de l'enclave minière (première réserve de cuivre mondiale).

La volonté de l'Unité populaire est de sortir des ornières des gouvernements précédents (dont le populisme démocrate-chrétien), avec comme objectif de mettre en place une importante démocratisation politique, sociale et économique, comprenant la nationalisation des mines de cuivre («le salaire du Chili») aux mains du capital étasunien, une réforme agraire, la nationalisation de 90 grands monopoles industriels et bancaires, ainsi qu'un train de réformes sociales (les «Quarante mesures»), dont une conséquente augmentation des salaires ouvriers[1]. Pour Salvador Allende, il s'agit de prouver au monde que la «voie chilienne au socialisme» est possible, sans avoir à suivre le chemin bureaucratique soviétique ou la lutte armée cubaine et, ainsi, respecter les institutions en place, issues de la Constitution libérale de 1925. Ce projet est largement influencé par le réformisme modéré du PC chilien qui y réaffirme la tactique de la «voie pacifique», inspirée du 20e congrès du Parti communiste d'union soviétique et la possibilité d'une transition par étapes au socialisme. De fait, les intellectuels de l'Unité populaire expliquent la «flexibilité institutionnelle» de l'État «de compromis» chilien, qui garantirait selon eux le fonctionnement de la démocratie mais cette fois au profit des classes populaires et du socialisme, tout comme la «constitutionnalité des Forces armées» et leur respect – supposé indéfectible – du suffrage universel.

Les premières applications de ce programme sont possibles grâce à une formidable mobilisation sociale et aux immenses espoirs que signifie cette victoire électorale, aussi inespérée que longtemps attendue. Soulignons que cette période est celle d'une dynamique intense de démocratisation-participation-politisation de la société chilienne, qui ébranle toutes les structures de domination de ce petit pays du tiers-monde.

Dès ses origines, l'Unité populaire s'est trouvée néanmoins imprégnée d'une tension majeure : elle était le produit d'une campagne populaire très large, et appelait de ses vœux la création d'un nouveau «pouvoir populaire» ; mais tout en désirant que celui-ci ne remette pas en cause directement les institutions chiliennes, son armée ou sa transition par

1. Voir les nombreux documents d'archives et textes d'analyse sur www.archivochile.com.

étapes. Ce pari est d'autant plus ardu que la gauche parlementaire ne contrôle que le gouvernement et est minoritaire au Congrès (les autres institutions étant largement dominées par l'opposition), ce qui va l'obliger à d'interminables négociations avec la démocratie-chrétienne (DC)[1]. Parallèlement, le gouvernement tente la mise en place d'un original système de cogestion et participation des travailleurs au sein des entreprises nationalisées, dite «aire de propriété sociale». Celle-ci est envisagée par le biais d'une collaboration étroite avec la puissante Centrale unique des travailleurs (CUT). C'est dans cet esprit que Salvador Allende déclarait le 1er mai 1971 : «Fortifier le pouvoir populaire et le consolider, revient à rendre plus puissants les syndicats, en les rendant conscients qu'ils constituent un des piliers fondamentaux du gouvernement.» Outre son caractère démocratique (finalement «contrôlé[2]»), cette participation est aussi pensée comme un instrument de productivité des entreprises et de «bataille de la production». Mais le projet de nationalisation ne s'adresse initialement qu'à une partie limitée de l'économie, essentiellement le secteur moderne et monopolistique : seulement 10 % des travailleurs industriels (55 800 personnes) et moins de 1 % des entreprises chiliennes sont concernés[3]… Il laisse ainsi sans perspective, la très grande majorité des salariés de la petite et moyenne industrie, considérée comme «non stratégique», mais également des pans entiers de l'industrie textile, du bâtiment et de l'alimentaire. D'autre part, la CUT connaît une intégration progressive à la direction des entreprises nationalisées, puis au gouvernement, ce qui n'est pas sans générer des tensions[4]. Début novembre 1972, est mis sur pied un exécutif civilo-militaire destiné à éviter une guerre civile qui couve : on y retrouve, au coude à coude, trois chefs des forces armées avec Rolando Calderon (PS et secrétaire général de la CUT) au ministère de l'agriculture et Luis Figueroa (PC et président de la CUT) au ministère du travail. À cette date, le gouvernement se retrouve de plus en plus dans une position

1. Salvador Allende a pu accéder à la présidence avec seulement 36,3 % des voix, en partie grâce à la division de l'opposition entre le centre démocrate-chrétien et la droite (Rénovation nationale) : on retrouve ici la répartition, dite des «trois tiers», qui marque le système politique chilien jusqu'à 1973 (voir Sarget, 1996).
2. Selon les accords conclus entre la CUT et le gouvernement, l'État reste majoritaire dans le conseil d'administration et les salariés ouvriers minoritaires, alors que le pouvoir d'orientation accordé à l'assemblée des travailleurs se trouve artificiellement séparé de celui d'exécution laissé à la hiérarchie de l'entreprise (voir Espinoza et Zimbalist, 1978).
3. 91 entreprises inscrites dans son programme, dont 74 industrielles, alors que plus de 200 étaient prévues initialement.
4. [▶ Projet de loi sur le système national d'autogestion].

difficile, englué dans un jeu institutionnel qui lui est clairement hostile et face à une polarisation sociale toujours plus profonde comme à des négociations au Congrès bloquées par l'opposition.

Pouvoir populaire constituant et cordons industriels

Héritière d'une longue tradition de lutte et poussée par la radicalisation populaire, une partie du mouvement ouvrier va donner naissance à un mouvement d'auto-organisation, unique par son ampleur en Amérique latine. Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les revendications économiques s'articulent avec les demandes politiques des ouvriers les plus radicaux : cette connexion se traduit notamment par la formation des cordons industriels (Silva et Santa Lucia 1975 : 675-847). Lorsque durant l'« octobre rouge » de 1972, grand patronat, commerçants, professions libérales profitent de la grève des camionneurs (financée à coup de milliers de dollars par la CIA) pour tenter de paralyser l'économie du pays, une fraction de la classe ouvrière industrielle occupe massivement les usines et certains travailleurs parviennent à les remettre en route partiellement, sous leur contrôle. Même chose dans le champ de la distribution où une partie de la jeunesse militante appuie les salariés pour ravitailler quartiers populaires et marchés[1]. Les cordons industriels sont formés sur la base d'une coordination territoriale horizontale de plusieurs dizaines d'usines, indépendamment de leur branche économique ou de leur appartenance, ou non, au secteur privé. Après avoir été essentiellement dirigés « par en haut » dans l'urgence d'octobre, par des leaders syndicaux et des militants du PS ou du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)[2], des assemblées de travailleurs sont mises en place dans les usines les plus combatives. Le but affiché était que ces assemblées élisent deux ou trois délégués, révocables à tout moment, qui eux-mêmes voteraient les décisions au sein de l'assemblée des délégués du cordon[3]. Pourtant rapidement, les salariés du cordon buttent contre les limites de la stratégie de la gauche gouvernementale. Ces formes d'organisations alternatives font néanmoins un pas supplémentaire dans le sens d'une unification

1. [▶ Initiatives solidaires de commerce équitable].
2. MIR : Mouvement de la Gauche révolutionnaire (créé en 1964). Ce parti, après avoir écarté la plupart des vieux leaders ouvriers qui le fondèrent, s'oriente, à partir de 1967, vers le modèle de la « guerre populaire prolongée ». Il s'agit d'un appui très critique et extraparlementaire à l'Unité populaire, souvent combattu comme « gauchiste » ou « contre-révolutionnaire » par le PC chilien.
3. [▶ Conseils ouvriers à Budapest].

de leur lutte, en créant en juillet 1973, la coordination des cordons industriels de la province de Santiago[1]. Pendant la crise d'octobre 1972, à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973, puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes de dualisation de pouvoir, «venues d'en bas», vont connaître une notable extension à travers tout le pays. Le terme de «pouvoir populaire» revendiqué par toute une partie de la gauche s'incarne alors comme une réalité transitoire :

> La démocratie de «tout le peuple» menace les formes représentatives et délégatoires de faire la politique. La dynamique de socialisation des luttes se diffuse au long de tout le territoire et revient multipliée à l'intérieur des entreprises. La «participation populaire» commence à se transformer en «pouvoir populaire» (Cruz Salas, 1999 : 411-412).

À Santiago, ce sont les cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important, aux côtés des cordons O'Higgins, San Joaquin, Santa Rosa, Recoleta, Mapocho-Cordillera, Santiago Centro et Panamericana-Norte. Dans la capitale, les cordons concentrent quelques dizaines de milliers de travailleurs, mais on les trouve du Nord au Sud également : à Arica, à Concepción ou encore Talcahuano et Punta Arenas. Cette forme originale du développement du contrôle ouvrier est aussi facilitée par la dynamique parallèle du mouvement *pobladores*, qui depuis la fin des années 1960, s'organise par lui-même dans les zones de la périphérie urbaine (les *poblaciones*). Pourtant, les commandos communaux qui devaient selon la gauche révolutionnaire regrouper ouvriers, étudiants, *pobladores* ne parviennent pas à se développer faute d'une conjonction stable entre ces différents acteurs sociaux. Un âpre débat existe même entre militants pour savoir si la *priori*té devait être accordée aux cordons ouvriers (volonté du PS) ou directement aux commandos (volonté du MIR). Il apparaît que cette discussion était surtout le reflet de l'implantation de chaque parti. En effet, les cordons industriels étaient dominés par des socialistes tels que Hernan Ortega (cordon Cerrillos) ou le syndicaliste Armando Cruces (cordon Vicuna Mackenna), alors que le MIR est avant tout enraciné dans les secteurs du semi-prolétariat urbain. Ces militants du MIR sont parvenus néanmoins à gérer de manière remarquable des quartiers entiers, tels celui de la Nueva La Habana, véritable village autogéré, à l'intérieur de Santiago.

Au-delà de sa diversité et de ses contradictions, ce pouvoir populaire constituant urbain peut être défini comme un «pouvoir en

1. Pour une histoire orale de ce processus, voir Gaudichaud (2003, 2004).

mouvement», au sens où l'entend le politologue Sidney Tarrow (1994). Il est indéniable que ces initiatives ne furent pas «spontanées», mais bien le fruit d'une accumulation d'expériences militantes, de luttes et aussi de faits quotidiens, de la construction d'une identité collective au sein de l'espace urbain mobilisé : ce que l'historien Edward P. Thompson nomme une «expérience de classe» (Thompson 1968). Cette grande vague d'auto-organisation, alimentée par les militants de la gauche de l'Unité populaire (secteurs radicaux du PS, gauche chrétienne) et par le MIR, signifie fondamentalement la crise des organismes de médiation et direction historiques du mouvement ouvrier[1]. Les accusant de parallélisme, la CUT tout comme le PC, tenteront activement de freiner leur constitution, rejetant toute «création d'un pouvoir alternatif au gouvernement». Ce à quoi le MIR, dirigé par Miguel Enriquez, répondait par la volonté de voir naître un véritable double pouvoir, en refusant de «maintenir la subordination des masses à la démocratie bourgeoise» et à la stratégie d'Allende. Quant au PS, à la recherche d'une synthèse impossible, il reconnaissait «le développement d'un pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises, mais pas au gouvernement»...

La distance entre Allende et le *Poder popular* s'est accentuée à mesure que la politique économique de la gauche s'est essoufflée, pour sombrer finalement dans la paralysie, le marché noir et l'hyperinflation. Dès janvier 1973, les cordons industriels s'opposent vertement au projet du ministre communiste Orlando Millas, qui appelait à rendre les usines «non stratégiques», afin de ne pas alourdir la charge du gouvernement civilo-militaire et de pouvoir reprendre les négociations parlementaires avec une DC toujours plus à droite. En mars, le gouvernement peut rasseoir sa légitimité de «gouvernement du peuple» avec l'obtention de plus de 43 % des suffrages aux élections législatives. Mais, durant toute l'année 1973, l'armée, loin d'être une force neutre, commence son travail de répression. Profitant d'une loi votée en 1972 sur le «contrôle des armes», les militaires interviennent dans les bastions ouvriers, confisquent le peu d'armes qu'ils y trouvent et surtout évaluent les résistances. Après la crise de juin, et alors que les médias (presque tous aux mains de l'opposition, à commencer par *El Mercurio*) crient à la dictature du prolétariat, la CUT réitère ses appels à rendre une partie des usines occupées. Le 9 août, est formé un nouveau cabinet civilo-militaire, dit de «sécurité nationale», où l'on trouve trois généraux et le commandant en chef de la police. Armando Cruces du cordon Vicuña Mackenna déclare : «Les militaires au gouvernement, de même qu'en

1. [▶ Nantes : récit des débuts d'une gestion directe].

octobre, représentent une garantie pour les patrons et non pour la classe ouvrière.» En vain, car un mois plus tard le coup d'État est dirigé par un certain général Pinochet, nommé récemment à la tête de l'état-major, suite à la démission du général légaliste Carlos Prats…

En guise de premier bilan, il est inévitable de souligner que, malgré l'ampleur du phénomène de dualisation des pouvoirs, les formes de pouvoir populaire constituant n'en ont pas moins eu un caractère embryonnaire et temporaire. Leurs actions se sont effectuées essentiellement de manière défensive et mal planifiée. Leur coordination reste une simple superstructure dirigée par certains syndicalistes et non une organisation de masse issue d'assemblées de travailleurs organisés. Les cordons industriels ne parviennent pas à s'unifier politiquement, ni même à s'appuyer sur un projet alternatif au modèle proposé par le gouvernement et pour la défense duquel ils se sont battus. Le MIR, sorti de la clandestinité depuis à peine quatre ans, reste impuissant à faire changer ce modèle, oscillant entre sur-volontarisme, critiques acerbes à l'Unité populaire et tentation de s'allier avec son aile gauche. Malgré le succès indéniable de la diffusion de leurs idées, les miristes maintiendront, de plus, la composition verticaliste et fermée de leurs «groupes politico-militaires» et «fronts de masses». L'hégémonie communiste et démocrate-chrétienne au sein du mouvement ouvrier et de la CUT reste incontestée. Dans ces conditions, ce pouvoir populaire constituant n'eut ni le temps, ni la force, de se préparer à affronter le coup d'État (qui bénéficiait de l'appui direct des États-Unis). L'Unité populaire n'a pas su s'appuyer sur cette «révolution par en bas» qui surgissait de tous côtés, et si bien décrite par l'étude monographique de l'historien Peter Winn sur la grande usine textile Yarur (Winn 1986)[1]. Ces militants réclamaient tout d'abord l'extension des nationalisations à leur usine, mais aussi le contrôle ouvrier, l'organisation de comités de défense, la fermeture du Congrès et une Assemblée constituante, le nettoyage de l'armée des officiers réactionnaires, la nationalisation sous contrôle populaire de la distribution afin d'empêcher le marché noir… Le 4 septembre 1973, Santiago est inondée par une marée humaine de plus de 800 000 personnes (la capitale compte alors seulement 3 millions d'habitants), qui réclament la «*mano dura*» contre la réaction. Quelques jours plus tard, ce sont seulement quelques dizaines de militants aguerris qui affrontent tanks et avions de chasse dans la Moneda (le palais présidentiel) en flammes, tandis que les soldats envahissent cordons industriels et quartiers populaires.

1. [▶ Autogestion dans la lutte pour le socialisme (L')].

De quelques enseignements de la « bataille du Chili »

> Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine.

C'est en ces termes que la coordination provinciale des cordons industriels de Santiago s'adressait, le 5 septembre 1973, au « camarade-président » Allende. La bataille du Chili, admirablement documentée par Patricio Guzman (1975-1979), était l'épicentre de la lutte des classes en Amérique latine : ni les élites locales, ni l'impérialisme n'entendaient laisser intact ce nouveau maillon faible. Le mouvement populaire se trouve alors complètement désarmé (tant politiquement que militairement). Le coup d'État installe une dictature de dix-sept ans, synonyme de répression féroce et de transformation du pays en laboratoire du capitalisme néolibéral.

L'écrasement de la « voie chilienne » a eu un impact dont l'onde de choc n'a pas fini de se répercuter au sein des gauches mondiales. On sait par exemple que dans le sillage du « septembre chilien », l'eurocommunisme a cru voir la confirmation que la démocratie libérale constituait désormais un horizon indépassable[1]. Très récemment, d'anciens dirigeants communistes chiliens, aujourd'hui devenus fervents défenseurs du social-libéralisme de la présidente Michèle Bachelet, se livraient à un long exercice de contrition, dans un livre titré *Après la révolution* (Ottone et Muños Riveros, 2008). Ils y expliquent pourquoi ils se seraient « trompés » en s'engageant dans une perspective anticapitaliste et tentent de « tirer des leçons de l'échec de l'utopie socialiste » à l'heure où l'Amérique latine est agitée par des vents nouveaux et où l'on discute de « socialisme du 21e siècle ». Il est effectivement nécessaire de tirer des leçons de cette expérience, afin de les mettre en débat au regard des processus actuels, mais non pour renier les combats menés par tout un

1. Nous faisons allusion ici au « compromis historique » proclamé par le secrétaire général du Parti communiste italien, en 1973, qui à la lumière des événements chiliens proclamait la « nécessité d'une révolution de la grande majorité de la population », ce qui signifiait selon lui une majorité électorale de « 51 % des voix » et « la coopération des forces populaires d'inspiration communiste et socialiste avec les forces populaires d'inspiration chrétienne ».

peuple mobilisé ou tenter de justifier les reniements d'aujourd'hui par les douleurs du passé !

Aujourd'hui encore, comme l'écrivait Maurice Najman en 1974, « le Chili est proche », au sens où il nous parle des défis à surmonter pour toute politique d'émancipation pour le 21e siècle (Najman, 1974). De tels moments de rupture historique sont toujours marqués par une impressionnante discordance des temps sociaux et politiques : entre l'autonomie relative du champ de mobilisations collectives et les tentatives de canalisation par les partis ou l'État ; entre la logique de la lutte des classes et la volonté du gouvernement de suivre malgré tout le temps institutionnel. Le « constitutionnalisme entêté » de l'Unité populaire, sa vision étapiste de la transformation sociale et une confiance démesurée dans les forces armées expliquent qu'Allende ait dû jouer ce rôle de funambule, arbitre d'un conflit aiguisé par la praxis des luttes collectives et la polarisation politique. Une logique que Carlos Altamirano, secrétaire national du PS chilien, avait nommée la « dialectique de la défaite » et qui a été considérablement accélérée par la présence d'un exécutif paralysé, sans majorité parlementaire[1]. Néanmoins, la geste chilienne tend également à démontrer qu'un gouvernement issu de grandes mobilisations peut servir d'appui à un mouvement d'émancipation et le favoriser réellement s'il décide d'appuyer ces « éclairs autogestionnaires » qui traversent la société, tout en essayant de neutraliser l'action répressive de l'État. Ainsi que l'avait déjà remarqué Marx dans ses études sur la Commune de Paris, il serait illusoire de proclamer la transition au socialisme en la combinant avec la défense inconditionnelle de l'État. Tout processus de transition, donc de rupture de l'hégémonie bourgeoise, doit chercher à favoriser systématiquement la « révolution par en bas » et les formes pouvoirs populaires constituants afin de créer de nouvelles structures de participation et contrôle démocratique, à tous les niveaux. Pour faire un parallèle, on peut dire que les récents processus constituants en Bolivie, Équateur et Venezuela, s'ils ont permis une formidable avancée en termes de droits démocratiques dans ces pays, n'ont pas pour l'instant transformé radicalement l'État et les multiples structures de domination. L'enjeu dans ces pays est de maintenir une dynamique soutenue de transformation sociale et démocratique, au risque de s'enliser dans un hypothétique *néodéveloppementisme* ou « capitalisme ando-amazonien », tel qu'il est appelé de ses vœux par le vice-président bolivien Garcia Linera ou par la « bourgeoisie bolivarienne » vénézuélienne. La question de la

1. D'où les projets de Salvador Allende de convoquer un référendum pour appeler à une Assemblée constituante, projet frustré par le coup d'État.

relation entre «peuple mobilisé», nouvelles formes d'auto-organisation locale, État bureaucratique, capitalisme rentier et construction d'une démocratie alternative est d'ailleurs posée avec acuité dans le Venezuela bolivarien (Compagnon et coll., 2009)[1].

Les instants historiques de dualisation des pouvoirs, où le vieux ne cesse de peser et le neuf peine à voir le jour, sont aussi ceux de tous les dangers. Bien que de durée variable, ils ne sont pas éternels et même souvent éphémères. Historiquement, les classes dominantes ne se sont jamais laissées déposséder sans défendre leurs intérêts : le rôle de l'armée et de l'impérialisme comme garant de l'ordre établi, la nécessité d'affronter la difficile question de la violence ou encore du travail politique envers les soldats ont été confirmés au Chili. Le coup d'État d'avril 2002 à Caracas contre le président Hugo Chávez ou celui de juin 2009 au Honduras rappellent que ce spectre n'a pas disparu en Amérique latine. Sous Allende, ainsi que l'a montré le politologue Juan Carlos Gómez, la véritable «frontière de la démocratie» était pour les élites celle de la propriété des principaux moyens de production. En prétendant les socialiser progressivement et partiellement, sans rupture institutionnelle, la gauche pensait pouvoir éviter l'affrontement violent. Pourtant, «le conflit autour des aires de la propriété sociale n'a jamais été résolu démocratiquement, mais il fut résolu définitivement : le droit de propriété est redevenu inviolable, garanti non pas au travers de formes constitutionnelles, mais par les forces armées» (Gómez, 2004). Aujourd'hui, en Amérique latine, aucun gouvernement progressiste ou nationaliste radical n'a osé franchir ce Rubicon. D'ailleurs, aucun d'entre eux n'a même pu imposer, comme avait su le faire Allende (dans un autre contexte international), d'importantes nationalisations sans indemnisations (expropriations) au nez et à la barbe des États-Unis…

Une fois de tels constats effectués, les défis du socialisme du 21e siècle ne s'arrêtent pourtant pas là, au contraire ils ne font que commencer ! Résumer l'échec de l'expérience chilienne à l'absence de destruction de l'État oligarchique serait parfaitement absurde. Car passer de la constitution de pouvoirs constituants embryonnaires à la construction d'une autre société, autogestionnaire et planifiée démocratiquement, suppose réussir (à la différence des régimes bureaucratiques du 20e siècle) le pari immense de l'appropriation publique et sociale pleine et entière, impossible dans un cadre strictement national. Cela représente aussi la création d'une contre-hégémonie culturelle, le respect de l'autonomie des mouvements sociaux ou encore le droit à l'autodétermination des

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État].

peuples indigènes. Cela signifie une réflexion critique sur la question du «sujet révolutionnaire» et le rôle des organisations politiques dans un processus d'émancipation; sur ce qu'ont pu signifier (en Amérique latine comme ailleurs) le substitutionnisme des partis, le sectarisme ou le verticalisme politique. Bref, d'interroger les chemins d'une démocratie et d'un bien commun qui iraient jusqu'au bout…

Depuis une décennie, le continent de José Marti, Carlos Mariategui, Luis Recabarren et «Che» Guevara est de nouveau en pleine ébullition sociale (Gaudichaud, 2008). C'est certainement au sein des mobilisations actuelles et des luttes en cours que pourra naître l'énergie créatrice capable de faire renaître certains des «trésors perdus» autogestionnaires (pour paraphraser Hannah Arendt) de l'expérience chilienne.

avril 2010

Source

Version adaptée et actualisée de «Retour sur les leçons chiliennes», *ContreTèmps,* n° 10, Paris, Textuel, 2004.

Pour en savoir plus

Collectif, «Autour du mouvement révolutionnaire chilien», *Dissidences,* n° 14-15, janvier 2004, www.dissidences.net.

Compagnon, Olivier, Julien Rebotier, Sandrine Revet (coord.) (2009), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez : La démocratie, le changement social,* Paris, L'Atelier.

Cruz-Salas, Luis (1999), «Estado, partidos y movimiento obrero», dans Luis Vitale (dir.), *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet,* Santiago du Chili, ChileAmerica/CESOC.

Espinoza, Juan G. et Andrew S. Zimbalist (1978), *Economic Democracy : Workers' Participation in Chilean Industry 1970-1973,* London, Academic Press.

Gaudichaud, Franck (2003), «L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite», *Le Monde diplomatique,* Paris, septembre.

Gaudichaud, Franck (2004), *Poder popular y cordones industriales : Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende,* Santiago du Chili, LOM.

Gaudichaud, Franck (dir.), (2008), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine,* Paris, Textuel.

Gaudichaud, Franck (2013), *Chili 1970-1973 : Mille jours qui ébranlèrent le monde,* Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Gómez, Juan Carlos (2004), *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973,* Santiago du Chili, LOM.

Guzmán, Patricio (1975-1979), *La Batalla de Chile,* Chile/Cuba/Venezuela, vidéo, Paris, Montparnasse.

Iturraspe Francisco (1986), *Participación, cogestión y autogestión en América Latina,* Caracas, Nueva Sociedad.

Moulian, Tomás (1999), *Conversación interrumpida con Allende,* Santiago, ARCIS-LOM.

Najman, Maurice (1974), *Le Chili est proche : Révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire,* Paris, François Maspero.

Ottone, Ernesto et Sergio Muños Riveros (2008), *Après la révolution : Rêver en gardant les pieds sur terre,* Nantes, L'Atalante, 2008.
Robert, Jean-Louis (2003), « Changer l'entreprise, changer le travail » dans Frank Georgi (dir.), *L'autogestion. La dernière utopie ?,* Paris, Publications de la Sorbonne.
Sarget, Marie-Noëlle (1996), *Histoire du Chili de la conquête à nos jours,* Paris, L'Harmattan.
Silva, Angelica et Patricia Santa Lucia (1975), « Les cordons industriels : une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps modernes,* janvier.
Tarrow, Sidney (1994), *Power in Movement, Social Movements, Collective Action and Politics,* Cambdrige, Cambdrige University Press.
Thompson, Edward P. (1968), *The Making of the English Working Cass,* Londres, Penguin.
Winn, Peter (1986), *Weavers of Revolution, the YARUR Workers and Chile's Road to Socialism,* New York/London, Oxford University Press.

Projet de loi sur le système national d'autogestion

Article 1. Un système national d'autogestion est créé ; il sera constitué par les entreprises indiquées par cette loi dont l'objet sera d'accentuer le processus de contrôle de l'économie par les travailleurs et de participation au développement national. Le système intégrera l'aire sociale de l'économie [...].

Article 2. Pourront être des entreprises d'autogestion du travail : 1) celles dont le patrimoine était supérieur à 14 000 000 d'escudos au 31 décembre 1969, lorsque celles-ci ne se situent pas dans les activités que la Constitution ou la loi réservent à l'État [...] ; 2) celles qui seront créées ou acquises par la Corporation de développement de la production (Corfo) ; 3) celles que la loi transfère de l'aire privée ou mixte à l'aire sociale [...] ; 4) celles qui avaient été déclarées en faillite, celles

dont la cessation est due à la responsabilité du patron ou celles dont la paralysie, fermeture, ou liquidation, provoquent la mise à pied de groupes importants de travailleurs [...]; 5) celles qui, actuellement et à l'avenir, seront administrées intégralement par leurs travailleurs, quelle qu'en soit la forme juridique. Si ceux-ci le décident majoritairement et si leur intégration au système est approuvée par la Corfo au travers de ses comités de secteurs. [...]; 6) Les coopératives [...].

Article 3. Les entreprises d'autogestion du travail dépendront du comité de secteur correspondant. Dans cet organisme, les entreprises d'autogestion auront deux représentants élus par vote direct, proportionnel, unipersonnel et secret, des travailleurs de ces entreprises. Les représentants proviendront des membres des conseils d'administration de ces entreprises.

Article 4. À cet effet, les comités de secteur de la Corfo, auront le pouvoir d'acquérir et de vendre les biens, valeurs, d'émettre et de placer des valeurs sur le marché, d'accorder des prêts aux entreprises en monnaie nationale ou l'équivalent en monnaie étrangère, auront le pouvoir également de négocier et d'obtenir des crédits à l'extérieur en accord avec les dispositions légales en vigueur, et en général pour négocier des opérations commerciales d'exportation ct d'importation. Ils pourront également recevoir des apports de capitaux de l'État, des corporations ou des assemblées régionales de développement des municipalités, des particuliers, et en général de toute personne. Ceux qui apportent les capitaux n'auront pas le droit d'intervenir dans la direction ou l'administration [...].

Article 6. Les comités de secteurs [...] pourront créer un système national de fonds destinés à effectuer des investissements dans les entreprises autogérées et assureront le bon fonctionnement de ce système.

Article 7. Annuellement, les comités de secteur [...] en coordination avec l'Office de planification nationale et la Direction de l'industrie et du commerce du ministère de l'économie [...] fixeront les bases annuelles de la politique de production possibles, par secteur et branche industrielle ainsi que la politique des prix correspondante. Cette information servira comme critère de base pour fixer l'excédent et le remboursement obligatoire des entreprises et pour évaluer les possibilités de réalisation des nouveaux projets des entreprises.

Sur les entreprises d'autogestion

Article 8. On nommera entreprise d'autogestion toute unité de production de caractère industriel, minier et de services dont la direction

et l'administration seront exercées intégralement par les travailleurs [...]. Seules les personnes physiques pourront faire partie de ces entreprises. Dans ces entreprises, il y aura une différence entre la gestion et la propriété du capital. En effet, le capital des entreprises sera constitué par la Corfo, et la gestion reviendra au collectif de travail de chaque entreprise d'autogestion[1].

Article 9. Les entreprises d'autogestion pourront recevoir directement des apports de capitaux de tierces personnes, mais ces apports ne donneront aucun droit dans l'administration. Ces apports de capitaux feront partie du patrimoine de la Corfo [...]. Les apports de capitaux faits par une des personnes à une entreprise d'autogestion auront le caractère des titres dont le délai est indéfini et se réajusteront semestriellement en accord avec un taux qui sera établi par le conseil général de la Corfo après accord préalable du directeur de la Banque centrale. [...]

Article 12. Feront partie de ces entreprises d'autogestion tous ceux qui y travaillent, à n'importe quel moment du processus de travail et dans n'importe lequel des postes de production ou d'activité habituelle ou nouvelle de l'unité avec un contrat permanent ou temporaire. Dans le cas des techniciens ou professionnels engagés pour accomplir les tâches spécifiques, le règlement détermine leur participation à l'entreprise.

Article 13. La Corfo au travers de ses comités de secteur déterminera la politique de rémunération des entreprises qui intégreront le système, en relation avec l'effort productif et en accord avec la politique générale du fonctionnement. La Corfo tendra à ce qu'existe la plus grande homogénéité entre les recettes des différentes entreprises d'une même catégorie et la répartition la plus équitable des recettes dans chacune d'entre elles. La Corfo aura également le pouvoir de fixer les conditions minima d'engagement des travailleurs temporaires [...].

Article 14. La direction, l'administration et le fonctionnement des entreprises d'autogestion incomberont à l'assemblée des travailleurs et au conseil d'administration [...][2].

Article 15. L'assemblée des travailleurs est la plus grande autorité de l'entreprise et sera constituée par tous les travailleurs qui ont la qualité de permanents, en accord avec les dispositions des articles 12 et 13 de cette loi, et les décisions que l'Assemblée adoptera [...].

Article 18. Les fonctions de l'assemblée des travailleurs seront les suivantes : a) discuter et approuver les plans et la politique de l'entreprise

1. [▶ Résolution sur l'autogestion].
2. [▶ Charte d'Alger].

en accord avec les directives établies par la Corfo […] ; b) élire et renouveler les membres du conseil par des élections générales, démocratiques, à bulletin secret ; c) créer les comités nécessaires et établir les modalités d'élection de leurs membres ; […]

Article 19. Le conseil d'administration sera composé de cinq travailleurs élus par l'assemblée […] et aura à sa charge l'administration supérieure de l'entreprise, en exécution des directives adoptées en Assemblée. Ses membres sont élus pour deux ans : ils seront renouvelés en partie, et ne pourront être réélus qu'une seule fois. […]

Article 21. La charge de conseiller n'entraînera pas de rémunérations ou bénéfices supplémentaires pour celui qui la remplira, ni l'abandon du travail normal qu'il effectue dans l'entreprise, sauf cas mentionnés dans le règlement et les statuts internes[1].

Article 22. Le conseil d'administration désignera le gérant, qui sera responsable d'effectuer les tâches dont le chargera le conseil, et aura la charge du système de production. Il pourra participer avec droit de vote, aux sessions du conseil d'administration et à l'assemblée des travailleurs. Le gérant sera exclusivement responsable devant le conseil d'administration et sera renouvelé par celui-ci, après ratification de l'assemblée. Dans tous les cas, l'assemblée des travailleurs pourra demander au conseil d'administration le changement de gérant. […]

Attributions de la Corfo et des comités de secteurs

Article 23. […] a) créer de nouvelles entreprises autogérées et approuver l'incorporation au système d'une entreprise existante ; b) émettre des titres de l'autogestion, qui seront réajustés selon l'indice des prix à la consommation et produiront un intérêt ; c) prendre en charge l'administration des entreprises dans les cas suivants : lorsque pendant trois exercices consécutifs six mois chacun, les entreprises enregistrent du déficit dans leur bilan ; […] lorsque le déficit serait tel qu'il compromettra l'avenir de l'entreprise et le capital investi. […] ; dans le cas de conflit ou de paralysie du travail, sera appliquée la législation en vigueur avec cette particularité que le commissaire nommé par le ministère du travail et de la prévoyance sociale devra l'être sous proposition de la Corfo. En dehors de ce cas, l'entreprise sera administrée par la Corfo, laquelle devra décider dans un délai maximum de deux ans sa normalisation, réorganisation ou dissolution. Incombent exclusivement aux comités de secteur de la Corfo les prérogatives d'administration

1. [▶ Premiers pas de l'autogestion dans une usine de constructions mécaniques (Les)].

propres au fonctionnement quotidien de l'entreprise ; d) fixer annuellement les remboursements obligatoires que chaque entreprise devra faire [...] à la Corfo ; e) inspecter et évaluer techniquement les entreprises d'autogestion, contrôler leur capital et en général leur fonctionnement normal [...] ; f) fixer la politique des rémunérations [...] ; g) approuver annuellement les plans de production de chaque entreprise, ainsi que ses programmes financiers ; [...] j) coordonner les entreprises avec les orgasmes publics et privés, nationaux et étrangers. [...]

Des coopératives de travailleurs

Article 36. Seront définies comme coopératives de travailleurs : les coopératives de travail ; [...] de travail et transport et de travail et services qui seront composées par les travailleurs de ces branches d'activités. Il ne peut exister par conséquent de sociétaires non travailleurs, ni de travailleurs non sociétaires, sauf le cas de ceux qui auront un caractère transitoire[1] [...].

Article 37. Ces coopératives pourront faire partie du système national d'entreprises autogérées sans autre condition que de l'avoir sollicité et d'être approuvées par le conseil général de la Corfo. [...]

Sur les transferts des entreprises actuelles au système national d'autogestion

Article 40. Le conseil général de la Corfo pourra décider à la majorité des deux tiers de ses membres l'expropriation de tout ou partie des entreprises, de leurs actions ou biens [...].

Article 41. Les propriétaires touchés par l'expropriation auront pour seul droit une indemnité. [...]

1972

Pour en savoir plus

Raptis, Michel (1973), *Quel socialisme au Chili ? Étatisme ou autogestion*, Paris, Anthropos.

1. [▶ Coopératives et transformation de la société].

MEXIQUE

Autonomie et construction d'alternatives

Richard Neuville

«Aujourd'hui, nous affirmons avec joie que nous sommes les peuples de Oaxaca car nous avons retrouvé la mémoire de nos origines indigènes, la communauté comme mode de coexistence sociale, harmonieuse, respectueuse et horizontale entre les femmes et les hommes d'une même société, car nous avons retrouvé l'autonomie comme mode d'existence et de relation plus juste entre les peuples qui se partagent le territoire. [...] Aujourd'hui, avec la pluie vivifiante de la révolution sociale, nos racines indigènes se régénèrent en nous, dans les villes et les campagnes, dans les champs, dans les usines, dans les entreprises et dans les écoles de Oaxaca» (*Vocal,* 2009).

Après le mouvement exceptionnel qui a déclenché la «Commune» de 2006 et malgré la féroce répression de novembre-décembre, les peuples de Oaxaca n'ont pas été anéantis. Ils restent debout. La mobilisation populaire s'est poursuivie et même renforcée en recourant à d'autres formes de résistance au modèle de domination capitaliste et répressif. Les tentatives d'instrumentalisation de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) ont échoué au profit d'un renforcement horizontal de l'organisation et de l'expérimentation sociale à travers des espaces autonomes et alternatifs dans les communautés indigènes de l'État et les quartiers populaires de Oaxaca.

Les 11 et 12 février 2007, l'APPO a tenu son premier congrès afin de définir de nouvelles modalités d'actions pour poursuivre la lutte et renforcer le mouvement social au sein de l'État. L'APPO a été confrontée à une tentative de coup de force émanant de certaines de

ses composantes : le Front populaire révolutionnaire (FPR), le Front large de lutte populaire (FALP), Nueva Izquierda (Nouvelle gauche) et la Coordination des femmes de Oaxaca (COMO), contrôlés par des organisations politiques communistes, marxistes-léninistes ou proches du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), qui ont œuvré pour que l'APPO participe et présente ses propres candidat·es aux élections locales d'août et d'octobre 2007. Selon Angel Luna Cosme, qui est membre de l'APPO et de *Vocal* et investi dans la Casota (Maison autonome, solidaire et autogérée) implantée dans un quartier populaire de la ville de Oaxaca, « ces organisations avaient même créé des mouvements fantoches pour obtenir la majorité et défendaient le principe de décisions par vote et non au consensus. Mais elles ne sont pas parvenues à leurs fins et ont échoué dans leur tentative » (Cosme, 2010). Le congrès de l'APPO a décidé qu'en tant que mouvement social, l'Assemblée ne participerait pas au processus électoral et a adopté une décision conforme à ses principes, dans la mesure où elle ne se conçoit pas comme un parti politique. Il a donc été convenu que les formations politiques, qui le souhaiteraient, pourraient participer aux élections en tant que telles, mais qu'aucun·e candidat·e ne pourrait utiliser le nom ou se réclamer de la relation de son organisation avec l'APPO au cours de sa campagne et, que les délégué·es qui participeraient au processus électoral devraient démissionner à partir du moment où leur candidature est acceptée par un parti politique. L'APPO s'est strictement limitée à appeler à un vote de sanction contre les candidats du gouverneur, Ulises Ruiz et ses alliés. Cette tentative d'instrumentalisation s'est notamment heurtée à la position des représentant·es des communautés indigènes et des organisations sociales qui refusent de participer aux élections et souhaitent rester indépendantes des structures de pouvoir. En juillet 2006, seulement 7 % de la population de l'État avaient participé à l'élection présidentielle. Les communautés indigènes, qui représentent 80 % de la population et peuplent 420 communes sur 570 l'avaient boycottée.

À l'issue de ce congrès, les organisations de base ont créé un espace ouvert et autonome, *Vocal* (Voix oaxaquéniennes construisant l'autonomie et la liberté) en mars 2007 pour renforcer l'assemblée, la prise de décision collective et le mouvement social. Cet espace s'est fixé comme objectif de construire une autre société à la base et indépendamment des partis politiques et a adopté un manifeste :

> Nous, qui intégrons actuellement cet espace, sommes des individus autonomes, des collectifs libertaires, des lieux autogérés [...], des collectifs zapatistes, des membres des barricades et de l'APPO et des adhérents de l'Autre campagne. Toutes et tous engagé·es dans l'actuel mouvement social de Oaxaca. Cet espace se conçoit comme un moyen de fédérer les initiatives autonomes des peuples

de Oaxaca mobilisés ; nous participons activement au mouvement social, appartenant ou non à des organisations structurées telles que l'APPO et nous nous préoccupons de maintenir notre mouvement social en respectant ses principes d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis des partis politiques ; en revendiquant la souveraineté de l'assemblée comme moyen le plus juste et le plus harmonieux de nous comprendre ; de nous organiser de façon autonome et de nous autogouverner, au sein de laquelle les accords ne se fondent ni sur la prédominance de la majorité sur la minorité, ni sur aucune autre façon d'imposer son point de vue comme celle communément exercée par le pouvoir d'en haut, mais bien dans une relation de respect mutuel entre toutes les composantes du peuple.

Dans cet espace, nous luttons pour la construction, le renforcement et l'alliance des autonomies, nous considérons en effet l'autonomie des peuples, des groupes, des collectifs, des individus, des organisations comme une alternative réelle d'opposition à l'actuel système de gouvernement autoritaire. L'autonomie, comme processus de construction d'autres réalités, montre qu'il y a une autre manière de changer les choses à partir du moment où les peuples décident de leurs propres modes de vie, et non à partir des institutions de pouvoir, qui se contentent de réformer les espaces oppressifs et répressifs. [...] Pour cette raison, l'activité de Vocal ne se limite pas aux périodes électorales, avec elles et sans elles, l'autonomie avance dans l'organisation et la proposition d'une autre société possible.

Au stade actuel du mouvement, avec l'imminence des élections que l'on nous a présentées comme une possibilité d'obtenir la victoire, nous croyons qu'il est nécessaire que toutes les femmes, les hommes, les peuples et régions de notre État qui ont rejoint et participé à ce grand mouvement pour l'indépendance et l'autonomie vis-à-vis des partis politiques viennent avec nous, qui partageons cette idée, pour affirmer que cette situation est circonstancielle et que nous devrons sortir de ce processus électoral plus forts, plus mûrs pour affronter les assauts des gouvernements qui servent les intérêts des maîtres de l'argent. [...] Nous observons qu'à l'intérieur comme à l'extérieur de l'APPO, le peuple mobilisé partage l'idée de préserver l'indépendance et l'autonomie de notre mouvement à l'égard des partis politiques. L'histoire de notre pays a démontré que tous les partis politiques dans différentes circonstances ont réprimé et agi contre les intérêts légitimes du peuple[1]. [...]

Les peuples de Oaxaca connaissent l'importance de la mobilisation et de l'organisation pour obtenir la victoire. Pour cela, nous pensons qu'il est nécessaire de continuer la mobilisation dans tout l'État,

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].

> au-delà des différentes manières d'appréhender la société, la résistance dans sa pluralité et ses caractéristiques, *Vocal* est un appel pour stimuler cette lutte. […] Il revient donc au peuple mobilisé d'établir le dialogue avec l'APPO, les collectifs et les personnes qui, comme nous, de manière indépendante participent à cette lutte. […]
> Nous voulons la justice, la dignité, ne pas avoir peur d'exprimer nos idées, ne pas connaître la discrimination pour notre couleur, notre pensée, notre langue, nos goûts, nous voulons des aliments sains obtenus par notre travail. Nous ne voulons plus que les riches nous volent, nous voulons utiliser notre énergie créative pour le bien commun, nous voulons la liberté pour nos prisonniers et prisonnières. Nous voulons être libres de choisir notre mode de vie et qu'ils ne nous imposent plus leurs mensonges, leur violence et leur façon de gouverner. […] Nous cherchons à unir par des liens fraternels nos expériences de lutte jusqu'au dernier recoin de notre État, nous cherchons à partager nos idées et à échanger avec les hommes et les femmes de Oaxaca […] avec tous ceux qui luttent pour un monde meilleur[1].

Depuis sa création, *Vocal* travaille en collaboration avec les communautés indiennes et les populations des quartiers populaires de la ville en multipliant les échanges et en tissant des liens entre elles. Face à la logique du système capitaliste qui exploite et dévaste les territoires et expulse les communautés, *Vocal* accompagne les résistances et les luttes des peuples en défense de leur terre et de leur territoire. L'espace organise également des mobilisations contre l'implantation des multinationales qui veulent exploiter les ressources de l'État (biodiversité, énergie, minerais, etc.) et expulser les paysans de leurs terres. Pour Angel Luna Cosme :

> On défend la terre et le territoire, par exemple contre les mégas projets éoliens des multinationales, telles qu'Endesa, Iberdrola, EDF, etc. programmés dans le cadre du plan Puebla Panamá. L'objectif est également de faire connaître les projets et les cas de répression. La raison d'être de *Vocal* est de résister contre tous ces projets, contre l'implantation d'une base militaire à Merida et de rechercher des alternatives aux institutions de l'État.

Dans des lieux alternatifs, *Vocal* accompagne également les processus autonomes de résistance des communautés, comme dans la région de l'Isthme, à Bibaani, le collectif *Guiee Triqui* dans le Centre communautaire pour l'autonomie et dans les quartiers populaires de la ville de Oaxaca. Il met en pratique des formes alternatives de vie en commun

1. [▶ Liberté, émancipation, autogestion… le fil du temps].

plus harmonieuse et construit de nouvelles relations sociales basées sur la coopération et la solidarité. Ces espaces impliquent des valeurs de soutien mutuel, de réciprocité, de complémentarité, d'équilibre et d'unité dans la diversité. Ce sont des espaces d'autonomie pratique dans lesquels, de manière autogérée, on produit, on échange et on apprend de manière collective.

Depuis octobre 2008, *Vocal* collabore avec d'autres en impulsant l'activité de la Casota. Angel Luna Cosme, un des jeunes impliqués dans son fonctionnement, décrit son activité :

> Il s'agit d'un espace culturel, de rencontre, de réflexion, d'action, implanté dans un quartier populaire de la ville de Oaxaca. On y trouve une cantine populaire, un dortoir pour héberger des personnes solidaires d'autres régions du Mexique et du monde, une bibliothèque alternative, des ateliers de sérigraphie, de peinture, de gravure, d'impression, de recyclage des ordinateurs, une radio, un cabinet de consultations médicales, une boutique communautaire, etc. On y organise également des salons du livre, des concerts, des expositions, des formations, des débats, etc.

La boutique Lorenzo Sampablo Cervantès, du nom d'un membre de l'APPO assassiné en août 2006 par la police, commercialise l'artisanat produit par des prisonniers politiques pour leur venir en aide matérielle, ainsi que des fruits et légumes des communautés[1]. Il s'agit d'une vente directe à bas prix pour contourner les circuits de distribution traditionnels. La Casota contribue au développement de coopératives et de l'artisanat. Plusieurs coopératives de consommateurs des quartiers sont nées, elles achètent directement aux communautés indigènes et aux petits producteurs. La Casota contribue au développement de l'agriculture biologique urbaine en organisant des échanges de semences afin de permettre que les résidents des quartiers populaires de Oaxaca puissent produire quelques fruits et légumes[2]. Un réseau pour la défense de la souveraineté alimentaire et un centre de documentation sur les technologies alternatives ont également été créés. La Casota développe des relations de solidarité avec d'autres régions du monde. En décembre 2008, la police a investi ses locaux, mais devant la mobilisation massive des habitants du quartier, elle a dû se retirer.

Il existe quatre lieux alternatifs équivalents dans la ville de Oaxaca.

> Ces formes d'autogestion ne se revendiquent pas seulement comme visionnaires et utopiques mais résolument pratiques. Il y a une

1. [▶ Thessalonique s'oppose à la privatisation de l'eau].
2. [▶ Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire].

nécessité de répondre aux besoins et aux espérances des populations (Cosme, 2010).

Lors du 2e congrès de l'APPO qui s'est tenu en février 2009 en présence de 702 délégué·es de toutes les régions de l'État, le nombre de communautés indigènes représentées était en progression et s'élevait à près de 300. Le FPR et consorts ont réitéré leur volonté d'impliquer l'APPO lors des prochaines élections. Les communautés de base et une majorité des mouvements sociaux, dont la puissante section 22 du syndicat des enseignants (SNTE), s'y sont de nouveau opposées. Selon Angel Luna Cosme, «même s'il est à peu près acquis que lors des prochaines élections de l'État de juillet 2010, le PRD remportera le poste de gouverneur et la majorité au parlement régional, il n'y a rien à en attendre». Au-delà des élections, l'espoir demeure car les peuples s'organisent de plus en plus et ils sont de plus en plus résolus à prendre leur destin en main. Ils ne sont pas prêts à se rallier à ceux qui hier tenaient des discours révolutionnaires enflammés et qui aujourd'hui ne parlent que de réalisme politique et se situent dans une démarche réformiste. Ils préfèrent «construire dès maintenant des initiatives et des projets autonomes qui portent les germes de la nouvelle société qu'ils veulent» (*Vocal,* 2009). *Vocal* ne tente pas d'imposer quoi que ce soit aux populations, il reste un lieu d'échanges, de convergences d'actions et d'expérimentations sociales. Malgré les divergences tactiques et stratégiques au sein de l'APPO, celle-ci continue de jouer un rôle important dans la mobilisation. La déclaration du congrès de 2009 a réaffirmé certains principes et axes de lutte comme : la lutte pour la démocratisation du pays, ce qui signifie la liberté de s'organiser de manière indépendante et autonome et la liberté des communautés et des peuples indigènes d'exercer leur libre détermination pour envisager le présent et le futur ; le renforcement de la lutte anticapitaliste et la recherche de l'unité dans la pratique ; l'indépendance vis-à-vis des partis politiques ; la réorganisation horizontale et à l'échelle de l'État ; la prise de décisions au consensus ; la libération des prisonniers politiques et la lutte contre les privatisations et les multinationales.

L'esprit de la Commune de Oaxaca reste bien vivant. L'insurrection des peuples sera-t-elle en mesure d'en finir avec la tyrannie ? L'accumulation des forces et d'expériences s'avère indispensable pour entreprendre un changement profond de société. Il importe pour cela de respecter les rythmes et la maturation des peuples.

avril 2010

Pour en savoir plus

La Casota : http://casota.wordpress.com/.
Angel Luna Cosme (2010), entretien avec Richard Neuville (23 mars).
Déclaration du second congrès de l'APPO : http://lahaine.org/vocal/articulo.php?p=227etmore=1etc=1.
Fisher, Miriam (2007), « Oaxaca, entre rébellion et utopie », film.
Lapierre, Georges (2008), *La Commune de Oaxaca,* Paris, Rue des cascades.
Vocal, contribution au 2e congrès de l'APPO à Oaxaca (20-22 février 2009).
Vocal, Manifeste (mars 2007).

Can worker-owners make a big factory run ?

Jane Slaughter

On the 879th day of their strike, Mexican tire workers sought help in Germany, where the multinational that wanted to close their plant was based. After a determined 1 141 day campaign, the company sold them the plant, which they now run as a cooperative. « If the owners don't want it, let's run it ourselves. » When a factory closes, the idea of turning it into a worker-owned co-operative sometimes comes up – and usually dies.

The hurdles to buying a plant, even a failing plant, are huge, and once in business, the new worker-owners face all the pressures that helped the company go bankrupt in the first place. Most worker-owned co-ops are small, such as a taxi collective in Madison or a bakery in San Francisco. But in Mexico a giant-sized worker cooperative has been building tires since 2005. The factory competes on the world market, employs 1,050 co-owners, and pays the best wages and pensions of any Mexican industrial plant.

Aware that this unusual victory is virtually unknown in the U.S., friends in Guadalajara urged me to come down and see how the Tradoc cooperative is working. Its president – who was union president when the plant was owned by Continental Tire – spoke in a workshop at the 2010 *Labor Notes* Conference. Jesus « Chuy » Torres is one of the more impressive unionists I've met – though he's no longer officially a unionist. Still, « our class is the working class », he told me.

Far from indulging in a « we've got ours » mentality, the Tradoc workers are intent on maintaining solidarity with workers still cursed with a boss.

It's hard to decide which is more remarkable – how the Continental workers turned a plant closing into worker ownership through a determined 1 141 day campaign, or how they've managed to survive and

thrive since then. In any case, we need to celebrate such victories. I'll tell the tale in two parts.

Opening the factory's closed gates

Taking over their plant was not the workers' idea. Continental Tire proposed to sell it to them – after the union backed management into a corner so tight the owners wanted nothing more to do with it.

But to get to that point workers had to wage a three-year strike and what we in the U.S. call a «comprehensive campaign». Workers say it was not just one tactic that won the day, but a combination of relentless pressures[1].

Continental Tire, based in Germany, is the fourth-largest tire manufacturer in the world. It bought a factory in El Salto, outside Guadalajara in western Mexico, in 1998, intending to produce mainly for the U.S. market. When it was first built by the Mexican company Euzkadi in 1970, this was the most advanced tire-making plant in Latin America. It was still the most modern in Mexico by the early 2000s.

But Mexican tire-making plants were dropping like flies at that time: Goodyear, Uniroyal. NAFTA had caused tire imports from abroad to triple between 1996 and 2000. At Firestone, the company-dominated union accepted a 25 percent pay cut, multi-tasking, and a seven-day week to try to prevent a closure.

Most unions in Mexico are unions in name only, government-affiliated labor bodies whose functions are to collect dues and control workers.

But the Continental plant had a different history. Workers had had an independent, «red» union since 1935, SNRTE (National Revolutionary Union of Euzkadi Workers). À history of the union proudly tells the story of when Fidel Velasquez, top official of the corrupt government union CTM, came to their assembly in 1959 and asked that contract bargaining be put in his hands. Velasquez was expelled from the meeting «for being unworthy to be present in a workers' assembly».

Workers elected Chuy Torres and the Red Slate, which ran on a platform of resisting Continental's demands, in 2001. Management had begun aggressively cutting costs the moment it bought the company, closing a sister factory in another state. It brought in a manager with experience in union-busting, José Neto Carvalho, who'd extracted huge concessions in Portugal.

Now Carvalho sent letters to all the workers' homes, demanding seven-day production and a 12-hour day, a pay cut, speedup, job cuts,

1. [▶ Chicago : l'autogestion a sa fenêtre].

no more seniority for job bidding, and an end to the company-paid vans that brought workers to the plant.

Salvador (Chava) Hernandez, now retired, remembered, « We saw one thing and the company said the opposite. We were making 14,000 tires a day. The company said they weren't selling, they were going bankrupt. The supervisors threatened us for months ».

But members refused to alter their contract. They didn't believe management claims that their plant was unproductive, and they were well aware of the difference between their own salaries and those of Continental workers in Germany and the U.S.: a Mexican Continental worker made about $25 a day.

Closing shock

The evening of December 16, 2001, boiler room workers came to the plant and found a notice on the front gate: Closed.

They called union leaders immediately. Guards were mounted to keep management from taking out the machinery. Two days later an assembly was called, with almost all the 940 workers in attendance.

Management urged workers to take their legally owed severance pay and go home. In fact, managers had recruited a group of workers to try to convince others, promising a bounty of 10 000 pesos ($1 100) for each worker they persuaded. This group was promised they would be rehired first when the plant opened again.

When this scheme became known, it confirmed union leaders' suspicion that Continental's real plan was to get rid of the union, not the factory. It was the only independent union in the industry.

Workers voted to fight the closing, which they deemed illegal because management had acted suddenly, without following legal notification procedures and without proving the company was unprofitable. Torres later said that he really saw no way they could get Continental executives to change their mind, but he was determined to « give them a fight like they'd never imagined ».

The union officially began its strike – against a shuttered factory – a month later. Four thousand workers, families, and supporters marched nearly six miles from the El Salto city hall to hang red and black banners on the plant doors. Under Mexican law, these banners represent a strike, and nothing is allowed to be taken out of a plant during a strike. (This is one of several areas where Mexican labor law is superior to that in the U.S.) A day earlier, Continental had brought a hundred trailers to the property, intending to remove the 70 000 tires inside. It posted armed

guards on the roof, videotaping. Within a half-hour 200 workers and family members came to the plant to block the way.

The slogan they painted on a banner outside was «Not a Single Screw Is Leaving». The workers' demand was simple: that Continental honor its contract and keep the plant running.

To the capital

A week later, workers began a march to the national capital in Mexico City, taking a semi-circular route that led them nearly 500 miles (they used vans and buses most of the way) through seven states to locations where other workers were in struggle. They held big public meetings with workers from GM, Nissan, General Tire, and Volkswagen, but the most emotional took place with campesinos in San Salvador Atenco, who were fighting (successfully) the government's attempt to build an airport on their ancestral land. The campesino leader presented Torres with a machete as a token of friendship.

Along the way, the union secured a meeting with President Vicente Fox, a businessman whose election in 2000 had encouraged corporations to crack down on their employees. The workers demanded that the government nationalize the tire plant, as it had recently done with a sugar mill. Fox offered to help workers get a good financial settlement out of the closing, but Torres replied that what they wanted was their jobs.

When the workers arrived in Mexico City, they had 10 000 supporters behind them in the historic Zócalo, the main square.

International solidarity

Meanwhile, union leaders looked abroad for aid. The Continental local of the Steelworkers in Charlotte, North Carolina, offered no help; management threatened local leaders that if they did, their plant would close. It closed anyway.

Torres said the only aid SNRTE got from the U.S. union was a slogan: that the union would last «one day longer» than Continental. In the U.S. this slogan has most often been a substitute for strategy, but in Mexico it resonated with workers who were coming at the company from so many angles.

The same happened with the German chemical workers union that represented Continental workers. The head of the Continental works council openly said that the term «international solidarity» didn't mean anything to him.

But SNRTE made other connections. Torres belonged to a socialist group with ties in Europe. Those connections helped SNRTE to meet with union leaders at tire plants and other factories in Spain. The European Parliament passed a resolution decrying human rights violations in Mexico by European multinationals, citing Continental. The union's small delegation secured a five-minute meeting with Continental's CEO, Manfred Wennemer – in which Wennemer blamed Torres for the factory's closing.

The most exciting action was the workers' visit to the Continental shareholders' meeting. Through their leftist connections they met a group called «Critical Shareholders», which organized to protest environmental and worker rights violations at various companies. That group gave their passes into the meeting to the Mexican delegation.

«My legs were shaking when I got up to speak in front of more than a thousand shareholders», Torres said. But afterward Wennemer said he would tell his subordinates in Mexico to negotiate with the union. «It has to be in Mexico, though», Wennemer said, according to Torres. «There's no reason for you people to come here.»

Those negotiations were fruitless, though, and the next year the Mexicans were back in Germany. This time Wennemer felt obligated to justify the El Salto closing to the shareholders, calling the workers unproductive, with 25 percent absenteeism. Torres rebutted him with figures showing the plant was the most productive tire plant in the country.

The German minister of the economy called a meeting between the two sides, including the Mexican ambassador. À distinguished Mexican attorney explained how the closing had not complied with the law. The meeting raised the conflict's international profile and demonstrated that Mexican authorities were not finding a solution.

On the workers' third trip to Europe, in 2004, a Mexican congressman and a university labor law specialist accompanied them. The congressman asked the shareholders for a negotiated solution and that Continental respect Mexican labor law. His presence showed the shareholders that political circles in Mexico were paying attention. As it happened, German Chancellor Gerhard Schroeder and Fox would soon be meeting at a biennial Europe-Latin America summit – in Guadalajara, in the workers' backyard.

The Mexicans and their allies in European human rights groups (still no support from the unions) were also making noise about Continental's sponsorship of the upcoming World Cup in Germany. In downtown Hannover, site of Continental headquarters, the company had built a

big monument with the World Cup symbol. The campaign demanded «fair play» in El Salto, promising to agitate at the World Cup itself if the conflict wasn't resolved. Some of SNRTE's 2004 delegation passed out flyers while others kicked a soccer ball around the monument.

Democracy spreads

Meanwhile, workers at Continental's other factory in Mexico were restive. This General Tire plant was in San Luis Potosí, 200 miles from El Salto.

They'd had a company union that was pleased to cooperate with management's plan to get rid of the union contract. In a dramatic meeting in April 2003, members voted out their officers and voted in a leader who'd been fired for resisting the secret agreement.

In July, while Wennemer was visiting Mexico, the San Luis Potosí workers struck. Wennemer scolded the local government for not using the police against them. But he fired his director general in Mexico.

And in January 2004, two years into the El Salto strike, the government finally declared the strike legal – making Continental liable for two years' worth of back wages (another facet of Mexican law), a figure that would only grow the longer the strike lasted.

«We estimated the plant was worth $80 million», Torres said. «And the back pay was $40 million.» This was in addition to the severance pay owed, which 587 workers had still refused to accept.

The tide was turning in favor of the workers

Workers who stuck with the struggle endured many hardships. Some went to the U.S. to work. Other families relied on wives' low wages. Local factory owners maintained a blacklist; even strikers' family members could not get jobs. À wives' group was fundamental to the struggle and spent much time locating different agencies and organizations that would donate food.

Conchita Velez de Hernandez was head of the women's group. Her family was the backbone of those who stood guard at the factory gate. When the police threatened their husbands, she says, the wives went to the secretary of public security to protest. And they invaded the factory owners' meeting to demand an end to the blacklist.

One of the more dramatic moments of the strike came in April 2002, during Holy Week, when management made one of two attempts to provoke violence by taking the tires and machinery out of the plant. The campesinos of Atenco, who were protecting their own boundaries,

counseled sandbags. The campesinos journeyed to El Salto to help workers, wives, and supporters fill the bags with dirt and pile them in front of the plant.

During the whole length of the conflict, not a single screw was removed.

Germany is the second-biggest investor in Mexico, after the United States. Torres believes that, although the Mexican government was never an ally of their struggle, high-level politicians on both sides came to deem it better to get it over with.

In August 2004, less than three months after President Fox and Chancellor Schroeder met in Guadalajara, Wennemer made a serious offer. The company would sell the workers a half interest in the plant, in exchange for the back pay the company owed them.

Workers would still receive their severance pay, which totaled 230 million pesos for 587 workers, about $34,000 apiece. The plant would reopen in partnership with a Mexican company, a tire distributor, which would buy the other half from Continental. All the workers who'd held out would have their jobs back.

Torres seems as amazed by their victory as anyone. « The most important legacy of this struggle is to demonstrate to workers how a small union could beat a transnational of the capacity of Continental », he said.

On February 18, 2005, the plant, now named Corporación de Occidente, or Western Corp., was formally handed over to its new owners.

« They were betting that we would fail », Torres said

A tire is not just a piece of rubber with a hole in it. I learned this when I visited the workers' cooperative that makes Cooper tires in El Salto, Mexico. A tire is a sophisticated product that comes about through a chain of chemical processes, lots of machine pounding, and still the intervention of human hands.

À fervent inspection worker pointed out that every single tire is tested under road-like conditions : « If not, it could kill people », he noted. And, he added practically, « keeping the tires safe saves our jobs ».

These workers went without jobs for three years during the strike that ultimately led to the founding of their co-op. They've been building tires as worker-owners since 2005, selling them in the U.S. and Mexico and now paying themselves the highest wage in the tire industry.

How does a worker cooperative with 1 050 members function ? It's hard enough for worker ownership to succeed at any size, because any

company that competes in a market is subject to the same cost-cutting rat race as a capitalist firm. Workers are impelled to hammer themselves and cut their own pay or be driven out of business. And most workers here have just a middle-school education[1].

Yet the Tradoc co-op – translation: Democratic Workers of the West is thriving. Enthusiastic worker-owners have modernized their plant, increasing productivity and quality through their skilled work. Those factors together with their admittedly low prices have made it possible for them to compete on the world market.

Reluctant owners

The strikers of Continental Tire, 2002-2005, were reluctant owners. When they fought the closing of their plant by the German multinational, all along they just asked for the owners to reopen it. At the end, Continental gave up and offered to sell half the company to the workers and half to its former distributor, Llanti Systems.

«We said to Llanti Systems: "You buy the plant. Just hire us as workers and pay us our back pay"», remembers Jesus Torres, who was then president of the striking union. «For us that would have been the biggest triumph, to reopen the plant and maintain our work. But they said, "No, no, we're not crazy, we know what you guys are capable of. We're interested in you as owners, not as employees."» «So we said, "There's no other way out? Well, we have to try it."»

Of the 940 workers on the payroll when Continental closed the plant in December 2001, 587 remained. The rest, driven by hardship, had accepted their severance pay.

The first one to enter the plant as an owner, in February 2005, was Salvador «Chava» Hernandez, who'd been a stalwart maintaining the union's guards at the struck factory's gate. He had goose bumps. «It was our plant», he told me. «We had been three years with nothing.»

There was no light inside, so workers cleaned away cobwebs in the dark, bumping into machines and avoiding snakes and owls. «It was a cadaver when we went in», Torres said.

Within five months, they had the machines running again and had built their first tire. «We all ran to get our picture taken with the first tire», Hernandez said. «It was a truck tire. And many, many people worked on that tire, each doing a little adjustment.»

One problem the new co-op had at the beginning was too many workers on the payroll – but they weren't about to lay anyone off.

1. [▶ Démocratie d'entreprise et coopératives].

They also had a new brand name, Pneustone, which the public didn't know.

And the aid that Continental pledged never came. The company had said it would sell the co-op raw materials, buy the plant's production, and give technical advice for a year. None of these promises were kept. Continental said it could get the tires cheaper elsewhere. «When the company signed the papers», said Rosendo Castillo, who's now on the co-op council, «they said, "Here's the corpse."» For the first four years, the new company was in the red. The first tires were sold very cheap, at a loss, to Walmart. Co-op leaders knew the key to survival was to obtain raw materials at a good price, something only a large company could guarantee, and that it would be much better if that company distributed tires in the U.S. So they sought a new, international partner.

In 2008 Cooper Tire, based in Findlay, Ohio, injected new capital; it now owns 58 percent of the Corporación de Occidente (COOCSA), or Western Corp., with the Tradoc cooperative owning 42 percent. Cooper has four members on the board of directors and Tradoc three; decisions can be made only if 75 percent agree, or 100 percent for important decisions such as investments or asset sales. In other words, all management decisions are made by agreement between the two entities. [...]

Building a tire

Making a tire is like making a cake, Torres says. There are recipes – it's really a chemical process. Different types of rubber come in from Malaysia, Guatemala, and Singapore, used for different parts of the tire: its walls, its floor. One of Tradoc's three mixers, where petroleum is added to molten rubber, is the largest in the world, two stories high.

Steel – as in «steel-belted tires» – and nylon are threaded in at a later stage. At every step, the consistency of the rubber mixture is tested by technicians, and at the end, a number of quality checks result in a discard rate of 1.8-2.5 percent.

The number of different computerized machines that knead or shape the rubber is staggering; the El Salto plant is more than half a mile long. And near the end, workers and machines work in tandem to pull the parts together. I watched a top-seniority tire-builder named Carlos, who because of his productivity makes one of the highest wages in the plant, move eye-blurringly fast to place and tug the strips of rubber, one tire at a time. This happens 15 000 times a day, 4,2 million times in 2012.

«The fact that a tire is so hard to build makes it even more impressive that we're doing this», says Torres immodestly. Worldwide, tire-building is continually modernizing and requires steady investment.

New younger members, the «black belts», are looking at how to improve the process. For example, they'd like to cut down on the use of solvents and thereby avoid skin problems. They will figure out a new product and how much it would cost for the whole plant, and make a presentation.

Structure of the co-op, pay, benefits and conditions

One of the simplest gains under the new system was to do away with foremen. «It was easy», Torres said. «Each worker knows his job, knows the quota. They don't have to be watched». Quotas are set low enough that many workers finish a couple hours early and relax till quitting time. Nor is there a janitorial department; workers clean their own areas.

Tradoc holds a general assembly only twice a year, but that assembly holds veto power over important decisions such as selling assets, making investments, and buying machinery. For example, partnering with Cooper was approved by the assembly after an intense debate, but with an overwhelming majority. Meetings feature much debate, with successful proposals coming from the floor, not only from the leadership.

In the day-to-day running of the plant, the Administrative Council makes decisions. À plant manager who is not part of the co-op oversees all activities, but of course can't make unilateral decisions. «And so far, this structure has worked almost perfectly», Torres says.

Tradoc has its own internal Surveillance Council to review co-op finances; its members can also take part in company decisions that could affect the cooperative. Tradoc is in charge of hiring – actually, recruiting new co-op members. À member can be fired only with Tradoc's agreement, which has happened only in extreme cases.

The joint venture hasn't hesitated to rehire technicians, engineers, and specialists who worked for years under the old management. One is Gonzalo, a chemist who heads the laboratory; he was summarily fired when the plant closed. He came back to train production workers in his skills. At the outset, he worked without pay. The Tradoc members promoted from the shop floor to take on technical jobs learned fast, he says, and he likes his job better now because he can work cooperatively with people who have their eyes on the future. «Before, you had to

make reports, give out punishments», he told me. «Now that they have responsibilities they know how to work».

There's no question that the cooperative is all about «working smarter». For a person who preached the evils of the «team concept» and labor-management cooperation programs throughout the 1980s and 1990s, it was jarring to see some familiar slogans resurrected under a different ownership structure.

The hallmarks of the team concept are workers monitoring each other and competing to come up with labor-saving suggestions. When one worker said, «Now we pressure each other to do it right the first time», I had to remind myself where I was. But isn't this what team members ought to do, when we're all on the same side? Isn't the number of sides – one or two – the nub of the matter?

The team concept claims to produce worker dignity and satisfaction by soliciting workers' ideas to increase someone else's profits. When the profits are yours and your fellow workers', the dignity and satisfaction can be real. À bulletin board notice congratulated member Joel Gutierrez for his idea that saved 12-25 tires per day from the scrap heap. It's the type of notice that could be found in any plant, but here with different implications. «Though some slogans may be similar», Torres said, «in Tradoc, collective interest prevails.» And the collective can choose how to balance its different goals – note the high salaries and early quitting times. Rosendo Castillo of the co-op council says members want to invest in machinery that will save them from heavy labor – even though this presumably means fewer jobs in the short term[1].

Though it's risky to extrapolate too much from one plant tour, I found an atmosphere where no one seemed stressed, a feeling of quiet competence (though Carlos was moving mighty fast). I asked one lab tech whether he felt pressure from his co-workers to ignore bad test results in order to keep production moving. «Ignore them never, he said solemnly, responsibility is a way of life.»

The co-op began with equal salaries for all. This led to problems, Torres explained. «Some said, "Why should I work harder if at the end of the day, I make the same money as the rest of you?"» When leaders proposed a salary scale, the assembly was nearly unanimous in favor.

Now there are seven pay levels, 2 to 8, with most workers at the 5-7 rates and very few at 2 or 3, which are mostly for new hires. Under the precept «equal work, equal pay», the monthly salary is determined by

1. [▶ Projet d'un secteur industriel entièrement autogéré].

physical effort and responsibility. Seniority determines who can transfer to an open job. In the industrial corridor where the plant is located, usual factory pay is $192-$384 a month. In Tradoc workers in the 5-7 range make $240-$375 a week. Members of the administrative council get the same as the highest-paid worker.

The plant operates under the same schedule as before the strike : three eight-hour shifts per day (including lunch), six days per week. Workers rotate through morning, evening, and midnight shifts every three weeks, and their days off rotate as well, a different day each week. This means they are only off two days in a row a third of the time (Sunday is always free). There is some overtime, though the goal is to reduce it. In the U.S., rotating shifts are considered brutal, hard on the body as well as family life. In union plants, those with higher seniority have the privilege of choosing their shift, and those with less suffer on midnights till they've been there a while. But Torres notes that members had been used to the rotation system and adds, « We are ruled by the criterion of equal effort.»

In Mexico the government pension (the equivalent of Social Security) is based on what the employer pays into the system in one's last five years worked. So Tradoc pays in at a very high rate for those five years, enough to secure every worker $1 500 a month, nearly as much pay as when they were working. It's a muy digna retirement, very dignified, the highest in the state.

The absence of hard hats and ear plugs in the plant is noticeable. Castillo said, « The leaders have tried to tell them, but the workers say, "I can take care of myself, I'm the owner."»

Not surprisingly, everyone in El Salto would like to work at the tire factory. Workers have kept the openings for their family members, including 25 daughters, the first women to work in production. I spoke to a young mother with two children, whose father got her in. She plans to stay, she said[1].

The future

When the workers took over, says Torres, « we knew how to make tires, but we didn't know how to sell them.» That's why they needed a capitalist partner, and still do. But they know their arrangement with Cooper may not last forever.

Cooper is an anti-worker company, after all. In 2012 it locked out its U.S. workforce, seeking deep concessions, successfully. When Tradoc

1. [▶ Tower Colliery : treize années de gestion ouvrière].

sent a letter of solidarity to the union (which was never answered), management was furious.

«We have a history we're not going to deny», Torres told the Cooper managers. «Our class is the working class. We are the co-op. We have the plant. You sell the tires.»

But looking down the road, Tradoc wants to be prepared to take over sales – which is where the most profits lie. The next general assembly will hear a plan to open a tire store in the nearby big city of Guadalajara.

The company has yet to pay dividends to the shareholder-workers, but it may be possible for the first time this year. If there are profits, though, leaders will be advising that some be kept back for investment.

In elections for the co-op council held every three years, there's always a right-wing and a left-wing slate. The right argues that members should pay attention only to their own plant, and ignore workers' struggles elsewhere. They also want higher pay, for the «management» positions they're seeking. Thus far the left has won handily.

So the co-op has a solidarity fund, a couple of dollars a week from each worker's pay. They publish a bimonthly paper of labor news, the *Workers' Gazette,* and help support locked out electrical workers and miners, fired Honda workers, campesinos imprisoned for defending their land. «This isn't new», explains Torres. «Our union was always very solidaristic. We sent money to the Spanish Civil War» in the 1930s.

What can we learn from this ongoing story? It made a big difference that the leaders of this struggle were socialists, disinclined to sell out or give in, and mindful of the need to look for international allies. Without that leadership, this plant closing would have ended as so many others have. But once the co-op started: it's a pleasure to relate that workers really do run a factory better than the bosses. Not only do they control the plant floor, with no need for overseers, they come up with ideas to improve production in both senses: more and better tires, less scrap – but also fewer backbreaking jobs.

With about the same workforce, the plant is producing 50 percent more tires than before it was closed. Workers have introduced new machinery to boost productivity, but so do most enterprises. Corporations also use speed-up, pay cuts, and a total disregard for the environment. Those things won't happen at this co-op[1].

Tradoc leaders are now in contact with Goodyear tire workers in France who also want to take over their plant as a cooperative. They are

1. [▶ Continental: une multinationale battue].

eager to share their ideas and experiences with any workers who are considering a cooperative as an option in an industrial conflict.

avril 2013

Source

Labor Notes, 2 avril 2013, www.labornotes.org.

Commune de Oaxaca (La)

Richard Neuville

De l'histoire d'une mobilisation d'enseignants mexicains pour des revendications salariales qui, en butte à la répression, se transforme en une vaste mobilisation populaire et débouche sur une Assemblée populaire des peuples. Constitué de 260 délégués, ce mouvement devient un «parlement populaire» qui a autogéré l'espace public pendant quelques mois. Un mouvement des mouvements dont les éclats se prolongent jusqu'à aujourd'hui. Des soviets dans la Sierra Madre…

L'État de Oaxaca est situé dans le sud du Mexique, au sud-ouest de l'isthme de Tehuantepec, dans les montagnes et les vallées de la Sierra Madre del Sur et Sierra Madre Oriental. Il est entouré du Guerrero à l'ouest et du Chiapas à l'est. Ces trois États concentrent les plus fortes densités de communautés indigènes et sont les plus pauvres du Mexique. L'État de Oaxaca ne compte que 3,5 millions d'habitants, dont près de la moitié appartient aux peuples indiens Zapotèque ou Mixtèque. Il possède une grande variété de ressources naturelles (minéraux, forêts vierges, eau, etc.) et des zones géographiques qui permettent le développement d'activités productives et touristiques. Mais les indicateurs sociaux révèlent un niveau très élevé de pauvreté (83 % de la population en dessous du seuil de pauvreté), un taux d'analphabétisme de 21,5 %, une malnutrition importante et une très forte précarité. L'envoi de devises par les immigrants constitue la principale source de revenus de la population (Esteva, 2008).

Le pillage colonial et le modèle de développement économique imposé par la suite l'ont condamné à n'être qu'un producteur de matières premières, c'est ce qui explique la pauvreté chronique d'une majorité de la population et l'émigration importante. Comme le reste du Mexique, mais de manière amplifiée, Oaxaca est victime de la mondialisation

capitaliste et financière, des politiques néolibérales qui détruisent l'agriculture et les ressources naturelles.

Au niveau politique, Oaxaca est toujours gouverné par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)[1] qui s'appuie sur des réseaux clientélistes très enracinés dans la société, cela se traduit concrètement par des pratiques de cooptation, de répression et de corruption très développées. Ces dernières décennies, ces méthodes ont annihilé toutes perspectives alternatives. Pour Beas Torres, «la société coloniale n'a pas disparu à Oaxaca, ni la guerre d'indépendance, ni la révolution ne sont parvenues à modifier les structures de contrôle colonial et le pouvoir local s'appuie sur les caciques agglutinés dans le PRI» (2006 : 235). Les gouvernements successifs ont combiné un paternalisme populiste et une tyrannie barbare. En alliance avec l'oligarchie locale, ils ont utilisé la terreur pour bafouer les droits citoyens les plus élémentaires. Ces gouvernements ont poursuivi les journalistes critiques, assassiné, menacé ou expulsé de manière brutale les indigènes propriétaires de terres ou de ressources naturelles. Des milliers d'indigènes ont purgé ou purgent encore de longues peines de prison. L'achat de voix constitue une pratique bien ancrée et de fortes pressions s'exercent sur les électeurs. Les fonctionnaires se transforment naturellement en représentants du PRI et utilisent de manière flagrante et illégale les subsides publics. Dans l'État de Oaxaca, la farce électorale prend toutes ces dimensions, elle est une démonstration de simulation, d'illégalité et de mépris pour la volonté citoyenne (Beas Torres, 2006 : 236).

Ces dernières décennies, la mobilisation citoyenne s'est accrue contre les administrations du PRI et pour exiger la destitution de plusieurs gouverneurs, qui se caractérisaient par leur arrogance, la corruption et l'incompétence. Lors des élections de 2004, le gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz, s'est illustré en gaspillant des millions de pesos et en agissant en toute illégalité. L'abstention s'est élevée à 60 %. Pour gagner sa légitimité, comme chaque nouveau gouverneur, il a commencé son mandat en réprimant les opposants. Il a poursuivi son principal adversaire politique et a ordonné l'emprisonnement de dizaines d'indigènes qui protestaient contre la désignation des autorités locales au mépris des conventions[2]. Au cours des dix-huit premiers mois de son mandat, plus

1. Le PRI a été créé en 1929. Il s'est maintenu au pouvoir pendant soixante-dix ans au niveau national. Son candidat à l'élection présidentielle a été battu pour la première fois en l'an 2000. Il continue de gérer une majorité des trente-deux États du pays et il est parvenu à revenir au premier rang de la scène politique nationale en remportant les élections législatives de juillet 2009.

2. La grande majorité des municipalités de Oaxaca élisent leur maire et les autorités en

de six cents prisonniers politiques et 35 morts ont été recensés suite à des conflits politiques et agraires.

Mais plus de trente années d'accumulation de forces, de luttes, de résistances et de conquêtes de municipalités ont permis de constituer un tissu associatif dense et autonome des institutions et des partis, composé de peuples indigènes, de coordinations paysannes, de syndicats, d'associations environnementales, de coalitions populaires et d'artistes. Les relations entre l'administration et la société civile se sont transformées radicalement et, la répression n'a pas provoqué la démobilisation sociale, bien au contraire. Le pouvoir a eu beau agiter le fantasme des guérillas pour tenter de délégitimer cette mobilisation, aucune organisation armée ou parti politique n'est capable de stimuler une telle auto-organisation citoyenne et autonome. Ces composantes sociales ont par ailleurs su développer des relations internationales importantes pour éviter l'isolement. Le mouvement social, qui s'est forgé au cours de cette période, exprime le refus de l'oppression, de la domination impériale et des terribles conditions de vie des indigènes et des paysans. Il revendique également l'égalité entre les minorités indigènes et les blancs et métis (Almeyra, 2007).

Parmi ces acteurs, la «section 22[1]» du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), s'illustre comme la plus puissante organisation et la plus populaire. Elle possède une tradition antibureaucratique, de fonctionnement démocratique et horizontal et une longue expérience de luttes. En 1981, un secteur d'enseignants de gauche a remporté les élections internes du syndicat, jusqu'alors contrôlé par le PRI. Depuis, la section 22 a adopté des modes de prise de décisions plus participatifs en recourant régulièrement aux assemblées générales. Leur forte cohésion leur permet de résister à toutes les tentatives de divisions exercées et orchestrées par le pouvoir. En outre, les travailleurs et les travailleuses de l'éducation ont «une longue tradition de relation avec les organisations paysannes et indigènes. Dans une société dans laquelle le monde rural a un tel poids, les enseignants fonctionnent souvent comme les intellectuels organiques de la communauté. Leur connaissance des méandres des institutions et de l'espagnol les conduit très fréquemment à résoudre les questions administratives des villages» (Hernández Navarro, 2006 :

assemblée générale, selon les «us et coutumes» indigènes. [▶ Esquisse des fondements de la démocratie directe].

1. La section 22 correspond au territoire de l'État de Oaxaca. Le SNTE est le seul syndical reconnu représentatif à l'échelle du pays. En décembre 2006, la direction nationale du SNTE priiste a décidé de créer la section 59 pour tenter de contrer l'influence de la section 22.

72). Ils et elles travaillent dans des conditions précaires avec très peu de moyens et matériaux pédagogiques. Leurs élèves arrivent fréquemment à l'école sous-alimentés et sont contraints de quitter la classe pour aider leurs parents aux travaux des champs. Dans ces conditions, les enseignant·es se sont constamment identifié·es au sort des communautés, dont ils et elles sont pour la plupart issu·es.

« Quand l'automne fut le printemps »

La mobilisation annuelle de la section 22 du syndicat des enseignant·es, organisée le 5 mai 2006, pour revendiquer des revalorisations salariales et de meilleures conditions de travail va déclencher la « Commune de Oaxaca ». Ce jour-là, des enseignants sont arrêtés lors de la manifestation. Le 22 mai, devant le refus du gouverneur de négocier, le syndicat décide d'installer un campement dans la capitale et des piquets de grève qui barrent les principaux accès. Progressivement, leurs revendications rencontrent un certain écho au sein d'une partie de la société. Le 14 juin, après plus de trois semaines de mobilisation et d'occupation, la police de l'État expulse violemment les piquets de grève et détruit les installations de Radio Plantón[1].

Le lendemain, les enseignants, qui jusqu'alors avaient été partiellement isolés dans leur lutte, reçoivent le soutien actif et physique de nombreux secteurs de la population, indignés par la répression. À l'issue de longues heures d'affrontements avec la police, le campement est réinstallé dans le centre historique de la ville. À partir de ce moment-là, le conflit dépasse largement la protestation enseignante et près de trois cent cinquante organisations constituent l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO). S'y retrouvent notamment : le Comité de défense des droits du peuple (CODEP), la Coordination des femmes de Oaxaca (COMO), le Front populaire révolutionnaire (FPR), la Ligue mexicaine des droits humains (LIMEDH), les Organisations indigènes pour les droits humains de l'État de Oaxaca (OIHDHO) et des partis politiques comme Nueva Alianza, le Parti ouvrier socialiste (POS), le Parti communiste mexicain et des anarchistes.

L'APPO se veut donc un espace ouvert qui regroupe des collectifs, des organisations et des individus très divers dans leur composante idéologique et sociale. Les peuples indigènes y sont totalement intégrés. L'APPO crée un conseil d'État provisoire, constitué de 260 délégué·es, qui va agir comme un « Parlement citoyen » durant les plusieurs mois du conflit. La section 22 du SNTE, qui au début, a été la colonne

1. Radio Plantón est contrôlée par la section 22 du SNTE.

vertébrale structurant le mouvement ne constitue plus qu'une composante parmi d'autres, malgré son importance numérique et sa capacité de mobilisation[1].

L'ampleur de la mobilisation démontre clairement la crise profonde qui existe entre la classe politique et la société, elle révèle également le refus obstiné du despotisme. Le mouvement de désobéissance civile est très proche de se convertir en soulèvement populaire et se renforce chaque jour. D'emblée, l'exigence de démission du gouverneur de l'État fait l'unanimité et permet de fédérer différentes couches de la population. La mobilisation coïncide avec la campagne des élections générales. Le 2 juillet, les électeurs sanctionnent le PRI et le PAN et plébiscitent par défaut le PRD même si l'Autre campagne a refusé de donner toute consigne de vote[2].

Entre juin et novembre 2006, l'APPO se consolide, les actions collectives se multiplient : prises de contrôle des moyens de communication, mise en place de barricades dans différents quartiers de la ville, extension territoriale du conflit dans la périphérie de la ville et dans d'autres localités de l'État. Le mouvement assume le contrôle de la ville et commence à se transformer en embryon de gouvernement alternatif[3]. Il bloque l'entrée des hôtels de luxe du centre et de l'aéroport local, il obstrue le trafic routier et empêche l'accès aux édifices publics et au Congrès de l'État. Dans une ville de moins d'un million d'habitants, des manifestations rassemblent jusqu'à 700 000 à 800 000 personnes, mais à aucun moment, il n'y aura de saccages de magasins comme lors du *caracazo*[4]. Les peuples indigènes accourent de leurs villages et participent activement à la mobilisation. Avec les exclus, complètement identifiés

1. [▶ Conseils communaux et double pouvoir].
2. Le Parti d'action nationale (PAN) a été créé en 1939, il s'agit d'un parti démocrate-chrétien. Il gère le pays depuis 2000. En 2006, Felipe Calderón a remplacé Vicente Fox Quesada. Le PAN dirige huit États sur trente-deux. Le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) a été créé en 1988. Il est issu d'une scission du PRI, intervenue pour soutenir la candidature à l'élection présidentielle de Cuauhtémoc Cárdenas. Il dirige six États dont le district de Mexico. L'Autre campagne était une initiative impulsée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le mouvement néozapatiste mexicain à l'occasion de l'élection présidentielle. Elle se voulait à l'écoute du « peuple d'en bas ». À partir du 1er janvier 2006, une marche a traversé tout le pays à la rencontre des organisations sociales.
3. [▶ Commune de Seattle (La)].
4. Nom donné aux émeutes survenues le 27 février 1989 à Caracas. Celles-ci étaient consécutives à la décision du nouveau gouvernement de Carlos Andrés Pérez d'augmenter les prix du pétrole et des transports en application des recommandations du Fonds monétaire international (FMI).

au mouvement, ils jouent un rôle essentiel pour défendre les barricades, ce qui démontre tout le caractère plébéien de la Commune de Oaxaca.

Au cours de cette période, le mouvement adopte de nouvelles formes et logiques d'organisation en pratiquant l'autogestion dans les territoires récupérés. Les assemblées populaires se convertissent en instances d'où émane le nouveau mandat politique. La participation est massive et l'action collective s'exprime dans de nombreux espaces avec beaucoup d'innovation. Les acteurs sociaux reconstruisent une sociabilité et des réseaux de vie alternatifs jusqu'à atteindre une forme hégémonique.

L'imagination au pouvoir

L'expérience de l'APPO concentre un grand répertoire d'actions qui reflète la diversité du mouvement et des acteurs impliqués. Ces derniers se réapproprient les formes d'actions classiques et en créent de nouvelles (Garcia Guerreiro et Waren, 2008). Durant les six mois du conflit, de multiples modalités d'action sont utilisées : manifestations de masse, campements sur les places, occupations d'édifices publics et de centres commerciaux, barrages de routes et de rues, des centaines de barricades dans différents points de la ville, marche vers la capitale du pays, piquets de grève, grèves de la faim, expression artistique (poésie, fresques, graffitis, musique, etc.), prises de contrôle des moyens de communication (radios commerciales et chaînes de diffusion publique), affrontements et résistance active dans les rues contre la répression des polices fédérale et de l'État.

Les insurgés adoptent la barricade, forme d'action classique du mouvement ouvrier, utilisée par les principaux mouvements révolutionnaires de la révolte de 1830 à Paris à la rébellion argentine en 2001, en passant par les révolutions russes de 1905 et 1917 et le Printemps de Prague[1]. Au début, les barricades sont érigées pour défendre les espaces conquis : édifices publics et moyens de communication. Elles désignent deux représentants au sein de l'Assemblée. Elles sont autonomes sur leur propre territoire, y compris en maintenant leur indépendance vis-à-vis de l'APPO qui coordonne les actions. Elles tiennent leurs propres assemblées et, sous l'influence des peuples indigènes, mettent en pratique le type d'organisation : *mandar obedeciendo*[2]. Au cours du mois d'août, des centaines de barricades se créent dans toute la ville, elles

1. [▶ Printemps de Prague].
2. « Commander en obéissant », pratique de l'autonomisme maya, réactualisée par le mouvement zapatiste du Chiapas dans les « Conseils de bonne gouvernance », *Los Caracoles*.
[▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].

résultent de l'action spontanée de milliers de citoyen·nes, de tous âges et de toutes professions et pas de l'ordre d'un quelconque comité central. Elles permettent de créer un puissant réseau dans lequel s'expriment beaucoup de solidarité et de fraternité (Beas Torres, 2006 : 240).

Les espaces de communication et la création de médias alternatifs jouent également un grand rôle dans l'expérience de lutte de Oaxaca. Pas seulement pour remettre en cause le discours des médias hégémoniques mais également pour s'organiser. En effet, les espaces de résistance se maintiennent grâce aux radios et à l'intervention des collectifs d'artistes indépendants, qui deviennent un outil essentiel de la lutte de l'APPO. Il en est de même pour la production audiovisuelle. Dès le début, les vidéos et les productions indépendantes révèlent les injustices et les exactions des forces de police et paramilitaires. Les sites Internet et les blogs, sont également très utilisés pour populariser le mouvement, parmi lesquels figure *Oaxaca Libre,* créé par des jeunes, indignés de l'absence d'expression médiatique.

Au Mexique, comme dans la plupart des pays, les moyens de communication se caractérisent par leur concentration et leur soumission aux pouvoirs établis. Ce n'est donc pas un hasard si une des caractéristiques de ce mouvement est l'occupation des moyens de communication privés et publics et la création de ses propres espaces d'information et d'expression alternatifs qui se multiplient à partir de la répression du 14 juin. Radio Plantón, la radio du syndicat enseignant poursuit son activité grâce à la solidarité et de nouvelles radios comme Radio Universidad commencent à émettre. Elles se développent au rythme de la mobilisation populaire et deviennent le principal canal de transmission d'informations.

Plusieurs médias commerciaux et publics font l'objet d'interventions directes. Le 1er août 2006, devant le refus de Canal 9 (lié au PRI) d'accorder quelques minutes aux acteurs du conflit, des femmes avec l'appui de membres de l'APPO décident d'occuper la station de radio et de télévision. Alors que la majorité d'entre elles n'avaient jamais parlé devant un micro ou une caméra, ces femmes assurent la gestion et les programmations au service du mouvement pendant vingt et un jours. Les radios et les moyens de communication récupérés par le mouvement deviennent des lieux de rencontres et de coordination des actions. Le contrôle des médias s'avère central pendant toute la période, y compris le 25 novembre lors de la répression exercée par la police fédérale. Radio Universidad continue à informer la population mexicaine et grâce à Internet le monde entier. L'utilisation des moyens de communication alternatifs, l'appropriation et l'autogestion des médias

de masse sont des outils stratégiques de l'APPO qui lui permettent de rompre avec l'information imposée et dictée par le pouvoir.

Ces expériences de communication et de construction d'information alternative à Oaxaca contribuent à construire de nouvelles formes de sociabilité en créant une interaction distincte entre les auditeurs et les émetteurs, une relation d'égalité, de réciprocité où la communication est produite de manière participative et démocratique ; il se construit une autre communication en parfaite adéquation avec la société en mouvement.

Dans l'attente de nouveaux printemps

La dernière semaine de novembre 2006, le processus est férocement réprimé par la police fédérale et par des groupes paramilitaires. Les forces répressives reprennent le centre-ville mais ne parviennent pas à s'emparer de l'Université de Oaxaca dans laquelle Radio Universidad continue à émettre. Au cours des jours suivants, le gouvernement mène une guerre de basse intensité contre la population dans tout l'État de Oaxaca. Des centaines de blessés, de détenus (dont beaucoup sont torturés) et plusieurs morts sont dénombrés. Les organisations nationales et internationales de défense des droits humains relèvent les exactions et la systématique violation des droits et des garanties constitutionnelles par les forces policières et les groupes paramilitaires. Le 19 janvier 2007, un rapport est transmis à la commission des droits humains de l'ONU qui restera lettre morte.

Le processus de l'APPO a concentré des formes de luttes anciennes et nouvelles, puisées dans diverses traditions : les formes d'organisation des communautés indigènes, les actions traditionnelles des mouvements

sociaux, la nouveauté dans l'intervention artistique et médiatique, la convergence de différents acteurs sociaux autour d'une revendication unificatrice. Les formes d'organisation radicales et horizontales en conjonction avec le répertoire d'actions et les traditions politiques en jeu ont permis l'émergence d'un nouveau collectif social dans un pari radical et alternatif au système hégémonique. La Commune de Oaxaca a agrégé l'essentiel des paramètres d'une démocratie radicale, participative et y compris directe, de l'autogestion, de l'autonomie des sujets et des collectifs sociaux.

L'APPO a été et reste en partie «un germe de double pouvoir» face à l'État. Elle a légiféré au moyen de décrets, organisé l'ordre public et reconquis l'espace public confisqué par le gouvernement au bénéfice d'intérêts privés. Elle a formé la police des instituteurs et des indigènes et pris en charge les moyens d'information, l'enseignement et la justice dans les zones contrôlées par les barricades (Almeyra: 2007). Tout comme les *Juntas de Buen Gobierno* zapatistes du Chiapas ou la police communautaire élue en assemblée à Xochistlahuaca dans l'État du Guerrero, les expériences de «pouvoir populaire» résultent bien du renforcement de la conscience populaire et concourent à affaiblir la domination capitaliste. L'APPO est le résultat d'initiatives et d'actions qui font pression sur les pouvoirs constitués en générant des formes de sociabilité alternatives et autonomes. L'APPO constitue un mouvement de mouvements sociaux ou un réseau de masse flexible, dans lequel une large gamme d'acteurs et de collectifs agit dans la sphère publique.

Après la répression subie en novembre 2006, le mouvement se prolonge de manière souterraine dans des réseaux immergés dans le tissu social, en maintenant les espaces de sociabilité et de création politique. Ceux-ci impliquent de nouveaux acteurs dans d'autres parties de l'État. C'est ainsi qu'au cours de l'année 2007 ont été créées la première municipalité autonome de l'État de Oaxaca avec le peuple Triqui dans la zone de San Juan Copala et l'Assemblée régionale des peuples de l'Isthme (Beas Torrres, 2006: 243). De même, des caravanes de jeunes parcourent les différentes zones de Oaxaca pour renforcer les réseaux de solidarité et de coordination du mouvement.

Alors que le mouvement se trouve «dans une période de reflux dans sa capacité d'apparition dans l'espace public, [...] il renforce les liens sociaux et permet le renforcement et la consolidation des mouvements sociaux qui sont les acteurs qui peuvent construire les "printemps" de demain» (Garcia Guerreiro et Warhen, 2008).

avril 2010

Pour en savoir plus

Almeyra, Guillermo (2007), « Révolution, pouvoir, liberté : l'expérience de l'APPO (Oaxaca) », communication au congrès Marx International 5, 3-6 octobre, La Sorbonne/Paris 10-Nanterre.

Almeyra, Guillermo (2008), « El legado de la APPO », dans Carlos Beas Torres (coord.) (2008), *La batalla por Oaxaca,* Oaxaca, Yope Power.

Beas Torres, Carlos (2006), « Oaxaca, una rebeliòn plebeya », *Osal,* n° 21, septembre-décembre, Buenos Aires, Clacso.

Esteva, Gustavo et coll. (2008), *Cuando hasta les piedras se levanta. Oaxaca, Mexico, 2006,* Buenos Aires, Antropofagia.

Garcia Guerreiro, Luciana et coll. (2008), *La Comuna de Oaxaca : cuando el otoño fue primavera. Acciones colectivas, medios de comunicaciòn e identidades políticas ; el caso de la Asemblea Popular de los pueblos de Oaxaca (APPO),* Jornadas internacionales de problemas latinoamericanos, Mar del Plata, 26-28 septembre.

Hernández Navarro, Luis (2006), « Oaxaca : sublevación y crisis de un sistema regional de dominio », *Osal,* n° 20, mai-août, Buenos Aires, Clacso.

Hernández Navarro, Luis (2006), « Résistance et répression à Oaxaca », IRC Programa de las Américas, publié par Risal et traduit par Frédéric Lévêque.

Recondo, David (2009), *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala/CERI.

Continental : une multinationale battue

Richard Neuville

En cet automne maussade où les restructurations industrielles et les plans de destruction d'emplois tombent comme s'il en pleuvait, il n'est pas inutile de rappeler la lutte menée par les travailleurs de Continental au Mexique et de tenter d'en tirer des enseignements.

En 2001, Continental Tire – qui possède 25 usines dans le monde – profite de l'opportunité de l'élection de Vicente Fox (Parti d'action nationale – droite) à la présidence de la république du Mexique pour engager la flexibilisation et la précarisation de l'emploi au sein de l'entreprise. En effet, le nouveau président s'est engagé à libéraliser l'économie en vertu de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entré en vigueur au 1er janvier 1994. Alors que la multinationale allemande a acheté l'usine Hulera de Euzkadi en 1998, située à El Salto dans la banlieue de Guadalajara, elle engage un bras de fer avec le Syndicat national révolutionnaire des travailleurs (SNTRE) de la compagnie Hulera de Euzkadi, qui compte un millier de travailleurs, pour imposer son plan de restructuration. C'est sans compter sur la détermination des travailleurs qui vont refuser le chantage à la

fermeture et engager une très longue grève qui se conclura par la cession d'une partie de l'unité de production et la reprise de la production sous gestion ouvrière avec un statut coopératif[1].

L'entreprise Euzkadi a été fondée dans les années 1930 par un exilé basque à Mexico pour produire des espadrilles et des semelles de gomme. En 1935, le Syndicat unique révolutionnaire des travailleurs de Euzkadi (SURTE) est créé et trois ans plus tard, sous la présidence de Lázaro Cárdenas, une convention collective de branche est conclue, qui prévoit notamment les 40 heures et 56 jours de congés. Le syndicat est alors animé par un courant classiste, d'inspiration marxiste, la *corriente roja,* et adopte un fonctionnement démocratique qui repose sur la prise de décision en assemblée générale. Dans les années 1970, le SURTE, qui deviendra le Syndicat national révolutionnaire d'Euzkadi (SNTRE), se désaffilie de la Centrale des travailleurs du Mexique (CTM), largement compromise avec le parti au pouvoir et des pratiques clientélistes.

Au cours de la période qui court de 1989 à 1998, l'entreprise appartient au groupe Carso et connaît une phase de prospérité, ce qui ne l'empêche par d'être rachetée par Continental Tire. La multinationale profite du contexte de dérégulation conforme à l'Alena et des perspectives offertes par le futur plan Puebla Panamá (Région Amérique centrale) pour remettre en cause les conquêtes ouvrières avec le soutien de l'état. D'emblée, les nouveaux propriétaires décident d'imposer la flexibilité dans l'entreprise, ce qui se traduit par la volonté d'intensifier la productivité et la réduction des salaires afin d'aligner la production au standard international en vigueur dans les autres usines du groupe. Dès 1999, Continental Tire licencie 18 travailleurs, parmi eux le leader syndical, Jesús Torres Nuño. Il s'en suit une lutte pour leur réintégration et, en 2001, malgré les pressions exercées par la multinationale sur les travailleurs, la *corriente roja* gagne les élections contre le syndicat *blanco* et reconquiert la représentativité.

Le 17 décembre 2001, les travailleurs apprennent que Continental Tire envisage la fermeture de l'usine si le plan de restructuration, qui prévoit notamment le licenciement de 200 travailleurs, est refusé par le syndicat. Pour parvenir à ses fins, la multinationale s'apprête à arrêter l'usine pendant quatre semaines (avec un salaire de 50%) pour faire céder le syndicat, c'est-à-dire d'imposer un lock-out patronal. Le plan de la multinationale prévoit notamment la remise en cause du contrat de travail, l'augmentation de la journée de travail à 12 heures,

1. [▶ Uniroyal : les ouvriers s'emparent de l'usine].

l'augmentation de la productivité de 35 %, la réduction des effectifs, la remise en cause du jour de repos dominical et un nouveau règlement intérieur.

Devant le refus du SNTRE, la multinationale décide de fermer unilatéralement l'entreprise comme elle l'avait annoncée. Immédiatement, l'assemblée générale des travailleurs élabore un plan de lutte avec occupation permanente afin d'empêcher l'enlèvement des machines. Les travailleurs encerclent l'usine, construisent des barricades et entament alors une longue grève qui va durer 1 141 jours (trois ans, un mois et dix jours). Dans leur lutte, les travailleurs affrontent les pouvoirs patronaux mais également politiques, ces derniers accusent le syndicat d'intransigeance et d'être le responsable de la fermeture de l'usine, la CTM (Centrale syndicale compromise avec le pouvoir et non-représentative) va même jusqu'à négocier la révision du contrat de travail dans le but de laisser les travailleurs sans couverture sociale. Mais le syndicat s'organise, définit une stratégie et déploie tout un répertoire d'actions pour trouver des alliances et des soutiens. Cela se traduit notamment par le renforcement de solidarité familiale, la dénonciation publique de l'attitude de Continental, des intervention de syndicalistes lors des assemblées générales d'actionnaires, la recherche de soutien au Mexique, mais également auprès d'organisations de défense des droits humains en Allemagne, telles que FIAN et Germanwatch (compte tenu du soutien timoré des syndicats allemands) et par l'internationalisation du conflit au niveau syndical.

S'inspirant du mouvement zapatiste, les travailleurs d'Euzkadi entreprennent une marche à travers le pays pour développer la solidarité[1]. Dès le départ, ils peuvent compter sur le soutien inflexible de la grande coopérative Pascual (agroalimentaire) et du syndicat mexicain des électriciens. Ils parviennent à nouer des contacts avec d'autres secteurs, comme avec le mouvement de paysans de San Salvador Atenco (qui lutte contre un méga-projet d'aéroport).

Au niveau international, le SNTRE trouve des soutiens en Europe, auprès de syndicats latino-américains (Argentine, Brésil, Colombie, Guatemala et Uruguay) regroupés dans la Front unique des travailleurs du caoutchouc (Futinal) et de la Fédération mondiale de l'industrie chimique. En mai 2003, des représentants du syndicat réalisent une tournée en Europe, à l'invitation d'organisations syndicales et de droits humains pour internationaliser leur lutte. Le mouvement est également relayé en Europe par la 4e Internationale et des syndicalistes seront

1. [▶ Un volcan d'émancipations en construction].

invités par les députés de la LCR à l'occasion de la visite du président mexicain au Parlement européen.

Pendant toutes ces années, le gouvernement de Vicente Fox refuse la demande de nationalisation ou d'expropriation de l'entreprise, telle que revendiquée par les travailleurs, et apporte un soutien sans faille à la multinationale en misant sur l'asphyxie du mouvement. Tout en maintenant un piquet permanent, certains travailleurs sont contraints d'occuper d'autres emplois, leurs épouses et leurs enfants vont chercher du travail pour pouvoir tenir. Après un an de grève, 250 travailleurs se sont résignés à la liquidation et parmi eux 150 ont émigré aux États-Unis. Il devient nécessaire de trouver une issue à la lutte qui permette de préserver l'outil de travail et de sauvegarder ainsi les emplois mais pas dans n'importe quelles conditions. Les travailleurs à bout de souffle – ils ont perdu un tiers de leurs camarades – finissent par adopter l'idée de constituer une coopérative[1].

Le 17 janvier 2005, à l'issue d'une négociation de trois mois, avec la médiation du gouvernement mexicain et sous la pression politique exercée depuis l'Allemagne, Continental Tire décide de se retirer d'El Salto en proposant de céder la moitié de l'usine aux 604 ouvriers qui ont résisté (sur les 971 présents lors de la fermeture de l'entreprise) contre le paiement des salaires perdus pendant la lutte, soit 12 millions de dollars. La particularité de cet accord consiste à investir une partie des indemnités dues dans la propriété de la moitié de l'usine, de fournir une aide technique pendant neuf mois pour réussir le démarrage, l'achat de 500 000 pneus par an par Continental et la vente de matières premières à prix préférentiels, plus 225 millions de pesos versés par Continental. (Ces points ne seront que partiellement respectés par la multinationale.) L'autre moitié de l'usine est vendue à un distributeur de pneus, Llanti Systems.

Le 26 janvier 2005, les directions de Continental et de Llanti Systems, d'un côté, et les travailleurs, de l'autre, signent officiellement la cession de l'usine. Le 18 février 2005, les travailleurs, organisés en coopérative, la Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente (Tradoc) prennent possession de l'entreprise. Grâce à la solidarité externe, ils remettent l'usine en fonctionnement en cinq mois et commencent à produire. La production passe de 1 500 pneus par jour en 2005 à 11 000 en 2010 (Covarrubias, 1911). Pour Jésus Torres Nuño, secrétaire général du SNTRE et aujourd'hui président du conseil d'administration, « ce

1. [▶ Autogestion : une question pour le 21e siècle ?].

succès démontre la capacité des travailleurs à administrer eux-mêmes une grande entreprise» (Nuño, 2009).

À l'issue de cette lutte exemplaire, de nombreux travailleurs poursuivent leur engagement politique et continuent à se solidariser avec des mouvements tels que celui de San Salvador Atenco (cité précédemment), l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), divers conflits syndicaux et appuient les travailleurs des *maquiladoras* (usines au nord du pays produisant à bas coûts et exonérées de droits de douane). Les militants sympathisent également avec l'Autre campagne zapatiste et se mobilisent pour dénoncer la fraude électorale en 2006. Une délégation se rend à Hanovre en 2008 pour manifester avec d'autres travailleurs de Continental, avec ceux de Clairoix. Un meeting de solidarité avec les camarades de Clairoix est organisé devant l'ambassade de France à Mexico durant leur procès à Amiens en 2010.

En 2008, du fait de la crise économique et de problèmes d'approvisionnement en matières premières, la coopérative Tradoc est contrainte de rechercher des partenaires. À l'issue d'une négociation, un accord est trouvé entre l'entreprise états-unienne, Cooper Tire, qui entre dans le capital à hauteur de 38,5%, Llanty Sistem à hauteur de 20,5% et Tradoc, qui conserve 41% des parts pour constituer la Corporación de Occidente. L'accord stipule explicitement l'engagement de maintenir l'autogestion ouvrière dans la production, les deux autres associés n'interviendront que dans la commercialisation et l'acquisition de matières premières. La compagnie fonctionne avec un conseil d'administration tripartite. Une autre coopérative de production, PROEM, est alors créée pour intégrer à la fois les nouveaux travailleurs, à peu près 200, qui deviennent associés au bout de deux années et ceux de Tradoc.

Fin 2011, l'effectif de l'usine avoisinait le millier de travailleurs et les salaires étaient les plus élevés du secteur. Ces deux dernières années, d'importants investissements ont été réalisés pour moderniser l'outil de production qui est devenu un des plus productifs du Mexique.

À l'image d'autres récupérations d'entreprises en Argentine ou au Brésil, cette expérience peut être qualifiée de processus d'autogestion *sui generis* qui résulte avant tout d'une lutte pour sauvegarder l'emploi et qui obéit aux contraintes du marché. Il ne s'agit donc pas d'une recherche d'alternative au capitalisme mais d'une conséquence du processus néolibéral basé sur la recherche du profit maximum et de la nouvelle division internationale du travail qui en découle, puisque la même année Michelin et Goodyear fermaient leurs usines au Mexique. Néanmoins, cette lutte ouvrière hautement significative, tant dans sa durée que dans sa conduite, a amplement démontré qu'une forme

d'alternative peut exister pour préserver les emplois, les acquis sociaux et la dignité humaine, mais surtout qu'il est possible d'enrayer les plans d'une multinationale, même soutenue par un État, et de la contraindre à négocier. Cette expérience demeure de ce point de vue exemplaire et prouve une fois de plus – s'il le fallait – que des travailleurs peuvent administrer une grande entreprise sous gestion ouvrière. Puisse-t-elle inspirer les acteurs d'autres luttes contre les plans de restructuration purement capitalistiques sous d'autres latitudes…

octobre 2012

[▶ Can worker-owners make a big factory run?]

Pour en savoir plus

Covarrubias, Jorge (2011), « Cooperativa Tradoc festeja su consolidación a 10 años del cierre de la fábrica de Euzkadi », 16 décembre, *La Jornada*.

Centro de documentación sobre zapatismo (2008), « Las cuatro ruedas del capitalismo : explotación – Cooperativa de Trabajadores Democráticos de Occidente », 26 décembre, www.cedoz.org/site/content.php?doc=585.

Dean, Matteo (2010), « No es fundamental tener un patrón », *Desinformemonos*, 1er juillet, http://desinformemonos.org/2010/07/no-es-fundamental-tener-un-patron/.

Luna Broda, Sarya M. (2010), « Apuntes para la discusión sobre autogestión obrera y la precarización laboral en empresas trasnationales a partir del caso de Euzkadi en México », *Osera*.

Torres Nuño, Jesus (2006), « Trois ans de grève », *Rouge,* n° 2143, 26 janvier.

Torres Nuño, Jesus (2009), « La coopérative mexicaine des "Contis" », www.npa2009.org/content/linternationale-des-salari%C3%A9s-du-pneumatique.

À voir

www.youtube.com/watch?v=Y4bh1JKu2Ew&feature=endscreen&NR=1.
www.youtube.com/watch?v=19yJ9aR8Bb0&feature=relmfu.
www.youtube.com/watch?v=OnYv7lHEnGk&feature=relmfu.
www.youtube.com/watch?v=f_RKZCoOZCM&feature=related.

Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales

Fernando Matamoros Ponce

C'est après de longues années d'expérience autogestionnaire que des milliers de paysans indigènes, portant des passe-montagne, unis dans le cri « *Ya Basta !* » de tant de misère, de faim et de mort, firent irruption et manifestèrent le 1er janvier 1994 dans

les principales municipalités du Chiapas : San Cristobal de las Casa, Las Margaritas, Ocosingo, et Altamirano. Organisés dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), l'autogestion organisationnelle rompait le silence des normativités des lois et de la violence institutionnelle du pouvoir capitaliste.

Cet événement ouvrit le principe de « négation » à la « fin de l'histoire » et aux décrets du commerce libéral. À rebrousse poil de l'histoire de la violence dans les documents de l'histoire, ils se présentèrent comme *les plus petits,* issus de la nuit et de la clandestinité de la culture de la résistance indigène, mais au cœur et au centre vital de l'actualisation des « grands moments de l'indigénisme » (Villoro, 1979) de la rébellion au Mexique ; qu'il s'agisse des processus de configuration des luttes des résistances au colonialisme, d'indépendance de 1810 ou encore des communautés indigènes durant la Révolution mexicaine de 1910 (Gilly, 1995).

Dans l'objectif de mieux suivre la trace des singularités culturelles des subjectivités de ce qui est *pluriel,* nous observons les processus historiques de la résistance des indigènes mayas ; lesquels, par ailleurs, font aussi partie de l'universalité des humains luttant contre la violence des nouvelles formes d'accumulation capitaliste. Donc, pour comprendre et souligner les contenus sociaux présents dans les subjectivités des indigènes rebelles, nous nous posons différentes questions. Quelles seraient les rationalités constituant les subjectivités de la résistance et rébellion mondiale. Qu'est-ce qui s'objective dans les mots et les actes organisationnels de l'EZLN ? Qu'est-ce qui provoque, dans ces particularités mayas, un écho dans les subjectivités blessées de par le monde ? Qu'appréhendons-nous du *demander en marchant* dans les montagnes et les jungles du Chiapas ? À quoi peut servir de comprendre le passé immédiat de cette rébellion ? Pourquoi les temporalités zapatistes rapportent-elles leur spatialité du passé à celle du présent de leur organisation : l'EZLN ? Comment leur propre culture et cosmogonies, une actualisation des constellations méso-américaines se relient-elles à l'universalité de l'histoire mondiale du présent ? Qu'ont en commun les indigènes du Chiapas avec les autres peuples originaires du Mexique et du monde ? Quelles peuvent être les correspondances avec ceux d'Afrique, d'Asie, du monde arabe et autres encore ? Et, comme le disent les zapatistes, sera-t-il possible de se penser unis dans la guerre de l'humanité contre le néolibéralisme ; ou, s'agit-il, encore, de chimères des utopies du siècle passé lorsque Zapata pensait comme Lénine (Gilly, 1973) à la révolution mondiale : *la terre appartient à ceux qui la travaillent dans la liberté, la justice et la solidarité avec l'Autre !*

Comme nous le verrons, l'événement de 1994 a été paradoxal, car en dépit d'avoir été le résultat de leur force autogestionnaire, il a rompu avec la particularité. D'une part, les indigènes du Chiapas revendiquaient être les héritiers de 500 ans de colonisation et, d'autre part, appelaient le peuple mexicain à lutter contre l'injustice de l'exploitation. Ils ne se montrèrent pas comme l'unique exemple de la culture de la rébellion indigène mexicaine. Ils jetèrent des ponts arc-en-ciel pour atteindre la révolution nationale dans ce monde de violence ancestrale. Tout en restant consciemment rattachés à leurs racines, au local et au passé, ils assumèrent, d'une manière organisationnelle et dans l'autogestion, leur existence dans un monde mondialisé par les idéologies néolibérales.

> Et ce vent d'en bas, celui de la révolte, celui de la dignité, n'est pas qu'une réponse aux commandements du vent d'en haut, il n'est pas que contestation téméraire, il est porteur d'une proposition nouvelle, ça n'est pas simplement la destruction d'un système injuste et arbitraire, c'est surtout un espoir, celui de la transformation de la dignité et de la révolte en liberté et en dignité (Marcos, 1994).

L'EZLN a actualisé les temporalités d'un passé commun sans cesser de se référer aux temporalités nationales et mondiales de luttes pour la justice, la démocratie et la liberté. Dans la solitude des mythes et la construction d'alternatives, ils donnèrent du contenu social aux luttes de classes de l'autonomie avec les cinq *caracoles* (ensemble de municipalités zapatistes) organisés en conseils de bon gouvernement (*juntas de buen gobierno*). Ainsi, ils renforcèrent sans relâche leur existence dans l'autogestion, celle des valeurs communautaires de la vie quotidienne.

> Lorsqu'ils imaginent un autre monde, fait de nombreux mondes, ils recourent à l'entrelacement d'expériences de plus de 500 ans. Contrairement aux démocraties de la domination, ils imaginent un autre monde pour s'autogouverner selon sept principes de base pour commander en obéissant : 1) Servir et ne pas se servir. 2) Représenter et ne pas se représenter. 3) Construire et ne pas détruire. 4) Obéir et ne pas commander. 5) Proposer et ne pas imposer. 6) Convaincre et ne pas vaincre. 7) Descendre et ne pas monter (Matamoros, 2014).

Leurs paroles de la révolution ne furent pas, uniquement, des représentations sans contenus sociaux et politiques de l'histoire des vaincus. Il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, sans référence au passé de l'exploitation et domination des vainqueurs, mais de constellations qui se raccordent à d'autres mondes, même quand ces alternatives autonomes se construisaient contradictoirement dans la solitude de l'anarchie des jungles et des montagnes. Les communiqués et déclarations du Commandement clandestin révolutionnaire indigène (CCRI), ainsi que les écrits de Marcos et autres commandants, proposent des alternatives singulières, mais aussi mondiales contre la violence du monde capitaliste, ce qu'ils démontrèrent, une fois encore, avec leurs initiatives de la *Petite école* en 2013-2014 (Matamoros, 2014). C'est ainsi qu'avec le cri fondateur de «*Ya Basta*», considéré par John Holloway (2007) comme le fondement de la «négation depuis la dissonance» contre la mutilation quotidienne, les acteurs zapatistes, expression de l'*altérité,* font partie d'une totalité inscrite dans les manifestations pluriculturelles, pénétrées malgré tout par la forme capitaliste[1].

Le temps dominant et les temporalités de la lutte de classes

Comme nous le verrons, les constellations particulières de la lutte de classes de l'indigénisme moderne sont essentielles à la force du zapatisme. Le choix de l'aube du nouvel an en 1994 n'est ni fortuit, ni le fruit d'un hasard folklorique de culturalistes et d'indigénistes d'une postmodernité sans lutte de classes. D'abord, cette date correspond au *Katun* du calendrier de la culture indigène : la fin d'un cycle de vingt ans dans la cosmogonie maya (Garcia de Léon, 1995). Ensuite, dans les Six déclarations de la jungle lacandone, on peut observer que la configuration politique de l'EZLN, son existence, son organisation et sa force de convocation correspondent aux diverses temporalités de la lutte de classes au Mexique et dans le monde. Autant la subjectivité indigène que les expériences de luttes paysannes pour la terre sont liées aux résistances au capitalisme et aux temporalités du néolibéralisme dans des spatialités territoriales. Le cri des indigènes intégrants l'EZLN a éclaté dans une région où «même les pierres crient» et pleurent de douleur (Fuentes, 1994). Ce fut la manifestation prophétique d'espérance et de salut dans l'œil de l'ouragan de la violence capitaliste. Comme l'affirma Marcos dans un texte de 1992 : le sud-est se trouvait au milieu de *deux vents, une tempête et une prophétie*.

La part qu'impose le capitalisme au sud-est de ce pays, comme cela

1. [▶ Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes].

a toujours été le cas depuis sa naissance, mêle le sang et la boue [...], les mâchoires de la finance ont obtenu, en 1989, un total de 1 222 669 millions de pesos, dont il n'a reversé que 616 340 millions, en travaux et crédits. Plus de 600 millions de pesos ont fini dans l'estomac de la bête. Dans le Chiapas, les 86 dents de Pemex sont plantées dans les communes [...]. Chaque jour, elles sucent 92 000 barils de pétrole et environ 155 milliards de mètres cubes de gaz. Elles emportent le gaz et le pétrole et laissent en échange la marque du capitalisme : destruction écologique, dénuement agricole, hyperinflation, alcoolisme, prostitution et pauvreté. La bête ne se contente pas de cela et étend ses tentacules à la jungle Lacandone : huit gisements de pétrole sont à l'étude [...]. Les arbres tombent, les déflagrations de dynamite résonnent à travers des terres où seuls les paysans n'ont pas le droit d'abattre les arbres pour y semer. Chaque arbre abattu peut leur coûter une amende équivalant à dix fois le salaire minimum et une peine de prison. Le pauvre ne peut abattre les arbres ; la bête pétrolière, entre des mains chaque fois plus étrangères, oui. Le paysan déboise pour vivre ; la bête déboise pour piller. C'est aussi sous la forme du café que le Chiapas perd son sang. 35 % de la production nationale de café est exportée, essentiellement aux États-Unis et en Europe. Plus de 100 000 tonnes de café quittent l'État pour nourrir les comptes bancaires de la bête : en 1988, le kilo de café brut se vendait à l'étranger au prix moyen de 8 000 pesos, mais on le payait au producteur chiapanèque 2 500 pesos ou moins [...]. Le tribut que le capitalisme reçoit du Chiapas n'a pas d'équivalent dans l'histoire. 50 % de l'énergie hydroélectrique nationale provient de cet État, qui produit aussi 20 % de l'énergie électrique totale du Mexique. Pourtant, seul un tiers des logements du Chiapas est équipé en électricité [...]. La santé et l'alimentation rivalisent de misère. 54 % de la population du Chiapas souffre de malnutrition, chiffre qui dépasse les 80 % dans les hauteurs et la forêt[1].

La temporalité de l'accumulation du capital à feu et à sang ne s'arrête pas avec la nouvelle moralité de l'*humanisme* des « droits de l'homme » régnant sur la conceptualisation mondiale et néolibérale capitaliste. Au contraire, l'institutionnalisation du « grand banquet » du libre-échange, avec les coupoles administratives du pouvoir mexicain fêtant l'incorporation du Mexique aux accords de libre-échange nord-américains (ALENA) (connus comme NAFTA, pour ses sigles en anglais : North American Free Trade Agreement), montre que la crise du capitalisme reconfigure la géographie du capital (Harvey, 2010). L'entrée du Mexique dans le *Premier Monde*, aux côtés des États-Unis et du Canada,

1. www.cspcl.ouvaton.org.

unissait le mythe des «faux prophètes» du développement à celui du *Progrès*: au moyen de projets routiers, hôteliers, mais aussi, en même temps, édifications de prisons et de casernes associées à une militarisation exponentielle pour, selon eux, se protéger du terrorisme et des «coyotes» exploitant et commercialisant clandestinement les migrants (le Mexique est devenu le *garde-fous* des États-Unis). Au moyen de lois et de normes, ces accords fomentèrent le libre-échange des transnationales entre les pays intégrants, avec une montée en flèche du contrôle des services de migration pour réguler la force de travail migrante. Dans ce contexte, la nature, au Chiapas, les fleuves et les lacs, la jungle et les montagnes, toutes ces ressources naturelles, étaient devenus l'objet de la convoitise des transnationales minières (Alternatives Sud, 2011 et 2013) et du pouvoir dans ses grands projets de réformes énergétiques du pétrole. Grâce au mythe du *progrès* largement diffusé par les médias pour attirer un capital étranger et national, les lois antérieures, capitalistes elles aussi, bien sûr, étaient remises en cause. Ainsi, grâce à ces réformes, la globalisation et la mondialisation des logiques néolibérales du marché pourraient se répandre et se développer: réformes de privatisation des entreprises publiques de la santé, de l'éducation, de la culture, des ressources naturelles et des biens communaux liés à la propriété de la terre. Le Chiapas devenait donc primordial pour les intérêts de profit et d'accumulation des politiques néolibérales de la lutte de classes, car, là, non seulement se trouvent, comme nous l'avons vu antérieurement, de grandes réserves d'eau, de gaz et de pétrole, mais aussi se concentrent 40% de l'énergie fournie au pays (Ramonet, 2001) dans des frontières culturelles de communautés aux traditions, us et coutumes millénaires liés à la terre en tant que base et source essentielle de la vie.

Il est important de se souvenir que pour concrétiser la signature de l'ALENA, il était nécessaire de faire de nombreuses réformes à l'article 27 de la Constitution mexicaine, une des principales conquêtes de la Révolution mexicaine de 1910-1917 et de concrétiser d'autres accords bilatéraux sur l'immigration: le Mexique se transformait en «police des frontières», protégeant ses «frères» du Nord. Il nous faut souligner que l'article 27 se réfère à la propriété communale et *ejidale*[1] des paysans et des indigènes du pays. Une conquête de la lutte de classes du siècle passé: Révolution mexicaine, Lazaro Cardenas... Donc pour

1. Partie de terre administrée et partagée par la communauté. Cette propriété, conquête principale de la révolution de 1910-1917, inscrite dans comme droit inaliénable, a été remise en cause par Carlos Salinas de Gortari en 1991 avec une réforme permettant l'appropriation de ces terres par des secteurs privés et des capitaux étrangers.

ces raisons et pouvoir conclure les accords de l'ALENA, le président en activité, Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), candidat à la présidence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), élu «Homme de l'année» par *Time* (Ouviña Hernán y Sanyú, 2007), conduisit et conclut les réformes de cet article. Les contradictions dans la propriété de la terre étaient évidentes. Le travail de la terre servait à produire des marchandises, mais cette terre était, en même temps, propriété communale, locale ou régionale et servait les intérêts des gens de la communauté[1]. Or, la réforme de cette loi agraire ouvrit les portes au marché car les paysans qui en avaient l'usufruit pouvaient, dorénavant, la vendre au capital dominant, provoquant des fragmentations et des divisions au sein de ces mêmes communautés.

Il nous paraît donc important de retenir que la subjectivité des indigènes de l'EZLN n'a pas seulement objectivé localement et unitairement la résistance et la révolte contre l'ALENA, expression du mythe du progrès et développement du capitalisme moderne. Leurs slogans, aussi, «le monde n'est pas une marchandise», «un autre monde est possible», «un monde fait de nombreux mondes» ou «derrière nous, nous sommes vous», venaient confirmer que les propositions culturelles de résistance indigène participaient au monde des recompositions politiques mondiales. Ainsi, l'arrivée des zapatistes fut, pour Carlos Fuentes (1994), l'expression de la première rébellion du nouveau millénaire. En effet, les temporalités de l'organisation indigène montrèrent que leurs actions furent la première manifestation autogestionnaire de la fin du 20e siècle contre la globalisation néolibérale, expérience communautaire autogestionnaire qui se conjuguerait aux autres expériences et subjectivités qui se manifestèrent, par exemple, dans les luttes à Seattle (1999) contre l'OMC. C'est ainsi que les thématiques d'appartenance et les symboles culturels de l'EZLN offrirent des résonances et des médiations de classes avec des *origines* culturelles et politiques de résistance au capitalisme.

L'histoire à rebrousse-poil

Le soulèvement zapatiste est apparu au cours des politiques conservatrices mises en exergue dans la fin de l'histoire des utopies révolutionnaires du 20e siècle. Pourtant, en pleine histoire des vainqueurs, 1994 a inauguré un nouveau cycle de luttes sociales et de résistances collectives de la pensée critique qui se trouvait, alors, dans un processus de reflux et de réflexion face aux vainqueurs ; moment que nous pouvons situer en

1. [▶ Lutte pour les communs dans les Balkans (La)].

1989 avec la chute du mur de Berlin (Baschet, 2002). Nous ne révélerons pas un secret en disant que les indigènes et les métisses de l'EZLN savaient que les racines de leur mouvement faisaient partie de l'histoire à rebrousse-poil des vaincus et qu'ils se rendaient compte que leur mouvement affrontait et affronte les puissances idéologiques et militaires du capitalisme régnant. Ils étaient aussi parfaitement conscients que le libéralisme imposait sa dure loi (ils la vivent au quotidien) au moyen d'une idéologie de la peur imposée par des discours de *sécurité policière,* déployée et financée par des budgets nationaux, achats d'armement et de patrouilles pour la sécurité nationale. La domination et la violence capitaliste cherchaient à s'exercer et s'étendre parmi une population divisée en individualismes extrêmes et poussée vers la *névrose ou la schizophrénie* (Matamoros, 2012). Cette politique de violence néolibérale cherchait aussi à profiter de la fragilité des luttes collectives et de la fragmentation des mouvements sociaux et politiques. C'est donc dans ce contexte idéologique que les zapatistes vécurent vingt années de clandestinité de 1974 à 1994.

> Non seulement ils vivaient dans une solitude physique, mais aussi dans la solitude politique. De l'extérieur, ils ne recevaient que des informations de radio d'ondes courtes. La Voix de l'Amérique, Radio France internationale, la BBC, Radio Havana qui décrivaient un monde dans lequel toutes les certitudes s'écroulaient. Tout montrait que le monde révolutionnaire tombait en ruine (Matamoros, 2014 : 196).

Le commandant Tacho se souvient :

> On nous disait que toute tentative était vouée à l'échec ; que nous étions fous. Des gens qui connaissaient notre mouvement ont essayé de nous faire peur, de nous dire qu'il n'était plus possible de lutter [...]. Le mur de Berlin était tombé [...], beaucoup de gens nous disaient « vous êtes fous » ! *Comment voulez-vous faire une guerre contre ces tanks, ces hélicoptères ?* (Le Bot, 1997).

Par ailleurs, la déroute des guérillas en Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Nicaragua...), le déploiement des politiques néolibérales ainsi que la faiblesse des formes traditionnelles de lutte – syndicats, partis révolutionnaires, guérillas traditionnelles et guévaristes – démontrèrent que la publicité de la *fin de l'histoire* s'institutionnalisait militairement dans la culture de masse de la libre entreprise et l'individualisme. Cependant, face et contre la violence déployée par la crise du capitalisme, provoquant une paupérisation croissante s'exprimant par plus de pauvreté, plus de faim, plus de migrations en masse, plus d'affrontements, plus de guerres, plus de sang, plus de mort, existe un mouvement d'espérance :

des reconfigurations culturelles de constellations des mouvements qui se traduisent dans la recherche de relations politiques entre divers courants de l'histoire.

Ainsi, face aux idéologies qui conditionnent la fragmentation de subjectivités de la résistance, se développe une recherche d'alternatives d'autogestion, basée sur la culture des traditions et des us et coutumes ; dans les conditionnements historiques de la vie quotidienne pour affronter l'avalanche des moyens de communication et la répression du système capitaliste. Il ne faut donc pas oublier que l'un des actes fondateurs de l'EZLN, lors du *congrès indigène* de 1974, a été de matérialiser l'organisation paysanne indigène (García de León, 1995 : 129 ; Baschet, 2002 : 23). Cet acte commémoratif du cinquième centenaire de la naissance de Bartolomé de Las Casas (connu comme le défenseur des Indiens), réalisé avec le soutien de secteurs de l'Église du Chiapas (théologiens de la libération qui se trouvaient dans des endroits d'accès difficile), surgit après le développement d'une ample crise agraire qui s'était exprimée dans des luttes ayant abouti aux réformes cardénistes de répartition agraire en 1940. Dans le contexte social, idéologique et économique de ce congrès indigène, le gouverneur de l'État du Chiapas, Manuel Velasco Suarez, intervint en lui insufflant la violence du racisme de la culture métisse mexicaine. Profitant de cet événement, il voulut célébrer avec ce congrès *un siècle et demi de mexicanité* du Chiapas. Cependant, dans ce tourbillon de contradictions institutionnelles et idéologiques, le congrès développa des «forces occultes», permettant d'unir différents acteurs grâce aux mots liés à la résistance et aux actions d'auto-organisation.

> C'est là que s'est résumée la parole de 250 000 Indiens de 327 communautés (500 000 vivaient dans cet État à l'époque) [...]. Le cinquième thème, celui de la politique, avait été censuré par les organisateurs *ladinos*[1] de l'événement, même si, sans aucun doute, ce fut le thème [central] qui baigna le congrès de ses couleurs (García de León, 1995)[2].

1. *Non-Indiens.* Employé aussi comme synonyme de métis.
2. Selon Jérôme Baschet, le congrès rassembla 1 230 délégués tzotzils, tzeltals, chols, tojolobals et autres ethnies, partageant les mêmes réalités : exploitation dans les fermes et maintien du statut de paysan *acasillados* (comme à l'époque coloniale, rattachés à une terre et un propriétaire comme les serfs), invasion des terres communautaires par les éleveurs et aucune application des résolutions présidentielles sur la propriété des terres indigènes. Selon Carlos Fazio (1994), 2000 personnes répondirent à l'appel du diocèse ; soit la représentation de 1 000 communautés ou un total de 400 000 personnes.

La participation massive des communautés indigènes des montagnes et de la jungle du Chiapas montra, en dépit de la violence répressive exercée par l'État, que la pensée critique réapparaissait dans le présent de resignifications symboliques et allégoriques de l'histoire. Les mots et les accords du congrès démontrèrent, métaphoriquement, des gestations de perspectives politiques entre le temps passé et le présent. La terre était revendiquée à partir du passé de préjudices ancestraux : oppression, lutte et résistance contre l'expansion du capitalisme. Les communautés se référaient constamment au long processus de *sacrifices et immolations* des Indiens rebelles dans le *Sumidero* de la géographie chiapanèque du 16e siècle[1].

Cependant, ces réflexions historiques et symboliques se sont matérialisées dans l'unification d'expériences de luttes paysannes pour la terre et contre le racisme ancestral du Chiapas et du Mexique. Ainsi, selon Carlos Fazio (1994), avec le cri «l'union fait la force» a commencé un processus de reconstruction d'affinités théologiques et politiques. De multiples organisations paysannes indépendantes virent le jour (Matamoros, 1998) : l'Union des unions décida de récupérer leurs terres et de libérer les prisonniers politiques. Dix-sept *ejidos* formèrent l'Union des Ejidos Quiptic Ta Lecubtesel, ce qui veut dire en langue tzeltal : «Notre force pour avancer». Y participaient des paysans tzeltales, choles et tzotziles de la Cañada de Patihuitz et de la vallée de San Quintin de la municipalité d'Ocosingo ; l'Union des *ejidos* Lutte paysanne, composée d'Indiens tojolobales de la municipalité de Las Margaritas et l'Union des *ejidos* Terre et Liberté (référence directe à l'appel significatif de guerre d'Emiliano Zapata).

Plus tard, le 10 avril 1976, date commémorative de la mort d'Emiliano Zapata, a été créée l'Alliance du 10 avril, laquelle eut pour dynamique l'occupation de terres et de luttes pour les disparus et la libération des prisonniers politiques. Nous pourrions donc dire que, dans ce congrès, trois courants historiques confluèrent dans le processus d'unification indigène. Le premier, les communautés indigènes ancestrales qui apparurent sur l'échiquier politique. Autrement dit, ceux appelés les «vrais hommes», les «hommes de bonne parole», les «plus petits, ceux qui parlent avec le cœur». Le second, l'Église, basé sur «l'option préférentielle pour les pauvres», un des bastions de la théologie de la libération, et qui sera important dans les reconfigurations de l'Église du Chiapas. Et, le troisième, les militants révolutionnaires guérilleros du Front de libération nationale (FLN), originaires du centre et du

1. [▶ Travailleurs et autogestion].

nord du pays, qui rencontrèrent les élites indigènes du Chiapas. Ces guérilleros, dans leur majorité de tendance maoïste, rencontrèrent les indigènes qui participaient à l'intérieur de l'Église du Chiapas dans l'organisation appelée Ligne prolétaire, dont la stratégie est celle de la ligne de masse. Cependant, le centre de l'expérience n'utilisait ni la stratégie ni la tactique des formes politiques institutionnelles car ce sont les formes ancestrales indigènes de la politique communautaire, *demander pour marcher, apprendre en demandant et en écoutant l'Autre,* qui en furent les piliers. Les assemblées de décisions ont été constituantes de la subjectivité des dirigeants qui *commandaient en obéissant*. C'est au cours de ces processus symboliques et allégoriques que se nouèrent les relations politiques entre les acteurs de l'Église du Chiapas et les dirigeants politiques indigènes et guérilleros, personnages qui seraient à l'origine de l'EZLN. En ce sens, nous pouvons donc vérifier que le mouvement d'unification s'est renforcé à partir du local indigène, mais toujours en lien avec l'expérience de l'extérieur : l'église et l'organisation guérillera. C'est donc avec la *Première déclaration de la jungle lacandone* que nous constatons que la subjectivité des zapatistes n'est pas un résultat isolé de l'histoire à rebrousse-poil contre l'oppression capitaliste au Chiapas, et qu'elle s'inscrit, bien au contraire, dans les résistances au néolibéralisme. Ainsi, leur cri *Ya Basta* de la *Première Déclaration* démontra qu'ils étaient le produit de l'histoire de la lutte de classes au Chiapas et, tout en affirmant leur origine mexicaine, se déclarèrent héritiers des vaincus du passé dans le présent.

> Nous sommes le produit de cinq cents ans de lutte, d'abord contre l'esclavage, durant la guerre d'Indépendance contre l'Espagne menée par les insurgés, ensuite contre les tentatives d'expansionnisme nord-américain, puis pour promulguer notre Constitution et expulser l'Empire français de notre sol, enfin contre la dictature porfiriste qui refusa une juste application des lois issues de la Réforme. Du peuple insurgé formant ses propres chefs surgirent Villa et Zapata, des pauvres comme nous, à qui on a toujours refusé la moindre formation, destinés que nous étions à servir de chair à canon, afin que les oppresseurs puissent piller impunément les richesses de notre patrie, sans qu'il leur importe le moins du monde que nous mourions de faim et de maladies curables ; sans qu'il leur importe que nous n'ayons rien, absolument rien, ni un toit digne de ce nom, ni terre, ni travail, ni soins, ni ressources alimentaires, ni instruction, n'ayant aucun droit à élire librement et démocratiquement nos propres autorités, sans indépendance aucune vis-à-vis de l'étranger, sans paix ni justice pour nous et nos enfants [...]. Peuple du Mexique, nous, hommes et femmes libres et intègres, sommes conscients que la

> guerre que nous avons déclarée est une mesure ultime mais juste. Les dictateurs pratiquent une guerre génocidaire larvée contre nos peuples depuis de nombreuses années. C'est pour cela que nous te demandons ta participation active en soutenant ce projet du peuple mexicain en lutte pour le travail, pour la terre, le logement, l'alimentation, la santé, l'instruction, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix. Nous déclarons que nous ne cesserons pas le combat avant l'entière satisfaction de ces exigences fondamentales de notre peuple et la formation d'un gouvernement libre et démocratique de notre pays. Rejoins les forces insurgées (Première déclaration de la jungle lacandone[1].

Face à ces paroles, condensant une histoire à rebrousse-poil, le gouvernement mexicain déploya 12 000 soldats dans de nouveaux campements militaires en accusant les dirigeants d'être des «professionnels de la violence venant de l'étranger pour altérer la normalité dans les communautés». Concrètement, nous pourrions dire que, selon le ministère de l'intérieur, ces guérilleros pourraient être des «terroristes et des narcotrafiquants appartenant à un réseau de factions violentes dans le monde: les indigènes avaient été reclus sous la pression, puis manipulés par ce qui s'apparentait à des groupes d'Amérique centrale».

En réponse à ces accusations, *bouc émissaire* ou étrangers manipulant de pauvres indigènes, l'EZLN démontra que les véritables dirigeants étaient le Commandement général du Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI), composé, dans sa totalité, de représentants indigènes qui vivaient dans les territoires zapatistes. *Ils n'étaient pas une guérilla mais une armée du peuple*. En découvrant les significations historiques de la culture indigène dans les processus de résistance et d'autogestion communautaire, l'EZLN démontra que la pensée critique et les luttes du zapatisme étaient et sont inscrites dans les significations qui objectivent la domination capitaliste, mais aussi les formes traditionnelles de luttes du passé: les partis, les syndicats, les organisations paysannes traditionnelles, etc.

Nouveautés et imaginaires zapatistes

Si nous passons au peigne fin les paroles concrétisées dans les actes des indigènes du Chiapas, nous pourrions dire que les «racines» de l'arbre zapatiste plongent à plus de 500 ans de luttes culturelles, toutes liées à la cosmogonie temporelle des signes inscrits dans les dates clés de sa propre organisation. Les us et coutumes réaffirmaient les traditions de la résistance aux discours et aux lois coloniales de la domination

1. www.cspcl.ouvaton.org.

capitaliste. Comme l'affirme Antonío García de Léon (1995), la force des paroles des zapatistes provient de plusieurs courants ; anthropologiques, certes, mais liés aux problématiques sociales de la société où se construisent les luttes de ces communautés. En ce sens, nous pourrions nous demander quelles sont les références anthropologiques du monde indigène contre la conceptualisation des mots et la culture du marché ? Pourquoi tant de références poétiques à la nature : au *vent, aux montagnes et aux arbres, au feu et au cœur* ? Pouvons-nous affirmer que ces références écologiques de la nature humaine sont une tentative de reconfigurer ou conceptualiser le monde à partir de la culture même, pour affronter les conceptualisations coloniales qui détruisirent des représentations millénaires du passé indigène des Mexicains ?

Avec l'expérience zapatiste, de multiples significations des vaincus du passé s'actualisèrent : par exemple, le passe-montagne et le foulard rouge (*paliacate*), qui représentaient des réalités concrètes de la résistance locale et régionale face aux grands projets des pouvoirs établis, tant au niveau national que mondial. De manière pragmatique, il s'agit d'une protection contre le froid des montagnes, mais ils sont aussi une garantie de sécurité dans la clandestinité. Nous devons cependant signaler que ces « objets ordinaires », vulgarisés dans la culture du Mexicain et du marché touristique, se sont transformés en symbole de la modernité de la rébellion. Symboles essentiels de la résistance la plus ancienne de l'humanité, les paroles et les actions communautaires sont devenus créativité collective des hommes et des femmes pour construire, contre l'identité donnée par le pouvoir, quelque chose de *nouveau*. Les indigènes zapatistes, dès le début de leur initiative, jusqu'à nos jours, ont affirmé que le *nous* (*tik* en langue maya tzelzal-tojobal) était au centre de leurs manières de s'habiller et de leurs formes d'action. Paradoxalement, ils affirmaient qu'ils couvraient leurs visages *pour être vus* (« derrière nous, nous sommes vous »), car les pouvoirs établis par la démocratie formelle du progrès et de la civilisation, ainsi que les moyens de communication, avaient décrété *qu'ils n'existaient pas* et, par conséquent, que *nous n'existions pas*. De même, ces objets rompaient avec les identités imposées aux hommes et aux femmes exploités, vivant dans la misère, la faim et le folklore culturaliste du postmodernisme. Ainsi, leurs identités se transformèrent en réflexions collectives de résistance au néolibéralisme. Ils affirmèrent que « derrière nous, nous sommes vous » : tous les laids ; les mal éduqués, les *nacos* (mot et abréviation trouvant leur origine dans le concept raciste méprisant les Indiens totonaques ; de même *pinches* et *gueyes*), descendus des montagnes et sortis des jungles, ne sachant pas parler le *castilla* (espagnol) ; les sauvages ; les barbares du paganisme ;

ceux qui n'ont pas la peau claire ; les millions d'hommes et de femmes au teint de bronze qui, tous les jours, vont aux champs, à l'usine et à l'école et qui cachent leurs visages et leurs cœurs car on leur fit honte d'être indiens.

Sur le plan symbolique, culturel, religieux et communautaire, ils affirment qu'ils surgirent de l'*ombre des Dieux* ; de la longue nuit et de la lumière des grands événements du Mexique moderne que les grands-pères durent fuir afin d'échapper aux massacres que provoquèrent les mythologies coloniales capitalistes. Ainsi, comme l'affirme Antonío García de Léon (1995), nous pouvons souligner, avec lui, que le zapatisme moderne contient des temporalités des traditions les plus anciennes de la résistance. Dans leur parole, pas toujours comprise par l'extérieur, apparaissent des allégories de temps dialectiques de la résistance et la défense de leurs terres, la nature, opposées et complémentaires de la lumière et de l'obscurité. Ainsi, leurs références au temps sont la nature et l'animalité des hommes et des femmes. Leurs paroles, symboles et représentations se réfèrent au soleil, aux ombres, à la nuit et à la lune ; à l'aigle et au jaguar, guerriers de la lumière et de l'obscurité ; à l'air et à la terre, éléments fondamentaux de la vie ; au feu et à l'eau qui se complètent pour la vie ; au mâle et la femelle pour survivre et exister dans un monde d'amour ; à la flamme et la braise attisant la vie dans le feu des paroles ; en somme, l'un est ouvert, l'autre est occulte, comme la palpitation de l'espérance de la *nuit* (*Ak'bal-nuit* ou *Vo'tan-coeur* par excellence). Ainsi, le *Puissant* visage occulte du calendrier tzeltal est *Ak'bal,* la nuit, le *Vo'tan,* ce battement du cœur du peuple, des gens, palpitant dans les montagnes et que dieu envoya pour répartir la terre entre les communautés et qui les protégea de la nuit coloniale. Ces conceptions, comparées à l'histoire linéaire et homogène du capitalisme, mettent en évidence les analyses de Walter Benjamin. Pour nous, les imaginaires zapatistes actualiseraient le «bon sens» de l'histoire à rebrousse-poil de la nature et des hommes.

> Si le travail social était bien ordonné, selon Fourier, on verrait quatre lunes éclairer la nuit terrestre, les glaces se retirer des pôles, l'eau de mer s'adoucir, les bêtes fauves se mettre au service de l'homme. Tout cela illustre une forme de travail qui, loin d'exploiter la nature, est en mesure de l'accoucher des créations virtuelles qui sommeillent en son sein (Benjamin, 2000 : 3, 437).

C'est pour cela que les références symboliques aux grands-pères (*tatas*), qui protégèrent le trésor des connaissances ancestrales de la nature, sont si importantes dans les communautés indigènes. Ainsi, l'histoire de l'origine du passe-montagne a été transmise à Marcos par le Vieil Antonio, le grand-père qui l'a converti à l'indigénisme. D'ailleurs, il n'a pas seulement converti les guérilleros, il en fit de même avec les curés de la théologie de la libération. Il leur apprit que les dieux se sacrifièrent pour donner vie au soleil, à la lune ; que le charbon est noir, et que c'est pour cela que la combustion et la palpitation accouchent de la vie (Le Bot, 1997 :153) ; ils sont comme le jaguar aux taches étoilées, comme le ciel nocturne, protecteur et gardien des heures des mots authentiques de la langue maternelle de la terre, précédant l'aurore. Au cours de plusieurs rencontres, le Vieil Antonio transmit des histoires relatives au *Vo'tan-Zapata,* ce seigneur de la nuit qui, à l'instar d'Emiliano Zapata, galope parmi les douleurs de la mémoire immémoriale des vaincus de l'histoire. En ce sens, nous pouvons dire que l'expérience d'autogestion du zapatisme se présente comme une constellation, une particularité ou un point d'inflexion des imaginaires dans le capitalisme généralisé du modèle néolibéral[1].

Il ne fait aucun doute que les particularités des quarante années de construction du zapatisme (1974-1994), dans la rébellion (1994-2014) et dans la « Petite école » zapatiste (2013-2014) sont la résistance contre la douleur et l'accumulation du capital qui ne cesse de se reproduire. D'un côté, c'est le point central d'une rénovation autogestionnaire de la pensée des forces critiques déclarant ouvertement la guerre à la bête capitaliste détruisant le monde. D'un autre côté, pour citer Walter Benjamin (2000 : 3, 429), il s'agit d'une *fragile force messianique,* basée sur l'autogestion révolutionnaire de la vie quotidienne du silence des nuits du Chiapas, face à la monstrueuse machinerie technologique capitaliste. Pourtant, bien que fragile dans la construction de son existence, le zapatisme démontre qu'il est à la fois possible de dépasser les limitations totalitaires des pensées dominantes de gauche traditionnelle et de sortir

1. [▶ Construire le « buen vivir – Sumak Kawsay »].

des subjectivités des postmodernismes de l'individualisme triomphant de la résignation de la *pensée unique*.

En ce sens, le zapatisme est paradoxal. Il ne s'agit ni d'une recette de doctrine totalitaire ni d'une nouvelle idéologie politique. C'est une invitation à nous re-penser, à nous-agir, à penser notre subjectivité dans la guerre de l'humanité contre le néolibéralisme, pour ne pas mourir dans la solitude des particularismes culturalistes postmodernes d'une modernité qui se présente sans lutte de classes. Ainsi, le zapatisme s'offre comme une contribution à la pensée critique[1]. En paraphrasant les paroles des indigènes rebelles : le zapatisme n'est ni une nouvelle idéologie politique ni une reprise des vieilles idéologies. Le zapatisme n'est pas et n'existe pas, il se construit dans l'autogestion pour servir, comme le font les ponts pour passer d'une rive à l'autre. Dans le zapatisme, tous et toutes ont une place, car, comme j'ai essayé de le montrer, il ne s'agit pas d'une identité fermée. Ils n'ont de cesse d'imaginer comment sortir de la solitude des montagnes.

Ils savent que ce serait un suicide rester dans l'autonomie sans relation avec le monde, ce qui explique leur stratégie paradoxale d'ouverture et de fermeture. Ils se protègent de la répression, mais communiquent et partagent les possibilités de construction de solidarité avec le monde comme ils le montrèrent avec les communications de la « Petite école » en 2013 et 2014. Ils n'ont pas de recette, ni de lignes préétablies, par contre ils tissent des liens avec l'autre, lancent des ponts, de rives en rives, animés par le désir et l'espoir d'un monde meilleur et nouveau fait de multiples mondes dans le monde. C'est pour cela que le zapatisme n'appartient à personne : c'est la conjonction autogestionnaire des croisements de l'histoire de la résistance contre la violence et la destruction du monde.

15 août 2014

Traduction : Sylvie Bosserelle-Matamoros

Pour en savoir plus

Alternatives Sud (2011), « Agrocarburants : impacts au Sud ? », vol. 18, Paris, Syllepse.
Alternatives Sud (2013), « Industries minières. Extraire à tout prix ? », vol. 20, Paris, Syllepse.
Baschet, Jérôme (2002), *L'étincelle zapatiste,* Paris, Denoël.
Benjamin, Walter (2000), *Œuvres,* t. 3, Paris, Gallimard.
Fazio, Carlos (1994), *Samuel Ruiz, el caminante*, México, Espasa-Calpe mexicana.
Fuentes, Carlos (1994), « Chiapas, donde hasta las piedras gritan », *La Jornada.*
García de León, Antonio (1995), « La vuelta del Katún. Chiapas, a veinte años del Congreso indígena », *Chiapas*, n° 1, Mexico, UNAM/Era.

1. [▶ Marx et le marxisme].

Gilly, Adolfo, (1995), *La révolution mexicaine (1910-1920) : Une révolution interrompue. Une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir,* Paris, Syllepse.
Harvey David (2010), *Géographie et capital, vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse.
Holloway, John (2007), *Changer le monde sans prendre le pouvoir, le sens de la révolution aujourd'hui,* Paris/Québec, Lux/Syllepse.
Le Bot, Yvon (1997), *Sous-commandant Marcos, le rêve zapatiste,* Paris, Seuil.
Marcos (1994) « Chiapas : le Sud-Est en deux vents, un orage et une prophétie », www.cspcl.ouvaton.org.
Matamoros Ponce, Fernando (2014), « La parole en marche : de l'émergence zapatiste à l'escuelita », dans Bernard Duterme (coord.), *Zapatisme, la rébellion qui dure*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Centre Tricontinental.
Matamoros Ponce, Fernando (2012), « Préfigurations dialectiques de la rédemption. Violence, état d'urgence et métaphysiques de l'espérance à Oaxaca (2006) », *Contretemps*.
Matamoros Ponce, Fernando (1998), *Mémoire et Utopie au Mexique : Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme,* Paris, Syllepse.
Ouviña Hernán y Sanyú (2007), *Zapatismo : del EZLN y el Sub Marcos a la Otra Campaña*, Buenos Aires, Era Naciente.
Ramonet, Ignacio, (2001), *Marcos : La dignité rebelle*, Paris, Galilée.
Villoro, Luis, (1979), *Los grandes momentos de indigenismo en México*, Mexico, La Casa Chata.
Centro de información zapatista : www.cedoz.org.
Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte : www.cspcl.ouvaton.org.
Enlace zapatista : www.enlacezapatista.ezln.org.mx.
Radio insurgente : www.radioinsurgente.org.
Revista Chiapas : www.revistachiapas.org.
Revista rebeldía : www.revistarebeldia.org.
Sitio oficial del EZLN : www.ezln.org.mx.

PÉROU

Travailleurs et autogestion

Michel Raptis

Depuis la victoire électorale de l'Union populaire au Chili, en 1970[1], et l'instauration du régime militaire au Pérou, en octobre 1968, les deux gouvernements s'efforcent d'organiser la participation et l'autogestion des masses travailleuses. Mais, au Chili, on assiste à une interaction entre la direction politique et sa base populaire, dans un contexte qui reste encore étonnamment démocratique, alors qu'au Pérou les réformes révolutionnaires sont octroyées d'en haut, pour le moment au milieu d'une considérable apathie des masses qui bénéficient de ces réformes. Dans les deux cas, toutefois, l'idée de base est la suivante : il s'agit de combiner un changement des rapports de propriété avec un changement des rapports sociaux, afin d'évoluer non pas vers un «socialisme» techno-bureaucratique, «administratif», mais vers une société réellement démocratique, à la gestion de laquelle producteurs et citoyens participent directement.

[...] Au Pérou, le «participationnisme» est institutionnalisé par des textes importants, qui s'inspirent de l'idéologie globale du régime à maintes reprises clairement exprimée. Il suffit, à ce propos, de lire les discours du président Velasco (2013), qui concentre entre ses mains le véritable pouvoir. On pourrait s'étonner que, dans ce pays latino-américain, un régime militaire ait déjà réalisé des réformes très importantes qui font dire à certains de ses adversaires de l'extrême gauche que ce régime est en train d'accomplir les tâches de la «révolution

1. [▶ Poder popular].

démocratique bourgeoise», mais qu'il n'ira pas plus loin. À supposer que cette affirmation soit exacte, elle impliquerait [...] la possibilité de voir surgir dans les pays sous-développés, dans la phase actuelle de l'impérialisme, des régimes «bourgeois» capables d'accomplir des tâches historiquement progressistes que l'on croyait être l'apanage des révolutions «prolétariennes et socialistes».

Le fait que les libertés démocratiques fondamentales soient toujours respectées ainsi que l'accent particulier mis sur la participation des travailleurs permettent de dire que le régime de Velasco constitue la forme de loin la plus développée du «nassérisme». Mais aux Nasser succèdent les Sadate si, entre-temps, le régime ne parvient pas à se lier aux masses et à leur transférer la véritable gestion du pouvoir. Sur le plan des structures économiques, la «nouvelle société péruvienne» que crée la révolution est caractérisée par un important secteur étatique, un secteur privé des entreprises réformées par les communautés de travail, et un secteur de propriété sociale qui, grâce à l'aide prioritaire technique et financière de l'État, va devenir le secteur dominant de l'ensemble de l'économie du pays. Il englobe déjà les grands complexes agro-industriels autogérés, formés à la suite de l'application de la réforme agraire, et les coopératives agricoles de production, également autogérées, connues sous le nom de Sociedades agricolas de interés social (SAIS).

Une nouvelle loi [...] institutionnalisera ce secteur de la propriété sociale destiné à connaître une extension considérable. On envisage de créer en 1973-1974, 1 175 nouvelles entreprises de «propriété sociale», qui incorporeront 164 000 associés actifs faisant vivre une population de 1 400 000 personnes. C'est par ces entreprises que passera la première phase d'industrialisation équilibrée du pays, qui n'est encore qu'à ses débuts. On envisage en même temps la création de 500 nouvelles coopératives agricoles autogérées, qui engloberont 60 000 paysans, faisant vivre une population de plus de 300 000 personnes et celle de 200 unités autogérées dans le secteur des services (coopératives de consommation, de transport, d'épargne, de crédit, etc.), qui bénéficieront à quelque 600 000 personnes. Des mesures analogues sont prévues pour l'organisation en coopératives autogérées des artisans[1].

La tradition pré-hispanique

Encore très récemment, dans l'important discours qu'il a prononcé le 19 novembre à Paracas, à l'occasion de la clôture des travaux de la conférence annuelle des représentants de l'industrie privée, le président Velasco

1. [▶ Révolution des Œillets, Poder popular et autogestion].

a mis l'accent sur les points suivants : la « révolution péruvienne » rejette le « système capitaliste » parce qu'il perpétue le sous-développement et la dépendance du pays à l'égard de l'étranger et parce que, en tant que « phénomène total », il implique une morale et une philosophie de la vie, « égoïstes », « antisociales » et « anticommunautaires ». Or, la « révolution péruvienne » considère que l'homme est avant tout un « être social », dont la vocation la plus profonde est la « solidarité » ainsi que l'aptitude à la « liberté, la praxis, la création, l'invention permanente ». La « révolution péruvienne » rejette également le « communisme », qui confie la gestion de la société à la « bureaucratie d'État » et qui atrophie les capacités créatrices de l'homme associé. La « révolution péruvienne » opte pour une société fondée sur la véritable participation directe des producteurs et citoyens dans tous les domaines et à tous les niveaux, seul cadre capable d'épanouir la créativité immense de l'homme associé.

Cette tendance « participationniste » veut s'inscrire dans la ligne des traditions communautaires du Pérou. Les idéologues du régime, tels que Carlos Delgado, qui anime le Sinamos[1] et qui, en collaboration avec toute une équipe d'éléments marxistes, libertaires, anciens de la guérilla, etc., contribue fortement à conceptualiser la politique économique et sociale du régime, n'hésitent pas à se référer à ce propos à la tradition « des communautés paysannes d'origine pré-hispanique », toujours très vivace parmi la majorité indienne de la population[2]. [...]

février 1973

Source

Michel Raptis, « Les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou », *Le Monde diplomatique,* février 1973.

Pour en savoir plus

Velasco, Juan Alvarado (2013), *La Voz de la Révolución, 1968-1970,* Peisa, Lima.

1. Sistema nacional de apoyo a la mobilización social : Créé pour stimuler la création et le développement des institutions sociales de base à caractère autogestionnaire.
2. [▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].

Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville

Louis Favreau

Peut-être la réussite la plus grande dans l'édification d'une communauté d'entraide locale dans le monde est-elle celle de Villa El Salvador à Lima, où les citoyens ont planté un demi-million d'arbres, construit 26 écoles, 150 garderies, 300 cuisines communautaires, et formé des centaines d'assistants médicaux qui vont de porte en porte. Les principaux artisans de cette réussite ont été un vaste réseau de groupes de femmes et la structure administrative démocratique des associations de quartier, qui a des représentants dans chaque bloc d'habitations. Ensemble, ils forment un dosage équilibré entre une organisation très développée à la base et un système d'administration, qui réagit vite, afin d'obtenir la plus grande participation possible dans la conception et la mise en œuvre des actions de la communauté.

Ce diagnostic de la fin des années 1980 fait par le World Institute (Durning, 199X : 264-265) peut-il être reconduit en l'an 2007 ? Villa El Salvador est un bidonville de 350 000 habitants, en banlieue de Lima au Pérou. Ce bidonville devenu une municipalité se caractérise par son haut degré d'organisation sociale (plus de 3 000 associations de quartier et sectoriels y œuvrent) et par son Parc industriel cogéré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs. Comment s'organisent ces 350 000 habitants et comment ce bidonville a-t-il pu en arriver à planifier son développement et à le réussir ?[1]

Villa El Salvador naît à la faveur d'une conjoncture particulière, celle de 600 familles qui occupent en 1970-1971 un coin de désert à 30 kilomètres du centre-ville de Lima. Le gouvernement réformiste nouvellement arrivé au pouvoir est sensible à la question des bidonvilles. Il saisit l'occasion qui lui est offerte pour introduire une politique de planification urbaine qui accorde la priorité aux bidonvilles et encourage la participation de la population dans l'aménagement du territoire.

1. À partir d'une enquête sur place et de plusieurs échanges entre Péruviens et Canadiens (Québécois) engagés dans la coopération internationale et l'économie sociale, nous rendons compte ici de l'expérience de développement local et solidaire de Villa El Salvador, de la conquête de son développement (sur plus de trente ans).

L'aménagement du territoire

À Villa El Salvador, les prises de terrain ne seront pas qu'une simple occupation des lieux. Au point de départ, Villa El Salvador se dote d'une forme particulière d'organisation sociale de son espace en faisant du groupe résidentiel l'unité de base de l'organisation de son territoire. Le groupe résidentiel comprend en moyenne 384 familles organisées par pâtés de maison, soit entre 2 000 et 2 500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun : l'école maternelle, le centre de santé, le local communal, le terrain de jeu. Villa El Salvador planifiera son développement en créant en quelques années 120 places communes. Chaque place a son groupe résidentiel et chaque groupe résidentiel ses délégués à la communauté autogérée de Villa El Salvador (CUAVES)[1].

Ce faisant, Villa El Salvador innove surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine. En effet, les villes héritées de la colonisation espagnole sont construites autour de la Plaza de Armas, une place d'armes centrale bordée par le palais du gouverneur, l'église, le palais de justice et la prison. Cette place possède une grande valeur symbolique puisque autour d'elle se construisent les édifices qui symbolisent le pouvoir de l'État et de l'Église. Dans le cas de Villa El Salvador, au contraire, la place commune conçue de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale est un concept favorisant la décentralisation. Ces 120 places forment plutôt un ensemble d'espaces démocratiques favorisant la structuration de la société civile.

L'organisation sociopolitique

En 1983-1984, Villa El Salvador se détache de la municipalité de Lima et peut élire son propre maire. Cette nouvelle structure politique introduit alors pour la première fois une institution de caractère public fondée sur la citoyenneté et la démocratie représentative. L'organisation de la ville se modifie alors en conséquence : le pouvoir est partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Le nouveau fonctionnement est le suivant : comme auparavant, chaque pâté de maisons, soit 24 familles, continue d'élire son délégué qui participe à l'assemblée générale du groupe résidentiel (chaque groupe résidentiel est formé d'une vingtaine de pâtés de maisons). Des délégués nommés par chacun des 120 groupes résidentiels forment la CUAVES. Une fois

1. [▶ Entraide et réhabilitation urbaine].

l'administration mise en place, la municipalité et ses élus ont d'abord reconnu la CUAVES, puis, les deux parties ont passé un accord pour confier le pouvoir à une commission mixte à laquelle participent les élus municipaux, des fonctionnaires et des délégués de la CUAVES chargés de traiter de toutes les questions qui les concernent avec la municipalité.

En 1999, un nouveau plan sur dix ans, basé sur les principes administratifs de la planification stratégique, a été mis sur pied. Alors que le Plan de 1983 avait été élaboré surtout par des professionnels appartenant à des ONG qui collaboraient avec Villa El Salvador, cette fois-ci Villa El Salvador, comme municipalité, a créé ses propres instances de formulation d'un plan : d'abord, des assemblées publiques, puis des tables de concertation territoriales et sectorielles, enfin, au bout de huit mois, une consultation publique, réalisée à domicile par 2 500 jeunes auprès de la population de 16 ans et plus, dans le but de tâter le pouls sur les priorités ressenties. Par ordre d'importance, les priorités identifiées ont été les suivantes, la première ayant rallié 50 % des répondants : une ville saine, propre et verte ; une communauté éducative ; un district productif et générateur de richesses ; une communauté solidaire ; une communauté démocratique[1].

Le plan de 1999 reposait sur le paradigme de la concertation. En effet, ont participé à sa réalisation non seulement la municipalité mais également des ONG, des institutions du secteur public, d'autres du secteur privé ainsi que des organisations populaires. Des tables de concertation sectorielles, mises sur pied au moment de l'élaboration du plan, contribuèrent à le concrétiser. Il y en avait cinq en fonction à cette époque (2000) : éducation, petites et micro-entreprises, santé et hygiène, jeunes et commerce. À la table de la santé, qui souscrit au mouvement Villes et villages en santé, on trouve la CUAVES, la Fédération des femmes (Fepomuves), des dirigeants de quartier, le ministère de la santé, le réseau de la santé communautaire et quelques ONG dont Médecins sans frontières (*Somos Villa El Salvador,* 1999 : 12).

Le plan de développement intégral a aussi prévu la réalisation d'un budget participatif. En 1999, une session plénière s'est déroulée sur la place de la Solidarité. Quelque 500 dirigeants de huit secteurs de la municipalité ont alors travaillé à identifier les priorités dans chacun de ces secteurs, lesquels ont reçu une part à peu près équivalente d'un budget en provenance des transferts du gouvernement central (2 millions de soles, environ 580 000 dollars). Dans les années qui suivirent, la

1. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].

municipalité a voulu élargir la consultation pour faire en sorte que l'ensemble du budget soit soumis à une planification participative.

Le parc industriel

À l'origine, l'administration du parc industriel relevait du ministère de l'industrie qui destinait les terrains à la localisation de grandes industries dans le but de créer des emplois pour la population migrante des districts désertiques du sud. Mais comme la grande industrie montrait peu d'intérêt pour ce projet, elle laissa ainsi une porte ouverte à la CUAVES, à l'Association de petits industriels (Apemives) et à la municipalité pour demander le transfert de ces terrains. C'est ainsi qu'en 1987, se constitue l'Autoridad Autónoma, entité mixte formée par trois représentants du gouvernement national et trois de VES. Cette dernière étant représentée par une personne de la municipalité, une personne de la CUAVES et une troisième de l'Apemives.

Les objectifs principaux sont alors devenus les suivants : a) promouvoir l'installation et le développement de projets de petites entreprises en leur fournissant, en contrepartie de leur présence dans le parc industriel, une infrastructure de base et une assistance technique ; b) réaliser des études, des designs, des programmes de financement, de commercialisation, de construction et de développement des petites unités productives.

Demeuré jusque-là une ville-dortoir, Villa El Salvador cherchait ainsi à développer sa propre économie. Le Parc sera le résultat d'un travail d'organisation des petits entrepreneurs déjà présents à Villa El Salvador mais disséminés un peu partout dans le bidonville et très faiblement organisés.

L'Autoridad Autónoma a dû affronter des obstacles qui ont limité sa capacité à mener à bon port ses objectifs. La période 1990-1992 a été particulièrement difficile en raison de la violence politique qui secouait le pays en général et Villa El Salvador en particulier. C'est cependant en 1992 que la relation entre la ville et les entrepreneurs se renforce. On assiste à ce moment-là à une proposition de développement intégral basée sur la commercialisation, l'assistance technique à la production, le financement et la formation entrepreneuriale.

Au début des années 2000, l'activité industrielle de Villa El Salvador a été renforcée par l'émergence de services de soutien technique. En plus du Centro de promoción empresarial, service de soutien aux entrepreneurs qui relève directement de la municipalité de Villa El Salvador, d'autres centres de soutien technique ont vu le jour. C'est le cas notamment du Centre de soutien Aconsur, une institution à but non lucratif créée à l'initiative de la coopération italienne et du ministère

de l'industrie du Pérou. Ce Centre offre des services aux micro et petites entreprises, particulièrement au secteur textile et aux groupes de femmes tricoteuses appartenant aux secteurs populaires de Lima.

En misant sur le regroupement de petites unités de production locales plutôt que sur une hypothétique implantation de grandes entreprises, Villa El Salvador a incité les artisans de la production locale à s'organiser par champ professionnel au sein d'entreprises débordant le seul cadre familial, et à mettre en commun leurs achats, leur machinerie et la commercialisation de leurs produits. Aujourd'hui, après quinze ans d'efforts, les résultats sont probants : sur une population active de 100 000 habitants, Villa El Salvador réussit à regrouper, à partir de son parc industriel comme pôle de développement, 30 000 postes de travail distribués dans 8 000 petites et micro-entreprises dont 5 000 dans le commerce, 2000 dans l'industrie et 1 000 dans les services.

2008

Source

Julie Duhamel et Florian Rochat (coord.), *Produire de la richesse autrement,* Genève, Centre Europe-Tiers-monde (CETIM), 2008. Publié avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Pour en savoir plus

Bulletin d'information *Somos Villa El Salvador* (1999), n° 1, mai.
Durning, Alan B. (1992), Worldwatch Institute.

URUGUAY

ABC Coop

Richard Neuvile

La ville de Colonia del Sacramento est surtout connue pour la richesse de son patrimoine historique, qui lui a permis d'être classée au patrimoine mondial de l'Unesco en 1995. Fondée en 1680 par les Portugais, elle appartint successivement au Portugal, à l'Espagne et au Brésil avant de devenir le chef-lieu de département de Colonia lors de l'indépendance de l'Uruguay en 1825. Plus ancienne ville de l'Uruguay, elle a la particularité d'être située au sud-ouest du pays, sur la rive septentrionale du Rio de la Plata en face de Buenos Aires, à une heure de traversée en car-ferry. Outre son caractère touristique dû à son charme architectural et urbanistique, elle est également une ville de transit entre Buenos Aires et Montevideo. Au hasard des déambulations dans le centre-ville, l'œil du visiteur ne manque pas d'être interpellé par la vision d'autobus rouge et noir ornés d'énormes inscriptions latérales «*Gestión Obrera*», qui desservent la ligne reliant le centre historique et le quartier Real San Carlos[1].

L'histoire d'ABC Coop débute en septembre 2001 quand les premiers signes de la crise économique argentine se répercutent en Uruguay. Les propriétaires endettés décident d'abandonner purement et simplement l'entreprise. Le pays est entré en récession et alors que de l'autre côté du Rio de la Plata, les travailleurs argentins entreprennent la récupération d'entreprises abandonnées pour reprendre la production, les autocaristes d'ABC décident de les imiter. Risquant la perte de leur emploi,

1. [▶ Gestion ouvrière des transports publics].

ils organisent des assemblées pour débattre de leur avenir et décident d'assurer la gestion de leur entreprise. Pour Luis Rivas, «la tâche la plus difficile était d'expliquer aux travailleurs que l'unique sortie était de s'organiser et de mettre en marche les moyens de production et que nous pouvions faire mieux que le patron si nous en étions convaincus» (Rivas, 2009)[1].

Cette même année, sous l'égide du ministère du travail, un accord est conclu avec l'employeur qui prévoit la cession de trois véhicules et des installations jusqu'en 2006 en compensation des salaires impayés. Ce ne fut pas facile car cet accord pouvait créer un précédent comme l'explique Luis Rivas :

> Nous représentions un risque imminent pour les intérêts du patronat car nous pouvions être un exemple pour les autres travailleurs en montrant que nous pouvions mieux gérer l'entreprise. Pour cette raison, il était nécessaire de nous éliminer.

La collusion entre les pouvoirs publics et les entreprises

Si dans un premier temps, l'affrontement a eu lieu avec l'ancien propriétaire, après 2001 la coopérative a dû livrer une bataille féroce avec les autres entreprises de transport de la ville. En défendant et en appliquant un «tarif populaire», ABC Coop s'est opposé systématiquement à toute augmentation de tarifs préjudiciable à la population de Colonia. Comme celle-ci dépend d'une décision consensuelle prise entre les différentes parties, le service de la mairie et les entreprises, depuis des années ABC Coop bloque toute possibilité d'augmentation.

Ce *statu quo* aurait d'ailleurs causé un préjudice à l'entreprise COTUC, qui assurait un service depuis trente ans dans la ville et qui maintenait des relations étroites avec la mairie. En faillite, COTUC a créé une nouvelle entreprise Sol Antigua SA, qui a immédiatement obtenu la concession de trois lignes alors qu'ABC Cooperativa continue de n'assurer qu'une seule ligne. À chaque fois qu'elle a tenté de développer ses services, elle en a été empêchée par la municipalité.

> Nous étions dans une guerre contre l'entreprise privée contre laquelle nous étions en concurrence, une entreprise de trente ans, amie du pouvoir politique qui ensemble cherchaient notre disparition (Rivas, 2009).

En 2009, avec l'appui de la Banque de développement du Venezuela (BanDes), ABC Coop a pu acquérir un nouveau véhicule et a sollicité

1. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

l'attribution de la ligne du quartier El General. Mais alors que la principale entreprise concurrente, sous une autre dénomination, ne proposait aucune amélioration de service, celle-ci a tout de même obtenu le marché. Depuis, ABC Coop ne cesse de dénoncer le copinage et le favoritisme illicite de la municipalité accordés à Sol Antigua et continue de revendiquer l'attribution de cette ligne[1].

La même situation s'est répétée en 2012, quand ABC Coop a postulé lors de l'attribution de la ligne intercités reliant Carmelo à Colonia, distante de 80 kilomètres auprès du département. Bien que seule entreprise à se présenter, elle a été récusée sans aucun motif recevable.

La démocratie ouvrière en action

Tous les samedis, les travailleurs se réunissent en assemblée générale pour débattre collectivement du fonctionnement de l'entreprise. Tous les aspects de la vie de l'entreprise sont débattus, cela va des horaires de service à la maintenance des véhicules ou la gestion des fonds à l'organisation des repas. Désignés par vote, les postes de direction et de secrétariat de la coopérative sont révocables à chaque assemblée. En cela, ABC Coop se distingue des autres coopératives de transport de l'Uruguay, généralement gérées par un conseil directeur qui ne se réunit pas plus d'une fois par an avec les employés pour les informer de la situation de l'entreprise. Selon Luis Rivas, « dans nos assemblées, il n'y a pas d'un côté les camarades qui informent et de l'autre ceux qui écoutent. Les moindres propositions sont débattues et adoptés par vote. C'est l'expression même de la démocratie ouvrière, où les camarades sont convaincus que tous contribuent à la résolution des problèmes » (Rivas, 2014). À l'issue de chaque assemblée, les responsables sont chargés de mettre en œuvre les résolutions.

ABC Coop a instauré une rotation des fonctions : production, direction, administration. L'entreprise a également créé une école de conduite d'autobus qui forme à la fois les nouveaux travailleurs de la coopérative et ceux se destinant à travailler pour d'autres entreprises de transport.

Tout un symbole, les bus sont numérotés en référence à d'illustres personnalités ou mouvements révolutionnaires, ainsi le « 17 », le « 26 », le « 28 », etc. en références à la révolution d'octobre, au mouvement du 26 juillet (guérilla cubaine), à l'année de naissance du Che. Le prochain sera le « 43 » en mémoire au nombre d'étudiants disparus de l'école normale d'Ayotzinapa (État de Guerrero au Mexique) le 26 septembre 2014.

1. Voir le blog de la coopérative : http://abc-coop-gestionobrera.blogspot.fr/.

Contre tous les pronostics, ABC Coop est parvenu à relever le défi et sous gestion ouvrière, elle a pu rembourser les dettes laissées par le patron à la mairie et régler les cotisations dues à la Banque de protection sociale. La coopérative a augmenté les salaires qui se situent à 50 % au-dessus de la moyenne nationale et à créer de nouveaux postes de travail. De neuf, leur nombre est passé à quinze en 2013, soit un effectif proportionnellement supérieur de 50 % à celui d'une entreprise classique. Toujours selon Luis Rivas : « En période de crise, ABC Cooperativa démontre que la coopérative peut continuer à investir et à créer des emplois. »

Comme il n'existe pas de syndicat d'autocaristes à Colonia, les travailleurs d'ABC ont sollicité l'aide de l'Union nationale des travailleurs du transport (UNOTT) et celle de deux coopératives d'omnibus de Montevideo pour acquérir de nouveaux véhicules à un coût moindre. Cette solidarité a pris fin quand ABC Cooperativa a été expulsé de la centrale syndicale unique (PIT-CNT) pour avoir critiqué la politique gouvernementale soutenue par la centrale.

À l'opposé de la tendance générale des entreprises de transport qui ont supprimé les postes de contrôleurs en confiant cette tâche aux conducteurs, ABC Coop maintient deux travailleurs dans chaque autobus. Il ne s'agit pas seulement d'éviter d'augmenter le nombre de chômeurs mais de maintenir une qualité de service à la population permettant d'être disponible et d'orienter les passagers pendant que le chauffeur se concentre sur la conduite.

En 2006, ABC Coop a concrétisé sa volonté d'ouverture en direction de la population en créant un centre culturel dans un quartier de la périphérie et en installant une radio communautaire, Iskra 102,9 FM.

Avec ses succès et ses difficultés, l'expérience d'ABC Coop, sous gestion ouvrière depuis plus d'une décennie, met en lumière un horizon possible pour la lutte des mouvements sociaux des transports, à l'image de celle qui s'est propagée dans de nombreuses villes au Brésil en juin 2013 contre l'augmentation des tarifs. Elle pose la question de l'expropriation du transport collectif en le retirant à l'initiative privée pour le transférer sous le contrôle des travailleurs et de la population à des services publics ou des coopératives. Le transport collectif représente un marché énorme dans toute l'Amérique latine, qui reste essentiellement contrôlé par les entreprises du secteur privé et qui génère des profits élevés et une grande corruption avec l'assentiment des pouvoirs publics. De plus, ce secteur, constitué en puissant lobby, exerce une influence énorme dans la vie sociale et politique à tous les échelons. Dans le sous-continent, le secteur coopératif y détient une part infime et en

Uruguay, il n'existe que peu d'entreprises récupérées dans le transport collectif, mais elles ne sont pas guidées par le même combat de classe.

février 2015

Pour en savoir plus

Burdín, Gabriel (2013), « La autogestión en Uruguay : Economía social y empresas sin patrones », *Brecha,* 30 août.

Guerra, Pablo (2014), « Promoción del empleo autogestionado en empresas recuperadas. El caso de desarrollo (Fondes) en Uruguay », dans Lou Hammond Ketilson et Marie-Paule Robichaud Villettaz (dir.), *El poder de innovar de las cooperativas : Textos escogidos de la convocatoria internacional de articulos cientificos*, Lévis, Cumbre internacional de cooperativas, Sommet international des coopératives.

Martí, Juan Pablo, Florencia Thul et Valentina Cancela (2013), « Las empresas recuperadas como cooperativas de trabajo en Uruguay : entre la crisis y la oportunidad », document de travail, Montevideo, Université de la République, mars.

Rieiro, Anabel (2012), « Representación y democracia : sujetos colectivos en el campo de la autogestión », *Osera* n° 7.

Rivas, Luis (2009), « Entrevista a los obreros de la cooperativa de transports ABC Coop (Gestión obrera) de Colonia de Sacramento, Uruguay », mars 2009, http://argentina.elmilitante.org/amrica-latina-othermenu-42/uruguay-other-menu-50/4088-entrevista-a-los-obreros-de-la-cooperativa-de-transportes-abc-coop-gestin-obrera-de-colonia-de-sacramento-uruguay.html.

Rivas, Luis (2014), « Trabajadores de Gestión Obrera ABC solidarios con la causa por los 43 de Ayotzinapa », *La Izquierda Diario,* décembre.

Zibechi, Raúl (2010), « Una década de fábricas recuperadas : Reinventar la vida desde el trabajo », Programa de las Américas, 3 novembre, www.cipamericas.org/es/archives/3515.

« La historia de la ABC Cooperativa » (2013), http://revista.bus-america.com/Notas/ABC%20Coop%20-%20Control%20Obrero.htm.

Un processus historique de récupération d'entreprises

Richard Neuville

« Quand une expérience sociale dépasse dix années, elle transcende le seuil de la survie pour envisager de changer le monde. Les usines récupérées par leurs travailleurs démontrent que le rêve de créer un monde sans patron existe encore et qu'il est réalisable. […] Une partie des mouvements sociaux ne se limitent pas à la défense de l'emploi et à l'augmentation des salaires ou bien à la consommation mais ils essaient d'aller au-delà et cherchent, soit par conviction ou par nécessité, à dépasser le lien de subordination que leur a assigné la société » (Zibechi, 2010).

Le mouvement des entreprises récupérées par les travailleurs uruguayens s'inscrit dans une tradition de luttes pour l'« émancipation économique et sociale[1] ». Il puise ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier qui, à partir de la seconde moitié du 19e siècle, a su articuler la formation de syndicats et la constitution d'un mouvement coopératif puissant. Les courants migratoires venus d'Europe ont importé leurs idéaux socialistes et anarchistes et leurs expériences de luttes qui vont durablement marquer le mouvement ouvrier uruguayen qui se caractérise notamment par le souci constant de la recherche de l'unification syndicale[2]. Parallèlement, les organisations coopératives se développent en lien étroit avec l'émergence des mouvements sociaux, en particulier les corporations.

De façon récurrente, les différentes formes coopératives sont intimement liées aux corporations, avec d'un côté, les coopératives de consommation, de production et de logement créées à l'initiative des travailleurs urbains salariés et, de l'autre, les coopératives rurales agraires, d'épargne et de crédit, créées sous l'impulsion des petits et moyens producteurs ruraux. Tout au long de son existence, le mouvement coopératif a su conserver une indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics. Il existe près de 300 coopératives de travail en Uruguay[3] (Guerra, 2013 : 28).

La récupération d'entreprises par les travailleur·es (ERT) sous la forme coopérative n'est pas une nouveauté dans l'histoire économique

1. En référence aux statuts de la première organisation ouvrière créée en 1875 : la Fédération régionale de la République orientale d'Uruguay ou « Fédération montévidéenne », qui se transformera en Fédération des travailleurs de l'Uruguay en 1885 puis en Fédération ouvrière régionale de l'Uruguay (FORU) en 1905 qui permet de réaliser l'unification syndicale.
2. Percutée par la Révolution russe, l'unité syndicale sera rompue en 1923 avec la création de l'Union syndicale uruguayenne (USU) qui rassemble les anarcho-syndicalistes (partisans de la Russie soviétique) et les militants du Parti communiste, puis avec la constitution en 1929 de la Confédération générale du travail uruguayen (CGTU) qui regroupe les pro-staliniens. Le mouvement syndical se retrouvera divisé en trois courants, FORU, USU et CGTU, et affaibli pour affronter la crise de 1929. En 1964, le syndicalisme classiste se regroupera au sein de la Convention nationale de travailleurs (CNT) et le congrès d'unification syndicale se tiendra en 1966. La CNT sera déclarée illégale en 1973 au début de la dictature. En 1981, une nouvelle organisation, la Plénière intersyndicale des travailleurs (PIT), sera constituée et deviendra l'épicentre de la contestation sous la dictature. En 1985, lors du retour à la démocratie, la centrale unique des travailleurs deviendra la PIT-CNT (David-Bellemare, 2011) et l'unification syndicale sera de nouveau réalisée.
3. Lors du dernier recensement officiel de la population, l'Uruguay comptait 3 286 314 habitant·es (Sources Institut national de la statistique) : et une population active de 1 749 379 personnes en 2013.

uruguayenne[1]. En remontant le temps, nous trouvons des antécédents qui remontent au milieu du 20e siècle. Il est donc possible de parler de *processus historique,* même s'il se développe principalement dans des périodes de crise. Si le phénomène reste limité d'un point de vue quantitatif, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un mouvement important avec des unités de production stratégiques dans la sphère productive et l'économie du pays. L'importance de ces expériences autogestionnaires, que l'on ne saurait réduire au nombre d'entreprises et de travailleurs impliqués, a bel et bien une portée symbolique qui est celle de l'autogestion ouvrière (Riero, 2012). Ces dernières années, en cohérence avec la culture ouvrière uruguayenne, ce mouvement est parvenu à se structurer et à devenir un interlocuteur des pouvoirs publics et à nouer des relations étroites avec la centrale syndicale. Il a également participé à une tentative de fédérer les organisations autogestionnaires avec une visée de transformation sociale.

Il est de coutume de dire que l'Uruguay vit au rythme du grand voisin argentin (dictatures, crises économiques, etc.). D'ailleurs, quand survient la crise de 2002, les effets sont comparables et un nouveau processus de récupérations d'entreprises s'amorce. Mais le pays n'en possède pas moins des particularités et cultive sa singularité. En effet, le processus uruguayen se distingue à la fois historiquement de ses homologues argentin et brésilien et dans l'approche politique et syndicale : il a bénéficié, et tout particulièrement dans la dernière période, d'un soutien des pouvoirs publics – notamment de l'État – à travers la mise en œuvre de politiques publiques favorables ; les syndicats ont joué un rôle fondamental, en étant parfois à l'initiative et en soutien à la création de coopératives.

Un processus en trois étapes

Les chercheurs Martí, Thul et Cancela, qui ont travaillé à partir des archives de la Fédération de d'Uruguay (FPCU) (www.fcpu.coop), distinguent trois étapes historiques de la récupération. La première, liée à la crise du modèle d'industrialisation confrontée aux importations, se situe entre le milieu des années 1950 et le début des années 1970. La seconde, qui résulte de la crise de la dette externe et de la politique d'ouverture, se situe entre le début des années 1980 et les premières années de la décennie 1990. La dernière est en relation avec la crise du

1. [▶ Organiser la production sur une base coopérative]

modèle néolibéral et se situe entre la fin des années 1990 et aujourd'hui (Martí et coll., 2013).

Première étape

Le premier cas d'entreprise récupérée recensé est la Coopérative de transports de Paysandú (Copay). En décembre 1952, Renacimiento (ERSA), qui assurait les services de transport de passagers dans le département de Paysandú (troisième ville du pays) depuis 1948, sollicita de la municipalité une revalorisation importante de la subvention afin de poursuivre son activité. La collectivité s'y opposa et l'entreprise décida d'interrompre le service jusqu'en février 1953. Parmi les différentes propositions envisagées par la municipalité de Paysandú, il fut décidé la création, à titre expérimental pour une année, d'une coopérative avec le personnel. Cette possibilité fut soutenue par le maire et l'exécutif départemental. La municipalité acquit les treize véhicules (dont sept étaient en état de fonctionnement) et se chargea de l'importation de pièces de rechange et de moteurs. En contrepartie, la municipalité désigna un inspecteur municipal pour intervenir au sein de la coopérative. En 1956, la Copay obtint la concession du transport urbain une concession initiale de dix ans. La Copay est encore en activité aujourd'hui.

La Coopérative d'ateliers mécaniques (Cotame) se situe dans la même ville. Elle fut créée en 1957, après la faillite des Ateliers mécaniques de Paysandú (Tapaysa), par 14 associés initiaux qui rachetèrent l'atelier. Le syndicat local de mécaniciens et les fondateurs de la Copaye décidèrent de créer une coopérative pour éviter la perte des emplois.

À cette période, naît également la Coopérative des artisans du verre (Codarvi). Au début des années 1960, en pleine crise de l'industrie du verre, l'entreprise Vidaplan décida de fermer son usine de cristallerie et de maintenir uniquement la production de verre plat et d'emballage. Face au risque de se retrouver sans emploi, les travailleurs s'organisèrent en coopérative, renoncèrent à l'assurance chômage et négocièrent l'acquisition de l'usine. La création se réalisa sur la base d'un accord avec Vidaplan : la coopérative continuait à fonctionner dans le même établissement et avec les machines en échange d'une prise en charge des dettes contractées avec l'Institut de prévision sociale[1].

On trouve encore d'autres exemples, notamment des minoteries : la Coopérative ouvrière du moulin Maragata Manuel Artigas (Comma) et la Coopérative de travail Américo Caorsi (CTAC). Dans le cas de la Comma, les ex-travailleurs de Molino Gramón ne parvinrent pas

1. Organisme en charge notamment des prestations chômage en Uruguay.

à conserver leur usine et achetèrent une autre minoterie : le moulin Américo Caorsi de Sarandí Grande. Par la suite, la coopérative se transforma en société anonyme. La CTAC ou Caorsi eut une trajectoire beaucoup plus longue et est toujours en activité. Cette expérience surgit quand Américo Caorsi, qui avait une activité minotière et de boulangerie, se déclara en faillite à la suite d'un incendie. Déclarée d'utilité publique par le Parlement en 1962, l'expropriation de l'usine avec ses machines, immeubles et annexes se concrétisa en 1964. La coopérative reçut également sur l'aide de la municipalité pour restaurer les machines et une subvention fut attribuée par le Parlement. Elle est toujours en activité aujourd'hui.

Dans un pays grand consommateur de maté, citons également la création en 1966 de la Coopérative de production de thermos (COTER) avec la récupération de l'entreprise Silbergias. La coopérative comptera jusqu'à 300 travailleurs dans les années 1970.

La Coopérative d'artisans joailliers (Coarjo), fondée en 1973 quand le propriétaire décida de se retirer du marché et de se consacrer à la production artisanale de chaînes, croix, médailles, anneaux et alliances.

Ce ne sont pas les seuls exemples de récupération d'entreprises au cours de cette étape. Une étude, effectuée au début des années 1980 sur les coopératives de Montevideo indiquait que 65 % des associés qui intégrèrent une coopérative de production le firent pour conserver leur emploi (Martorelli et coll., 1982)[1].

Seconde étape

Elle s'ouvre avec la libéralisation de l'économie uruguayenne engagée sous la dictature militaire (1973-1985), laquelle a contribué à la désindustrialisation du pays. L'importation de produits, favorisée par un dollar sous-évalué et renforcée par la perte de pouvoir d'achat des travailleurs et la concentration des revenus contribue alors à la perte de compétitivité de petites et moyennes entreprises qui produisent essentiellement pour le marché intérieur et favorisent les faillites.

Un rapport de 1989 comptabilisait 210 coopératives de production pour un total de 8 815 associés ; 15 % d'entre elles résultaient d'un processus de crise des entreprises traditionnelles qui conduisit les travailleurs à prendre en charge la gestion de l'entreprise (Errandonea et Supervielle, 1992).

La Coopérative Unidad Cardiorrespiratoria Emergencia Móbil fut créée en 1987. L'entreprise UCAR avait été fondée en 1984 par un

1. [▶ Vers l'autogestion].

groupe de médecins et de comptables afin d'assurer des services d'urgence mobiles de santé à Montevideo. L'investissement coûteux devait être compensé partiellement dans le cadre d'une convention négociée avec l'Association nationale des affiliés (ANDA)[1], mais celle-ci ne se concrétisa pas. Face à cette situation, les propriétaires proposèrent de vendre les actifs pour solder les dettes avec les travailleurs. Constatant que les actifs ne permettaient pas de solder les dettes, les employés décidèrent d'assumer la gestion. Après avoir choisi la forme juridique de société à responsabilité limitée, ils constituèrent une coopérative en 1987. Celle-ci a évolué jusqu'à compter plus de 200 travailleurs associés en devenant l'une des principaux prestataires de services d'urgence médicale de la ville.

La Librairie coopérative de Cordón (LCC) surgit avec la fermeture en 1995 de la Librería Mínimas, qui, créée en 1965, avait compté jusqu'à 200 employés. Endettée, l'entreprise a fermé en novembre 1994. Des démarches furent immédiatement entreprises par les salariés pour créer une coopérative. En février 1995, ses ex-employés décidèrent d'assurer la gestion de l'entreprise, qui deviendra la première librairie coopérative d'Amérique du Sud. En une seule année, elle est parvenue à solder les dettes sans toutefois pouvoir acquérir le local.

Outre la récupération d'entreprises et la création de la Barraca Cooperativa Sergio Zeballos qui commercialise du matériel de construction (1993) et la Cooperativa Radio Taxi del Cerro (1993), ce fut principalement dans le secteur textile, très touché par le processus d'ouverture commerciale, que se créèrent des coopératives. La coopérative Aurora fut créée par 300 travailleurs d'une usine emblématique de l'industrie textile fondée en 1910. La Manufacture de coton uruguayenne (Mausa) commença à fonctionner avec 80 associés. Dans ces deux cas, les travailleurs investirent leurs indemnités de licenciements.

La coopérative COEPI fut constituée par 174 des 470 travailleurs de l'entreprise textile PHUASA en février 1993. Elle débuta en produisant des toiles et des fils en coton et polyester en vertu d'un prêt contracté auprès de la Banque de la République orientale de l'Uruguay (BROU)[2] afin de compenser une dette importante pour le local et les machines.

1 Asociación Nacional de Afiliados (Association nationale des affiliés) a été fondée en 1933, elle fonctionne comme une mutuelle et fournit des services de crédit, de garantie pour les loyers, les services funèbres, la prévention médicale, etc. et regroupe plus de 100 000 associés.
2. Banque publique créée en 1896 et principale banque uruguayenne.

De la même manière, Industrias Torino fut récupérée. Fondée par 27 des 120 employés, elle fabriquait de la lessive et des savons mais devait affronter la concurrence internationale.

Nous pouvons également citer la constitution de la Cooperativa Maderera del Norte (Comanor) qui fut créée en 1993 par 48 ex-travailleurs de Industria Maderera del Norte (exploitation et commercialisation du bois) dans le département d'Artigas (nord du pays).

Dans la majorité des cas, le principal créancier était la banque publique, la BROU, mais, à cette époque, les travailleurs ne reçurent que très peu de soutien des autorités et certaines ont périclité après quelques années d'activité.

Troisième étape

Elle correspond à la crise du modèle néolibéral en Amérique du Sud. À partir de 1998, l'économie uruguayenne entre en récession et, en 2002, la crise affecte l'ensemble de l'économie nationale. Dans ce contexte, le processus de récupérations d'entreprise s'est amorcé. Entre 1997 et 2004, une vingtaine d'entreprises en faillite, principalement d'entreprises industrielles, furent récupérées et transformées en coopérative : Colase en 1997 (alimentation), Uruven en 1997 (cuir), Molino Santa Rosa en 1998 et Cofuesa en 2000 (alimentation), Coopima en 2000 et Coopdy en 2001 (textile), Funsacoop en 2002 (caoutchouc avec 240 travailleurs), Ingraco en 2002 (imprimerie) et Victoriaen en 2004 (services), etc.

Évoquons deux cas significatifs au cours de cette étape : la Cooperativa NiboPlast et la Cooperativa de Trabajadores del Molino Santa Rosa.

NiboPlast fut fondée en 1952 pour la production d'articles de plastique. Dans les années 1990, la fabrication s'orientait principalement vers le secteur industriel et approvisionnait 80 % du marché. À l'annonce de la fermeture de NiboPlast, un conflit éclata car non seulement les salariés perdaient leur emploi mais ils ne perçurent pas leurs indemnités

de licenciement. Le syndicat réagit rapidement en occupant l'usine et évita son démantèlement. La création de la coopérative reçut le soutien actif de l'Union nationale des travailleurs de la métallurgie et branches assimilés (UNTMRA), auquel une majorité des travailleurs était affiliée. La récupération fut impulsée par une trentaine de travailleurs, qui se caractérisaient par un certain âge et une longue ancienneté dans l'entreprise, critères qui compliquaient leur réinsertion sur le marché du travail. La formation de la coopérative se concrétisa le 31 janvier 2000. Devant le risque de perdre les machines non gagées de l'ancienne fabrique, ils obtinrent un local dans le parc technologique industriel du Cerro, attribué par la municipalité de Montevideo.

Le moulin de Santa Rosa était une minoterie créée dans les années 1920. La Coopérative des travailleurs du moulin de Santa Rosa fut créée en 1999 en réponse à la faillite de la firme propriétaire, la Saltram. Au début, la coopérative loua l'usine à l'ancien propriétaire pour pouvoir travailler. À la suite d'une expulsion judiciaire de la Saltram, le contrat de location fut résilié et la coopérative obtint le droit d'occuper l'usine en qualité de dépositaire judiciaire. En 2002, un processus de négociation fut entamée avec la BROU, principal créancier de la firme, avec laquelle un compromis de cession des droits fut conclu en juin 2004. La coopérative devint propriétaire de l'usine en échange d'une hypothèque sur les machines. Actuellement, elle occupe 69 travailleurs, dont 57 associés et deux conseillers techniques. Sa stratégie de développement et de consolidation passe par le renforcement de la coopération avec les différents acteurs de la localité et du département.

Cette étape présente quelques particularités. Tout d'abord, la récupération des entreprises intervient dans un contexte de crise profonde, provoquant la fermeture de 35 à 40 % des entreprises du pays, à l'occasion de la « crise du mode d'accumulation basé sur les principes néolibéraux ». Le chômage est alors passé de 10 % en 1998 à 17 % en 2002 (Riero, 2014 : 124). Ensuite, le processus a bénéficié d'une importante couverture médiatique et il existe un « *effet de contagion* » (Martí et coll., 2013). Enfin, le phénomène est devenu un *objet politique* et, à ce titre, des politiques publiques spécifiques ont été mises en œuvre, comme l'illustre le soutien apporté à la Coopérative de travailleurs de céramique (CTC).

La lutte emblématique de la CTC

Parmi les récupérations récentes, nous trouvons la plus importante ERT uruguayenne, la Coopérative de travailleurs Cerámicos (CTC) à Empalme Olmos, petite ville de 4 000 habitant·es située à 40 kilomètres

au nord-est de Montevideo dans le département de Canelones. Fondée en 1937, l'usine appartenait à la société Metzen y Cía avant de devenir en 1945 Metzen y Sena. À l'origine, elle employait 40 travailleurs qui produisaient des carreaux de faïence de style *azulejos valencianos.* Par la suite, l'usine élargit sa gamme de produits avec la fabrication d'équipements sanitaires en porcelaine (1958), de vaisselle (1960) et de carrelage sous la marque Olmos, qui fut créée en 1942 (www.olmos.com.uy/es/#nosotros). Dans les années 1980, l'entreprise employa jusqu'à 2 800 travailleurs et à la fin 2009, lors du dépôt de bilan, il en restait encore 700, dont 90 % résidaient à Empalme Olmos.

Dès lors, une longue lutte s'engagea pour éviter la liquidation. Les travailleurs continuèrent à assurer la maintenance de l'outil de travail et sollicitèrent à quatre reprises l'utilisation provisoire de l'unité productive. Dix mois plus tard, en septembre 2010, 450 d'entre eux, réunis en assemblée générale, constituèrent la coopérative avec 62 associés fondateurs et la volonté d'intégrer progressivement l'ensemble des travailleurs[1]. Par la suite, ils réussirent à obtenir des financements pour remettre l'usine en activité. En décembre 2010, ils organisèrent un campement de dix-neuf jours devant le Parlement dans le but d'obtenir un prêt de la BROU, action qui allait déboucher sur la création du Fonds de développement (Fondes)[2]. En novembre 2012, le juge leur accorda l'utilisation provisoire de l'usine et des carrières, hormis celles situées en forêt qui appartiennent toujours à Metzen y Sena. Au cours de l'année 2013, la CTC reçut un prêt de 10,8 millions de dollars du Fondes pour récupérer l'usine et obtenir un fonds de roulement.

La production démarra le 1er juillet 2013 à l'issue d'un arrêt de près de quatre années. Pour Andrés Soca, secrétaire de la CTC, il y avait un an plus tard 362 travailleurs-coopérateurs (dont un tiers de femmes) et seulement dix employés. Le recrutement s'effectue à partir d'une Bourse de travail où sont inscrits tous les anciens travailleurs[3].

Le développement des marchés à l'exportation a été fondamental pour maintenir la production. Actuellement, la coopérative exporte en Argentine, au Brésil, au Chili, aux États-Unis, au Mexique et au Venezuela. Elle travaille avec des designers italiens et a introduit des changements importants dans le mode de production en passant du

1. www.produccionnacional.com.uy/notas/emprendedores/ex-trabajadores-de-metzen-crearon-ctc-empalme-olmos-5/, « Ex trabajadores de Metzen crearon CTC Empalme Olmos », Producción nacional, 3 septembre 2010.
2. Créé le 27 septembre 2011 par décret présidentiel, conformément à une loi du 24 décembre 2010, il est destiné prioritairement au soutien des entreprises récupérées et autogérées.
3. Entretien le 24 juillet 2015.

gazogène au gaz liquéfié (l'énergie représente 40 % des coûts de production).

De nombreux travailleurs de la CTC restent affiliés au Syndicat unique de la construction avec lequel ils ont mené la lutte. La coopérative est très active au sein de l'Association nationale des entreprises récupérées par ses travailleurs (ANERT)[1] et participe aux activités de la Fédération des coopératives de production d'Uruguay (FPCU) et de l'Institut national du coopérativisme (Inacoop) (IEEM, 2014). Andrés Soca représentait la CTC et était mandaté par l'ANERT à l'occasion de la 5e rencontre internationale de «L'économie des travailleurs» au Venezuela en juillet 2015[2].

Notons enfin, même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'une ERT, la création d'Alas-Uruguay en octobre 2013 par d'ex-travailleurs de la compagnie aérienne, La Pluna, qui a fermé en 2012 après soixante-seize années d'activité, le plus longtemps sous statut d'entreprise publique avant d'être partiellement privatisée. Elle assure de petites liaisons au sein du Mercosur et avec le Chili et constitue la seule compagnie aérienne du pays.

Au cours des trois étapes de la récupération des entreprises en Uruguay, dans de nombreux cas, les travailleurs ont reçu des aides substantielles qui leur ont permis d'affronter des situations critiques et profiter des opportunités. L'État uruguayen a été «présent et un facteur de soutien à la récupération tout au long de l'histoire et particulièrement lors des première et troisième étapes». Les syndicats ont également joué un rôle fondamental (Martí et coll., 2013).

Ampleur et caractéristiques du processus

Il existe différentes sources pour analyser l'impact réel des ERT en Uruguay. Dans une recherche conduite en 2008, la sociologue Anabel Rieiro avait mené une enquête au sein de 20 ERT identifiées comme telles (Riero, 2008). À l'occasion de la 4e rencontre internationale de «L'économie des travailleurs» en 2013 au Brésil, elle évoquait les chiffres de 30 ERT actives et plus de 3 000 travailleurs (Rieiro, 2014 : 124 ; 2012).

Lors du deuxième relevé national des coopératives réalisé en 2008 par l'Institut national de la statistique (INE), 30 coopératives étaient recensées comme issues de processus de récupération (INE, 2010). Les

1. Asociación Nacional de Empresas Recuperadas por sus Trabajadores, Video de présentation www.youtube.com/watch?v=Cnp4neK8CLo.
2. [▶ 5e Rencontres internationales de «L'économie des travailleurs» (2015)].

trois-quarts employaient moins de 50 associés. La grande majorité résultait de la crise de 2002 : 20 ERT l'avaient été entre 1998 et 2008, dont 17 avant 2002. En termes d'activité, neuf avaient une activité manufacturière, six dans le transport et cinq dans l'enseignement. Un recensement réalisé à la demande du ministère du travail et de la sécurité sociale (MTSS) en 2009 en comptabilisait également 30 (Martínez, 2012). Les ERT représentaient 10,6 % des 284 coopératives de production du pays (Guerra, 2013)[1].

Selon les investigations menées en 2013 par Pablo Guerra, il y avait 40 ERT, dont quatre sous statut de société anonyme (Ebigold, Urutransfor, Noblemark et Dyrus) et 36 sous statut coopératif (Guerra, 2013 : 29). En novembre 2014, à l'occasion du Sommet international des coopératives au Québec, l'auteur évoque le chiffre de 41 ERT dont 37 sous statut coopératif (Guerra, 2014 : 541). Nous retiendrons donc ce dernier nombre qui est le plus récent, même si nous relevons qu'aucune enquête n'est exhaustive : ainsi l'expérience d'ABC Cooperativa (Service de transport en car à Colonia do Sacramento) ne figure sur aucune liste[2].

Comme en Argentine, le débat a porté sur la dénomination de ces expériences : les termes « autogérée », « occupée et prise », « usurpée », « reconvertie », « récupérée » ont été évoqués. Finalement, c'est ce dernier terme qui a été adopté en référence à la définition proposée par Andrés Ruggeri :

> Un processus social et économique qui présuppose l'existence d'une entreprise antérieure, fonctionnant sous le modèle d'une entreprise capitaliste traditionnelle, [...] dont le processus de faillite, de liquidation ou de non-viabilité a amené ses travailleurs à lutter pour la remettre en fonctionnement sous des formes autogérées (Ruggeri et coll., 2005 : 23).

Pablo Guerra donne une définition légèrement différente en considérant comme entreprise récupérée :

> Une unité économique constituée par des travailleurs issus d'une expérience de travail antérieure commune et qui gèrent ensemble au moins une partie des actifs (tangibles ou intangibles), provenant de l'entreprise dans laquelle ils exerçaient en tant que salariés (Guerra, 2013 : 29).

De ce point de vue, il peut y avoir des cas qui tout en se rapprochant du concept ne peuvent être considérés comme tels. Guerra cite notamment la Cooperativa de Trabajadores Emprendimiento Popular

1. [▶ Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)].
2. [▶ ABC Coop].

Alimentario (CTEPA), constituée à la suite d'un conflit syndical par 20 ouvriers issus de deux entreprises différentes. Dans la mesure où les entreprises capitalistes poursuivent leur activité sur le marché et que leurs ex-travailleurs n'ont pas récupérés la marque, les machines, les outils ou les domaines de leur employeur précédent, la CTEPA ne saurait être comptabilisée comme ERT (Guerra, 2013).

Les 37 ERT sous statut coopératif sont majoritairement représentées dans le secteur de l'industrie (59 %). Elles se répartissent dans l'alimentation (7), le textile et la confection (6), la métallurgie (3), l'imprimerie (2), le cuir (2), la céramique (1) et le caoutchouc (1) avec Funsacoop qui a longtemps été la plus importante avec 240 travailleurs, dépassée en 2013 par la CTC qui compte 360 travailleurs. Le reste des ERT se trouve dans le secteur des services (41 %) : l'enseignement (8), les services divers (3) le transport (2), la librairie (1) et la santé (1)[1].

Pablo Guerra estime que seules « 44 % des ERT sont totalement autogérées dans la mesure où 56 % d'entre elles emploient des travailleurs en relation de dépendance ». Il précise que le seul secteur où la norme législative limitant à 20 % la part des employé·es déroge est celui de l'éducation. Il illustre son propos à partir de l'enquête menée dans quatre collèges, sur un total de 202 travailleurs, seuls 74 sont associés, il en résulte que plus de 60 % de travailleurs sont donc en relation de dépendance. Pour l'auteur, « Il n'est pas possible de parler dans ces conditions d'entreprises autogérées bien qu'elles aient été récupérées ». Pour autant, des entretiens individuels ont démontré que certains coopérateurs ont des difficultés à associer des professeurs à cause du désintérêt ou pour des raisons purement économiques, dans la mesure où ils n'assurent que peu d'heures d'enseignement dans les établissements. Il ne s'agirait donc pas seulement d'une question de motivation dans un secteur particulier où le turn-over est significatif. (Guerra, 2013).

Aucune étude, à notre connaissance, n'indique précisément le nombre de travailleurs impliqués dans le phénomène de récupération d'entreprises. Selon une déclaration de Daniel Placeres, directeur de l'ANERT (mai 2014), il y aurait plus 3 000 travailleurs dans les ERT uruguayennes[2]. Ce chiffre corrobore celui évoqué précédemment par Anabel Rieiro (Rieiro, 2014 : 124). De par la loi, la culture ouvrière et la volonté des ERT, si met de côté le secteur de l'éducation, le taux de travailleurs-associés et de participation est globalement élevé.

1. Décompte réalisé par l'auteur de cet article à partir des données de la liste établie par Pablo Guerra en 2014.
2. Interview de Daniel Placeres, directeur de l'ANERT, *El Telégrafo*, 21 mai 2014.

Comme en Argentine et au Brésil, l'appropriation des moyens de production ne se produit pas dans une optique idéologique, mais résulte d'actions collectives en réponse à la menace d'exclusion symbolisée par la fermeture du lieu de travail dans un contexte de crise généralisée. En s'appropriant l'entreprise, les travailleurs initient un processus d'apprentissage de pratiques décisionnelles collectives en assemblée qu'ils ne connaissaient pas dans leur culture antérieure. Les entreprises industrielles récupérées se caractérisent par une existence moyenne de quarante ans, dans lesquelles il y avait une présence syndicale forte (60 % des travailleurs étaient syndiqués avec une moyenne d'ancienneté dans l'entreprise de dix-huit ans), avec des revendications classiques, telles que la défense du salaire et des conditions de travail. Selon les cas, il existe des nuances dans le mode de gestion car le «processus est hétérogène mais la récupération est toujours un processus dynamique qui dépend du nombre de travailleurs, du secteur d'activité, de la cohésion du groupe, de l'histoire de l'entreprise, etc.» (Rieiro, 2014 : 125).

Pour Anabel Rieiro, si dans un premier temps l'autogestion est perçue comme un moyen de préserver son emploi, il existe ensuite deux chemins possibles. D'un côté, les actions collectives se réduisent. Une fois, la production redémarrée, «la préoccupation centrale est la survie dans le marché capitaliste. Le processus peut être caractérisé par un passage de propriétaire individuel à un nouveau propriétaire corporatif-collectif». De l'autre, les actions collectives peuvent se rénover :

> Certains travailleurs commencent à proposer l'autogestion non seulement comme moyen pour la récupération mais également comme outil politique pour favoriser le passage à un autre type de société. Du processus de récupération et de la lutte pour les moyens de production émergent de nouvelles pratiques et subjectivités politiques qui transcendent le projet productif (Rieiro, 2012).

Ce dilemme est inhérent aux différents mouvements de récupération (Argentine, Brésil…) avec, pour certains cas, la stricte préservation des emplois en propriété collective et une adaptation plus ou moins classique aux impératifs du marché et, pour d'autres, l'amorce d'un processus autogestionnaire qui ne se réduit pas à des changements de pratiques et d'organisation de la production mais qui met en perspective la transformation de la société, c'est tout le caractère émancipateur de ces expériences. La structuration du mouvement peut aussi devenir un outil pour y contribuer.

Un champ social autogestionnaire en construction

Au cours des deux premières étapes historiques, les ERT s'affiliaient à la FCPU et entretenaient des relations étroites avec le mouvement syndical et n'avaient pas cherché à se structurer de façon autonome. À partir de la crise de 2002, le processus s'accélérant, les ERT ont ressenti la nécessité de s'organiser. En 2010, il y a également eu une tentative de fédérer diverses organisations dans une recherche de transformation sociale sur des bases autogestionnaires.

Entre 2002 et 2007, plusieurs ERT étaient regroupées dans le secteur de l'industrie au sein de la centrale syndicale PIT-CNT[1]. Avec la crise de 2002, différents espaces collectifs se forment dans les entreprises. De nouvelles relations sociales et dynamiques de prise de décisions s'instaurent qui posent la question de la récupération. À partir de 2003, certaines ERT commencent à se regrouper dans des instances nationales et des rencontres sont organisées en 2003 et 2004 en lien avec le département de l'industrie et de l'agroalimentaire de la centrale syndicale PIT-CNT. Elles développent également des échanges d'information et participent à des rencontres régionales (Argentine, Brésil et Venezuela). En octobre 2005, une délégation de travailleurs uruguayens participe à la rencontre latino-américaine d'ERT organisée au Venezuela par Hugo Chávez. À la fin 2005, le Venezuela et l'Uruguay signent un accord de coopération qui prévoit que le gouvernement vénézuélien apportera un soutien financier pour la réactivation de trois entreprises récupérées emblématiques uruguayennes : Funsa, Unsa, Uruven et Envridrio.

En octobre 2007, les entreprises récupérées créent l'Association nationale des entreprises récupérées par les travailleurs (ANERT) – une association autonome du mouvement syndical même si elle entretient des liens étroits avec lui. Son but est de relever un certain nombre de défis concernant des questions légales, politiques et économiques. Pour autant, les entreprises restent affiliées à la FCPU. L'ANERT devient

1. La Plenario Intersindical de Trabajadores-Convención Nacional de Trabajadores (Plénière intersyndicale des travailleurs-Convention nationale des travailleurs) est la seule confédération syndicale uruguayenne. Son nom actuel provient d'une part de la Convention nationale des travailleurs (CNT) créée en 1964, et interdite après le coup d'État du 27 juin 1973, d'autre part de l'Intersyndicale plénière des travailleurs (PIT), créée en 1982, alors que la junte militaire accordait une libéralisation relative du régime. Le 1er mai 1984, la confédération reprit son nom initial de CNT, sans abandonner le sigle PIT. La PIT-CNT compte aujourd'hui 64 fédérations syndicales, avec 200 000 affiliés, dont 150 000 cotisent de façon régulière (voir David-Bellemare, 2011).

rapidement un interlocuteur reconnu par le pouvoir politique. Elle fédère aujourd'hui une vingtaine d'entreprises récupérées.

Au cours de l'année 2010, dans un contexte politique favorable, la Table pour l'autogestion et la construction collective (Mepacc) est créée dans le but de transformer la réalité sociale à travers l'autogestion. Elle regroupe la Fédération uruguayenne de coopératives de logements par aide mutuelle (Fucvam), la FCPU, l'ANERT, le Réseau d'économie sociale et solidaire (RESS) et l'université de la République (UdelaR)[1].

Les organisations sont parties du «postulat que l'autogestion ne sert pas uniquement à développer des entreprises mais qu'elle peut être une manière de gérer la réalité et la société en général». Convaincus «qu'à partir des principes de l'autogestion, il est possible de poser les bases d'une société plus juste et plus inclusive», les acteurs de la Mepacc ont défini trois axes de discussion : 1) la construction d'une plateforme d'action ; 2) la nécessité d'engager un débat public sur l'autogestion avec les représentants du gouvernement ; 3) la création de réseaux de solidarité et l'impulsion de nouvelles relations sociales à travers la participation directe (Rieiro, 2014 : 131).

Mais cet espace ouvert de réflexion et d'action ne se maintient pas longtemps et échoue suite à un désaccord sur la forme de structuration et de conception politique. L'ANERT souhaitait constituer une organisation avec une direction composée par les différentes entités, mais posait également la question de la représentation et de la participation partisane. Elle se retire en 2011.

En avril 2012, un nouvel espace d'articulation se constitue avec la centrale syndicale, la «Plénière nationale des entreprises autogérées par les travailleurs», il regroupe l'ANERT, la FPCU et le PIT-CNT. Il y a une velléité à entretenir des relations avec le pouvoir politique et, lors de la seconde rencontre, plusieurs représentants du gouvernement et le président de la République, José Mujica (2010-2015)[2], y participent.

Si les pratiques d'autogestion analysées émergent comme des stratégies de lutte contre le chômage, elles ont commencé à s'organiser dans le mouvement syndical pour ensuite opter pour un regroupement indépendant. L'évolution du phénomène démontre que des alliances ressurgissent et qu'il existe des possibilités pour que ces expériences trouvent leur place dans le mouvement syndical (Rieiro, 2012).

1. [▶ Sans-terre urbains (Les)].

2. José, dit Pepe, Mujica a été président de la République (2010-2015). Il appartient au Mouvement pour la participation populaire (animé par d'anciens guérilleros des Tupamaros), membre du Frente Amplio.

L'utilité indéniable du Fonds de développement

Plus de dix ans après la crise économique et avec l'arrivée au pouvoir du Frente Amplio1, le phénomène de récupération d'entreprises par ses travailleurs, sorti de son contexte d'urgence, s'est accru lentement et nous pouvons dire qu'il se trouve dans un nouveau cadre d'opportunités. En Uruguay, il existe des politiques publiques orientées vers le secteur, à travers notamment le Fondes, dont le but est d'assister et de soutenir financièrement les projets productifs impulsés par des collectifs de travailleurs qui détiennent les capitaux et la direction des entreprises, en particulier celles gérées selon les principes de l'autogestion.

L'émergence de nouvelles expériences de récupération en Uruguay doit également être observée à travers un nouveau contexte politique, ajouté à l'expérience accumulée des ERT depuis une décennie, qui promeut l'autogestion ouvrière comme une possibilité productive concrète, visible et avec une reconnaissance sociale. À la différence des premières entreprises récupérées, exemptes de références idéologiques, entendues comme expériences de socialisation des forces productives pour résister à l'emploi dans un contexte de crise, le nouveau cadre d'opportunités bénéficie du soutien de certains secteurs de l'État et du mouvement autogestionnaire qui promeuvent l'autogestion comme projet de transformation économico-culturel.

Le phénomène de récupération uruguayen va donc bénéficier de politiques publiques plus favorables qu'en Argentine. Ainsi, en juillet 2004, la loi sur les coopératives de travail donne la possibilité au juge d'accorder l'utilisation de l'infrastructure de l'entreprise antérieure à la coopérative créée par les travailleurs et, pour pallier l'absence de capital, elle permet aux travailleurs de solliciter l'avance du montant global de leurs indemnités de chômage pour constituer le capital social.

Par la volonté personnelle de *Pepe* Mujica, souvent contre des secteurs influents du Frente Amplio et de la PIT-CNT, son mandat a été marqué par des avancées incontestables et la mise en œuvre de politiques spécifiques pour les ERT. Celui qui a qualifié l'autogestion de «plus belle des utopies» fait une distinction claire entre les ERT et l'entreprise capitaliste dans laquelle les «travailleurs travaillent pour d'autres» et où il y a une «exploitation de l'homme par l'homme». Et, entrevoyant un

1. Le Frente Amplio est une coalition de partis de gauche et de centre-gauche, créée en 1971, qui regroupe 21 organisations, entre autres, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti démocrate chrétien, des scissions des partis Blanco et Colorado, le Mouvement pour la participation populaire (animé par d'anciens guérilleros des Tupamaros). Il accède au pouvoir en 2004 avec la première élection de Tabaré Vázquez à la présidence de la République.

projet de long terme à partir de ces expériences, il ajoute qu'«un jour les travailleurs devront bien administrer la société[1]». Il exprime ainsi son fort intérêt pour ces expériences dans lesquelles il perçoit une implication majeure de la classe ouvrière dans un projet plus large que pourrait être celui d'une société autogérée (Guerra, 2014).

Le 27 septembre 2011, Mujica crée par décret présidentiel le Fonds pour le développement (Fondes), dont la possibilité a été rendue possible par une loi de décembre de 2010. Ce fonds est destiné à promouvoir des secteurs stratégiques «avec une attention particulière aux projets autogestionnaires dans lesquels se conjuguent la propriété du capital, le management et le travail» (art. 1) et le décret est sans ambiguïté, il s'agit de privilégier «les entreprises économiques avec participation des travailleurs dans la direction et le capital en particulier les cas d'autogestion…» (art. 3)[2]. Cet outil permet de soutenir un secteur alternatif qui éprouve des difficultés d'accès au crédit. Il se décline en quatre lignes budgétaires: Fonds d'assistance technique non remboursable, Fonds de garantie de crédit, Fonds de financement, Fonds financier d'amorçage et capital risque. En avril 2013, un décret ajoute un cinquième sous-fonds: le fonds de biens actifs fixes. En 2012, quatre entreprises (dont trois ERT) ont pu bénéficier du Fondes et en 2013, elles étaient treize, notamment la CTC (principale bénéficiaire) et Alas-U (expériences évoquées ci-dessus). Selon Guerra, les «principaux bénéficiaires ont été des entreprises autogérées qui, en situation difficile, ont pu obtenir des crédits avec un impact positif du point de vue du travail et de l'emploi généré» (Guerra, 2014)[3].

Cette initiative présidentielle a soulevé pas mal de critiques, sans surprise de la part du secteur entrepreneurial capitaliste qui parle de discrimination au bénéfice d'entreprises qui ne sont pas en conditions de solliciter des lignes de crédit sur le marché. Mais également de la part de certains secteurs syndicaux qui ne voient pas d'un bon œil les entreprises autogérées par les travailleurs considérant que l'on ne peut pas être à la fois entrepreneur et travailleur dans une économie de marché et au sein même du gouvernement, notamment concernant la compagnie aérienne Alas-U. De son côté, le mouvement coopératif y est favorable. Les principaux appuis sont venus des ERT, des coopératives de travail (FPCU), de la majorité du PIT-CNT, de la gauche plus autogestionnaire et du secteur de Mujica à l'intérieur du Frente Amplio,

1. José Mujica, Entretien *La Diaria,* 27 septembre 2012.
2. Uruguay (2011). Décret 341/011, Montevideo, Ministère de l'économie et des finances.
3. [▶ Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises].

le Mouvement pour la participation populaire (MPP) (Guerra, 2014). Avec le retour de Tabaré Vasquez à la présidence en mars 2015[1], les lignes budgétaires et les priorités du Fondes, principalement destinées au secteur autogestionnaire, sont sérieusement débattues à l'intérieur du gouvernement et des services de l'État. Pour autant, l'outil ne serait pas remis en cause car il a été consolidé juridiquement par le pouvoir précédent.

Bien que récent, le Fondes apparaît comme un outil important pour les entreprises autogérées, il a permis la récupération d'entreprises comme les ex Metzen y Sena ou Paylana (qui emploient plusieurs centaines de coopérateurs). Alors que des ERT précédentes, telles que Molino Santa Rosa ou la FUNSA, avaient dû passer par des chemins politiques et financiers complexes pour obtenir un soutien, les nouvelles générations d'ERT peuvent compter sur un nouvel instrument concret qu'elles peuvent solliciter pour amorcer et consolider la récupération de leur outil de travail.

En Uruguay, le mouvement de récupération d'entreprises par les travailleurs se caractérise par trois étapes concomitantes avec les principales crises survenues au long des six dernières décennies. Il s'inscrit donc dans un processus historique qui puise profondément dans la culture et la mémoire ouvrière de ce pays. La troisième étape, issue de la crise de 2002, a été la plus importante, elle a notamment permis de structurer le mouvement et d'instaurer une nouvelle forme d'articulation avec la centrale syndicale, conjuguant dans une démarche dialectique, à la fois l'autonomie et l'intégration à celle-ci. Cette configuration n'est pas pour autant exempte de discordance mais elle se distingue nettement des processus argentin et brésilien ou plus généralement de la tension permanente entre le syndicalisme et l'autogestion. Cette dernière étape intervient également dans un contexte politique plus favorable et porteur de nouvelles opportunités, dans lequel l'appréhension du phénomène contraste avec les pays voisins. En effet, les politiques publiques ne peuvent être interprétées uniquement comme le résultat d'une accumulation de forces du secteur autogestionnaire, elles ont aussi été impulsées par l'État. À la différence de la Fédération des coopératives de logement (Fucvam) en dispute constante avec

1. Tabaré Ramón Vázquez Rosas, leader du Parti socialiste, membre de la coalition du Frente Amplio, a été président de la République du 1er mars 2005 au 1er mars 2010 (premier président de gauche de l'Uruguay). Il l'est à nouveau depuis le 1er mars 2015 en remplacement de José Mujica. Il se caractérise par des positions politiques modérées aux niveaux économique, social et international.

l'État, l'ANERT adopte un registre de relation moins conflictuel dans la contradiction inéluctable avec le pouvoir. Cette posture du mouvement des ERT n'est d'ailleurs pas sans responsabilité dans l'échec de la tentative de fédérer diverses organisations au sein de la Mepacc, donc l'objectif était d'esquisser une perspective de transformation sociale sur des bases autogestionnaires.

Dans un pays historiquement réformiste, très centré sur l'État et amortisseur des conflits sociaux, comme peut l'être l'Uruguay, « la récupération d'entreprise productive émerge dans un premier temps comme une forme d'action directe, ce qui signifie que le conflit n'est pas institutionnalisé et qu'il rénove le répertoire des luttes existantes ». L'importance de ces expériences autogestionnaires dans la sphère productive ne peut se réduire au nombre d'entreprises et de travailleurs impliqués mais dans l'impact symbolique que comporte l'autogestion ouvrière en tant qu'ouverture de réalité et de possibilité. Ces « ruptures culturelles laissent émerger certaines contradictions latentes en portant de nouveaux débats que représente un potentiel de rénovation politique dans la société » (Rieiro, 2012).

septembre 2015

Pour en savoir plus

Bertullo, Jorge, Gabriel Isola, Diego Castro, Milton Silveira (2003), *El cooperativismo en Uruguay,* Red universitaria de las Américas en estudios cooperativos y asociativismo.

Burdín, Gabriel (203), « La autogestión en Uruguay : Economía social y empresas sin patrones », *Brecha,* 30 août.

Cantera, Valeria et Sebastián Pérez (2015), « La autogestión empresarial : El caso uruguayo », Hambre des industries d'Uruguay, mai ; www.ciu.com.uy/innovaportal/file/14317/1/autogestion_empresarial.pdf.

Collectif (2010), *Gestión obrera : del fragmento a la acción colectiva,* Montevideo, Nordan/Comunidad del Sur.

David-Bellemare, Étienne (2011), *Le mouvement syndical en Uruguay : trajectoire contemporaine et nouvelles perspectives pour la Plénière intersyndicale des travailleurs-Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT)*, Montréal, Université du Québec à Montréal.

Errandonea, Alfredo et Marcos Supervielle (1992), *Las cooperativas en el Uruguay. Análisis sociológico del primer relevamiento nacional de entitades cooperativas*, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria.

Gatti, Daniel (2014), « La única fábrica de cerámicas del país está de vuelta gracias a sus trabajadores », *Revista Ajena*, 5 juin, www.revistaajena.com/la-fabrica/.

Groupe d'études et d'action libertaire (GEAL) (2004), *Origines du mouvement ouvrier en Uruguay*, Montevideo.

Guerra, Pablo (2013), *Autogestión empresarial en Uruguay – Análisis de caso del Fondes*, Facultad de Derecho – Universidad de la República, septembre, www.fder.edu.uy/publicaciones/dt1.pdf.

Guerra, Pablo (2014), *Promoción del empleo autogestionado en empresas recuperadas :*

El caso de desarrollo (Fondes) en Uruguay, Québec, Cumbre internacional de cooperativas.
Instituto Nacional de Estadísticas (INE) (2010), *Censo Nacional de Cooperativas y Sociedades de Fomento rural (2008-2009).*
Martí, Juan Pablo, Florencia Thul et Valentina Cancela (2013), *Las empresas recuperadas como cooperativas de trabajo en Uruguay : entre la crisis y la oportunidad,* Montevideo.
Martínez, Álvaro (2012), « El Fondes se convertirá en banco y apoyará a empresas privadas », *Semanario Crónicas.*
Martorelli, et coll. (1982), *El cooperativismo en la situación socioeconómica del Uruguay actual : El caso de las cooperativas de producción de Montevideo,* Montevideo, Centro Interdisciplinario de Estudios sobre el Desarrollo.
Olivari, Jorge R. (2010), « Empresas recuperadas por trabajadoras y trabajadores en el Uruguay. Entre la fundación y la funcionalidad », dans Collectif, *Gestión obrera : del fragmento a la acción colectiva,* Montevideo, Nordan/Comunidad del Sur.
Porto, Virginia (2010) « Unidades productivas recuperadas. Los caminos hacia la reconstrucción de la fuente de trabajo. El caso de Midober´s », dans Collectif, Gestión obrera : del fragmento a la acción colectiva, Montévideo, Nordan/Comunidad del Sur.

Rieiro, Anabel (2008), « Cooperativismo y sindicalismo en Uruguay : Retomando los aportes de Marx y Gramsci para el caso de las empresas recuperadas por sus trabajadores en Uruguay », *Revista Estudios Cooperativos,* n° 1, 13e année.
Rieiro, Anabel (2010), « Sujetos colectivos y recuperación del trabajo en un contexto de reificación », dans *Gestión obrera : del fragmento a la acción colectiva,* Montevideo, Nordan/Comunidad del Sur.
Rieiro, Anabel (2012), « Representación y democracia : sujetos colectivos en el campo de la autogestión », *Osera,* n° 7, 2e semestre.
Rieiro, Anabel (2014), « Sujetos colectivos autogestionarios y política pública en Uruguay », dans Andrés Ruggeri, Henrique T. Novaes et Maurício Sardá de Faria (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo,* Buenos Aires, Continente.
Andrés Ruggeri et coll. (2005), *Las empresas recuperadas en la Argentina : Informe del segundo relevamiento del programa,* Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, Facultad de filosofía y letras.
Zibechi, Raúl (2010), « Una década de fábricas recuperadas : Reinventar la vida desde el trabajo », Programa de las Américas, 3 novembre, www.cipamericas.org/es/archives/3515.

Sans-terre urbains (Les)

Richard Neuville

La ville n'est pas un amoncellement d'habitations. Bien que tous les êtres humains aient besoin d'un toit, la ville se construit en collectif et de mode coopératif. L'expérience uruguayenne de construction de logements par aide mutuelle est une référence mondiale, notamment parce qu'elle va beaucoup plus loin que

le toit (Zibechi, 2011). En Uruguay, l'État n'a eu de cesse de privilégier les intérêts de la bourgeoisie nationale par l'accumulation foncière et pour la construction de logements.

L'absence de politique œuvrant pour un accès au logement pour tous est patente. Dans un pays où le mouvement coopératif est présent dans tous les secteurs de l'économie et où le mouvement ouvrier a été largement influencé par les courants classistes, l'émergence à la fin des années 1960 d'un puissant mouvement de coopératives de logement a permis de conquérir un cadre légal favorable[1]. Les luttes des « sans terre urbains » sont l'expression d'une des particularités les plus intéressantes du mouvement populaire en Amérique latine.

Un mouvement ouvrier « classiste »

L'histoire syndicale est un facteur déterminant dans l'origine des luttes actuelles. Les premiers syndicats sont nés à la fin du 19e siècle, sous l'impulsion de l'émigration européenne. Ces courants migratoires ont importé leurs idéaux socialistes et anarchistes et leurs expériences de luttes. À cette époque, le mouvement ouvrier est influencé par les idées de Bakounine et de Kropotkine. Il pratique le secours mutuel et diffuse les idéaux d'émancipation sociale. Sous son influence, les « sociétés de résistance » et les organisations coopératives se développent et constituent des alternatives de production et des sources de revenus pour soutenir les grévistes (GEAL, 2004). En 1905, la Fédération ouvrière régionale de l'Uruguay (FORU) devient le principal outil de lutte des travailleurs. D'inspiration anarchiste, elle se caractérise par l'action directe et vise la grève générale révolutionnaire. Un processus d'institutionnalisation s'amorce avec l'arrivée au pouvoir de Jose Battle y Ordoñez[2] en 1903 et l'hégémonie relative de la FORU est percutée un peu plus tard par la révolution russe. Le mouvement syndical se trouve affaibli et divisé entre pro-staliniens et anarcho-syndicalistes pour affronter la crise de 1929. Les valeurs subversives construites par les travailleurs continuent à s'incarner jusque dans les années 1950, par l'intervention dans d'autres secteurs comme les coopératives et divers champs contre-culturels. Aujourd'hui, cette tradition de lutte anti-autoritaire perdure et s'exprime

1. [▶ Une coopérative d'habitants].
2. Président de la République de 1903 à 1907 et de 1911 à 1915, d'inspiration libérale et modernisatrice, il dirige pendant un quart de siècle le parti Colorado, représentant de la bourgeoisie et des couches moyennes urbaines. L'autre grand parti est le parti Blanco, qui représente les propriétaires terriens et les éleveurs de l'intérieur du pays. Ces deux partis créés en 1836 vont dominer la vie politique nationale jusqu'en 2005.

à travers les organisations de chômeurs et d'étudiants, les commissions autogestion, les radios communautaires, les coopératives dans lesquelles perdure la volonté émancipatrice.

En 1964, le syndicalisme classiste se regroupe au sein de la Convention nationale de travailleurs (CNT). Elle est déclarée illégale en 1973 au début de la dictature mais la Plénière intersyndicale des travailleurs (PIT), créée en 1981, devient l'épicentre de la contestation de la dictature et contribue à son renversement en 1985. Avec le retour de la démocratie, la centrale unique des travailleurs devient la PIT-CNT. À l'approche de la victoire du Frente Amplio[1] au niveau national, deux courants se constituent : l'un, regroupant les militants des partis socialiste et communiste, qui vise à « faire converger la lutte parlementaire et les luttes sociales dans un esprit de collaboration et de soutien mutuel » et l'autre, formé par le Mouvement pour la participation populaire et le Courant de gauche, qui considère que « la relation du mouvement syndical avec un possible gouvernement progressiste doit être dirigé par l'indépendance de classe [...] et, qu'en aucun cas, il n'acceptera de se subordonner aux directives du gouvernement ou de la force politique progressiste » (David-Bellemare, 2011 : 15).

Sous la présidence de Tabaré Vázquez[2], un rapprochement s'amorce avec le pouvoir, mais pour Raúl Zibechi (2007), la PIT-CNT parvient à préserver son autonomie.

Un tissu coopératif dense

Le mouvement coopératif uruguayen puise également ses origines à la fin du 19e siècle et inscrit son évolution en lien étroit avec l'émergence des mouvements sociaux, en particulier les corporations, les syndicats, etc. En 1870, des ouvriers typographes, influencés par les idées de Proudhon et de Bakounine, créent la première société de secours mutuel, la Société typographique montévidéenne, qui adhère à l'Association internationale des travailleurs (Fédération jurassienne) en 1872[3].

1. Coalition de partis de gauche et de centre-gauche, créée en 1971, qui regroupe 21 organisations, entre autres, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti démocrate-chrétien, des scissions des partis Blanco et Colorado, le Mouvement pour la participation populaire (animé par d'anciens guérilleros des Tupamaros).
2. Président de la République (2004-2009) et maire de Montevideo (1990-1995) avec le soutien du Frente Amplio, dont il a été le principal dirigeant (1996-2005).
3. Après la scission lors du congrès de l'AIT à La Haye en 1872, consécutive à l'affrontement entre « mutuellistes » et « collectivistes » ou anarchistes, tendance Bakounine et marxistes, les

En 1889, les premières coopératives de consommation et de production «ouvrière typographique» se créent à Montevideo et d'autres formes se développent dans l'intérieur du pays par la suite, comme les caisses populaires et les syndicats chrétiens agricoles (Bertullo, 2003 : 6). À partir des années 1890, les athénées libertaires[1] se multiplient et le Centre international d'études sociales qui regroupe des ouvriers et des intellectuels jouent un rôle essentiel à partir de 1898 en proposant des cours du soir et des conférences sur la question sociale. Il contribue à construire une culture alternative en marge du système éducatif formel. Ce didactisme mutuel a marqué plusieurs générations de travailleurs et pas seulement libertaires (GEAL 2004). De façon récurrente, les différentes formes coopératives sont intimement liées aux corporations, avec d'un côté, les coopératives de consommation, de production, de logement créées à l'initiative des travailleurs urbains salariés et, de l'autre, les coopératives rurales agraires, d'épargne et de crédit créées sous l'impulsion des petits et moyens producteurs ruraux.

Si dans les années 1940, l'État légifère et permet ainsi le développement du mouvement coopératif, celui-ci conserve une indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics (Bertullo, 2003 : 5). À la différence des autres mouvements sociaux, il se déploie particulièrement dans l'intérieur du pays, à l'exception des coopératives de logements concentrées principalement dans la capitale.

Des politiques publiques libérales

L'Uruguay est historiquement marqué par un modèle d'accumulation de la terre où la question du logement a été peu prise en charge par l'État. Dans la seconde moitié du 19e siècle, les politiques libérales se limitent à stimuler le secteur privé en lui confiant la construction de logements par la vente de terres d'État. Il faut attendre les années 1930 pour que l'État commence à se saisir du problème du logement (Aristondo, 2003). Au cours de la période (1930-1973), l'État se veut un peu plus interventionniste en légiférant sur l'utilisation du sol, la qualité de l'habitat et le logement social : loi cadastrale (1933), planification urbaine (1939), loi sur les normes d'hygiène du logement (1928), création de l'Institut national de logements économiques (1937). Le gel des loyers urbains, introduit par la création des conseils salariaux (1943), s'avère être dans les faits la première mesure régulatrice du

«jurassiens» constituent une nouvelle Internationale dite «antiautoritaire» qui regroupent les fédérations hostiles au conseil général.

1. [▶ Athénées libertaires… d'hier à aujourd'hui (Les)].

marché. Au début des années 1960, l'Uruguay intègre les différents processus de développement régional : la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) et l'Alliance pour le progrès, impulsées par les États-Unis pour contenir les velléités de changements révolutionnaires dans les pays sud-américains (Folléas, 2012). Le logement devient une des priorités. Confronté à l'agitation sociale dans un contexte de stagnation économique, le gouvernement uruguayen crée une commission interministérielle pour établir un diagnostic sur la situation du logement.

En 1966, la création de trois coopératives de logements à l'intérieur du pays avec la collaboration du Centre coopératif uruguayen va interpeller le pouvoir. Le Parlement adopte la loi national du logement en décembre 1968, qui établit un cadre juridique pour la promotion de programmes de logement social, à travers deux modalités de gestion : l'aide mutuelle « *ayuda mutua* » ou l'épargne préalable « *ahoro previo* » et deux statuts : les coopératives d'usagers « *usuarios* » ou de propriétaires « *propietario* ». Dans la foulée, deux fédérations se créent : la Fédération de coopératives de logement d'usagers par épargne préalable (Fecovi) en 1969 et la Fédération des coopératives de logement d'usagers par aide mutuelle (Fucvam) en 1970. Cette dernière, en tant qu'instrument de contre-pouvoir, au fonctionnement autogestionnaire affirmé, va jouer un rôle déterminant dans les mobilisations aux côtés des « sans terre urbains » au cours des décennies suivantes.

Quarante ans plus tard, la situation du logement reste épineuse car l'État et les municipalités ne l'ont jamais vraiment inscrite comme une priorité. Un déficit de 80 000 logements est relevé sur l'ensemble du pays et une partie du parc est qualitativement dégradée[1]. Lors de sa campagne électorale en 2008, José « Pepe » Mujica[2] avait bien annoncé la création de cent mille logements durant son mandat. Mais une fois de plus, la mise en œuvre s'est fait attendre… Toutefois, la Fucvam estime, que sous sa présidence, le dialogue a été plus aisé qu'avec les gouvernements précédents, cela s'est traduit par l'attribution d'un nombre de prêts nettement plus important. En outre, un décret présidentiel a été

1. L'Uruguay compte 3,5 millions habitants, 90 % de la population vit en zones urbaines dont 40 % à Montevideo. Rien que dans la capitale, il existe près de 500 maisons et 80 édifices abandonnés, 55 000 logements inoccupés et près de 300 000 personnes sans logement (Jablon 2009) et 110 bidonvilles.

2. José « Pepe » Mujica, ancien Tupamaro, est président de la République de 2009 à 2015, il a succédé à Tabaré Vázquez.

promulgué permettant une participation de l'État pour aider les familles rencontrant des difficultés à rembourser leur prêt[1].

Les politiques de logement successives ont privilégié l'accession individuelle à la propriété et restent orientées principalement vers les couches moyennes, à travers l'accès au crédit proposé par la Banque hypothécaire de l'Uruguay. Le marché du logement destiné aux couches défavorisées reste encore contrôlé par des acteurs privés.

La Fucvam : un mouvement populaire autonome

Sa création est associée au processus d'accumulation de forces, elle regroupe la classe ouvrière et d'autres secteurs sociaux : les intellectuels, les étudiants, les retraités. C'est la principale et la plus active organisation sociale uruguayenne dans le champ du logement populaire et du développement urbain. Elle fédère plus de 600 coopératives de base dans l'ensemble du pays et 80 sont actuellement en cours de création, elle les accompagne dans les différentes étapes de leur développement : projet, construction et gestion. Elle regroupe 25 000 familles de bas et moyens revenus, représentatives d'un large segment de travailleurs·ses. Les coopératives sont composées majoritairement de travailleur·ses des services, des employé·es du secteur public et des ouvriers d'industrie, fortement syndiqués.

Avec la précarisation de l'emploi, qui affecte l'Uruguay depuis une décennie, plusieurs coopératives composées majoritairement de salarié·es du « secteur informel » de l'économie ont émergé sur des bases territoriales à l'initiative de collectifs d'habitant·es ou de zones d'occupation informelle (Golluccio, 2011). Les coopératives par aide mutuelle reposent sur une participation active des associé·es aux tâches de construction des logements, 80 heures mensuelles de main-d'œuvre solidaire, et fournissent le personnel qualifié. Cet apport d'aide mutuelle ajouté à ceux de la coopérative correspond à 15 % de la valeur maximale de la construction. Les 85 % restants sont couverts par le Fonds national du logement et de l'urbanisation (FNVU). La taille des coopératives d'usager·ères ou de propriétaires est comprise entre dix et deux cents associé·es. La coopérative administre la propriété collective et les membres en sont les usager·es. Ceux-ci possèdent un droit d'usage qu'ils peuvent revendre à la coopérative en cas de départ ou transmettre en héritage à des membres de leur famille. En contrepartie de ce droit

1. Entretien réalisé avec Waldemar Pera, membre de la direction nationale de la Fucvam le 8 octobre 2014 à Montevideo.

d'usage, les coopérateurs s'acquittent d'une redevance mensuelle à la coopérative.

Le modèle développé au cours des quarante-cinq années de lutte de la Fucvam vise à assurer un logement digne et repose sur quatre principes intangibles :

- *L'aide mutuelle* : si l'autoconstruction représente 15 % de la valeur totale de la construction, elle permet en fait une économie bien supérieure, de l'ordre de 30 à 40 %, du fait de l'absence de coûts de main-d'œuvre et d'intermédiaires. Elle permet surtout une mutualisation et de fédérer les groupes d'habitant·es, au sein desquels les femmes occupent une place importante.
- *L'autogestion* : elle permet la mutualisation des moyens et développe dans la conscience des travailleur·ses leur capacité à transformer leur qualité de vie.

- *La démocratie directe* : les membres participent directement au processus de prise de décisions politiques, la représentation est limitée et ne peut s'exercer que dans le strict respect des décisions adoptées.
- *La propriété collective* : la coopérative est propriétaire du sol et du bâti, les coopérateur·trices en ont l'usage par le biais du capital social détenu.

La Fucvam joue un rôle décisif à travers les apports logistiques, juridiques, techniques et politiques qu'elle fournit aux travailleur·ses qui s'organisent en coopératives en vue d'accéder à un logement digne. Elle dispose d'un centre de formation, d'équipements sportifs, de résidences universitaires, de colonies de vacances, de bibliothèques, de garderies, de cliniques, elle développe de nombreuses actions d'éducation populaire et publie un journal. La création d'une première école est en cours. Depuis une décennie, en partenariat avec le Centre coopératif suédois, elle développe des actions de solidarité et promeut le modèle uruguayen en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Guatemala, à Haïti, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay, au Salvador, mais également avec Cuba et dans l'État espagnol.

La Fucvam constitue un véritable contre-pouvoir avec une capacité de mobilisation forte et un ancrage dans le mouvement social, comme dans le cadre de sa participation à la lutte pour la gestion de l'eau. Elle affirme clairement sa visée émancipatrice, voire « anticapitaliste ».

Trois vagues de mobilisations

Les coopératives de logement regroupées au sein de la Fucvam résultent de trois grandes vagues de lutte pour la terre urbaine.

Entre 1970 et 1972, plus de 40 % des dotations publiques pour le logement sont attribuées au mouvement coopératif et environ 150 coopératives naissent au cours de cette période dans tout le pays (Zibechi, 2007). La dictature militaire (1973-1985) va freiner le développement des coopératives en les réprimant fortement et en tentant de les transformer sous statut de propriété individuelle (Golluccio, 2011). Mais la Fucvam résiste massivement, elle lance une pétition en 1984 qui recueille 33 000 signatures à Montevideo.

Avec le retour de la démocratie, les installations urbaines illégales se multiplient et, en 1989 après l'élection de Tabaré Vázquez du Frente Amplio à la mairie de Montevideo, une négociation s'engage avec le mouvement des coopératives pour répertorier les terres. Au cours de la décennie 1990, 250 coopératives accèdent à la terre et une partie d'entre elles commence la construction de logements. Parallèlement, la Fucvam engage une vague de mobilisations en procédant notamment à l'occupation des ministères de l'habitat et de l'économie et de terrains disponibles ou désaffectés. Les occupations de 1989 constituent un tournant pour le mouvement, les «sans terre urbains» apparaissent sur le devant de la scène.

La troisième vague de mobilisations se développe en 2006, peu après la victoire du Frente Amplio au niveau de l'État. Une centaine de groupes coopératifs de lutte pour la terre se constitue pour dénoncer la politique du logement après une décennie d'ajustement structurel. En octobre 2006, ils décident d'occuper un terrain de l'entreprise publique des chemins de fer abandonné depuis quarante ans. Ils obtiennent vingt terrains et quarante coopératives s'y installent. Mais, à l'image du Mouvement des paysans sans terre (MST) au Brésil, le mouvement est

confronté à la répression sous un gouvernement de gauche. En 2007, le Parlement approuve même une loi qui renforce l'appareil répressif contre les occupations de terres. Cela ne décourage nullement la Fucvam qui, en compagnie de travailleurs ruraux, occupe un terrain de 32 hectares à Montevideo et organise des marches en juillet 2007 pour dénoncer la criminalisation des occupations. Au travers de ces actions, la Fucvam entend dénoncer le modèle économique, le non-respect des engagements du gouvernement en termes de constructions de logements et l'absence de gestion de l'émigration rurale (Zibechi, 2007).

Avec l'accession à la présidence de José «Pepe» Mujica en 2009, les tensions s'apaisent mais l'ancien Tupamaro divise le mouvement social. Par le biais des prêts financiers nécessaires à la construction, le pouvoir a privilégié dans un premier temps la PIT-CNT plus «conciliante» au détriment de la Fucvam plus «autonome». C'est ainsi qu'en 2011, la PIT-CNT conclut un accord pour un plan de construction de 10 000 logements à bas coût avec le gouvernement et l'octroi de terrains par la municipalité de Montevideo. La centrale syndicale entend développer des coopératives de logements pour ses membres à bas revenus et sans apport financier préalable. Le principal reproche de la PIT-CNT vis-à-vis de la Fucvam concerne le nombre d'heures mensuelles de main-d'œuvre solidaire, le syndicat propose des logements préfabriqués et une participation mensuelle limitée à 36 heures. Mais, pour Gustavo González[1], le «plan de logement syndical inaugure un nouveau style de logement pour les travailleurs, qui contraste réellement avec celui qu'ont impulsé les coopératives par aide mutuelle depuis quatre décennies». Pour la Fucvam, le «plan syndical» est pour le moins paradoxal car il consiste à créer des «coopératives de propriétaires» et à promouvoir de fait la propriété privée, plutôt que le concept de propriété collective. S'inspirant de Raúl Zibechi, le mouvement coopératif s'inscrit dans une logique différente, il s'agit avant tout de construire de l'«habitat» et pas uniquement des logements, de concevoir une alternative urbaine avec un tissu social et coopératif, non seulement capable d'édifier mais également de bâtir une société émancipatrice (González, 2010). De fait, la participation active des associé·es aux tâches de construction casse l'aliénation de la division capitaliste du travail.

Les insuffisances avérées des politiques sociales de logement et la faiblesse de l'offre du secteur locatif[2] ont été des facteurs déterminants pour le développement des coopératives qui constitue incontestablement

1. Gustavo González a été secrétaire général et président de la Fucvam.
2. Le logement locatif ne représente que 30 % du parc immobilier.

un recours pour l'accès au logement des ménages modestes. Le secteur coopératif a amplement démontré sa capacité à créer des logements de qualité pour des ménages dans l'incapacité d'accéder au marché immobilier privé. L'accès à ce modèle reste cependant conditionné pour les futurs coopérateurs à des critères économiques et de stabilité dans l'emploi, de plus l'offre des fédérations reste en deçà de la demande car tributaire de la volonté politique des municipalités ou des départements pour l'accès au foncier et de l'État pour l'accès aux prêts (Folléas, 2012). Gustavo González ne nie pas que «la capacité à intégrer les travailleurs informels sans expérience syndicale reste complexe», mais il considère que «si le modèle de coopératives de logements ne peut être l'unique, il constitue malgré tout une alternative réelle» (Zibechi, 2011)[1].

En Uruguay, les droits à l'accès au foncier et au logement restent à conquérir, c'est le principal défi pour les mouvements sociaux. L'utilisation du sol et la remise en cause de la propriété privée sont au cœur du combat des «sans terre urbains» et les *asentamientos* se développent à la périphérie de Montevideo malgré un contexte économique plus favorable à l'emploi. Le gouvernement du Frente Amplio reste sourd à certaines revendications, le budget du logement reste stable. Lors de la campagne électorale de l'automne 2014, la Fucvam a interpellé les candidats à la présidence pour qu'ils s'engagent enfin à imposer les logements vides afin d'alimenter le fonds au logement. Cette revendication sera-t-elle enfin suivie d'effets? En Uruguay, le logement demeure une marchandise alors qu'il devrait être un droit.

mai 2015

Pour en savoir plus

Aristondo, Martín et Graciela Laura (2003), «Cooperativismo, autoayuda y autogestión: Una alternativa uruguaya para la vivienda de interés social», *Scripta Nova,* Revista electrónica de geografía y ciencias sociales, Barcelone, Université de Barcelone, vol. 7, n° 146.

Bertullo, Jorge et coll. (2003), «El cooperativismo en Uruguay, Red universitaria de las Américas en estudios cooperativos y asociativismo», Montevideo, Universitaria de las Américas en estudios cooperativos y asociativismo, www.universidad.edu.uy/pmb/opac_css/doc_num.php?explnum_id=323.

David-Bellemare, Étienne (2011), «Le mouvement syndical en Uruguay: trajectoire contemporaine et nouvelles perspectives pour la Plénière intersyndicale des travailleurs-Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT)», Montréal, Université du Québec à Montréal (UQAM).

Folléas, Sarah (2012), «Les coopératives de logements en Uruguay: Une production de l'offre de logements par le tiers-secteur», *Métropoliques,* 18 janvier.

1. [▶ Entraide et réhabilitation urbaine].

Fucvam, www.fucvam.org.uy.
Golluccio, Audrey (2011), « Coopératives d'habitants à l'étranger », Fiche Uruguay, Habicoop, mars.
González, Gustavo (2010), « La vivienda popular uruguaya, Uruguay : más allá de la vivienda », Montevideo, 8 janvier, http://blogdegustavogonzalez.blogspot.fr/2010/01/la-vivianda-popular-uruguaya.html.
Groupe d'études et d'action libertaire (GEAL) (2004), *Origines du mouvement ouvrier en Uruguay,* Montevideo, 2004, trad. et publication par le Syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste de Caen.
Jablon, Samuel (2009), *Les formes alternatives d'accès au logement pour les ménages modestes : L'apport des expériences étrangères,* Mission d'étude.
González, Gustavo et Benjamin Nahoum (coord.) (2014), « La vivienda, entre el derecho y la mercancía : Las formas de propriedad en América latina », Montevideo, Trilce.
Nahoum, Benjamin (2013), *Algunas claves : Reflexiones sobre aspectos esenciales de la vivienda cooperativa por ayuda mutua*, Montevideo, Trilce.
Zibechi, Raúl (2007), « Coopératives de logement en Uruguay : les sans terre urbains », *RISAL*, 21 septembre, http://risal.collectifs.net/spip.php?article2332.
Zibechi, Raúl (2011), « Acerca del libro Los Sin Tierra urbanos : Sin tierra urbanos Construir vivienda o hacer ciudad », *Brecha,* 3 août, Montevideo, http://blogdegustavogonzalez.blogspot.fr/2011/08/reportaje-semanario-brecha-uruguay.html.
Zibechi, Raúl (2011), « Plan de vivienda sindical : Y la nave va », *Brecha,* 11 août.

VENEZUELA

Conseils communaux et double pouvoir

Richard Neuville

Contre-pouvoir, double pouvoir… le processus de rupture bolivarien est un entre-deux où l'ancien se défait et le nouveau apparaît, se crée et prospère. La dynamique politique et sociale en cours ne se réduit pas, contrairement aux apparences médiatiques, aux actions d'éclat de Hugo Chávez. Des organes de pouvoir populaire naissent et se développent que la Constitution vient légitimer.

L'expérience bolivarienne se caractérise par des formes de démocratie et de planification participative et populaire inédites à cette échelle. Formidable point d'appui aux luttes sociales et politiques à l'échelle de tout le continent sud-américain, sa dynamique d'auto-organisation populaire renforce la résistance à l'oligarchie économique et à la bureaucratie administrative et politique dans le pays. Non exempte de critiques, elle donne cependant à voir ce que pourrait être un «socialisme du 21e siècle»:

> Le processus bolivarien reste sur le plan idéologique extraordinairement hétérogène. Il s'est surtout radicalisé grâce à une mobilisation exemplaire du mouvement populaire (Lander, 2009).

Engagé depuis une décennie, le processus révolutionnaire bolivarien a suscité de nombreuses controverses et a souvent été caricaturé dans le monde occidental car il a non seulement constitué une rupture radicale avec le modèle dominant au Venezuela, mais il a également contesté l'hégémonie impériale étasunienne. En outre, il a eu de profondes répercussions sur l'ensemble du sous-continent latino-américain, où il est devenu une référence, voire un modèle pour les peuples, les acteurs

sociaux et politiques de cette région. Plus largement, il exerce un réel intérêt auprès de nombreux acteurs du mouvement altermondialiste. Ce changement est notamment incarné par Hugo Chávez, leader charismatique, qui est parfois perçu de façon mythique par les peuples latino-américains et comme une référence incontournable au sein de la gauche de transformation sociale en Europe. Incontestablement, son élection en 1998 a permis de changer la vie de millions de Vénézuéliens et de modifier radicalement les structures institutionnelles, économiques et sociales du pays, tout en inscrivant la participation active au cœur du processus.

Force est de constater que la rupture réalisée ne saurait se réduire à la seule rhétorique du président de la République et à son style théâtral. L'absence d'analyses sur les fondements de ce charisme occulterait la complexe dialectique qui existe entre la base et le dirigeant et qui caractérise en partie le changement. De même, la critique portant sur le centralisme excessif du processus n'apparaît pas très crédible. En effet, le pouvoir autonome et alternatif, qui a émergé ces dernières années, tendrait à démontrer qu'il est capable de se confronter directement aux structures étatiques existantes. Citons les conseils communaux et les communes socialistes qui ont permis de réaliser des pas importants vers le développement d'une démocratie plus complète et profonde et de réactualiser la notion de «double pouvoir». Celle-ci émerge lors de l'expérience de la Commune insurrectionnelle de Paris en 1792 qui joue un rôle essentiel de double pouvoir face à la Convention nationale en créant des institutions de démocratie directe[1].

Dans son adresse à la Commune de 1871, Marx développe l'idée de conseils démocratiques[2]. Plus tard, Lénine avant son accession au pouvoir, évoque un «type de pouvoir différent», distinct des démocraties bourgeoises existantes (Lénine, 2007). Le pouvoir populaire confère bien un caractère particulier à la révolution bolivarienne, devenue probablement un des événements politiques les plus importants de ce début de 21e siècle.

Pour mieux comprendre le processus démocratique en cours, il est utile d'évoquer le tournant de 1989 au Venezuela et la genèse du projet bolivarien. D'emblée, celui-ci se donne comme priorité l'objectif d'en finir avec le système de représentation et de confiscation du pouvoir de la 4e République. C'est ainsi qu'en 1999, la démocratie participative est

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].
2. [▶ Commune : un laboratoire historique (contre-culture, contre-société, contre-institution) (La)].

inscrite comme un droit imprescriptible dans la nouvelle Constitution. Le pouvoir populaire s'avère crucial pour la survie et l'approfondissement du processus comme le montrent les différentes phases qu'il a traversées. Dès 2002, les premières formes participatives démontrent un engouement réel et une participation effective de la population dans les instances de gestion comme les conseils locaux de planification publique (CLPP). À partir de 2003, la mise en œuvre des programmes sociaux, les Missions sociales, ne fait que confirmer ce besoin d'être acteur et d'être reconnu comme citoyen, citoyenne notamment à travers l'accès aux droits fondamentaux comme la santé et l'éducation. En matière d'économie sociale, le travailleur est reconnu à part entière au travers de son implication dans le développement des coopératives et sa participation à la gestion des entreprises expropriées. Enfin, la loi de 2006, relative à la mise en œuvre des conseils communaux constitue une étape supplémentaire dans la démocratie active et l'instauration d'un «double pouvoir». Ces instances répondent clairement à l'aspiration des populations à prendre en charge leur destin en décidant directement des investissements sur leurs lieux de vie.

La fin de l'«exception vénézuélienne»

L'année 1989 constitue un tournant dans l'histoire du pays, c'est la fin de l'«exception vénézuélienne» (Ellner, 2003). En février, la révolte populaire massive et spontanée, le *caracazo*, est sévèrement réprimée, faisant plus de 3 000 victimes. Elle révèle une aggravation des tensions sociales qui se reflétaient dans la vie quotidienne et, particulièrement dans l'espace politique au cours des années antérieures. Dès son accession au pouvoir et, contrairement à ses engagements, Carlos Andrés Pérez (1989-1993) décide de mettre en œuvre des réformes néolibérales et d'appliquer le «traitement de choc» imposé par le Fonds monétaire international (FMI), ce qui constitue une rupture nette avec le passé[1].

Depuis la fin de la dictature en 1958, les gouvernements avaient adopté une stratégie interventionniste dans l'économie et protectionniste pour soutenir l'industrie nationale. L'«ajustement structurel» marque également une rupture du consensus politique, le pacte de Punto Fijo[2], qui était un pilier du système politique vénézuélien depuis 1958. Avant 1989, le Venezuela était perçu comme une vitrine de la démocratie

1. [▶ Crise économique, marché et autogestion].
2. Pacte conclu en 1958 entre les partis qui ont contribué à renverser la dictature de Pérez Jiménez. Le Parti communiste en sera rapidement exclu et entrera dans la clandestinité. Une partie du PCV intégrera la guérilla.

latino-américaine, dans la mesure où il y avait des élections régulièrement, une alternance des partis au pouvoir[1] et un respect des principaux droits humains. Il s'agissait d'une «société centralisée autour de l'État, qui se caractérisait comme sociale-démocrate et développementiste» (Lander, 2007 : 65-86). Au cours des trois décennies qui ont précédé, le pays a connu une stabilité politique qui prend fin avec la révolte populaire et les tentatives de coup d'État civico-militares de 1992 qui en résultent. Celles-ci ont, en effet, un écho retentissant dans la jeunesse populaire et au sein des organisations de base des *cerros*, les collines où se concentrent les quartiers populaires et les bidonvilles de Caracas.

Au cours des années 1990, le mécontentement général dépasse largement les mobilisations et les troubles spontanés, et une transformation radicale du vieux système des partis politiques qui dominait le pays se profile. L'abandon des politiques redistributives, la privatisation de larges secteurs de l'économie et le transfert de l'industrie à des capitaux étrangers aggravent considérablement les conditions de vie d'une grande partie de la population. Le taux de pauvreté grimpe de manière vertigineuse et passe de 35 % à 80 % entre 1989 et 1998. L'abîme entre le peuple et le système du bipartisme centralisé, soutenu par la bourgeoisie, se creuse inexorablement. Sous la présidence de Rafael Caldera (1994-1998), chrétien-démocrate allié à un parti de gauche, La cause radicale (LCR), les politiques libérales se poursuivent et les inégalités continuent de se creuser.

Dès 1994, Hugo Chávez et le Mouvement bolivarien révolutionnaire-200 (MBR-200)[2] sont convaincus de la nécessité de rompre avec les politiques néolibérales et d'en finir avec le système représentatif centralisé qui repose uniquement sur les partis, héritage de la Constitution de 1961 et du pacte de 1958. La refondation du pays et le remplacement de la 4e République s'imposent. Ils se prononcent en faveur d'une assemblée constituante et de la renationalisation du pétrole et des secteurs clés de l'économie. En 1997, en écho à l'aspiration des mouvements sociaux, ils formulent l'idée de développer la démocratie participative, dans laquelle le peuple sera le «protagoniste» du changement. La démocratie ne peut se limiter à la délégation de pouvoir, qui est à bout de souffle. Hugo Chávez pense donc qu'il est indispensable

1. Se sont succédé au pouvoir entre 1958 et 1994 : Acción Democrática (AD), le Parti social-démocrate et le Comité de organización política electoral independiente (COPEI), démocrate-chrétien.

2. Créé en 1982 par de jeunes officiers, le mouvement est resté clandestin jusqu'en 1997, date à laquelle il s'est inscrit au Conseil suprême électoral pour participer aux élections. Il a créé pour cela une structure électorale, sous le nom de Movimiento Quinta Republica (MVR).

de «remplacer le modèle de démocratie libérale représentative par un modèle de démocratie participative dans lequel le peuple sera reconnu comme acteur principal» (Lander et Navarrete, 2008)[1].

La démocratie participative au cœur de la nouvelle Constitution

Élu président de la République avec 56,7% des suffrages en décembre 1998, Hugo Chávez prend ses fonctions le 4 février 1999, conformément à la Constitution en vigueur. Dans les jours qui suivent son arrivée au Palais de Miraflores, il signe un décret et convoque un référendum pour changer la Constitution de la 4e République et se défaire ainsi partiellement de l'héritage institutionnel de ladite «démocratie pétrolière». En avril, l'Assemblée constituante est élue (92% des membres sont issus du Pôle patriotique[2]), elle engage une large concertation auprès de la population. La participation de la société civile est très active et de nombreux réseaux formels et informels se créent pour rédiger des propositions et participer à la rédaction de la nouvelle Constitution. Des groupes de lecture se forment spontanément pour étudier, comprendre et défendre le texte. Ceux-ci se transforment ensuite en Cercles bolivariens, comités révolutionnaires de quartier, qui appuient Chávez mais rejettent également les tentatives d'institutionnalisation formelles de la révolution. La Constitution est adoptée le 15 décembre 1999 avec 71% des voix.

La Constitution bolivarienne innove dans bien des domaines et servira même de référence pour les nouveaux pouvoirs en Bolivie et en Équateur. Elle instaure deux pouvoirs supplémentaires au triptyque classique (exécutif, législatif et judiciaire) : le pouvoir citoyen (le Défenseur du peuple, le procureur général de la République et le Contrôleur général de la République) et le pouvoir électoral (Conseil national électoral). Dans le préambule, elle affirme : «L'objectif suprême de refonder la République pour établir une société démocratique, participative et protagoniste, multiethnique et pluriculturelle dans un État de justice, fédéral et décentralisé.»

Le droit des citoyens à participer librement aux affaires publiques, de manière «directe, semi-directe ou indirecte» est déclaré fondamental dans le titre IV. Ce droit est compris au sens large, il vise à favoriser la

1. [▶ Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].
2. En 1998, le Pôle patriotique est composé principalement du MVR (Mouvement pour la 5e République) créé en 1997 et issu du MBR-200, du PPT (Patrie pour tous) créé en 1997, du Parti communiste du Venezuela (PCV) créé en 1931, du Mouvement vers le socialisme (MAS) créé en 1971 et issu du PCV et du Mouvement électoral du peuple (MEP) créé en 1967.

participation de la population aux «processus de formation, d'exécution et de contrôle de la gestion des affaires publiques, il est le moyen nécessaire pour faire du citoyen l'acteur principal du processus garantissant son développement complet, tant individuel que collectif. Il est du devoir de l'État et du devoir de la société de faciliter la création des conditions les plus favorables pour sa pratique» (art. 62).

Plusieurs instruments de participation directe existent, tels que les différents référendums (consultatif, abrogatoire, révocatoire), l'initiative législative, constitutionnelle, constituante et les assemblées de citoyens (art. 70). La Constitution prévoit également la possibilité de révocation à mi-mandat de toutes les fonctions électives et limite le renouvellement des mandats (art. 72 qui sera révisé en février 2009). Les communautés organisées sont incitées à participer aux conseils locaux de planification publique au niveau municipal (art. 182), aux conseils de planification et de coordination des politiques publiques dans chaque État (art. 166) et au Conseil fédéral de gouvernement, au niveau national (art. 185).

Sur le plan économique et social, elle facilite l'action des instances de cogestion, d'autogestion à travers la «participation des travailleurs à la gestion des entreprises publiques» et la «gestion d'entreprises sous forme coopérative et d'entreprises communautaires de services pour favoriser l'emploi» et «toute forme associative guidée par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité». Elle précise également que «la loi créera des mécanismes ouverts et flexibles pour que les États et les municipalités décentralisent et transfèrent aux communautés et aux groupes d'habitants organisés, les services que ceux-ci gèrent sous réserve qu'ils aient la capacité de s'en occuper» (art. 184). Cet article servira de référence en 2006 pour créer les conseils communaux.

Roland Denis, autogestionnaire et ancien ministre de la planification, définit l'expérience de la Constituante comme une avancée incontestable dont les répercussions dépassent largement le territoire vénézuélien: «S'il existe un héritage que nous a légué la révolution bolivarienne sur l'ordre des luttes d'émancipation, c'est bien l'héritage constituant, élément qui s'est répandu sur tout le continent à la manière d'une matrice de luttes complètement distincte de la vieille conception révolutionnaire de la prise de pouvoir et des directions révolutionnaires» (Denis, 2003).

La participation citoyenne aux travaux de l'Assemblée constituante et l'adoption de la nouvelle Constitution créent incontestablement les conditions d'une transformation sociale et politique du pays et permettent de s'appuyer sur le peuple pour franchir les étapes difficiles du processus et construire une nouvelle hégémonie.

Les phases du processus bolivarien

Pour Edgardo Lander et Pablo Navarrete (2008 : 182-183), ce processus a traversé quatre phases cruciales pour sa survie et son approfondissement mais la démocratie participative, définie comme notion distincte de la démocratie libérale, a constitué l'axe politique permanent et prépondérant du «chavisme».

La première période est comprise entre la prise de fonction de Chávez et la promulgation des quarante-neuf lois «habilitantes» en novembre 2001, qui transforment profondément l'économie vénézuélienne et font converger entre eux des intérêts hétérogènes opposés au projet bolivarien, comme la loi sur les hydrocarbures qui interrompt le processus de privatisation de PDVSA, la société pétrolière publique, la loi sur les terres qui permet d'engager la réforme agraire et la loi de la pêche qui protège la pêche artisanale de l'appétit des industriels.

La seconde, qui s'étend jusqu'à la moitié de l'année 2003, au cours de laquelle s'engage une lutte avec l'opposition pour le contrôle de l'État, donne lieu à une série de lock-out dans le secteur pétrolier et d'actions politiques insurrectionnelles de la part de l'opposition (putsch d'avril 2002).

Au cours de la troisième phase, alors que l'opposition est défaite, et fort d'un soutien populaire considérable, le pouvoir bolivarien accélère les réformes et récupère la gestion de l'entreprise pétrolière PDVSA. Courant 2003, le gouvernement passe à l'offensive et lance les programmes sociaux, les «misions sociales». Pour cela, il contourne la bureaucratie institutionnelle (héritée du pouvoir antérieur et qui bloque toutes les décisions du pouvoir) et s'appuie sur la mobilisation populaire

pour les mettre en œuvre en développant la participation des couches populaires.

L'élection présidentielle de décembre 2006 marque le début de la quatrième phase et consolide l'étape du «Venezuela socialiste». Dès le 30 janvier 2005, Hugo Chávez avait évoqué pour la première fois, au cours d'un meeting à l'occasion du 5e Forum social mondial à Porto Alegre, la nécessité de créer un «socialisme du 21e siècle» et s'était prononcé pour un renforcement du pouvoir populaire :

> Il s'agit de commencer à ouvrir le chemin de la construction d'une société socialiste où le peuple et la grande majorité populaire sont les protagonistes, afin qu'ils soient la force et l'organisation de celle-ci, qu'ils indiquent la direction et définissent les objectifs (Acosta, 2007 : 21-29).

Ce concept, non défini précisément, repose cependant sur trois axes précis : l'accent mis sur la démocratie participative par rapport à la représentative, la *priorité* accordée à l'économie sociale et au développement endogène et enfin l'intégration latino-américaine et la multipolarité (Lander et Navarrete, 2008 : 183).

Au cours de ces quatre phases, le pouvoir populaire n'a cessé de se renforcer et de jouer un rôle essentiel. La participation a été pleinement reconnue par la Constitution ; les organisations de base (Cercles bolivariens, Tupamaros, etc.) et le peuple ont permis le retour de Chávez à la présidence lors du coup d'État ; les couches populaires ont été directement impliquées dans la mise en œuvre des programmes sociaux ; et enfin elles ont pu s'organiser au sein des conseils communaux. Pour Steve Ellner (2009a : 31-34), le processus est passé de la modération à l'antilibéralisme (phases 1 et 2), puis à l'émergence d'un nouveau modèle (phases 3 et 4).

Des réformes pour une participation populaire effective

Les conseils locaux de planification publique

En 2002, la loi sur les conseils locaux de planification publique (CLPP) contribuera au développement de la démocratie participative et au contrôle de la gestion publique. Elle établit la participation du peuple dans la formulation, l'exécution et le contrôle des politiques publiques. Elle s'inscrit dans le cadre d'un système de planification participative au niveau national, des états, des municipalités, des districts et des communes. Le but est d'inciter les municipalités à travailler avec les communautés organisées. Il s'agit d'un espace de cogestion où les deux instances décident conjointement des investissements. Les habitants participent à l'élaboration des budgets et des programmes correspondant

à leurs besoins et à leurs intérêts. Les CLPP leur permettent de réaliser des projets qui leur semblent prioritaires. Cet outil de participation citoyenne vise à obtenir un développement équilibré du territoire. Les CLPP ont trois grandes fonctions : ils participent à la planification, ils se doivent de promouvoir l'autogestion en transférant des compétences aux communautés locales et ils contribuent également au contrôle social de la gestion publique.

Les membres sont issus de différents secteurs de la société civile et sont élus par des assemblées de citoyens représentatives de la diversité. Les CLPP apparaissent donc comme des institutions de participation citoyenne. Ils permettent de faire émerger de nouveaux acteurs. Jessica Brandler Weinreb (2009 : 78) a mené une enquête, dans laquelle elle a observé que ce sont principalement les femmes qui ont investi les CLPP car ces organismes nécessitent un travail bénévole et une implication individuelle forte. Les femmes qui intègrent les CLPP sont issues de milieux sociaux variés, avec une prédominance de la classe moyenne basse et la classe populaire. Elles sont dotées d'un certain degré de « culture politique » et affichent des opinions politiques diverses. Contrairement à d'autres expériences en Amérique latine, les CLPP doivent être mis en œuvre dans toutes les municipalités. La mise en pratique s'est cependant avérée inégale[1].

Les Missions sociales

À partir du second trimestre 2003, le gouvernement engage une série de programmes sociaux : santé, éducation, emploi, répartition des terres, alimentation, accès au sport et à la culture en s'appuyant sur la mobilisation populaire. Il entend ainsi contourner les bureaucraties dans les ministères, les états et les municipalités, qui n'ont eu de cesse de freiner les plans gouvernementaux. La nouvelle politique sociale est basée sur des valeurs qui mettent l'être humain au centre de l'action sociale, en tant que citoyen actif, en l'impliquant directement dans l'organisation, l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des politiques et des programmes publics.

Il s'agit d'une politique sociale intégrale, qui ne se résigne pas à la réussite d'objectifs limités et à la prise en charge partielle de la pauvreté, mais qui fixe comme objectif de dépasser celle-ci à travers l'universalité et l'action transversale des programmes. L'éducation, la santé, le logement sont intégrés dans le cadre de la sécurité sociale

1. [▶ Projet de thèses du 14e congrès extraordinaire (clandestin) du Parti communiste tchécoslovaque].

universelle. La satisfaction des besoins sociaux est reconnue comme un droit inaliénable pour tous les Vénézuéliens. Au travers de ces mesures, il s'agit de garantir la jouissance des droits sociaux de forme universelle et équitable, d'améliorer la répartition des richesses, de renforcer la participation sociale et de générer un pouvoir citoyen dans les espaces publics de décision (Neuville, 2005 : 11-25).

Ces programmes concernent jusqu'à 65 % de la population. En quelques années, un million et demi de personnes profitent du programme d'alphabétisation, d'autres accèdent à la médecine gratuite de proximité, 120 000 familles bénéficient de la réforme agraire, des milliers d'étudiants accèdent à l'Université, des milliers de travailleurs bénéficient des formations d'initiation au coopératisme, les « sans papiers » sont régularisés, 3,5 millions de personnes sont raccordées au réseau de distribution d'eau potable.

Les banques sont contraintes de consacrer une partie de leurs prêts à l'économie sociale et tout un réseau de coopératives se développe. Le changement social est réel et la vie des plus pauvres s'en trouve bel et bien modifiée. Mais surtout, la population est associée à la gestion de ces programmes à travers les différents comités techniques de gestion de l'eau, de la terre, de l'habitat, de santé, d'approvisionnement, etc. Les commissions techniques de l'eau et les conseils communautaires de l'eau sont sans doute les expériences les plus riches et les plus systématiques de gestion publique participative. Les entreprises publiques des eaux aident à l'organisation des communautés pour que celles-ci, à leur tour, participent à la gestion de ces entreprises.

L'économie sociale et le développement endogène

Promulguée en septembre 2001, la loi sur les coopératives a dans un premier temps des effets limités, mais à partir de 2004 et la mise en œuvre du « nouveau modèle de développement », ces structures connaissent un véritable essor. Le mode de développement est défini comme « endogène[1] » et il est axé prioritairement sur l'économie sociale, en tant qu'option stratégique.

En mars 2004, la Mission *Vuelvan Caras* est lancée pour combattre la pauvreté et créer de l'emploi. Il s'agit de « changer le modèle économique, social, politique et culturel du pays, afin de mettre en place un État de justice et de droit soutenu par un développement socio-économique endogène » (MINEP, 2005). Des formations au coopératisme sont organisées et des noyaux de développement endogènes (NUDE) se

1. Concept inspiré des idées d'Osvaldo Sunkel (1993).

créent dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture, des services et de l'industrie. Entre décembre 2004 et mai 2005, plus de 250 000 personnes sont formées aux valeurs du coopératisme. En septembre 2004, le gouvernement crée le ministère de l'économie populaire (MINEP) pour institutionnaliser le programme *Vuelvan Caras,* promouvoir les NUDE et coordonner le travail des institutions de crédit. Les coopératives sont considérées comme une composante essentielle d'« un modèle économique orienté vers le bien-être collectif plutôt que vers l'accumulation du capital » (MINEP, 2005). À la base, notamment à Caracas et dans l'État de Guyana, des conseils autogestionnaires voient le jour dans le but de créer des réseaux productifs autogérés et des réseaux de distribution pour s'émanciper des réseaux capitalistes.

Un des exemples les plus révélateurs du développement endogène est le lancement par le gouvernement d'une chaîne de supermarchés, Mercal. Celle-ci est créée afin d'éviter la pénurie de 2002, provoquée par les adversaires du pouvoir lors du coup d'État. En trois années, Mercal compte 14 000 points de vente, installés dans les quartiers pauvres et où les produits de base sont vendus à des prix entre 20 % et 50 % moins chers que ceux du marché. Rapidement, elle devient la principale chaîne de distribution et la seconde entreprise du pays. Ses établissements attirent une clientèle de toutes tendances politiques grâce à ses prix bas et la qualité de ses produits. Afin de promouvoir la souveraineté alimentaire, Mercal augmente progressivement sa proportion de fournisseurs nationaux en privilégiant les coopératives.

Ces mesures donnent des résultats importants. De 800 coopératives et 20 000 associés en 1998, le pays passe entre 2003 et fin 2006 de 8 000 à 160 000 coopératives et à un million et demi d'associés. Entre 2003 et 2005, le taux de chômage officiel passe de 18 % à 11,5 %. Les coopérateurs travaillent principalement dans quatre secteurs : 31 % dans le commerce et l'hôtellerie, 29 % dans le transport, la logistique et les communications, 18 % dans l'agriculture et la pêche, et 8 % dans l'industrie manufacturière (MINEP, 2006). Dans leur grande majorité, les coopératives sont des petites unités et une partie d'entre elles va même péricliter rapidement. Il y a également des dérives de gestion et des entreprises capitalistes se constituent en coopératives. Sunacoop, l'organisme chargé de superviser les coopératives, doit s'employer à assainir le secteur. Il en resterait environ 100 000 en 2009. Le développement magistral s'est accompagné d'une grande dépendance vis-à-vis des marchés de l'État et des communes. La cohabitation avec le mouvement coopératif traditionnel, plus autonome, ne s'avère pas très simple. Celui-ci peine à être reconnu comme un véritable acteur.

En janvier 2005, le gouvernement décide d'exproprier des industries en cessation de paiement, ayant des dettes envers l'État ou abandonnées par leurs propriétaires. Le MINEP est chargé d'appuyer les travailleurs dans la prise de contrôle d'entreprises menacées par la banqueroute. Si une installation industrielle non utilisée est considérée d'utilité publique, une procédure d'expropriation est engagée qui prévoit une négociation sur la compensation financière avec les propriétaires. En collaboration avec l'Union nationale des travailleurs (UNT)[1], une liste de sept cents entreprises, fermées ou en banqueroute, est dressée. L'État devient propriétaire de l'entreprise et cède 49 % des parts à la coopérative créée par les travailleurs. Ces entreprises sont gérées par un conseil de direction composé de représentants élus par les travailleurs et de personnes désignées par le gouvernement, sous le concept de cogestion. En juillet 2005, le président Chávez promeut un nouveau type d'unités de production, les «entreprises de production sociale» (EPS). Celles-ci sont conçues comme des unités de production dans lesquelles il existe une égalité entre leurs membres, qui s'appuient sur «une planification participative et active et qui sont placées sous le régime de propriété publique, propriété collective ou la combinaison des deux». Au sein d'Alcasa (principale industrie d'aluminium du pays), les conseils d'usine ont constitué la première expérience de contrôle ouvrier au niveau de la grande industrie. Ils ont servi de référence pour rompre avec les hiérarchies oppressives entre gérants et ouvriers et ont permis de développer les échanges et la démocratie d'entreprise.

En privilégiant l'économie sociale, le gouvernement vénézuélien a opté pour des formes associatives de propriété et de contrôle. Les coopératives constituent un élément essentiel du nouveau modèle économique. Elles ont le potentiel suffisant pour remplir une série d'objectifs de la révolution bolivarienne, entre autres ceux de la lutte contre le chômage, de la promotion d'un développement économique soutenable, de la concurrence avec les entreprises capitalistes classiques et du développement du projet socialiste.

En une décennie, l'ensemble de ces programmes permet de réaliser d'immenses progrès au bénéfice des plus pauvres : réduction importante de la pauvreté (passé de 68 % à 30 % de la population), baisse de la mortalité infantile (de 21 % à 14 %), accroissement important de la

1. L'UNT a été créée en avril 2003. Elle se compose principalement de syndicats issus de la Centrale des travailleurs vénézuéliens (CTV), qui s'est compromise dans le putsch d'avril 2002 et qui a soutenu les lock-out patronaux d'octobre 2002 et de décembre 2002-janvier 2003. L'UNT est organisée en plusieurs tendances.

scolarisation en maternelle (de 45 % à 61 %) et d'accès à l'enseignement supérieur (de 22 % à 30 %), augmentation du pouvoir d'achat de 400 %, salaires multipliés par six (soit par trois exprimés en dollars), chômage officiel (de 16 % à 6 %), accès à l'eau potable (de 80 % à 92 %), assainissement (de 62 % à 82 %) et à la santé pour tous (de 1,36 à 2,25 % du PIB), etc. L'indicateur de développement humain (IDH) atteint 0,82 (le Venezuela gagne 30 places au niveau mondial). Le Venezuela devient le seul pays à atteindre les principaux objectifs du Millénaire et ce, bien avant 2015.

Les conseils communaux : vers l'instauration d'un double pouvoir

Comme développé précédemment, le processus d'intégration sociale et politique constitue l'un des principaux changements opérés au Venezuela depuis 1998. Les populations qui se trouvaient historiquement exclues de l'action politique ont la possibilité de devenir des sujets à part entière. Début 2007, Hugo Chávez déclare dans son discours d'investiture à la suite de sa réélection que « le pouvoir communal constitue un des cinq moteurs pour approfondir et consolider la révolution bolivarienne et construire le socialisme. [...] Progressivement, le pouvoir constitué doit transférer le pouvoir politique, social, économique et administratif au pouvoir communal pour aller vers l'État social et que nous sortions des vieilles structures de l'État capitaliste bourgeois qui freinent les impulsions révolutionnaires[1] » (López Heredia, 2008 : 6).

Il s'agit donc bien de développer le pouvoir communal pour progressivement en finir avec l'État bourgeois. Le développement des conseils communaux en 2006[2], conforté par la promulgation de la loi du 10 avril, marque la volonté de renforcer la participation dans l'élaboration et la réalisation de la politique locale. La loi permet ainsi aux communautés de s'organiser démocratiquement et de soumettre des projets aux organismes de l'État. Elle instaure une forme de « double pouvoir » (*poder dual*) au sein de la révolution vénézuélienne, une articulation entre démocratie représentative et démocratie directe. Les conseils communaux sont définis comme « des instances de participation, d'articulation et d'intégration des diverses organisations communautaires, groupes sociaux, citoyens et citoyennes, qui permettent au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques et des projets

1. Les autres moteurs sont : la loi permettant de légiférer par décret, la réforme constitutionnelle, l'éducation aux valeurs socialistes et la réorganisation géopolitique de la nation.
2. La création des conseils communaux a précédé la loi, tout comme les communes ont précédé la création du ministère pour les communes et la loi en préparation.

destinés à répondre aux nécessités et aspirations des communautés dans la construction d'une société d'équité et de justice sociale» (art. 2). Le conseil communal est une instance d'articulation et d'intégration des diverses organisations sociales déjà présentes au sein de la communauté, comme les programmes sociaux[1]. La loi prévoit également la création de «comités de sécurité intégrés», sorte de comités de défense et de sécurité locaux.

Un conseil communal regroupe 200 à 400 familles en zones urbaines, vingt en milieu rural et dix dans les régions indigènes (art. 4). Une Assemblée de citoyens et citoyennes doit être composée d'au moins 20% des habitants majeurs de quinze ans, c'est l'instance de décisions du conseil communal (art. 6). Le conseil communal délimite lui-même le territoire et ses membres sont bénévoles et élus pour deux ans. Chacun d'entre eux est composé de trois organes: une unité de gestion financière (banque coopérative communale), un organe exécutif, une unité d'inspection sociale (qui contrôle l'utilisation des ressources et la réalisation des programmes). Toutes les décisions sont prises par l'assemblée générale des citoyens et citoyennes, qui élit et, le cas échéant, révoque les membres des différentes unités, qui ne peuvent participer qu'à une seule entité.

La formation d'un conseil communal est encadrée par une procédure précise. Une équipe promotrice provisoire convoque une assemblée de citoyens et citoyennes, chargée d'élire une commission promotrice et une commission électorale. La commission promotrice rédige un «diagnostic participatif et social» du quartier: nombre d'habitants, revenus, problèmes techniques et sociaux relevés. Elle convoque l'assemblée constituante communautaire qui, sur la base du diagnostic, formule des projets qui seront financés par le gouvernement. La commission électorale organise l'élection des porte-parole des comités qui composent l'organe exécutif, l'unité d'inspection sociale et l'unité de gestion financière.

Chaque conseil communal détermine ses priorités, ses domaines d'intervention et crée ses propres comités: santé, éducation, alimentation, logement, économie populaire, culture, sécurité, eau, services publics, information et télécommunications, etc. L'initiative vient des habitants qui gèrent les subsides et contrôlent la réalisation des travaux. Ils peuvent également se charger eux-mêmes de la réalisation mais ne peuvent pas être rémunérés. Le conseil communal peut réaliser des

1. La loi sur les conseil communaux reconnaît la communauté comme une collectivité économique et sociale locale.

émissions de radio ou de télévision communautaire. Il récupère l'histoire de la communauté, élabore la cartographie et le recensement de la zone. Il y a donc un transfert effectif de pouvoir à la communauté qui se conscientise et assume son rôle. Le conseil a une réelle dimension politique et émancipatrice. Il est l'interlocuteur de la communauté et des instances du gouvernement. Il peut développer des actions de formation et de sensibilisation politique (Nuria Cabot et Riera, 2009 : 13). Pour les élections municipales de 2008, nombre de candidats et de candidates, ont été désigné·es par les conseils communaux.

L'unité de gestion financière est l'organe de contrôle économique et financier. Elle est composée de cinq membres de la communauté, élus par l'assemblée des citoyens. Le plus souvent, elle crée une coopérative spécifique chargée d'«administrer les ressources financières et non financières, de servir de réseau d'investissement et de crédit, et de jouer le rôle d'intermédiaire entre les fonds générés, attribués et perçus» (art. 10). Elle adresse chaque année un bilan à la Sunacoop.

L'unité d'inspection sociale comprend également cinq membres désignés par l'assemblée des citoyens pour «réaliser la surveillance et contrôler fiscalement l'utilisation des ressources» (art. 11). En outre, elle est compétente pour superviser «les programmes et projets d'investissement, budgétisés et exécutés par les autorités gouvernementales, aux plans national, régional et municipal». Cette autorité est un outil pour lutter contre les bureaucraties corrompues, même si cette possibilité a parfois du mal à se matérialiser. Il existe plusieurs organismes de contrôle de conseils communaux : les commissions nationale, régionales et locales présidentielles du pouvoir populaire. C'est la commission nationale présidentielle qui enregistre officiellement les conseils communaux et qui prend en charge les démarches liées aux ressources techniques et financières nécessaires à l'exécution des projets (art. 30).

Le Fonds national des conseils communaux (Fundacomunal) assure le financement des projets communautaires présentés par la commission nationale du pouvoir populaire (art. 29). Dans la majorité des cas, les subventions sont versées en trois fois, à l'issue d'inspections réalisées pour constater l'avancée des projets. Certains projets requièrent de la technicité, les conseils font alors appel à des entreprises ou des coopératives, mais dans leur majorité ils sont réalisés par les habitants eux-mêmes.

Les conseils communaux fonctionnent sur le principe de coresponsabilité entre l'État et les acteurs populaires, comme les Missions sociales. Pour Anne-Florence Louzé (2009), ils n'ont pas acquis la «souveraineté absolue qui leur permettrait de décider de 100 % du budget local,

comme c'est le cas du budget participatif de Porto Alegre au Brésil[1]». Elle critique notamment la dépendance directe des conseils à l'égard du chef de l'État car c'est lui «qui décide de la création des nouvelles structures, qui ordonne la discussion des projets de loi concernés et attribue les ressources». Il convient de relativiser le propos dans la mesure où le budget participatif a concerné principalement les investissements qui ont oscillé entre 5% et 17% du budget total de la ville entre 1989 et 2001 et qu'une part correspondait à des programmes de moyen terme (Gret et Sintomer, 2002 : 104). Sur le deuxième argument, le budget participatif de Porto Alegre était également soumis à un processus d'arbitrage de la part de l'exécutif. Les deux dispositifs extrêmement novateurs se trouvent bien à mi-chemin entre la cogestion et l'autogestion sous contrôle de l'exécutif, même si ce dernier se situe à un niveau différent.

Le nombre de structures créées (33 500 conseils communaux en trois ans) et les milliers de projets réalisés démontrent le succès de ce dispositif. Dans la pratique, les financements sont octroyés par différentes collectivités et divers organismes publics. Pourtant la cohabitation avec les municipalités ne s'avère pas toujours simple. Alors que certaines autorités locales ont transféré 100% des budgets aux conseils communaux afin qu'ils les gèrent directement, d'autres municipalités, qui se situent dans l'opposition ou même dans la majorité, refusent de se défaire de leurs prérogatives (Nuria Cabot et Riera, 2009 : 34). De même, certains citoyens refusent d'y participer car ils les considèrent comme des institutions parallèles aux instances formelles de l'État. Leur développement ne se réalise donc pas sans difficultés et obstacles. Ces mécanismes de participation génèrent parfois des conflits avec les organisations sociales existantes dans les communautés (comités de terres urbaines, comités de l'eau, comité de santé, etc.) ; l'idée qu'elles soient intégrées au sein des conseils communaux n'est pas toujours facile à réaliser (Lander, 2007 : 65-86). Malgré les tensions générées et les critiques des représentants élus (démocratie par délégation) et au sein même du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), des milliers de projets ont été réalisés et beaucoup d'autres sont en voie de réalisation par les conseils communaux, ce qui constitue une étape sans précédent dans l'histoire du pays.

Pour autant, les conseils communaux ne sont pas en mesure de remplacer les municipalités. Ils réalisent essentiellement les projets prioritaires. Il s'agit avant tout d'un processus expérimental. Tout comme les «communes socialistes» qui se créent sur certains territoires à travers le regroupement de conseils communaux sur la base d'intérêts communs.

1. [▶ Budget participatif].

Les communes socialistes permettent cependant de réaliser des projets plus ambitieux. Si certaines ont été impulsées par les institutions de l'État, nombre d'entre elles naissent à l'initiative de la base. Pour Hugo Chávez, «la commune doit être l'espace sur lequel nous allons faire naître le socialisme. Il doit surgir de la base, il ne se décrète pas. [...] La commune socialiste doit être une création populaire, des masses» (Harnecker, 2009).

Steve Ellner considère que la démocratie participative au Venezuela permet d'abord d'inclure des couches de la population, à commencer sur les lieux de vie des communautés. Les secteurs marginaux de la population gagnent en confiance à travers la prise de décision collective (Ellner, 2009b). Les conseils communaux évitent les projets mal conçus et surtout la corruption assez fréquente. Il rappelle qu'ils ont été créés face à l'inefficience des bureaucraties municipales :

> En plus des dimensions sociales et institutionnelles, la mobilisation des bénéficiaires constitue un soutien au gouvernement face aux attaques et à l'intransigeance de l'opposition qui dispose de grands moyens. En effet, la réalisation d'objectifs clairs est un défi formidable pour un chemin nouveau vers le socialisme au Venezuela.

Pouvoir populaire, double pouvoir et rôle de l'État

La Commune de Paris de 1792[1] a eu une importance fondamentale car elle est à l'origine de nombreuses pratiques des mouvements ouvriers et révolutionnaires. La notion de souveraineté populaire – souvent énoncé par Hugo Chávez – et ses conséquences que sont la démocratie directe et le mandat impératif ont été des constantes dans la plupart des révolutions, de 1848 à la Commune de Paris de 1871, des conseils ouvriers de 1917[2] à l'autogestion pratiquée en Catalogne en 1936[3] ou plus récemment par l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca au Mexique[4].

Ces notions de pouvoir populaire et de double pouvoir suscitent des débats au sein de la gauche vénézuélienne et parmi les observateurs du processus. Les conseils communaux constituent une première étape dans l'affirmation d'un pouvoir local, populaire et citoyen, qu'il convient sans doute d'approfondir pour parvenir à une véritable dualité

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].
2. [▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].
3. [▶ Collectivisations industrielles].
4. [▶ Autonomie et construction d'alternatives].

du pouvoir. Ainsi, pour l'ancien vice-président de la République, José Vicente Rangel, Chávez se définit comme «un subversif du pouvoir»:

> Chávez est l'antipouvoir, il est le seul qui fasse bouger les choses à l'intérieur comme à l'extérieur du pouvoir. Pourquoi? Parce que c'est quelqu'un qui a dé-conceptualisé le pouvoir, qui l'a démystifié en le rapprochant du peuple, en faisant en sorte qu'il soit le plus possible en connexion avec le citoyen (Rangel, 2007).

Il a contribué à créer cet anti-pouvoir ou contre-pouvoir de manière significative et décisive. Les conseils communaux sont des outils de pouvoir populaire qu'il faut renforcer. L'histoire du double pouvoir vénézuélien est inhérente à la nature de la relation instaurée entre Chávez et le peuple depuis 1992 et renforcée lors des étapes cruciales du processus. L'État bolivarien est cependant loin d'être une unité homogène et les situations de double pouvoir sont par définition instables et non dénuées de risques. Le rôle ambigu de certains secteurs de l'appareil d'État dans la promotion d'un double pouvoir rend ces menaces complexes et difficiles à cerner. L'actuelle dépendance vis-à-vis des subsides du pétrole peut handicaper les conseils communaux dans l'affirmation d'une réelle autonomie face à l'État. Le développement endogène local et l'abandon d'une économie basée sur les matières premières sont donc essentiels pour renforcer le pouvoir communal. La transformation de la structure économique étant improbable à court terme, les mouvements révolutionnaires vénézuéliens doivent opérer comme ils l'ont fait pendant des décennies en avançant stratégiquement et en consolidant graduellement les conseils communaux comme un double pouvoir viable, capable de lutter avec l'actuelle structure de l'État et la transformer radicalement. Progressivement, le pouvoir constitué doit transférer le pouvoir politique, social, économique et administratif au pouvoir communal pour aller vers l'État social et sortir des vieilles structures de l'État bourgeois qui freinent les impulsions révolutionnaires (Ciccariello-Maher, 2007).

Pour les Tupamaros[1], la voie révolutionnaire est explicitement anti-institutionnelle. Leur objectif est d'impulser le double pouvoir en renforçant la participation populaire pour relier, organiser et multiplier les forces sociales autonomes. La ligne de division entre révolutionnaires et réformistes traverse la propre structure de l'État. Pour eux, les conseils communaux sont des éléments centraux dans la stratégie du double pouvoir construit par le pouvoir constitué. Des conseillistes,

1. Les Tupamaros du Venezuela sont une organisation d'inspiration maoïste, passée de la guérilla à l'autodéfense urbaine. Ils ont eu un rôle actif en avril 2002 pour mettre en échec le coup d'État.

comme Roland Denis, estiment que les organisations de base vénézuéliennes et, notamment les conseils communaux, doivent parvenir à l'autonomie «absolue» face à l'État et au parti. Le double pouvoir doit «se transformer en stratégie permanente en accord avec la nécessité d'organisation d'un pouvoir socialisé et non étatiste» (Denis, 2006a). Il convient donc d'accélérer la démocratisation :

> Dès maintenant, il est indispensable que des facteurs déterminants confortent la consolidation de l'autonomie politique des organisations et collectifs qui constituent aujourd'hui la base et l'âme du processus révolutionnaire (Denis, 2008).

Steve Ellner nuance en considérant qu'avant l'élection de Chávez en 1998, le Venezuela manquait de mouvements sociaux comme ceux qui ont permis les élections d'Evo Morales en Bolivie et de Rafael Correa en Équateur. Pendant plusieurs années, les associations de quartier et le mouvement coopératif étaient indépendants de l'État mais ne prospéraient pas ; ils ne jouaient pas un rôle fondamental dans l'amélioration des conditions de vie des Vénézuéliens. En revanche, l'injection de sommes d'argent importantes dans les conseils communaux et les programmes sociaux ont permis de stimuler les secteurs marginaux et de leur donner les moyens de contrôler leurs vies. Malgré la dépendance financière de l'État, les chavistes de base qui participent à ces programmes restent critiques et leur appui au gouvernement est loin d'être inconditionnel et ils s'abstiennent parfois comme l'a démontré la défaite du pouvoir lors du référendum constitutionnel de 2007.

Un processus révolutionnaire innovant

La bonne santé d'un processus révolutionnaire, indépendamment de ses caractéristiques et de ses rythmes, est la formation à la base d'organismes de pouvoir autonomes, qui sous la forme d'organisations de masse, permettent d'exercer le pouvoir dans l'entreprise, le quartier, la communauté. Pour éviter que ce pouvoir ne soit récupéré par les classes dominantes, il est indispensable de convertir ces organisations au plus tôt en instruments de contrôle politique dans une perspective clairement anticapitaliste (Denis, 2006b).

Le Venezuela n'est pas une exception dans ce sens. À la différence de la révolution cubaine, de l'Unité populaire au Chili [1] ou de la révolution sandiniste au Nicaragua, il s'y produit un changement d'hégémonie fondamental où le poids dirigeant du processus révolutionnaire passe aux mains d'instances générées par le pouvoir constituant.

1. [▶ Poder popular].

Le caractère pacifique, constitutionnel et démocratique de la révolution et le long processus de changements structurels ont probablement permis de rompre avec l'héritage soviétique et totalitaire et, plus généralement, avec le socialisme autoritaire hérité du 20e siècle. L'influence idéologique conseilliste sur le processus bolivarien a permis la multiplication d'instances de base auto-organisées qui, dans la mesure où le processus se radicalise et la conscience collective se renforce, peuvent assumer le caractère d'instances de gouvernement populaire. Les changements les plus importants se situent probablement dans la «culture politique et la politisation de vastes secteurs de la population» (Lander, 2009). Celle-ci s'est traduite par une grande implication des classes populaires dans la gestion des programmes sociaux et au sein des conseils communaux. Les «sentiments d'exclusion se sont transformés en peu de temps en sentiment d'appartenance, en sentiment d'être» (Lander et Navarrete, 2008 : 195). Les taux de participation ont également progressé lors des consultations électorales. Globalement, au-delà des interrogations et des certitudes, la «démocratie vénézuélienne se transforme» (López Heredia, 2008).

Toutefois, le processus comporte au moins trois limites. En premier lieu, le cadre institutionnel continue d'être globalement un cadre républicain typiquement bourgeois et capitaliste malgré l'immense espace démocratique qui a été conquis. En deuxième lieu, l'héritage avant-gardiste et autoritaire continue de jouer un grand rôle dans les organisations révolutionnaires et d'influencer beaucoup de cadres du mouvement populaire. Enfin, l'absence de débats idéologiques et de confrontation réelle avec les intérêts économiques de l'État pétrolier, de la bourgeoisie et des multinationales contribue au maintien d'un modèle d'exploitation de type capitaliste.

Les orientations et l'approfondissement du processus révolutionnaire restent ouverts, rien n'est figé. Les expérimentations et les ruptures successives ont transformé radicalement le pays. Le renforcement du pouvoir populaire et de l'autonomie politique pourrait ancrer encore davantage le processus dans une perspective autogestionnaire. Si le socialisme du 21e siècle n'est pas une «doctrine stable ou un corpus de concepts» (Lander, 2009), il est néanmoins possible d'en percevoir quelques traits autogestionnaires : articulation entre pouvoir constituant et pouvoir constitué, appropriation sociale et gestion démocratique des moyens de production (Neuville, 2009). Le peuple vénézuélien détient en partie la clé de la radicalisation de la révolution démocratique.

avril 2010

Pour en savoir plus

Acosta, Vladimir (2007), « El socialismo del siglo XXI y la revolución bolivariana. Una reflexión inicial » dans Margarita López Maya, *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI,* Venezuela, Alfa.

Aznarez, Carlos (2000), *Los sueños de Bolívar en la Venezuela de hoy,* Tafalla, Txalaparta.

Brandler Weinreb, Jessica (2009), « La participation politique des femmes dans les conseils locaux de planification publique », dans Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Reve (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social,* Paris, L'Atelier.

Ellner, Steve et Daniel Hellinger (2003), *La política venezolana en la época de Chávez, Clases, polarización y conflicto,* Caracas, Nueva Sociedad.

Ellner, Steve (2009a), « Une révolution sans objectifs ? Le processus révolutionnaire au Venezuela », dans Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Reve (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social,* Paris, L'Atelier.

Gret, Marion et Yves Sintomer (2002), *Porto Alegre : L'espoir d'une autre démocratie,* Paris, La Découverte/Syros.

Harnecker, Marta (2009), « Las comunas, sus problemas y cómo enfrentarlos », *Aló Presidente,* 11 juin.

Lander, Edgardo (2007), « El estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela », *Observatorio social de América latina (Osal),* n° 22, Buenos Aires, septembre.

Lander, Edgardo et Pablo Navarrete (2008), « Le Venezuela et le processus bolivarien », dans Franck Gaudichaud (dir.), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine,* Paris, Textuel.

Lander, Edgardo (2009), « Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ? », interview réalisée par Gaudichaud, Franck, *Contretemps,* 2009 et publié sur le site de Risal, 4 février.

Lemoine, Maurice (2003), *Chávez Presidente,* Paris, Flammarion.

Lemoine, Maurice (2006), *Le Venezuela de Chávez,* Pontoise, Alternatives.

Lénine, Vladimir (2007), « Le double pouvoir », *La Pravda,* n° 28, 9 avril 1917, cité dans George Ciccariello-Maher, « Poder dual en la Revolución venezolana », *Monthly Review,* vol. 59, n° 4, septembre.

López Heredia, Damellys (2008), *Venezuela : Poder Comunal como una forma de ejercicio del poder ?,* Asociación mexicana de estudios del Caribe.

Louzé, Anne-Florence (2009), « Les conseils communaux au Venezuela : un outil d'émancipation politique ? », dans Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Reve (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social,* Paris, L'Atelier.

MINEP (Ministère pour l'économie populaire) (2005), « Informe de Gestión para la Asemblea General de la OEA » ; MINEP (2006), cité par Betsy Bowman et Bob Stone, « La revolución cooperativa de Venezuela », *Dollarsandsense.org.*

Neuville, Richard (2005), « Le Venezuela : une révolution lente ? », *Rouge et Vert,* n° 222, avril.

Neuville, Richard (2009), « Une décennie de processus bolivarien : Avancées réelles et limites d'une révolution démocratique », *Rouge et Vert,* n° 289, avril.

Nuria Cabot, Elisa et Miguel Riera (2009), *De Consejos y comunas,* Barcelone, El Viejo Topo.

Rangel, José Vicente (2007), « Chávez es el antipoder », *Ultimas Noticias,* Caracas,

16 avril, cité par George Ciccariello-Maher, « Poder dual en la Revolución venezolana », *Monthly Review*, vol. 59, n° 4, septembre.
Roland, Denis (2006a), « Venezuela : the popular Movements and the government », *International Socialist Review,* n° 110.
Roland, Denis (2006b), « De los Consejos comunales a los Consejos Autogestionarios, de Fabrica y de Defensa », Proyecto Nuestra América, Movimiento 13 de Abril, www.aporrea.org.
Roland, Denis (2007), « Asambleismo Popular Constituyente », www.aporrea.org, 1er septembre.
Singer, Daniel (2004), *À qui appartient l'avenir ? Pour une utopie réaliste,* Bruxelles, Complexe.
Sunkel, Osvaldo (1993), « Development from within : Toward a neostructuralist approach for America Latina ».

Contrôle ouvrier et État bolivarien

Nicolas Johansson-Rosen

D'après les dernières données mises à la disposition par la Superintendance nationale des coopératives (Sunacoop), le Venezuela comptait en 2010 près de 74 000 coopératives, des centaines d'entreprises d'importance majeures cogérées par l'État et les travailleurs, et plusieurs milliers d'EPSC (Empresas de Propiedad Social Comunal), des entreprises communales autogérées ou cogérées entre l'État et les travailleurs produisant avant tout dans l'intérêt de la communauté (Azzellini, 2013). Comment un pays autrefois dominé par le néolibéralisme a-t-il pu réaliser une telle avancée vers cette émancipation de sa classe ouvrière ?

Pour le comprendre, il faut commencer par une approche globale de la révolution bolivarienne, ainsi que de ses objectifs. Dès ses débuts, ce processus a engendré un immense espoir parmi les classes dominées du continent latino-américain. Pour la première fois, un gouvernement démocratiquement élu était en mesure de tenir tête à la fuite en avant vers la « fin de l'histoire ». Certains commentateurs ont essayé de l'expliquer comme un simple « show » dont l'animateur unique aurait été l'ex-président Hugo Chávez. Mais, comme l'écrit George Cicarrielo-Maher (2013), le chavisme n'est pas une création *sui generis* d'un groupe de militaires clientélistes. Il s'agit du résultat de décennies de luttes populaires.

Si l'on part de l'analyse libérale la plus répandue, le Venezuela a été un espace d'« exceptionnalité démocratique » : deux partis dominants,

liés par le pacte de Punto Fijo depuis 1958, se partageaient pacifiquement le pouvoir ainsi que l'excédent pétrolier. Alors même que la région se caractérisait par la généralisation de dictatures sanguinaires, le Venezuela connaissait une stabilité permanente. Mais ce point de vue est à nuancer : MIR, Tupamaros et d'autres groupes armés ont maintenu une résistance permanente face à ce bipartisme organisé afin d'empêcher l'accession au pouvoir d'un Parti communiste autrefois puissant. Disparitions forcées et assassinats sélectifs étaient courants sous la République de Punto Fijo. La manne pétrolière, quant à elle, profitait avant tout à une bourgeoisie parasitaire, laquelle entretenait des relations particulièrement incestueuses avec les sommets de l'État. Dès les années 1980 avec la crise de la dette commence le délitement de ce modèle, lequel atteindra son paroxysme avec le massacre de 3 000 civils lors des émeutes urbaines du *caracazo* en 1989.

Le changement s'amorce en 1999 avec l'arrivée démocratique au pouvoir, quasiment par surprise, du lieutenant-colonel Hugo Rafael Chávez Frías, lequel avait tenté en 1992 de renverser le gouvernement de Carlos Andres Perez, responsable de la répression massive de 1989, par un coup d'État failli.

La même année est promulguée une nouvelle Constitution qui servira de base aux réformes à venir. Elle consacre certes la propriété privée, mais insiste également sur la propriété publique et sociale, nouveauté qui se révélera particulièrement utile par la suite dans la mise en œuvre du contrôle ouvrier au Venezuela. Dans son article 70, elle reconnaît la nécessité de l'autogestion, de la cogestion et des coopératives sous toutes leurs formes. L'article 118, quant à lui, garantit et protège le droit des travailleurs et des communautés à la propriété collective et à l'auto-organisation[1].

C'est à partir de là que va débuter un cycle de mobilisations intenses, qui atteindra son paroxysme – en 2006, lequel nous permet d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'une révolution «*top-down*», mais bien d'un processus résultant de l'interaction permanente entre un peuple en lutte et le leader de sa révolution.

Suite à la reprise du contrôle de l'entreprise pétrolière PDVSA en 2003, laquelle était passée sous la coupe d'une direction de managers peu scrupuleux qui l'avaient transformée en véritable État dans l'État, organisant notamment la fuite de ses recettes vers les États-Unis, le gouvernement bolivarien disposait dorénavant de l'outil clé qui allait lui servir de fer de lance dans sa tentative de transformation de son

1. [▶ Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)].

modèle productif. Une nouvelle politique a été mise en place, afin de permettre aux travailleurs de gagner leur émancipation. Le résultat ne s'est pas fait attendre sur le plan social, avec la création des «Missions bolivariennes», programmes massifs de santé publique, d'éducation, de logements, qui ont permis via la redistribution de l'excédent social une réduction massive des indices de pauvreté et d'indigence.

De l'autogestion/cogestion à l'État communal

Mais il ne s'agissait pas, à l'inverse de ce que de nombreux analystes libéraux tels Javier Corrales et Michael Penfold (2012) peuvent avancer, d'une politique purement clientéliste : le but poursuivi par Hugo Chávez était la création permanente du «socialisme du 21e siècle», lequel se devait d'éviter les errements du socialisme réel afin de transformer en profondeur la société vénézuélienne.

La base de ce «socialisme du 21e siècle» à peine en train d'émerger et peut-être déjà proche de sa fin ne saurait être, justement, selon Camila Piñeiro Harnecker, autre que l'autogestion. Elle permet en effet de faire descendre la démocratie dans la sphère du travail, essentielle dans la construction de l'individu ne serait-ce qu'en raison du temps qu'il y passe, le transformant en même temps qu'elle reconfigure le procès général de travail direct. Dans son étude de quinze coopératives vénézuéliennes, l'auteure ne dissimule toutefois en aucun cas leurs faiblesses : faible motivation du personnel, manque de qualification, et reconstruction de hiérarchies basées sur la différenciation entre travail manuel/intellectuel ainsi que le charisme ou la possession de compétences spéciales reconnues par les autres membres (Piñeiro Harnecker, 2007).

Ce dernier point doit être mis en parallèle avec la thèse que Maxime Quijoux concernant deux entreprises autogérées en Argentine, dans lesquelles les travailleurs les plus zélés et les plus expérimentés ainsi que certaines personnalités clés concentrent à leur niveau le pouvoir de décision concret (Quijoux, 2013)[1]. Un parallèle qui reste toutefois à nuancer, la politisation des travailleurs argentins sur qui l'enquête a porté n'étant pas comparable à ce que l'on peut rencontrer au Venezuela, ne serait-ce qu'en raison d'un contexte de politisation massive et extrêmement bipolarisée entre une gauche aux projets toujours mal définis et une droite ultraréactionnaire.

Le futur de la production démocratique au Venezuela s'annonce toutefois prometteur malgré les difficultés rencontrées : c'est ce qui ressort

1. [▶ Argentine].

des textes de Dario Azzellini, pour qui l'autogestion constitue un véritable outil d'émancipation des travailleurs à travers notamment la prise de contrôle sur le procès de travail direct. Les salariés concernés savent désormais pour qui et pourquoi ils travaillent, apprennent à prendre progressivement le contrôle du procès de travail immédiat et global et développent de nouvelles pratiques participatives au sein même de leurs unités de production (Azzellini, 2013).

Mais les coopératives ne sont pas à l'abri des vicissitudes capitalistes : elles s'insèrent dans un cadre économique resté encore largement libéral, et peuvent facilement tomber sous la coupe de leurs clients privés, créant ainsi de véritables mécanismes d'exploitation collective. Mais, comme le souligne Andrés Ruggeri dans ses travaux sur l'autogestion argentine, même dans les cas les plus extrêmes, les travailleurs reprennent une part de contrôle sur leur propre existence via les conditions de travail (Ruggeri, 2013)[1].

Cela nous amène à considérer la question du rapport entre autogestion, cogestion, coopératives et État. L'articulation entre les entreprises autogérées/cogérées et les « communes », organes de démocratie directe locale servant de « briques » à la construction du nouvel État est l'un des fondements de la révolution bolivarienne. Cet ensemble porte le nom d'« État communal », théorisé par Marta Harnecker : il s'agit à sur le long terme de substituer à l'État bourgeois des structures démocratiques locales et productives. Elle indique dans son texte fondateur « De los consejos comunales a las comunas : construyendo el socialismo del siglo XXI » (Harnecker, 2009) quelques pistes à suivre pour faire de ce rêve une réalité :

- Respect de l'autonomie communale et non-imposition de cadres et de dirigeants extérieurs.
- Intransigeance concernant le respect des mécanismes de démocratie communale et non instrumentalisation par le pouvoir politique.
- Dépassement de la simple démocratie représentative par un système de « porte-parole » populaires sous contrôle permanent de bases chargés de faire remonter les demandes des communes.

Mais ce projet est loin d'avoir pleinement vu le jour et l'on se trouve toujours dans le cadre d'une « société civile dépendante », avant tout de la Présidence, qui finance les organes de démocratie locale et productive par des fonds spéciaux, lesquels permettent paradoxalement aux communes et coopératives de gagner en indépendance face aux

1. [▶ Occuper, résister, produire].

municipalités et autres organes «classiques» de l'État, mais rendent difficile une praxis critique vis-à-vis du pouvoir en place.

La question suivante se pose : dans quelle mesure peut-on considérer que l'État communal et en particulier ses manifestations économiques sont en train de s'étendre, alors même que l'économie vénézuélienne reste à 70 % détenue par le secteur privée ?

S'agit-il d'un véritable projet émancipateur, ou tout simplement de ce que Nicos Poulantzas désignait sous le nom d'«autonomie relative de l'État capitaliste» (Poulantzas, 1968), à savoir une configuration, variable selon la conjoncture et inscrite dans la matérialité de l'État capitaliste, dans laquelle ce niveau de structure capitaliste semble par moments céder aux revendications populaires, mais n'en sert pas moins avant tout les intérêts des classes dominantes structurées en un bloc au pouvoir, empêchant par là même toute auto-organisation des travailleurs ?

Pour cela il est nécessaire d'approfondir l'étude de l'autogestion/cogestion, car, comme l'écrit Karl Marx, «c'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct [...] qu'il faut chercher [...] la forme spécifique que revêt l'État dans une période donnée» (Marx, 1963 ; 1968)[1].

La mise en œuvre de l'autogestion/cogestion au Venezuela

La démocratisation de la production au Venezuela ne s'est pas faite de manière univoque. Elle a suivi divers chemin, en fonction de la pluralité des situations existantes sur le terrain. Schématiquement, on peut parler de deux modalités dans le déploiement de ce processus :

Une mise en place parallèle au capitalisme existant, via la création de nouvelles institutions et coopératives : l'autogestion supervisée par l'État

Dans un premier temps, le ministère pour l'économie populaire, désormais ministère du pouvoir populaire pour l'économie communautaire (MINEC) a été créé pour centraliser les efforts mis en œuvre dans la construction d'un tissu économique autogestionnaire. Son rôle est, à travers ses liens avec les banques étatisées, de faciliter le crédit aux coopératives, avec l'aide de la Sunacoop. Le MINEC assurait aussi, via la Mission Che Guevara, la formation des coopérativistes et la supervision de leur activité.

Le MINEC a été remplacé en mars 2009 par le ministère du pouvoir populaire pour les communes et mouvements sociaux, qui, en plus des

1. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

fonctions de l'ancien ministère, a pour objectif de faciliter l'accès au crédit pour les coopérativistes.

Les entreprises autogérées s'organisent autour des communes, «briques» du nouvel État révolutionnaire, destinées, sur le long terme, à remplacer l'État bourgeois. Leurs objectifs économiques sont de renforcer l'économie sociale, mais aussi de stimuler la participation et le pouvoir populaire, objectifs qui priment sur celui de l'organisation.

Quant à la Mission Che Guevara, elle a cédé la place à la Grande Mission Savoir et Travail, spécialisée, dans la supervision de la production et la formation des travailleurs, laquelle travaille en symbiose avec les communes, dans le but de créer un nouveau mode d'organisation basé sur la coordination de conseils de travailleurs, qui renforce la démocratie participative et protagonique.

Il existe deux types d'entreprises autogérées/cogérées prévues par la loi organique des communes :

- Les entreprises de propriété sociale et communale directe : ces entités appartiennent directement à la commune, qui est à l'origine de leur création. Elles sont autogérées par les producteurs directs, mais doivent rendre des comptes à la commune, et surtout, produire dans le respect des intérêts de la communauté.
- Les entreprises de propriété sociale et communale indirecte : ces entreprises s'inscrivent toujours dans le cadre de la commune, mais elles sont cette fois-ci créées par l'État. Elles s'organisent selon des modalités de cogestion État/travailleurs, et leur cadre juridique prévoit une transition graduelle vers l'autogestion totale par les travailleurs.

À ce jour, le résultat de tels programmes est toutefois à relativiser, un grand nombre de «coopératives fantômes» ayant notamment vu le jour afin de s'approprier illicitement des fonds publics.

La socialisation/nationalisation comme issue au conflit économique de classe : les entreprises cogérées

De nombreux centres de production de première importance sont passés sous contrôle ouvrier, ce qui signifie concrètement une dualité de pouvoir qui se matérialise par la cogestion entre travailleurs et État (51 % des parts pour l'État, 49 % pour les travailleurs organisés en coopératives). C'est le cas d'entreprises nationalisées comme les fabriques de valvules CNV (aujourd'hui Inveval), la fabrique de textiles Invetex, le producteur de tubes Venepal et le géant continental de la sidérurgie Sidor[1]. Dans les deux exemples emblématiques du cas présent, Sidor

1. [▶ Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave].

et Inveval, la lutte a été longue et difficile. La direction décapitalisait l'entreprise pourtant rentable, préparant sa fermeture, violant le droit du travail et allant jusqu'à ne plus verser les salaires pendant des mois. Le combat des travailleurs pour récupérer leur outil de travail a duré des mois, pendant lesquels ils se sont heurtés à une bureaucratie, en particulier judiciaire et locale, extrêmement hostile, ainsi qu'à une opinion publique relativement indifférente.

Mais dans les faits, la victoire n'a pas été totale dans tous les cas : Sidor, par exemple, en est resté au stade de la nationalisation pure et simple, le président actuel Nicolas Maduro ayant dû reconnaître qu'il n'y avait aucunement contrôle ouvrier. Nous sommes en présence d'une lutte entre deux conceptions du socialisme :

- la première, très classique, ne dépasse pas les limites du « socialisme réel » et ne fait aucunement la différence entre socialisation des moyens de production et nationalisation, l'État bolivarien étant assimilé au peuple ;
- la seconde, à la fois innovante mais également issue d'une longue tradition de luttes ouvrières dont les origines remontent au 19e siècle, ne conçoit pas de séparation possible entre producteurs directs et moyens de production, et assimile socialisation des moyens de production et autogestion.

Le « *control obrero* » n'est donc pas toujours une réalité. Deux facteurs déterminent dans la plupart des cas ce qu'il en est dans la pratique :

- la mobilisation plus ou moins grande des travailleurs organisés à la base ;
- un plus ou moins grand degré d'ouverture des autorités en fonction des cas de figure (ainsi, dans le cas de Sidor, le gouvernement a décidé de jouer la carte de la répression ouverte de l'action syndicale, alors que dans les cas tout aussi emblématiques d'Industrias Diana et de Lácteos Los Andes, l'État a fini par céder face à la pression ouvrière).

La cogestion comme expression des luttes de classes sous leur aspect le plus exacerbé ; l'émergence d'une nouvelle contradiction entre État et mouvement ouvrier

Nous allons maintenant recentrer notre étude sur trois cas concrets de cogestion ouvrière. En effet, les entreprises concernées sont celles qui ont subi les conflits sociaux les plus durs. Et comme l'affirment Althusser, ainsi que Poulantzas, les classes sociales ne préexistent pas aux luttes. C'est par la lutte de classes que les différentes forces sociales se constituent. Voyons donc ce qu'il en est à travers la brève analyse de

trois cas concrets, qui ont tous en commun le même point de départ : celui d'avoir fait l'objet d'une nationalisation en 2008, suite à une vague de conflits sociaux.

L'entreprise Sidor

Fondée en 1960 comme composante de la Corporación Venezolana de Guayana, grand consortium industriel public, dans la ville de Puerto Ordaz suite à un décret édicté par le président Marcos Perez Jiménez, l'aciérie Sidor est l'une des plus grandes du continent latino-américain. Privatisée en 1997, elle a été renationalisée par décision de Hugo Chávez en 2008 suite à un conflit syndical qui a duré plus de quinze mois, le point d'achoppement principal concernant les conventions collectives mais aussi des questions de couverture maladie, sécurité, transports, restauration d'entreprise. Il s'agit d'un exemple type d'entreprise vénézuélienne nationalisée non pas dans le cadre d'un ensemble de politiques publiques *top-down*, mais dont le changement de statut résulte au contraire de la pression exercée par la base syndicale.

Suite à son étatisation, l'entreprise a connu deux années de véritable contrôle ouvrier en 2009-2010, mais la bureaucratie étatique a très vite repris le contrôle de la situation, à tel point que la simple évocation du «contrôle ouvrier» suscite maintenant le rejet au sein de la base qui y voit un mécanisme de plus pour la priver de sa part active dans la prise de décisions.

Actuellement, la lutte est relancée suite aux revendications des travailleurs de l'entreprise qui demandent d'une part la renégociation de la convention collective de l'entreprise, largement périmée puis renégociée

à l'insu des travailleurs, dans le cadre d'une crise économique qui se manifeste par l'inflation la plus forte du continent latino-américain ainsi que par des pénuries constantes de produits de base, parfois uniquement disponibles sur le marché informel.

Pour certaines composantes syndicales de l'actuel, l'enjeu de fond n'est plus le retour au contrôle ouvrier, largement discrédité, mais dans un premier temps, la récupération des modalités clés d'une démocratie ouvrière, à savoir une participation des travailleurs dans les prises de décision importantes, et une totale transparence au niveau des comptes et de la gestion de la production.

Les syndicats de travailleurs opposés à la ligne officielle qui a obtenu la signature d'une convention collective largement en deçà des expectatives des salariés, se heurtent à l'hostilité du gouvernement de Nicolas Maduro et doivent faire face à une criminalisation du mouvement social de la part des autorités. Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale, accompagné de hauts dirigeants de l'armée ainsi que du gouverneur de l'État Bolivar, n'a pas hésité à qualifier de «mafieux» les syndicalistes impliqués dans ce combat. Pour le moment, aucune solution ne semble en vue et le conflit s'intensifie : à des manifestations de milliers d'ouvriers l'État a opposé la répression directe et des balles en caoutchouc. Les élections syndicales, qui auraient dû avoir lieu fin février 2015, ont été reportées *sine die* et l'ensemble des listes invalidées, par peur de voir l'emporter une coalition opposée à la ligne officielle.

Il s'agit donc de savoir si la vocation socialiste du projet bolivarien (il est important d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un projet directement socialiste, mais à vocation socialiste) serait potentiellement remise en jeu par un changement possible d'attitude du gouvernement de Nicolas Maduro vis-à-vis de la classe ouvrière.

Ce cas particulier met également en évidence l'un des obstacles auxquels est confrontée la révolution bolivarienne : le décalage croissant entre les pratiques discursives gouvernementales, suivant toujours une ligne radicale et révolutionnaire, et la réalité du terrain, parfois beaucoup moins enthousiasmante.

L'entreprise Industrias Diana

Industrias Diana est une fabrique d'huile et de graisses, assurant plus de 38 % de la production nationale. 80 % de ses produits sont écoulés par des distributeurs étatisés comme la chaîne de supermarchés populaires Mercal, et 20 % vont au secteur privé. Elle possède cinq sites de fabrication, situés à Maracaibo, San Cristóbal, Barquisimeto, Valencia et Caracas. Nationalisée en 2008, elle est en conflit avec l'État depuis

fin juillet 2013 suite à la nomination de son nouveau manager par le ministère du pouvoir populaire pour l'alimentation. En effet, ce dernier, businessman typiquement capitaliste, déjà PDG de cinq entreprises agroalimentaires, est perçu comme illégitime par les travailleurs des différentes usines de Diana, organisés tant en conseils ouvriers que via le syndicat unique de l'entreprise, qui eux aussi demandent le droit de choisir leurs propres dirigeants parmi eux comme composante du pouvoir ouvrier.

Les ouvriers de Diana ont fait l'objet de mesures de harcèlement et de répression ouverte de la part de l'appareil étatique : les comptes de l'entreprise destinés au versement des salaires ont été bloqués, le SADA, organe officiel chargé de venir chercher la production n'envoyait plus de camions, empêchant ainsi toute vente au secteur privé. Et surtout, le SEBIN (services secrets vénézuéliens) a interrogé plusieurs travailleurs à Valencia pendant près de cinq heures.

Alors même que la lutte s'est poursuivie, l'entreprise a fonctionné pendant plus d'un mois en août 2013 sans direction et ce, sans aucune diminution notable au niveau de la production.

L'entreprise est finalement passée sous le contrôle direct des conseils ouvriers, après une parenthèse de gestion par un militaire, qui ont finalement élu leur propre direction. Bien qu'il s'agisse d'une démocratie de travailleurs, il s'agit toutefois d'une démocratie incomplète, les anciennes hiérarchies d'entreprise se voyant confortées par les mécanismes du vote.

L'entreprise Lácteos Los Andes

Lácteos Los Andes, leader national de la production de lait, jus, yaourts, desserts divers, fromage a été nationalisée en 2008. La nationalisation suivait une double logique : il s'agissait d'augmenter la production tout en la recentrant sur les produits de première nécessité, par exemple le lait pasteurisé. L'objectif a été rempli pendant les trois premières années. En 2011, la propriété de l'entreprise a été transférée au ministère de l'agriculture et des terres, lequel lui a également transféré la responsabilité de 23 plus petites unités de production lesquelles n'étaient pas forcément rentables, ce qui a relativement compliqué la situation de Lácteos Los Andes sans pour autant menacer sa viabilité.

La situation de l'entreprise s'est nettement dégradée en 2013 depuis la mise en place d'une direction composée d'une trentaine de managers parachutés par le ministère.

En 2013, la baisse de productivité ait été de l'ordre de 40 à 50 %. Pendant ce temps Hairo Arellana, président de l'entreprise avait

totalement disparu, alors même que les revendications des travailleurs pour le contrôle ouvrier se faisaient chaque fois plus pressantes. Selon les travailleurs, il s'agissait en fait de décapitaliser l'entreprise, de faire chuter volontairement sa productivité et de paralyser son approvisionnement afin de la faire, reprivatiser en dernière instance.

Les travailleurs de chaque site de production ont finalement obtenu le droit d'élire leurs dirigeants, et l'autogestion a été mise en œuvre, mais elle n'est pas totale. Les autorités ont court-circuité certains élus ouvriers par l'intermédiaire de « coordinateurs » nommés arbitrairement. Enfin, Lácteos Los Andes rencontre actuellement de grandes difficultés au niveau de la distribution : certains produits disparaissent ponctuellement du marché en raison notamment de la « guerre économique » que la petite et la grande bourgeoisie commerciale mènent contre les unités productives passées sous contrôle ouvrier. Mais, des trois entreprises présentées ici dans le présent article, il s'agit de celle ou le contrôle ouvrier a pour le moment, le mieux été mis en place à ce jour.

Une telle politique à géométrie variable face aux revendications de contrôle ouvrier, pourtant l'une des bases de la nouvelle société voulue par Hugo Chávez, renvoie à une interrogation clé de la révolution bolivarienne. Avec la transition au sommet de l'État suite au décès de l'ex-président, son successeur Nicolas Maduro est-il toujours aussi déterminé à poursuivre le début de transition au socialisme qu'a connu le Venezuela au cours des années 2000 ? Il est possible d'en douter jusqu'à un certain point, étant donnée la politique d'immobilisme menée par le gouvernement notamment sur le plan économique et social, ainsi que la criminalisation croissante d'une partie du mouvement syndical par l'État. Il ne s'agirait toutefois pas d'un retour à une « autonomie relative de l'État capitaliste », l'appui aux initiatives autogestionnaires et cogestionnaires étant maintenu, dans un contexte cependant marqué par la peur d'une « perte de contrôle » de la situation par la bureaucratie et certains élus. L'État bolivarien traverse une période de stagnation, mais constitue toujours un point d'appui pour les luttes populaires (sans toutefois que la comparaison soit possible avec la présidence de Hugo Chávez).

En parallèle, les luttes ouvrières à la base se poursuivent, comme en témoigne l'exemple de l'entreprise Clorox, abandonnée par sa direction étatsunienne et reprise par les travailleurs organisés en conseils ouvriers après un combat ardu. C'est de l'intensité de la lutte de classe déployée par les travailleurs que dépendra l'avenir de la révolution bolivarienne, et non d'un gouvernement dépassé par une crise économique, institutionnelle et sociale à laquelle il refuse de faire face en jouant la carte de

l'immobilisme, tablant sur l'atomisation de l'opposition et son absence de véritable leader.

Comme l'a écrit Karl Marx en 1864 dans son Adresse de l'AIT, «l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes[1]».

août 2015

Source

Une première version de cet article est parue dans le dossier «Venezuela : le processus bolivarien en crise», *Contre Temps,* n° 25, avril 2015, Paris, Syllepse.

Pour en savoir plus

Artous, Antoine (2003), *Travail et émancipation sociale*, Paris, Syllepse.

Azzellini, Dario (2013), «From cooperatives to entreprises of direct social property in the Venezuelan process», dans Camila Piñeiro Harnecker, *Cooperatives and Socialism : A View from Cuba*, Londres, Palgrave and MacMilan.

Burbach, Roger, Michael Fox, Federico Fuentes (2013), *Latin America's Turbulent Transition : The Future of Twenty-First-Century Socialism*, Winnipeg, Zed Books.

Ciccariello-Maher (2013), George, *We Created Chávez : A People's History of the Venezuelan Revolution*, Durham/Londres, Duke University Press.

Colloges, Lucien (coord.) (2010), *Autogestion : Hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.

Cormenzana, Pablo (2009), *La Batalla de Inveval : La Lucha por el Control Obrero en Venezuela,* Madrid, Fundación Federico Engels.

Corrales, Javier et Michael Penfold (2012), *Un Dragón en el Trópico*, Caracas, La Hoja del Norte.

Steve Ellner (2008), *Rethinking Venezuelan Politics : Class, Conflict and the Chávez Phenomenon*, Boulder/Londres, Lynne Rienner Publishers.

Gaudichaud, Franck (dir.) (2008), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel.

Guillaudat, Patrick et Pierre Mouterde (2012), *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne : Promesses et défis d'un processus de changement social*, Mont-Royal, M. Éditeur.

Harnecker, Marta (2009), «De los consejos comunales a las comunas : construyendo el socialismo del siglo XXI», www.rebelion.org/docs/97085.pdf.

Lievesley, Geraldine et Steve Ludlam (éd.) (2009), *Reclaiming Latin America : Experiments in Radical Social Democracy*, Londres/New York, Zed Books.

Louzé, Anne-Florence (2011), *Peuple et pouvoir dans le Venezuela de Hugo Chávez : Une voie d'avenir pour la démocratie ?*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes.

Martinez, Carlos, Michael Fox, Jojo Farrell (2010), *Venezuela Speaks ! Voices from the Grassroots*, Oakland, PM Press.

Marx, Karl (1963, 1968), *Le Capital,* Paris, Folio/Gallimard.

Pearson, Tamara (2007), «Attacks on Venezuela's worker run Diana industries increase, Maduro appoints new manager», http://venezuelanalysis.com/news/9937.

Piñeiro Harnecker, Camila (2007), «Democracia laboral y conciencia social : un estudio de cooperativas en Venezuela», *Revista Temas,* n° 50-51, La Havane.

1. [▶ Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs].

Ponniah, Thomas et Jonathan Eastwood (éd.) (2011), *The Revolution in Venezuela : Social and Political Change under Chávez*, Cambridge/Londres, The David Rockefeller Center Series on Latin American Studies, Harvard University Press.
Poulantzas, Nicos (1968), *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, François Maspero/Fondations.
Poulantzas, Nicos (1974), *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Le Seuil.
Poulantzas, Nicos (1981), *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF.
Quijoux, Maxime (2013), *Néolibéralisme et autogestion : L'expérience argentine*, Paris, IHEAL.
Renfer, Irene (2010), *Democracia Directa en Argentina, Uruguay y Venezuela : Tres Ejemplos de Democracia Directa en América Latina*, Buenos Aires Prometeo Libros.
Ruggeri, Andrés (2013), «Worker self-management in Argentina : problems and potential of self-managed labor in the context of the neoliberal post-crisis», dans Camila Piñeiro Harnecker, *Cooperatives and Socialism : A View from Cuba*, Londres, Palgrave and MacMilan.
Smilde, David et Daniel Hellinger (éd.) (2011), *Venezuela's Bolivarian Democracy : Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham/Londres, Duke University Press.
Thwaites Rey, Mabel (2007), *Estado y Marxismo : Un Siglo y Medio de Debates*, Buenos Aires, Prometeo Libros.

Essai de caractérisation du processus bolivarien

Richard Neuville

Le pouvoir bolivarien a mis en place des mécanismes de démocratie active au service de la justice sociale, qui se sont traduits par une grande implication des classes populaires dans la gestion des programmes sociaux et au sein des conseils communaux. L'exercice d'un pouvoir populaire a permis l'émergence d'une culture politique et la politisation de vastes secteurs de la population. Parallèlement, le gouvernement a mis en œuvre ou impulsé différentes formes de socialisation de la production (coopératives, entreprises de production sociale, nationalisations). Les travailleurs se sont-ils réellement approprié ces outils ? Exercent-ils vraiment un réel pouvoir de contrôle dans une perspective anticapitaliste et autogestionnaire ?

Depuis un peu plus d'une décennie, le processus bolivarien se caractérise par une rupture radicale avec le modèle dominant au Venezuela car il conteste l'hégémonie de l'Empire et le modèle néolibéral. L'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez en février 1999 a incontestablement permis de changer la vie de millions de Vénézuéliens. Les structures

institutionnelles, économiques et sociales du pays ont été transformées, tout en inscrivant la participation active au cœur du processus. Le processus s'est indéniablement «radicalisé grâce à la mobilisation exemplaire du mouvement populaire», particulièrement au cours de la période 2003-2005 (Lander, 2009).

La force de Chávez est d'avoir su créer à la fois un lien vertical avec le peuple et un lien horizontal en développant à la base des mécanismes de démocratie participative : mise en place des conseils locaux de planification publique (2002), des Missions sociales (2003), coopératives (2004), développement endogène, conseils communaux (2006), etc. au service de la justice sociale (Neuville, 2010).

Mais cette participation active et cette redistribution des subsides du pétrole s'est-elle réellement traduite par une nouvelle répartition des richesses et a-t-elle impulsé un développement équilibré et durable à l'échelle du pays ? Au-delà des réalisations concrètes bien réelles, il convient de se poser la question de la pérennité de l'action. L'apparition d'une nouvelle bourgeoisie (la «*boli-bourgeoisie*»), la corruption et la bureaucratie sont des facteurs susceptibles d'entraver le modèle de développement. La permanence d'un état rentier largement dépendant du pétrole qui redistribue les ressources sans créer les conditions d'un développement durable peut entraver la pérennité du processus (Sintomer, 2009).

Le processus en cours est défini comme «une révolution *sui generis*» (Harnecker, 2004), idéologiquement non défini. Il n'est pas dénué de profondes contradictions et le discours officiel sur le «socialisme du 21e siècle» dessine un panorama plus que nuancé (Sintomer, 2009 : 218). Selon Edgardo Lander, il ne constitue pas une «doctrine stable ou un corpus de concepts» (2009). Et, Steve Ellner s'interroge même sur les objectifs de la révolution (2009).

Pour Hugo Chávez, «il s'agit de commencer à ouvrir le chemin de la construction d'une société socialiste où le peuple et la grande majorité populaire sont les protagonistes, afin qu'ils soient la force et l'organisation de celle-ci, qu'ils indiquent la direction et définissent les objectifs» (Acosta, 2007). Ce «concept» vague repose officiellement sur trois axes précis : l'accent mis sur la démocratie participative par rapport à la représentative, la priorité accordée à l'économie sociale et au développement endogène. Mais quelle réalité recouvre ces deux derniers ?

L'exercice d'un pouvoir populaire

La notion de souveraineté populaire – souvent énoncé par Hugo Chávez – et ses conséquences que sont la démocratie directe et le

mandat impératif ont été des constantes dans la plupart des révolutions, de 1848 à la Commune de Paris de 1871[1], des conseils ouvriers de 1917[2] à l'autogestion pratiquée en Catalogne en 1936[3] ou plus récemment par l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca au Mexique[4].

Ces notions de pouvoir populaire et de double pouvoir suscitent des débats au sein de la gauche vénézuélienne. Les conseils communaux constituent une première étape dans l'affirmation d'un pouvoir local, populaire et citoyen, qu'il convient sans doute d'approfondir pour parvenir à une véritable dualité du pouvoir. Ce sont des outils de pouvoir populaire qu'il faut renforcer. L'histoire du double pouvoir vénézuélien est inhérente à la nature de la relation instaurée entre Chávez et le peuple depuis 1992 et renforcée lors des étapes cruciales du processus.

Mais l'État bolivarien est loin d'être une unité homogène. Le rôle ambigu de certains secteurs de l'appareil d'État dans la promotion d'un double pouvoir rend ces menaces complexes et difficiles à cerner. Le développement endogène local et l'abandon d'une économie basée sur les matières premières sont donc essentiels.

Des conseillistes, comme Roland Denis, estiment que les organisations de base vénézuéliennes et, notamment les conseils communaux, doivent parvenir à l'autonomie «absolue» face à l'État et au parti. Le double pouvoir doit «se transformer en stratégie permanente en accord avec la nécessité d'organisation d'un pouvoir socialisé et non étatiste». Il convient donc d'accélérer la démocratisation :

> Dès maintenant, il est indispensable que des facteurs déterminants confortent la consolidation de l'autonomie politique des organisations et collectifs qui constituent aujourd'hui la base et l'âme du processus révolutionnaire (Denis, 2006 : 35).

Steve Ellner (2009) nuance en considérant qu'avant l'élection de Chávez en 1998, le Venezuela manquait de mouvements sociaux comme ceux qui ont permis les élections d'Evo Morales en Bolivie et de Rafael Correa en Équateur. Pendant plusieurs années, les associations de quartier et le mouvement coopératif étaient indépendants de l'État mais ne prospéraient pas ; ils ne jouaient pas un rôle fondamental dans l'amélioration des conditions de vie des Vénézuéliens. En revanche, l'injection de sommes d'argent importantes dans les conseils communaux et les

1. [▶ Commune de Paris (La)].
2. [▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].
3. [▶ Collectivisations industrielles].
4. [▶ Commune de Oaxaca (La)].

programmes sociaux ont permis de stimuler les secteurs marginaux et de leur donner les moyens de contrôler leurs vies.

Une socialisation croissante de la production

La participation populaire exemplaire dans la mise en œuvre et la gestion des Missions sociales et des conseils communaux ne peut résoudre à elle seule les difficultés structurelles en termes de développement économique : mise en œuvre d'une agriculture soutenable à travers l'exploitation des terres disponibles, modernisation de l'appareil productif du pétrole, diversification et reconversion de l'industrie, etc.

Pourtant, le pouvoir a tenté d'innover avec la Constitution de 1999 qui permet la mise en place de différents types d'instance de participation à la gestion, il a adopté différentes lois et plusieurs plans : loi sur les coopératives (2001), la Mission *Vuelvan caras* (2004), le plan national Simon Bolivar (2007-2013), la loi sur le développement de l'économie populaire (2008), le plan Guyana socialiste (2009-2019). L'objectif est de réduire la « subordination du travail au capital » qui « peut être supplanté par l'association des producteurs libres[1] ».

La constitution adoptée en décembre prévoit des instances de cogestion et d'autogestion à travers la « participation des travailleurs à la gestion des entreprises publiques » et la « gestion d'entreprises sous forme coopérative et d'entreprises communautaires de services pour favoriser l'emploi » et « toute forme associative guidée par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité » (art. 184) Mais à l'instar de ce qu'exprimait Henri Lefebvre (1966)[2], les deux conceptions : cogestion et autogestion ne sont-elles pas contradictoires ?

La loi sur les coopératives de 2001 a dans un premier temps des effets limités, mais à partir de 2004 et la mise en œuvre du « nouveau modèle de développement », ces structures connaissent un véritable essor. Le mode de développement est défini comme « endogène » (concept défini par Oswaldo Sunkel, 1993) et il est axé prioritairement sur l'économie sociale, en tant qu'option stratégique.

En mars 2004, la Mission *Vuelvan Caras* est lancée pour combattre la pauvreté et créer de l'emploi. Il s'agit de « changer le modèle économique, social, politique et culturel du pays, afin de mettre en place un État de justice et de droit soutenu par un développement socio-économique endogène » (Harnecker, 2005). En septembre 2004, le gouvernement institutionnalise le programme *Vuelvan Caras,* promeut les *Nude*

1. [▶ Travail coopératif]
2. [▶ Problèmes théoriques de l'autogestion].

(Noyaux de développement endogène) et coordonne le travail des institutions de crédit. Les coopératives sont considérées comme une composante essentielle «d'un modèle économique orienté vers le bien-être collectif plutôt que vers l'accumulation du capital» (Harnecker, 2005). Elles constituent une «première brèche dans le système» dans lequel «l'antagonisme entre le capital et le travail est supprimé» (Marx, *Le Capital,* livre 3). À la base, notamment à Caracas et dans l'État de Guyana, des conseils autogestionnaires voient le jour dans le but de créer des réseaux productifs autogérés et des réseaux de distribution pour s'émanciper des réseaux capitalistes.

De 2001 à 2008, le nombre de coopératives passe de 1 045 à 264 000 enregistrées et légalisées par Sunacoop, mais beaucoup périclitent rapidement ou ne fonctionneront jamais. Seulement 63 000 étaient actives fin 2008 qui regroupent deux millions d'associés (DSESSV, 2009), soit plus que l'Argentine, le Brésil et la Colombie réunis[1].

En janvier 2005, le gouvernement décide d'exproprier des industries en cessation de paiement, notamment celles ayant des dettes envers l'État ou ayant été abandonnées par leurs propriétaires. Le MINEP est chargé d'appuyer les travailleurs dans la prise de contrôle des entreprises menacées de banqueroute. Si une installation industrielle non utilisée est considérée d'utilité publique, une procédure d'expropriation est engagée qui prévoit une négociation sur la compensation financière avec les propriétaires. En collaboration avec l'Union nationale des travailleurs (UNT)[2], une liste de 700 entreprises est dressée. L'État devient propriétaire de l'entreprise et cède 49 % des parts à la coopérative créée par les travailleurs. Ces entreprises sont gérées par un conseil de direction composé de représentants élus par les travailleurs et de personnes désignées par le gouvernement, sous le concept de cogestion. Les entreprises Inpeval (papier) et Inveval (valves pour l'industrie pétrolière) sont gérées sur ce principe mais la cogestion entre l'État et les coopératives des travailleurs ne se passe pas très bien (Neuville, 2006).

En décembre 2006, les entreprises de télécommunications (CANTV) et d'électricité (Electricidad de Caracas) ont été nationalisées sans contrôle réel des travailleurs. Ces entreprises restent fortement bureaucratisées et

1. [▶ Typologie des coopératives].
2. Créée en avril 2003, elle est principalement composée de syndicats issus de la Centrale des travailleurs vénézuéliens (CTV), qui s'est compromise dans le putsch d'avril 2002 et qui a soutenu les lock-out patronaux d'octobre 2002 et de décembre 2002-janvier 2003. L'UNT est organisée en plusieurs tendances.

le service rendu aux usagers n'est pas toujours à la hauteur de ce que l'on pourrait attendre (Rodriguez, 2010).

Le gouvernement impulse l'idée d'un contrôle des travailleurs sur la gestion des entreprises publiques et récupérées. Mais force est de constater l'absence d'un fort mouvement de récupération des entreprises par les travailleurs.

Le plan national Simon Bolivar (2007-2013), *plan de desarollo economico y social de la Nacion,* fixe les grands axes des politiques publiques et pose les bases d'un «nouveau modèle productif» (NMP). Au Venezuela s'expérimentent ainsi de nouvelles relations entre les principes coopératifs et l'économie publique. Ce programme de socialisation de l'économie, pour la création d'une «économie populaire», cible spécifiquement des territoires et des champs économiques stratégiques. L'objectif visé est de parvenir à une répartition équitable des trois tiers entre le secteur public, le secteur de l'économie sociale et le secteur privé[1].

En juin 2008, la loi pour le développement de l'économie populaire est adoptée. Elle permet la création de nouvelles organisations socioproductives avec l'idée de créer une association étroite entre le secteur des coopératives et les instances exécutives du «pouvoir populaire» (conseils communaux mettant en œuvre la démocratie participative locale). Cette loi qualifie d'«organisations socioproductives» les entreprises de distribution sociale, les groupes d'échanges solidaires, les entreprises communales ou de propriété sociale directe, les groupes de troc communautaire, ainsi que les entreprises de production sociale (EPS)[2]. Elles correspondent d'une certaine manière aux sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) en France.

Courant 2008, le gouvernement a également annoncé la nationalisation du secteur du ciment qui jusque-là appartenait à trois transnationales (Lafarge-France, Holcim-Suisse et Cemex-Mexique) et nationalise l'entreprise de sidérurgie Sidor.

En 2009, à la suite de la pénurie alimentaire organisée par la bourgeoisie et les multinationales, diverses entreprises : sucreries, laiteries, rizières ou produisant du café et de la farine de maïs ont été transformées en entreprises socialistes (Lácteos Los Andes – que la transnationale céréalière Cargill) et deux chaînes de supermarchés ont été nationalisées sous «contrôle ouvrier». Ces nationalisations dans ce secteur ont été justifiées par la nécessité d'améliorer l'approvisionnement alimentaire

1. [▶ Les enjeux du plan de développement économique et social de la nation (2007-2013)].
2. [▶ Les entreprises de production sociale].

de la population[1]. La Banque du Venezuela, une des principales banques privées appartenant à Santander, est également passée sous le contrôle de l'État. Suite à la crise énergétique début 2010, l'entreprise nationale Corpelec a été placée sous contrôle ouvrier et l'ancienne direction, jugée bureaucratique, a été écartée.

Toutes les nationalisations, comme celles qui ont précédé (secteur de l'électricité, télécoms, champs pétroliers de l'Orénoque...), «ont fait l'objet d'une indemnisation généreuse des propriétaires privés : le Venezuela utilise une partie de la rente pétrolière pour reprendre le contrôle de certains secteurs stratégiques de l'économie». Le recours à l'indemnisation est justifié par le souci d'éviter des condamnations pour non-respect des traités bilatéraux sur les investissements signés par le Venezuela et le droit international (Toussaint, 2009).

Le 13 mai 2010, un décret a entériné le plan Guyana socialiste 2009-2019 et fait passer toute l'industrie extractive et métallurgique sous l'appellation d'«autogestion sous contrôle ouvrier» : La Corporación venezolana de Guyana regroupe quinze entreprises employant 18 000 travailleurs et représente l'axe économique et social d'une région incluant cinq États et plus de la moitié du territoire vénézuélien. Les travailleurs ont élu des délégués pour organiser la production, la commercialisation, les conditions de travail et la protection de l'environnement. Toutes les directions des entreprises ont été révoquées. L'objectif est de ne pas se contenter d'exporter les matières premières et les produits semi-finis mais de développer l'industrie manufacturière. Il s'agit de faire émerger de nouvelles organisations socioproductives participatives.

En privilégiant l'économie sociale, le gouvernement vénézuélien a opté pour des formes associatives de propriété et de contrôle. Les coopératives constituent un élément du nouveau modèle économique mais leur poids. Elles ont le potentiel pour remplir une série d'objectifs de la révolution bolivarienne, entre autres ceux de la lutte contre le chômage, de la promotion d'un développement économique soutenable, de la concurrence avec les entreprises capitalistes classiques et du développement du projet socialiste mais leur poids restent très faible. Pour autant, le poids du secteur privé dans le PIB demeure très élevé et a même progressé entre 1998 et 2008 en passant de 64,7% à 70,9% (Toussaint, 2009).

Pour Victor Álvarez, ancien ministre des industries, l'économie du Venezuela, membre fondateur de l'Opep, est intrinsèquement liée à la «capture de la rente pétrolière par un nombre réduit de personnes».

1. [▶ Les axes de la diversification de l'appareil productif].

Cette «économie de port» fondamentalement inégalitaire n'a pas permis un développement économique durable (agriculture, industrie manufacturière, recherche et développement…). Le plan national Simon Bolivar est conçu comme une alternative au capitalisme rentier (absence de redistribution du capital dans le secteur industriel, *latifundismo* dans le secteur agricole) en démocratisant l'accès à la création de richesses par la redistribution des excédents au sein de territoires caractérisés par des déficits sociaux importants.

La transformation de la structure économique étant improbable à court terme, les mouvements révolutionnaires vénézuéliens doivent opérer comme ils l'ont fait pendant des décennies en avançant stratégiquement et en consolidant graduellement les conseils communaux comme un double pouvoir viable, capable de lutter avec l'actuelle structure de l'État et la transformer radicalement. Progressivement, le pouvoir constitué doit transférer le pouvoir politique, social, économique et administratif au pouvoir communal pour aller vers l'État social et sortir des vieilles structures de l'État capitaliste bourgeois qui freinent les impulsions révolutionnaires (Ciccariello-Maher, 2007).

L'influence relative du mouvement ouvrier dans l'approfondissement du processus

Le dynamisme et la forte participation observée au niveau des communautés dans la gestion des services ne sauraient masquer une autre réalité : un faible taux de travailleurs dans l'économie formelle (de l'ordre de 50%), même si celui-ci a progressé de 8% entre 2000 et 2007 avec le développement des coopératives qui concernerait 14% de la population active en 2009, une division syndicale entre la CTV (liée à l'opposition et très affaiblie) et l'UNT (créée en 2003 et qui tarde à se doter de structures véritablement démocratiques), la faiblesse des courants révolutionnaires et autogestionnaires et l'absence d'un fort mouvement de récupération des entreprises (si on le compare à l'Argentine ou au Brésil). Compte tenu des modestes dimensions du parc industriel vénézuélien, les récupérations d'entreprises par les travailleurs ne dépassaient pas les 30 entreprises en 2006 (Lucena, 2006) même si elles se sont poursuivies par la suite.

La mobilisation des travailleurs a surtout été très forte lors du putsch d'avril 2002 et les lock-out de décembre 2002 et d'avril 2003. Ceux-ci ont occupé leurs usines et leurs entreprises en refusant d'obéir aux consignes de la centrale syndicale, la CTV qui s'est totalement discréditée. La création de l'UNT a suscité un immense espoir dans la classe ouvrière mais elle reste divisée entre des courants acritiques et suivistes

par rapport au bolivarisme et un courant *classiste* assez faible et qui demeure très traditionnel dans ses revendications, même s'il s'évertue à impulser une radicalisation du processus.

En 2005, au sein d'Alccasa (principale industrie d'aluminium du pays), les conseils d'usine ont constitué la première expérience de contrôle ouvrier au niveau de la grande industrie. Ils ont servi de référence pour rompre avec les hiérarchies oppressives entre gérants et ouvriers et ont permis de développer les échanges et la démocratie d'entreprise.

En 2008, les 15 000 ouvriers de Sidor, qui à l'issue d'une lutte de quinze mois au cours de laquelle les tergiversations du pouvoir (autorités locales et ministre du travail) ont été très fortes, obtiennent satisfaction. Les ouvriers se battaient pour transformer 9 000 sous-contrats en contrats à durée indéterminée. Devant le refus patronal, l'entreprise sera finalement renationalisée en mai 2008.

Une première rencontre nationale pour débattre du mode de gestion socialiste, du contrôle ouvrier et de la participation des travailleurs s'est déroulée à Caracas 17 et 18 septembre 2010, en présence de 220 syndicalistes et travailleurs de différentes entreprises nationalisées, récupérées ou de caractère social dans lesquelles se développe un processus de contrôle ouvrier. Elle s'est conclue par une déclaration très critique vis-à-vis du gouvernement, notamment sur : le comportement bureaucratique des directions nommées par le gouvernement ; l'ingérence exercée dans l'organisation et le fonctionnement des conseils de travailleurs ; la rétention d'informations en rapport avec la planification, l'administration, la production et la commercialisation des entreprises sous contrôle ouvrier. Les participants ont estimé indispensable la mise en place d'une instance nationale d'articulation et de socialisation des expériences de contrôle et de gestion ouvrière et l'élection démocratiques des directions d'entreprises par les travailleurs[1].

Ce constat démontre les atermoiements du pouvoir qui socialise la production au gré des événements et des mobilisations et le caractère bureaucratique du processus. En même temps, la classe ouvrière vénézuélienne ne se montre pas en mesure d'amplifier le processus de récupération des entreprises. L'adoption de mot ordre tel que la nationalisation sous contrôle ouvrier ne montre-t-il pas toutes ses limites, même s'il peut être une étape transitoire vers la gestion ouvrière dans une perspective autogestionnaire.

1. Declaración des Primer Encuentro Nacional sobre Modelo de Gestión Socialista, Control Obrero y participación de los trabajadores (22 septembre 2010).

Réflexions autour du débat : nationalisation sous contrôle ouvrier et autogestion

En 2009, les nationalisations ont relancé le débat sur le contrôle ouvrier par la mise en place de mécanismes de contrôle par les travailleurs des organes de gestion des entreprises nationalisées[1]. Pour éviter la mauvaise gestion, les gaspillages, les détournements, la corruption, l'abus de biens sociaux, les travailleurs veulent notamment obtenir l'ouverture des livres de compte, la transparence sur la stratégie commerciale et industrielle des entreprises et la présentation régulière des bilans de gestion. Pour la gauche syndicale, il s'agit aussi « au travers du contrôle ouvrier d'augmenter la confiance en eux-mêmes et l'organisation des travailleurs afin qu'ils interviennent collectivement pour donner un contenu socialiste à la gestion et aux relations de travail dans les entreprises, qu'elles soient nationalisées ou encore aux mains du capital privé. Il faudrait poser également la question du secteur de la production pétrolière dont les travailleurs sont écartés. La bataille pour le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises est absolument fondamentale. Son issue est décisive pour l'approfondissement du processus en cours au Venezuela » (Toussaint, 2009). Mais le contrôle ouvrier ne peut être qu'une revendication transitoire et non une finalité si on se situe dans une perspective autogestionnaire. Pourquoi ne pas revendiquer des conseils de gestion ou des conseils d'usine, plutôt que de se limiter au contrôle ? (Gurvitch, 1966)[2].

Si la nationalisation des entreprises récupérées sous contrôle ouvrier correspond plutôt à une conception d'un État dirigé par des travailleurs, elle peut s'entendre. Mais est-ce vraiment le cas au Venezuela ? Néanmoins, pour les marxistes, il n'est pas question de construire le socialisme avec les mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le capitalisme d'État et faire avancer le mouvement révolutionnaire. Dans ces conditions, le contrôle ouvrier ne peut être qu'une revendication et une phase transitoire.

> Dès lors qu'il prend un caractère de masse, le contrôle ouvrier sort très rapidement de ses limites et se transforme en une expression de la capacité des travailleurs à gérer leur propre vie professionnelle et sociale. Comme son nom l'indique, l'application du contrôle ouvrier ne se limite qu'à la surveillance et à la vérification de la marche d'une entreprise dont la direction effective reste entre les mains des capitalistes ou des représentants de l'État : l'autogestion et le contrôle ouvrier sont donc de nature fondamentalement différente.

1. [▶ Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion].
2. [▶ Genèse d'une mobilisation ouvrière inédite].

Si le contrôle ouvrier ne peut être réalisé que par la lutte, il enclenche un processus dynamique et «constitue pour les travailleurs un exercice de préparation, en quelque sorte, qui leur rend sensible la nécessité de passer à une phase supérieure de l'action, la gestion ouvrière. Le rôle des révolutionnaires consiste à placer toutes les luttes partielles pour le contrôle ouvrier dans la perspective de l'autogestion. L'autogestion représente le dépassement des perspectives réformistes sous quelque forme qu'elles se présentent».

> Si le contrôle ouvrier est, par conséquent, une sorte de banc d'épreuve rendant perceptible la nécessité de l'autogestion, l'autogestion d'une usine ou d'un service isolé, ou même d'un ensemble s'élevant à plusieurs unités, est, en règle générale, une entreprise utopique en régime capitaliste. L'environnement hostile aura tôt fait d'en paralyser le fonctionnement en tarissant l'approvisionnement en matières premières et en sabotant la commercialisation et l'écoulement de la production (TMRI, 1972)[1].

Bien évidemment, la réussite de l'autogestion réclame son extension à des branches entières de l'activité économique. En partant des revendications immédiates, la stratégie de l'autogestion pose de façon concrète le dépérissement et la destruction de l'appareil d'État bourgeois et le renversement de la bureaucratie. Car, elle «met en question l'État, en tant que puissante contraignante, érigée au-dessus de la société entière». Pour se généraliser, pour se changer «en système», l'autogestion ne peut éviter le heurt avec le «système étato-politique» (Lefebvre, 1966).

Dans le contexte vénézuélien, l'élaboration de contre-plans ouvriers pour diversifier la production serait sans doute souhaitable (comme ce qui semble s'amorcer avec le plan Guyana socialiste).

> Le pouvoir bolivarien, qui se revendique du socialisme, n'est pas totalement débarrassé de ses oripeaux bourgeois et il est traversé par de profondes contradictions. Il est incontestablement plus disposé à socialiser la production et les services que d'autres gouvernements de nature bourgeoise. Il existe de fait des conditions objectives plus favorables pour le contrôle populaire et ouvrier et pour parvenir à la gestion ouvrière mais le cas de Sidor démontre que des résistances bureaucratiques et réformistes subsistent. Dans ces conditions, la faiblesse du mouvement ouvrier constitue probablement un sérieux handicap pour l'approfondissement et la radicalisation du processus dans une perspective autogestionnaire.

septembre 2010

1. [▶ Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)].

Typologie des coopératives

■ 44% ont été créées spontanément (sans aides ou incitations financières du gouvernement).

■ 34% sont des banques communales (créées par les conseils communaux et transférées aux Unités administratives en 2009 car il s'agit de gérer les fonds attribués par l'État).

■ 14% ont été promues par l'État (découlent d'incitations financières et contractuelles de l'État).

■ 5% sont liées à des entreprises en cogestion (processus public/privé avec responsabilité de gestion partielle).

■ 1% sont des caisses d'épargne (fonds des travailleurs d'entreprises publiques ou privées ou coopératives classiques de crédit).

■ 1% sont des classiques (affiliées à des regroupements ou des fédérations).

■ 1% sont des coopératives innovantes.

■ Les coopérateurs travaillent principalement dans quatre secteurs : 31% dans le commerce et l'hôtellerie, 29% dans le transport, la logistique et les communications, 18% dans l'agriculture et la pêche, et 8% dans l'industrie manufacturière (MINEP, 2006).

■ Dans leur grande majorité, les coopératives sont des petites unités et une partie d'entre elles va même péricliter rapidement. Il y a également des dérives de gestion et des entreprises capitalistes se constituent en coopératives. Sunacoop, l'organisme chargé de superviser les coopératives, doit s'employer à assainir le secteur. Le développement magistral s'est accompagné d'une grande dépendance vis-à-vis des marchés de l'État et des communes. La cohabitation avec le mouvement coopératif traditionnel, plus autonome, ne s'avère pas très simple. Celui-ci peine à être reconnu comme un véritable acteur (DSESSV, 2009).

Les enjeux du plan de développement économique et social de la nation (2007-2013)

■ Adopter de nouvelles conditions pour créer des coopératives.

■ Construire un véritable mouvement coopératif et rompre avec l'archipel d'initiatives isolées.

■ Amplifier le processus de cogestion. Le plan de développement économique et social de la nation (2007-2013) prévoyait notamment d'arriver à une répartition équitable des trois tiers entre le secteur public, le secteur de l'économie sociale et le secteur privé.

■ Ancrer l'économie solidaire dans le secteur énergétique (pétrole, gaz, électricité et charbon) pour en finir avec les pratiques bureaucratiques et aliénantes et parvenir au «travail associé».

■ Accentuer la formation sur les principes coopératifs et constituer un réseau de centres de formation.

■ Préciser dans une loi les concepts de travail associé, les relations avec l'État et la cogestion.
■ Impulser des politiques de conservation de l'environnement pour parvenir à un développement équilibré (DSESSV, 2009).

Les entreprises de production sociale

«L'originalité de ces entreprises, régies par le statut de société anonyme, réside dans la promotion de la participation des membres d'une communauté (espace territorial spécifique) au fonctionnement et au développement des structures. La détention du capital est assumée collectivement et égalitairement entre les entités associatives fondées sur les principes de la coopération et de la solidarité (fédérations de coopératives) et les organismes de gestion de fonds publics chargés de leur création (instituts autonomes d'impulsion de l'appareil productif). La propriété sur les moyens de production n'est ni strictement privée ni étatique, mais celle des communautés administrées par les conseils communaux. Les EPS sont présentes dans les différents secteurs de l'économie nationale : construction, transport de charge, transformation de matières premières, tourisme… Leur production est dite «sociale» et l'indicateur de leur productivité se base sur l'évaluation du bien-être accompli par unité produite. La distribution des bénéfices du travail collectif détermine la rémunération ; c'est le salaire social, évalué en fonction des nécessités locales et de l'apport productif de chacun des membres. Cette distribution se réalise de façon démocratique (assemblées) ; le directoire est composé paritairement des représentants des entités associatives et des entreprises publiques. L'objectif fondamental n'est pas la recherche du profit, mais celle de la création d'emplois et la satisfaction des nécessités des populations inscrites dans l'environnement de l'entreprise.

Le partage de la responsabilité doit permettre l'interaction entre les différents acteurs du territoire et contribuer à la construction de son développement endogène (faire émerger d'autres EPS, par exemple) » (Lavergne, 2009).

Les axes de la diversification de l'appareil productif

« 1. Développement d'un pôle sidérurgique et métallurgique en appliquant une politique de substitution des importations (le Venezuela va produire les tubes dont il a besoin pour construire des oléoducs alors que jusqu'ici, ils étaient importés ; avec l'aide des Chinois, le pays va produire du matériel ferroviaire et redévelopper son réseau) ;
2. Soutien à la production agricole locale pour se rapprocher autant que possible d'une situation de souveraineté alimentaire alors que près de 90 % des aliments consommés dans le pays sont importés (héritage des décennies d'utilisation des revenus pétroliers pour importer tout ce dont le Venezuela avait besoin) ;
3. Développement d'une industrie pétrochimique ;
4. Amélioration de la production et de la distribution électrique produite en très grande majorité à partir de l'énergie hydraulique (et heureusement pas à partir du pétrole). À ce niveau, contrairement aux intentions officielles, il faut éviter de se lancer dans la production d'électricité par des centrales nucléaires ;
5. Nationalisation de l'industrie du ciment afin de développer la politique de construction d'habitations.

En ce qui concerne la volonté de réduire la dépendance à l'égard du pétrole, le Venezuela cherche aussi à diminuer sa dépendance à l'égard des États-Unis, son principal acheteur d'hydrocarbures, en cherchant à renforcer les fournitures à la Chine (selon certaines sources gouvernementales, l'espoir est que la Chine achète autant que les États-Unis d'ici 2014, ce qui paraît très difficile à atteindre).

■ Politique agraire : Une réforme agraire a été mise en place, les coopératives et les petites exploitations agricoles font l'objet de subventions importantes mais on part d'une situation très difficile. Le poids de l'agriculture dans le PIB est très faible et, sauf exceptions très importantes – comme les régions de grande culture maraîchère dans les Andes, le Venezuela est un de ces pays où la paysannerie est très fortement affaiblie en raison du modèle importateur appliqué depuis des décennies.

Comment reconstituer une paysannerie assurant la souveraineté alimentaire d'une population qui atteindra 30 millions dans les prochaines années ? Il faut reconnaître que le problème est très difficile à résoudre. Pour cela, il faut que l'État mette en œuvre une très large batterie de mesures de stimulations parmi lesquelles : une amélioration substantielle de la qualité des services publics en zones rurale

de manière à réduire la pression en faveur de l'exode rural vers les villes ; l'apport d'une aide à différents niveaux à l'agriculture familiale et aux autres formes traditionnelles de production agricole sans exercer une pression exagérée en faveur des coopératives ; le développement d'un réseau public pour la commercialisation des produits des paysans en leur assurant une stabilité de débouché et des prix suffisamment élevés pour les stimuler et les mettre hors des griffes des réseaux privés qui imposent leur prix aux producteurs et s'assurent des marges de bénéfice beaucoup trop élevées » (Toussaint, 2009).

Source

Communication au congrès Marx International 6, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense.

Pour en savoir plus

Acosta, Vladimir (2007), « El socialismo del siglo XXI y la revolución bolivariana. Una reflexión inicial » dans Margarita López Maya, *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI,* Venezuela, Alfa.

Ciccariello-Maher, George (2007), « Poder dual en la Revolución venezolana », *Monthly Review,* vol. 59, n° 4, septembre.

Compagnon, Olivier, Julien Rebotier et Sandrine Revet (dir.) (2009), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier/Éditions ouvrières.

Cruelles, Josep (2010), «Venezuela, control obrero y autogestión », *Corriente alterna*, juillet.

DSESSV (Diagnóstico del sector de la économía social y solidaria en Venezuela) (2009), ACI Américas, Investigación del centro cooperativo sueco y cooperativa Gestión Participativa.

Denis, Roland (2006), « *De los Consejos comunales a los Consejos Autogestionarios, de Fabrica y de Defensa* », Proyecto Nuestra América – Movimiento 13 de Abril, www.aporrea.org.

Denis, Roland (2006), «Venezuela : the popular Movements and the government », *International Socialist Review*, n° 110.

Ellner, Steve (2009), « Une révolution sans objectifs ? Le processus révolutionnaire au Venezuela », dans Compagnon, Olivier, Julien Rebotier et Sandrine Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier/Éditions ouvrières.

Ellner, Steve (2009), « Un modelo atractivo con fallas : los Consejos Comunales de Venezuela », Nacla : Report on the Américas, publié par *Rebelión*, www.rebelion.org.

Harnecker Piñeiro, Camila (205), « Le nouveau mouvement coopératif vénézuélien », *Venezuelanalysis.com,* 17 décembre 2005.

Harneecker, Marta (2004), *Venezuela : Una revolución sui generis*, brochure.

Lander, Edgardo (2009), « Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ? », interview réalisée par Franck Gaudichaud, *Contretemps*, janvier.

Gurvitch, Georges (1966), « L'avènement des conseils d'usine », *Autogestion,* n° 1, décembre.

Lander, Edgardo et Pablo Navarrete (2008), « Le Venezuela et le processus bolivarien », dans Franck Gaudichaud (dir.), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel.
Lavergne, Pierrick (2009), « Les nouveaux modèles d'économie sociale au Venezuela, (une réponse au capitalisme rentier ?) », *Revue internationale de l'économie sociale (RECMA).*
Lefebvre, Henri (1966), « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion,* n° 1, décembre.
Lucena, Hector et Hermes Carmona (2006), « Empresas recuperadas : posibilidades y limitaciones a partir de la experiencia con Invepal », Université de Carabobo, mars.
Neuville, Richard (2006), Venezuela : « Cogestion sous contrôle ouvrier », *Rouge & Vert*, n° 236-237, février.
Rangel, José Vicente (2007), « Chávez es el antipoder », *Ultimas Noticias*, Caracas, 16 abril.
Rodríguez, Domingo (2010), « La CANTV y la revolución bolivariana : ¿Telecomunicaciones socialistas ? », *Alterinfos*, 2 juillet, www.alterinfos.org/spip.php?article4501.
Sunkel, Oswaldo (1993), « Development from within : Toward a neostructuralist approach for America Latina ».
Sintomer, Yves (2009), « Postface », dans Compagnon, Olivier, Julien Rebotier et Sandrine Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier/Éditions ouvrières.
TMRI (Tendance marxiste-révolutionnaire internationale) (1972), « *La lutte pour l'autogestion et la révolution* », Paris, François Maspero.
Toussaint, Éric (2009), « Changements en cours au Venezuela », dans « La roue tourne au Venezuela, en Équateur et en Bolivie », *Inprecor,* septembre.

Impact et incidences des politiques publiques dans le développement coopératif

Richard Neuville

La Constitution vénézuélienne adoptée en 1999 a attribué une place prépondérante à la participation populaire. Sur le plan économique et social, dans son article 184, elle facilite l'action des instances de cogestion, d'autogestion à travers la « participation des travailleurs à la gestion des entreprises publiques » et la « gestion d'entreprises sous forme coopérative et d'entreprises communautaires de service pour favoriser l'emploi » et « toute forme associative guidée par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité ».

L'économie sociale et le « développement endogène » figurent dans les axes prioritaires du gouvernement bolivarien. C'est dans cet esprit

que la loi sur les coopératives est promulguée en septembre 2001. Si dans un premier temps, ses effets seront limités, les coopératives connaitront un véritable essor à partir de 2004 avec la mise en œuvre du «nouveau modèle de développement» défini d'un point de vue stratégique comme «endogène». Entre décembre 2004 et mai 2005, plus de 250 000 personnes seront formées aux valeurs du coopératisme. En septembre 2004, le gouvernement créera le ministère de l'économie populaire (MINEP) pour institutionnaliser le programme *Vuelvan Caras,* promouvoir les Nude (noyaux de développement) et coordonner le travail des institutions de crédit. Les coopératives seront considérées comme une composante essentielle «d'un modèle économique orienté vers le bien-être collectif plutôt que vers l'accumulation du capital» (Azzellini, 2011).

Ce volontarisme politique donnera rapidement des résultats probants, mais montrera également des limites. Leur nombre passera de 800 coopératives et 20 000 associé·es en 1998 à 260 000 coopératives et à un million et demi d'associé·es en 2008. Dans leur grande majorité, ce seront des petites unités et une partie d'entre elles périclitera rapidement. Des dérives de gestion seront également observées et des entreprises capitalistes profiteront du cadre légal pour se constituer en coopératives. Sunacoop, l'organisme chargé de superviser les coopératives, devra s'employer à assainir le secteur. Le développement va s'accompagner d'une grande dépendance vis-à-vis des marchés de l'État et des communes. La cohabitation avec le mouvement coopératif traditionnel, plus autonome, s'avérera compliquée (Neuville, 2009 ; 2010). À partir de 2007, fort de ces constats, le développement des coopératives cessera d'être une priorité pour le gouvernement.

Politiques publiques et coopérativisme vénézuélien

Une étude universitaire réalisée par Héctor Lucena et Dioni Alvarado publiée en 2013 analyse la complexité du développement coopératif engagé dans le cadre du processus politique bolivarien au cours de la période 1999-2013, elle questionne notamment les répercussions des politiques publiques et leurs incidences pour l'autonomie du mouvement coopératif (Lucena y Alvarado, 2013).

Les auteurs rappellent que si les associations de coopératives avaient participé au processus constituant et à la rédaction de la nouvelle constitution adoptée en décembre 1999 et, que si certains secteurs coopératifs avaient été consultés avant la publication du décret-loi sur les coopératives de 2001, ce mouvement a, par la suite, été largement ignoré. Ils pointent également que le développement coopératif, engagé au niveau

étatique, a privilégié les coopératives de travail associé et de production dans le secteur des services et que certaines entreprises en difficulté économique ont été restructurées par la voie de la coopération[1].

Le développement coopératif dans le processus révolutionnaire bolivarien

L'impulsion donnée par le gouvernement a connu deux étapes : la première entre 2001 et 2003 et la seconde entre 2004 et 2007, au cours de laquelle 81 % des coopératives ont été constituées. Ces deux cycles de développement sont à mettre en parallèle avec la grande instabilité politique (coup d'État et *lock-out* patronaux) qu'a connue le pays au cours de la première période. À partir de 2004, le gouvernement consolidé au pouvoir a entrepris de substituer la capacité productive et de prestations de services de l'entreprenariat privé en la transférant à des personnes organisées en coopératives. Mais la grande majorité des initiatives (74 %) répondaient à des besoins familiaux, d'associés et de la communauté dans le but de trouver une sortie au chômage.

Fin 2008, 260 000 coopératives avaient été enregistrées alors qu'elles n'étaient qu'à peine un millier en l'an 2000. La majeure partie de ce développement est liée à l'action gouvernementale mais ce *boom* a ouvert l'appétit d'entreprises privées qui souhaitaient avoir accès aux avantages, au crédit et aux contrats avec les entités publiques. Dans certains cas, les employeurs ont contraint leurs travailleurs à s'organiser en coopératives pour travailler en sous-traitance.

Pour Nelson Freitez, le développement étatique du coopérativisme répond plus à « une politique d'assistance qu'à un développement économique », ce qui s'est traduit par un meilleur développement dans le secteur associatif que dans la production (Freitez, 2013). Si jusqu'en 1997, les coopératives étaient principalement présentes dans l'épargne et le crédit, les services aux personnes, l'agriculture et le transport, par la suite il y a eu une prédominance des services aux personnes et aux entreprises.

Le secteur coopératif traditionnel – qui rappelons-le avait participé activement à la rédaction des principes dans le cadre de l'Assemblée constituante en 1999 – émit des réserves et exprima un certain scepticisme vis-à-vis du développement coopératif impulsé par l'État lors de la publication du décret-loi de 2001 car celui-ci dérogeait aux principes même de ce mouvement. Rapidement, il put constater que ces craintes étaient fondées car beaucoup d'organisations à peine créées disparurent. Lors du recensement de 2006, à peine 25 % des 15 000 enregistrées

1. [▶ Démocratie d'entreprise et coopératives].

remplissaient les conditions requises comme la capacité à montrer les cahiers de délibérations collectives et la nomination des associé·es.

Durant les quinze années écoulées, l'État a donc été le principal protagoniste pour impulser la création de coopératives au Venezuela. Au cours de la période 2001-2012, 300 000 coopératives ont été créées alors qu'elles n'étaient que 762 en 1998. Cependant, malgré l'expansion quantitative impressionnante, beaucoup d'organisations se sont constituées avec un nombre minimal de cinq associé·es comme l'exige la loi. Entre 1998 et 2008, 1,5 milliard de bolivares de crédit ont été octroyés dont une partie significative n'a pas été récupérée. Comme indiqué précédemment, la loi a été abondamment utilisée par le secteur privé pour développer la sous-traitance afin de faire baisser les coûts de production et se désengager de ses responsabilités salariales. Le secteur public n'a pas été en reste et il a fortement incité les entreprises sous-traitantes à se constituer en coopératives. Selon le recensement de 2006, qui relevait 42 000 coopératives actives sur les centaines de milliers constituées, le Venezuela serait en tête des pays latino-américains quant au nombre d'entités regroupant 1 million d'associé·es. Cependant l'impact au niveau économique était bien moindre que celui attendu. Paradoxalement, les coopératives les plus importantes sont des organisations qui ont, pour l'essentiel, été créées avant 1998, à l'image de l'entreprise Cecosesola qui a été fondée en 1967 et qui regroupe aujourd'hui 1 200 associé·es (Kerneur et Ferret, 2014).

La croissance exponentielle de coopératives au Venezuela a été critiquée par les acteurs du mouvement coopératif traditionnel. Oscar Bastidas a pointé l'existence de «fausses coopératives» qui ne répondent pas aux normes de ce mouvement, en ce sens qu'elles ne recouvrent pas la double dimension association/entreprise. Il faut entendre par là, qu'elles n'ont pas le sens de la propriété collective, ni de la gestion démocratique réelle mais qu'elles sont constituées par des groupes de cinq associé·es qui se convertissent de fait en associé·es capitalistes exploiteurs de la force de travail de leurs salarié·es. Ce «petit groupe dominant dans les fausses coopératives ne respecte pas les principes et les valeurs coopératives et ne développe ni la formation, ni la participation, ni l'intégration». Ces coopératives «génèrent exclusivement du profit sans inclure la responsabilité sociale avec et pour la communauté» (Bastidas, 2013).

Autonomie des coopératives et politiques publiques

Les auteurs de l'étude pointent également la «subordination des coopératives au pouvoir économique de l'État, ce qui facilite leur

incorporation dans la machine électorale qui profite avant tout au niveau politique, mais qui ne rapporte pas en termes économiques». Pour eux, le clientélisme politique s'est développé de manière significative ces dernières années, ce qui a «généré des distorsions dans le fonctionnement des coopératives»; ils rappellent que les valeurs comme l'autonomie et la transparence sont incompatibles avec les formes clientélistes politiques.

Ils illustrent leurs propos avec la coopérative Copalar (Association de services multiples agricoles), créée en 1980 dans l'État de Lara, qui était une des coopératives agricoles les plus développées en termes d'associé·es et de production au Venezuela. Cette coopérative était composée de producteurs de café et réunissait 700 familles de 80 hameaux de la zone en 1990. Son développement fut complexe mais constant, parvenant à produire pour l'exportation afin d'améliorer les conditions de vie des associé·es. Mais en 2005, dans le cadre du «plan Café», le gouvernement leur offrit des crédits importants à la condition expresse de vendre leur production à certaines entreprises et leur demanda d'installer une usine de torréfaction, qui allait être rapidement confrontée à de graves problèmes structurels. Au bout d'un certain temps, la coopérative s'est retrouvée en faillite du fait de la corruption et de la mauvaise gestion de la direction qui s'est laissé tenter par l'afflux de ressources sans contrôle.

Certaines coopératives historiques se trouvent plus affectées que bénéficiaires du clientélisme à l'œuvre avec les politiques publiques de développement. L'étude met en évidence les traits sous-jacents qui apparaissent quand l'État intervient dans le mouvement coopératif sans mesurer la portée de ses politiques. De même, les valeurs d'autonomie et de transparence ne sont pas seulement des principes moraux, mais également des éléments pratiques essentiels pour la viabilité économique des coopératives.

Le diagnostic du «pseudo-coopératisme», consistant à développer massivement les coopératives qui adoptent la forme mais pas le fond a été partagé par des analystes idéologiquement proches du gouvernement. Dès 2007, Hugo Chávez, conscient des difficultés et faisant curieusement référence à l'expérience coopérative yougoslave, déclara que le programme coopératif vénézuélien n'avait pas été un instrument de transition vers les objectifs socialistes que la «révolution bolivarienne» prétendait atteindre (Chávez, 2007). À partir de là, les coopératives ont cessé d'être le véhicule idéologique essentiel de transformation économique. Elles ont été substituées par les entreprises de production sociale (EPS), dans le cadre du projet national Simón Bolívar 2007-2013, devenues pas la suite les Entreprises de propriété sociales (El Troudi, 2013).

Au-delà des limites, une plus grande inclusion sociale

Malgré ces constats, il est indéniable que les coopératives ont joué historiquement un rôle important pour permettre l'inclusion de secteurs populaires dans le tissu social vénézuélien, avec plus ou moins de succès selon les zones et régions du pays, et dans les activités économiques de production de biens et de services, la consommation et l'épargne. À partir de la Constitution de 1999 et la loi de 2001, les coopératives ont constitué l'archétype organisationnel à développer par le moyen de politiques publiques afin de générer une économie sociale active et se substituer d'une certaine manière aux entreprises capitalistes. Cependant, le développement exponentiel de coopératives, liées aux contrats avec l'État et à l'argent public, s'est avéré être une impasse. La réaction de l'État a alors été de déclarer l'inutilité du coopérativisme comme instrument transformateur de la société et de le substituer par les EPS.

Dans leur étude, Lucena et Alvarado concluent qu'après plus d'une décennie de développement des coopératives, il faut souligner qu'il y a aujourd'hui quarante fois plus de coopératives qu'au début du processus, et que beaucoup d'entre elles ont permis à des familles et à des travailleurs exerçant des activités informelles de se doter d'un statut juridique par l'appui des politiques publiques. La quasi-totalité du mouvement coopératif traditionnel se maintient en marge des ressources de l'État, même si certaines expériences qui y ont eu recours, ont menacé l'autonomie du mouvement coopératif.

L'expérience vénézuélienne est intéressante à plus d'un titre et mérite d'être analysée plus amplement à notre niveau pour tenter d'en tirer des enseignements. Elle confirme que le développement important des coopératives, même à une échelle de masse, ne suffit pas pour engager une transition postcapitaliste. Elle démontre que le volontarisme gouvernemental bolivarien et l'apport de subsides importants sans véritable contrôle a engendré des dérives et parfois mis en cause l'autonomie du mouvement coopératif, et que les expériences historiques basées sur les initiatives des travailleur·ses résistent mieux, qu'elles continuent parfois de se développer et qu'elles demeurent les plus importantes du pays à l'image de Central Cooperativa de Services Sociales del Estado de Lara, San José Obrero, Corandes, las cooperativas en Alianza con Venequip, Cooperativa Rubio, Cooperativa Bermúdez, Cooperativa Araya, Cecosesola, etc. Mais également que les politiques publiques ont joué un rôle inclusif non négligeable pour les classes populaires.

Cette expérience pose plusieurs problématiques à partir desquelles il conviendrait d'avancer quelques hypothèses pour esquisser un «projet»

de transition en rupture avec le système capitaliste. Un chantier qui reste assurément ouvert…

août 2014

Pour en savoir plus

Azzellini, Dario (2011), « De las cooperativas a las empresas de propiedad social directa en el proceso venezolano », dans Camila Piñeiro Harnecker (coord.) (2011), *Cooperativas y Socialismo : Una mirada desde Cuba,* La Havane, Caminos.

Bastidas, Oscar (2013), « Las falsas cooperativas venezolanas », www.analitica.com.

Chávez Frías, Hugo (2007), « Discours devant l'Assemblée nationale », 15 août.

El Troudi, Haiman (2013), « Empresas de producción social. Instrumento para el socialismo del siglo XXI, 2006, Venezuela », *Osera,* n° 9, Buenos Aires, 2e semestre.

Freitez, Nelson (2013), *El cooperativismo en el Estado Lara, desde 1968 hasta el 2008,* thèse de doctorat, UCV.

Johansson-Rosen, Nicolas (2015), « Expériences de contrôle ouvrier au Venezuela et État bolivarien », *ContreTemps,* n° 25, avril.

Kerneur Ronan et David Ferret (2014), *L'expérience Cecosesola,* France, Guatemala, Venezuela, 59 min, Tropos Films, www.facebook.com/troposfilms.

Lander, Edgardo (2011), «Venezuela : ¿Radicalizar el proceso ? ¿Más estatismo verticalista y personalista o más democracia y más participación », *Cal y Arena,* n° 2, Caracas, février.

Neuville, Richard (2010), «Venezuela : Dans quelle mesure, les travailleurs contribuent-ils à l'approfondissement et à la radicalisation du processus révolutionnaire ? », octobre, http://alterautogestion.blogspot.fr/2010/10/venezuela-dans-quelle-mesure-les.html.

Neuville, Richard (2009), «Venezuela : Une décennie de processus bolivarien. Avancées réelles et limites d'une révolution démocratique », *Rouge & Vert,* n° 289, avril.

Index

INDEX DES ARTICLES

TOME 2

Amérique du Nord

17. Utopie aux commandes (L')

États-Unis (1880-1940)

21. Aube du mouvement coopératif américain (L')
26. Commune de Seattle (La)
30. Building Utopia
33. Black Power
43. Centres médicaux populaires (Les)
44. Pour l'autogestion
45. Projet d'un secteur industriel entièrement autogéré
64. Une coopérative bio à Brooklyn
65. Une économie au service des communautés
66. Chicago : l'autogestion a sa fenêtre
70. New Era Windows
72. Northeast Greensboro : les habitants veulent une épicerie
73. Taxi, coopérative et immigrés

Québec (Les années 68)

76. Tricofil
87. Uniroyal : les ouvriers s'emparent de l'usine

Belgique (Les années 68)

93. Produire, vendre et remplacer le patronat défaillant

Espagne (1936-1939)

101. Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire (L')
109. Catalogne : la classe ouvrière avait pris le dessus
120. Athénées libertaires… d'hier à aujourd'hui (Les)
124. Collectivisations industrielles
139. Décret de collectivisation de la Généralité (Le)
140. Gestion ouvrière des transports publics
145. Vers l'autogestion
154. Autogestion et usines récupérées dans la nouvelle réalité espagnole
157. Autogestion et le mouvement du 15 mai (L')

Pays basque

172. Mondragón : un groupe coopératif unique au monde

France

189. Alternative et reprises d'entreprises

(1848-1871)

194. Aube précoce de Lyon (L')
200. Appel pour la formation d'une cuisine coopérative
202. Association internationale des travailleurs et le travail coopératif (L')
203. Ateliers coopératifs de la Commune de Paris
204. Biens vacants
209. Commune de Paris (La)
210. Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain
220. Conception communaliste (La)
221. Décret du 16 avril 1871 sur les biens vacants

(Avant 1914)

222. CGT 1900 : poussées autogestionnaires
231. Extraordinaire histoire de la coopérative l'Égalitaire, 1876-1914 (L')

(Front populaire)

236. Une tentative d'exploitation directe

(La Libération)

240. Août 1944 : du contrôle à l'autogestion
242. Comités de gestion (1944-1945)
242. Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion

(Mai 68)

248. Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')
250. Nantes : récit des débuts d'une gestion directe
255. Soviets à Saclay (Des) ?
256. UNEF propose (L')…

(Les années 68, les années Lip)

259. Caron-Ozanne : une expérience d'autogestion en Normandie
260. Fracture
263. Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »
273. Lip : l'histoire d'un syndicalisme particulier
286. Pouvoirs étudiant et lycéen

(De nos jours)

294. Aciéries de Ploërmel : quand des métallos deviennent propriétaires de leur usine
298. Ambiance Bois ou l'aventure d'un collectif autogéré
303. Ardelaine : une « coopérative de territoire » en Ardèche
309. Céralep : le refus du diktat des actionnaires !
312. Collectif pour le redémarrage de Lustucru
314. De Pilpa à La Fabrique du Sud
317. La Fabrique du Sud (ex-Pilpa)

321. Fralib : le chemin d'une alternative populaire
327. De Fralib à la Scop-Ti, état des lieux
331. Hélio-Corbeil, c'est notre outil
333. De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire
344. Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises
348. Mutualité étudiante : l'autogestion expropriée (1948-2015)
354. Notre-Dame-des-Landes, zone à autogestion déterminée
359. Notre-Dame-des-Landes : les composantes de la lutte
364. Gaz de schiste : une lutte citoyenne en Ardèche méridionale
369. Philips-EGP Dreux sous contrôle ouvrier
372. Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?
380. SeaFrance : du sauvetage au naufrage

Corse

383. Une logique de contre-plan
384. Une stratégie d'autodétermination

Guadeloupe

387. Une expérience d'autogestion en 1905
388. Ferme de Campêche (La)

Grande-Bretagne

391. Nationalisation ou contrôle ouvrier ?
399. De Londres à Glasgow : la flamme du contrôle ouvrier
404. Grève active à la Clyde
409. Tower Colliery : treize années de gestion ouvrière

TOME 3

Grèce (Les années troïka)

13. Oxi avait conjuré les « dix plaies » de la Grèce
17. Une alternative pour la Grèce
24. Dispensaires et pharmacies autogérés
26. Dispensaire de la rue Kannigos (Le)
28. Du champ à l'assiette
33. Initiatives solidaires de commerce équitable
36. Un hôpital sous contrôle ouvrier
38. Un journal en autogestion !
40. Relance de la télévision publique
41. Thessalonique s'oppose à la privatisation de l'eau
45. Vio.Me : « Si vous ne le pouvez pas, nous, nous le pouvons ! »
47. Vio.Me commence sa production sous contrôle ouvrier !

Italie (1919-1920)

50. Printemps des conseils ouvriers (Le)
58. Atelier Zéro est né (L')
60. Centres sociaux : une pratique autonome et radicale
64. Rimaflow Trezzano, les travailleurs font renaître l'entreprise sans patron
66. Rimaflow, le film

Portugal (la révolution des œillets, 1974-1976)

68. Nationalisations et contrôle ouvrier dans la révolution portugaise
89. Révolution des Œillets, Poder popular et autogestion
95. Portées et limites de l'autogestion

Turquie

102. Kazova : 100 % coton, 100 % laine, 100 % produit sans patron

Pays de l'ancien « socialisme réel »

107. Introduction
112. Mouvements pour l'autogestion en Europe du centre et de l'est

Hongrie

127. Conseils ouvriers à Budapest

Pologne (1980-1981)

145. Affaire de tous les travailleurs (L')
147. Autogestion et Solidarnosc (L')
157. Contre-plan ouvrier à la Compagnie aérienne polonaise LOT (Un)
159. Dix conditions pour un renouveau de l'autogestion
162. Instructions en cas de grève générale
163. Pour le pouvoir aux travailleurs
179. République autogérée
183. Résolution sur l'autogestion

Russie (1917-1918)

186. Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe
216. De l'autogestion à la bureaucratie soviétique

Tchécoslovaquie (Les années « printemps de Prague »)

221. Printemps de Prague
228. Premiers pas de l'autogestion dans une usine de constructions mécaniques (Les)
236. Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck
239. Projet de thèses du 14e congrès extraordinaire (clandestin) du Parti communiste tchécoslovaque

Yougoslavie

242. Repères yougoslaves
243. Propriété sociale en droit yougoslave (La)

255. Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures
263. Constitution de 1963 (La)
274. Rapport sur le projet de Constitution à la 6e session ordinaire de l'Assemblée populaire fédérale (1953)
280. Rapport sur le projet de nouvelle Constitution (1962)
281. Amendements à la Constitution
289. Loi sur le travail associé (La)
312. Pour une appropriation plurielle des bilans

Bosnie-Herzégovine (Après 1989)

334. Ce n'est pas seulement un printemps
339. Première proclamation du Plénum des citoyens de Tuzla
341. Revendications communes adoptées par les plénums

Croatie

343. Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave

Espace balkanique

349. Lutte pour les communs dans les Balkans (La)

Chine

371. Papeterie de Zhengzhou contre la privatisation (La)

Japon

375. Seisan kanri !

Australie

384. *Work-in* chez Harco Steel
387. Prendre les commandes au patron

TOME 4

Buts, chemins et moyens

13. Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs
14. Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L')
36. Appropriation sociale, autogestion, commun
43. Associations ouvrières (Les)
44. Autogestion dans la lutte pour le socialisme (L')
68. Autogestion et pouvoir(s)
85. Autogestion : une question pour le 21e siècle ?
91. Automation et avenir du travail
101. Auto-organisation, association et démocratie
108. Avènement des conseils d'usine (L')

115. Citoyen-producteur (Le)
118. Commune et forme révolutionnaire
128. Commune : un laboratoire historique (contre-culture, contre-société, contre-institution) (La)
132. Contre-plans ouvriers alternatifs
142. Contrôler aujourd'hui pour décider demain
143. Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion
187. Contrôle ouvrier sur la production
187. Coopératives et transformation de la société
188. Coopératives contre Vichy (Les)
189. Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire
207. Crise économique, marché et autogestion
215. Crise et réponses en France
226. Déclaration des droits sociaux
230. De la citoyenneté au dépérissement de l'État
239. De la coopération
245. Demain est déjà commencé
287. Démocratie d'entreprise et coopératives
293. Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes
309. Deux siècles de coopération
323. Droit du travail et droits des travailleurs
331. Droit d'expression des salariés : une histoire encore d'actualité ?
334. Du contrôle ouvrier à l'autogestion
341. Du parti-État au parti-mouvement
351. Ébauches pour un projet autogestionnaire
373. Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste
384. Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne
387. Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion

TOME 5

11. Esquisse des fondements de la démocratie directe
32. Faire dépérir l'État
54. Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)
84. Guerre civile en France (La)
85. Implications de l'autogestion (Les)
90. Internationale communiste et les coopératives (L')
91. Industrie nationalisée et gestion ouvrière
94. Liberté, émancipation, autogestion… le fil du temps
115. Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)
117. Marx et l'autogestion
127. Marx et le marxisme
138. Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France

168. Multiples facettes de l'autogestion (Les)
171. Nationalisation, autogestion et droit de propriété
184. Organiser la production sur une base coopérative
185. Ouvrir une brèche dans la vieille société
187. Ouvrir le débat sur les perspectives pour le contrôle et l'autogestion socialiste
214. Planification et autogestion
229. Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?
245. Problèmes théoriques de l'autogestion
253. Processus (À propos du concept de)
262. Programme de Gotha (Critique du)
263. Propositions positives (Des)
264. Pour l'autogestion généralisée
276. Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes
298. Question de l'appropriation sociale (La)
328. Quelques considérations
330. Représentants des salariés dans les conseils d'administration : « Des plénipotentiaires envoyés en pays ennemi »
334. Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme
340. Tout n'a pas été essayé
345. Travail coopératif
346. Treize questions sur l'autogestion
360. Utopie contre pragmatisme
366. Vers une révolution autogestionnaire

TOME 6

École, éducation, culture

13. Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école
33. Pédagogie Freinet et autogestion
36. Lycée autogéré de Paris
40. Résistance pédagogique
42. Samosz
44. Oui au contrôle étudiant
45. Berkeley Gets Rolling
46. Éducation émancipatrice (L')
50. Politisation et autogestion du marché du livre en Allemagne
50. Pratiques culturelles et autogestion

Écologie, transition écologique

61. Défis démocratiques de la transition écologique et énergétique (Les)
71. Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire
85. Écologie et socialisme : travail, production et valeur
96. Écologie, le rouge et le vert (L')

104. Écosocialisme et planification démocratique
123. Société de consommation, écologie et autogestion
134. Thèse et l'antithèse (La)

Féminisme

139. Autodéfense féministe en Italie : une pratique autogestionnaire (L')
151. Féminisme « décolonial » et économie sociale et populaire
167. Féminisme et autogestion
179. Féminisme et autogestion en Bolivie : « Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit »
189. Féminisme-marxiste et économie solidaire
195. Femmes de la Brukman (Les)
195. Genre et autogestion à la Brukman
217. Genre et entreprises récupérées en Argentine
230. Lip, combat féministe ? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières
243. Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion ?
244. Self-Help
245. Sí se puede !

Ville, urbanisme, habitat

249. Pour une autre ville
266. Consult'action à Bobigny
270. Une coopérative d'habitants
280. Entraide et réhabilitation urbaine
287. Le spectre et son esprit

Rencontres internationales de l'économie des travailleurs

292. 4e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2013)
294. Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)
300. 1res Rencontres européennes de « L'économie des travailleurs » (2014)
305. 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)

Bibliographie, filmographie

317. L'autogestion en actes
343. Buts, chemins moyens

Les auteur·es et les membres du comité éditorial international

Association Autogestion (L')

« Les employés du Plaza décident d'un système d'autogestion »

INDEX THÉMATIQUE

ABC Coop
tome 1 : 299
Ambiance Bois
tome 2 : 298, 299, 300, 302, 308
Acampamento
tome 1 : 80, 188, 189, 190, 191, 195
Aciéries de Ploërmel
tome 2 : 294, 296
tome 4 : 222, 224
tome 6 : 302
ADN
tome 2 : 243, 244, 245, 247
Appropriation par l'usage commun
tome 4 : 39, 40
Appropriation sociale, appropriation collective
tome 1 : 20, 65, 77, 78, 124, 234, 266, 279, 315, 352
tome 2 : 79, 82, 96, 112, 113, 239, 246, 250, 319, 321, 347, 373, 374, 375, 379, 389, 406
tome 3 : 34, 97, 108, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 265, 291, 317, 328, 379
tome 4 : 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 91, 117, 121, 168, 213, 274, 278, 309, 317, 319, 321, 347, 350, 357, 369, 382
tome 5 : 36, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 136, 142, 164, 165, 173, 178, 181, 182, 235, 239, 241, 258, 260, 289, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 319, 321, 324, 325, 326, 327, 340, 342, 343, 344, 346
tome 6 : 77, 106, 107
Ardelaine
tome 2 : 303, 304, 305, 306, 307, 308
Asentamiento
tome 1 : 331
tome 6 : 289
Assemblée des délégués
tome 1 : 228
tome 3 : 168, 371, 372, 373
Assemblée générale
tome 1 55, 56, 57, 58, 60, 61, 118, 129, 205, 262, 270, 271, 295, 301, 311, 346
tome 2 : 49, 62, 78, 79, 81, 82, 88, 95, 96, 98, 102, 106, 112, 113, 116, 126, 128, 129, 141, 173, 177, 196, 197, 206, 233, 234, 241, 259, 260, 264, 266, 267, 269, 276, 277, 280, 292, 300, 310, 321, 341, 355, 356, 362, 367, 371, 410
tome 3 : 25, 31, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 46, 47, 82, 90, 113, 123, 385
tome 4 : 49, 88, 101, 102, 103, 106, 148, 149, 164, 202, 203, 289

tome 5 : 116, 147, 171, 183, 184, 208, 275, 331, 332, 346, 353
tome 6 : 37, 38, 39, 45, 197, 212, 214, 215, 233, 234, 235, 239, 273, 277

Assemblée populaire
tome 1 : 112, 168, 225, 265
tome 4 : 122, 267, 363, 365, 366
tome 5 : 112

Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO)
tome 1 : 81, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 273

Assemblée des travailleurs
tome 3 : 45, 232, 234, 236, 237

Association de consommation, association de consommateurs
tome 2 : 206
tome 3 : 151, 155

Association de production
tome 2 : 206
tome 4 : 262

Association des bijoutiers en doré
tome 2 : 192

Association fraternelle de l'industrie française
tome 2 : 198

Association fraternelle des ouvriers menuisiers
tome 2 : 196

Association fraternelle laborieuse des cordonniers-bottiers
tome 2 : 197

Association générale et solidaire des tailleurs de pierre du Rhône
tome 2 : 197

Atelier zéro
tome 3 : 59, 60

Athénée
tome 1 : 325
tome 2 : 120, 121, 122, 123

Autodéfense
tome 1 : 350
tome 2 : 26, 211, 252, 264, 407
tome 3 : 23, 146, 172
tome 4 : 153, 154, 398
tome 5 : 151
tome 6 : 139, 146, 147, 148, 149, 150

Autodétermination
tome 1 92, 94, 122, 186, 216, 234, 391
tome 2 : 41, 44, 47, 48, 383, 384, 385, 386
tome 3 : 239, 326, 330, 331

tome 4 : 144, 145, 246, 249, 250, 260, 282, 283, 285, 352, 357
tome 5 : 115, 146, 147, 151, 267

Autogouvernement
tome 1 : 47, 92
tome 3 : 36, 38, 112
tome 4 : 42, 98, 116, 245, 250, 258, 392, 393, 394, 407
tome 5 : 123, 146, 166, 167, 261, 304, 305, 306, 308, 314

Avenir de Plaisance
tome 2 : 233

Berliet
tome 2 : 247

Biens communaux
tome 1 : 279
tome 4 : 119, 127

Biens communs
tome 1 : 82
tome 2 : 374
tome 4 : 21, 69, 77, 81, 84, 85, 88, 267, 270, 356, 369
tome 5 : 181, 258
tome 6 : 64, 95, 287

Biens vacants
tome 1 : 54
tome 2 : 221
tome 3 : 91, 114, 115
tome 4 : 206, 387

Black Power
tome 1 : 5, 22

Bourse des sociétés coopératives
tome 2 : 233

Brukman
tome 1 : 118, 120, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 150
tome 6 : 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216

Buda
tome 2 : 270

Budget participatif
tome 1 : 18, 78, 80, 175, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 219, 220, 221, 296, 348
tome 4 : 267, 273, 373, 381
tome 5 : 161, 162, 231
tome 6 : 63, 121, 260, 267, 269

Buen Vivir
tome 1 : 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110
tome 6 : 163, 191
Bureau national d'animation du secteur socialiste
tome 1 : 29
Caisse centrale d'égalisation
tome 2 : 107
Caracoles
tome 1 : 78, 276
Caudron
tome 2 : 240, 241
Centre social
tome 3 : 32, 58, 60, 61, 91
tome 6 : 55
Centri Sociali Occupati Autogestiti (CSOA)
tome 3 : 60, 61, 62
Centro Popolare Autogestito Firenze-Sud
tome 3 : 61
Céralep
tome 2 : 309, 310, 312, 344
Cerizay
tome 2 : 270
Charte d'Alger
tome 1 : 31, 35, 38, 39, 41, 42, 44, 62
Chambre autogestionnaire, Chambre de l'autogestion
tome 3 : 161, 175
tome 4 : 78
tome 6 : 82
Chambres de droits spécifiques, Chambre des nations
tome 3 : 240
tome 4 : 73
tome 6 : 82
Chambre des services sociaux
tome 3 : 240
Chambre économique
tome 5 : 50
Chambre industrielle
tome 3 : 240
Chambre socio-économique
tome 3 : 175
CIP
tome 2 : 270

Clyde (chantiers navals de la)
tome 1 : 5, 22
tome 2 : 394, 395, 396, 397, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 407
tome 3 : 384
tome 5 : 213

Cofuesa
tome 1 : 309

Colase
tome 1 : 309

Collectivisation
tome 2 : 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 133, 135, 137, 143, 151, 154, 357
tome 3 : 80, 219
tome 4 : 137, 142, 341
tome 5 : 156, 178, 206, 258
tome 6 : 84

Combine Committee
tome 4 : 134, 135, 136

Comité de gestion
tome 1 : 36, 38, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 221
tome 2 : 95, 102, 105, 106, 108, 127, 242, 245, 247
tome 3 : 117

Comité central de grève
tome 2 : 26, 27, 252, 253, 254
tome 5 : 142

Commandos communaux
tome 1 : 229

Comité central d'action
tome 2 : 255

Comité consultatif de gestion
tome 2 : 243, 244, 245

Comité de grève
tome 2 : 26, 27, 28, 237, 238, 251, 254, 260, 264, 266, 357
tome 3 : 123, 154, 162, 163
tome 4 : 88, 101, 102, 147, 148, 149, 170
tome 5 : 135, 184, 208, 346

Comité de production
tome 3 : 229, 232, 233

Comité d'usine, conseil d'usine
tome 2 : 112
tome 3 : 109, 186, 216, 217, 218, 219

tome 4 : 339
tome 5 : 22, 266

Comité national de grève
tome 3 : 162

Comité ouvrier
tome 2 : 106, 116, 241, 394, 395, 396

Commerce véridique
tome 2 : 194

Commune de Oaxaca
tome 1 : 81, 246, 260, 263, 265, 268

Commune de Lyon
tome 2 : 214

Commune de Marseille
tome 2 : 214

Commune de Paris
tome 1 : 5, 18, 22, 47, 176, 233, 349, 368
tome 2 : 203, 204, 205, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222
tome 3 : 109, 113
tome 4 : 27, 77, 103, 118, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 170, 194, 245, 312, 317, 402
tome 5 : 13, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 36, 38, 39, 40, 41, 50, 63, 69, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 102, 103, 104, 106, 108, 122, 124, 126, 133, 154, 171, 249, 272, 317, 318, 349, 364
tome 6 : 107

Commune du 17 avril
tome 1 : 80, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195

Compagnie des autobus de Barcelone
tome 2 : 107

Compagnie des tramways de Barcelone
tome 2 : 107, 111, 130, 131, 140, 141, 142

Comuna
tome 1 : 191, 192, 194, 357
tome 6 : 306, 310

Conseil central ouvrier
tome 3 : 127, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142

Conseil communal d'animation de l'autogestion
tome 1 : 55

Conseil d'atelier
tome 2 : 111
tome 3 : 168
tome 5 : 353, 358

Conseil de défense des travailleurs
tome 3 : 85

Conseil de dépôt
tome 2 : 111
Conseil d'établissement
tome 6 : 24, 35
Conseil d'usager
tome 6 : 19
Conseil ouvrier, conseil de travailleurs
tome 1 : 5, 22, 36, 38, 47, 55, 56, 57, 61, 62, 176, 349, 363, 364, 368
tome 3 : 50, 51, 53, 55, 110, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 148, 151, 153, 155, 159, 160, 161, 166, 168, 170, 184, 224, 225, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 322
tome 4 : 103, 129, 130, 143, 144, 145, 149, 152, 163, 165, 167, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 179, 183, 184, 185, 194, 207, 289, 362
tome 5 : 107, 110, 128, 129, 150, 152, 175, 266, 272, 329, 349
tome 6 : 79, 80, 308
Contre-plan
tome 1 : 5
tome 2 : 272, 383
tome 3 : 110, 157
tome 4 : 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139
tome 5 : 241, 276
tome 6 : 67, 70
Contre-pouvoir
tome 1 : 82, 94, 326, 328, 350
tome 2 : 264, 384
tome 3 : 156, 178
tome 4 : 19, 22, 85, 147, 152, 208, 209, 235, 260, 264, 265, 391, 392, 393, 402, 407
tome 5 : 182, 269
tome 6 : 65
Contrôle de la production
tome 3 : 81, 83, 84, 153, 174, 216, 223, 375, 377, 379
Contrôle étudiant
tome 2 : 287, 290, 291, 293, 351, 352
tome 4 : 49, 181
tome 6 : 44, 45
Contrôle lycéen
tome 2 : 290
Contrôle ouvrier
tome 1 : 20, 81, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 140, 170, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 225, 229, 231, 248, 259, 344, 355, 359, 360, 361, 362, 364, 371, 372, 374, 375, 376
tome 2 : 29, 64, 93, 115, 117, 139, 140, 167, 239, 240, 264, 369, 372, 391, 392, 393, 394, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 405, 407, 408

tome 3 : 36, 48, 67, 69, 72, 74, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 91, 93, 94, 109, 115, 119, 123, 166, 186, 216, 217, 218, 219, 346, 377, 379, 384, 386
tome 4 : 41, 75, 90, 109, 110, 111, 131, 143, 145, 156, 159, 161, 162, 164, 166, 169, 170, 183, 187, 195, 221, 226, 227, 286, 336, 337, 338, 339, 340
tome 5 : 22, 51, 115, 116, 150, 151, 152, 176, 177, 209
tome 6 : 67, 198, 204, 209, 210, 296, 297, 299, 303

Contrôle ouvrier et populaire
tome 4 : 286, 336

Coopdy
tome 1 : 309

Cooperativa de Trabajadores del Molino Santa Rosa
tome 1 : 309

Cooperativa Maderera del Norte
tome 1 : 309

Cooperativa NiboPlast
tome 1 : 309

Cooperativa Pipinas Viva
tome 1 : 159, 160, 161

Cooperativa Radio Taxi del Cerr
tome 1 : 308

Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente (Tradoc)
tome 1 : 19

Coopérative
tome 1 : 19, 20, 22, 73, 74, 81, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 127, 128, 129, 130, 131, 137, 139, 140, 142, 148, 149, 150, 154, 168, 170, 192, 193, 194, 204, 207, 211, 212, 216, 217, 247, 253, 255, 256, 257, 259, 260, 271, 272, 273, 300, 301, 302, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 318, 327, 328, 338, 344, 346, 347, 369, 370, 381, 385
tome 2 : 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 48, 51, 53, 54, 55, 59, 61, 64, 65, 66, 68, 69, 76, 77, 87, 90, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 107, 112, 114, 122, 143, 156, 157, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 205, 209, 216, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 270, 272, 282, 294, 295, 300, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 310, 313, 314, 319, 322, 324, 325, 326, 329, 334, 336, 340, 341, 344, 345, 346, 347, 350, 376, 378, 384, 385, 394, 407, 408, 410
tome 3 : 19, 22, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 57, 65, 66, 82, 92, 100, 102, 103, 104, 108, 113, 117, 152, 162, 181, 206, 240, 271, 293, 297, 299, 303, 307, 308, 310, 317, 363, 365, 377, 378, 380, 382
tome 4 : 13, 39, 52, 53, 74, 75, 83, 86, 87, 117, 168, 174, 188, 191, 214, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 250, 251, 252, 253, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 276, 277, 278, 279, 287, 289, 290, 292, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 323, 337, 352, 362, 369, 372, 374, 375, 376, 377
tome 5 : 35, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 90, 91, 106, 118, 123, 153, 161, 163, 164, 166, 168, 179, 184, 185, 186, 229, 238, 243, 249, 255, 261,

262, 263, 264, 265, 286, 290, 291, 293, 300, 301, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 316, 318, 319, 321, 327, 328, 345, 346, 349, 351, 363, 364, 366
tome 6 : 27, 35, 45, 50, 83, 105, 165, 183, 186, 188, 192, 195, 196, 198, 204, 210, 212, 217, 223, 225, 245, 270, 271, 272, 275, 276, 277, 278, 279, 290, 294, 295, 302, 303, 310

Coopérative Ampo
tome 2 : 177

Coopérative Aurora
tome 1 : 308

Coopérative d'ateliers mécanique
tome 1 : 306

Coopérative de logements
282

Coopérative de production
tome 1 : 67, 73, 74, 117, 130, 132, 155, 273, 305, 307, 312, 313
tome 2 : 24, 35, 48, 53, 54, 59, 69, 76, 94, 112, 196, 202, 227, 228, 229, 232, 384, 408
tome 3 : 100
tome 4 : 53, 188, 250, 263, 310, 311, 313, 337
tome 5 : 35, 63, 64, 68, 73, 118, 238, 262, 291, 307, 345, 346, 351
tome 6 : 275

Coopérative de production de thermos
tome 1 : 307

Coopérative de transports de Paysandú
tome 1 : 306

Coopérative Irizar
tome 2 : 177

Coopérative Som Energía
tome 2 : 157

Coopérative Tinta Negra
tome 2 : 157

Coopérative Ulgor
tome 2 : 172, 173, 175, 182

Coopérative Unidad Cardiorrespiratoria Emergencia Móbil
tome 1 : 307

Coopima
tome 1 : 309

Cordon industriel
tome 1 : 79, 228, 229, 230, 231, 232
tome 4 : 103
tome 5 : 110

Cuisine sociale
tome 3 : 31, 32

Curt-Impex
tome 1 : 133, 134, 135, 136
Delespaul-Havez
tome 2 : 236, 237, 238, 239
Démocratie active
tome 1 : 78, 80, 335, 336
tome 4 : 30, 105, 256, 267, 361, 363
tome 5 : 43, 95, 136, 162, 166
tome 6 : 63, 68, 69, 102, 103, 177
Démocratie directe
tome 1 : 78, 82, 177, 178, 184, 186, 222, 328, 334, 345, 349, 357, 367
tome 2 : 118, 123, 126, 210
tome 3 : 31, 34, 154, 168, 239
tome 4 : 63, 65, 73, 74, 88, 105, 231, 256, 267, 268, 282, 334, 337, 341, 363
tome 5 : 11, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 41, 129, 133, 136, 148, 156, 183, 242
tome 6 : 36, 63, 69, 112, 177
Démocratie participative
tome 1 : 78, 181, 222, 334, 336, 337, 339, 340, 349, 359, 367, 371
tome 4 : 105, 116, 117, 118, 208, 256, 274, 372
tome 5 : 161, 162
tome 6 : 28, 266, 267, 269, 270
Dépérissement de l'État
tome 1 : 49, 376
tome 2 : 252
tome 3 : 226
tome 4 : 27, 74, 132, 176, 195, 231, 394
tome 5 : 20, 21, 23, 24, 30, 40, 59, 81, 113, 136, 141, 142, 246, 248, 267, 305, 343, 349
Double pouvoir
tome 1 : 82, 230, 268, 333, 334, 335, 345, 349, 350, 351, 368, 373
tome 2 : 116, 135, 247, 255, 398, 406
tome 3 : 69, 70, 79, 80, 81, 85, 90, 92, 93
tome 4 : 50, 54, 101, 103, 201, 257, 341, 392
tome 5 : 116, 145, 146, 157, 205
tome 6 : 174
Doux
tome 2 : 270
Droit de préemption
tome 2 : 68, 340, 344, 346, 347, 376
Économie politique du travail
tome 4 : 13, 251, 261
tome 5 : 65
tome 6 : 287

Économie sociale et solidaire
tome 1 : 317
tome 2 : 193, 320, 327, 333, 339, 340, 341, 342, 345
tome 4 : 34, 39, 87
tome 5 : 158, 161, 164, 165, 166, 167, 179, 229
tome 6 : 21, 152, 154, 194

El Chef
tome 3 : 32

Emis kai o Kosmos
tome 3 : 35

Empowerment
tome 6 : 49

Entreprise récupérée
tome 1 : 18, 20, 80, 83, 112, 114, 116, 117, 120, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 137, 138, 140, 148, 149, 150, 153, 154, 155, 156, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 303, 304, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 375
tome 4 : 191
tome 6 : 195, 196, 197, 198, 199, 204, 205, 211, 214, 217, 218, 219, 222, 288, 289, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 301, 303, 304, 306, 308, 310, 311, 312

Everwear
tome 2 : 270

Exploitation directe
tome 2 : 110, 236, 239

Expropriation
tome 1 : 20
tome 2 : 17, 141, 144, 205, 209, 383
tome 3 : 16, 18, 19, 56, 86, 92, 147, 216, 217
tome 4 : 34, 37, 38, 52, 163, 277, 280, 293, 337, 338, 339, 340
tome 5 : 82, 85, 91, 92, 111, 119, 141, 144, 145, 323
tome 6 : 162, 194, 196, 198, 210, 211, 218, 222

Fagor
tome 2 : 172, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185

Famille rennaise
tome 2 : 227

FaSinPat (Zanón)
tome 1 : 117, 118, 119, 121, 149, 150, 172, 173
tome 6 : 295

Ferme de Campêche
tome 2 : 388, 389

Flaskô
tome 1 : 18, 197, 203, 210, 211, 212, 214, 215
tome 6 : 297, 299

Fontanille
tome 2 : 191
tome 4 : 222
tome 6 : 302

Fralib (Scop-Ti)
tome 1 : 18, 19, 20, 165, 173
tome 2 : 190, 191, 192, 230, 315, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 344, 345, 376
tome 4 : 42, 87, 222, 223, 224, 387
tome 5 : 162, 164, 165, 167, 181
tome 6 : 27, 291, 298, 300, 302, 303, 306

Funsacoop
tome 1 : 309

Geslot-Voreux
tome 2 : 237

Gestion directe
tome 1 : 36, 64, 82, 115
tome 2 : 143, 206, 251, 254, 255, 263
tome 3 : 231
tome 5 : 12, 16, 17, 31, 149, 172, 173, 183
tome 6 : 299, 307

Gestion ouvrière
tome 1 : 112, 119, 120, 121, 123, 172, 212, 270, 274, 302, 374, 376
tome 2 : 29, 83, 140, 141, 143, 239, 243, 245, 247, 400, 404, 406, 408
tome 3 : 47, 54, 119, 216, 218, 222, 223
tome 4 : 41, 145, 164, 169, 340, 362
tome 5 : 91, 93, 94, 149, 151
tome 6 : 242, 288, 297

Gillet
tome 2 : 191
tome 4 : 222

Grève active
tome 2 : 288
tome 3 : 51, 146, 147, 150, 153, 154, 165, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 384
tome 4 : 165
tome 5 : 154

Grève productive
tome 2 : 268, 270
tome 5 : 152
tome 6 : 231, 232, 233, 242

Harco Steel
tome 3 : 384, 386, 387
Hélio-Corbeil
tome 2 : 191, 331, 332
tome 4 : 222
tome 6 : 302
Hôtel Bauen
tome 1 : 120, 127, 149, 162, 163
tome 6 : 296, 298, 299
Industrias Torio
tome 1 : 309
Ingraco
tome 1 : 309
Isotube
tome 2 : 270
Jedinstvo Novo
tome 1 : 18
tome 3 : 343, 344, 345, 346, 347, 348
Jugos Suin
tome 1 : 145, 146
Kazova
tome 3 : 102, 103, 104
Konen-Westinghouse
tome 2 : 270
L'Agricultrice
tome 3 : 35
L'Égalitaire
tome 2 : 231, 232, 233, 234, 235
La Fabrique du Sud
voir Pilpa
La Prolétarienne
tome 2 : 229
Les Industries de Palente
tome 2 : 272
Libero Mondo
tome 3 : 35
Librairie coopérative de Cordón
tome 1 : 308
Librairie des Volcans
tome 2 : 191
tome 4 : 222

Lip
tome 1 : 5, 22
tome 2 : 93, 259, 260, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284
tome 3 : 380
tome 4 : 191, 245, 283, 387, 388
tome 5 : 45, 139, 143, 144, 148, 151, 152, 157, 167, 170, 176, 196, 213, 241
tome 6 : 176, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 240, 241, 242

LOT
tome 3 : 157, 158, 159

Lucas Aerospace
tome 1 : 18, 19
tome 2 : 400
tome 4 : 133, 134, 136, 142, 245

Lustucru
tome 2 : 312, 313

Manuest
tome 2 : 270

Manufacture de coton uruguayenn
tome 1 : 308

Marentreq (Marseille entreprises réquisitionnées)
tome 2 : 246

Margueira
tome 3 : 85

Marque syndicale
tome 2 : 222, 223, 224, 225, 226, 227, 229

Molino Santa Rosa
tome 1 : 309

Mondragón
tome 2 : 60, 63, 154, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186
tome 4 : 289, 320, 362
tome 5 : 179, 329

Mouvement coopératif
tome 1 : 81, 166, 211, 304, 319, 323, 324, 325, 329, 330, 343, 351, 368, 377, 382, 384, 385, 386
tome 2 : 21, 24, 25, 26, 29, 35, 36, 37, 38, 40, 69, 76, 79, 121, 180, 194, 200, 202, 230, 233, 399
tome 3 : 14
tome 4 : 13, 261, 262, 263, 264, 265, 311, 312, 315, 317, 318, 319, 320, 322, 323
tome 5 : 64, 65, 66, 70, 154, 161, 309, 314, 315, 316, 318, 345, 363
tome 6 : 299

Nationalisation
tome 1 : 40, 63, 99, 100, 103, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 226, 227, 231, 272, 360, 361, 363, 371, 374, 375

tome 2 : 112, 207, 244, 250, 375, 378, 380, 391, 392, 393, 398
tome 4 : 38, 91, 113, 261, 317, 321
tome 5 : 22, 69, 77, 92, 151, 156, 157, 163, 172, 173, 174, 177, 178, 181, 188, 194, 195, 198, 209, 226, 266, 276, 298, 300, 310, 312, 319, 320, 331, 341
tome 6 : 64, 198, 199, 209, 210, 297

New Era Windows
tome 1 : 18
tome 2 : 41, 69, 70
tome 6 : 291

Optimum Group Évolution
tome 1 : 73

O Sporo
tome 3 : 34, 35

Philips-EGP
tome 2 : 189, 369, 370, 372
tome 5 : 162

Pigüé
tome 6 : 291, 294, 295, 299, 300, 303, 310

Pil
tome 2 : 270

Pilpa (La Fabrique du Sud)
tome 1 : 18, 20, 173
tome 2 : 191, 192, 230, 314, 315, 316, 317, 319, 320, 344
tome 4 : 222, 223, 224
tome 5 : 162
tome 6 : 291, 300, 302, 303, 306, 308

Pionniers de Rochdale
tome 2 : 194, 400
tome 4 : 262, 310, 311, 312
tome 5 : 309

Piron
tome 2 : 270

Planification
tome 1 : 51, 66, 67, 122, 167, 179, 184, 205, 222, 237, 294, 296, 297, 325, 333, 335, 338, 340, 341, 344, 367, 374
tome 2 : 38, 107, 136, 403
tome 3 : 95, 97, 100, 113, 118, 119, 144, 151, 159, 221, 242, 243, 313, 317, 322, 323, 324, 325, 329
tome 4 : 27, 41, 42, 55, 61, 63, 78, 79, 90, 108, 117, 118, 147, 157, 161, 173, 175, 191, 209, 210, 211, 236, 273, 287, 288, 289, 317, 341, 389, 399
tome 5 : 60, 61, 62, 73, 74, 75, 76, 80, 81, 101, 116, 141, 143, 145, 147, 151, 154, 157, 161, 165,

178, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 234, 237, 238, 240, 242, 247, 252, 266, 290, 293, 307, 312, 346, 347, 348, 352, 354
tome 6 : 19, 24, 35, 63, 64, 69, 71, 72, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 120, 121, 123, 161, 164

Plémer
tome 2 : 270

Poder popular
tome 1 : 22, 79, 230
tome 3 : 90, 91, 92, 93, 95
tome 4 : 103

Pouvoir étudiant
tome 2 : 256, 257, 287
tome 4 : 181
tome 6 : 44

Pouvoir ouvrier, pouvoir des travailleurs
tome 1 : 49, 363
tome 2 : 250, 287
tome 3 : 81, 95, 169, 239
tome 4 : 54, 55, 56, 86, 143, 145, 147, 148, 163, 166, 168, 170, 172, 179, 337, 339, 378
tome 5 : 117, 352, 357, 358

Printemps de Prague
tome 1 : 5, 22, 265
tome 2 : 45
tome 3 : 110, 221, 325
tome 4 : 66
tome 5 : 139, 146, 218
tome 6 : 79

Prise en main
tome 2 : 65, 149, 152, 254, 321, 322, 394
tome 3 : 146, 385
tome 4 : 167

Propriété sociale
tome 1 : 43, 214, 227, 234, 292, 359, 371
tome 2 : 203
tome 3 : 109, 110, 111, 112, 115, 148, 151, 223, 228, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 316, 324, 327, 329, 332, 344
tome 4 : 81, 196, 202, 284, 368
tome 6 : 67, 82

Reconversion
tome 1 : 96, 369
tome 2 : 241
tome 3 : 58, 59, 65, 91, 116, 156
tome 4 : 79, 248

tome 5 : 51, 70, 71, 167, 182, 333
tome 6 : 53, 65, 67, 69, 81, 303

Récupération d'entreprises, reprise d'entreprises
tome 1 : 63, 78, 81, 86, 100, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 133, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 153, 155, 157, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 171, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 216, 222, 273, 299, 304, 305, 307, 308, 309, 310, 312, 314, 315, 316, 318, 320, 321, 362, 371, 373, 374
tome 2 : 85, 123, 154, 156, 157, 189, 191, 192, 193, 312, 369, 408
tome 3 : 111, 348
tome 4 : 214, 320
tome 5 : 164
tome 6 : 301

Remise en marche, remise en route
tome 1 : 69, 72
tome 2 : 237, 239, 242, 259, 267
tome 3 : 90, 122, 123, 385, 386
tome 4 : 189
tome 5 : 162

République autogérée
tome 1 : 187
tome 2 : 404
tome 4 : 366
tome 5 : 103, 107, 169
tome 6 : 79

Réquisition
tome 1 : 96
tome 2 : 110, 112, 141, 149, 205, 207, 208, 215, 239, 242, 243, 244, 246, 247
tome 3 : 20
tome 5 : 45, 176, 182

Rimaflow
tome 1 : 18
tome 3 : 59, 64, 66, 67
tome 6 : 298, 300, 303, 308

Sacoo
tome 3 : 85

Scop
tome 1 : 20, 148
tome 2 : 182, 189, 190, 191, 192, 193, 272, 295, 296, 297, 300, 303, 305, 306, 308, 310, 311, 312, 315, 316, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 330, 331, 332, 333, 340, 344, 346, 347, 381, 382
tome 3 : 122
tome 4 : 42, 104, 106, 107, 139, 222, 223, 224, 254, 292, 310, 372

tome 5 : 48, 162, 179, 180, 328
tome 6 : 196, 301, 306

Scop-Ti
Voir Fralib

SeaFrance
tome 1 : 20
tome 2 : 190, 380, 381, 382
tome 4 : 221, 222
tome 6 : 302

Self-Help
tome 6 : 244

SET
tome 2 : 191

Shop-Steward
tome 2 : 392
tome 4 : 133

Simo
tome 1 : 68, 71, 72

Six
tome 2 : 237

Socialisation des moyens de production
tome 1 : 20, 64, 79, 191, 229, 318, 360, 366, 371, 374
tome 2 : 103, 104, 106, 108, 110, 113, 115, 117, 118, 119, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 155, 375
tome 3 : 55, 148, 164, 177, 185, 216, 217, 254, 356
tome 4 : 39, 63, 74, 77, 91, 156, 213, 214, 254, 269, 276, 281, 321, 368
tome 5 : 26, 60, 62, 63, 66, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 106, 111, 147, 157, 163, 164, 172, 174, 175, 177, 178, 179, 181, 233, 238, 240, 242, 276, 298, 302, 311, 322, 323, 324, 325, 326, 336, 342, 344, 363
tome 6 : 63, 97, 107, 135, 168, 169, 290

Sociedade Central de Cervejas
tome 3 : 85

Sociedad Cooperativa de Trabajadores Pascual
tome 1 : 81

Solame
tome 2 : 270

Soviet
tome 1 : 47, 176, 260
tome 2 : 255, 403
tome 3 : 53, 79, 107, 109, 113, 186, 188, 189, 193, 194, 195, 196, 200, 201, 202, 203, 205, 206, 210, 212, 318

tome 4 : 55, 65, 103, 149, 166, 170, 171, 174, 177, 194, 230, 237, 245, 331, 343, 344, 378, 402, 403
tome 5 : 22, 24, 134, 175, 250, 365

Take over
tome 1 : 259
tome 3 : 196, 209, 388, 391

Teppaz
tome 2 : 270

Terra Verde
tome 3 : 35

TFR
tome 2 : 270

To Koukoutsi
tome 3 : 35

Tower Colliery
tome 2 : 409, 410, 411

Tradoc (Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente)
tome 1 : 81, 247, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 272, 273

Transition
tome 1 : 48, 63, 64, 65, 225, 226, 233, 359, 364, 385, 386, 387
tome 2 : 107, 120, 122, 154, 155, 322, 324, 326, 343, 368, 383
tome 3 : 77, 78, 86, 120, 166, 202, 205, 218, 276, 330, 344, 348, 360
tome 4 : 28, 33, 45, 54, 56, 58, 61, 90, 169, 173, 176, 177, 180, 184, 188, 198, 199, 209, 210, 211, 240, 256, 257, 259, 262, 278, 279, 280, 335, 336, 337, 345, 357, 366
tome 5 : 11, 23, 25, 26, 29, 30, 49, 58, 60, 62, 63, 66, 70, 71, 77, 79, 81, 116, 117, 118, 123, 143, 147, 166, 174, 177, 186, 239, 246, 254, 267, 269, 299, 300, 301, 303, 304, 309, 310, 311, 318, 346, 362, 365
tome 6 : 63, 66, 67, 68, 69, 70, 84, 109, 110, 115, 118, 119, 121, 180

Unión Solidaria de Trabajadores
tome 1 : 173

Unikon
tome 3 : 380, 381, 382, 383

Unimel
tome 2 : 270

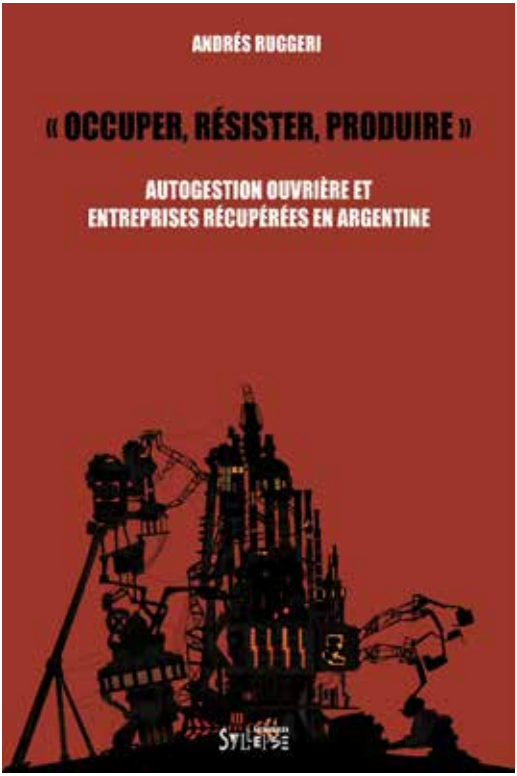
Universal
tome 3 : 381, 382

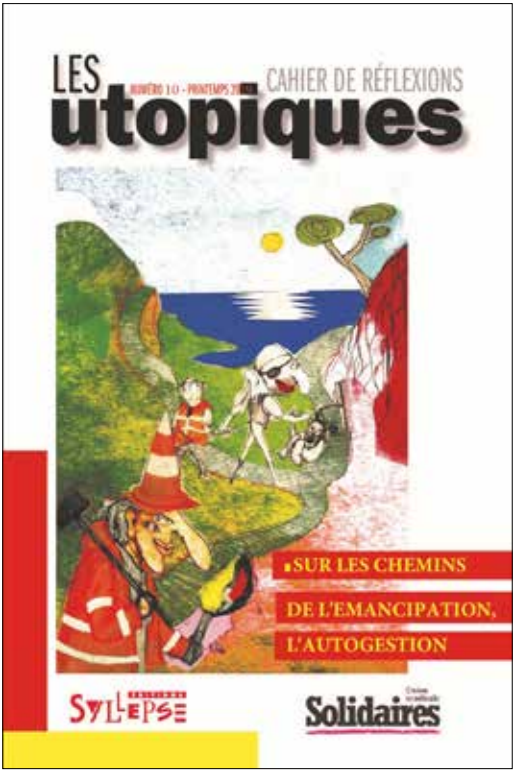
Urola
tome 2 : 177

Uruven
tome 1 : 309

Victoriaen
tome 1 : 309

Villa El Salvador
tome 1 : 185, 294, 295, 296, 297, 298
Vio.Me (Viomijanikí Metaleftikí)
tome 1 : 18, 19
tome 3 : 45, 47, 48, 49, 104
tome 6 : 288, 300, 302, 303
Workers' committee, workers' council
tome 3 : 187, 189, 194, 195, 196, 198, 200, 202, 203, 204, 206, 210, 213, 215, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 263, 277, 279, 281, 291, 305, 309
tome 5 : 266
Workers' control
tome 2 : 391, 400
tome 3 : 186, 187, 188, 190, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209
Worker co-operative, Woker ownership
tome 1 : 247, 253, 254, 255, 256, 257, 259
tome 2 : 30, 31, 32, 36, 37, 38, 41, 70, 71, 73, 74, 75, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 400
Workers' management, worker's self-management
tome 2 : 32, 391
tome 3 : 190, 214
tome 4 : 85, 86, 87, 88, 89, 238
Worker ownership
tome 1 : 247, 253
tome 2 : 70, 73
Work-in
tome 3 : 385, 386, 387, 391, 394
Yomuri
tome 3 : 376
Zanón (FaSinPat)
tome 1 : 18, 112, 117, 118, 119, 120, 149, 172, 212
tome 6 : 198, 204, 206, 211, 215, 295
Zévallos
tome 2 : 387, 388
Zone à défendre (Zad)
tome 2 : 354, 355, 356, 357, 358, 359, 362


ANDRÉS RUGGERI
« OCCUPER, RÉSISTER, PRODUIRE »
AUTOGESTION OUVRIÈRE ET
ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES EN ARGENTINE
SYLLEPSE


LES
utopiques
CAHIER DE RÉFLEXIONS
SUR LES CHEMINS
DE L'EMANCIPATION,
L'AUTOGESTION
SYLLEPSE
Solidaires

Autogestión

自主管理

AUTOGESTÃO

самоуправления

Samoupravljanje

savivalda

Self-management

αυτοδιαχείριση

Само-управљања

selvforvaltning

autogestione

الإدارة الذاتية

samorząd

工人自治

zelfbeheer

samospráva pracovníků

jesyon ak pwòp tèt ou

각자 관리

munkavállalói irányítás

fitantanantena

Riadiaca samospráva

Özyönetim

Selbstverwaltung